

COLLECTION DE MÉMOIRES ET DOCUMENTS

POUR SERVIR A L’HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

**ERICH LUDËNDORFF**

**PREMIER QUARTIER-MAITRE GÉNÉRAL DES ARMÉES ALLEMANDES**

SOUVENIRS

DE

GUERRE

***Avec 46 cartes***

PRÉFACE DU GÉNÉRAL BUAT

TOME I



**PAYOT & O, PARIS**

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

**1920 *Tous droits réservés.***

Contents

[PRÉFACE. 5](#_Toc359361086)

[AVANT-PROPOS. 13](#_Toc359361087)

[MA PENSÉE ET MON ACTION.. 14](#_Toc359361088)

[LIÈGE. 40](#_Toc359361089)

[CHEF DE L’ËTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L’EST DU 22 AOÛT 1911 au 28 AOÛT 1916   58](#_Toc359361090)

[LA CAMPAGNE DE POLOGNE DE L’AUTOMNE 1914. 95](#_Toc359361091)

[LA BATAILLE D’HlVER DE MAZURIE. 143](#_Toc359361092)

[LA CAMPAGNE D’ÉTÉ DE 1915 CONTRE LA RUSSIE. 168](#_Toc359361093)

[LE QUARTIER GÉNÉRAL DU COMMANDANT EN CHEF DE L’EST A KOVNO D’OCTOBRE 1915 A JUILLET 1916. 207](#_Toc359361094)

[LA PÉRIODE DE CALME.. 207](#_Toc359361095)

[QUARTIER GENERAL DE l’EST, A KOVNO.. 216](#_Toc359361096)

[QUARTIER GÉNÉRAL DE L’EST, A KOVNO. 227](#_Toc359361097)

[LA GUERRE ET LA CRISE A L’EST. 249](#_Toc359361098)

[NOTRE COMMANDEMENT ÉLARGI SUR LE FRONT ORIENTAL EN AOÛT 1916   278](#_Toc359361099)

[PREMIER QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL. 288](#_Toc359361100)

[LA GRANDE OFFENSIVE DE L’ENTENTE, A L’AUTOMNE 1916. 288](#_Toc359361101)

[LA SITUATION A LA FIN DE 1916. 385](#_Toc359361102)

[LA BASE DE LA CONTINUATION DE LA GUERRE ET L’INSTRUMENT DE GUERRE. 395](#_Toc359361103)

# PRÉFACE

Ludendorff ! De même qu’au siècle dernier, Gneisenau domine Blücher et qu’en 1870 le nom de Guillaume Ier s’efface devant celui de Moltke, de même la réputation de Ludendorff, au cours de la dernière guerre, éclipse complètement celle de Guillaume II.

C’est une tradition, en Prusse, — et l’armée allemande n’est qu’une armée prussienne renforcée — que le monarque n’exerce qu’une autorité nominale et que le commandement effectif des armées soit remis aux mains d’un Chef d’État-Major général.

Après avoir usé en cet emploi deux généraux réputés dont l’un ne résista pas à l’épreuve de la Marne et l’autre à celle de Verdun, l’Allemagne, à partir de la fin d’août 1916 et jusqu’à l’achèvement de la guerre, confia ses destinées à un duumvirat qui venait de se distinguer d’une manière éclatante sur le front oriental : Hindenburg et Ludendorff. Celui-ci n’était officiellement que l’adjoint de celui-là. En fait, — et personne, en Allemagne comme ailleurs, pas même Ludendorff, ne s’y trompa, —, il fut le maître. À ses côtés, ni l’Empereur, ni le Chef d’État-Major général n’existèrent que pour la forme ou pour ajouter, dans certaines circonstances solennelles, au poids de l’ordre ou de l’avis donné celui de la fonction. Hindenburg parle de lui « et du général Ludendorff » ; Ludendorff dit : moi, et, neuf fois sur dix, il ne fait mention d’aucun autre.

Durant plus de deux ans, il dirigea les armées allemande, autrichienne, bulgare et turque sur tous les fronts. Il fit plus : pas une question d’ordre intérieur à l’Empire, pas une négociation de politique extérieure, pas une mesure administrative de quelque gravité ne fut traitée ou adoptée sans son assentiment, souvent même sans son initiative. Son autorité fut si grande que, non sans raison, beaucoup de ses compatriotes et de ses alliés virent en lui le « dictateur ». En mars 1918, à la tribune du Reichstag, Haase disait déjà : « Le Chancelier n’est que l’enseigne qui couvre le parti militaire. Celui qui gouverne, c’est Ludendorff. »

Sa dictature de fait dura jusqu’à ce que sonne l’heure des revers pour l’armée allemande. Dès lors, sa popularité tomba plus vite encore qu’elle ne s’était élevée. Sur lui se concentrèrent tous les mécontentements, comme s’y étaient concentrées toutes les illusions ; contre lui se liguèrent tous les ennemis du parti dont il était le plus remarquable représentant ; il devint le paratonnerre qui attira, comme la foudre, la défiance populaire. On le jeta bas, lors de l’armistice dont il ne voulait plus, après l’avoir lui-même réclamé dans un moment de défaillance.

C’est cet homme qui vient de publier ses *Souvenirs de guerre*, lesquels sont plus que des souvenirs : un plaidoyer pour soi-même, une défense du parti qu’il représente, un essai de condamnation des gouvernements successifs de son pays de 1914 à 1918, un acte de foi en la restauration prochaine de la grande Allemagne.

Le livre qu’on va lire en est la traduction fidèle. Sa lecture ne peut manquer d’intéresser vivement les lecteurs de toutes les nations.

Ce qu’ils y trouveront ? Ce n’est pas en quelques pages qu’on le peut dire ; un volume entier est nécessaire pour suivre les actes de Ludendorff et les commenter.

On y trouvera Ludendorff peint par lui-même, sans fard sinon sans réticences à certains endroits, tel qu’il est : un fanatique de la grandeur de sa patrie.

Il l’est depuis longtemps. À l’Académie de Guerre où il professa la tactique, au Grand État-Major où il exerça la direction de la section des opérations, la plus importante de toutes, il fut un des prêtres de ce temple de la doctrine guerrière de la Prusse. Dès 1905il était de ces hommes qui, dit Kühlmann, « sont des brutes, mais ne sont pas des fous », qui voulaient la guerre pour donner à l’Allemagne une extension proportionnée à sa population et lui procurer l’hégémonie justifiée, croyaient-ils, par les éminentes qualités du peuple allemand dans toutes les branches de l’activité humaine.

À cette époque, ces pangermanistes intransigeants n’avaient pas pu triompher de la poltronnerie de leur Empereur ; mais ils ne se lassèrent jamais, poussèrent aux armements, aux augmentations de crédits militaires, aux constitutions d’unités nouvelles. Ils voulaient la guerre ; ils la voulaient avec une telle ardeur qu’ils n’auraient reculé devant aucun moyen, licite ou illicite, pour la provoquer. Ludendorff fut intimement mêlé à l’affaire de Saverne. Ah ! il est bien de la même école que ce Bernhardi qui, dans son livre :*L’Allemagne et la prochaine guerre*, n’hésite pas à écrire que son pays a besoin de la guerre, mais qu’il serait avantageux pour lui d’être attaqué et que la diplomatie allemande a le devoir de « biseauter les cartes », en inventant au besoin un de ces prétextes dont les thèmes abondent aussi bien en Afrique qu’en Europe !

Ludendorff lui-même nous dit qu’en 1912 il fut l’auteur du projet de loi qui aboutit à l’accroissement de l’effectif de paix de plusieurs centaines de mille hommes et à l’inscription au budget de la guerre d’un crédit supplémentaire d’un milliard. Il ajoute, — nous l’ignorions, — qu’il avait aussi réclamé la formation immédiate de trois corps d’armée nouveaux, ce qui ne lui fut point accordé. C’est même à la rudesse mal dissimulée qu’il mit à soutenir la partie contestée de son projet qu’il attribue son départ du Grand État-Major et son affectation au commandement d’un régiment d’infanterie.

La guerre le trouve commandant de brigade, mais muni d’une lettre de service pour un poste d’état-major. Il se distingue à la prise de Liège où il assiste à titre de quartier-maître de l’armée de siège, mais où il prend un commandement de troupes de sa propre autorité. À la fin d’août 1914, il est nommé chef d’état-major de l’unique armée qui défend — mal d’ailleurs — la Prusse orientale. C’est là qu’il est associé pour la première fois à Hindenburg, qui ne le lâchera plus désormais que dans les derniers jours de la campagne. Dès son arrivée, il débute par des coups de maître qui, il faut bien le dire, lui sont facilités par des imprudences, sinon des trahisons russes, et se taille une réputation de sauveur ; il est le premier à se considérer comme tel. Pendant deux ans, il bat les Russes tout en soutenant les Austro-Hongrois à peu près toujours défaillants. Il réduit la Serbie et prépare l’écrasement de la Roumanie.

   Vers la fin d’août 1916, après l’échec de Verdun, sous l’impression produite par les terribles pertes de la Somme, l’Allemagne, à bout de souffle, a de nouveau besoin d’un sauveur. C’est à Hindenburg — mais Hindenburg c’est Ludendorff — qu’elle fait appel. À partir de ce moment, Ludendorff domine.

Son fanatisme pour sa patrie ne peut être comparé qu’à celui d’un prêtre mystique pour son Dieu. Il est le représentant sur la terre d’une divinité : l’Allemagne. Orgueilleux pour elle au-delà de toute mesure, il ne l’est pas moins pour lui, puisqu’il participe en quelque sorte de son essence et partage son infaillibilité. Tranquille et ferme dans ses décisions, puisqu’il détient la vérité, il est entêté dans ses haines contre tout ce qui vient à l’encontre de la politique allemande, à la manière dont le croyant a horreur des hérétiques. Pour lui, tout est permis qui sert la grandeur de l’Allemagne ; l’intérêt de la patrie passe naturellement avant toute considération d’humanité. Sa psychologie est mince, parce que sa foi est aveugle ; il ne comprend ni ses ennemis, ni même son propre peuple.

Tous ses actes politiques se ressentent, en effet, de cette mentalité ; ils sont commandés par elle. À mesure que le temps passe et que les espérances qu’on a fait miroiter à ses yeux s’évanouissent, le peuple allemand aspire de plus en plus à la paix. Ses gouvernants le savent ; ils savent aussi leur impuissance à lutter contre un courant qui les emporterait tous. Ludendorff, lui, ne voit rien ou ne veut rien voir ; il se révolte contre ces aspirations pacifiques : l’Allemagne ne peut pas être vaincue, elle vaincra donc et tirera de ses victoires tous les bénéfices promis ; se résigner à ne les point obtenir serait une déchéance et si une pareille perspective devait jamais être envisagée, ce n’est pas que les armées auraient été battues, c’est que le moral du peuple ne se serait pas montré à la hauteur des sacrifices nécessaires et, de cette dépression, le Gouvernement qui est maître à l’intérieur serait responsable. Et cela se produit et il entre en conflit avec les gouvernements successifs ; l’intransigeance de ses attitudes a vite fait d’envenimer les choses ; il entre en conflit aussi avec les partis qui constituent la majorité du Reichstag et de qui les gouvernements s’inspirent ; il entre enfin en conflit si aigu avec le peuple qui réclame « la fin avec la désolation plutôt que la désolation sans la fin, » que le peuple finit par le considérer comme le principal obstacle à la conclusion de la paix.

Admiré tout d’abord comme un héros de légende, sa réputation se maintient jusqu’à la fin de 1917. À cette époque, il avait mis à mal la Russie, la Serbie et la Roumanie ; il était maître de la Lettonie, Livonie, Courlande, Lithuanie, Pologne, Ukraine ; il allait pousser jusque dans le Caucase ; il n’avait encore eu à soutenir sur le front occidental que des batailles défensives qui, toutes, avaient rempli leur but. Il possède encore la confiance des armées au début de 1918, alors qu’il concentre contre les Anglo-Français, pour une ruée finale, la presque totalité des forces allemandes.

La victoire est certaine : il l’annonce : jamais il n’a été plus fort, et l’Allemagne dans la plénitude de ses moyens ne peut pas ne pas être victorieuse. Il se lance dans son attaque du 21 mars qui lui apporte des succès tactiques sans précédents, mais qui ne réussit pas à lui procurer les succès stratégiques attendus. Il recommence le 27 mai pour finir de la même manière. Le moral de ses armées déchoit, et, plus encore, celui du peuple. Peut-être, après tant d’efforts inutiles et de pertes sanglantes, serait-il sage de renoncer ; il ne renoncera jamais. Peut-être serait-il prudent, puisqu’il ne veut pas croire la guerre perdue, de prendre un front plus court afin de disposer de plus nombreuses réserves pour parer les coups inévitables que vont lui porter les Alliés ; il ne consent pas à l’aveu de faiblesse que serait, à ce moment, une attitude défensive. Au contraire, il s’obstine, attaque encore le 15 juillet et s’effondre tandis que les Alliés le saisissent à leur tour sur un point faible — trop faible parce que, dans son orgueil, il a méprisé ses adversaires — et commencent à le terrasser. Ses armées, cette fois, arrivent au bout de leur moral ; le peuple allemand désespère. Lui, se refuse à comprendre.

Moins d’un mois plus tard, le 8 août et jours suivants, une nouvelle défaite le jette à terre. Étourdi, il sent le sol manquer sous ses pas et il est le premier à demander à son gouvernement de solliciter un armistice qui le sauvera du désastre.

Puis, bientôt et quoique la situation ne fasse qu’empirer, il se reprend. Dans les négociations qui sont entamées, il veut encore parler en maître quoiqu’il n’ait plus la force. Mais le sort en est jeté ; son peuple a tout ressort brisé, rien ne peut plus le faire réagir. Au gouvernement éclairé sur cette situation, Ludendorff lance des appels de levée en masse ; il parle de lutte à mort à des hommes qui savent ne plus pouvoir lutter et qui ne veulent pas mourir ; il perd entièrement la confiance des gouvernants qui, décidés à traiter parce qu’ils ne peuvent rien faire d’autre, exigent de l’Empereur son remplacement. Cet événement se produit le 26 octobre 1918.

Sur l’œuvre militaire de Ludendorff, il y aurait beaucoup à dire, et cela sera dit ailleurs. En résumé, Ludendorff fut un disciple, un excellent disciple ; jamais il ne fut un créateur. Contre un ennemi comme le Russe, frappé d’ataxie locomotrice par manque de voies ferrées et de réseau routier suffisamment développé, l’application intégrale des procédés d’école, dérivés des principes souverains autant qu’immuables de l’art de la guerre, lui a toujours plus ou moins réussi. Sur le front français où bien des choses étaient différentes, Ludendorff n’a pas su adapter à ces principes les moyens de vaincre d’aujourd’hui. « Jamais, dit-il, nous n’avons pu conduire une grande percée stratégique jusqu’à ses dernières conséquences. » C’est sûrement qu’il s’y est mal pris, puisque le problème n’était pas insoluble, ce qui était sûr à l’avance. C’est peut-être qu’au lieu de viser simplement le bris d’un pan de mur surmonté de défenseurs, il n’a pas pris suffisamment attention à d’autres défenseurs dont il connaissait cependant l’existence et qui, loin en arrière du mur, gardiens jaloux de la victoire, devaient nécessairement accourir à la brèche pour l’obstruer. Ce sont ceux-là qui étaient ses véritables ennemis, ceux qu’il devait obliger d’abord à rallier le mur en différents points, afin de ne les plus trouver quand, son effraction consommée, il entrerait dans la maison et y capturerait la victoire tout à son aise. Le moyen pratique d’en arriver là, Ludendorff ne l’a pas trouvé. Il a cru que son irruption serait si soudaine que les réserves alliées n’auraient pas le temps de venir tôt ou tard lui barrer le chemin. Là est sa grande erreur ; ce qui pouvait réussir à la rigueur en Russie n’était plus de mise en France.

Il n’en reste pas moins que les nombreuses instructions qu’il adressait aux armées révèlent un esprit d’homme averti des choses de la guerre, un observateur sagace, un général de tout premier second plan, si l’on peut s’exprimer ainsi.

Ludendorff a disparu, le 26 octobre 1918, de la scène où il avait occupé une si grande place. On peut tenir pour certain qu’il n’a fait qu’une fausse sortie. Il est encore dans la coulisse. Tout son livre, et notamment l’épilogue, n’est qu’un appel, mieux même : des « commandements », car, apôtre jusqu’au bout, il prophétise comme Moïse, en vue de la restauration de l’Allemagne et de son Empire.

Le temps travaille en sa faveur ; il suffit, pour s’en convaincre, de lire la relation de l’accueil qui, le 12 novembre et jours suivants, fut fait à Hindenburg et à Ludendorff par la population de Berlin. Il attendra son heure ; il sait que la « fièvre danubienne » est un mal dont l’Europe souffrira pendant au moins un quart de siècle. Au cours de ces vingt-cinq ans, il peut y avoir place pour un dictateur européen et nul ne sait si les libérateurs de la Russie encore bolchéviste ne seront pas alors à ses gages.

Ces vues paraîtront peut-être un peu lointaines, mais elles contribueront aussi à donner envie de bien connaître l’homme capable d’oser de telles destinées et rien n’est plus propre à cela que la lecture de ses « Souvenirs de guerre. »

**GÉNÉRAL BUAT.**

# AVANT-PROPOS

*Pendant les quatre années de guerre, je n’ai pu rien fixer par écrit. Le temps me manquait. Maintenant que j’ai des loisirs, je fais ce qui ne m’était pas permis et j’écris, principalement de mémoire, mes souvenirs de guerre.*

*La vie m’a placé dans des situations dirigeantes. Le général-feld-maréchal von Hindenburg et moi, nous avons été appelés, en commun avec d’autres hommes, à diriger la défense du pays.*

*Ces souvenirs de guerre doivent raconter les actes de la nation allemande et de son armée, auxquels mon nom est associé à jamais. Ils décrivent ce que j’ai tâché de faire et disent ce dont j’ai été le témoin dans la lutte des nations : les combats sans pareils, la souffrance, la défaillance de la nation allemande.*

*Les Allemands n’ont pas encore trouvé le temps de se recueillir et de revenir à eux-mêmes. Trop de choses les accablent. Le tableau des hauts faits de leur armée et de l’œuvre réalisée par l’intérieur peut pourtant les aider à se relever fièrement. Mais ils n’ont pas de temps à perdre pour tirer la leçon des événements qui les ont conduits à leur malheur, car l’histoire poursuit inexorablement son cours et elle broie les peuples désunis qui se déchirent eux-mêmes.*

*LUDENDORFF*,

Écrit en Suède, à Hesslebolmsgürd, De novembre 1918 à février 1919, et complété à Berlin jusqu’au 23 juin, jour de l’acceptation — de la paix.

# MA PENSÉE ET MON ACTION

I

Le coup de main sur Liège inaugura la série des victoires allemandes. Ce fut un acte audacieux où la hardiesse de la conception ne le céda qu’à l’énergie de l’exécution.

Les campagnes de l’Est de 1914 et 1915, de même que celle de l’été 1916, furent de grands exploits, dignes des plus hauts faits militaires de tous les temps. Elles soumirent les chefs et la troupe aux plus dures épreuves. Les Russes avaient des effectifs très supérieurs à ceux des armées alliées, allemandes et austro-hongroises, qui combattaient sur ce front.

Mais c’est surtout la guerre, que le général-feld-maréchal von Hindenburg et moi nous eûmes à diriger à partir du 29 août 1916, jour de notre arrivée au G. Q. G., qui peut compter parmi les plus dures de l’Histoire. On n’avait encore rien vu de plus puissant et de plus émouvant. L’Allemagne, aidée par de faibles alliés, luttait péniblement contre le monde entier. Il fallut prendre des décisions d’une exceptionnelle gravité. Elles furent rigoureusement imposées par la situation militaire, par notre conception de la guerre, et par sa nature même.

Les armées et les marines ont employé, dans la lutte, les méthodes déjà connues ; seules les forces et les ressources mises en action ont dépassé tout ce qui avait pu être imaginé. Mais le caractère vraiment original de cette guerre, c’est d’avoir fait se serrer derrière leurs armées et les pénétrer intimement des peuples tout entiers. La France seule avait, en 1870-1871, donné pareil spectacle.

On ne distinguait plus, dans cette guerre, où commençait la force de l’armée et de la marine, où cessait celle de la nation. Armée et nation étaient confondues. Le monde avait sous les yeux le spectacle d’une guerre nationale au sens littéral du mot. Avec toutes leurs forces rassemblées, les plus puissants États de la terre se faisaient face. À la lutte contre les forces ennemies sur des fronts immenses et sur toute l’étendue des mers s’ajoutait la lutte contre l’âme et la puissance vitale des peuples ennemis que l’on cherchait à corroder et à paralyser. Il est facile et peu dangereux de faire la guerre et de livrer des batailles quand on dispose de gros effectifs. Mais, le général-feld-maréchal et moi, nous n’avons pas eu cette chance pendant les trois premières années de la guerre. Il ne nous restait qu’à agir suivant notre devoir et notre conscience et à prendre la responsabilité de ce que nous estimions nécessaire pour obtenir la victoire. Le succès pendant cette période, fut de notre côté.

Lorsqu’en mars 1918, nous avons pris l’offensive avec des forces telles que l’Allemagne n’avait jamais été, à cet égard, dans une situation si favorable vis-à-vis de ses adversaires, nous avons obtenu de grandes victoires, mais nous n’avons pu obtenir rapidement un succès décisif. Puis ce fut le fléchissement, alors que l’ennemi devenait de plus en plus fort.

II

Cette guerre mondiale et nationale nous soumit, nous, les Allemands, qui en supportions tout le poids accablant, à des exigences énormes. Nous devions tout donner si nous voulions la gagner. Nous devions, au vrai sens du mot, combattre et travailler jusqu’à la dernière goutte de sang et de sueur et garder notre entrain au combat, plus encore, notre gaîté confiante : dure loi, mais loi inéluctable malgré les difficultés matérielles que l’adversaire imposait, malgré les assauts de la propagande ennemie dont le travail sournois était si puissant.

L’armée et la marine ont leurs racines dans la patrie, comme le chêne a les siennes dans la terre allemande. Elles vivent de la terre natale où elles puisent leurs forces. Elles peuvent recevoir, mais elles ne peuvent pas produire ce dont elles ont besoin et elles combattent avec ce que le pays leur donne de forces morales, corporelles et matérielles. Ce sont ces forces qui permettent à l’armée et à la marine de vaincre, qui permettent le dévouement fidèle, le sacrifice obscur dans la lutte quotidienne et dans les misères de la guerre. Elles seules pouvaient assurer à l’Allemagne le succès final. C’est avec elles que notre patrie mena contre le monde entier cette lutte de Titans ; s’y ajoutaient, il est vrai, l’aide de nos alliés et les contributions imposées, suivant les lois de la guerre, aux régions occupées.

L’armée et la marine devaient donc recevoir sans cesse du pays, de l’énergie morale, des hommes et du matériel, et sans cesse se rajeunir par l’afflux de sa vie.

Il fallait fortifier le moral et la volonté guerrière de l’intérieur. Malheur à nous s’ils étaient entamés ! Plus la guerre se prolongeait, plus les dangers devenaient grands de ce côté, plus il y avait à faire d’efforts. Et, en même temps, l’armée et la marine avaient de plus en plus besoin de réconfort moral.

Il fallait mettre en œuvre jusqu’à l’extrême, et garantir, contre toute atteinte, les forces corporelles et matérielles de la patrie.

C’étaient de grandes tâches pour le pays. Le pays était non seulement l’assise qui portait notre fière défense nationale et qui ne devait pas être entamée ; il était la source vivifiante qui devait rester cristalline et pure et néanmoins puissante, pour raffermir les nerfs de notre armée et de notre marine et permettre à leurs forces de s’y renouveler sans cesse. La nation avait besoin de la force intérieure pour alimenter l’armée et la marine. La force du pays et la force de nos armes étaient si étroitement liées qu’on ne pouvait les dissocier. Le courage de nos combattants dépendait étroitement du moral de l’intérieur. L’intérieur travaillait et vivait pour la guerre ; jamais pareil spectacle n’avait été offert. Cette activité, le gouvernement, le chancelier responsable, avaient à la guider et à la fortifier.

Le chancelier avait encore une autre grande tâche, dans la conduite de la guerre : la direction de la lutte contre les fronts intérieurs ennemis. L’Allemagne ne devait-elle pas employer, elle aussi, ce puissant instrument de guerre dont journellement on usait contre elle ? Ne devait-elle pas chercher à atteindre le moral des peuples ennemis, comme l’ennemi le faisait chez nous et, malheureusement, avec tant de succès ? Cette lutte devait être menée de l’intérieur par le détour des pays neutres, puis, mais plus tard seulement, de front à front. Il est vrai qu’il manquait à l’Allemagne un auxiliaire puissant de propagande : le blocus de la faim contre les populations ennemies.

Le gouvernement avait de grandes tâches à remplir au service de la nation, pour la terminaison heureuse de la guerre. Aucun gouvernement allemand n’a eu une mission plus haute : mettre l’union des forces de l’Allemagne au service de l’Empereur, pour la victoire sur le champ de bataille et mener la lutte contre l’esprit et le moral des peuples ennemis. L’activité gouvernementale devenait ainsi un facteur décisif de la guerre. Il fallait pour cela que le gouvernement, le Reichstag et le, peuple n’eussent, plus que jamais, qu’une seule idée : la guerre. La situation était telle : la force résidait dans le pays ; elle se manifestait sur le front de combat.

Le grand objectif, la paix, ne pouvait être atteint que par une conduite vigoureuse de la guerre. En faisant la guerre, le gouvernement travaillait donc pour la paix, dont la préparation immédiate était son autre devoir essentiel.

Le général-feld-maréchal et moi, nous avons communiqué au chancelier, peu après notre arrivée au commandement suprême et après étude de la situation, nos vues sur les besoins de l’armée, qui étaient en même temps ceux de la marine, et nous lui avons exposé les tâches qui en résultaient pour l’intérieur. Nous l’invitions à collaborer à l’œuvre de guerre et nous étions confiants, malgré la gravité menaçante de la situation.

Le gouvernement avait salué notre arrivée au commandement suprême. Nous allions à lui en toute confiance. Mais bientôt deux mondes d’idées commençaient à se heurter, représentés par les vues du gouvernement et par les nôtres. Cette opposition a été pour nous une grosse déception et, en même temps, une source de grosses difficultés.

À Berlin, on ne pouvait pas partager notre conception des nécessités de la guerre ni trouver la volonté de fer qui s’empare de tout un peuple et ne connaît qu’une idée : la guerre et la victoire. Les grandes démocraties de l’Entente y sont parvenues. Gambetta en 1870-1871, Clemenceau et Lloyd George, pendant cette guerre, ont, avec fermeté, mis leurs peuples au service de la victoire. Notre gouvernement a imparfaitement vu cette obstination à la poursuite du but, cette volonté puissante d’anéantissement qui était dans l’Entente. Elle fut toujours évidente. Au lieu de rassembler pour la guerre toutes les forces disponibles et de les tendre à l’extrême, afin d’arriver à la paix par le champ de bataille, comme le veut la définition même de la guerre, au lieu de cela, on s’engagea à Berlin dans une autre voie : on parla et reparla de réconciliation et de transaction et on négligea de donner en même temps à notre peuple une forte impulsion guerrière. On croyait à Berlin, ou on voulait croire, que les peuples ennemis attendaient impatiemment des paroles de conciliation et qu’ils contraindraient leurs gouvernements à la paix. On ignorait à ce point la mentalité des peuples et des gouvernements ennemis, la puissance de leur sentiment national et la ténacité de leur vouloir. L’histoire du passé n’avait rien appris aux gens de Berlin. Ils ne sentirent que leur impuissance à agir sur le moral ennemi, perdirent l’espoir en la victoire et se laissèrent pousser par les événements. L’aspiration vers la paix devint plus forte que la volonté de combattre pour la victoire. Le chemin de la paix était barré par la volonté d’anéantissement qui était celle de l’ennemi. On négligea d’engager le peuple sur le dur chemin de la victoire.

Le Reichstag et le peuple voyaient qu’une direction forte, ardemment désirée par beaucoup, leur faisait défaut, et ils glissèrent avec le gouvernement sur la pente dangereuse. Les véritables grandes questions de la guerre furent de plus en plus négligées. Elles furent étouffées par les discussions politiques et l’égoïsme personnel. C’est ce qui fit le malheur de la patrie.

Il est possible que la révolution qui ébranle aujourd’hui l’Europe amène un nouvel ordre mondial, qu’elle mûrisse les idées et les sentiments des peuples pour une paix de justice et de réconciliation humaine. Il est vrai' que les conditions d’armistice et de paix ne préparent guère les voies. En tout cas, pendant que j’étais premier quartier-maître général, le monde n’avait pas encore changé.

Le point de vue du commandement suprême était celui que le président Wilson exprimait en novembre 1918 pour défendre son grand programme naval, en disant qu’il ne lui semblait pas raisonnable que l’Amérique subordonnât, dès à présent, son programme naval à une politique mondiale à venir, au sujet de laquelle aucune décision n’était encore prise.

Le président du conseil des soldats de la 4e Armée écrivait dans le même sens, en novembre 1918 :

« Il est possible que beaucoup construisent la révolution avec leur idéalisme. Celui qui revient du front est obligé de se dire que la philosophie de l’Entente est, pour le moment, encore dans les voies du matérialisme. »

Aujourd’hui, le monde, étonné et trompé dans son idéalisme, ouvre les yeux. Mais le peuple allemand dupé paye cette illusion de sa vie.

Le commandement suprême avait cette opinion : que l’humanité commence d’abord par se transformer, nous déposerons ensuite les armes et nous parlerons de conciliation ; il est certain qu’en agissant autrement, nous nous trouverions lésés. Le rameau d’olivier n’est pas un moyen de défense contre le glaive. Tant que les hommes et, en particulier, tant que nos ennemis resteraient ce que l’humanité a été jusqu’ici, le mot d’ordre pour l’Allemagne et, en tout cas, pour le général-feld-maréchal et pour moi, chefs militaires responsables, ne pouvait être que celui-ci : bien tenir notre épée et l’aiguiser sans cesse. C’était donc un grave devoir pour nous d’insister, vis-à-vis du gouvernement, pour l’exécution des mesures de guerre nécessaires et de pousser cette exécution avec la décision que nous étions obligés de considérer comme la seule bonne méthode.

Dans toutes les questions, le commandement suprême s’adressa aux pouvoirs réguliers. La guerre demandait de lui, à chaque instant, des résolutions rapides et de longue portée. Elle exigeait sans cesse de l’esprit de décision. À Berlin, on suivait toujours les ornières du temps de paix. Les réponses, même aux questions de la plus haute importance, arrivaient souvent après des semaines. Par suite de cette lenteur des autorités berlinoises et de cette méconnaissance des nécessités de la guerre, le ton des conversations était parfois violent de part et d’autre. Nous l’avons regretté. C’est que notre âme bouillait d’impatience. Il fallait agir rapidement, car il s’agissait souvent des plus graves intérêts.

En temps de paix, le gouvernement d’Empire avait pleine autorité sur tous les services. Le ministère des Affaires étrangères se considérait comme au-dessus de toute critique. Il fut difficile aux ministères de s’habituer à voir dans le G. Q. G., à partir du début de la guerre, une autorité qui non seulement partageait la responsabilité du chancelier, mais que sa tâche énorme obligeait à agir avec d’autant plus de vigueur que toute vigueur faisait défaut à Berlin. J’aurais désiré que le gouvernement se rendît compte de cette situation bien simple. Les rapports des généraux von Moltke et von Falkenhayn avec le gouvernement n’étaient pas, dans l’ensemble, différents de ceux du général-feld-maréchal et des miens.

Le gouvernement suivait ses propres voies et il n’a, pour déférer aux désirs du G. Q. G, jamais sacrifié aucune de ses intentions. Par contre, il a négligé beaucoup de choses déclarées par nous indispensables dans l’intérêt de la conduite de la guerre.

Dans certains domaines, le G. Q. G. dut, dès le début de la guerre, assumer lui-même des tâches - qui auraient dû être accomplies par d’autres. Le vaste domaine de la presse, de la censure, du contre-espionnage, la surveillance des menées révolutionnaires furent, au détriment de la conduite de la guerre, abandonnés à l’autorité militaire. L’initiative des services compétents était paralysée par la confusion des attributions et par le manque de personnel. Le sentiment profond de sa responsabilité obligea l’État-major général à agir lui-même. Il était d’ailleurs mieux placé pour trouver dans l’armée, et, en particulier parmi les officiers du cadre de réserve, un personnel de choix. La direction passait ainsi aux mains de l’État-major général. L’exécution restait souvent aux mains des pouvoirs de l’intérieur. La limite au-delà de laquelle les autorités responsables se considéraient comme seules compétentes était imprécise. Les conflits étaient inévitables. Une direction énergique et intelligente à l’intérieur, souvent demandée par le G. Q. G., aurait empêché cela.

III

En ma qualité de premier quartier-maître général, j’avais souvent à présenter moi-même et à défendre, vis-à-vis du gouvernement, les demandes du G. Q. G.

Je ne me suis soucié ni des personnalités ni des partis politiques. Les partis qui ne parlaient que de conciliation, au lieu d’exalter la volonté guerrière de la nation, n’admettaient pas la nécessité de ce que demandait le G. Q. G. Le gouvernement pensait comme eux. Aussi le gouvernement et les partis de la majorité étaient d’accord pour condamner intérieurement ma mentalité de soldat.

Naturellement, je rencontrais plus de partisans dans les partis qui, comme moi, considéraient comme impossible une conciliation, étant donnée la volonté d’anéantissement de l’ennemi, et demandaient, par suite, la plus grande vigueur dans la conduite de la guerre. Je ne me suis jamais adressé à eux, mais ils avaient confiance en moi. Ces partis étaient la minorité de droite. Aussi fus-je qualifié de « réactionnaire » par les autres, alors que je ne pensais qu’à la conduite de la guerre. Si j’avais trouvé les mêmes vues chez les partis démocratiques, j’aurais eu également des partisans parmi eux et les droites m’auraient peut-être taxé de « démocrate », ce qui d’ailleurs s’est assez souvent produit.

Je ne suis ni « réactionnaire » ni « démocrate ». Je suis simplement partisan de la prospérité, du progrès intellectuel et moral, de la force de la nation allemande, partisan de l’ordre et de l’autorité. Ce sont là les piliers qui supportent l’avenir de la patrie. Pendant la guerre, le but était le suivant : maximum de vigueur dans la conduite de la guerre, bon fonctionnement de notre vie militaire et, ce qui revient au même, de notre vie économique, bon fonctionnement qui devait être entretenu même après la guerre.

L’inaction du gouvernement dans de nombreux domaines fit que la malveillance, parfois même l’action d’amis trop zélés, me mêlèrent, sans la moindre avance de ma part, à la lutte des partis. Ce que je faisais était déformé, isolé de l’ensemble. Certains actes ou certaines phrases étaient faussement interprétés. Des allégations ambiguës, ne reposant sur rien, étaient mises en circulation. Dans ma franchise de soldat, je ne fis d’abord que hausser les épaules : tout cela était trop insignifiant à côté de la grande tâche qui était la mienne. Plus tard, ces manifestations me parurent regrettables, mais je ne pus rien y changer. Je priai la presse à plusieurs reprises de ne pas s’occuper de moi. D’ailleurs, j’étais trop occupé pour pouvoir répondre. Et je n’avais pas de tribune à ma disposition ; en outre, je croyais que le peuple allemand avait davantage le sens de la dure réalité. Quant au gouvernement, il était tout heureux d’avoir trouvé un paratonnerre ; au lieu de prendre ma défense, il laissait faire les excitateurs, il me représentait comme un dictateur, il se retranchait derrière le G. Q. G., et cela contribuait à me rendre impopulaire. Tel est le tableau d’ensemble. Le chancelier Dr Michaelis et le comte von Hertling furent étrangers à ces manœuvres, mais le grand mal était déjà fait, ce qui — vu ma situation militaire, — fut, par ses conséquences, un malheur national.

Le commandement suprême, et en l’espèce moi-même, nous fûmes rendus responsables de maints désagréments. Par exemple, on alla jusqu’à m’imputer les rigueurs inévitables et aussi les inepties du ravitaillement intérieur. Or, ni le quartier-maître général, ni l’intendant général, ni moi, nous n’avions voix au chapitre dans la question du ravitaillement de l’intérieur. C’était uniquement l’affaire du ministère de la Guerre et de l’office du ravitaillement.

J’ai entendu dire, après mon départ, par des chefs socialistes, que j’avais été responsable de la façon dont les généraux commandant les régions en avaient usé avec le droit de réunion. C’était entièrement en dehors de ma compétence.

Le trait suivant encore est peut-être caractéristique ; pendant l’hiver 1916-1917, on m’imputa la crise des transports et du charbon. La faute en était à l’imprévoyance dont on avait fait preuve avant mon arrivée au G. Q. G. En février 1917, je demandai la création d’un commissaire du charbon. Malheureusement, on ne trouva pas, du premier coup, la personnalité qui convenait. On ne fit un nouveau choix que plus tard. Pendant l’été de 1917, le G. Q. G. préleva sur le front 50.000 mineurs. Les disponibilités en charbon furent plus élevées que l’hiver précédent : mais on n’en sut nullement gré au G. Q. G., dont l’action avait été décisive, et qui, en tout cas, avait eu plus de part dans cette amélioration que dans la mauvaise situation de l’hiver 1916-1917. L’équité ne faisait pas l’affaire des gens qui voulaient me rendre impopulaire ou de ceux qui, mieux informés, toléraient cependant ces manœuvres.

Étant donnée la responsabilité énorme qui m’incombait, je désirais la fin des hostilités ; il ne pouvait en être autrement. Je me suis souvent exprimé dans ce sens. Mais il fallait obtenir une paix qui assurât à l’Allemagne la possibilité de vivre ; sinon, nous avions perdu la guerre. La paix ne me paraissait possible que si l’ennemi, lui aussi, était disposé à la faire. Il me paraissait dangereux d’être les seuls à insister sur nos dispositions de paix.

Je savais que parler de la paix et y aspirer de tout son cœur sont loin de suffire à la réaliser. L’idée pacifiste d’une paix de réconciliation était, pour beaucoup, une arme contre nous. Beaucoup étaient sincères : manifestations d’un idéalisme élevé qui jusqu’ici n’a pas trouvé sa réalisation dans ce monde de lutte. Mais savaient-ils, ces gens-là, si l’ennemi pensait de même et, dans le cas contraire, avaient-ils conscience de l’épouvantable malheur qu’ils risquaient de provoquer, en répandant l’idée que nous pouvions faire la paix à tout moment, et en affaiblissant par là, puisque les hommes sont ainsi faits, la volonté de guerre qu’on ne pouvait jamais trop exalter ? Ils ont donné à notre peuple le désir ai dent de la paix, ils ne l’ont pas donné à l’ennemi. Ils rendaient la paix plus difficile, l’Entente sachant ce qui se passait chez nous et exploitant cette connaissance ; ils rendaient plus difficile aussi l’effort fait par le commandement suprême pour disposer l’ennemi à la paix par les seuls moyens qui, dans la guerre, conduisent au but. Ils sont, malgré tout leur idéalisme, responsables du malheur de la patrie !

Je ne connais, par suite de l’attitude de l’ennemi, aucune occasion qui se soit offerte d’une paix de conciliation juste et raisonnable. Tout ce qui a été répandu à ce sujet, verbalement ou par la presse, est inexact. Le gouvernement n’a jamais montré au commandement suprême une possibilité de paix.

Nous aurions pu certes, à tout moment, avoir la paix que nous sommes obligés de signer aujourd’hui. Quel chancelier, quel homme politique, quel homme de sentiments allemands aurait voulu cette paix ? Une autre paix n’était pas possible, tout le monde le savait ; nous devions donc combattre pour la victoire, puisque la guerre était commencée.

Le comte Czernin avait, finalement, les mêmes idées que moi, bien que ne voulant pas en convenir. Il a dit dans son discours du 11 décembre 1918 :

« La situation a toujours été celle-ci : en choisissant un moment militaire favorable, nous aurions pu proposer une paix qui, par l’acceptation de nombreux sacrifices, aurait peut-être eu des chances d’être agréée par l’Entente. Mais plus leurs succès étaient brillants, plus les militaires allemands avaient d’exigences et, moins que jamais après de grandes victoires, on ne pouvait les amener à une politique de renoncement.

« Je crois d’ailleurs que, dans l’histoire de cette guerre, il n’y a eu qu’un moment où pareille démarche aurait vraiment eu des chances de succès : après la fameuse bataille de Gorlice. La bataille de Gorlice est de mai 1915. Plus tard donc, de l’avis du comte Czernin, — il n’y a même pas eu la possibilité d’une paix comportant de gros sacrifices. Mais eussions-nous eu cette possibilité, soit en mai 1915, soit plus tard, je dirais ceci : non seulement les militaires allemands, mais le peuple allemand presque tout entier auraient repoussé une paix pareille, tant que, confiant en lui-même, il se sentait la force de combattre ! Les hommes d’État devaient fortifier cette confiance et cette force pour mettre la patrie à même de vaincre et la garder des suites effroyables d’une défaite. Il n’y avait pas de milieu, de par la volonté de nos ennemis. Qu’importait notre volonté à nous ? Celle de l’ennemi n’était pas brisée. Une fois ceci accompli par la victoire allemande, alors les diplomates pouvaient parler de réconciliation... si le cœur leur en disait encore.

IV

Pendant quatre ans, nous avons, le général-feld-maréchal et moi, travaillé ensemble comme un seul homme, dans l’harmonie la plus parfaite. Ce fut pour moi une satisfaction profonde de voir qu’il était la grande figure de cette guerre aux yeux du peuple allemand, la personnification de la victoire.

Le général-feld-maréchal m’a fait participer à sa gloire. Lorsque nous avons fêté son 70e anniversaire, le 2 octobre 1917, il l’a exprimé par des paroles empreintes d’une profonde émotion.

Le général en chef à sa responsabilité. Il la porte devant le monde et, ce qui plus est, devant lui-même, devant son armée et devant sa patrie. Comme chef d’État-major et premier quartier-maître général, j’ai eu ma pleine part de responsabilité et j’en ai toujours eu conscience. Je suis prêt à rendre compte de tous mes actes.

Nos vues tactiques et stratégiques concordaient parfaitement. Une collaboration harmonieuse et confiante en résultait. Après avoir conféré avec mes collaborateurs, j’exposais brièvement au général-feld-maréchal mes idées sur la conception et la direction de toutes les opérations et je lui faisais une proposition précise. J’eus la satisfaction de voir le général-feld-maréchal, — depuis Tannenberg jusqu’à mon départ en 1918, — être toujours d’accord avec ma pensée et approuverions mes projets.

Nous avions également la même conception du caractère de cette guerre nationale et des nécessités qui en résultaient. Notre manière devoir sur la question de la paix était la même. Le général-feld-maréchal voulait, comme moi, assurer la vie du peuple allemand contre une nouvelle attaque. Il jeta dans la balance tout le poids de sa personnalité.

Ceux que l’autorité du commandement suprême gênait ou pouvait gêner dans la poursuite de leurs buts égoïstes cherchaient naturellement à rompre l’union entre le général-feld-maréchal et moi. On n’osait pas s’en prendre à lui, mais on pensait pouvoir m’atteindre. On inventa une prétendue différence entre la mentalité du général-feld-maréchal et la mienne ; lui représentait le principe bon, moi le mauvais. Ceux qui répandaient ce bruit auraient dû au moins rendre le général-feld-maréchal coresponsable de tout ce qu’ils trouvaient mal ; sinon ils le diminuaient et faisaient de lui un homme ne pouvant avoir les hautes qualités qu’il était dans leur intention de lui attribuer, et qu’en réalité il possède.

La gloire du général-feld-maréchal est fermement établie dans le cœur du peuple allemand.

Je l’ai profondément vénéré et je l’ai servi fidèlement. J’ai apprécié sa noblesse d’âme autant que son amour pour le roi, et sa joyeuse acceptation des responsabilités.

V

Ma vie a été tout entière au service de la patrie, de l’empereur et de l’armée. Pendant les quatre années de guerre, je n’ai vécu que pour la guerre.

Mon existence était tout à fait régulière. Pendant que j’étais chef d’État-major de l’Est, et que j’avais la conduite immédiate des troupes, tout était réglé par les exigences de la situation militaire. J’étais au bureau à partir de 6 ou 7 heures du matin, jusque tard dans la nuit.

Comme premier quartier-maître général, je prenais mon service, pendant les périodes de calme, vers 8 heures. Environ une heure après, le général-feld-maréchal arrivait et nous parlions brièvement des événements et des projets militaires, ainsi que des questions en cours.

Midi était l’heure du compte rendu à Sa Majesté l’Empereur.

À 1 heure, de jeûner, qui durait 1/2 heure ou 3/4 d’heure. Vers 3 heures 1 /2 j’étais de nouveau au bureau. À 8 heures, nous dînions ; après un repos d’une heure 1 /2, le travail reprenait jusqu’à minuit ou 1 heure.

Cette régularité était rarement rompue. Même les quatre à cinq jours de ma permission ne me libéraient pas entièrement du service.

J’étais relié par télégraphe et par téléphone avec toutes les parties du front, et avec les G. Q. G. alliés. Les armées me transmettaient régulièrement leur rapport matin et soir, et me tenaient constamment au courant des événements particuliers.

Le chef du service télégraphique de l’Est, le colonel Lehmann et, plus tard, le chef du service télégraphique des armées, le général Hesse, ont été pour moi des collaborateurs intelligents et précieux.

Les services téléphoniques et télégraphiques ont brillamment fonctionné.

D’un côté, il était nécessaire d’être au courant de tous les événements qui se produisaient sur la vaste étendue du front. De l’autre, c’était une charge énorme que de suivre pas à pas et directement les phases de la lutte. Pourtant, il était nécessaire que le G. Q. G. fût immédiatement informé de tous les événements importants. Car trop souvent le manque de réserves rendait nécessaires des décisions immédiates, lourdes de conséquences.

La conduite des troupes, les questions ayant trait à la vie de l’armée et aux ressources de l’intérieur, avaient le pas sur tous les autres travaux. Les questions de politique militaire ne venaient qu’en seconde ligne.

Les heures de bureau étaient remplies par mon propre travail, par les comptes rendus des chefs de bureau et des chefs de service placés sous mes ordres, et par les conférences.

C’est avec joie et satisfaction que je me rappelle les excellentes relations, de services et autres, que nous eûmes à l’État-Major de l’Est, ainsi qu’au G. Q. G.

Vu ma tâche énorme et ma lourde responsabilité, seuls des collaborateurs ayant une personnalité vigoureuse et capables d’agir par eux-mêmes pouvaient m’être utiles ; je demandais qu’ils me disent franchement leur manière de voir, et c’est ce qu’ils faisaient : — parfois avec énergie. Notre collaboration était basée sur une confiance réciproque d’homme à homme. Conscients de leur valeur, mes collaborateurs travaillaient fidèlement à mes côtés. Ils étaient pour moi des auxiliaires dévoués et indépendants, pénétrés du plus haut sentiment du devoir. Naturellement, c’est à moi qu’appartenait la décision, car la responsabilité devait être nettement établie. La guerre demandait une action rapide. Mais la décision n’avait rien de commun avec l’arbitraire ; s’il m’arrivait de ne pas approuver les projets de mes collaborateurs, je n’ai jamais été blessant. Lorsque les idées étaient à mettre au point, je me suis efforcé de reconnaître, sans tomber dans la confusion, des opinions différentes des miennes. Je suis heureux de la gloire et de la bonne réputation de mes collaborateurs. Toujours mon opinion a été et est encore qu’une guerre si formidable, aux exigences aussi vastes, était au-dessus des capacités d’un seul homme. Elle laissait un large champ à de brillantes activités.

Mon premier collaborateur à l’Est a été le lieutenant-colonel Hoffmann, aujourd’hui général. C’est un officier plein d’esprit et d’ambition dans le meilleur sens. La meilleure preuve de l’estime que j’ai eue pour ses qualités de soldat, c’est que je l’ai proposé pour être mon successeur, lorsqu’à la find’août 1916, je suis passé au G. Q. G. Il a rendu des services aussi brillants, dans cette situation, qu’en qualité de plus ancien officier de mon État-Major.

Au G. Q. G., je pris comme collaborateur, pour l’élaboration des opérations, le lieutenant-colonel Wetzell. Je le connaissais et je l’estimais depuis longtemps. Il connaissait très bien le front occidental. Il s’y était distingué comme plus ancien officier de l’État-Major et chef d’État-Major du IIIe C. A. et, en particulier, devant Verdun. C’est un excellent soldat, une nature fidèle et un caractère plein d’initiative et fertile en suggestions, il a été pour moi un collaborateur excellent et précieux. Je me suis séparé de lui en septembre 1918 uniquement parce que j’étais obligé d’établir une nouvelle répartition du travail dans mon État-Major, afin d’avoir moi-même un peu plus de repos. Mais nous gardions, l’un pour l’autre, une estime réciproque.

Après le lieutenant-colonel Wetzell, j’ai eu auprès de moi le colonel Heye et le commandant von Stülpnagel, deux soldats de caractère ferme et d’intelligence lucide. J’ai vécu avec eux les heures les plus difficiles qu’un soldat puisse vivre : lorsqu’il apparut que nous ne pouvions plus gagner la guerre militairement. Ce fut pour moi la plus grande douleur d’être obligé de les quitter à cette époque.

Les questions d’organisation étaient principalement entre les mains des commandants von Vollard-Bockelberg, baron von dem Busche et Frahnert : c’étaient des hommes d’une énorme puissance de travail, d’une grande activité et d’une haute intelligence. Leur œuvre a été considérable.

Trois de mes collaborateurs ont, eu une notoriété particulière. Cela tenait à leurs attributions.

Le colonel Bauer, personnalité très marquée, qui, comme moi, voyait dans la bonne tenue de l’intérieur la condition du succès final, faisait tous ses efforts pour la maintenir et pour l’accroître. Il a joué un rôle capital dans le développement de notre artillerie. Il avait pour mission d’assurer à l’armée le matériel de guerre nécessaire et de se rendre compte de la capacité de production de l’industrie, en se mettant en relation avec les entrepreneurs et les ouvriers. Son domaine confinait à celui du Ministère de la Guerre.

Pour beaucoup de questions d’ordre à la fois économique et militaire et de questions tactiques, sa collaboration et ses conseils ont été extrêmement utiles à la conduite de la guerre.

Le général von Bartenwerffer, officier d’un esprit calme et d’une intelligence claire, d’un patriotisme élevé, était le chef de la section politique. C’était une importante tâche de l’État-Major général de l’armée en campagne que de suivre la politique militaire des pays étrangers et des pays neutres et d’entrer en relations avec le chancelier, au sujet des problèmes politiques qui en résultaient. Il en était de même pour les événements politiques dans les régions occupées dans la mesure où celles-ci dépendaient du G. Q. G. Les frontières que nous donnerait la guerre étaient, pour la sécurité militaire de la patrie, d’importance capitale. Toutes les questions que posait ce problème étaient, pour le G. Q. G., un champ d’activité de haute importance. La section politique était le service militaire qui avait dans ses attributions toutes les questions posées par le problème de la paix.

Le troisième de ces officiers a été le lieutenant-colonel Nicolaï, homme extrêmement travailleur, d’une grande conscience et d’un grand talent d’organisation. Ses attributions étaient très diverses, peut-être trop. Son domaine s’était développé de lui-même. Le lieutenant-colonel était chargé de la direction militaire de la presse et en relation étroite avec cette activité, dans la mesure des possibilités militaires, de surveiller et de protéger le moral du pays et de l’armée. Le résultat n’a pas été obtenu. La direction de la presse et la propagande n’ont jamais été organisées ; nous nous en rendions parfaitement compte.

La censure militaire de la presse était également exercée par le lieutenant-colonel Nicolaï et par ses services. Il est dans l’ordre de cette institution, mal nécessaire en temps de guerre, de ne pouvoir satisfaire personne. J’ai regretté que cette censure ait dû être exercée par le G. Q. G., par suite de l’inaction des autres pouvoirs.

Un autre grand domaine du lieutenant-colonel Nicolaï était le service secret des renseignements et le service du contre-espionnage, impliquant la surveillance des postes, du télégraphe et du téléphone, la surveillance des frontières, et la défense contre l’espionnage économique et le sabotage. Le lieutenant-colonel Nicolaï a rendu d’excellents services au G. Q. G. par ses renseignements. L’incertitude est dans la nature même de la guerre. L’ennemi n’a, malgré ses ressources, bien plus grandes, jamais eu connaissance de nos intentions. Il a toujours été surpris, sauf au 15 juillet 1918, où sa besogne, par notre faute, a été trop facile.

L’exploitation des renseignements sur l’ennemi, en vue des décisions militaires, était assurée par le service « Armées Étrangères » que dirigeait le capitaine von Rauch, officier d’État-Major expérimenté et zélé. Il a été à la hauteur d’une tâche lourde de responsabilités. Ici encore, l’État-Major général a donné ce qu’on était en droit d’attendre de lui.

J’ai encore eu, dans mon État-Major, beaucoup d’autres fidèles collaborateurs. Je nommerai les colonels von Tieschowitz et von Mertz, les commandants von Walldow, Crantz, von Harbou Hofmann, BartenwerfFer, Muths, les capitaines Wever, Gabriel, Geyer, von Fisclier-Treuenfeld, von Gossler, von Poseck, etc.

Une cordialité particulière régnait à la grande table de notre popote. Le général-feld-maréchal aimait les histoires gaies et les conversations alertes. J’aimais à y prendre part, mais je parlais volontiers de questions de service. Evidemment, on prenait grand soin de ne rien dire des opérations.

Nous avions souvent des visites à table, ou même seulement au bureau. Parfois nous eûmes des invités alors que la situation était particulièrement critique. Je me rappelle, qu’en octobre 1914, des Messieurs arrivèrent avec un train de colis pour les soldats, et qu’ils parlaient de la prise imminente de Varsovie, alors que déjà j’étais obligé de penser à l’ordre de retraite. En pareil cas, les invités étaient une charge, mais, en général, ils apportaient de ranimation.

Par des officiers de passage appartenant aux différentes armes et venant de toutes les divisions du front, nous apprenions ce qui se passait dans l’armée, souvent mieux que par les grands rapports officiels. J’attachais une grande importance à une étroite liaison avec le front, et j’obtenais souvent des suggestions que j’ai toujours suivies. Ces visites militaires m’ont été particulièrement précieuses.

Souvent vinrent des membres du gouvernement soit de Berlin, soit des États Confédérés. Le chancelier von Bethmann-Hollweg vint nous rendre visite dès l’automne 1914 à Posen, puis en février 1915 à Lôtzen. Nous vîmes souvent aussi les autres chanceliers. Parfois, c’étaient des parlementaires. J’ai eu toujours l’impression que ces Messieurs, de quelque parti qu’ils fussent, aimaient à nous voir. Vis-à-vis d’eux, de même que des particuliers, je m’exprimais naturellement avec la réserve nécessaire, au sujet de la situation militaire et du problème de la paix.

Les représentants de la grande industrie, du commerce et des associations ouvrières sont venus parfois et ont été invités à notre table.

Nous vîmes des attachés militaires des pays neutres, des députations d’officiers neutres qui visitaient le front, des correspondants allemands et étrangers, de même que des représentants de la presse, de la science et de l’art.

La table du commandant en chef de l’Est vit très souvent des représentants de toutes les parties de la Prusse Orientale et Occidentale.

De nombreux princes furent nos invités.

La visite de Sa Majesté l’Empereur était naturellement pour nous un honneur particulier. Même en sa présence, la conversation restait exempte de contrainte et nous avions l’impression que Sa Majesté aimait à se trouver avec nous.

J’aimais beaucoup avoir des invités à table, car c’était pour moi l’occasion de discuter différentes questions. J’avais ensuite d’autant plus de temps pour mes tâches militaires proprement dites.

VI

La conduite de l’armée demande de la volonté et de la prévoyance, mais elle demande aussi une connaissance de l’organisation extrêmement compliquée de l’armée, qui ne peut être acquise et tenue à jour que par un travail de tous les instants. Autre chose doit s’y ajouter : le sens de la mentalité des troupes et de la mentalité ennemie. Ceci ne s’acquiert pas par le travail ; c’est, comme beaucoup d’autres choses, affaire de personnalité. Les impondérables ont d’autant plus d’importance que la tâche est plus grande. La confiance et la foi en la victoire servent de trait d’union entre le chef et ses troupes.

Les États-Majors de groupes d’Armées et d’Armées furent pour nous, dans notre énorme tâche, des collaborateurs intelligents et pleins d’initiative. Un échange de vues incessant était établi entre eux et nous ; mais c’est à nous qu’appartenait la décision. Le G. Q. G. avait à harmoniser et à assurer l’unité de conception dans les innombrables domaines qui constituent la vie de l’armée. Les fréquents déplacements des troupes rendaient cette charge particulièrement importante.

Sous réserve de ces restrictions, les États-Majors étaient autonomes dans leur ressort : autonomie plus marquée pendant les opérations et dans l’offensive que dans la guerre de positions et dans la défensive. Il y avait naturellement des situations tactiques dans lesquelles, pour les instructions de détail, les vues des E.-M. différaient de celles du G. Q. G. Il arrivait souvent que les E.-M. gardassent alors le dernier mot. C’était pour moi une source de scrupules : lorsqu’on réussissait, tant mieux ; mais en cas d’insuccès, je m’adressais des reproches.

J’attachais un grand prix aux conversations de vive voix et aux impressions immédiates. J’aimais à me rendre au front, et, en qualité de premier quartier-maître général, j’avais pour cela à ma disposition un train spécial avec des bureaux et des installations télégraphiques spéciales. Naturellement, le voyage n’interrompait pas le service. À certaines stations, on recevait les rapports quotidiens comme au quartier général et, en cas de nécessité, on pouvait correspondre avec tout le monde.

Mes relations personnelles avec les États-Majors et les troupes étaient excellentes. Je jouissais de beaucoup de confiance.

J’aime particulièrement à me rappeler les relations que j’ai eues avec le quartier général du Kronprinz. Le Kronprinz avait un grand sens du métier militaire ; il posait des questions intelligentes et qui témoignaient de ses connaissances. II aimait le soldat et était plein de sollicitude pour la troupe. Il n’était pas pour la guerre, mais pour la paix. Ceci reste la vérité, malgré toutes les assertions contraires. Le Kronprinz a toujours regretté de n’être pas suffisamment préparé à sa future profession d’Empereur. Il s’est donné pour cela toute la peine possible. Il me disait que sa tâche était plus difficile que celle d’un spécialiste. C’est ce qu’il a exposé dans un mémoire qu’il a adressé à l’empereur son père et au chancelier. Ses manières extérieures lui ont nui, il valait mieux que l’apparence qu’elles lui donnaient.

Le chef d’État-Major du groupe d’Armées du Kronprinz allemand, le colonel comte von der Schulenburg, officier d’intelligence très lucide et de grande énergie, a été pour moi un auxiliaire en qui je pouvais avoir pleine confiance.

Je me suis souvent rendu aussi au groupe d’Armées du Kronprinz Rupprecht de- Bavière. Il avait un chef d’État-Major de haute valeur et extrêmement laborieux, le général von Kuhl, qui est un de mes amis de jeunesse et dont j’admirais le calme dans les circonstances les plus difficiles.

Il me serait trop long de parler des autres groupes d’Armées. Mais je voudrais dire un mot du général von Lossberg. Ce brillant organisateur a souvent été utile à la patrie et à l’armée. La confiance qu’il avait en moi était pour moi d’un grand prix.

Lorsque je me rendais au front, les chefs d’État-Major m’exposaient la situation, en présence de leur général. Ils s’exprimaient avec la même franchise que mes collaborateurs du G. Q. G. Ils savaient que je voulais avoir leur avis et voir clair, mais que je n’admettais pas les trompe-l’œil. Parfois je rappelais aux Armées que je ne voulais que des comptes rendus véridiques, et qu’on devait me transmettre aussi bien les renseignements défavorables que les autres.

Le compte rendu était suivi d’une discussion dans laquelle intervenait le général commandant l’Armée lorsque celui-ci n’avait pas rendu compte lui-même, ce qui m’était particulièrement agréable. Les conversations qui toujours s’engageaient ensuite me donnaient l’occasion de discuter beaucoup de questions avec les commandants d’Armée.

Mes relations avec les Armées ne se bornaient pas aux voyages hebdomadaires. J’avais chaque matin une conversation par téléphone avec les chefs d’État-Major d’Armée, dans laquelle ils me faisaient part de leurs préoccupations et de leurs satisfactions. Souvent, ils avaient quelque chose à me demander. Ils savaient que je faisais tout ce qui était en mon pouvoir. J’ai souvent adressé aux chefs d’État-Major de bonnes paroles et j’avais ensuite l’impression qu’ils revenaient avec plus de confiance à leur lourde tâche. Du soi-disant tapis vert on pouvait souvent mieux dominer la situation stratégique et tactique qu’on ne le pouvait sur place, sous l’impression des émotions personnelles.

Il ne s’agissait pour moi dans les conversations par téléphone que de me tenir au courant. Les ordres n’étaient donnés par cetto voie qu’en cas d’urgence absolue, et, en ce cas, ils étaient renouvelés par écrit aux E.-M.

Il va de soi que ces conversations étaient rapportées aux commandants d’Armée. Je n’étais pas du tout pour le système de la toute-puissance des chefs d’État-Major. D’ailleurs, les commandants d’Armée étaient des hommes de trop de caractère pour que ces habitudes pussent s’établir.

Il est parfois arrivé qu’on se soit servi de l’autorité du commandement suprême pour donner des ordres que je n’aurais jamais approuvés. Lorsque pareils faits sont venus à ma connaissance, j’ai pris des mesures énergiques.

Quand je ne pouvais voir par moi-même, le G. Q. G. envoyait en liaison vers l’avant ou vers les E.-M. d’Armée des officiers d’État-Major chargés de se faire sur place une idée aussi claire que possible de la situation.

Des changements de personnes dans le haut commandement étaient inévitables. Ils étaient demandés pour les E.-M. au chef du cabinet militaire, pour l’État-Major général au chef de l’État-Major général de l’armée en campagne. Il arrivait aussi que le G. Q. G. provoquât des mutations.

Cela était nécessaire lorsqu’il s’agissait d’avoir aux endroits importants de la bataille des officiers particulièrement expérimentés. 11 en résultait un grand bénéfice pour les opérations et, en particulier, pour la troupe, et une économie de vies humaines.

Il se produisait aussi des relèves de commandants et de chefs d’État-Major d’Armée, surtout au cours des combats de longue durée, et, en particulier, dans les cas d’insuccès. La charge pour ces hommes était à la longue au-dessus de leur force. Les C. A. épuisés étaient, sur les fronts de combat, remplacés par d’autres. Ce changement était une cause de perturbation, mais les inconvénients qui en résultaient n’avaient rien de capital. On ne pouvait pas relever des E.-M. d’Armée en entier. Une trop grande perturbation en serait résultée dans trop de domaines, en particulier dans les questions de ravitaillement. On devait s’en tenir à un changement de personnes, dont l’inconvénient était un moindre mal.

Sur la proposition du G. Q. G., des commandants et des chefs d’État-Major d’Armée ont été parfois relevés, dans l’intérêt du commandement et de la troupe. Il est naturel que, vu la longueur de la guerre, quelques fléchissements se soient produits ici ou là. Heureusement, ces cas restèrent isolés. C’était, malgré tout, chose délicate ; malgré toute la conscience apportée, il n’est pas impossible qu’on ait procédé parfois avec dureté, voire même avec injustice. Je ne demandais qu’à revenir sur les erreurs commises ,[mais lorsque ma bienveillance avait des conséquences fâcheuses, je m’adressais à moi-même de durs reproches.

La forte secousse du 8 août 1918 m’a amené à offrir ma démission au général-feld-maréchal. Assurément, j’avais été, moi aussi, éprouvé par les dures déceptions de la fin de la guerre. Mais je suis resté maître de mes nerfs.

# LIÈGE

I

L’assaut de cette forteresse est le meilleur souvenir de ma vie de soldat. Ce fut une affaire menée avec entrain, où il me fut donné de combattre au même titre que le soldat qui fait son devoir dans le rang.

À la déclaration de guerre, je commandais, à Strasbourg, une brigade. J’avais été longtemps à l’État-Major général où, en dernier lieu, de mars 1904 à février 1913, sauf une brève interruption, j’avais fait partie de la section du plan d’opérations dont j’étais devenu le chef. J’avais pu me rendre compte de notre préparation à la guerre et des questions d’effectifs. Mon principal travail était la concentration. Les instructions à ce sujet étaient données par le chef de l’État-Major général lui-même.

La concentration, telle qu’elle s’opéra en août, a été conçue par le général comte von Schlieffen, un des plus’ grands soldats qui aient jamais vécu. Elle avait été prévue par lui pour le cas où la France ne respecterait pas la neutralité de la Belgique ou pour celui où la Belgique ferait cause commune avec la France. Alors, l’invasion de la Belgique, par les principales forces allemandes, s’imposait. Toute autre opération était paralysée par le fait que l’aile droite allemande se trouvait sans cesse menacée du côté de la Belgique et il devenait impossible d’obtenir une décision rapide du côté de la France. Or, cette décision rapide était nécessaire pour prévenir à temps le grand danger de l’invasion russe jusqu’au cœur de l’Allemagne. L’offensive contre la Russie et la défensive à l’Ouest signifiaient, étant donnée la situation, une guerre longue ; et le comte von Schlieffen avait repoussé cette conception.

Les conceptions du comte von Schlieffen furent réalisées, lorsque l’attitude de la France et celle de la Belgique ne laissèrent plus de doute.

Je ne sais pas dans quelle mesure le général von Moltke s’est mis en relation avec le chancelier von Bethmann au sujet de la question de marche à travers la Belgique. Ces conversations n’ont pas eu lieu par mon bureau, qui n’avait pas qualité en la matière. J’ignore également si des premiers quartiers-maîtres ont été chargés de cette mission. Nous étions tous convaincus de la nécessité de la concentration prévue par le comte von Schlieffen. Personne ne croyait à la neutralité de la Belgique.

Dans notre situation défavorable au point de vue politique et militaire, au milieu de l’Europe, entourés d’ennemis, nous étions obligés de compter avec une grande supériorité ennemie, et de nous armer si nous ne voulions pas bénévolement nous laisser écraser. On savait comment la Russie poussait à la guerre et comment elle renforçait sans cesse son armée. Elle voulait absolument amoindrir l’Autriche-Hongrie et devenir maîtresse des Balkans. De nombreux faits, dont le rétablissement du service de trois ans, ne laissaient aucun doute sur les intentions de la France. L’idée de la revanche s’était ranimée ; les vieilles terres d’Empire allemandes devaient redevenir françaises. L’Angleterre voyait avec déplaisir notre essor économique, le bon marché de nos produits et notre activité inlassable. Et l’Allemagne était la plus forte puissance du continent. Elle avait en outre une bonne flotte, en voie de développement. L’Angleterre se croyait menacée dans sa domination mondiale.

L’Anglo-Saxon tenait aux habitudes de sa vie de maître. Le gouvernement anglais réunissait dans la mer du Nord et dans la Manche ses forces navales jusque-là concentrées principalement dans la Méditerranée. Le discours menaçant tenu par Lloyd George le 21 juillet 1911 éclairait d’une lumière crue les intentions de l’Angleterre, d’ailleurs si habilement voilées. On pouvait prévoir avec une certitude croissante que la guerre nous serait bientôt imposée et que ce serait une lutte qui n’aurait pas eu de pareille jusque-là dans le monde. Sous-estimer les forces probables de l’adversaire, comme il arrivait dans certains milieux non militaires, était dangereux.

À la dernière heure encore, pendant l’automne de 1912, alors que tous les doutes au sujet des intentions ennemies avaient disparu et qu’on travaillait dans l’armée de toutes ses forces et avec une activité inlassable, comme savent le faire des Allemands au service du devoir, j’ai dressé le plan d’un renforcement considérable de l’armée, répondant aux désirs des milieux renseignés et des partis parlementaires qui voyaient clair. J’ai pu déterminer le générai von Moltke à le soumettre au chancelier. Il faut que le chancelier ait, lui aussi, considéré la situation comme grave, car il approuva immédiatement le projet. Il le fit étudier par le ministre de la Guerre, sans pourtant pratiquer dès lors une politique claire et consciente, tenant exactement compte de l’état d’esprit des nations. La conséquence cependant s’imposait. Le crédit d’un milliard n’avait pas, de par sa genèse, un caractère agressif ; il ne faisait que mettre un terme à une inégalité redoutable et avait pour but l’application véritable du service militaire obligatoire pour tous. Il y avait encore des milliers d’hommes en état de servir et qui ne servaient pas. On demandait non seulement des effectifs, mais surtout un renforcement de nos forteresses et du matériel. Tout fut accordé. Mais le désir que j’avais exprimé avec insistance, la création de trois nouveaux corps d’armée, ne fut pas réalisé. Cela ne fut même pas demandé. Omission lourde de conséquences. Ces corps ont fait défaut au commencement de la guerre et les formations nouvelles que nous fûmes obligés de créer pendant l’automne de 1914 eurent tous les inconvénients d’une improvisation. Plus tard, les formations nouvelles eurent, dès le début, plus de solidité ; mais ce fut au détriment des unités existantes, qui durent subir des prélèvements considérables.

L’ensemble du projet n’était pas encore définitivement arrêté lorsque je fus envoyé à Düsseldorf en qualité de, colonel du 39e régiment de fusiliers. L’insistance avec laquelle je demandais les trois corps d’armée y a été pour quelque chose.

II

Le service actif est une œuvre vivante. Après mon long séjour dans les bureaux, j’ai trouvé un grand attrait à la vie active, au contact des hommes confiés à mes soins, avec qui et pour qui je travaillais, à la formation de l’officier, du sous-officier et du soldat, à l’éducation militaire qui, du jeune homme, doit faire un homme. Pendant treize ans j’étais resté éloigné du service actif. Maintenant, l’inspection des jeunes soldats était mon premier service. J’ai fait sept fois, de 1880 à 1890, en qualité de jeune officier, l’instruction des jeunes soldats : au 57e d’infanterie dans la vieille ville de Wesel, et dans l’infanterie \*de marine, à Wilhelmshaven et à Kiel. Dans la suite, j’ai fait quelques semaines de service au 8e régiment de grenadiers à Francfort-sur-Oder et j’ai été commandant de compagnie au 61e d’infanterie à Thorn de 1898 à 1900 : époque que je n’oublierai jamais.

J’ai eu d’autant plus conscience de la grande responsabilité qui m’incombait en tant que commandant de régiment, que je voyais la guerre prochaine arriver à grands pas. J’ai rappelé à mes officiers, dans différentes allocutions, l’extrême gravité de l’heure. Je considérais l’armée comme la base de la sécurité et de l’avenir de l’Allemagne et aussi comme la sauvegarde de la tranquillité à l’intérieur. Pas le moindre indice du reste, — Dieu soit loué, — n’annonçait en 1913 que l’Armée dût avoir à intervenir de ce côté.

La discipline, pour l’officier comme pour l’homme, constituait pour moi la pierre angulaire de toute formation militaire. Et cette discipline ne pouvait s’acquérir que par un service de longue durée. Il n’y a que ce qui est passé dans le sang qui tienne des armées et qui survive ensuite encore aux émotions dissolvantes du combat et aux profondes influences morales d’une longue guerre. Notre bonne formation du temps de paix devait compenser notre infériorité numérique, avec laquelle nous avions à compter dans toute guerre à venir.

Avec ces hommes confirmés dans la discipline, je m’efforçais de faire des soldats actifs et entreprenants. La discipline ne doit pas tuer le caractère, mais l’affermir. Elle doit, par la mise au second plan de toute préoccupation individuelle, créer la coopération de tous en vue d’un but unique : la victoire. Ce qu’on demande d’un homme dans la bataille est indicible. Se lever pour bondir sous le feu ennemi est une grande action. Elle est loin d’être la plus difficile. Quel élan, quelle énergie ne faut-il pas pour aller à la mort, pour conduire... ou envoyer, d’autres hommes à la mort ! Il faut les avoir accomplis pour pouvoir juger de l’immense difficulté de ces actes.

En même temps que je m’occupais du soldat et des sous-officiers, même au point de vue de leur profession future, je considérais comme une de mes obligations particulièrement importantes de continuer à former mon corps d’officiers et d’éduquer mes jeunes officiers. Le corps des officiers d’active reste, tandis que les officiers de réserve, les sous-officiers et les hommes passent. C’est lui le gardien de l’esprit militaire. Il faut qu’il connaisse les grands faits et l’histoire de la patrie, comme tous les hommes qui ont une situation dirigeante. On n’échappe pas impunément à la tradition historique. Et, qu’on ne l’oublie pas, c’est l’officier qui, appuyé par les sous-officiers, doit être à l’heure du danger le défenseur de l’ordre établi. C’est la raison principale de l’isolement du corps des officiers et de leur éloignement de la vie politique.

J’ai cherché à faire connaître à mes officiers ce qu’est la guerre moderne. Je me suis efforcé, pour les mettre à même d’accomplir une lourde tâche, d’affermir leur confiance en eux-mêmes, confiance qui ne doit pas être une arrogante présomption.

Je me suis voué avec grand zèle à l’instruction de mon régiment et j’ai eu la satisfaction de voir qu’il a fait son devoir devant l’ennemi. Ce fut pour moi une joie profonde d’être mis « à la suite » de ce corps et d’en devenir colonel honoraire. Il a reçu mon nom au moment de mon départ de l’armée. Je suis fier du régiment Ludendorff.

En avril 1914, j’ai été envoyé à Strasbourg, où le général von Deimling faisait régner une grande activité militaire. Ma situation de commandant de brigade était toute différente de celle de commandant de régiment. Je n’eus plus la même intimité avec la troupe et le corps des officiers. Mes attributions se bornaient au domaine de l’instruction militaire. J’ai eu la joie de pouvoir, avant la déclaration de guerre, présenter ma brigade à mes supérieurs sur le terrain de manœuvres de Bitsch.

Il était question de m’employer de nouveau comme premier quartier-maître à l’État-Major général. En mai, je pris part à un grand voyage d’État-Major, qui commença à Fribourg en Brisgau pour se terminer à Cologne. Son Altesse Impériale le Kronprinz en était également. Il se consacrait sérieusement et avec zèle à ses travaux ; il avait un sens militaire excellent et du coup d’œil. Je devais, au mois d’août, conduire ce que l’on appelait un « voyage de farine », où l’on devait étudier le ravitaillement d’une armée au point de vue stratégique.

J’étais à Strasbourg, quand la note de l’Autriche-Hongrie à la Serbie vint me surprendre comme tout le monde. Personne ne pouvait en méconnaître la gravité. Bientôt on eut la certitude que c’était la guerre. La diplomatie imposait à l’armée allemande une tâche immensément difficile. Mes regards étaient fixés vers Berlin et je sentais que j’étais à l’écart de tous les grands événements.

III

Le 1er août, parut l’ordre de mobilisation. Ma femme partit immédiatement pour Berlin, toutes les familles d’officiers et de fonctionnaires étant dans l’obligation de quitter Strasbourg. Nous n’avons pu, pendant les quatre ans de guerre, nous organiser un foyer. Je n’ai vu ma femme que rarement, pour ainsi dire à la dérobée. Constamment retenu par le service, j’ai quelque peu sacrifié ma famille pendant cette grande période.

Je me suis embarqué, avec mes chevaux, le 2 août et, passant par Cologne, je suis arrivé le soir à Aix-la-Chapelle. Mon ordre de mobilisation me désignait comme premier quartier-maître de la 2e Armée qui était commandée par le général von Bülow, avec le général von Lauenstein comme chef d’État-Major.

Je fus d’abord détaché auprès du général von Emmich qui avait la mission, avec quelques brigades d’infanterie rapidement mobilisées mais n’ayant pas encore leur effectif complet de guerre, de prendre par surprise la forteresse de Liège. On voulait ainsi ouvrir à l’armée la route de la Belgique.

J’étais logé, à Aix-la-Chapelle, à l’hôtel de l’Union.

Le 3 août au matin, lé général von Emmich arriva. Je le vis pour la première fois. J’ai depuis, et jusqu’à sa mort, gardé un profond respect pour ce remarquable soldat. Il avait pour chef d’État-Major le colonel von Lambsdorff, officier distingué, qui a rendu de grands services à Liège et dans la suite.

Le 4 août au matin, on franchit la frontière belge, tandis qu’à Berlin le Reichstag manifestait son patriotisme en acclamant le gouvernement et que les chefs de partis présents, après la lecture du discours du trône, juraient solennellement, le bras tendu, fidélité absolue à l’Empereur pour les jours de joie et les jours d’épreuve. Le même jour, je pris part pour la première fois à un combat, à Visé, tout près de la frontière hollandaise. Il était manifeste que les Belges s’étaient depuis longtemps préparés pour se défendre contre notre invasion. Les routes étaient détruites et barrées avec une méthode qui ne pouvait être que le résultat d’un long travail. À la frontière sud-ouest de la Belgique, nous n’avons rien vu en fait de barrages pareils. Pourquoi la Belgique n’avait-elle pas pris les mêmes mesures du côté de la France ?

Il était très important pour nous de pouvoir occuper les ponts de Visé sans qu’ils fussent détruits. Je me rendis au corps de cavalerie von der Marwitz qui était engagé dans cette direction. Il ne progressait que lentement, car la route était obstruée par une série d’abatis. Sur ma demande, on envoya

en avant une compagnie de cyclistes. Bientôt après, un cycliste revint : la compagnie était entrée dans Visé et y avait été complètement anéantie. Je me portai moi-même en avant avec deux hommes et, à ma grande joie, je trouvai la compagnie indemne : le commandant de compagnie seul avait été grièvement blessé par un coup tiré de la rive opposée de la Meuse. Le souvenir de ce petit épisode m’a fort servi dans la suite : je n’ai plus accordé aucune créance à ce qu’on appela plus tard les « racontars d’étapes ».

À Visé, les beaux et grands ponts de la Meuse étaient détruits : la Belgique s’était préparée à la guerre.

Le soir, j’étais à Hervé, mon premier quartier en territoire ennemi. Nous fûmes logés dans un hôtel, en face de la gare. Tout était indemne. Nous nous couchâmes tranquillement. Je fus réveillé dans la nuit par une violente fusillade ; on tirait aussi sur notre maison. La guerre de francs-tireurs commençait en Belgique. Le jour suivant, elle se généralisait. Elle a été la grande cause du caractère d’acharnement que la guerre devait avoir à l’Ouest pendant les premières années et qu’elle n’a pas eu à l’Est. Le gouvernement belge s’est chargé d’une lourde responsabilité. Il a méthodiquement organisé sa guerre. La « garde civique » qui, en temps de paix, avait son uniforme et ses armes apparut tantôt sous un habillement, tantôt sous un autre. Il faut même que les soldats belges aient eu dans leur sac, au début de la guerre, un costume civil. J’ai vu sur le front nord-est de Liège, dans les tranchées du fort Barchon, des uniformes abandonnés par les soldats qui y avaient combattu.

Pareille méthode de guerre n’était pas conforme aux usages. Il ne faut pas en vouloir à nos troupes de l’avoir énergiquement châtiée. Des innocents ont peut-être eu à souffrir, mais les « atrocités belges » ne sont autre chose qu’une légende extrêmement habile, inventée et répandue avec tout le raffinement imaginable. Elles sont uniquement imputables au gouvernement belge. J’étais parti en campagne avec l’idée d’une conduite chevaleresque et humaine de la guerre. Cette guerre de francs-tireurs devait écœurer tout soldat. Mon âme de soldat en éprouva une lourde désillusion.

La mission qu’avaient à remplir les brigades détachées en avant vers Liège était difficile. N’était-ce pas d’une audace inouïe que vouloir traverser la ligne des forts d’une forteresse moderne pour pénétrer à l’intérieur de celle-ci ? Les troupes étaient inquiètes. Quelques conversations avec des officiers me montrèrent que la confiance en la réussite de l’opération était médiocre.

La marche en avant, à travers les ouvrages, en direction de Liège, commença dans la nuit du 5 au 6 août. Une monographie de l’État-Major général, éditée à Stalling en Oldenburg, a décrit l’ensemble de l’opération. Mon intention n’est pas de reprendre-ce récit ; je ne veux que raconter mes souvenirs personnels.

Le général von Emmich quitta Hervé vers minuit. Nous nous rendîmes à cheval au rassemblement de la 14e brigade d’infanterie,— général von Wussow—à Micheroux, à environ 2 à 3 kilomètres du fort Fléron. Dans la nuit noire, avec leurs cuisines roulantes auxquelles on n’était guère encore habitué et qui ont rendu tant de services, les troupes se rassemblaient sur la route que pouvaient battre les canons du fort. Quelques coups de feu furent tirés sur le rassemblement, d’une maison située au sud de la route. Cela donna lieu à des combats. Mais le fort resta silencieux et ce fut un miracle de Dieu. On se mit en marche vers 1 heure. On devait, en passant au nord du fort de Fléron, en traversant Retinne au nord de la ligne des forts, arriver vers le matin sur les hauteurs de la Chartreuse situées aux lisières de la ville. Les autres brigades, qui devaient traverser la ligne des forts à un autre endroit, auraient à la même heure atteint la ville.

L’Êtat-Major du général von Emmich était à peu près en queue de la colonne. Soudain, un arrêt d’une assez longue durée. Je me portai en avant, en longeant la colonne. L’arrêt était tout à fait injustifié ; de plus il avait été déterminé par une compréhension lamentable de la situation. Je n’étais en réalité qu’une sorte de « promeneur », je n’avais pas de pouvoir de commandement et ma mission était simplement de renseigner mon Armée, qui devait arriver plus tard, sur ce qui se passait à Liège, ainsi que de mettre en harmonie les mesures du général von Emmich avec les instructions que donnerait le général von Bülow. Naturellement, je mis la colonne eu marche et je restai en tête. Entre temps, la liaison vers l’avant avait été perdue. Dans la nuit noire, cherchant avec peine notre chemin, nous passâmes par Retinne. La liaison vers l’avant faisait toujours défaut. Pour sortir du village, je m’engageai avec l’avant-garde dans un mauvais chemin. Nous essuyâmes des coups de feu. A gauche et à droite, des hommes tombèrent. Je n’oublierai jamais le bruit très distinct des balles s’enfonçant dans le corps humain. Nous fîmes quelques bonds vers l’ennemi invisible, dont le feu devenait plus nourri. Dans l’obscurité, il n’était pas facile de se retrouver. Mais, sans aucun doute, nous nous étions trompés de chemin. Nous étions obligés de reculer devant la fusillade, ce qui était ennuyeux. Les hommes pouvaient croire que j’avais peur. N’importe, un intérêt plus haut était en jeu. Je reculai en rampant et donnai à mes hommes l’ordre de me suivre jusqu’à la lisière du village.

À Retinne, je retrouvai le bon chemin. Je vis l’ordonnance du général von Wussow qui tenait ses chevaux. Il pensait que le général avait été tué. Avec mes quelques hommes, je pris le bon chemin, la route du Queue-du-Bois. Tout à coup, une lueur. Un fusant éclatait le long de la route. Nous n’eûmes pas une égratignure. Quelques pas plus loin, nous rencontrâmes un las de soldats allemands morts et blessés. C’était la pointe, avec le général von Wussow, qu’un autre fusant devait avoir atteinte. Je rassemblai les hommes du 4e bataillon de chasseurs et du 27e régiment d’infanterie qui arrivaient peu à peu et je résolus de prendre le commandement de la brigade. Tout d’abord, il s’agissait de mettre hors de cause les canons qui bombardaient la route. Les capitaines von Harbou et Brinckmann de l’État-Major se faufilèrent avec une poignée de braves à travers les haies et les fermes des deux côtés de la route et arrivèrent jusqu’aux pièces. Les nombreux servants de celles-ci se rendirent. On pouvait continuer à avancer.

Nous avançâmes, et nous eûmes bientôt après, à Queue-du-Bois, à livrer un dur combat de rues. Il commençait à faire clair. Les deux capitaines d’État-Major, le commandant von Marcard qui commandait le 4e B. C. P., le commandant von Greiff qui commandait le 2e groupe du 4e régiment de campagne, et son excellent officier-adjoint le lieutenant Neidé, quelques soldats et moi, nous nous portâmes en avant. Un obusier de campagne et ensuite un second furent amenés à la même hauteur. Ils nettoyèrent les routes, et bombardèrent les maisons de droite et de gauche. Cela nous permit de progresser lentement. Souvent, j’étais obligé d’inviter les hommes hésitants à ne pas me laisser aller seul. Enfin, le village se trouva dépassé. Sa population d’ailleurs avait pris la fuite. Il s’agissait là de combats contre l’armée régulière belge.

En sortant du village, nous distinguâmes une colonne qui avançait vers la Meuse dans la direction de Liège. J’espérais que c’était la 27e brigade d’infanterie. Or, c’étaient des Belges qui s’enfuyaient vers la Meuse au lieu de nous attaquer. Il fallut longtemps pour nous rendre compte de la situation. En attendant, les forces qui se trouvaient près de moi se renforçaient, par suite de l’arrivée des traînards. Nous avions réussi à traverser la ligne des forts. Le 105e régiment d’infanterie, sous ordres de son distingué commandant, qui était le colonel von Oven, arriva en bon ordre. Le général von Emmich arriva lui aussi. On continua à marcher sur la Chartreuse.

Le général von Emmich mit encore à ma disposition les éléments de la 11e brigade d’infanterie engagée plus au sud, supposant qu’elle avait elle aussi percé. La marche se continua sans-incident. Étant donnés les ouvrages du front nord de Liège, nous gravîmes par la vallée de la Meuse les hauteurs à l’est de la Chartreuse. Il était environ deux heures lorsque la brigade y arriva. Les canons furent pointés contre la ville. Detemps en temps on tirait un coup, tant comme signal pour les autres brigades que pour démoraliser le commandant et la ville. J’étais obligé d’économiser soigneusement le.' munitions qui étaient

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 1. — Situation au 6 août au soir. |

en quantité très réduite. La troupe était épuisée et en partie fortement éprouvée par l’énervement du combat. Les officiers avaient perdu leurs chevaux. Les cuisines roulantes étaient restées en arrière. Je laissai la brigade prendre du repos et je pourvus à son ravitaillement, tant bien que mal, par des réquisitions dans les maisons d’alentour.

Bientôt, le général von Emmich rejoignait de nouveau la brigade. Des hauteurs à l’est de la Chartreuse nous avions une vue magnifique sur la ville. Elle était à nos pieds. La citadelle s’en détachait, sur la rive opposée de la Meuse. Tout à coup, nous y vîmes apparaître des drapeaux blancs. Le général von Emmich voulait envoyer un parlementaire. Je proposai d’attendre celui de l’ennemi. Le général persista dans sa décision. Le capitaine von Harhou partit à cheval vers la ville. Il revint à 7 heures du soir : le drapeau blanc avait été hissé contre la volonté du commandant. Il était devenu trop tard pour entrer dans Liège. Nous avions une mauvaise nuit à passer.

En attendant, j’avais ordonné à la brigade de s’organiser. Notre situation était extrêmement grave. Des autres brigades nous n’avions pas de nouvelles, pas même de la 11e. Les estafettes n’avaient pu passer. La brigade était seule dans la ceinture des forts, coupée du monde extérieur. Il fallait compter sur des contre-attaques ennemies. Nous étions particulièrement gênés par un millier de prisonniers belges. Avant reconnu que la Chartreuse, un vieil ouvrage fortifié qui se trouvait devant nous, n’était pas occupé, j’y envoyai une compagnie avec ces prisonniers. Le commandant de compagnie se sera demandé si j’avais perdu la raison.

La tombée de la nuit augmenta l’énervement de la troupe. Je parcourus les lignes, exhortant les hommes au calme et à l’énergie. Je leur dis : « Demain nous serons à Liège ! » et cette parole leur donna du cœur.

Le général von Emmich et son État-Major trouvèrent à se loger dans une petite ferme.

Je n’oublierai jamais la nuit du 6 au 7 août. Il faisait froid. J’avais laissé mes affaires en arrière. Le commandant von Mercard me donna son manteau. Je prêtais sans cesse l’oreille, croyant percevoir quelque part un bruit de fusillade. J’espérais toujours qu’au moins une brigade ou l’autre aurait passé in ligne des forts. Mais le silence n’était troublé que par le bruit de l’obus qui, toutes les demi-heures, tombait sur la ville. Mon inquiétude était extrême. Vers 10 heures du soir, je donnai à une compagnie de chasseurs, sous les ordres du capitaine Ott, l’ordre d’occuper les forts de la Meuse dans Liège, afin de les avoir en main pour la continuation de l’avance et d’avoir une couverture pour la brigade du côté de l’avant. Le capitaine me regarda... et partit. La compagnie atteignit son but sans combattre. Nous ne reçûmes pas son rapport.

Le jour venait. J’allai trouver le général von Emmich et je discutai avec lui la situation. La décision d’entrer dans la ville fut maintenue. Seule, la question de l’heure restait en suspens. J’étais occupé à améliorer le dispositif de la brigade et j’essayais d’atteindre la route par laquelle la 11e brigade devait s’avancer, lorsque, bientôt après, je reçus du général von Emmich l’ordre d’entrer dans la ville. Le colonel von Oven commandait l’avant-garde. Le reste de la brigade, avec les prisonniers, venait ensuite, à une certaine distance, le général von Emmich avec son État-Major et moi avec l’État-Major de la brigade en tête. De nombreux soldats belges se rendirent, à notre entrée dans la ville. Le colonel von Oven devait occuper la citadelle. Par suite des renseignements reçus il n’en fit rien, mais prit le chemin qui conduisait au fort Loncin au nord-ouest de la ville. Il s’établit' à cette sortie de Liège. Pensant que le colonel von Oven était à la citadelle, je pris les devants pour m’y rendre, dans une auto belge, accompagné d’un officier-adjoint de la brigade. Pas un soldat allemand ne s’y trouvait. La citadelle était encore au pouvoir de l’ennemi. Je frappai à la porte qui était fermée. On l’ouvrit de l’intérieur. Les quelque cent Belges qui s’y trouvaient se rendirent à moi sur ma sommation.

La brigade avança alors et occupa la citadelle dont j’organisai immédiatement la, défense.

La mission, que je m’étais donnée à moi-même, était terminée. Je pouvais demander au général von Emmich l’autorisa-

tion de prendre congé de lui. J’avais l’intention de prendre, pour sortir de la forteresse, le chemin que j’avais suivi pour y entrer, afin de mettre le commandant de l’armée au courant de ce qui était arrivé, de voir les autres brigades et d’organiser la concentration de l’artillerie contre les forts. J’étais encore à la citadelle, lorsqu’arrivèrent quelque cent prisonniers Allemands qui venaient d’être délivrés. La 34e brigade d’infanterie avait, sur la rive ouest de la Meuse, percé avec ses avant-gardes. Elle avait dû ensuite abandonner le combat. Les éléments qui avaient percé avaient été faits prisonniers. Arrivèrent encore la 11e, puis la 27e brigade d’infanterie, de sorte qu’à mon départ le général von Emmich disposait d’une certaine force. Il est vrai qu’on annonçait que les Français avançaient, de la direction de Namur. La situation restait donc extrêmement grave. On ne pouvait la considérer comme assurée qu’après la chute d’au moins quelques forts de l’est.

V

Mes adieux au général von Emmich furent émus. À 7 heures, je me mis en route pour Aix-la-Chapelle. Le voyage fut étrange. Un homme de la garde civique s’offrit à me conduire. Il choisit une automobile dont je ne voulus pas. L’automobile que je pris resta en panne avant qu’on fût sorti de la citadelle. Il ne me restait qu’à me confier aveuglément au soldat belge. Tout alla parfaitement. Nous passâmes par Hervé ; l’hôtel où j’avais logé et la gare étaient incendiés. Sur le territoire allemand, le conducteur s’arrêta tout à coup et me déclara qu’il ne pouvait aller plus loin. Grâce à différents moyens de transport, j’arrivai tard dans la soirée à Aix-la-Chapelle avec mon soldat belge. Je fus reçu à l’hôtel de l’Union comme un ressuscité. Je retrouvai mes bagages avec mon ordonnance Rudolph Peters qui m’est resté fidèle pendant six longues années. Son plus grand désir était la croix de fer ' ; je n’ai pu la lui donner, car cela aurait été contraire à mes principes. À Aix-la-Chapelle, je mangeai rapidement et je partis ensuite au milieu de la nuit vers l’avant, à la recherche des brigades. Je suis resté près de 90 heures sans me déshabiller. Je rencontrai par hasard mon ancien régiment, qui avait été embarqué en toute hâte pour aller à la rescousse du côté de Liège. Le commandement suprême à Berlin avait eu, lui aussi, les pires inquiétudes à notre sujet.

La situation de nos troupes dans Liège était très critique. J’étais inquiet pour leur sort. Heureusement, l’ennemi resta inactif.

La description de la suite des événements qui se déroulèrent devant Liège appartient à l’histoire.

Il ne me fut plus donné que de prendre part à la prise du fort de Pontisse et de voir tomber le fort Loncin. Celui-ci venait d’être atteint par un obus de notre 420. Les chambres des munitions avaient sauté et l’ouvrage s’était effondré. Des soldats belges, la figure noircie, complètement affolés, ainsi que des Allemands faits prisonniers dans la nuit du 5 au 6 août, se dégageaient des décombres. Couverts de sang, les mains levées, ils nous criaient en bégayant :« Ne pas tuer, ne pas tuer ! » Nous n’étions pas des Huns. Nos soldats apportèrent de l’eau pour les désaltérer.

Les forts tombèrent en notre pouvoir peu à peu et assez tôt pour que l’aile droite de l’armée allemande pût traverser la Meuse et s’avancer librement en Belgique. J’éprouvai un véritable soulagement.

J’ai considéré comme une faveur spéciale du destin d’avoir pu coopérer à la prise de Liège, d’autant plus qu’en temps de paix j’avais collaboré au projet de l’attaque et que j’étais pénétré de son importance. Sa Majesté me conféra pour la conduite de la brigade l’ordre « pour le mérite ». Le général von Emmich le reçut naturellement le premier. Il était le chef responsable. La prise de Liège a été, elle aussi, un exploit auquel ont coopéré plusieurs hommes qui peuvent se partager la gloire d’avoir réduit la forteresse.

Je fis le reste de l’avance en Belgique en qualité de premier quartier-maître. J’eus l’occasion d’étudier à fond toutes les questions de ravitaillement, dont la connaissance devait plus tard faciliter beaucoup mes fonctions de chef d’État-Major.

J’eus l’occasion de passer par Andenne : j’y vis l’horrible et émouvant spectacle des destructions causées par la guerre de francs-tireurs.

Le 21 août, j’assistai encore au passage de la Sambre, à l’ouest de Namur, par la 2e division de la garde. C’était un émouvant spectacle que de voir les beaux gaillards du régiment Augusta s’en aller tranquillement au combat.

Le 22 août au matin, je reçus l’ordre qui m’appelait dans l’Est.

# CHEF DE L’ËTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L’EST DU 22 AOÛT 1911 au 28 AOÛT 1916

I

Les lettres du général von Moltke et du général von Stein, qui m’appelaient au G. Q. G. à Coblence, et m’apprenaient que j’étais nommé chef d’État-Major de la 8e Armée, en Prusse orientale, me touchèrent le 22 août à 9 heures du matin au G. Q. G. de la 2e Armée, à mi-chemin entre Wavre-Namur. Elles me furent remises par le capitaine von Rochow.

Le général von Moltke écrivait :

« Une nouvelle et difficile mission vous est confiée, peut-être encore plus difficile que la prise de Liège... Je ne connais personne en qui j’aie une confiance aussi absolue qu’en vous. Peut-être sauverez-vous encore la situation à l’Est. Ne m’en veuillez pas, si je vous rappelle d’un poste où l’action décisive, s’il plaît à Dieu, est peut-être imminente. Il faut que vous fassiez ce sacrifice pour la patrie. L’Empereur, lui aussi, a confiance en vous. Vous ne pouvez naturellement pas être rendu responsable de ce qui est arrivé. Mais votre énergie parviendra peut-être à empêcher l’irréparable. Acceptez donc cette nomination, la plus honorable que puisse recevoir un soldat. J’espère que vous justifierez la confiance qui est placée en vous. »

Le général von Stein, alors quartier-maître général et plus tard ministre de la Guerre, terminait sa lettre par ces mots :

« Vous devez donc partir. La raison d’État le demande. C’est une lourde tâche, mais vous en viendrez à bout. »

J’appris encore par le capitaine von Rochow que le général von Hindenburg devait être commandant en chef, mais qu’on ne savait pas si on le trouverait et s’il accepterait.

J’étais fier de ma nouvelle mission et de la confiance qu’exprimaient ces lettres. J’étais exalté par l’idée de pouvoir, dans la situation la plus difficile et à l’endroit décisif, être utile à mon Empereur, à mon armée et à ma patrie. L’amour de la patrie et la fidélité au roi, ainsi que la conscience du devoir que chacun a de vivre pour la famille et pour l’État, avaient été l’héritage que m’avait légué la maison paternelle. Mes parents n’étaient pas riches. La fidélité au travail ne leur avait pas donné l’opulence. Nous menions avec une grande économie et avec simplicité une harmonieuse et heureuse vie de famille. Mon père aussi bien que ma mère n’avaient qu’une pensée : celle d’élever leurs six enfants. Qu’ils trouvent ici l’expression de ma gratitude.

Comme jeune officier, j’ai dû travailler pour me tirer d’affaire. Ma confiance dans la vie n’en fut pas atteinte. À Wesen, à Wilhelmshaven et à Kiel, je passais la plus grande partie de mon temps, dans ma modeste chambre de lieutenant, à lire des ouvrages d’histoire, d’histoire militaire et de géographie. Mes connaissances scolaires se développèrent. Je devins fier de ma patrie et de ses grands hommes. Chez Bismarck, ce que je vénérais par-dessus tout, c’était la puissance de sa personnalité et la violence de ses passions. L’œuvre accomplie par notre dynastie pour sa Prusse-Allemagne se dessinait clairement dans mon esprit. La fidélité que je lui avais jurée devint un profond sentiment de dévouement. L’importance capitale de notre armée et de notre flotte pour la sécurité de notre Allemagne, qui a toujours été le champ de bataille de l’Europe, s’imposait absolument à moi à mesure que je parcourais l’histoire pas à pas. En regardant autour de moi, je voyais en même temps la grandeur et l’importance de l’œuvre de paix accomplie par notre patrie pour la civilisation et pour l’humanité.

C’est en 1904, lorsque j’ai été nommé à la section du plan d’opérations du grand État-Major général, qu’a commencé mon activité proprement dite pour l’armée. Elle s’est terminée par mon intervention pour le crédit d’un milliard.

Pendant longtemps, mon ordre de mobilisation me désigna comme chef du bureau des opérations au G. Q. G. Cette affectation avait naturellement cessé lorsque j’avais été nommé commandant de régiment à Düsseldorf. Elle échut à mon successeur au grand État-Major. Mon ordre de mobilisation en qualité de premier quartier-maître de la 2e Armée m’avait paru intéressant à cause de Liège, sans avoir pour moi d’autre attrait particulier.

J’avais pris part à de nombreux voyages d’État-Major, sous la direction du général von Moltke, qui m’avaient permis de voir ce qu’était la grande guerre. Ma nouvelle situation m’offrait l’occasion de montrer si je saurais réaliser, fût-ce dans un cadre étroit, les idées du grand maître de l’État-Major général, le général comte von Schlieffen. Un, soldat ne pouvait pas espérer davantage de la guerre. J’ai profondément regretté que cette situation m’ait été confiée à ‘un moment critique pour ma patrie.

Tout mon être intime et mon âme allemande m’encourageaient à l’action.

Un quart d’heure après, j’étais en auto pour aller à Coblence. Je passai par Wavre. Le jour précédent, j’avais vu une ville aimable, qui était maintenant en flammes. Là aussi, la population avait pris part à la lutte. Tels furent mes adieux à la Belgique.

À 6 heures du soir, j’étais à Coblence. Je me présentai aussitôt au général von Moltke qui me parut fatigué. J’appris quelle était la situation à l’Est. La 8e armée avait attaqué, le 20 août, à Gumbinnen, l’Armée du Niémen commandée par Rennenkampf. Malgré quelques progrès initiaux, l’offensive n’avait pas eu le succès décisif. On avait dû rompre le combat. L’armée se trouvait depuis lors en pleine retraite entre le lac Mauer et le Pregel. Elle s’était repliée vers l’ouest au-delà de l’Angerapp et, au nord du Pregel, derrière la Deime, ligne de défense avancée de la forteresse de Kœnigsberg. Le Ier C. A. devait être transporté par chemin de fer des stations à l’ouest

d’Insterburg jusqu’à Gosslershausen à la disposition de l’Armée et la 3e D. ’ R. d’Angerburg à Allenstein-Hohenstein pour renforcer le XXe C. A.

La ligne des lacs faiblement fortifiée Nikolaïken-Lôtzen était en notre pouvoir. L’ennemi ne l’avait abordée qu’avec des forces médiocres.

Le général von Scholtz, chef du XXe C. A., commandait à la frontière sud de la Prusse Orientale. Il avait concentré ses divisions, la 70e brigade de landwehr également sous ses ordres' des éléments de la garnison de Thorn et des autres forteresses de la Vistule dans la région de Gilgenburg et à l’est, où il combattait sans cesse contre l’armée russe du Narew commandée par Samsonow. Il était très fortement pressé.

Il fallait compter sur la continuation de l’avance des deux armées ennemies de part et d’autre de la barrière des lacs. Le général von Moltke me dit que la 8e Armée avait l’intention d’évacuer le territoire à l’est de la Vistule ; les forteresses seules devaient garder leur garnison et être défendues. La 8e Armée avait sans aucun doute pris cette résolution dans la pensée que la décision à l’Ouest serait bientôt obtenue, ce qui permettrait d’envoyer des renforts pour reconquérir la Prusse Orientale et battre l’ennemi sur notre territoire. Cette manière d’opérer avait été souvent couronnée de succès au cours des Kriegspiel dirigés par le général comte von Schlieffen. Si la décision survenait à l’Ouest, la 8e Armée aurait pu se réjouir de s’être réservée pour des combats ultérieurs. Mais pareille résolution ne tenait pas compte de la réalité de la guerre, ni de la responsabilité énorme qu’on assumait en abandonnant à Pennemi une partie du territoire allemand. Cette guerre mondiale a de nouveau appris à l’humanité quelles misères doit supporter un pays envahi, même si la guerre est conduite de la façon la plus humaine. Étant donnée la façon dont les événements se ont déroulés, la retraite derrière la Vistule aurait amené un désastre. Nous n’aurions pas tenu la ligne de la Vistule en face des forces russes supérieure ; et, du moins, nous n’aurions pas été à même de venir en aide à l’armée austro-hongroise dans le cours du mois

|  |
| --- |
| septembre. L’effondrement de cette armée se serait produit. La situation, telle que je la trouvai, était assurément très grave, mais il y avait encore des possibilités de s’en tirer.  Sur ma demande, on transmit aussitôt à l’Est l’ordre |
|  |
| Croquis n° 2. — Tannenberg. Situation au 22 août 1914. |

d’arrêter la retraite du gros de la 8e Armée prescrite pour le 23. Le Ier C. A. Rés., le XVIIe C. A., et la réserve principale de la forteresse de Kœnigsberg devaient rester au repos. Le Ier C. A. ne devait pas être débarqué à Gosslershausen, mais plus près du général von Scholtz dans la région de Deutsel-Eylau. Tous les éléments encore disponibles des garnisons de Thorn, Kulm, Graudenz, Marienburg, devaient être transportés vers Strasbourg et Lautenbach. Ces garnisons se composaient uniquement de formations de landwehr et de landsturm. On constituait ainsi, dans la partie sud-ouest de la Prusse Orientale, un fort groupe d’armée. Avec ce groupe, on pourrait attaquer, tandis que le groupe nord continuerait à battre en retraite dans la direction du sud-ouest ou serait porté nettement vers le sud pour livrer combat à l’armée du Narew. Ce qu’il aurait à faire ne pouvait être décidé que sur place. Les Russes ne pouvaient pas s’en tirer sans nouvelle bataille. Instinctivement il devait venir à l’idée de tout officier d’Êtat-Major de mettre à profit la séparation des deux armées ennemies.

Je me présentai également à Sa Majesté l’Empereur. Sa Majesté était calme. Elle parla avec gravité de la situation à l’Est et exprima ses regrets profonds de voir une partie de la patrie allemande exposée à l’invasion. Elle pensait aux souffrances de ses sujets. L’Empereur me donna l’ordre « pour le mérite » qui m’avait été conféré pour l’action de Liège et m’adressa des éloges. Ma vie durant, j’en garderai un fier et mélancolique souvenir.

À 9 heures du soir, je montai dans le train spécial qui, de Cologne, devait m’emporter vers l’Est.

Peu de temps avant mon départ, je fus informé que le général von Hindenburg avait accepté le commandement en chef et qu’il monterait dans le train à Hanovre, à 4 heures du matin. À Hanovre, le général était à la gare. Je me présentai à lui. Nous nous voyions pour la première fois. Toutes les affirmations contraires appartiennent au domaine de la légende.

Je lui exposai en peu de mots la situation, puis nous nous couchâmes.

Le 23 août, vers 2 heures de l’après-midi, nous arrivions à Marienburg où l’État-Major nous attendait. La situation s’était modifiée. On avait renoncé à reculer derrière la Vistule. On devait tout d’abord tenir la Passarge. Le général Grünert, premier quartier-maître de la 8e Armée, et le lieutenant-colonel Hoffmann avaient obtenu cette décision.

Notre réceplion à Marienburg fut des plus froide. Il me semblait être dans un autre monde : de Liège et de l’avance rapide à l’Ouest je me trouvais transporté dans cette atmosphère d’inquiétude. Mais tout changea rapidement. On reprit confiance. La vie en commun à l’État-Major devint telle que je Pai décrite plus haut.

II

Le commandant Valdivia, l’excellent attaché militaire espagnol pendant la guerre, m’a demandé en octobre 1914, lors de sa première visite à Posen, si la bataille de Tannenberg avait été livrée d’après un plan mûri de longue date. Je dus lui répondre que non. Il en était étonné ; beaucoup de gens, et lui-même, Pavaient cru.

Une concentration peut et doit être préparée pendant assez longtemps. Les batailles dans la guerre de position demandent aussi une préparation. Dans la guerre de mouvement et dans la bataille de la guerre de mouvement, les visions que le chef doit avoir devant les yeux se succèdent avec rapidité. Il doit alors se décider au sentiment : le métier militaire devient un art.

L’idée directrice de la bataille se forma peu à peu dans ses détails pendant la période du 24 au 26 août. Toute la question était de savoir s’il serait réellement possible d’éloigner le Ier C. A. Rés. et le XVIIe C. A. de l’armée de Rennenkampf pour les réunir aux autres parties de la 8e Armée et porter un coup à l’armée du Narew. Cela dépendait uniquement de Rennenkampf. S’il savait exploiter son succès de Gumbinnen, s’il avançait rapidement, c’était impossible. Il ne restait alors qu’à ramener le Ier C. A. Rés. et le XVIIe C. A. plus au sud-ouest vers Wormditt, tandis que l’autre groupe de la 8e Armée retiendrait l’armée du Narew pour, le cas échéant, lui faire subir une défaite. Une défensive rigide sur une ligne à l’est de la Vistule ne pouvait également être considérée que coirme un pis-aller.

Peu à peu, il apparut que Rennenkampf n’avançait que très lentement. Par suite, les deux corps d’armée, qui se repliaient à peu près sur la ligne Bartenstein-Gerdauen, purent être peu à peu infléchis nettement vers le sud sur Bischofsburg, Neidenburg. Tout d’abord, sous la protection de la Ie D. Cav. et du Ier C. A. Rés., le XVIIe C. A. fut porté par Schippenbeil sur Bischofstein vers le sud. Après qu’il se fut glissé derrière le Ier C. A. Rés. et qu’il eut avancé de Bischofstein sur Bischofsburg, le Ier C. A. Rés. fut à son tour poussé au sud, en contournant Schippenbeil, dans la direction de Seeburg. La ligne de combat contre Rennenkampf ne fut plus tenue que par la Ie D. Cav. vers Schippenbeil et au Sud. Sa Ire brigade reçut encore, le 26, l’ordre de faire mouvement par Rossel sur Sensburg. À partir du 27 août il n’eut donc plus que deux brigades de cavalerie entre le lac Mauer et le Pregel en face des 24 fortes divisions d’infanterie et de plusieurs divisions de cavalerie de Rennenkampf. La barrière des lacs était ouverte vers l’est, pouvait être tournée et Kœnigsberg facilement isolé.

La décision de livrer bataille fut inspirée par la lenteur de mouvement du commandement russe, elle avait sa raison profonde dans la nécessité de vaincre malgré notre infériorité numérique ; elle était pourtant extrêmement grave.

Les corps faisaient mouvement dans le dos de l’armée du Narew qui s’avançait de Neidenburg sur Allenstein. Ils tournaient eux-mêmes le dos à l’armée de Rennenkampf, sans couverture appréciable, à une distance de 2 à 3 jours de marche. Lorsque, le 27, la bataille commença dans toute son intensité pour, non pas se terminer en un jour comme c’était la règle dans les guerres d’autrefois, mais durer jusqu’au 30, la puissante armée de Rennenkampf apparaissait au nord-est comme un noir nuage d’orage. Il n’avait qu’à approcher et nous étions battus. Mais le gros de Rennenkampf ne dépassa guère la ligne Allenburg-Gerdauen-Neidenburg et nous remportâmes une brillante victoire.

Bien peu ont su l’inquiétude avec laquelle, pendant ces longues journées, je fixais mes regards sur l’armée du Niémen.

Pour permettre au XVIIe C. A. et au Ier C. A. Rés. de donner toute leur action, il va de soi que l’autre groupe de la 8e Armée devait attaquer, Tout d’abord, il est vrai, il s’agissait pour lui de ne pas se laisser battre.

Le XXe C. A. renforcé venait de vivre des journées difficiles et fatigantes. Le 23, il était sur les hauteurs au nord-est du Gilgenburg faisant front nettement au sud, tandis que l’ennemi s’avançait de Neidenburg, c’est-à-dire du sud-est. La 3e D. R. était encore en voie de rassemblement à l’ouest de Hohenstein. Le Ier C. A. avait à peine commencé son débarquement à Deutsch-Eylau. Le général von Scholtz réussit bien à repousser les forces ennemies supérieures, mais il dut pourtant, tout en gardant les hauteurs à l’est de Gilgenburg, ramener vivement son aile gauche dans la région à l’ouest de Hohenstein, jusque vers Mühlen. Ce mouvement, quoique pénible pour les troupes, fut très utile : les Russes se crûrent vainqueurs. Ils ne s’attendirent pas à une nouvelle résistance allemande, bien moins encore à une attaque. Ils voyaient le chemin du territoire allemand libre devant eux à l’est de la Vistule.

Le 24, nous étions déjà auprès du général von Scholtz. Nous nous rencontrâmes à Tannenberg. Lui et son chef d’État-Major, le colonel Hell, devaient, au cours de la guerre, illustrer leurs noms et les rendre à jamais glorieux dans l’histoire.

Le général von Scholtz fit une description lumineuse des grands exploits accomplis par les troupes sous ses ordres depuis le début de la campagne et de la difficulté inouïe des derniers combats. Il croyait que l’ennemi le presserait encore, mais il espérait tenir.

Nous étions en route de Marienbujrg pour Tannenberg, lorsque nous reçûmes un radio ennemi capté qui nous donnait un aperçu très clair des mesures ennemies pour les jours suivants. L’armée du Narew avançait échelonnée vers la gauche, avec le IIe C. A. par Ortelsburg sur Bischofsburg, qui pouvait être atteint ou dépassé le 26, avec le XIIIe C. A. de Neidenburg par Passenheim sur Allenstein. Venaient ensuite le XVe et le XXIIIe C.A. avec lesquels le général von Scholtz avait combattu pendant ces derniers jours. Leur échelon le plus au sud était, le 26, vers Waplitz. Plus en arrière vers la gauche et orienté vers l’ouest, le Ier C. A. avançait par Mlawa et Soldau, couvert par quelques divisions de cavalerie du côté de Lautenburg et de Strasbourg.

Il importait de surprendre ce mouvement par l’ouest avec le groupe sud de la 8e Armée. La tentation était forte de contourner en même temps Soldau au sud pour envelopper également le Ier C. A. russe. La défaite de l’armée du Narew, combinée avec l’avance du XVIIe C. A. et du Ier C. A. Rés., pouvait alors devenir une débâcle complète. Mais nos forces n’étaient pas suffisantes. Je proposai donc au général von Hindenburg d’attaquer avec le Ier C. A. par Eylau et Montowo, avec l’aile droite du XXe C. A. renforcé par Gilgenburg sur Usdau et de rejeter le Ier C. A. russe vers le sud sur Soldau. Ensuite notre Ier C. A. avait à pousser dans la direction de Neidenburg, pour entourer au moins le gros de l’armée du Narew, en liaison avec le XVIIe C. A. et le Ier C. A. Rés. Il fallait savoir nous limiter pour réussir.

L’attaque du Ier et du XXe C. A. dut être remise au 27. J’aurais aimé la voir commencer plus tôt, mais le Ier C. A. n’était pas encore prêt, le réseau ferré de la Prusse orientale étant très défectueux. A juste titre, le général von François, qui commandait le Ier C. A., insistait pour avoir tout son corps en main avant l’attaque.

Tout n’alla pas d’ailleurs aussi bien qu’on pourrait le croire d’après cette rapide esquisse. Toutes les unités étaient fort éprouvées et les combats incessants avaient fortement réduit les effectifs. La transmission des ordres au Ier C. A. Rés. et au XVIIe C. A. se heurtait à des difficultés. Nous étions inquiétés par des patrouilles de cavalerie ennemies. On pouvait se demander si 1\*ennemi nous laisserait le temps de réaliser nos projets.

Nous étions particulièrement gênés par les civils en fuite qui se trouvaient derrière le groupe von Scholtz. Ils étaient des milliers, à pied et en voiture, et ils embouteillaient les routes. Ils restaient accrochés à la troupe. Un repli soudain du groupe d’armées aurait eu les pires conséquences pour les civils et pour la troupe. Mais on n’y pouvait rien. Les quelques gendarmes ne suffisaient pas à canaliser ces foules. On était obligé de les laisser faire. Beaucoup de visions navrantes sont restées dans ma mémoire.

III

Le 24 et le 25 août, notre Q. G. était à Rosenberg, le 26 à Lobau. Nous avions utilisé les journées du 25 et du 26 pour prendre contact avec les chefs et la troupe.

Le 26 au soir, la situation était la suivante :

Le généra] von Mühlmann, — subordonné au Ier C. A. — était, avec des éléments des garnisons de guerre des forteresses de la Vistule, à Lautenburg et à Strasbourg, en contact étroit avec la cavalerie ennemie. Le Ier C. A. lui-même avait été rassemblé à Montowo et au sud et s’était, en combattant, rapproché d’Usdau fortement tenu par le Ier C. A. russe. Le général von François était prêt à continuer la progression le 27.

L’aile droite du XXe C. A. renforcé avait reçu mission d’attaquer Usdau par le nord et de se joindre ensuite au Ier C. A. pour continuer à avancer sur Neidenburg. La 41e D. I. devait avancer de Gr. Gardienen sur Waplitz ; à sa gauche, une brigade de lajidwehr, la 3e D. R. et. la 37e D. I. devaient également attaquer par Mühlen dans la direction du nord, sur Waplitz et sur Hohenstein. Sur tout le front, l’ennemi avait pris contact : Allenstein était également occupé.

La D. Ldw. von der Goltz, que le G. Q. G. avait mise à notre disposition, était en train d’arriver vers Osterode et Biessellen. Elle venait du Slesvig-Holstein, où jusque-là elle avait assuré la protection du canal et des côtes. Elle devait prendre Hohen-stein par le nord-ouest.

Le Ier C. A. Rés. avait, le 26, atteint la région de Seeburg, Le XVIIe C. A. avait combattu entre Lautern et Gr. Bossau, au nord de Bischofsburg, avec une division du VIe C. A. russe, et l’avait repoussée dans la direction de Bischofsburg. La 6e brigade de landwehr, qui, les 24 et 25, s’était rapprochée de Lôtzen jusqu’à la région au nord-ouest de Bischofsburg, avait pris part avec succès au combat.

L’attaque sur Usdau devait commencer le 27 à 4 heures du matin. Nous voulions assister à ce combat décisif pour la bataille, afin de pouvoir également surveiller sur place l’action combinée du Ier C. A. et du Xe C. A. déjà réglée par les ordres. Dès notre départ de Lobau pour Gilbenburg, on nous annonça la bonne nouvelle qu’Usdau était tombé. Je considérai la bataille comme gagnée. Mais nous n’en étions pas encore là. Tout d’abord, il se trouva qu’Usdau n’était pas encore pris. Il ne le fut que tard dans la matinée. L’armée du Narew était dès lors rompue tactiquement. Le Ier C. A. rejeta l’ennemi sur Soldau et avança sur Neidenburg.

Le XXe C. A., fortement épuisé, combattit avec moins de succès. La 41e D. I. n’avança pas à Gr. Gardienen. Plus au nord, on ne progressa pas non plus.

La D. Ldw. von der Goltz se rassembla vers Hohenstein.

Nous n’étions pas complètement satisfaits quand nous revînmes l’après-midi à Lobau.

À notre arrivée, on nous annonça que le Ier C. A. avait été battu et que ce qu’il en restait se repliait sur Montowo. La nouvelle était invraisemblable. Nous donnâmes un coup de téléphone au commissaire militaire de la gare de Montowo : il y avait bien là-bas des troupes du Ier C. A. qui s’y rassemblaient. Mais il apparut dans la suite qu’il ne s’agissait que d’un bataillon qui s’était trouvé dans une situation difficile et avait cédé. Des convois qui traversaient Lobau en vitesse se dirigeant vers l’arrière causèrent aussi une certaine émotion. Le chef est pris de tous les côtés à la fois. Il faut qu’il ait les nerfs solides. Le profane se figure trop facilement que la guerre n’est autre chose qu’une opération d’arithmétique avec des grandeurs données. Or, elle est tout, sauf cela. C’est la lutte d’énormes forces inconnues d’ordre physique et moral, lutte d’autant plus pénible qu’on est soi-même en état de plus grande infériorité. C’est une collaboration avec des hommes à la force de caractère variable et aux idées bien différentes. La volonté du chef est le seul point fixe.

Tous ceux qui critiquent le commandement feraient bien, s’ils n’ont commandé eux-mêmes pendant la guerre, d’étudier d’abord l’histoire militaire. Je souhaiterais qu’ils eussent eux-mêmes à diriger une bataille. L’incertitude de la situation et les exigences énormes les feraient reculer devant la grandeur de la tâche, et... les rendraient plus modestes. Il n’y a que le chef d’État, l’homme d’État, dont la charge, lorsqu’il décide de la guerre, s’il le fait en toute connaissance de cause, soit aussi lourde et plus lourde que celle du général. Pour le premier il s’agit d’une seule décision d’un poids énorme ; pour le général, la tâche est de tous les jours et de tous les instants, il a constamment la charge de millions d’hommes et même de nations entières. Rien de plus grand pour un soldat, mais aussi rien de plus difficile que d’être à la tête d’une Armée ou de détenir le commandement suprême.

Nous reçûmes à Lobau, tard dans la soirée, la nouvelle que le Ier C. A. Rés. avait atteint Wartemburg. Devant le XVIIe C. A., le VIe C. A. russe était en pleine retraite par Ortelsburg ; il fut de nouveau culbuté au sud de Bischofsburg. Des forces assez faibles le poursuivaient, tandis que le gros du XVIIe C. A. bivouaquait, le soir du 27, à Mensguth et au nord.

Pour le 28, il n’y avait qu’à ordonner que le Ier C. A. s’emparât de Neidenburg. Il avait de lui-même obliqué de ce côté. Le XXe C. A. devait exécuter l’attaque qui lui avait été prescrite pour le 27 et, en particulier, pousser fortement en avant la 41e D. I. La D. Ldw. von der Goltz devait attaquer Hohenstein. Le Ier C. A. Rés. et le XVIIe C. A. devaient se porter vers l’ouest vers Allenstein-Passenheim, en se couvrant du côté d’Ortelsburg.

Le 28 au matin, nous partions pour Frogenau et nous nous établissions en plein air, à l’issue est du village. Le général von Scholtz était à proximité. Une mauvaise ligne téléphonique assurait la liaison avec le Ier C. A. Il n’était pas possible de communiquer avec les autres corps.

Nos premières impressions ne furent nullement favorables. Neidenburg était pris. La 41e D. I. avait attaqué Waplitz et avait été repoussée. Elle avait très sérieusement souffert. Elle se trouvait maintenant à l’ouest et était fort inquiète d’une contre-attaque ennemie possible. J’envoyai vers elle un officier en auto. Il revint pour me dire que la situation de la division n’était pas fameuse. La landwehr, du côté de Mühlen, ne progressait pas. La situation à cet endroit, sur l’aile droite du XXe C. A., pouvait devenir grave si l’ennemi attaquait avec ses forces concentrées. Pour le moins la bataille en serait prolongée. Enfin, Rennenkampf pouvait avancer. L’ennemi resta inactif devant la 41e D. I. et l’armée du Niémen n’avança pas.

Le capitaine Bartenwerffer, de l’État-Major du XVIIe C. A., apporta en avion, en survolant les lignes ennemies, de bonnes nouvelles de la marche de son corps sur les derrières de l’ennemi.

L’après-midi, la situation continua à évoluer en notre faveur. À l’ouest d’Hohenstein, la 3e D. R. et plus tard aussi la 37e D. I. gagnèrent du terrain et la D. Ldw. von der Goltz entra dans Hohenstein. Le front ennemi paraissait ébranlé. Le général von Hindenburg voulut aller en auto jusqu’à Mühlen. Nous y arrivâmes au milieu d’une courte panique provoquée par des prisonniers russes qu’on ramenait en grand nombre. Cette panique fit une impression désagréable et se propagea fort en arrière.

Le soir, nous nous rendîmes à Osterode. Les autorités administratives avaient déjà quitté le pays, par suite d’une disposition fâcheuse de l’ordre de mobilisation. Cela augmentait l’inquiétude de la population.

Nous ne savions pas au juste quelle était la situation de différents corps, mais il n’y avait pas de doute que la bataille était gagnée. Impossible de dire encore si c’était une véritable victoire de Cannes. Le Ier C. A. reçut l’ordre d’envoyer des forces du côté de Willenberg, où le XIIIe C. A. devait également se porter. Il fallait couper la retraite aux Russes.

Dans le courant de la nuit, d’autres renseignements arrivèrent. Le XIIIe C. A. russe avait marché d’Allenstein sur Hohenstein, où il avait fortement pressé la landwehr. Le Ier C. A. Rés. avait atteint la région au sud-ouest d’Allenstein ; son avance devait fermer la boucle autour du XIIIe C. A. russe et terminer la bataille, tandis que le Ier et le XVIIe C. A. coupaient aux autres éléments le chemin de la retraite.

Je résolus, le 29 au matin, d’aller à Hohenstein pour y démêler les unités qui s’y pressaient. Il fallait organiser les

|  |
| --- |
| opérations contre l’armée Rennenkampf, soit qu’elle avançât soit qu’elle restât sur place. |
|  |
| Croquis n° 3. — Tannenberg. Situation au 39 août 1914- |

Un incident pouvait encore se produire avant que naus fussions définitivement sûrs de la victoire.

Le 29 au matin, un avion annonça qu’un corps d’armée ennemi, venant du sud, était en marche sur Neidenburg et se rapprochait de cette ville. Il se dirigeait donc sur le dos du Ier C. A. qui, faisant front vers le nord, combattait contre les Russes en retraite. Presque en même temps nous reçûmes un coup de téléphone de Neidenburg. Des obus ennemis tombaient sur la ville. Notre conversation s’arrêta net. Toutes les forces disponibles furent mises en marche dans la direction de Neidenburg pour appuyer le Ier C. A. dans le combat en perspective-Mais le général von François s’était tiré d’affaire lui-même, grâce à son activité, et les hésitations de l’ennemi ne lui permettaient pas de profiter de la situation.

Les ordres une fois donnés, je partis pour Hohenstein. Je traversai d’abord le champ de bataille. Il fit sur moi une profonde impression. À l’est de Hohenstein c’était un pêle-mêle de nos propres colonnes et des innombrables prisonniers russes. Ce ne fut pas une petite affaire que de mettre de l’ordre. Le Ier C. A. Rés. et le XXe G. A. furent disposés le long de la route Allenstein-Hohenstein. L’Armée eut ainsi peu à peu au moins deux corps bien en mains.

La bataille tirait à sa fin. La 3e D. R. avait profondément enfoncé l’ennemi, était arrivée à Muschaken à l’est de Neidenburg. Les Russes, qui refluaient à travers les taillis, essayèrent encore, à plusieurs endroits, de briser l’étreinte allemande. Des combats violents et très sérieux se livrèrent encore, en particulier à Muschaken le 30, mais la décision était acquise.

Le général Samsonow se suicida. Il fut enterré, sans être reconnu, non loin de Willenherg. Un médaillon trouvé sur lui et gardé comme marque d’identité permit à son épouse, qui se trouvait en Allemagne pour s’occuper de questions de prisonniers de guerre, de reconnaître sa tombe.

Les généraux prisonniers furent amenés à Osterode, où ils furent présentés au général von Hindenburg.

Le chiffre des prisonniers et ceux du butin sont connus.

Les pertes ennemies en tués et blessés avaient été également très lourdes. L’histoire fort répandue, suivant laquelle les Russes auraient été poussés dans les marais par milliers et y auraient péri, est une légende. Il n’y avait pas de marais dans la région.

Une des plus belles bataille de l’Histoire venait d’être livrée. Cet exploit avait été accompli par des troupes qui avaient combattu depuis des semaines, parfois avec des revers. Le mérite en revenait à nos institutions militaires du temps de paix. Cette bataille reste un titre de gloire pour le commandement et pour les troupes, pour les officiers et pour les hommes, pour la patrie tout entière.

L’Allemagne et l’Autriche-Hongrie poussèrent des cris d’allégresse... le monde se tut.

Cette bataille fut, sur ma proposition, appelée bataille de Tannenberg, en souvenir du combat dans lequel l’Ordre Teutonique fut écrasé par les armées réunies de la Lithuanie et de la Pologne. Les Allemands permettront-ils aujourd’hui, comme en ce temps-là, que les Lithuaniens et en particulier les Polonais tirent parti de notre impuissance pour nous faire violence ? La civilisation séculaire de l’Allemagne doit-elle être perdue ?

Je ne pus être tout entier à la joie de cette grande victoire ; l’inquiétude que m’avait causée l’armée de Rennenkampf avait trop éprouvé mes nerfs. Mais nous étions fiers de cette bataille. La percée et l’enveloppement, une audacieuse volonté de vaincre et une prudente réserve nous avaient donné la victoire. Malgré notre infériorité numérique à l’est, nous avions réussi à opposer à l’ennemi sur le champ de bataille des forces à peu près égales aux siennes. Ma pensée et mes remerciements allaient au Maître qu’avait été pour moi le général comte von Schlieffen.

Dans l’église protestante d’Allenstein, nous remerciâmes, le général von Hindenburg et moi, avec une émotion profonde, le Dieu tout-puissant.

Je n’eus pas une minute pour me reposer. Je devais préparer le regroupement de l’armée pour la continuation de la campagne. Tâche extrêmement difficile que de terminer une bataille et de préparer en même temps la prochaine. Un nombre infini de dispositions étaient à prendre. L’évacuation des prisonniers pressait. Vu l’incertitude de la situation leur grand nombre était une charge.

Je reçus la Croix de fer de 2e classe et je la portai avec orgueil. Au souvenir de Liège et de Tannenberg une satisfaction légitime remplit encore aujourd’hui mon cœur. La valeur de la Croix de fer de 2e classe a diminué avec la longueur de la guerre ; phénomène très regrettable, bien que très naturel. Quiconque l’a vraiment méritée devrait la porter avec fierté.

IV

À l’Ouest, l’avance victorieuse des armées allemandes s’était poursuivie. Le G. Q. G. crut donc pouvoir renforcer la 8e Armée par 3 corps d’armée prélevés sur le front occidental. Le télégramme qui annonçait ce renfort arriva au commencement de la bataille de Tannenberg. On devait ensuite me demander si un de ces corps pouvait être conservé. Je n’avais pas demandé de renfort et j’y consentis. Il ne vint que deux corps d’armées, le corps de réserve de la garde et le XIe C. A. ainsi que la 8e D. Cav. Cette décision de diminuer les forces de l’ouest était prématurée. Malheureusement, nous ne pouvions, à l’Est, nous en rendre compte. Les communiqués de l’Ouest étaient très favorables. Le plus grave, c’est que les renforts destinés à l’Est furent prélevés sur l’aile droite, qui cherchait la décision, et non pas sur l’aile gauche, qui, maintenant, après la bataille de Lorraine, était trop forte. On laissa en Lorraine le troisième des corps qui étaient prévus pour l’Est.

En Galicie, la situation était déjà devenue défavorable. La masse de l’armée russe s’était jetée sur les armées austro-hongroises et les avait battues à l’est de Lemberg. L’armée austro-hongroise n’était pas, au commencement de la guerre, un excellent instrument de combat. Si nous avions vraiment eu des intentions agressives avant la guerre, nous aurions dû insister pour que l’Autriche-Hongrie améliorât son armée. Elle aurait dû aussi compléter son réseau ferré, qui était complètement insuffisant. Malgré tout, cette omission reste pour nous une lourde faute. La Triple-Alliance n’était qu’une alliance politique. L’alliance entre la France et la Russie avait un caractère nettement militaire. Il en est résulté une grosse avance pour nos adversaires.

Nos conventions avec l’Autriche-Hongrie pour le cas d’une guerre commune étaient également insuffisantes. Le général comte von Schlieffen craignait un manquement de parole, comme d’ailleurs nous en avons vu un se produire. Un plan d’opérations commun n’avait été que très grossièrement ébauché. La concentration de l’armée austro-hongroise au-delà du San n’était justifiée que si cette armée se sentait, par ses propres forces, supérieure à l’armée russe, ce que croyaient d’ailleurs de nombreux officiers austro-hongrois, ou si nous pouvions en même temps passer le Narew avec des forces considérables. Mais nous n’étions pas en mesure de le faire, car les derniers crédits militaires ne nous avaient pas donné les trois corps d’armée escomptés par l’État-Major. Et, de plus, il fallait suppléer sur le front occidental à la défection de l’Italie.

Suivant nos conventions militaires assez anciennes avec l’Italie, trois corps d’armée italiens avec deux divisions de cavalerie devaient se concentrer en Alsace, tandis que le gros de l’armée, déduction faite de ce qu’il fallait pour la défense côtière, se rassemblerait près de la frontière française de la Haute-Italie. La flotte devait en même temps chercher à couper les communications entre la France et ses colonies du nord de l’Afrique. Pendant un temps, on compta sur ces conventions ; puis elles devinrent caduques. Sur le désir formel du chef de l’État-Major italien, le général Pollio, des mesures furent de nouveau mises à l’étude.

Le général Pollio mourut pendant l’été 1914, peu de temps avant la guerre. La France n’eut pas besoin de laisser un seul homme sur sa frontière du sud-est. Elle put engager toutes ses forces contre nous, sachant bien que l’Italie ne marcherait pas de notre côté. Le préjudice que nous a ainsi causé notre ancienne alliée a été énorme. On ne peut méconnaître la gravité de sa situation vis-à-vis de l’Angleterre. L’opposition contre l’Autriche-Hongrie persistait : vieille opposition, qui n’avait pourtant pas empêché l’Italie de conclure une alliance avec l’Autriche-Horgrie et avec nous. De cette alliance elle avait retiré

de nombreux avantages. Nous pouvions au moins espérer que l’Italie se sentît engagée envers nous. L’égoïsme national se comprend, il doit exister dans toute nation. Mais il y a des lois morales qu’on ne doit pas violer. L’Italie l’a fait. Elle ne doit pas être surprise que nous condamnions la conduite qu’elle a eue pendant les quatre années de guerre.

On ne pouvait méconnaître la situation difficile de l’armée austro-hongroise à la fin d’août, en face des forces russes très supérieures. Le chef de P État-Major général austro-hongrois, le général von Conrad, avait raison, de son point de vue, lorsqu’il demandait que nous avançions au-delà du Narew. Les forces relativement faibles de la 8e Armée, par rapport à celles de Rennenkampf, ne le permettaient pas. Une avance dans la direction de Mlawa-Poultousk pouvait, à tout moment, se trouver arrêtée par une avance de Rennenkampf sur la ligne Allenstein-Elbing. Il était donc nécessaire de régler d’abord notre compte avec l’armée russe du Niémen.

Rennenkampf avait bien, sous l’impression de la bataille de Tannenberg, ramené ses éléments avancés à quelques kilomètres en arrière. Mais il semblait vouloir rester entre le Pregel et le lac Mauer. La 8e Armée devait concentrer toutes ses forces pour livrer une seconde bataille.

Pour l’exécution de ce projet, les renforts de l’ouest furent débarqués vers Allenstein-Elbing, et l’ancienne 8e Armée concentrée pour l’avance sur la ligne Willenberg-Allenstein.

À Soldau, ne restèrent que quelques éléments pour la couverture de la frontière ; ils devaient avancer en Pologne dans la direction de Mlawa.

La concentration une fois terminée, nous voulions attaquer le large front de Rennenkampf entre le Pregel et le lac Mauer et envelopper son aile gauche par Lôtzen et plus au sud. Notre extrême aile sud avait pour mission de couvrir l’armée du côté d’Augustow et d’Ossowietz, où des débarquements de troupes ennemies étaient attendus. Les forces en ce moment réunies de la 8e Armée devaient donc combattre en trois groupes : entre le Pregel et le lac Mauer, à l’est de Lotzen et en direction de Lyck

Étaient concentrés, à la mi-septembre :

La D. Ldw. von der Goltz à Neidenburg;

Les garnisons des forteresses de la Vistule à Soldau ;

La 3e D. R. et le Ier C. A. à Willenberg et Ortelsburg, la lre brigade de cavalerie à l’ouest de Johannisburg ;

Le XVIIe C. A. à Passenheim ;

Le XXe C. A., le XIe C. A. et le Ier C. A. Rés. à Allenstein et des deux côtés d’Allenstein ;

La division de la cavalerie de la garde, venant d’Elbing, vers la Passarge inférieure ;

La 8e D. Cav. avançait dans la direction de Lotzen ;

La 1er D. Cav. moins la lre brigade était encore devant le front de l’armée du Niémen, elle devait également avancer par Lotzen ;

La réserve principale de Kœnigsberg occupait la ligne de la Deime ;

La principale réserve de Posen, D. Ldw. comte von Bredow, devait également venir, mais elle n’arriva pas assez tôt pour la bataille.

Les équipages et les convois du Ier C. A. Rés. et du XVIIe

C. A, qui, au début se retiraient derrière la Passarge, avaient dû effectuer des mouvements très difficiles. Ils avaient pourtant fini par arriver sans trop de complications dans leurs zones de concentration.

La cavalerie russe, repoussant notre ler D. Cav., avait fait une incursion jusqu’à la Passarge en aval de Wormditt, mais le mal, au point de vue militaire, n’était pas considérable. Ainsi elle n’avait pas détruit, ce qui ne se comprend pas, la grande voie ferrée Elbing-Kœnigsberg.

Naturellement, il était pour nous très important de pouvoir remettre bientôt en exploitation les voies ferrées, et principalement celles que nous avions coupées au moment de notre retraite de Gumbinnen. La gare de Korschen était particulièrement intéressante. On avait dû la détruire complètement. 48 heures après sa réoccupation, elle était de nouveau en état. Il se trouva heureusement que les destructions étaient moindres qu’on n’avait cru. La troupe n’avait pas encore l’expérience nécessaire. Des instructions techniques spéciales sont indispensables pour ce travail. Ce fut une leçon pour l’avenir.

V

La marche en avant contre l’armée de Rennenkampf commença le 4 septembre. Nous nous établîmes, le 7, avec le corps de réserve de la garde, le Ier C. A. Rés., le XIe C. A. et le XXe C. A., devant les positions ennemies sur la ligne Wehlau-Ger-dauen-Nordenburg-Angerburg, entre le Pregel et le lac Mauer, et nous les attaquâmes méthodiquement les jours suivants. Les combats, en particulier au XXe C. A., ne furent pas favorables. Les Russes y firent une énergique contre-attaque. Les positions ennemies étaient fortes et habilement organisées. Nous n’en serions jamais devenus maîtres avec les moyens et les munitions dont nous disposions, si l’enveloppement prévu par Lotzen et la barrière fortifiée des lacs n’avaient été efficaces.

À l’est de Lotzen, qui s’était entre temps bravement défendu contre les attaques ennemies, la situation tout d’abord n’était pas bonne non plus. Le XVIIe C. A., ainsi que la lre et la 8e D. Cav. qui avaient avancé par la forteresse, ne progressèrent que lentement, les 8 et 9 septembre, dans la région des lacs du nord-est. Ils eurent à livrer de durs combats à Kruglaukern et à Possessern. Le Ier C. A., qui était engagé par Nikolaiken et Johannisburg, dut être poussé très au nord à l’est de la ligne des lacs. Il aida fortement, le 9 au soir, le XVIIe C. A. La 3e D. R., suivie par la D. L. von der Goltz, continua à avancer dans la direction de Bialla-Lyck. Elles se heurtèrent, dès le 8 septembre, vers Bialla, à des forces ennemies supérieures.

Cette opération aussi était d’une audace inouïe. L’année du Niémen était déjà, par ses 24 divisions d’infanterie, fortement supérieure aux 15 à 16 divisions de la 8e Armée. Et les divisions russes comptaient 16 bataillons, alors que les nôtres n’en avaient que 12. Aux forces russes s’ajoutèrent encore 4 à 6 divisions en voie de concentration vers Ossowietz et Augustow. A tout moment ; ces forces pouvaient être concentrées

à n’importe quel endroit pour nous porter un coup terrible. Notre aile droite à l’est des lacs était particulièrement exposée. Elle pouvait être écrasée. Nous n’avons pas hésité un instant, même ' dans cette situation, à livrer la bataille. Nous avions pour nous la supériorité de l’instruction des troupes ; Tannenberg nous avait donné une grande supériorité.

Nous aurions aimé avoir notre aile droite plus forte ; à cet effet, une division du XXe C. A. était tenue à notre disposition à l’ouest du lac. Mais on dut la rendre au C. A. Les quatre corps d’armée qui attaquaient le front ennemi couvraient une étendue d’environ 50 kilomètres, ce qui était beaucoup. Et, de plus, le corps de réserve de la garde, craignant une attaque russe, s’était davantage resserré. L’aile nord devait tenir bon sur le Pregel, sinon la 8e Armée pouvait être tournée par là. L’aile d’enveloppement ne devait pas être plus forte qu’il n’était prévu. Il fallait attendre quel succès aurait notre attaque. Les armes avaient à en décider. Nous avions seulement à tout mettre en œuvre pour assurer la victoire.

Le 10 septembre au matin, arriva la grande nouvelle que l’ennemi avait, pendant la nuit, évacué sa position devant le Ier C. A. Rés. au nord de Gerdauen, sans doute par suite de la progression du Ier C. A. et du XVIIe C. A. le 9 au soir. Le Ier C. À Rés. avait occupé cette position et avait l’intention de continuer à avancer. On peut s’imaginer notre joie au Q. G. Un grand succès était de nouveau obtenu, mais ce n’était pas encore la décision. L’armée russe n’était pas encore battue. Au nord-est de Lotzen, nous n’avions que des succès locaux. Il fallait poursuivre avec toute la vigueur possible et attaquer l’ennemi en retraite, tandis que l’aile d’enveloppement avançait à l’est de la plaine de Rominte, vers la route Wirballen-Kowno. Nous voulions ainsi repousser les Russes aussi loin que possible vers le Niémen. Mais il fallait en même temps considérer que Rennenkampf était encore en mesure, avec l’aide des renforts qui continuaient à arriver plus au sud, d’exécuter une forte attaque dans n’importe quelle direction. Nos lignes étaient partout très faiblement tenues, mais les deux groupes du nord qui, jusque-là, avaient été séparés par le lac Mauer, avaient fait leur jonction. La situation restait extrêmement tendue.

Les troupes passèrent à l’exécution de leur nouvelle mission. Elles devaient, en empruntant les nombreuses routes et en maintenant étroitement la liaison entre elles, talonner l’ennemi sans répit et l’attaquer lorsqu’il s’arrêtait. Pour ceci, toutefois, il y avait lieu d’attendre l’action des colonnes voisines, en vue d’un enveloppement local, et afin de diminuer les pertes. Le XVIIe C. A., et, en particulier, le Ier C. A. Rés., qui se trouvait à l’extrême aile droite, ainsi que les lre et 8e D. Cav., avaient sans cesse à se porter à la hauteur voulue. Les directions de marche étaient, pour les différents éléments, en commençant par la gauche, à peu près les suivantes :

Réserve principale de Kœnigsberg : Kœnigsberg-Tilsitt.

Corps de réserve de la garde : Gross-Andowohnen.

Ier C. A. Rés. : Insterburg-Pillkallen.

XIe C. A. : Nord de Darkehnen, Gumbinnen-Stalluponen.

XXe C. A. : Darkehnen, mi-chemin Wirballen-lac de Wys-chtyt.

XVIIe C. A. : Lisière nord de la plaine de Rominte sur Wyschtynetz.

Ier C. A. : Lisière sud-est de la plaine de Rominte sur Ma-riampol.

8e et lre D. Cav. : Devant le 1er C. A. vers la route Wirballen-Rowno.

Les mouvements ne s’exécutèrent pas tout à fait comme je l’avais espéré. Il était difficile de distinguer amis et ennemis. Il arriva que nos propres colonnes tirèrent les unes sur les autres. Les troupes attaquèrent trop de front, au lieu d’attendre l’intervention des colonnes voisines. Mais le plus gros ennui fut que le XIe C. A. se crut attaqué, le 11 septembre, par des forces supérieures. L’éventualité était possible, et il fallait en tenir compte. Le front avait besoin, vu la disproportion des forces, de l’appui lactique immédiat des corps enveloppants. Nous dûmes donc nous résoudre à diriger le XVIIe C. A. et le Ier C. A. plus au nord qu’on ne l’avait d’abord voulu. Au bout de quelques heures, il apparut que le XIe C. A. s’était trompé. Mais l’ordre avait été déjà donné à l’aile d’enveloppement. Les corps furent ramenés en arrière ; toutefois, on avait perdu au moins une demi-journée.

La 8e Armée se comporta de façon remarquable. Toute cette avance, qui couvrit en 4 jours plus de 100 kilomètres, fut un brillant exploit de ces troupes fortement éprouvées par de longs combats et des fatigues de toutes sortes. C’était surtout le cas pour les vieilles unités de la 8e Armée ; le corps de réserve de la garde et le XIe C. A. avaient, à l’Ouest, brillamment combattu sous Namur, mais ils avaient eu depuis des jours plus tranquilles.

Le résultat de la bataille ne fut pas si frappant qu’à Tannenberg. On ne put cette fois agir sur le dos de l’ennemi. L’ennemi put se retirer. On ne put le presser que de front et de flanc. Tandis qu’à Tannenberg nous avions fait plus de 90.000 prisonniers, nous en comptâmes cette fois 45.000. Mais on avait obtenu tout ce qu’il était possible d’obtenir dans les conditions données.

Rennenkampf semble vraiment n’avoir pas pensé à une résistance sérieuse. Il a, en tout cas, commencé de très bonne heure sa retraite et par des marches de nuit. Nos avions avaient bien rapporté qu’ils avaient vu des colonnes sur les routes, mais ces renseignements étaient trop vagues. Les Russes savaient exécuter une retraite, et faire passer leurs colonnes à travers champs, à l’écart des routes.

L’armée russe, talonnée par nous, menacée d’enveloppement, avait repassé le Niémen en désordre. Elle ne pouvait plus être considérée, pour les semaines suivantes, comme une troupe solide, à moins de recevoir des renforts.

La bataille des lacs de Mazurie n’a pas été appréciée comme elle le mérite. Ce fut une opération largement conçue et méthodiquement exécutée contre des forces infiniment supérieures. Elle était exposée à de nombreux dangers, si l’ennemi avait eu la conscience de sa force : mais il n’accepta même pas le combat final, et battit précipitamment en retraite, retraite qui, sous notre poussée, prit le caractère d’une déroute.

À l’écart du grand champ de bataille, la 3e D. R., sous le commandement énergique du général von Morgen, et la D. Ldw. von der Goltz, avaient, le 8 septembre, combattu avec beaucoup

de succès à Bialla contre des forces ennemies très supérieures et battu les renforts qui arrivaient. Elles avaient ainsi conjuré un grand danger pour l’armée qui combattait plus au nord. Le général von der Goltz resta vers Ossowietz. Le général von Morgen s’empara par de violents combats d’Augustow et de Suwalki. L’intention qu’avait le grand-duc Nicolas de dégager par-là Rennenkampf échoua complètement.

Le 13 septembre, la bataille était, pratiquement, terminée.

L’ordre de bataille était à peu près le suivant :

Garnisons des forteresses, sous les ordres du général von Mühlmann, à Mlawa ;

D. L. von der Goltz devant Ossowietz ;

3e D. R. vers Augustow-Suwalki ;

lre et 8e D. Cav. — Ier C. A., bien en avant vers Mariampol ;

XVIIe C. A. — XXe C. A., en avant de la ligne Wyschtynetz-Wirballen ;

XIe C. A. au nord de Wirballen ;

Ier C. A. Rés., à Wladislawow ;

Corps de réserve de la garde déjà retiré au nord-est d © Wehlau ;

Réserve principale de Kœnigsberg : Tilsitt.

Au centre du champ de bataille, plusieurs corps s’étaient donc fortement rapprochés les uns des autres. Certains n’avaient plus de place, et étaient les premiers disponibles pour des opérations ultérieures. Dès le début de l’avance contre Rennenkampf, il n’avait pas été douteux qu’elle ne pourrait, en aucun cas, être poussée au-delà du Niémen. Mon idée était, après en avoir fini avec Rennenkampf, de pousser avec les forces disponibles par-delà la frontière sud vers le Narew, tout en assurant la protection de la frontière est de la Prusse Orientale. Je voulais ainsi coopérer avec l’armée austro-hongroise, suivant les intentions du général von Conrad. Je n’étais pas encore informé des lourdes défaites subies par l’armée austro-hongroise sur ces entrefaites. J’avais déjà donné des instructions dans le sens indiqué, mais elles ne purent pas être exécutées.

Pendant tout le cours de la marche victorieuse de la 8e Armée, de la région d’Allenstein jusqu’en territoire ennemi, l’État-Major de l’Armée avait suivi immédiatement les troupes. J’ai toujours tenu à être en contact aussi étroit que possible avec les États-Majors subalternes et les unités combattantes. La transmission des ordres et celle des renseignements venant de l’avant en faisait une nécessité absolue ; les moyens de liaison techniques étaient encore imparfaits. Le réseau téléphonique de la Prusse Orientale était très insuffisant. Beaucoup d’employés avaient abandonné leur poste. Les stations radio-télégraphiques rendirent de bons services, mais il n’y avait que la cavalerie et l’E. M. de l’armée qui en eussent à leur disposition. Je fus donc obligé d’avoir surtout recours à l’automobile et d’envoyer des officiers d’État-Major. Le corps volontaire des automobiles rendit de remarquables services.

Il fit des courses qui rappelaient les plus téméraires patrouilles de cavalerie. Les quelques aviateurs disponibles m’étaient absolument nécessaires pour les reconnaissances, je ne pouvais les utiliser pour la transmission des renseignements. Malgré la pénurie de nos moyens, nous parvînmes pourtant à être constamment renseignés et à faire parvenir en temps voulu les ordres de l’Armée. Je fis moi-même un grand usage du téléphone, secouant les gens là où c’était nécessaire et intervenant là où le succès de l’ensemble des opérations l’exigeait. Ces communications personnelles avec les chefs d’État-Major étaient utiles ; elles permettaient d’être renseigné et d’agir de façon immédiate.

Le G. Q. G. se déplaça plusieurs fois. À Nordenburg, nous, arrivâmes pour la première fois dans une localité qui était restée assez longtemps au pouvoir des Russes. L’état de saleté était incroyable. Le marché était couvert de détritus. Les chambras avaient été ignoblement souillées.

À Insterburg, nous logeâmes au Dessauerhof, où Rennenkampf avait, lui aussi, établi son Q. G. Il n’y avait pas longtemps que le grand-duc Nicolaï Nicolaïewitch avait lui-même quitté la ville.

Nous eûmes l’occasion de voir de près les positions russes, et nous nous félicitâmes de n’avoir pas eu à les prendre d’assaut. Cela nous aurait coûté de lourdes pertes.

Un grand nombre d’unités russes se sont conduites de façon parfaite dans la Prusse Orientale en août et septembre. Les caves et les magasins étaient gardés. À Insterburg, Rennenkampf maintint une discipline sévère. Pourtant la guerre apporta des rigueurs inouïes, des horreurs sans nombre. Les cosaques étaient la cruauté, la brutalité même ; ils pillaient et incendiaient. De nombreux habitants furent tués, des femmes violées, une partie de la population arrachée à son domicile. C’était le plus souvent stupide. En vain on se demandait les raisons de pareils procédés. La population n’avait pas opposé aux Russes la moindre résistance, elle était docile. Conformément à notre manière de voir, elle ne prenait pas part au combat. Ici, ce sont les Russes qui portent toute la responsabilité de leurs méfaits.

La Prusse Orientale avait été durement éprouvée par l’occupation russe. Maintenant, nous éprouvions l’orgueil d’avoir libéré une partie du territoire allemand. La population exultait de joie et de reconnaissance. Ce pays n’a pas été sauvé pour retomber sous le joug étranger. Que le ciel nous garde de cette honte !

Nous étions à Insterburg, le 14 septembre, tout à la joie de la victoire et de nos grands exploits. Je fus d’autant plus surpris par la nouvelle de ma nomination au poste de chef de l’État-Major de l’Armée du sud, qui devait se constituer à Breslau sous les ordres du général von Schubert.

À l’Ouest, l’avance allemande s’était terminée par une retraite. L’aile droite de l’armée allemande était trop faible et sa manœuvre d’enveloppement ne fut pas assez large ; la perte du corps de réserve de la garde et du XIe C. A. avait été fatale. Il aurait fallu, au contraire, renforcer cette aile par des corps prélevés en Lorraine et en Alsace. C’est ce que prévoyaient, d’ailleurs, les travaux du général comte von Schlieffen. Celui-ci n’aurait pas non plus poussé aussi loin vers la ligne Lunéville-Épinal, où elles restèrent accrochées, les troupes allemandes concentrées en Alsace et en Lorraine. Pareil accrochage se serait produit pour toute l’armée allemande si, au lieu de traverser la Belgique, nous avions eu notre aile droite au sud de Longwy. Pendant que nous nous serions usés sur la ligne des forteresses françaises Verdun-Belfort, notre aile droite aurait été attaquée par les armées réunies belges, françaises et anglaises, venant par la Belgique, et aurait été battue. Nous aurions ainsi perdu notre région industrielle du Bas-Rhin. Notre défaite eût été consommée.

L’ordre de la retraite de la Marne fut donné. Je n’ai jamais eu les moyens de savoir si cette décision fut rationnelle.

Dès lors, la guerre devait être longue. Elle devait demander à notre patrie des sacrifices énormes. C’est à ce moment qu’il aurait fallu, en Allemagne, mettre toutes les énergies au service de la guerre, et commencer une vaste campagne de propagande intérieure. Je fus surpris de l’état d’esprit que je rencontrai à Berlin à la fin d’octobre 1914. L’immense gravité de notre situation n’y apparaissait nullement.

Ce fut pour l’Allemagne un événement fatal, vu l’infériorité numérique de la Duplice et son encerclement, que de n’avoir pas pu, par un coup d’audace, gagner la guerre qui lui était imposée et battre l’ennemi supérieur en nombre, mais moins bien préparé. Il fallait maintenant compter que, la guerre durant, l’égalité s’établirait entre les armées au point de vue de la préparation, même si on pouvait espérer que la force de sa tradition conservât encore longtemps à l’armée allemande une certaine supériorité. Les nombreuses pertes d’officiers d’active étaient sans doute inquiétantes. En tout cas, il fallait tout mettre en œuvre pour garder notre supériorité au point de vue de la valeur militaire, afin de compenser celle du nombre qui allait appartenir à nos ennemis.

Il fallait, en particulier, nous attendre à voir l’Angleterre renforcer sa puissance militaire et se créer, à côté de sa flotte, une forte armée. Elle avait les hommes. Par suite, nous ne devions rien négliger pour gagner, malgré tout, la guerre. L’Allemagne devait devenir un vaste camp armé. Ce fut le souhait de nouvel an que j’adressai à un journal, le 1er janvier 1915. Le G. Q. G. avait constitué, pendant l’automne 1914 et l’hiver 1914-1915, 18 à 20 divisions. Nous en créâmes de nouvelles avec des formations de landwehr et de landsturm. Nous commençâmes à réduire le nombre des bataillons d’une division de 12 à 9 et, avec les bataillons ainsi disponibles, à constituer de nouvelles divisions par l’adjonction d’artillerie et d’armes spéciales. Nous fîmes beaucoup, mais, sous beaucoup de rapports, nous ne fîmes pas assez.

La 8e Armée aurait été à ce moment tout à fait en mesure de céder des corps à l’Ouest. Je ne sais pas si cette idée fut discutée au G. Q. G. ou si la situation de l’armée austro-hongroise empêcha d’v songer. Celle-ci, comme j’avais maintenait le regret de m’en rendre compte, avait été complètement vaincue et elle battait en retrait e, en subissant des pertes extraordinaires, au-delà du San. Les Russes poursuivaient. Une invasion russe en Moravie, puis en Haute-Silésie, était possible. Il fallait venir en aide à l’armée austro-hongroise, si on ne voulait pas la voir anéantir. Une avance de la 8e Armée au-delà du Narew, qui avait été mon intention au début de septembre, aurait été un coup dans le vide. L’armée austro-hongroise devait être appuyée sur place, et l’appui ne pourrait jamais être trop fort. Nous ne pouvions pas envoyer des troupes à l’Ouest.

Dans l’ordre que je reçus le 14 au soir à Insterburg, il était dit que deux corps de la 8e Armée auraient à constituer l’armée du Sud en Haute-Silésie. Cela ne me paraissait être que la défensive et quelque chose comme une mesure de protection. Ce n’était pas en tout cas suffisant pour rétablir, même tant bien que mal, la situation en Galicie. Il ne suffisait pas de prendre des mesures défensives, il fallait agir. Je proposai donc aussitôt par téléphone au G. Q. G. et au général von Moltke en personne, d’envoyer en Haute-Silésie et en Pologne le gros de la 8e Armée sous le commandement du général von Hindenburg. On ne devait laisser, pour protéger la Prusse Orientale, que de faibles éléments, même au risque d’une nouvelle invasion de ce pauvre pays. J’espérais d’ailleurs qu’il faudrait encore longtemps avant que les Russes pussent en arriver là. Déjà, pendant les opérations, et pour prévoir toutes les éventualités, il avait été ordonné de renforcer et d’organiser Lotzen et la position des lacs. Nous insistâmes pour que, non seulement le plan fût élaboré, mais pour que les travaux fussent activement poussés. La ligne de l’Angerapp devait être également fortifiée. Ces mesures, prises pour le cas d’un changement de situation, ont, dans la suite, été très utiles.

Le général von Moltke me dit qu’on examinerait ma proposition, et m’informa en peu de mots du de la situation à l’Ouest. Nous n’en avions eu jusque-là connaissance que par des bruits. Le général von Moltke était très ému. Ce fut ma dernière conversation de service avec cet homme si remarquable. Il avait un grand sens militaire, et il savait voir clair dans les grandes situations. Mais ce n’était pas un tempérament énergique, sa tournure d’esprit était plus pacifique que guerrière ; je me rappelle un grand nombre de ses conversations. Sa santé avait été très éprouvée au début de la guerre par deux séjours à Carlsbad dans l’espace de quelques mois.

C’est vers ce temps-là que le ministre de la Guerre, le général von Falkenhayn, commença à diriger les opérations.

Le 14 septembre au soir, je pris congé du général von Hindenburg et de mes camarades. J’avais de la peine à quitter le général et l’État-Major. Après deux batailles victorieuses le général von Hindenburg avait toujours été d’accord avec mes propositions qu’il avait approuvées en homme qui aime àprendre ses responsabilités. Une belle harmonie s’était établie entre nos deux pensées. Dans toutes les questions militaires, la conformité de vues à l’État-Major était parfaite.

Le 15 septembre au matin, je quittai Insterburg, en automobile, pour atteindre, par Graudenz et Thorn, mon lieu de destination, Breslau. J’ignorais absolument ce que devaient être mes nouvelles fonctions. Elles me paraissaient plus modestes que celles que je quittais. Je trouvai bientôt un vaste champ d’activité.

# LA CAMPAGNE DE POLOGNE DE L’AUTOMNE 1914

I

Le voyage de Breslau ne fut pas gai. Je passai par Allenstein, et j’y déjeunai dans le même hôtel où j’avais habité. La vie avait déjà repris son ancien train du temps de paix. L’après-midi, j’étais à Graudentz, et nous continuâmes par le vent et par la pluie, en passant par Bromberg, jusqu’à Posen, où j’arrivai par une nuit noire et couchai. De nombreux liens m’attachaient à la province et à la ville de Posen. Mon père, issu d’une famille poméranienne de commerçants, y resta fixé jusqu’à la guerre franco-allemande de 1870. Moi-même, j’avais habité Posen et j’étais heureux de le revoir. De 1902 à 1904, j’avais rempli les fonctions de plus ancien officier d’État-Major du Ve C. A. Aussi bien dans cette situation que dans ma situation précédente d’officier d’État-Major de la 9e D. I. à Glogau, j’avais eu l’occasion de voir les conditions difficiles de cette province. Une période de manœuvres m’avait conduit dans la région de Jarotschin-Pleschen. Les Polonais ne nous ont pas été reconnaissants de ce que nous avons fait pour eux. Ils avaient raison, ceux qui, sans cesse, adressaient à l’Allemagne des avertissements. C’est avec une douleur profonde que je vois le triste avenir qui se prépare pour ma province natale.

Le 16 septembre au matin, j’arrivai à Breslau. Bientôt après, je reçus un télégramme m’annonçant que ma proposition du 14 au soir avait été adoptée par le G. Q. G. Le général von Hindenburg et les principaux éléments de la 8e Armée allaient être transportés en Haute-Silésie pour appuyer, sur place, l’armée austro-hongroise. Ces éléments constitueraient la 9e Armée.

Restaient en Prusse Orientale, constituant la 8e Armée : lre D. Cav., Ier C. A., Ier C. A. Rés., 3e D. R., D. Ldw. von der Goltz, quelques brigades de landwehr, la réserve principale de Kœnigsberg, ainsi que les garnisons des forteresses de la Vistule, à l’exception de la 35e D. R., constituée principalement avec la garnison de Thorn. Le général von Schubert prenait le commandement de cette Armée.

La 9e Armée était constituée par la 8e D. Cav., le XIe C. A. le XVIIe C. A., le XXe C. A., le corps de réserve de la garde, la 35e D. R., et la D. L. comte von Bredow. Il fallait donner des ordres pour sa concentration. Celle-ci pouvait être couverte par le landsturm qui était disséminé pour la couverture de la frontière entre Kattowitz et Thorn, en territoire polonais.

Notre État-Major aurait voulu rassembler l’armée de préférence vers la région entre Beuthen et Pleschen. Le grand Q. G. crut nécessaire, eu égard à l’armée austro-hongroise, de pousser la concentration plus vers le sud-ouest, pour que les renforts allemands apparussent plus nettement à l’Autriche-Hongrie et à l’armée austro-hongroise. L’aile droite de la 9e Armée, le XIe C. A., s’établit donc à Cracovie, l’aile gauche fut portée d’autant vers le sud. Le contact étroit avec l’armée austro-hongroise devait naturellement limiter la liberté d’opération de la 9e Armée. Il n’en est pas résulté de gros inconvénients.

Le 17 septembre, le général von Hindenburg arriva, avec une partie de l’État-Major, à Breslau. Nous étions donc appelés à travailler de nouveau en commun sur un théâtre important de la guerre. Je rendis visite, le 18, au quartier général de l’armée austro-hongroise, à Nowo-Sandec. Le voyage, par un temps triste et pluvieux, fut sans incident. La Haute-Silésie, pays de haute civilisation, m’était jusque-là restée étrangère. En Galicie, je découvris un pays qui est le plus abandonné de l’Europe, et j’eus une idée des mœurs polonaises. Ici le juif polonais est particulièrement arriéré, beaucoup plus que ses coreligionnaires de Pologne. La faute n’en est pas seulement à ce peuple, mais encore à ses dirigeants.

À Nowo-Sandec, je me présentai à l’archiduc Frédéric, homme dont le cœur était celui d’un véritable Allemand et les sentiments ceux d’un vrai soldat. Mon respect lui est acquis. Le cerveau de l’armée austro-hongroise était le général von Conrad ; général remarquablement intelligent, et surtout d’une grande souplesse d’esprit. C’était un homme de guerre à l’esprit très fertile et qui donna sans cesse à l’armée austro-hongroise une impulsion nouvelle. Cela restera son mérite éternel. Mais l’armée austro-hongroise n’était pas à la hauteur de ses plans audacieux. Le travail du temps de paix avait été insuffisant. L’armée avait été nettement négligée ; elle n’avait pas eu, dans son pays, la considération qui oblige, comme notre armée en Allemagne. La fleur du corps des officiers de troupe, qui avait tenu l’armée au-dessus des dissensions des nationalités, était déjà tombée ; ceux qui avaient comblé les vides laissaient souvent fort à désirer et ne constituaient plus le ciment de l’armée. Les meilleurs soldats aussi étaient restés sur le champ de bataille. L’armée austro-hongroise avait une éducation toute différente de la nôtre. Le général von Conrad n’avait guère estimé notre formation du temps de paix. Maintenant, il m’avouait qu’il était rallié à nos principes. Il me disait notamment qu’on ne saurait attacher trop de prix à ce qui raffermit la discipline. L’État-Major général autrichien faisait trop de théories, il était étranger au service actif. On commandait trop d’en haut, et on étouffait tout principe d’initiative personnelle.

Le service des étapes était bien organisé, mais il absorbait un nombre incroyable d’officiers.

Mes relations avec le général von Conrad sont toujours restées satisfaisantes ; il était bon que nous nous voyions de temps en temps. J’ai souvent eu l’impression que l’officier de liaison austro-hongrois qui se trouvait à mon État-Major ne transmettait pas seulement des faits, mais encore des potins. L’officier de liaison d’une armée alliée a un rôle particulièrement important. Il peut facilement être nuisible. Il faut absolument que ce soit un homme de grand caractère.

Les opérations passées et imminentes furent discutées.

L’armée austro-hongroise, continuant sa retraite, avait passé non seulement le San, mais encore la Wisloka. Elle était maintenant comprimée avec plus de 40 divisions entre les Carpathes et la Vistule, sur la rive ouest de la Wisloka. Je ne comprenais pas comment l’armée pouvait y tenir. Les grandes pertes en prisonniers, dont j’eus connaissance plus tard, me fournirent l’explication. L’armée avait énormément souffert. Ce fut un acte audacieux du général von Conrad que de décider, confiant en l’aide de l’Allemagne, de prendre de nouveau l’offensive au début d’octobre, quand bien même l’armée austro-hongroise devrait tout d’abord encore reculer sous la poussée russe.

La 9e Armée couvrait déjà, par sa concentration, l’aile nord de l’armée austro-hongroise, la protégeant contre un enveloppement possible. Elle avait d’abord à se porter à sa hauteur et à suivre ensuite son avance au nord de la Vistule. Les armées alliées attaqueraient les Russes là où elles les rencontreraient. La 9e Armée devait bien faire attention à son aile gauche découverte et à son flanc gauche ouvert.

Du côté russe, il n’y avait encore, dans la vaste étendue ouverte vers l’ouest de la boucle de la Vistule, que quelques divisions de cavalerie et quelques brigades d’infanterie. Elles ne purent empêcher les troupes allemandes de couverture de s’établir en territoire polonais, et au corps de landwehr Woyrsch de traverser la Pologne par Radom, d’avancer jusqu’à la Vistule et de la franchir au nord du confluent du San. Ce corps avait effectué sa jonction à l’est du fleuve avec l’armée austro-hongroise avant la défaite de celle-ci.

La masse puissante de l’armée russe était encore à l’est du San avec de faibles éléments à l’ouest, et les éléments battus en Prusse Orientale sur le Narew supérieur et le Niémen. Les corps d’armées sibériens n’étaient pas encore tous arrivés à la frontière occidentale de la Russie. Une partie était encore en route. Ils étaient particulièrement valeureux et nous avons eu fort à faire avec eux.

Ce fut une amère déception que notre diplomatie n’ait pas réussi à écarter le Japon du groupe de nos ennemis : conséquence de notre malheureuse politique, qui nous fit, après la paix de Shimonoseki en 1895, tirer les marrons du feu pour la Russie et empêcha le Japon de prendre possession de Port-Arthur. Naturellement, le Japon ne comprenait pas quel intérêt nous avions à l’amoindrir.

Il paraît que l’ultimatum que nous adressa le gouvernement japonais, en 1914, était la reproduction textuelle de notre ultimatum de 1895. Port-Arthur était remplacé par Kiao-Tchéou. Le Japon sait prendre une revanche !

Pour la continuation des opérations, il fallait attendre que l’armée russe suivît l’armée austro-hongroise malgré toutes les difficultés de l’avance. C’est pour elle que l’espace au sud de la Vistule, de Sandomir à Cracovie, était trop étroit. Elle ne pouvait encore penser à envahir la Hongrie, elle risquait d’être battue au nord des Carpathes. Il fallait s’attendre à ce que les Russes avançassent aussi en aval de l’embouchure du San. Dans quelle mesure et avec quelles forces ? Cela dépendait essentiellement de la question de savoir s’ils avaient connaissance de la nouvelle répartition des forces allemandes, et de leur estimation de leur défaite en Prusse Orientale.

En fait, les Russes ne passèrent le San qu’avec de faibles éléments, en investissant Przemysl. Ils renforcèrent tout d’abord temporairement leurs unités du Niémen. Mais, immédiatement après, dès qu’ils se rendirent compte de l’avance allemande, ils engagèrent toutes leurs forces, même les corps d’armée sibériens nouvellement arrivés, pour une avance puissante et de grande envergure au-delà de la Vistule, de Varsovie jusqu’au confluent du San. Au moment de nos conférences de Nowo-Sandec, la situation était encore en pleine évolution. Il fallait prendre nos mesures pour parer au plus pressé : avance des Russes au-delà du San, avec des éléments au nord de la Vistule supérieure. Pour y faire face, et en prévision d’une attaque de flanc toujours possible par Varsovie, il paraissait désirable de porter aussi sur la rive nord de la Vistule des éléments de l’armée austro-hongroise trop fortement tassée, et notre corps de landwehr. L’armée austro-hongroise du sud de la Vistule restait encore assez forte.

Nos colonnes et nos convois avaient des voitures pour la plupart trop lourdes pour le front polonais, et en nombre insuffisant. Je demandai donc au général von Conrad, qui nous donna satisfaction, des convois légers. Ils étaient composés de véhicules très légers, attelés de chevaux légers très sobres et conduits par des paysans. Le nom de convois « Panje » devint bientôt courant. Les chevaux « Panje » et les voitures « Panje » ont également joué un rôle à l’Ouest. Leur dénomination vient du mot « Panje » qui veut dire « Monsieur », par lequel les conducteurs s’interpellaient entre eux et étaient interpellés par nos soldats.

Les accords militaires de Nowo-Sandec furent conclus à la satisfaction des deux parties et avec une parfaite communauté de vues. Un commandement unique ne fut pas institué. Nous préférâmes, le général von Hindenburg et moi, rester autonomes.

La délimitation des zones d’étapes respectives faillit amener un conflit. L’Autriche-Hongrie a toujours été jalouse de ses intérêts, et ses exigences étaient souvent hors de proportion avec son rendement militaire. De son point de vue, elle avait raison d’agir ainsi, mais les autorités de Berlin avaient le tort de toujours laisser faire. Elles craignaient une paix séparée avec l’Entente, ce que, pour ma part, je considérais comme matériellement impossible. Cette fois cependant, en septembre 1915, la délimitation des zones d’étapes tint un juste compte des besoins allemands, sans que le commandement suprême austro-hongrois en fût désobligé.

**II**

Le 27 septembre, la 9e Armée était prête. Son Q. G. était àBeuthen. L’ordre de bataille était le suivant :

XIe C. A. : immédiatement au nord-est de Cracovie

Corps de réserve de la garde — XXe C. A. — XVIIe C. A. — 35e D. B. : entre Kattowitz et Kreuzburg;

8e D. Cav. — D. Ldw. comte von Bredow : entre Kempen et Kalisch.

Ces trois dernières divisions formaient un corps sous le commandement du général von Frommel. Les formations de landsturm chargées de la protection de la frontière furent groupées en brigade, et on leur adjoignit de l’artillerie prise dans les forteresses. Elles furent ainsi mises en mesure de rendre service dans le combat.

À l’Est de la Vistule, les unités allemandes de la 8e Armée les plus proches étaient à Mlawa. La D. Ldw. von der Goltz bombardait Ossowietz. Les autres éléments de la 8e armée avaient poussé jusqu’à la ligne Grodno-Kowno en vue d’une feinte. On voulait faire croire à l’ennemi que nous voulions reprendre l’offensive.

Le 29 septembre, Rennenkampf, qui avait été assez considérablement renforcé, passa à l’attaque et repoussa, au cours des semaines suivantes, la 8e Armée jusqu’à la frontière, et même — vers Lyck — au-delà de la frontière.

La 8e Armée était bien sous les ordres du général von Hindenburg, mais nous étions tellement pris par nos propres affaires, et les communications étaient si mauvaises, que nous ne pûmes exercer aucune influence sur les opérations de notre ancienne armée. Cela ne fut possible que, lorsqu’en novembre, la 9e Armée reçut un commandant en chef particulier, et que le général von Hindenburg fut dégagé de la conduite immédiate d’une Armée. La campagne imminente de la 9e Armée ne fut nullement influencée par les revers de la 8e Armée.

À notre aile droite, la situation de nos alliés s’était considérablement améliorée. Les Russes n’avaient suivi qu’avec hésitation au-delà de la Wisloka. L’armée austro-hongroise put respirer et commença sa marche en avant dans les premiers jours d’octobre. La lre Armée, sous les ordres du général von Dankl, destinée à l’avance au nord de la Vistule supérieure et h : corps de landwehr se trouvaient au sud de la rivière, entre le Dunajek et Cracovie, prêts à se joindre à l’avance de la 9e Armée.

Ce corps de landwehr mérite une mention spéciale. Il comprenait une division de landwehr silésienne et une division de landwehr de la province de Posen. Il ne devait être employé originairement que pour la surveillance de la frontière. Mais, comme il arrive toujours, on se sert, au moment du combat, des troupes qu’on a sous la main. C’est ainsi que le corps de landwehr avait, en août, fait l’avance en Pologne et passé la Vistule. Les divisions avaient dû recourir à de nombreuses improvisations. Après le passage de la Vistule, le corps intervint dans les difficiles combats de l’armée austro-hongroise au sud de Lublin. Il dut ensuite participer à la retraite de celle-ci à travers la région du Tanew, région marécageuse et boisée, dénuée de chemins, à l’est du San inférieur.

Le corps de landwehr avait été, dès le mois d’août, mis sous les ordres du général von Hindenburg. Faute de pouvoir intervenir, nous dûmes laisser à l’État-Major de ce corps sa pleine liberté d’action. Cela nous fut d’autant plus facile que nous connaissions son excellent commandant, le général von Woyrsch, et son distingué chef d’État-Major, le colonel Heve.

Peu de temps avant mon départ d’Insterburg, était arrivé un conducteur d’automobiles avec des documents ; il avait annoncé qu’il rapportait les archives sauvées du corps de landwehr. Le corps avait été anéanti. Le général von Woyrsch et son chef d’État-Major avaient été assassinés. Ce n’est que plusieurs jours après que nous pûmes être renseignés et reconnaître que ce bruit était faux.

Le corps avait réussi à se dégager. À Breslau, nous entrâmes aussitôt en communication avec lui, et nous fîmes de notre mieux pour le compléter à nouveau et le rééquiper. Sur sa demande, on lui donna de l’artillerie lourde. Toutefois, il ne put avoir qu’un bataillon de landwehr avec de vieux obusiers de campagne. Ils étaient très lourds pour les mauvais chemins. Mais on faisait un tel cas de l’artillerie lourde que toutes les difficultés furent surmontées. Souvent, on tient trop compte de la mobilité de l’artillerie aux dépens de sa puissance.

Les exploits du corps de landwehr resteront un souvenir glorieux pour tous ceux qui en ont fait partie. Ils sont, en même temps, une grande preuve de l’excellence de notre armée et de nos institutions militaires, ainsi que de la valeur remarquable de la formation et de l’entraînement de nos soldats avant la guerre. Cela nous a permis, à l’Est, de faire de plus en plus la guerre avec des formations de landwehr et de landsturm.

III

L’avance au nord de la Vistule commença le 28 septembre.

La Ire Armée austro-hongroise s’infléchit à droite vers la Nida inférieure et poussa vers la ligne Sandomir-Opatow.

Les différents corps de la 9e Armée avaient les directions de marche suivantes :

Le corps de landwehr par Proschowitze-Pintchow-Opatow ;

Le XIe C. A. par Iendrtschejew, Lagow, même direction ;

Le corps de réserve de la garde par Chentziny, Kiecle, Ostrowietz ;

Le XXe C. A. par Wloschtschowo, Bjiu, Ilja ;

Le XVIIe C. A. par Nowo-Radomsk, Koussk-Radom ;

La 35e D. R. par Petrokow sur Tomaschow ;

La 8e D. Cav., la D. Ldw. comte von Bredow, dans la direction générale gare de Koliouschki-est de Lodz.

Sur l’ennemi, nous n’avions pas de nouveaux renseignements. Il n’opposa d’abord aucune résistance et se replia devant notre avance.

Le Q. G. À. se porta à Wollbrom, puis à Mieschow et à Jendrtschejew. Wollbrom n’était qu’une fabrique. Les deux villes offraient les signes caractéristiques de la saleté polonaise. Les punaises y sévissaient. À Mieschow, nous étions très en avant. Les patrouilles des cosaques s’avançaient jusque dans le voisinage. Le général von Woyrsch, venu pour se présenter au général von Hindenburg, dut faire un détour pour leur échapper.

À Kielce, nous eûmes un quartier convenable et des bureaux bien installés, ce qui facilitait le travail.

Nos troupes durent faire des efforts extraordinaires pour avancer. Les chemins étaient défoncés, le temps mauvais. Pourtant il fallait faire de grandes marches de 30 kilomètres et plus, pour atteindre l’ennemi au passage de la Vistule ou l’accrocher sur l’autre rive.

L’idée directrice de l’opération se dégageait de plus en plus : l’armée austro-hongroise devait chercher la décision au sud de la Vistule, dégager Przemysl et franchir le San, tandis que les éléments au nord de la Vistule auraient plutôt à maintenir l’ennemi. Ce n’était possible que si l’on atteignait l’ennemi sur la Vistule. Une fois établi avec des forces considérables, comme il en avait la possibilité, sur la rive ouest de la Vistule, nous étions trop faibles pour lui résister avec succès. Le tableau commença à se modifier, sans arrêt, à partir des conventions de Nowo-Sandec. Il devait subir des retouches à la fois d’ensemble et de détail. Aussi cette campagne est-elle une des plus multiples d’aspect qu’on ait jamais vue. Elle mérite une des premières places dans les annales de l’histoire de la guerre.

Le commandement eut chaque jour à prendre de nouvelles et graves décisions. Les chefs subalternes durent faire preuve d’initiative. Ce fut un saut audacieux dans l’inconnu, une lutte énergique, puis un recul prudent. Les faibles forces de l’armée étaient disséminées sur une vaste étendue. Mais une seule volonté, claire et consciente du but, les animait.

Les mouvements des troupes dépendaient au plus haut point du ravitaillement. Les conditions de celui-ci étaient aussi défavorables que possible, par suite de l’état indescriptible des chemins et du mauvais temps. La grande route de Cracovie à Varsovie était, elle-même, défoncée jusqu’à hauteur du genou. Un pied de boue la recouvrait. Les travaux nécessaires à la réfection et à la mise en état des chemins étaient énormes, et les moyens peu considérables. La troupe et les compagnies de travailleurs furent infatigables et tirent beaucoup. Lorsque nous nous repliâmes, dans la seconde quinzaine d’octobre, les routes avaient un tout autre aspect. Nous avions travaillé dans le sens du progrès de la civilisation.

La situation des chemins de fer était tout aussi difficile La voie ferrée de Kielce, la plus importante pour nous, passait par le tunnel de Mieschow qui était détruit. Des entreprises de construction avaient été chargées de le mettre en étal, les travaux avançaient relativement vite. Ce tunnel a son histoire. Cette fois il avait été rendu inutilisable par nos troupes et fut reconstruit par nous en octobre. En novembre, il fut détruit par nous. Ensuite les Russes le reconstruisirent, pour le détruire à nouveau, dans l’été de 1915 ; à cette date, nous le remîmes en état d’une manière définitive. D’autres travaux considérables, tels que la transformation de la large voie russe en voie normale, et de nombreuses constructions de pont durent être exécutés. On fit un travail excellent. La voie ferrée de Kielce et plus tard de Radom fut terminée bien plus tôt que je n’avais escompté. La construction de la seconde voie Vienne-Varsovie, à voie normale il est vrai, de Tschenstochovo par Nowo-Radomsk, direction gare de Koliouschki, fut entreprise et rapidement exécutée. De même, on réussit à mettre en exploitation quelques voies transversales, mais nous ne pûmes terminer le pont de Sieradz, sur la ligne Kalich-Lodz, et établir ainsi la jonction du réseau polonais et du réseau allemand du côté de l’ouest.

Grâce au travail infatigable de quelques officiers de mon État-Major, le commandant Drechsel, les capitaines von Walldow et Sperr, les communications de l’arrière prirent rapidement forme. Toutes les difficultés furent surmontées assez tôt pour que les opérations n’en souffrissent pas.

L’établissement des moyens de liaison était encore plus difficile qu’en Prusse Orientale. Les Russes avaient détruit les quelques lignes téléphoniques existantes et renversé les poteaux qui les supportaient. Quelques lignes de campagne furent construites dont nous dûmes nous contenter. Nous n’étions pas aussi gâtés sous le rapport des liaisons que nous le fûmes plus tard avec la guerre de positions. Des autos et des estafettes, celles-ci établies par relais, étaient les moyens de liaison les plus sûrs. Les quelques stations radiotélégraphiques rendirent de nouveau de bons services. Ici encore, je suis toujours parvenu à être renseigné et à transmettre les ordres en temps voulu.

La population ne nous causa pas de difficultés. Elle était de bonne volonté, et exécutait les ordres donnés. Mais l’idée qu’on avait eu, de la faire marcher contre les Russes se trouva irréalisable. La soi-disant légion polonaise de l’armée austro-hongroise était composée surtout de Polonais de Galicie, sujets austro-hongrois. Je ne me rendis parfaitement compte de tout cela que plus tard.

IV

Le 4 octobre, les forces principales de l’armée austro-hongroise, les 2e, 3e et 4e armées, commencèrent aussi la marche en avant ; elles traversèrent la Wisloka, le 5. Les Russes n’opposèrent pas de résistance opiniâtre. Les troupes austro-hongroises atteignirent le San dès le 9 et rentrèrent dans Przemysl.

La lre armée austro-hongroise et l’aile droite de la 9e Armée combattirent, le 4 octobre, à Klimontow et à Opatow contre des brigades russes d’infanterie qui s’en tirèrent à bon compte. La lre Armée autrichienne prit dès lors comme point d’appui principal Sandomir, tandis que l’aile droite de la 9e Armée, continuant à marcher vers la Vistule, restait en amont du confluent du San.

Le XXe C. A. atteignit la région au nord-ouest de Kielce, le XVIIe C. A. atteignit Radom après un léger combat et s’y rassembla. Le corps Frommel avait atteint Tomaschow-gare de Koliouschki, la 8e Div. de Cav. était vers Rawa. Entre Kalich et Thorn nos formations territoriales avançaient lentement en Pologne ; pour le reste elles étaient employées aux communications de l’arrière.

En attendant se multipliaient les renseignements suivant lesquels le corps d’armée sibérien avait débarqué à Varsovie et des forces considérables étaient poussées, sur la rive droite de la Vistule, du confluent du San vers le nord. Nous avions l’impression qu’une grande opération ennemie se préparait contre la 9e Armée. Mes vues sur notre propre opération en furent confirmées. Nous avions à gagner et à tenir la ligne de la Vistule, pendant que l’armée austro-hongroise du San obtiendrait la décision principale en attaquant et en battant les Russes.

Pour le détail, il nous fallait tout d’abord atteindre les points de passage vraisemblables entre le confluent du San et Iwangorod et masquer, enlever, si les circonstances le permettaient, la tête de pont de cette forteresse sur la rive gauche. En outre, nous avions à surveiller la Vistule entre Iwangorod et Varsovie. Enfin, nous devions porter un coup contre les corps d’armée sibériens qui se concentraient au sud de Varsovie, et, à la suite de cette opération, masquer la forteresse, peut-être la prendre. La 9e Armée, seule, était trop faible pour suffire à ces nombreuses tâches. La lre armée austro-hongroise devait être mise à contribution et appuyer considérablement vers le nord.

D’abord, la 9e Armée devait avancer nettement vers le nord :

Le XVIIe C. A., sous les ordres du général von Mackensen, reçut l’ordre de marcher sur Varsovie.

Le groupe Frommel fut mis sous ses ordres.

Le XXe C. A. devait surveiller Iwangorod et interdire tout passage de la Vistule au nord de la forteresse.

Le corps de réserve de la garde reçut les mêmes instructions pour le cours de la Vistule au sud de la forteresse jusqu’à Nowo-Alexandria inclus.

Le corps de landwehr avait, au sud de ce point, à défendre la Vistule.

Le XIe C. A. fut affecté comme renfort à la lre Armée austro-hongroise. Celle-ci devait tenir la ligne de la Vistule au sud jusqu’à Annopol et passer elle-même le fleuve à cet endroit au cas où le San aurait été franchi plus au sud. Le général von Conrad mit à ma disposition deux divisions de cavalerie, dont l’une, la 3e, fut mise sous les ordres du XXe C. A. pour la surveillance de la Vistule, l’autre, la 7e, affectée au corps Frommel.

L’exécution de ces ordres provoqua, à certains endroits, des combats acharnés.

Le XVIIe C. A. avança de Radom par Bjalobrshegi appuyant nettement à gauche et rencontra, dès le 9 octobre, à Grojetz et à l’est, les troupes sibériennes qui s’y concentraient. Après de violents combats, elles furent rejetées sur Varsovie. Le général v. Mackensen les poursuivit avec vigueur et appela le général Frommel sur son aile gauche. Dès le 12, il était immédiatement au sud de la forteresse.

Sur un officier russe tué ou blessé, resté sur le champ de bataille du 9, on trouva un ordre qui nous donna des indications extrêmement importantes.

Une brigade du XXe C. A. engagea le combat au nord d’Iwangorod, à Kosjenitze, contre quelques éléments ennemis qui avaient traversé le fleuve. Elle ne réussit pas à les repousser.

Le corps de Rés. de la garde attaqua à Nowo-Alexandria l’ennemi qui avait traversé et le rejeta sur l’autre rive de la Vistule, après des combats acharnés, dans lesquels intervint aussi le corps de landwehr.

Plus au sud, les Russes n’avaient pas encore passé la Vistule.

Notre quartier général était à Radom.

**V**

L’ordre trouvé à Grojetz nous donna une image claire des intentions ennemies. Le plan du grand-duc était de grand style et dangereux pour nous. Plus de trente corps d’armée russes, concentrés fortement vers la droite, devaient franchir la Vistule entre Varsovie et le confluent du San, tandis que d’autres forces plus au sud franchiraient le San. 14 divisions devaient battre les 5 divisions du groupe Mackensen. Le grand-duc voulait envelopper largement la 9e Armée par le nord et l’attaquer de front en même temps que les armées austro-hongroises, tout en tenant avec son aile gauche les hauteurs à l’est de Przemysl. Pour cette opération, le grand-duc mettait aussi à contribution des éléments de l’armée de Rennenkampf. Si le plan réussissait, la victoire de la Russie, sur laquelle l’Entente comptait dans ses calculs stratégiques, était assurée.

Je n’avais pas abandonné l’espoir que l’armée austro-hongroise battrait les Russes à l’est de Przemysl et passerait le San. Il est vrai que les troupes qui se trouvaient au nord du confluent du San avaient besoin d’être renforcées, quoique relativement peu, et d’être de nouveau fortement concentrées vers Varsovie et Iwangorod.

En même temps, le landsturm des Ve, IIe, XVIIe C. A., qui avait avancé dans le nord-ouest de la Pologne, fut porté en avant vers la Bzoura inférieure.

Les communications de l’arriére furent l’objet d’un examen spécial, une retraite ne pouvant que trop facilement devenir nécessaire. La destruction des voies ferrées, en particulier, fut préparée par la mise en place de quantités énormes d’explosifs.

Pendant que le général von Mackensen avait à se défendre, depuis le 15 octobre, contre de fortes attaques ennemies, plus au sud les Russes tentaient toujours de nouveau de franchir la Vistule. Il fut nécessaire de porter en avant, vers Kalawaria, la 37e D. I. du XXe C. A. Elle empêcha à cet endroit le passage du fleuve, mais le corps ennemi qui avait déjà fait passer des éléments sur la rive gauche s’en tira sans trop de pertes. La division resta dans cette région. Elle fut également placée sous les ordres du général von Mackensen.

La 41e D. I. et la 3e D. Cav. autrichienne se trouvaient au confluent de la Pilitza et allaient au sud jusque vers Kosjenitze.

Le corps de réserve de la garde avait entrepris d’investir Iwangorod. Il voulut rejeter l’ennemi qui se trouvait encore sur la rive gauche de la Vistule, à Kosjenitze. Il disposait pour cela également d’une brigade du XIe C. A. que l’Armée avait mise à sa disposition.

Je n’oublierai jamais le combat de Kosjenitze. Quatre bri-

gades furent conduites dans la boucle étroite de la Vistule, que les pluies torrentielles avaient transformée en un marécage. La brigade qui se trouvait devant Iwangorod fut culbutée par une forte sortie des Russes. J’avais à craindre que l’attaque russe ne se portât sur le flanc de ces quatre brigades qui, faute de place, étaient extrêmement gênées dans leur défense. Je n’ai pas fermé l’œil de la nuit. Au matin, la situation devant Iwangorod apparut moins tendue. Les combats dans le marais de Kosjenitze continuèrent car les Russes attaquaient. Toutes les troupes qui y ont pris part en ont gardé un souvenir effrayant.

Par suite du glissement vers le nord du corps de réserve de la garde, le corps de landwehr avait assumé la surveillance du passage de Nowo-Alexandria.

Pendant le combat de Kosjenitze, un avion avait annoncé que d’importantes forces ennemies avaient également traversé la Vistule au sud d’Iwangorod. Notre situation devenait extrêmement sérieuse. L’Armée n’avait pas de réserves, tout avait été employé. Heureusement, la nouvelle était fausse. L’aviateur avait désigné l’endroit du combat, Kosjenitze, comme se trouvant au sud d’Iwangorod.

Le corps de landwehr n’annonçait rien de particulier. Une tentative de passage près de Kasimjersch au sud de Nowo-Alexandria avait été empêchée. Plus en amont, les Russes ne manifestaient pas encore d’activité.

L’intention d’atteindre la ligne de la Vistule était réalisée ; mais Varsovie et Iwangorod restaient aux mains de l’ennemi, et, au nord d’Iwangorod, à Kosjenitze, l’ennemi avait un point de passage, mauvais il est vrai.

VI

L’armée austro-hongroise, au sud de la Vistule, n’avait pas réussi à franchir le San et à gagner du terrain à l’est de Przemysl. Le général von Conrad espérait pourtant obtenir encore des succès.

Plus la décision au sud du San traînait en longueur, plus le renforcement de l’aile gauche de la 9e Armée, dont la situation était de plus en plus critique, devenait nécessaire. Celle-ci était étroitement solidaire des événements du San. Si on avançait sur le San, on pouvait prendre son parti de quelques dangers du côté de Varsovie, sinon, nous serions écrasés de ce côté.

L’arrivée de renforts pouvait permettre de faire face quelque temps à la situation. Il n’y avait rien à obtenir du G. Q. G. Il avait engagé les corps d’armée de formation nouvelle vers Ypres, et envoyé le XXVe C. A. Rés. en Prusse Orientale, où la situation s’était aggravée.

L’Armée pensait à relever le corps de réserve de la garde, le corps de landwehr et le XIe C. A. chargés de la défense de la Vistule, par des troupes austro-hongroises et à les pousser plus au nord, ou bien, et c’est ce que nous aurions préféré, à renforcer immédiatement l’aile gauche par ces unités-ci. Les corps allemands, qui avaient l’habitude de la Vistule, auraient pu y rester. La ligne de la Vistule était ainsi vraiment assurée. De plus, une relève exigerait un temps précieux. La situation ne souffrait pas de retard.

Le général von Conrad considérait, lui aussi, un renforcement du front de combat au nord de la Pilitza comme nécessaire, mais il ne voulait absolument pas que des troupes austro-hongroises, à l’exception des deux divisions de cavalerie, y fussent employées. Nous nous adressâmes au G. Q. G. Sa Majesté l’Empereur s’adressa à l’Empereur François-Joseph, qui répondit avec bienveillance. Mais le Haut-Commandement austro-hongrois maintint sa manière de voir. La relève des trois corps prussiens fut ordonnée.

Devant Iwangorod, l’échange par des éléments de la lre Armée devait, sur l’ordre du général von Conrad, être exécuté en abandonnant les points de passage. Les troupes austro-hongroises devaient ensuite rejeter dans la Vistule les Russes qui suivraient. Ici encore, nous déconseillâmes fortement ; mais le destin devait suivre son cours.

Les divisions d’infanterie austro-hongroises de la lre Armée qui devaient relever sur la Vistule le corps de landwer et le

corps de réserve de la garde s’approchaient lentement. La relève de tous les éléments ne pouvait pas avoir lieu avant le 20. En attendant, la situation devant Varsovie était devenue telle qu’une décision s’imposait. L’enveloppement ennemi se rapprochait toujours davantage. La pression ennemie à Nowo-Georgiewsk et à Varsovie augmentait sans cesse.

Ce fut une heure de tension extrême. Accepter la bataille eût été trop dangereux. Il était manifeste que le moment viendrait où on serait obligé de ramener en arrière le général von Mackensen. Cela ne devait se faire ni trop tôt, ni trop tard. Résolution difficile. Qu’allait dire le pays ? Le 17 octobre au soir, je considérai que le moment était venu de donner l’ordre de retraite. Je demandai au général von Hindenburg de ramener le groupe du général von Mackensen, de Varsovie, suivant la direction ouest-sud-ouest, sur la ligne Rawa-Skierniewitce-Lowitch. Nous pouvions espérer réussir à porter, en temps voulu, sur une position entre Nowe-Miasto et Rawa au nord de la Pilitza le corps de landwehr qui venait d’être relevé. On avait ainsi un nouveau front sur lequel nous pouvions attendre les Russes. Il est vrai que l’aile gauche de ce front n’était qu’imparfaitement couverte par du landsturm et de la cavalerie, mais il restait possible de la ramener en arrière. Si les Russes attaquaient en forces, on pouvait, avec les XXe et XIe C. A. et le corps de Rés. de la garde réunis dans l’intervalle ou qui se trouvaient déjà sur place, les prendre de flanc en traversant la Pilitza à l’est de Nowe-Miasto et livrer bataille. Ces opérations permettraient de gagner du temps. En fin de compte, on saurait si l’armée austro-hongroise au sud du San avait été victorieuse.

Ce succès devenait de plus en plus douteux. Les Russes franchissaient même le San dans la nuit du 17 au 18 octobre, faisant eux-mêmes ce que la 4e Armée austro-hongroise n’arrivait pas à faire.

Le général von Mackensen quitta Varsovie dans la nuit du 18 au 19. Les mouvements, depuis longtemps préparés, s’exécutèrent avec un ordre parfait. L’ennemi ne fît aucun butin et ce n’est que peu à peu qu’il accentua sa poursuite.

Le 25 et le 26 octobre, le général von Maekensen et le corps de landwehr arrivé à temps, ainsi que la 37e D. I., furent attaqués avec une violence extrême sur leurs nouvel ! ef positions au nord de Nowe-Miasto. L’aile gauche dut se replier

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 4 — La campagne de Pologne. Situation fin octobre 1914 après la retraite de Varsovie. |

en direction de Lodz, la 37e D. I. aussi dut être ramenée sur la rive sud de la Pilitza. Mais nous restâmes, même après les durs combats des jours suivants, maîtres de la situation. L’attaque par la Pilitza n’eut pas lieu. Les Autrichiens essuyèrent une défaite sensible à Iwangorod et se replièrent sur Radom.

Ce que notre quartier général avait craint s’était réalisé. La lre Armée austro-hongroise qui, depuis le 21 octobre, montait la garde devant Iwangorod avait laissé passer la Vistule à trop de Russes ; au lieu de rejeter l’ennemi, elle fut battue.

Nous fîmes, sur l’aile gauche de l’armée austro-hongroise, avec le corps de Rés. de la garde, tout notre possible pour empocher la défaite. Mais il n’y avait plus rien à faire. Les Russes avancèrent de Nowo-Alexandria et d’Iwangorod et traversèrent également la Vistule au confluent de la Pilitza.

De la décision de la lre Armée austro-hongroise de se replier sur Radom je ne fus informé que par hasard. Le lieutenant-colonel Hoffmann protesta aussitôt, par suite de la situation de notre corps de Rés. de la garde. La lreArmée austro-hongroise tint encore quelques heures, ce qui eut le meilleur effet. Le corps de Rés. de la garde était tiré d’affaire, mais il ne pouvait pas penser à attaquer par la Pilitza dans la direction sud-nord, la couverture de son flanc droit étant enfoncée.

Pour appuyer l’aile gauche du groupe Mackensen, le XIe C. A. fut envoyé par marches forcées dans la région nord-est de Lodz.

La retraite de l’armée austro-hongroise d’Iwangorod sur Radom avait complètement changé la situation. Il fallait maintenant s’attendre à une forte pression ennemie sur tout le front de la Vistule. Il était douteux que les troupes austro-hongroises pussent y faire face. Au sud de la Vistule également, leur situation était devenue de plus en plus critique. Tout espoir en une décision favorable était définitivement perdu. À rester dans cette situation, la 9e Armée finirait par être enveloppée et battue. Le destin de l’armée austro-hongroise eût été consommée. Il fallait donc ramener la 9e Armée en arrière pour retrouver la liberté d’opération. Naturellement ce mouvement atteindrait aussi les troupes austro-hongroises. De toutes façons, les attaques russes les auraient contraintes au repli.

Il a été dit plus tard du côté austro-hongrois que, si l’armée austro-hongroise avait reculé, c’est que la 9e Armée avait été ramenée en arrière. Il y a du vrai et du faux dans cette affirmation. On ne dit pas que cette retraite de la 9e Armée fut due uniquement à l’insuffisance de l’armée austro-hongroise, si brave au début de la guerre, mais qui ne s’était pas relevée des batailles de Lemberg.

VII

L’idée de la retraite était déjà dans l’air depuis quelques jours ; les ordres furent donnés le 27. La situation était extrêmement critique. L’opération d’octobre nous avait fait gagner du temps, mais elle n’avait pas réussi. Maintenant on craignait de voir se produire ce qu’on avait voulu éviter par la concentration de fin septembre en Haute-Silésie et la marche en avant consécutive : l’invasion de la Pologne, de la Silésie, de la Moravie par l’armée russe, très supérieure, devenait vraisemblable.

Les instructions générales pour la retraite étaient déjà connues des troupes allemandes ; à plusieurs reprises on leur avait prescrit d’envoyer à l’arrière tout le matériel non indispensable. En général, on avait suivi ces prescriptions, mais, dans certains cas, il y avait beaucoup trop d’impedimenta à l’avant. Nos lourds convois sur les mauvais chemins m’ont fortement inquiété.

Les mouvements devaient être exécutés le plus possible dans la direction ouest afin d’échapper à l’enveloppement.

Dans son ensemble, notre « retraite stratégique », comme la baptisèrent les soldats, se fit méthodiquement et dans un ordre parfait. Le pays fut épargné. Cette retraite restera pour tous les temps un exemple de guerre conduite en conciliant les règles de l’humanité et la sécurité des opérations militaires.

Le corps de Rés. de la garde, à l’aile droite, avait fort à faire, car la lre Armée austro-hongroise perdait de plus en plus sa force de résistance et cédait à toutes les attaques frontales ennemies.

Les armées austro-hongroises reculèrent des deux côtés de la Vistule jusqu’à hauteur de Cracovie, certains éléments jusque dans les Carpathes au sud-ouest de Przemysl.

Dans la 9e Armée devaient se replier :

Le corps de Rés. de la garde, le 20e C. **A**., le corps de landwehr par la ligne Kielce-Tomaschow à mi-chemin de la ligne Cracovie-Tschenstochovo jusqu’au nord de Tschenstoshovo ;

Le XVIIe C. A. et le corps Frommel par Petrokoff-Lodz en liaison avec le corps de landwehr sur Viélun.

Des positions étaient préparées vers Tschenstochovo et Vielun.

Le XIe C. A. se porta dans la région au sud-ouest de Sieradz. Entre la Prosna et la Wartha se rassemblèrent, sous les ordres du général von Frommel qui abandonnait son commandement de la 35e D. Rés. et de la division de landwehr comte von Bredow la 5e division de cavalerie, venant du front occidental, la 8e division de cavalerie et la 7e division de cavalerie austro-hongroise.

Les formations de landsturm reculèrent sur la ligne Kalich-Wreschen-Thorn.

Les Russes suivaient avec toutes leurs forces. Ils attaquaient aussi en Prusse Orientale et vers Mlava avec de gros effectifs. La situation devenait très grave. Nous cherchions une occasion de passer de la retraite à l’attaque, mais le voisinage de l’armée austro-hongroise était pour toute opération un facteur trop incertain ; de plus, tout mouvement offensif aboutirait fatalement à une attaque frontale. Un succès ne pouvait être obtenu dans ces conditions.

Il fallait prendre encore une fois des résolutions décisives. Elles ne pouvaient consister, je m’en rendais de plus en plus compte, que dans le transport par chemin de fer dans la région de Hohensalza et de Thorn de forts éléments de l’armée, pour, de là, avancer le long de la Vistule dans la direction Lodz-Lowitch contre le flanc de l’avance ennemie et arrêter celle-ci. De quelles forces pouvait-on disposer pour cette opération ? C’était une autre question.

Tout d’abord, il était nécessaire de retarder l’avance russe le plus possible et de l’empêcher d’utiliser les voies ferrées allemandes, les destructions des voies de communication avaient été extrêmement bien préparées. L’expérience nous avait appris qu’une armée moderne peut s’éloigner jusqu’à environ

120 kilomètres du point terminus de scs chemins de fer. S’il en était ainsi et si nous réussissions à détruire les voies ferrées comme je l’espérais, nous pouvions imposer aux masses russes, avant d’atteindre notre frontière et sans coup férir, un arrêt de quelque temps. Malgré tous les préparatifs, il n’était pas facile de faire toujours exécuter les destructions prévues, les troupes voulaient toujours attendre. N’importe, je donnai des ordres et veillai à leur exécution. Le capitaine Sperr fut pour moi un excellent auxiliaire. Les ponts des routes furent détruits sans hésitation par les troupes. Un énorme travail fut fourni ; j’eus la satisfaction de voir l’avance ennemie devenir de plus en plus lente et s’arrêter véritablement à la distance indiquée. Nous laissions pourtant de grandes provisions dans le pays. J’avais interdit de les détruire.

VIII

À la fin d’octobre, le général de Falkenhayn me convoqua à Berlin. Le général von Conrad lui avait proposé d’amener des forces considérables de l’Ouest à l’Est. Le général de Falkenhayn s’exprimait avec confiance sur l’offensive d’Ypres et voulait réserver sa décision. Je ne pus lui donner d’éclaircissements précis sur les intentions de notre Armée. Tout était encore en suspens. À Berlin, il me sembla être dans un autre monde. Le contraste entre l’énorme effort que j’avais vu depuis le début de la guerre et la vie berlinoise était trop grand. C’était une vie d’amusement et de plaisirs. Le sérieux avec lequel on eût dû considérer notre difficile situation faisait défaut. J’eus une impression désagréable et je me sentis étranger. Je fus content de revenir à Tschenstochovo et de me retrouver dans un milieu de camarades.

Le 3 novembre au matin, ma décision était prise : une nouvelle action était nécessaire. Je demandai au général von Hindenburg d’approuver l’idée déjà discutée d’une concentration vers Hohensalza. Les ordres furent immédiatement donnés et le G. Q. G. informé de la décision.

Celui-ci avait suivi les événements de l’Est avec une extrême inquiétude.

La situation vers Mlawa et à la frontière de la Prusse Orientale devenait chaque jour plus grave. Le XXVe C. A. Rés. nouvellement formé avait été envoyé en renfort en Prusse Orientale et s’était héroïquement battu. Mais il apparut bientôt que la valeur des formations nouvelles était bien inférieure à celle des corps de troupe se composant d’hommes entraînés par un long service, commandés par des officiers énergiques et pleins d’élan. Ces nouveaux corps d’armée avaient des hommes superbes, mais qui n’étaient pas encore des soldats. Leur héroïsme et leur dévouement ne suppléaient pas au défaut d’expérience militaire. Les nombreux officiers en inactivité qui avaient repris du service faisaient également leur possible, mais ils manquaient de pratique. Il y eut naturellement des exceptions. Une armée ne se crée pas en quelques semaines. Il faut un long entraînement et une tradition. Les divisions anglaises et les troupes américaines, en sont, elles aussi, un exemple ; elles ont dû payer leur témérité par de sanglants sacrifices. Le XXVe C. A. Rés. n’avait pu changer la situation à la frontière de la Prusse Orientale. Il fallait donc s’attendre à ce que le grand-duc, non seulement frappât d’une façon décisive l’Allemagne et l’Autriche en débouchant de la boucle de la Vistule, mais encore attaquât en même temps le territoire allemand à l’est de la Vistule, pour, là aussi, chercher la décision et tout au moins nous interdire les déplacements de troupes.

Sur toute la frontière orientale du royaume de Prusse, des combats devaient se développer, étroitement solidaires les uns des autres. Un commandement unique et énergique était nécessaire. La chose avait déjà été discutée dans mes entretiens avec le général von Falkenhayn à Berlin. Le 1er novembre, Sa Majesté nomma le général von Hindenburg commandant en chef de l’Est. Le commandement de la 9e Armée fut donné, sur notre proposition, au général von Mackensen. Je restai chef d’État-Major du général von Hindenburg. Le plus grand nombre de mes collaborateurs passèrent au nouvel État-Major.

L’autorité du commandant en chef de l’Est s’étendait de

façon formelle aux 8e et 9e Armées et aux états-majors (les Ire, XXe, XVIIe, IIe, Ve, VIe régions dans les provinces de la Prusse Orientale et Occidentale, de la Poméranie, de Posen, de la Silésie avec les forteresses qui s’y trouvaient.

Plus tard, le corps Zastrow, qui se trouvait vers Soldau-Mlawa, d’abord sous les ordres de la 8e Armée, passa directement sous les ordres du commandant en chef de l’Est.

Cette organisation du commandement était bonne. Elle élevait le commandant en chef au-dessus des détails de la conduite d’une armée. Néanmoins, les circonstances demandèrent parfois que j’intervinsse sous la forme d’instructions dans le domaine des commandants d’Armée. Cela ne m’était pas facile. Je l’ai peut-être au début trop négligé, plus tard j’espère avoir trouvé la vraie méthode.

Le quartier général du commandant en chef de l’Est fut placé à Posen. Nous nous installâmes dans le château royal. Ce fut une période chargée de travail et fatigante. C’est là que s’établit cette vie régulière que j’ai menée jusqu’à mon départ de l’armée.

IX

Pénétrés de notre effroyable responsabilité, nous connaissions tous, au quartier général, la gravité de l’enjeu. Dans la province de Posen, nous sentions mieux qu’en Pologne battre le cœur du pays, nous sentions son inquiétude d’une invasion ennemie avec toutes ses suites. Cette inquiétude, nous ne pouvions faire autrement que l’accroître encore par les mesures militaires prises. L’issue des combats qui allaient s’engager était incertaine. La supériorité russe était grande, nos troupes très fatiguées, nos alliés peu vigoureux.

On évacua les jeunes gens en âge de servir des provinces frontières. Des positions stratégiques furent reconnues et l’ordre fut donné de les organiser. Les mines de Pologne furent déjà, par endroits, mises hors d’état ; des mesures furent prises pour la destruction des chemins de fer allemands et des mines

de la région frontière. Pour les préparatifs de destruction des mines de la Haute-Silésie, le commandant de la VIe région s’adressa, sur ma demande, à une autorité minière de sa province ; il sollicita des propositions, dont l’exécution fut ensuite décidée. Alors ce fut la panique dans la province. C’était mon devoir d’interdire aux Russes, pour longtemps, l’exploitation des mines : l’intérêt militaire l’exigeait. Les Anglais ont plus tard détruit avec une rigueur absolue les puits de pétrole roumains ; le charbon n’est pas d’une moindre importance pour la guerre. En fait, il fut possible, suivant l’avis d’une autorité minière plus élevée, de restreindre les mesures préparatoires

La population polonaise de nos provinces frontières n’était guère bienveillante, elle était très réservée et attendait les événements. Aucun homme clairvoyant ne pouvait en être surpris.

Étant donnée notre infériorité, il était important, en vue des opérations décisives imminentes, de tirer des forteresses prussiennes de l’Est et des régions sous nos ordres toutes les troupes utilisables et tout le matériel dont on pouvait se servir dans la guerre de campagne. Nous avions commencé dès août 1914 et nous avons, au cours du temps, avec le landsturm, la landwehr et les diverses formations de forteresse, formé à l’Est un nombre de divisions égal à celui dont disposait le général von Moltke pour la bataille de Koniggratz. Ces divisions furent plus tard numérotées tout comme les divisions d’active, mais cela ne changea pas leur nature. En particulier pour la marche et le combat on ne pouvait leur demander tout ce qu’on demandait aux unités formées de plus jeunes classes. Souvent les nécessités de l’heure n’ont pas permis la distinction. Ces troupes ont donné plus qu’on était en droit d’attendre d’elles ; pour la défense du pays, c’est-à-dire de leurs biens et de leurs foyers, elles ont donné le meilleur d’elles-mêmes.

À la 8e Armée, sur la frontière orientale de la Prusse, on avait formé peu à peu quelques divisions de landwehr. À Soldau, on avait organisé avec les garnisons de guerre des forteresses de la Vistule et du landsturm un corps de protection de la frontière : le corps Zastrow, fort de deux divisions, plus tard

XVIIe C. À. Rés. La forteresse de Thorn dont la première réserve principale, — la 35e D. R. — était à Tschenstoehovo constitua peu à peu une nouvelle réserve principale, appelée corps von üickhuth. Il fut plus tard employé sur la rive droite de la Vistule, dans la direction de Plotzk. Pour le moment, la réserve principale de Thorn constituait la brigade de landsturm von Westernhagen qui, avancé vers la Bzoura, s’était repliée » au moment de la retraite de la 9e Armée, sur Wlozlawek.

La forteresse de Posen, elle aussi, avait déjà donné une réserve principale. Le général comte von Bredow l’avait conduite avec une distinction remarquable, avec le corps Frommel, dans la campagne de Pologne. Sa landwehr n’avait pas de cuisines roulantes. Elle attaqua les Russes, donnant pour raison qu’elle voulait s’en procurer... et elle s’en procura. La forteresse et la province de Posen fournirent maintenant de nouvelles forces. Le corps de Posen, constitué dans la région de Kalich, était une très forte division, équipée avec beaucoup de soin. Le gouverneur de Posen, le général von Koch et son chef d’état-major, le colonel Macquard, s’y employèrent avec une activité marquée.

La VIe région devait, pour la protection de le frontière à l’est de Kempen, former le corps de Breslau. Il fallut assez longtemps pour que le corps fût organisé et à même de combattre.

Le commandant von Bockelberg m’a remarquablement aidé pour la constitution de ces unités nouvelles.

X

Plus je réfléchissais au nouveau problème en face duquel nous nous trouvions, mieux je voyais la situation et l’énorme danger, et plus ma résolution devenait nette de faire de l’opération uécidée à Tschenstocuovo un grand coup, qui seul pouvait définitivement nous sauver. Il ne suffisait pas d’arrêter seulement l’ennemi, il fallait l’anéantir. Cette idée, elle aussi, n’a pas surgi tout d’un coup, elle s’est formée peu à peu.

Tout ce dont le commandant en chef de l’Est pouvait lui-même disposer fut rassemblé pour l’attaque, entre Wreschen et Thorn. Le général von Conrad, avec sa conscience de soldat, fit son possible pour nous aider.

La 8e Armée était affaiblie, elle ne pouvait plus assumer la tâche de couvrir la frontière de la Prusse Orientale. Elle trouva une ligne d’appui sur la position nouvellement établie entre le lac Spirding et le lac Mauer et sur la position organisée de l’Angerapp. Cette armée céda peu à peu le XXVe C. A. Rés. fortement éprouvé, dont nous ne connûmes que plus tard le véritable état, et le Ier C. A. Rés. avec les ler et 36e D. I. Ces troupes furent transportées vers Thorn, direction de Wlozlawek. Le commandant de la 8e Armée dut, dès lors, être très ménager de ses forces pour pouvoir tenir les positions qu’il devait occuper en cas de nécessité. Ces positions devaient être tenues, même au prix d’un effort extraordinaire des chefs et de la troupe.

Le corps Zastrow devait se maintenir à Soldau ; la vie de la 8e Armée et le destin de la Prusse Orientale en dépendaient.

Il eût été particulièrement important d’engager là des forces plus considérables. Une forte avance de Mlawa vers la ligne du Narew Rochan-Poultousk aurait appuyé très efficacement l’opération de la rive gauche de la Vistule. Mais nous avions à nous borner, il fallait assurer le succès de l’attaque de flanc sur la rive gauche. Sinon, les forces étaient disséminées. C’était déjà beaucoup si on réussissait à renforcer le corps Zastrow de façon à lui permettre d’exercer une pression vers la Pologne du Nord et à donner, au moins pendant quelque temps, l’illusion d’une avance. Des forces russes considérables étaient au nord de Nowo-Georgiewsk. Pour la bataille de la rive gauche de la Vistule, il était important de les y retenir.

La forteresse de Thorn pouvait donner, pour l’avance sur la rive droite de la Vistule, en remontant le fleuve, la brigade Westernhagen, plus tard, une partie de la nouvelle réserve principale. Cette brigade devait être engagée en direction de Plosk, en liaison avec le corps Zastrow, en vue d’une diversion. Par Plosk, on pouvait l’appeler à participer à la bataille de la rive gauche de la Vistule.

L’État-Major de la 9e Armée s’établit à Hohensalza.

Les éléments de la 8e Armée qui devaient venir vers Thorn, — Ier C. A. Rés. et XXVe C. A. Rés. — devaient être sous ses ordres.

Le XXe C. A. et la 3e div. de la garde, venant de Haute-Silésie, débarquèrent au sud de Hohensalza, le XVIIe G. A. à Gnesen.

Le XIe C. A. fit le mouvement à pied sur le territoire allemand, par Ostrowo, jusqu’à la région de Wreschen.

Le corps de cavalerie Frommel tenait le contact avec la cavalerie russe entre Prosna et Warthe à l’est de Kalich derrière lui le corps de Posen achevait de prendre position.

Le landsturm qui fit plus tard partie du corps de Breslau occupait encore tant bien que mal le terrain jusque vers Wiélun. De là, jusqu’à mi-chemin Tschenstochovo-Cracovie, se trouvait le général von Woyrsch avec la 35e D. R., la D. Landw. comte von Bredow, le corps de landwehr, le corps de réserve de la Garde sans la 3e D. G. Celui-ci était en liaison avec la lre Armée austro-hongroise qui allait jusqu’à la Vistule ; au sud du fleuve, jusqu’aux Carpathes, étaient groupés, entassés même, les autres éléments de l’armée alliée ; dans la montagne, des forces assez considérables protégeaient la Hongrie.

On voit que l’attaque proprement dite contre le flanc ennemi ne pouvait être menée qu’avec 5 corps d’armée 1/2. Le front ennemi, de l’entrée de la Wartha en territoire allemand jusqu’au sud vers Tschenstochovo, ne pouvait être attaqué que par des forces tout à fait insuffisantes. Le général von Woyrsch avait à agir de concert avec l’armée austro-hongroise. On ne pouvait savoir si celle-ci se déciderait à attaquer. Son moral était de nouveau très bas. Interrogée pour savoir si elle résisterait à l’attaque ennemie à laquelle il fallait toujours s’attendre, la lre Armée austro-hongroise répondit qu’elle tiendrait sûrement 24 heures. Cette attaque ne se produisit pas. C’est de nouveau le mérite du général von Conrad d’avoir amélioré le moral et remis en valeur l’esprit offensif ; il est vrai que pour cela il eut besoin de secours allemands.

Pour rendre plus vigoureuse l’attaque de flanc et renforce le front, nous avions eu l’intention de ramener vers le nord de forts éléments du groupe d’armées Woyrsch. Le général von Conrad nous pria instamment de n’en rien faire. Seule, la 3e D.G. fut donc amenée à Hohensalza au groupe de choc de la 9e Armée.

Le général von Conrad fit venir des Carpathes par chemin de fer, à travers la Haute-Silésie, jusqu’à la région au nord de Tschenstochovo, le général von Boehm-Ermolli avec quatre divisions d’infanterie et deux à trois divisions de cavalerie.

Pour répondre au désir du général von Conrad, le général von Woyrsch fut mis sous les ordres du commandement suprême austro-hongrois.

Après l’arrivée des troupes austro-hongroises, le corps de Breslau en voie de formation put être un peu plus resserré. Ces mesures fortifièrent quelque peu le front à partir de la mi-novembre, mais il resta trop faible pour livrer une grande bataille.

Il a été dit, plus tard, que l’armée austro-hongroise avait défendu la Haute-Silésie. En réalité, même au nord de Tschenstochovo, elle défendait son propre pays.

Il était naturel que, dans cette situation, les regards se retournassent vers l’Ouest. Je me demandais si nous avions encore des chances d’obtenir un succès vers Ypres ou s’il ne serait pas mieux de nous borner définitivement à la défensive à l’Ouest et de pousser, avec toute la vigueur possible, les opérations prévues contre la Russie. Le général von Conrad l’avait proposé en novembre. Cette manière de voir me paraissait être la bonne et je demandai au G. Q. G. des renforts prélevés à l’Ouest. On nous promit des forces, en plus des deux divisions de cavalerie ; mais elles arrivèrent trop tard et aussi par trop petits paquets. L’attaque de flanc ne pouvait enlever la décision que par un effet de surprise, c’est-à-dire conduite vivement et par une masse compacte, en la combinant avec une forte attaque frontale. Nous ne pouvions pas à l’Est retarder l’opération, quand bien même, le 10 novembre, nous aurions pu compter avec certitude sur les renforts.

Les unités qui venaient de l’Ouest y avaient été si éprouvées que leurs effectifs étaient aussi réduits que ceux des unités de l’Est. Les conditions du front polonais, toutes différentes de celles du front occidental, étaient également de nature à les handicaper pendant les premiers temps.

Je ne suis pas à même de juger par le détail si, avec les renforts venus de l’Ouest, on aurait pu procéder autrement. Je ne puis donc formuler de critique. J’ai toujours professé à l’Êcole de guerre qu’une critique qui n’est pas fondée sur les faits retombe sur celui qui l’exprime.

Bientôt après le corps de cavalerie von Richthofen, qui arriva à temps pour la marche en avant, vint le corps de cavalerie von Hollen : 2e et 4e D.C. Il fut adjoint au corps Zastrow.

Plus tard, mais seulement après le commencement de la marche en avant, nous reçûmes : le IIIe C. A. Rés., général von Beseler, avec les 5e et 6e D. R. ; le XIIIe C. A., général von Fabeck, avec la 26e D. I. et la 25e D. R. ; le IIe C. A., général von Linsingen, avec les 3e et 4e D. I., et le XXIVe C. A. Rés., général von Gehrok, avec les 47e et 48e D. R. Ils furent engagés suivant les besoins de la situation.

Les moyens dont nous disposions au commencement de l’opération, le 10 novembre, étaient insuffisants. Néanmoins, il fallait essayer, non seulement d’arrêter définitivement, par un coup décisif, les forces russes de la boucle de la Vistule et de les obliger à renoncer à poursuivre leur avance, mais encore de les mettre hors de cause. Le résultat était obtenu si nous les refoulions de Varsovie. Au cas où nous serions trop faibles pour cela, nous devrions nous contenter du résultat plus modeste C’était déjà une tâche formidable.

XI

En novembre, l’action militaire prit le développement attendu : l’armée russe passa partout à l’exécution des grandes tâches que lui avait assignées le grand-duc.

La 8e Armée se vit attaquée. Elle essaya, après s’être séparée du 1er C. A. Rés. et du XXVe C. A. Rés., de défendre la frontière est de la Prusse Orientale contre les attaques ennemies supérieures en nombre. Mais, à la longue, cela devint impossible. Vers la mi-novembre, elle fut ramenée sur la position des lacs Mazures et de l’Angerapp.

L’est de la Prusse Orientale était de nouveau abandonné aux Russes. Il a beaucoup souffert. On pouvait le prévoir, mais il avait été nécessaire d’affaiblir la 8e Armée. Les Russes poursuivirent vigoureusement et attaquèrent même les nouvelles positions. Pourtant, on décida de distraire encore la lre D. I. et de l’affecter à la 9e Armée pour les combats à l’ouest de la Vistule. C’était, pour atteindre le but à l’endroit le plus important, une décision audacieuse.

Le corps Zastrow fut attaqué sur sa position de Mlawa-Prasnych et obligé de se replier sur la ligne Soldau-Neidenburg. Après de durs combats l’ennemi y fut arrêté. Toute la situation dans le pays à l’est de la Vistule paraissait compromise ; en tout cas la Prusse Occidentale était menacée au plus haut point. Mais le corps Zastrow fit son devoir. Nous vécûmes, à Posen, des heures pleines d’inquiétude. L’arrivée sur les deux ailes du corps de cavalerie von Hollen, au milieu de novembre, améliora la situation.

La brigade de landsturm von Westernhagen atteignit Plotzk ; elle fut portée plus tard sur la rive gauche de la Vistule.

En attendant, la concentration ordonnée de la 9e Armée s’était terminée. Les chemins de fer avaient répondu à toutes les exigences. Dès le 10 novembre au soir, l’Armée était prête à marcher en avant :

XXVe et Ier C. A. Rés. au sud de Thorn, direction Wloz-lawek-Lowitch.

Corps de Cav. von Richthofen, XXe C. A. et 3e D. G. au sud de Hohensalza, direction Kutno.

XVIIe C. A. au sud-est de Gnesen, direction Lentschytza.

XIe C. A. est de Wreschen, direction Kolo-Dombe.

Corps de Cav. Frommel entre Ounieiow et Sieradz, direction Lodz.

Corps de Posen. Kalich-Sieradz, direction Lask.

Du landsturm du corps de Breslau, il y avait peu à attendre de même que des divisions de cavalerie austro-hongroises

Pour le moment, il n’y avait pas d’autres forces sur place. Plus au sud, il ne fallait pas encore songer à une attaque. La seule possible, celle du général von Woyrsch, fortement pressé par les Russes, ne fut pas envisagée.

Dans la boucle de la Vistule, Wlozlawek était occupé par les Russes ; pour le reste, la situation jusqu’à la Wartha était assez confuse. Il y avait là la lre Armée russe qui débordait aussi sur la rive droite de la Vistule. Elle était forte de 10 à 14 divisions. Entre la Vistule et la Wartha, il fallait compter avec certitude sur 8 à 10 divisions. Immédiatement au nord de la Wartha, de forts éléments de cavalerie poussaient jusqu’à la frontière. Le gros de l’armée russe avait, formant un front continu, atteint la Wartha, nord de Sieradz-Nowo Radomsk-région nord-est de Cracovie. D’autres éléments avaient, en Galicie, atteint le Dunajeck et s’étaient engagés dans les Car-pathes. Dans les mouvements de l’adversaire, un arrêt s’était produit. Les destructions des voies ferrées avaient donné le résultat cherché. Mais certains indices laissaient prévoir la reprise de la marche en avant.

Sans perdre de temps, le général von Mackensen commença l’opération, le 11 novembre ; nous n’avions pu que l’approuver. Dès les premiers jours de l’avance, des combats très violents et très meurtriers s’engagèrent à Wlozlawek, à Kutno, à Dombe. Les Russes, complètement surpris, furent culbutés partout.

Tandis que les principaux éléments de la 9e Armée poussaient sans arrêt sur Lodz-gare de Koliouschki, le général von Morgen avec le Ier C. A. Rés. couvrait leur flanc dans la région au nord de Lowitch. Il fut très fortement pressé. Il se défendit d’abord en attaquant lui-même vigoureusement, ensuite passivement, contre les corps russes qui arrivaient par Now’o-Geor-giewsk sur la rive gauche de la Vistule. Grâce à la pression exercée vers Mlawa, ceux-ci n’avancèrent que lentement.

Le centre de la 9e Armée, corps de Cav. von Richthofen, 3e D. G. et XXVe C. A. Rés., brisa finalement la résistance qui lui était opposée. Il franchit la ligne Lowitch-Lodz et poussa, par Brzeziny, fort avant vers le sud. Il ne regardait que devant lui et cherchait à obtenir un gros succès. Un ordre de la 9e Armée, dont j’eus connaissance, lui prescrivant de s’établir à Skiemiewitce, ne l’atteignit pas : l’Armée était restée trop en arrière.

Les XXe, XVIIe, XIe C.A., qui s’étaient fortement resserrés, rencontrèrent, le 17, au nord de Lodz d’importantes forces ennemies et engagèrent le combat. Le corps de Cav. Frommel et le corps de Posen ne progressaient que lentement sur la rive e « t de la Wartha.

Les Russes pensaient, suivant un radio capté, à abandonner Lodz. Notre joie fut grande. Mais un second radio nous apprit que la volonté de fer du grand-duc maintenait ses corps sur place. Ce fut pour nous une lourde déception.

Les troupes russes de la rive droite de la Vistule, à l’exception d’éléments qui restèrent vers Mlawa, reçurent l’ordre de passer la Vistule. Heureusement que ce mouvement ne fut exécuté que lentement, sinon, la situation du général von Morgen eût été encore plus difficile.

Les forces russes battues qui refluaient par Skiemiewitce sur Varsovie furent rassemblées immédiatement à l’ouest de la forteresse ; elles devaient de nouveau être portées en avant.

L’aile droite russe se tassa autour de Lodz. Des éléments venus du front inactif des 2e et 5e Armées russes furent portés sur Koliouschki et même à l’ouest de Lodz, dans la direction du nord. Ils y rencontrèrent notre XIeC. A. qui, surpris, fut fortement pressé.

Le XXVe C. A. Rés. renforcé avait, sous la conduite de son chef éprouvé, le général von Sehäffer-Boyadel, avec le colonel von Massow comme chef d’État-Major, poussé, jusqu’au 22, bien au-delà de Brzeziny. Des éléments du corps de cav. von Richthofen s’étaient approchés de Petrokoff et de Tomachow. Les divisions d’infanterie au sud-est de Lodz s’infléchissaient vers l’ouest. Les espoirs étaient grands. C’est alors que la situation changea d’aspect.

La liaison fut perdue entre le XXVe C. A. Rés. et le XXe C. A. L’ennemi ne fut pas culbuté à Lodz. Il avait, au contraire, refoulé le XXe C. A. et s’était glissé entre les ailes intérieures des deux corps d’armée. De Skiermewitee avançaient, vers

Brzeziny, sans être arrêtés par aucun obstacle, **les**éléments regroupés à l’ouest de Varsovie. Le XXVe C. A. Rés. et les éléments qui se trouvaient avec lui étaient coupés ; par le sud ils étaient attaqués par les éléments de la 5e Armée russe s’avançant sur la gare de Koliouschki.

Les combats dans lesquels se trouvèrent alors engagés la 3e D. G. général Litzmann, le XXVe C. A. Rés. et le corps de cav. von Richthofen ont été fort bien décrits par le capitaine von WulfTen dans une monographie. Je puis donc y renvoyer le lecteur. À Posen, loin du champ de bataille, nous apprîmes par les radios ennemis avec quelle confiance les Russes considéraient la situation, comment ils se préparaient aux combats décisifs, comment ils triomphaient à la pensée de faire prisonniers plusieurs corps d’armée allemands. Déjà, ils faisaient avancer des trains pour évacuer les prisonniers. Je ne puis dire tout ce que je ressentis. Qu’est-ce qui était en jeu ? Non seulement la capture de tant de braves soldats accompagnée du triomphe de l’ennemi, mais une campagne perdue ! Après cette défaite, il aurait fallu ramener en arrière la 9e Armée. Quelle aurait été alors la fin de 1914 ?

L’épisode de Brzeziny se termina par un brillant fait d’armes. Les troupes allemandes, cernées, se frayèrent, dans la nuit du 24 au 25 novembre, un chemin vers le nord. Elles firent plus de 10.000 prisonniers et capturèrent de nombreux canons.

Les éléments dégagés furent arrêtés entre le XXe C. A. et le I. C. À. Rés. Il se constitua un front plus continu, contre lequel se brisèrent les violentes attaques des Russes.

Le grand objectif, la destruction de l’armée russe dans la boucle de la Vistule, n’était pas atteint. Nous n’avions pas disposé des forces nécessaires.

Pendant ce temps, le général von Conrad avait ordonné, pour le 17 novembre, l’attaque de l’Armée Boehm-Ermolli, du détachement d’armée von Wovrsch et des armées austro-hon-groises qui se trouvaient au sud jusqu’à Cracovie. Les combats engagés donnèrent quelques succès locaux. Mais ils perdirent bientôt leur vigueur. Ils n’eurent plus d’intérêt stratégique.

Jusqu’à la fin de novembre, les Russes pressèrent, de leur côté, très fortement la 9e Armée et ils attaquèrent aussi plus au sud, sans obtenir nulle part de succès considérable.

À la fin novembre et au commencement de décembre, j’eus encore une fois l’occasion de poursuivre un moment l’ancien plan offensif, lorsqu’arrivèrent la lre D. R. de la 8e Armée et enfin les renforts du front occidental ; il est vrai qu’en engageant ces forces, j’avais aussi à tenir compte de la nécessité de repousser les attaques ennemies, en particulier au Ier C. R.

Le corps Zastrow réussit à prendre Ziechanow et Pzasnych. Les Russes avaient porté une partie des forces qu’ils avaient là, sur la rive gauche de la Vistule. Mais les divisions de cavalerie ne progressèrent pas plus loin, le temps étant devenu trop défavorable. Les chevaux n’étaient pas encore ferrés pour l’hiver. Bientôt, l’ennemi passa à la contre-attaque. Nous dûmes nous replier sur Mlawa.

Dans la boucle de la Vistule, il y eut de nouveau des combats offensifs extrêmement acharnés.

Le IIIe C. A. Rés. et le XIIIe C. A. furent placés sous les ordres de la 9e Armée et engagés à son extrême aile gauche. Vu la situation difficile du Ier C. A. Rés., les éléments étaient engagés au fur et à mesure de leur arrivée. Il n’y eut pas une action d’ensemble. J’aurais peut-être mieux fait de provoquer la formation d’un détachement d’armée, immédiatement sous les ordres du commandant en chef de l’Est. Nous aurions eu ainsi une influence plus marquée sur les opérations.

L’aile gauche de la 9e Armée était maintenant assez forte pour qu’il n’y eût plus rien à craindre ; elle put, lentement, progresser à travers les positions ennemies, vers la Bzoura ; mais ce ne furent que des combats purement frontaux, il n’y avait plus d’enveloppement de grand style. En même temps, nous pouvions attaquer sur le front descendant jusqu’au détachement d’armée Woyrsch inclus. Le IIe C. A. avait été engagé au sud de Sieradz, la 48e D. R. alla renforcer le front du corps de Breslau. L’attaque du IIe C. A., au début de décembre, eut un plein succès ; il réalisa une forte avance dans la direction de Lodz. Il est malheureux que cette poussée ne se soit pas produite 15 jour plus tôt.

Les Russes évacuèrent Lodz le 6 décembre et reculèrent derrière la Miazga. Plus au sud, nous gagnâmes aussi du ter-, rain, les Russes s’y étant affaiblis dans la seconde quinzaine de novembre, afin de tenir Lodz.

Le 15 décembre, à l’aile nord, Lowitch fut pris ; d’autres progrès locaux furent réalisés sur le front.

Au sud de Cracovie, la situation s’était tendue vers la fin novembre. Le commandement de l’armée austro-hongroise avait instamment demandé une division pour renforcer son front. Ce n’est qu’à contre-cœur que nous y envoyâmes la 47e

D. R. Au point de vue théorique, cela semblait être une faute. Les événements nous donnèrent raison. La division arriva juste à temps pour la bataille, Le général von Conrad cherchait à réaliser un enveloppement de l’aile sud des Russes par les Carpathes. Il avait, pour y parvenir, fortement aminci son front. Par la bataille très disputée de Limanow-Lapanow, du 3 au 14 décembre, il réussit à battre les Russes à l’ouest du Dunajek ; c’était un beau succès des armées austro-hongroises après toutes les difficultés qu’elles avaient eues depuis le début de la campagne.

Sous la poussée de nos progrès en Pologne et en Galicie, le front russe se replia derrière la Bzoura—secteur de Rawka — le cours supérieur de la Pilitza, la Nida et le Dunajek.

La manœuvre enveloppante du général Boroevic par les Carpathes, entre San et Dunajek, se heurta bientôt à des forces ennemies supérieures, qui, elles-mêmes, passèrent à l’offensive. Une situation commença à se développer qui devait être de la plus grande importance pour les décisions de 1915.

Dans la boucle de la Vistule, en particulier sur le front de la 9e Armée, il y eut encore une série de combats locaux dont il eût mieux valu s’abstenir. Nous connaissions encore trop peu la guerre de tranchées. On « bataillait » beaucoup trop. J’aurais dû intervenir avec plus de netteté, comme je l’ai fait plus tard. Les pertes risquaient d’être hors de proportion avec le gain. Le devoir du commandement est de veiller à cela.

Sur la rive nord de la Vistule, les Russes occupèrent Plozk et poussèrent jusqu’à la hauteur de Wlozlawek. Nous pûmes garder les hauteurs de la rive droite de la Vistule à l’est de la ville qui dominent le chemin de fer. Mais la 9e Armée présentait son flanc sur une étendue considérable entre le confluent de la Bzoura et le Wlozlawek. Ce secteur nécessitait une attention constante. La Vistule ne gela pas. La 9e Armée ne fut pas mise en danger.

À la frontière sud de notre pays, à l’est de la Vistule, la situation resta sans changement. La 8e Armée, au prix de combats incessants et très tendus, maintint l’essentiel de ses positions. Une progression des Russes dans une partie de notre position des lacs de Mazurie n’avait qu’une importance locale.

Sur tous les fronts, on se mit à travailler activement à l’organisation des positions.

Pendant les opérations, nous eûmes fort à faire avec les chemins de fer, que nous avions si méthodiquement détruits peu de temps auparavant. Nous nous mîmes au travail de toute notre force, mais il fallut longtemps pour que la circulation redevînt normale. La troupe, très fatiguée, eut à en souffrir. Il fut particulièrement regrettable de ne pas pouvoir lui faire parvenir, en temps voulu, les colis de Noël. C’était un gros problème pour le chemin de fer. Nous étions encore au temps où les cadeaux de l’intérieur arrivaient en grand nombre. Les permissions ne purent pas non plus être données comme on l’aurait voulu.

La rédaction des décrets d’administration pour la Pologne occupée nous prit beaucoup de temps ; ils sont aujourd’hui sans aucun intérêt. Le pays n’eut pas à se plaindre, même en tenant compte des réquisitions que nous dûmes effectuer pour les précieuses matières premières de guerre, comme l’exigeait notre situation.

On négocia avec l’Autriche-Hongrie au sujet de la délimitation nouvelle des deux zones d’étapes. Les accords conclus par moi en septembre, dans des conditions différentes, demandaient naturellement à être modifiés. Malheureusement, le G. Q. G. et Berlin, sans doute sur l’invitation de l’Autriche-Hongrie, intervinrent dans les négociations. Intervention peu heureuse, car ils ne connaissaient pas la situation. Mais cela encore est sans intérêt. Mon service m’obligeait à m’occuper de toute une série de questions à la fois politiques et militaires ; elles me causèrent plus d’ennui que de satisfaction.

La fierté que nous éprouvions de la tournure prise par les événements fut diminuée par suite d’un revers. L’armée austro» hongroise n’avait pas été heureuse en Serbie. Elle avait, à la fin de novembre, poussé fort en avant dans le pays. Belgrade était tombé le 2 décembre. L’Autriche-Hongrie avait exulté. Mais\* pendant les jours de la prise de Lodz et de la bataille de Limanowa, les troupes austro-hongroises, battues, abandonnaient la Serbie. Elles n’étaient pas un instrument de guerre sûr. Elles avaient, au début, sous-estimé leurs adversaires ; maintenant, elles tombaient dans le défaut contraire en les surestimant, et le nombre seul suffisait à les effrayer. Cette superstition, accompagnée d’un certain sentiment de faiblesse vis-à-vis des ennemis, n’a plus quitté une armée qui pourtant avait été brave au début.

Au château de Posen, une vie harmonieuse commença à l’État-Major. Nous étions liés par les inquiétudes supportées en commun, comme aussi par. la gloire acquise. On avait pris l’habitude de rester ensemble le soir un certain temps encore après le repas. Nous étions assis autour d’une table ronde sur laquelle se trouvait une palme, présent de Sa Majesté notre impératrice, une vraie Allemande, pour qui j’ai toujours la plus profonde vénération.

Pour moi, ces quelques instants étaient un moment de repos dans le labeur presque accablant de ces quelques mois de guerre.

Une grande lutte était terminée. De nouveaux événements se préparaient. L’Allemagne et l’Autriche-Hongrie étaient sauvées du danger de l’invasion russe. Tous les plans du grand-duc avaient échoué. Son attaque sur la frontière orientale de la Prusse, “ l’avance sur la rive ouest de la Vistule, et ainsi tous les espoirs de l’Entente en une issue victorieuse de la guerre, pour 1914, avaient avorté. L’abandon d’une partie de l’Est de la Prusse Orientale et d’une grande partie de la Galicie, bien que pénible, était peu de chose auprès de ce résultat.

La seconde partie de la campagne de Pologne avait été, elle aussi, une action glorieuse. L’histoire de la guerre en connaît peu de semblables.

Nos troupes qui, depuis le commencement d’août, avaient été constamment en combat ou en mouvement, s’étaient montrées au-dessus de tout éloge. Elles venaient de nouveau de vaincre contre des forces près de deux fois supérieures. Il avait fallu de tels chefs et de tels soldats pour pouvoir réaliser des intentions audacieuses, même contre un ennemi supérieur en force.

Honneur et souvenir éternel à l’armée allemande de 1914 !

LA BATAILLE D’HIVER DE MAZURIE EN FÉVRIER-MARS 1915

I

La campagne de 1914 n’avait pas amené la décision. Je ne pouvais pas encore voir comment on pourrait l’obtenir en 1915. Vers la fin de l’année, on avait constitué quatre nouveaux corps d’armée qui devaient être à même de combattre en février. Les expériences faites avec les formations nouvelles de 1914 avaient été mises à profit. On avait obtenu des unités plus solides en donnant à chaque compagnie un noyau d’officiers, de sous-officiers et d’hommes de troupe pris parmi les meilleurs combattants. Les emplois supérieurs étaient également bien pourvus. Naturellement, mon désir était que ces quatre corps d’armée fussent engagés à l’Est, pour continuer à marteler les Russes et amoindrir leur force de résistance autant qu’il était en notre pouvoir. Nous avions l’intention de frapper un nouveau coup en Prusse orientale. Il eût été également désirable d’en frapper un dans les Carpathes si, dès le temps de paix, le réseau stratégique des chemins de fer hongrois eût été mieux préparé.

Dès la fin de 1914, le commandement suprême austro-hongrois craignait la chute de Przemysl pour le printemps ; et il redoutait aussi une invasion de forces ennemies considérables en Hongrie. Les Russes avaient continué leur offensive contre l’armée du général Boroevic et atteint la crête des Carpathes. Le général von Conrad voulait donc lui-même passer maintenant à une contre-offensive de grand style et par là, en même temps, dégager Przemysl.

Il me paraissait nécessaire d’appuyer l’armée austro-hongroise des Carpathes, étant donnée sa situation et surtout si l’armée russe ne pouvait être vigoureusement attaquée autre part. Il était encore douteux qu’on pût le faire en Prusse Orientale : nous ne savions pas encore si nous obtiendrions les quatre corps en question. Je dus donc demander l’envoi en Hongrie de forces allemandes prélevées sur les armées du commandant en chef de l’Est. La 9e Armée, en Pologne, avait un secteur étroit. Les positions s’organisaient. Cette guerre avait appris que, dans la guerre de position, les unités sur la défensive pouvaient tenir un secteur bien plus étendu qu’on n’avait cru jusque-là ; on pouvait prélever sur la 9e Armée un certain nombre de divisions pour les employer ailleurs. Je ne voulais Das de la continuation de l’offensive frontale, soit en Pologne, soit au Sud de la Pilitza, ce dernier point ayant fait l’\*objet d’une proposition. On put disposer en faveur du front hongrois de l’E. M. du IIe C. A., de la lre D. I., de la 48e D. R., en outre d’une brigade renforcée à trois régiments, dont on forma plus tard une division de la garde et de la 5e D. Cav. On préleva en même temps d’autres unités qui furent mises comme réserves à la disposition du commandant en chef de l’Est. Si, avec l’aide des renforts annoncés, le général von Conrad pouvait exécuter l’offensive prévue, cela valait mieux qu’une défense passive.

Le général von Conrad, de son côté, décida d’affaiblir autant que possible les troupes de la frontière serbe et de transporter tout ce dont on pouvait disposer vers les Carpathes. Il avait l’intention, avec les forces principales, entre le col d’LTchok et le col de Doukla, de porter son gros effort dans la direction de Przemysl. Plus à l’est, les troupes allemandes renforcées par des formations austro-hongroises, sous la dénomination d’Armée allemande du sud et le commandement du général von Limin-gen, chef particulièrement habile et énergique, devaient suivre Pavanee des forces principales sur Przemysl et couvrir leur flanc droit.

# LA BATAILLE D’HlVER DE MAZURIE.

L’Armée allemande du Sud était trop faible pour permettre d’esquisser une manœuvre d’enveloppement. Il aurait fallu partir de la Bukovine. Le réseau ferré ne s’y prêtait pas d’ailleurs.

Pendant que ces opérations étaient discutées, je fus surpris par un télégramme du G. Q. G. m’annonçant que j’étais nommé chef d’État-Major de l’Armée du Sud.

Le général-feld-maréchal von Hindenburg ne voulait pas se séparer de moi. Il écrivit longuement à l’Empereur pour le prier de me laisser auprès de lui au poste que j’occupais.

Je pris pourtant, comme autrefois, à ïnsterburg, congé de l’État-Major et me rendis à mon nouveau poste, sûr toutefois de revenir bientôt.

Pendant la traversée des Carpathes, j’eus une conférence à Breslau avec les généraux von Conrad et von Falkenhavn ; les détails de la concentration et des opérations furent arrêtés. On traita en particulier la question de l’équipement de montagne que le général von Conrad ne jugeait pas indispensable. Mais, arrivé dans la zone de concentration, j’en vis la nécessité absolue. Je m’employai activement à y pourvoir.

En Hongrie, de même que plus tard lors de la délivrance æ la Transylvanie, nous fûmes très chaudement accueillis par la population. Mais, dès que nous eûmes fait ce qu’on attendait de nous, le sentiment de reconnaissance disparut très vite. On fit tout ce qu’il était possible pour rendre la vie désagréable à nos troupes. Les Magyars sont un vigoureux et grand peuple, mais il leur a manqué l’intelligence des intérêts communs de l’Autriche-Hongrie et des aspirations légitimes des nationalités si nombreuses de la Hongrie. La Hongrie était la partie la plus forte de la double monarchie et elle a abusé de cette situation pour conduire celle-ci à une politique extérieure néfaste vis-à-vis de la Serbie et de la Roumanie. Malheureusement, nous avons laissé faire.

Le quartier général de l’Armée du Sud était à Munkacs Le général von Linsingen et moi, nous parcourûmes, de là, lazone de concentration et prîmes contact avec les états-majors voisins et avec les troupes austro-hongroises qui se trouvaient déjà dans la montagne et devaient faire partie de l’Armée du Sud.

La troupe était mal soignée, les positions aussi peu organisées que les cantonnements. Il restait beaucoup à faire.

Traversant les montagnes boisées, j’abordai un jour une sentinelle. Elle me répondit en je ne sais quelle langue étrangère. Les officiers austro-hongrois qui m’accompagnaient ne comprirent pas non plus. J’eus une idée des difficultés avec lesquelles cette armée avait à compter. Difficultés encore accrues par le fait que les nationalités, afin de les rendre plus sûres, étaient très mêlées dans les régiments. Des régiments tchèques et roumains étaient passés à l’ennemi. Ces nationalités avaient donc été disséminées dans les régiments. La mesure a été peu efficace. Elle a diminué la valeur des braves régiments hongrois et des régiments allemands, particulièrement solides. Elle a de plus extraordinairement compliqué les difficultés de langue.

Là aussi, comme au cours de mon voyage à Nowo-Sandec, en septembre 1914, j’eus l’impression que les populations étaient, à l’exception des nationalités dominantes, complètement incultes. J’ai visité un jour les villages des Houzoules ; je me rappellerai toujours la pauvreté de ce qu’on peut appeler leurs habitations. Combien l’Allemagne, grâce aux sages mesures de ses princes, est dans une situation différente, et à quel niveau sont chez nous la civilisation et le progrès comparativement à l’Autriche-Hongrie ! En voyant les cabanes de ces Houzoules, il fut pour moi manifeste que ce peuple ne pouvait pas savoir pourquoi il se battait. L’Autriche-Hongrie a, à son actif, beaucoup de négligences ; nous aurions dû, comme Alliés, trouver un remède à cette situation. Si la double-monarchie et ses armées austro-hongroises avaient donné la moitié de ce que nous étions en droit d’attendre d’elles, au moins les troupes allemandes n’auraient pas été obligées de venir, dans la même mesure, renforcer les fronts austro-hongrois ; nous aurions pu, à la longue, envoyer plus de forces dans l’Ouest L’Autriche-Hongrie, il est vrai, se plaint de son côté de ce qui nous n’ayons pas vaincu en France, pendant l’automne de 1914 et de ce qu’elle ait été abandonnée seule à la supériorité russe. En tout cas, ce fut pour nous une fatalité que d’avoir pour alliés des États moribonds comme l’Autriche-Hongrie et la Turquie. Un juif de Radom disait à un de mes officiers qu’il ne pouvait pas comprendre comment un corps aussi vivant, aussi vigoureux que l’Allemagne pouvait rester côte à côte avec un cadavre. Ce juif avait raison, mais l’Allemagne ne devait pas trouver des alliés vigoureux. Et nous n’avons pas su galvaniser, au moins pour un temps, nos alliés moribonds. Je n’ai connu la situation de l’Autriche-Hongrie que pendant la guerre, je n’en avais pas eu l’occasion auparavant. Je fus surpris de la trouver si misérable. Nos autorités responsables savaient bien que la double monarchie était devenue l’homme malade de l’Europe, mais elles n’ont pas su tirer les conclusions qui s’imposait. Nous aurions dû lui rester fidèles et la conduire, au lieu de nous donner à elle et de suivre sa politique grandiose, mais unilatérale.

Mon séjour à Munkacs ne dura pas longtemps. À la fin de janvier j’étais de nouveau à Posen à mon ancien poste. J’avais derrière moi une période très instructive et je n’avais rien manqué d’essentiel.

II

Le commandant en chef de l’Est avait, pendant ce temps, été informé par le G. Q. G. que trois corps de formation nouvelle et le XXIe C. A. seraient à sa disposition dans la première quinzaine de février. Le G. Q. G. avait cru devoir échanger le XXIe C. A., par suite de son recrutement alsacien-lorrain, contre un corps de formation nouvelle. À mesure que la guerre se prolongeait, une partie des Alsaciens-Lorrains devenaient de moins en moins sûrs sur le front occidental. Aussi les envoya-t-on pour la plupart à l’Est. Les nombreux Alsaciens-Lorrains fidèles furent atteints par cette mesure. Il n’était pas possible de faire la discrimination pour chacun. En 1918, toutes les jeunes classes du front oriental furent transportées dans l’Ouest pour l’offensive de France. On ne fit pas exception pour les

Alsaciens-Lorraing et les unités eurent par endroits beaucoup à se plaindre d’eux. Dans l’Est, les Alsaciens-Lorrains n’ont donné lieu à aucun reproche ; le XXIe C. A. s’est admirablement battu.

Il avait été convenu avec le G. Q. G. que les quatre corps d’armée seraient engagés aussitôt débarqués pour frapper un coup contre les forces ennemies opposées à la 8e Armée. L’expérience de Tannenberg et de la bataille des lacs de Mazurie avait montré qu’un grand et rapide succès ne peut être obtenu qu’en attaquant de deux côtés à la fois. Ici on avait la possibilité d’exécuter une manœuvre enveloppante dans la direction Tilsitt-Wladislavo-Kalwaria avec un groupe de trois corps d’armée qu’on concentrerait entre le Niémen et la route Insterburg-Gumbinnen et de faire avancer un autre groupe, formé du XXXXe C. A. Rés., de la 2e D. I. et de la 4eD. Cav., entre le lac Spirding et la frontière par Bialla sur naigrod et plus loin sur Augustow et le sud. En même temps, on fixerait l’ennemi par des attaques de front.

Aux deux ailes, l’adversaire était faible. Nous pouvions espérer gagner beaucoup de terrain avant que les forces principales ennemies aient pu se dégager du front attaqué. Les deux masses de manœuvre devaient saisir l’ennemi comme entre les deux branches d’une tenaille. Le plus tôt serait le mieux.

Si on réussissait à détruire l’adversaire, on pouvait ensuite, en se couvrant continuellement vers Kowno-Grodno, attaquer nar la ligne Ossowietz-Grodno et prendre à revers, à Ossowietz, le passage du Bobr. La solidité du flanc étendu Wlozlawek-Mlawa-Iohannisburg-Ossowietz était la condition primordiale du succès.

En même temps qu’on frappait un coup à la frontière est de la Prusse Orientale, on devait avoir avantage à gagner du terrain de la ligne Wlozlawek-Iohannisburg vers le Narew et à attaquer Ossowietz. C’est ce que je voulais. Alors nous dépassions les Russes de tous côtés. On verrait ensuite si on en viendrait à une opération dans le dos des forces principales russes se trouvant à l’ouest de la Vistule.

Le chef doit mûrir en lui-même de pareilles conceptions. II ne doit pas vivre au jour le jour ; la conduite de la guerre et la troupe en souffriraient. La dure réalité pourvoit elle-même à ce que l’intention ne se transforme en fait accompli que dans la mesure où la force de la troupe suffit à surmonter la résistance ennemie.

Ces plans contrecarraient efficacement les intentions ennemies qui nous étaient connues. L’Entente voulait encore, en 1915, gagner la guerre par la Russie. Le grand-duc voulait attaquer avec toutes ses forces dans les Carpathes ; et en même temps, suivant son « plan gigantesque », des forces considérables devaient, entre le Niémen et la route Gumbinnen-Insterburg, être engagées contre l’aile nord affaiblie de la 8e Armée, l’enfoncer, saisir cette armée à revers et la rejeter sur la Vistule. D’autres troupes, en particulier de fortes masses de cavalerie, devaient, entre Mlawa et la Vistule, battre nos faibles éléments et envahir la Prusse Occidentale. Les régions prussiennes à l’est de la Vistule devaient être conquises, les troupes allemandes qui s’y trouvaient, anéanties. En effet, en janvier, on constatait un renforcement de l’ennemi en face de l’aile gauche de la 8e Armée. La poussée des Russes à l’est de la Vistule vers la ligne Wlozlawek-Mlawa, en décembre 1914, était peut-être déjà guidée par cette intention. L’épilogue d’une opération a peut-être été, là comme dans les Carpathes, le prologue d’une autre. On en était encore à élaborer le « plan gigantesque ». Mais déjà les regards russes étaient tournés vers la région à l’est de la Vistule. Dès le début de janvier, les Russes avaient retiré des troupes du front à l’ouest de la Vistule pour les employer au nord. Si nous prenions les devants, il fallait compter sur de fortes contre-attaques, aussi bien sur le Niémen que sur le Narew. Les contre-attaques se produisirent. Leur violence et leur ténacité nous ont donné du mal. Le grand-duc était un soldat et un chef.

Le rôle de couverture de la bataille, vers Kowno et Olita d’un côté, Ossowietz et Lomja de l’autre, devait être assumé principalement par les éléments de la 8e Armée qui seraient rendus disponibles par le rétrécissement du front résultant de conversion des deux ailes dans la direction commune de Grodno.

Pour renforcer le front sud, le XXe C. A. arriva dès le début de février de la 9e Armée, pendant la concentration des quatre corps. Placé au sud-est d’Ortelsburg, il était prêt à être porté aussi sur Lomja et Mychinietz. Arrivèrent ensuite le Ier C. A\* Rés. et la 6e D. Cav. à Wittemberg, la 3e D. I. à Neidenburg et la lre D. R. G. du détachement d’armée Woyrsch dans la région de Soldau. La concentration de ces troupes pouvait être terminée vers le 20 février ; c’est intentionnellement qu’elles avaient été déplacées tardivement. Nous craignions que le déplacement de tant de troupes venant de la Pologne occupée ne pût rester secret et trahît l’offensive de la Prusse Orientale. J’attachais le plus grand prix au secret des opérations. Dans la suite, d’autres divisions furent encore retirées du front à l’ouest de la Vistule. Cela fut rendu possible par le fait que l’ennemi préleva, lui aussi, des troupes dans ce secteur. Un déplacement de forces provoquait chez l’adversaire un jeu réciproque qui demandait à être suivi avec attention.

À ce moment, il fallait assurément se poser rétrospective ment la question : avait-on bien fait d’envoyer des troupes allemandes dans les Carpathes ? Sans aucun doute, elles avaient manqué pour la campagne d’hiver à l’est de la Vistule ? Au fond, c’était là leur place ; mais, étant donnée la situation de l’armée austro-hongroise, il avait bien fallu les envoyer dans les Carpathes. Celle-ci avait besoin d’être étayée. Et pourtant il m’eût été bien plus difficile d’approuver cet envoi si j’avais déjà su que nous obtiendrions les quatre corps d’armée.

Je ne puis pas non plus juger si le G. Q. G. n’aurait pas été dès lors en mesure de prélever à l’Ouest d’autres forces pour le front oriental, comme il le fit en avril. Naturellement tout renfort eût été pour nous le bienvenu. La grande décision de tout engager contre la Russie ne fut prise que plus tard

III

Dans la boucle polonaise de la Vistule, des combats locaux étaient, entre temps, poursuivis. Dans quelle mesure fixaient-ils l’attention des Russes ? On ne le savait guère. En général, il ne faut pas trop attendre de ces feintes tant que les troupes ennemies sont sures et qu’elles tiennent. Elles ne prennent de l’importance que lorsque, par suite de circonstances défavorables, le commandement ne se sent pas sûr. Dans le cas où ces démonstrations deviennent des actions tactiques de nature à procurer des succès locaux d’une certaine importance, la situation est différente.

Pour que les Russes crussent à la continuation de l’offensive, la 9e Armée devait à la fin de janvier attaquer avec force dans la région de Bolimow. Le G. Q. G. mit pour cela à notre disposition 10.000 obus, dont des obus toxiques. On doit considérer que cette quantité de munitions était regardée comme tout à fait inusitée. À l’Est, nous n’avons jamais souffert du manque de munitions. Nous en avions toujours autant qu’on pouvait, vu le mauvais état des chemins, en faire suivre dans la guerre de mouvement ; et dans la guerre de position on ne constituait pas encore en ce temps-là de grandes réserves. À l’Ouest la situation était tout autre ; la pénurie de munitions y était sensible. Aucune des nations belligérantes n’avait convenablement estimé ni l’efficacité d’une forte concentration des feux d’artillerie, ni la dépense des munitions.

Comme chef du bureau de la concentration en temps de paix, j’ai constamment insisté sur la nécessité d’accroître les réserves de munitions et de les calculer de telle sorte qu’elles pussent suffire jusqu’au moment où les commandes de la mobilisation commenceraient à arriver. J’ai été loin d’obtenir satisfaction, même pour les chiffres demandés. Quand bien même on m’aurait écouté nous aurions manqué encore de munitions $ la consommation était trop énorme. Mais peut-être aurions-nous plus tôt surmonté la crise et pris les devants dans la fabrication des munitions au lieu de finir par rester toujours en arrière. Dès octobre 1914, le lieutenant-colonel Bauer s’était très méritoirement occupé de la question.

L’attaque de la 9e Armée à Bolimow eut lieu le 31 janvier Il faisait trop froid pour que l’action des gaz pût être efficace ; circonstance qu’on ignorait encore en ce temps-là. Pour le reste non plus tout n’alla pas à souhait. Nous fîmes quelques milliers de prisonniers et le résultat tactique fut médiocre. Mais l’attaque avait fait une grande impression sur les Russes. Par là le résultat stratégique espéré était atteint.

La concentration des quatre corps qui nous avaient été affectés pour l’offensive commença au début de février et s’effectua de façon parfaite. Elle était terminée le 6 février. Nous transportâmes le quartier général à Insterburg. Nous éprouvâmes quelque chagrin à quitter Posen. Nous y avions vécu de belles heures. Mais Insterburg aussi nous rappelait les bons souvenirs de septembre 1914.

Pour les opérations, on avait encore mis à la disposition du commandant en chef de l’Est l’État-Major de la 10e Armée, général von Eichhorn, avec le colonel Hell comme chef d’état-major. Pour la 8e Armée seule le nombre des corps était devenu trop grand. Cette nouvelle répartition me convenait fort, car on opère plus facilement avec deux états-majors d’armée qu’avec un seul. La campagne de Pologne m’avait instruit. La 10e Armée opérait au nord de la 8e ; la limite entre les deux passait à peu près par Darkehmen. Le groupe d’enveloppement de la 10e Armée, soit : de gauche à droite, XXIe C. À XXIXe, XXXVIIIe C. A. Rés., était entre Ragnitet les grands bois du nord-est d’Insterburg, couvert par la lre D. Cav. et la 5e brigade de la garde ; à côté, sur la route d’Insterburg, se trouvait la réserve principale, maintenant division de landwehr Kônigsberg. Venaient ensuite, échelonnées jusqu’au lac Spir-ding, la 3e D. R., 3 divisions de landwehr, fortement mélangées de landsturm, et la 5e brigade d’infanterie. Le groupe de choc de la 8e Armée, sous les ordres du général Litzmann, avait la 2e D. I. à l’ouest de Iohannisburg, le XXXXe C. A. Rés. au sud de celle-ci jusqu’à la frontière ; la 4e D. Cav. était concentrée en arrière. Le long de la frontière se trouvaient des formations de landsturm. Derrière l’aile droite de la 8eArmée, à Ortelsburg, le XXe C. A. achevait son débarquement. Il venait de la 9e Armée et devait être porté en avant, derrière le groupe de choc du général Litzmann, sur Lomja, et pousser par Mychinietz vers le Narew. La relève des autres troupes et leur transport vers Mlawa étaient en voie d’exécution. Le général von Gallwitz devait prendre le commandement entre la Vistule et l’Orjitz et, le rassemblement terminé, pousser également dans la direction du sud. On ne savait jusqu’où parviendraient les troupes allemandes s’enfonçant dans le nord de la Pologne. L’action offensive était la meilleure collaboration à l’attaque de la 10e et de la 8e Armées et la meilleure parade des contre-attaques ennemies.

La bataille d’hiver commença le 7 février. Le général Litzmann arriva ce jour-là. Les autres éléments de la 8e Armée et de la 10e Armée ne devaient prendre position et attaquer que le 8. Seuls, les principes généraux de l’opération pouvaient encore trouver place dans les ordres. Les Armées gardaient la plus large liberté d’action. L’unité de vues des états-majors assurait le succès. Pendant la bataille également, le commandant en chef de l’Est n’eut à prendre que très peu de dispositions. Je dus penser à la continuation de l’opération et à la protection des flancs.

Ce fut une grave décision que d’ordonner l’attaque dans les conditions prévues. L’hiver était froid. Depuis le 4 ou le 5 février, une tempête de neige d’une violence peu ordinaire faisait rage ; les routes et les voies ferrées disparaissaient sous la neige et il était extrêmement pénible d’avancer ailleurs que sur les chemins. Des combles de neige à hauteur d’homme alternaient fréquemment avec des étendues dénudées, couvertes de verglas. Les ordres donnés furent maintenus. Les Russes avaient à compter avec des difficultés plus grandes. Ils auraient tous leurs convois devant eux.

Nos troupes étaient équipées pour une campagne d’hiver. Les voitures étaient pourvues de glissoires, de traîneaux, dispositif qui se révéla peu pratique. On ne pouvait pas les utiliser sur les chemins qui n’étaient couverts de neige que par endroits.

L’effort fourni par hommes et chevaux pendant les jours qui suivirent est impossible à décrire ; c’est un exploit glorieux à jamais. Les têtes de colonnes se frayaient péniblement un chemin à travers les combles. Les voitures restaient empêtrées, les colonnes s’immobilisaient, elles s’étiraient de plus en plus.

Les fantassins se glissaient le long des voitures et des canons, cherchant à rattraper les camarades qui les précédaient. Les canons et les caissons étaient traînés par 10 et 12 chevaux. Peu à peu les routes de marche furent couvertes d’interminables défilés : lignes de fantassins coupées de pièces d’artillerie en petit nombre et de caissons de munitions en plus petit nombre encore. La nuit ou pour le combat les colonnes se tassaient quelque peu. Après quelques jours, le temps changea. Les chemins se défoncèrent : le terrain à côté des chemins restait gelé, mais l’eau apparaissait dans les fonds et dans les marais. Par bonheur, notre large enveloppement nous permit de trouver des vivres dans les fourgons ennemis ; sinon, tout le mouvement eût été arrêté faute de ravitaillement.

Les états-majors de C. A. et le commandement subalterne eurent des difficultés inouïes. Il fallait longtemps, lorsqu’on rencontrait l’ennemi, pour regrouper les unités en formation de combat. Impossible de transmettre des ordres ; la tempête coupait les lignes téléphoniques ; les rapports n’arrivaient pas. Et pourtant on réalisa l’impossible.

La bataille, comme toutes les autres, d’ailleurs, ne se développa pas sans incidents, qui eurent leur répercussion sur les résultats stratégiques.

Le 7, la progression des troupes du général Litzmann fut bonne. Elles avancèrent jusqu’à Iohannisburg et franchirent la Pissa plus au sud. Le 8, elles prirent Iohannisburg et poussèrent, les jours suivants, en se gardant du côté d’Ossowietz, sur Rai-grod, où elles rencontrèrent une forte résistance. D’Ossowietz déboucha une forte attaque qu’elles repoussèrent. En même temps, le centre de la 8e Armée, talonnant l’ennemi en retraite sur tout le front, se rapprochait de Lyck.

Les chefs et la troupe firent leur possible pour avancer vite. Pour la grande combinaison stratégique, le mouvement était trop lent. Lyck, brillamment défendu par le IIIe corps sibérien, ne tomba que le 14 au matin. Ce corps échappa à la destruction et se retira, par Augustow, derrière les marais du Bobr supérieur.

Après la chute de Lyck, on avança vivement ; dès la nuit du 16 au 17, le général Litzmann, après un nouveau et violent combat, était à Augustow, Je m’étais efforcé, pendant ces journées, de pousser l’aile droite de la 8e Armée de Raigrod nettement vers l’Est, par Taino au sud d’Augustow sur Chtabin-Krasnybor vers le Bohr, afin de prendre de nouveau de flanc le IIIe corps sibérien. Vu l’état des chemins, la 8e Armée avait considéré cette intention comme irréalisable.

Pour couvrir les armées du côté d’Ossowietz-Lomja, on retira de très bonne heure, dès la marche sur Augustow, la 3e D. R., la 5e brigade et la 11e D. L. peu à peu de l’attaque pour les pousser dans cette direction. Ossowietz devait être coupé et attaqué. Le rassemblement de forces considérables vers Lomja était devenu une certitude. Les éléments du XXe C. A., qui y avaient été envoyés, ne suffisaient plus.

En attendant, la manœuvre d’enveloppement de la 10e Armée s’était exécutée de façon parfaite. Au prix de marches extraordinaires et d’efforts indicibles, son centre atteignit, dès la nuit du 10 au 11, dans la direction de choc Tilsitt-Kalwaria, la route Insterburg-Kowno à Wirballen ; et, le 14, au moment de la chute de Lyck, ses colonnes étaient déjà immédiatement au nord de la grande forêt d’Augustow vers Suwalki-Seiny.

L’armée russe qui refluait fut prise nettement de flanc et refoulée vers le sud. Elle fut, semble-t-il, encore une fois surprise, de même qu’au commencement de l’avance qui était partie de la Haute-Silésie et de Hohensalza. Notre service de renseignements, par la propagation de faux bruits et la surveillance exercée, avait très bien fonctionné. Les Russes et l’Entente n’étaient pas parvenus à avoir connaissance de ces mouvements. Il est d’ailleurs extrêmement difficile d’avoir des renseignements exacts sur l’ennemi, surtout en temps voulu. Sinon, conduire la guerre avec des forces inférieures ne serait pas un problème aussi difficile. À Tannenberg, nous avons été servis par la chance.

Des éléments de l’armée russe, qui s’étaient repliés sur Kowno et se tenaient constamment sur notre flanc, s’étaient efforcés en vain, par leurs attaques, de retarder notre avance. Ils furent rejetés sur Kowno-Olita.

Le 14 au soir, il semblait possible de pousser l’enveloppement de l’ennemi largement à l’est d’Augustow. Le général von Eichhorn y orienta son aile gauche. L’avant-garde du XXIe C. A. poussa, le 15 et le 16, sur la route Seiny-Augustow, fort avant dans la forêt ; mais elle y fut surprise par les colonnes russes refluant de l’ouest à l’est et faite en partie prisonnière. La 10e Armée, par une décision rapide, poussa alors en avant des éléments le long de la lisière nord de la forêt jusqu’à la région nord-ouest de Grodno. Là, ils firent front vers l’ouest, le dos immédiatement en contact avec les ouvrages de la forteresse. Par cette audacieuse disposition, ils barraient la retraite de l’ennemi. D’autres troupes allemandes s’enfoncèrent dans la forêt par le nord et atteignirent, après la prise d’Augustow, en combattant’' sur la route de Grodno, Lipsk et le Bobr en aval de Krasnybor. L’anneau se referma à Lipsk.

La situation des troupes devant Grodno était extrêmement difficile. De la forteresse, où les Russes avaient reçu des renforts, débouchèrent, en particulier le 20 et le 21, de très violentes attaques. De la forêt d’Augustow, les forces russes qui y avaient reflué attaquaient sans cesse. Les troupes allemandes tinrent bon, au prix de lourdes pertes. Ce fut un brillant exploit du XXIe C. A. et son chef, le général Fritz von Below qui, plus tard, commanda avec distinction une armée du front occidental, pouvait être fier de son énergie et de ses troupes. L’État-Major de la 10e Armée avait sa part dans cette gloire. Les jours suivants, les masses russes de la forêt d’Augustow se rendaient, après une défense désespérée ; la bataille était terminée.

IV

Le résultat tactique de la bataille d’hiver de Mazurie était considérable : 110.000 prisonniers et de nombreuses centaines de canons. La 10e Armée russe était anéantie, l’ensemble des force « russes de nouveau considérablement affaibli.

L’idée directrice de l’opération comprenait l’attaque d’Ossowietz par une très forte concentration de feux directs d’artillerie.

Parmi les éléments des armées d’attaque qui, pendant les combats dans la forêt, avaient atteint le Bobr supérieur au sud d’Augustow, les XXXVIIIe et XXXXe C. A. Rés., la 2e D. I. et la 4e D. Cav. devaient franchir la rivière. Mais ils avaient été en partie engagés dans ces grands combats de foret qui précédèrent 1’ efïondrement de la 10e Armée russe. Avec une impatience croissante j’avais attendu la fin de ces combats. La partie de la 8e Armée qui y était engagée — le groupe Litzmann — passa à la 10e Armée. La 8e Armée conserva la mission d’exécuter par Grajewo cette attaque sur Ossowietz et de protéger la Prusse Orientale contre les attaques russes entre cette région et Orjitz.

Malgré leur ténacité, nos troupes ne purent arriver à traverser les marais du Bobr supérieur. Nous avions besoin du gel et il pleuvait toujours. Le séjour dans la forêt et le marais était pénible. Le Bobr supérieur ne pouvait être franchi ailleurs qu’en suivant les chemins existants. Les ponts étaient détruits. Le IIIe corps sibérien qui s’était échappé de Lyck se défendait courageusement et la résistance désespérée des Russes dans la forêt d’Augustow leur avait donné le temps de renforcer les défenses du secteur Grodno-Ossowietz. Nos troupes étaient très épuisées par suite du mauvais temps et de l’effort fourni. Elles annoncèrent que les Russes avaient, au sud du canal, des positions bétonnées. C’était possible, mais nous étions fort sceptiques. Plus tard, en 1916, le lieutenant-colonel Hoffmann a visité la position russe ; il n’a vu aucune construction bétonnée. Plus la troupe assaillante est fatiguée, plus la position à attaquer lui paraît forte ; elle prête à l’ennemi des forces qui n’existent pas. Cela est humain. Mais le fait n’eut pas d’influence sur les décisions. La vigueur de la jeune troupe était épuisée. Il fallait des mesures nouvelles.

L’attaque d’Ossowietz n’avait pas non plus progressé. Il ne pouvait être pris de front, malgré notre puissante artillerie, les hauteurs dominantes de la rive sud du Bobr ne pouvant être atteintes par nos feux.

Je ne pouvais pas, dan : ces conditions, méconnaître que exploitation stratégique de notre grande victoire n’était pas possible. De graves préoccupations assaillirent le commandement suprême.

Tout d’abord fut ordonnée la suspension de l’attaque du Bobr et d’Ossowietz.

La 10e Armée ne pouvait pas rester disposée comme elle l’était. Des forces très considérables étaient nécessaires pour la protection du flanc Est, du côté d’Olita-Kowno, et on ne les avait pas. Les communications de l’arrière et la vie de l’Armée avaient été rendues trop difficiles par les intempéries. La situation ne pouvait durer. La voie normale construite par les Russes, de Margrabowa à Suwalki par Ratchki, ne suffisait pas. Les reutes et les chemins étaient trop mauvais, le temps trop défavorable, les chevaux trop fatigués. Les camions avançaient à peine sur les routes couvertes d’ornières. Et ces routes n’étaient qu’en petit nombre. Il fallait donner à l’Armée des conditions de vie qui lui permissent de se refaire. Un repli de la 10e Armée était indispensable.

Dès le début des opérations, on avait ordonné l’organisation d’une position de repli immédiatement à l’est d’Augustow-Suwalki, montant jusqu’au Niémen. Des bataillons de travailleurs avaient commencé les travaux aussitôt après la prise du terrain. Cette position — bien qu’à peine ébauchée — offrait un certain appui. La 10e Armée reçut l’ordre de replier son aile droite sur cette ligne. À elle de voir si elle pouvait ramener son aile gauche aussi loin ou seulement sur la ligne Kalwaria-Pilwichki et de prendre les dispositions d’exécution.

Il fallait prévoir que l’ennemi suivrait vigoureusement.

En même temps, la 10e Armée avait reçu l’ordre de prélever sur son front des forces dont on avait absolument besoin plus à l’Ouest. Les grandes contre-attaques russes contre notre flanc étendu, à la frontière sud de la Prusse Orientale et de la Prusse Occidentale, s’étaient déclenchées. Enfin, les Russes nous occupaient également au nord du Niémen. Tout autour du territoire allemand à l’est de la Vistule, la lutte faisait rage.

Le secteur polonais de la boucle de la Vistule était calme.

L’offensive de l’armée austro-hongroise en vue de dégager Przemysl n’avait pas eu de succès. Les Russes étaient passés très tôt aux contre-attaques. Le destin de Przemysl devait s’accomplir. Sur tout le front oriental, c’était l’heure des grandes offensives russes.

V

Après que la forêt d’Augustow eut été nettoyée et les blessés relevés, le général von Eichhorn, au commencement de mars, ramena immédiatement son aile droite sur la position indiquée et son aile gauche au nord de la forêt d’Augustow, à peu près jusqu’à Seiny et au sud de Kalwaria. Il voulait attaquer de nouveau les Russes qui le poursuivaient et les battre par l’enveloppement de leur aile gauche.

L’idée était bonne et elle traduisait les qualités d’initiative du commandement d’Armée. Dans les journées du 9 au 11 mars, on obtint de grands succès. La nouvelle 10e Armée russe subit une défaite. Mais la fatigue des troupes et le mauvais temps étaient tels que l’E. M. de l’Armée, qui devait d’ailleurs céder encore des troupes à la 8e Armée et au détachement d’armée Gallwitz, dut à regret borner là ses opérations offensives et passer à la guerre de positions. Il laissa son aile gauche sur la ligne Kalwaria-Mariampol-Pilwichki. Les Russes attaquèrent vers le milieu de mars, mais peu à peu le calme se fit.

Les attaques russes sur le front sud étaient devenues de plus en plus tenaces, les combats de plus en plus acharnés. Pendant que le général Litzmann continuait à avancer de Iohannisburg par Bialla, aux premiers jours de la bataille d’hiver, la 41e D. I. du XXe C. A., avec du landsturm, avait été poussée sur Lomja par la route Iohannisburg-Kolno, afin de l’investir par le Nord. La 37e D. I. s’avançait par Mychinietz. La 41e D. I. rencontra l’ennemi en avant des ouvrages de Lomja ; ses forces suffisaient juste à former barrage entre la Pissa et la route Chtchuchin-Stawiski-Lomja, Ce n’est que peu à peu qu’arrivèrent la 3e D. R. et la 5e brigade. Elles devaient couvrir toute l’étendue de Stawiski au Bobr pendant que la 11e D. Ldw. commençait l’attaque d’Ossowietz. L’arrivée de la 3e D. R et de la 5e brigade coïncida avec une attaque de la garde russe et du Ve C. A. débouchant de Lomja. À partir du 21 février, de durs combats se développèrent au nord de la forteresse. Les troupes allemandes se battirent héroïquement. Un matin, le chef d’état-major de la 8e Armée m’annonça que la 3e D. R. était enfoncée. Pourtant elle finit par tenir bon, l’attaque russe ayant diminué de vigueur. Longtemps, la situation sur ce point et par suite celle des troupes de siège devant Ossowietz restèrent critiques. Ce n’est qu’après l’arrivée de la lre D. Ldw. devant Lomja, au début de mars, que notre front devint assez dense pour que tout danger à l’est de la Pissa pût être considéré comme écarté. La ténacité des troupes et, en particulier, de la 3e D. R., nous avait valu un brillant succès défensif. Le général von Scholz prit le commandement du groupe. Son secteur fut étendu dans la suite jusqu’à la Schka. Le général von Scholz s’était déjà distingué à la bataille de Tannenberg et en Pologne. Il était bien plus ancien de services que le commandant de la 8e Armée, le général Otto von Below, mais il voulut bien passer sous les ordres de son plus jeune camarade.

Entre la Pissa et l’Orjitz, le général von Staals, avec sa 37e D. I. et du landsturm, avait progressé vers le Narew. Mais les Russes reçurent bientôt des renforts considérables. Ils attaquèrent incessamment par Nowogrod et, en particulier, avec le IVe corps sibérien débouchant d’Ostrolenka. Les combats devinrent de plus en plus acharnés. On dut engager de plus en plus des troupes qui avaient participé à la bataille de l’hiver. Peu à peu arrivèrent la 2e D. I., la 75e D. R., la 10e D. L. et la 4e D. Cav. de la 10e Armée. Mais à la longue, elles ne suffirent pas ; la 76e D. R. de la 10e Armée fut également amenée, après être restée quelque temps engagée à l’ouest de l’Orjitz avec le général von Gallwitz. Suivant le caractère du terrain, avec ses vastes étendues plates et marécageuses entrecoupées de langues de terres boisées et couvertes de maigres sapins, les combats se morcelaient en petites actions isolées. Le commandement subalterne surtout avait une tâche difficile. C’était le corps à corps. Sans doute ces combats locaux, souvent acharnes, ne cessèrent jamais ; en tout cas, après toutes ces luttes, qui durèrent jusqu’en avril, nous étions encore en avant de la frontière.

À l’ouest de l’Orjitz aussi la bataille était générale après la mi-février. Le général von Gallwitz, soldat entreprenant et plein d’idées, homme très cultivé et de grand savoir, était un des meilleurs chefs de notre armée. Il renforça le front à l’ouest de Mlawa, qui était faiblement tenu et poussa, vers la mi-février, le long de la Vistule, qu’il remonta jusqu’au-delà de Plosk. Ici encore nous prévînmes les Russes que nous surprîmes en plein rassemblement. Entre temps, à l’aile gauche du détachement d’armée Gallwitz, vers Neidenburg-Willenberg, les renforts allemands étaient également arrivés. La situation apparaissait telle qu’une action rapide et énergique dans la direction de Prassnych pouvait culbuter les forces ennemies opposées au XVIIe C. A. Rés. Une avance du détachement d’armée Gallwitz vers le Narew devenait possible. L’importance stratégique de ce mouvement paraissait alors encore considérable. L’attaque contre Ossowietz et le Bobr supérieur n’était pas encore suspendue. Tout succès partiel du général von Gallwitz améliorait la situation et les chances des nouveaux combats. Nous attendions avec impatience.

Le général von Gallwitz attaqua, le 22 février, avec des éléments du XVIIe C. A. Rés., le Ier C. A. Rés. et la 3e D. I. dans la direction de Prassnych. Le général von Morgen s’empara de la ville, très sérieusement fortifiée, le 24, par une action rapide et énergique. La situation semblait très favorable, lorsqu’on apprit que des forces russes considérables s’avançaient entre la route Ziechanow-Mlawa et l’Orjitz et enveloppaient déjà le général von Morgen. Les reconnaissances aériennes n’avaient pas été possibles ces jours-là ; nous étions d’ailleurs très faiblement pourvus au point de vue de l’aviation. Nos patrouilles de cavalerie ne pouvaient pas passer. Finalement, les avant-postes d’infanterie se trouvèrent partout nez à nez. Devant l’attaque du corps sibérien, nous dûmes, le 27 février, abandonner Prassnych, après avoir essuyé des pertes très considérables. Le général von Morgen se replia sur la ligne frontière Ianow-Chorjele. Les Russes avancèrent moins vers le nord que sur Mlawa, où leur poussée fut extrêmement forte.

Ici et là, quelques chefs de/corps pensèrent à occuper la position frontière sud de Neidenburg-Willenberg qui était en voie d’organisation. Je maintins le Ier C. A. Rés. plus au sud. Là encore il y eut des combats acharnés.

Les Russes attaquèrent sans arrêt jusqu’au 7 mars, entre Mlawa et Chorjele, et furent repoussés avec les plus lourdes pertes.

À ce moment, on se battait sur tout le front, est et sud, de la Prusse Orientale et Occidentale. La 10e Armée s’était repliée et passait précisément à la contre-attaque au nord de la forêt d’Augustow. À Lomja, la situation était déjà moins critique ; entre Mlawa et la Pissa, elle était encore sérieuse. Chaque jour demandait une somme énorme de décisions, tactiques et autres. Les chefs de corps du front sud demandaient sans cesse des renforts ; la 10e Armée croyait encore pouvoir obtenir des succès, locaux, il est vrai, et ne cédait des troupes qu’à contre-cœur.

Le général von Gallwitz et l’aile droite de la 8e Armée avaient, en attendant, reçu les nouveaux renforts venus de la 10e Armée. Nous étions maintenant assez forts pour exécuter, des deux côtés de l’Orjitz, une contre-attaque contre l’ennemi, affaibli par les lourdes pertes des derniers jours.

Notre poussée progressa du 8 au 12 mars et elle s’arrêta au nord de Prassnych. Les Russes répondirent par de violentes contre-attaques. Le 18 mars, ils apprirent à nos troupes, vers Ienorojetz, que le marais n’est pas une protection sûre contre l’ennemi. Pour nos soldats, le marais, c’était l’enlisement ; les Russes, enfants de la nature, étaient mieux renseignés. Les marais de ces régions ne gelaient qu’en partie, ils étaient en partie peu profonds, reposant sur une couche imperméable, et restaient guéables.

À l’ouest de l’Orjitz, la lutte diminua d’intensité vers la fin mars. Il fut possible de retirer la 76e D. R. et de l’engager à l’est de la rivière. La 6e D. Cav. put, elle aussi, être retirée à l’ouest de l’Orjitz ; on avait besoin d’elle au nord du Pregel.

Le détachement d’armée Gallwitz avait fait de grandes choses et le général von Gallwitz pouvait, lui aussi, être fier de ses troupes. Elles s’étaient défendues contre un ennemi très supérieur et l’avaient même refoulé.

À partir de la fin mars et du début d’avril, les troupes du front sud trouvèrent enfin le repos auquel elles aspiraient.

Les combats de Mlawa à Lomja ont été assez peu connus L’Allemagne ne s’intéressait, dans l’Est, qu’aux grandes victoires. Mais le moment des succès retentissants était passé. La grande riposte du grand-duc à la bataille d’hiver, l’offensive du Narew contre notre flanc faiblement assuré, et, en même temps, une partie du plan de guerre de l’Entente pour 1915, avaient échoué. Les troupes et chaque soldat en particulier s’étaient battus avec un courage digne des exploits antérieurs, les vieilles et les jeunes formations avaient rivalisé d’ardeur au combat. Les vieilles formations avaient plus d’endurance. La landwehr et le landsturm avaient donné leur large part. Le commandement avait été à la hauteur de sa tâche ; la campagne d’hiver représentait un bel exploit militaire.

**VI**

Des combats se déroulèrent aussi à partir de la mi-février loin du théâtre des grandes décisions, au nord du Pregel. Ils ne -furent conduits, des deux côtés, qu’avec des troupes de landwehr et de landsturm et ils étaient sans importance stratégique ; mais ils nous occupèrent pourtant et réclamèrent beaucoup d’attention.

Au début de février, les Russes étaient encore en territoire prussien au nord-est de Tilsitt. Le désir d’arracher aussi ce coin de terre allemande à la puissance ennemie était justfié. Le gouverneur de Konigsberg, le général von Pappritz, avec le landsturm qui se trouvait sur place renforcé par quelque peu d’artillerie, fut chargé de cette mission. Tauroggen fut occupée le 18 février.

Le nom de Tauroggen rappelle des souvenirs historiques et ce fut un malheur pour les deux États, maintenant en guerre l’un contre l’autre, que d’avoir abandonné la voie au bord de laquelle Tauroggen se dressait en évocatrice de l’amitié germano-russe.

Le calme qui revint ensuite dans la région au nord du Pregel fut brutalement interrompu, le 17 mars, par l’invasion de formations russes de réserve, de milice et de garde-frontières à Memel et à Tauroggen. Ce fut pour nous une surprise, alors que nous avions encore fort à faire de tous côtés.

Il y avait bien eu des bruits annonçant le rassemblement de forces russes, en territoire ennemi, en face de Memel. Mais souvent des bruits de ce genre avaient couru. Jusqu’alors, ils ne s’étaient pas vérifiés, et des entreprises russes dans cette région étaient dépourvues de toute vraisemblance.

Des troupes russes poussèrent sur Memel que le landsturm abandonna. La nouvelle nous fut transmise par une demoiselle du téléphone, qui nous appela et continua à nous passer des messages, alors que les Russes étaient déjà dans le bureau de poste.

J’ai demandé pour cette jeune fille, Mlle Erica Rostel, la Croix de fer de 2e classe. Cela n’a pas été possible. Elle a été gratifiée plus tard d’une montre en or.

En même temps, les Russes prenaient Tauroggen et avançaient fortement dans la direction de Tilsitt. Les combats des autres fronts avaient absorbé les réserves. Le commandement de la IIe région dut envoyer un bataillon de dépôt de Stettin : ce qui indique combien nous nous étions dépensés et combien les combats depuis le commencement de février nous avaient éprouvés. Le 21 mars, Memel était de nouveau libéré, et, le 22, nous reprenions encore à l’ennemi 2.000 des nôtres. Les Russes avaient fait des ravages incroyables. Tauroggen tomba le 29 mars. La 6e D. Cav. fut portée dans cette région et elle assura dorénavant la protection de la frontière sur le sol lithuanien.

La Prusse Orientale était de nouveau libérée et elle n’a plus connu d’invasion ennemie. On put commencer à la reconstruire.

Le quartier général était, depuis la mi-février, à Lotzen. Pour moi, ce furent, jusqu’au commencement d’avril, des journées difficiles. Je dus renoncer à mes espoirs d’une exploitation stratégique immédiate de la bataille d’hiver. Nous avions eu une victoire tactique, cela me remplissait de satisfaction. J’étais content de voir que les grandes attaques du grand-duc avaient échoué et que nous étions partout en territoire ennemi. Mais la campagne décisive contre la Russie, à laquelle, dans le fond de mon être, je tenais par-dessus tout, n’était pour ainsi dire pas commencée. La grande dépense de forces faite par les Russes contre la Prusse Orientale et Occidentale devait, plus tard, favoriser les opérations de Galicie. Les pertes russes étaient, en outre, extraordinairement élevées comparativement aux nôtres. Malgré sa grande richesse en hommes, la Russie ne pouvait à la longue supporter de pareilles saignées.

Les différentes situations tactiques avaient exigé de moi de gros efforts. On ne peut tout mettre sur le papier : les orgueilleux espoirs, les hésitations, les désillusions, les luttes intérieures, les contrariétés. Je ne puis dire toutes les oppositions que souvent il y avait à vaincre, ni exprimer tous les sentiments que m’inspiraient les troupes, supportant, par le temps le plus défavorable, les fatigues de la campagne d’hiver.

Dans la suite, je connus à Lôtzen des jours meilleurs.

Notre Q. G. et les bureaux étaient étroits, mais je m’y suis bien trouvé. Je me rappelle volontiers le temps que j’ai passé dans cette aimable petite ville de l’Est.

Pendant les combats déjà, l’organisation de positions de repli était une de nos principales tâches. Sur toute la frontière orientale de la Prusse fut établi un réseau barbelé comme premier élément d’organisation. De nombreux bataillons de travailleurs, composés d’hommes d’instruction militaire rudimentaire, inaptes au service armé, mais en mesure de travailler, y furent envoyés sur ma demande. Ils ont souvent été obligés de travailler sous le feu de l’ennemi et ils l’ont fait avec dévouement. Le mot de « terrassier » est un qualificatif d’honneur. Dans la suite, les bataillons de travailleurs quittèrent le front oriental pour le front occidental.

Sur les instructions du G. Q. G., la transformation des divisions à quatre régiments en divisions à trois régiments, c’est-à-

dire la réduction des divisions de douze bataillons à neuf, avait été exécutée à l’Ouest. Nous fîmes de même. On créait ainsi un plus grand nombre d’unités stratégiques. Le jeu des opérations en devint plus facile, ce qui était assurément un grand avantage. Mais la division à neuf bataillons est trop faible au point de vue tactique ; tout l’appareil des états-majors et des services administratifs devient trop considérable. J’aurais été, après la guerre, partisan absolu du retour à la division forte.

Ce qui doit maintenant advenir de notre belle et fière armée, qui, aux côtés d’alliés insuffisants au point de vue militaire, a tenu pendant ces quatre années, a bravé le monde entier et préservé presque toute la terre allemande des horreurs de la guerre, l’avenir le dira. Une pareille armée doit-elle totalement disparaître ? Les Allemands vont-ils de nouveau se suicider ? Je ne le croirai jamais. Les 70 à 80 millions d’Allemands se retrouveront et reviendront à eux-mêmes. Le souvenir des grands exploits militaires de cette guerre les empêchera d’oublier la valeur d’une armée solide.

# LA CAMPAGNE D’ÉTÉ DE 1915 CONTRE LA RUSSIE

I

L’attaque décidée en janvier par le général von Conrad n’avait pas eu de succès. Le premier choc avait permis de gagner quelque terrain sur toute la crête des Carpathes, mais on s’était ensuite arrêté. Les Russes avaient contre-attaqué et avaient pressé l’armée austro-hongroise. Il n’y eut que la brave armée allemande du sud, sous les ordres du général von Linsingen, qui put continuer à avancer. Sans ces troupes allemandes, la situation aurait été intenable. Les difficultés de ce front pendant la période d’hiver étaient énormes. Elles imposèrent à la troupe, qui fit des prodiges, des fatigues inouïes. Il y eut de grosses pertes causées par le froid.

Przemysl ne fut pas dégagé. Il tomba le 19 mars.

Tandis que les attaques contre le territoire allemand à l’est de la Vistule diminuaient vers le commencement d’avril, le grand-duc continua son offensive contre l’armée austro-hongroise, dans le but très net de descendre par les Carpathes en Hongrie et de mettre ainsi l’Autriche-Hongrie hors de cause.

À Teschen, l’État-Major considérait, au mois d’avril, la situation militaire de la Double monarchie comme extrêmement inquiétante. L’attitude de l’Italie était devenue très douteuse. Elle avait repoussé toutes les larges concessions de l’Autriche-Hongrie que j’avais moi-même appuyées auprès du général von Conrad, et elle s’était entièrement engagée dans les filets de l’Entente. Celle-ci, malgré sa supériorité numérique, avait besoin de nouveaux auxiliaires pour avoir raison de nous. L’entrée de l’Italie en guerre aux côtés de nos ennemis était de plus en plus probable. L’Autriche-Hongrie se voyait obligée de renforcer considérablement ses troupes de la frontière italienne. L’armée serbe aussi semblait de nouveau vouloir attirer l’attention. Une offensive russe devait être d’autant plus sensible pour l’armée austro-hongroise que celle-ci était obligée de s’affaiblir en Hongrie et en Galicie au bénéfice d’autres fronts. L’inquiétude à Teschen augmentait de plus en plus. L’officier de liaison austro-hongrois nous représentait sur l’ordre du général von Conrad la situation comme extrêmement grave. Ce que je savais de l’armée austro-hongroise confirmait ces dires. Les graves communications de l’officier de liaison et notre propre avis furent transmis au G. Q. G.

À la mi-avril, la situation dans les Carpathes devint encore plus tendue. L’armée du général Boroevic fut rejetée au-delà de la crête, tandis que, plus à l’est, l’armée allemande du sud tenait bon. Le moment était venu où il fallait absolument venir à la rescousse. Notre 25e D. R. en réserve à la 9e Armée fut mise en route par chemin de fer. Elle arriva tout juste à temps pour empêcher le désastre.

Le G. Q. G. fut informé de la mesure prise par nous. Il se rallia à notre manière de voir. II créa le corps des Beskides sous les ordres du général von der Marwitz qui jusque-là avait commandé notre XXXVIIIe C. A. Rés. Le commandant en chef de l’Est mit en outre à sa disposition la 4eD. I. et une division de formation nouvelle pour renforcer le front des Carpathes. La situation n’y resta pas moins très grave. En même temps, nous étions obligés d’envover des renforts sur le front serbe. Ceux-ci aidèrent plus tard le général von Linsingen pour son offensive de mai.

Le G. Q. G. résolut alors de chercher la décision du côté de la Russie. Le plan était grandiose et l’idée de s’affaiblir à l’Ouest, malgré la tension de la situation, témoignait d’un grand sens des responsabilités.

Depuis les combats de novembre autour d’Yprès, la guerre de tranchées se développait sur le front occidental. L’arrêt de l’avance en France, le retrait de l’aile droite en septembre et les résultats peu importants des combats des Flandres avaient exercé sur les armées de l’Ouest une profonde dépression encore aggravée par la pénurie des munitions. Une attaque du IIIe C. A. sous le commandement du remarquable général von Lochow, exécutée vers Soissons dans le courant de janvier, avait fait la meilleure impression. Et une autre attaque presque consécutive des Saxons à Craonne avait obtenu de beaux succès. Au prix de durs efforts on était enfin parvenu à faire échouer une tentative de percée de grand style faite par les Français en Champagne, en février et en mars.

Les espoirs de l’Entente continuaient pour l’instant à se porter uniquement sur la Russie. En Angleterre les armées de Kitchener étaient en voie de formation : remarquable création d’un organisateur éminent. Sur les 32 divisions, les 12 premières purent être prêtes à partir de mai. Les fabrications de guerre de l’Entente prenaient de l’extension. Les États-Unis devenaient de plus en plus leurs fournisseurs. Des mesures économiques nous permirent bien, tout d’abord, de rendre plus difficile l’exportation du matériel de guerre d’Amérique, mais leur effet ne put être de longue durée. Dans la lutte difficile que nous avions à mener, nous ne pouvions considérer cette manière de faire des États-Unis que comme une aide partiale apportée à nos ennemis ; cette attitude devait faire naître en nous une profonde amertume.

Il fallait s’attendre à ce que l’offensive allemande contre la Russie fût suivie d’attaques ennemies sur le front occidental pour soulager le front russe. Les combats particulièrement critiques de la Bassée et d’Arras au mois de mai montrent quelle responsabilité le G. Q. G. avait assumée en décidant de livrer dans l’Est la bataille décisive.

Le général von Mackensen fut placé à la tête de la 11e Armée qui devait se constituer principalement avec des troupes venues de l’Ouest ; il reçut la mission de prendre l’offensive au commencement de mai, en Galicie occidentale, contre le flanc des armées russes qui attaquaient dans les Carpathes avec un grand mépris de la mort et de les battre. Le général von Mackensen était un homme superbe et un brillant soldat dont les exploits survivront à jamais dans l’histoire. Son chef d’État-Major, le colonel von Seeckt, qui avait été jusque-là chef de l’État-Major du général von Lochow, a été, par sa pénétration d’esprit et l’heureux équilibre de ses facultés, une des personnalités les plus remarquables de la guerre.

Le commandement de la 9e Armée fut pris par le général-feld-maréchal prince Léopold de Bavière à qui revenait cette haute dignité militaire. Il accepta volontiers d’être placé sous les ordres du général-feld-maréchal von Hindenburg, bien que celui-ci fût moins ancien de services.

Le commandant en chef de l’Est reçut la mission de déployer une certaine activité sur son front pour y retenir des forces ennemies.

II

La 9e Armée venait d’avoir une période tranquille. Au début de mars, elle crut pouvoir remporter un succès au nord de la Pilitza et, au prix de nombreuses difficultés, elle exécuta une attaque locale qu’elle fut bientôt obligée d’abandonner.

En exécution des instructions du G. Q. G., elle devait maintenant attaquer vers Skiernewice. Nous avions reçu des gaz et nous attendions de leur emploi un grand succès tactique, les mesures de protection des Russes étant encore rudimentaires. La 10e Armée semblait aussi pouvoir obtenir des avantages locaux en attaquant à l’Est de Suwalki. Il en fut ainsi ordonné.

L’attaque par les gaz de la 9e Armée, qui eut lieu le 9 mai, ne réussit pas. Le vent était favorable, mais la troupe avait été mal instruite. L’émission des gaz réussit très bien. La troupe crut que c’en était fait de l’ennemi. Comme celui-ci tirait néanmoins par endroits et que notre propre artillerie, semble-t-il, n’entra pas convenablement en action, l’infanterie n’attaqua pas. On crut que les gaz avaient été sans action. La 9e Armée n’a pas eu de chance avec les gaz. Plus tard, dans de tout autres conditions, elle fît une attaque par les gaz au même endroit. Il y eut une saute de vent et nous eûmes de nombreux intoxiqués. Les troupes n’aimaient pas les gaz. Les travaux de préparation étaient trop longs, et, quand il fallait attendre le vent favorable avec des récipients pleins de gaz en place dans les tranchées, les officiers et les hommes n’étaient pas tranquilles.

L’attaque de la 10e Armée à Suwalki obtint un succès tactique.

Je ne sais pas si ces attaques ont été réellement de quelque profit pour la grande opération, mais elles paraissaient légitimes, étant justifiées au point de vue tactique. L’appui prêté à l’opération du général von Mackensen aurait été plus efficace si nous avions eu la possibilité d’attaquer l’ennemi par une action de guerre de mouvement. C’était impossible sur le front de la 9e Armée et du détachement d’armée Gallwitz de la 8e et de la 9eArmées. On ne pouvait le faire qu’au nord du Niémen par la Lithuanie et par la Gourlande. Nous avions, à la fin de mars et au commencement d’avril, reçu de l’Ouest la 3e D. Cav. et la D. Cav. bavaroise. Elles avaient débarqué à Gumbinnen, l’aile gauche de la 10e Armée étant encore très faible. Ces deux divisions, ainsi que la 6e D. Cav. qui se trouvait déjà au nord de Pregel, furent chargées de faire, à la fin d’avril, une incursion en Lithuanie et en Courlande, appuyées par la 6e D. R., la 36e D. R. et la 78e D. R. Les divisions de cavalerie furent très soigneusement équipées pour cette opération. Le général von Lauenstein prit le commandement.

Notre expédition en Lithuanie et en Courlande commença le 27 avril.

Le général von Lauenstein, après avoir concentré ses forces suivant les indications du commandant en chef de l’Est, marcha sur Schaullen en trois colonnes :

Colonne de droite : D. Cav. bav., 3e D. Cav. et 36e D. R. — par Jurborg ;

Colonne du centre : 78e D. R. — par la grand’ route de Tauroggen ;

Colonne de gauche : 6e D. Cav. et 6e D. R. — par la région de Memel.

Dès le 27 au soir, la 3e D. Cav. se trouvait immédiatement

au sud-ouest de la route Tauroggen-Kielmy, non loin de Skaud-vile, tandis que la D. Cav. bav. avait poussé sur Rossieny. La 6e D. Cav. avait dû combattre immédiatement à l’est de la frontière et n’avait pas beaucoup avancé.

L’adversaire, dont les forces principales n’avaient pas bougé depuis la fin de mars, du nord-est de Tauroggen, se replia sur Kielmy et se déroba, la 3e D. Cav. ne l’ayant pas accroché. Le 28 avril, la D. Cav. bav. et la 3e D. Cav. étaient à Kielmy et à l’est, la 6e D. Cav. à Worny. 75 kilomètres avaient été franchis en deux jours. Le 29, les divisions de cavalerie sé rapprochèrent de Schaulen et de Kurschany. Le 30, Schaulen fut occupé ; les Russes l’avaient incendié. La 6e et la 3e D. Cav. continuèrent leur mouvement dans la direction de Mitau ; la 6e D. Cav. arriva, le 3 mai, devant cette ville. Elle ne put vaincre la résistance ennemie et resta tout d’abord au sud-ouest de Mitau. Elle se replia plus tard le long de la voie ferrée Mitau-Moseheiki, derrière la Windau. La 3e D. Cav. fut bientôt arrêtée et accouplée à la D. Cav. bav. Les deux divisions poussèrent dès lors de Schaulen dans la direction du sud-ouest par Beissagola sur Keidany. Là, la résistance ennemie devint plus forte. Elles se replièrent lentement devant la poussée de l’adversaire derrière la Dubissa, dans la direction de Kielmy.

Les divisions d’infanterie, elles aussi, avaient fait des marches exceptionnelles. La 36e D. R. fut portée vers la Dubissa inférieure pour servir de couverture du côté de Kovno, tandis que la 78e et la 6e D. R. se réunissaient à Schaulen.

Le but de cette audacieuse entreprise était atteint. Les Russes se fortifiaient à vue d’œil.

Dans la suite, toute une série de combats très difficiles, très durs pour le commandement et pour les troupes, se déroulèrent sur la Dubissa, de l’embouchure jusqu’à Kielmy, autour de Schaulen et vers le nord-ouest, sur un front très étendu ; ils durèrent pendant tous les mois de mai et de juin. Ils furent conduits, de notre côté, avec des forces très inférieures, avec des alternatives de défensive et d’offensive, mais ils nous obligèrent peu à peu, pour garder le terrain conquis et continuer à fixer l’ennemi, à engager encore au nord du Niémen, la 8e D. Cav. de la 9e Armée, la lre D. R. et la 2e D. Cav. du détachement d’armée Gallwitz et la faible division Beckmann de la 10e Armée. Les unités devinrent si nombreuses qu’elles durent être réunies sous un E. M. d’Armée avec ses nombreux services ; un C. A. ne suffisait plus. Le général Otto von Below prit le commandement de cette armée qui reçut le nom d’Armée du Niémen.

Le général von Scholtz lui succéda à la tête de la 8e Armée.

Nous gardâmes la ligne de la Dubissa au prix de durs combats. Schaulen ne put, à la longue, être tenu, et une partie seulement des stocks de cuir si riches et si précieux pour nous put être ramenée en arrière.

Nous dûmes abandonner la ville à l’ennemi dès le mois de mai, et nous prîmes position immédiatement au sud. Notre cavalerie était sur la Windau, de Kurschany jusqu’à la hauteur de Hasenpot ; elle fut parfois percée par l’ennemi, mais tint finalement la ligne de la rivière.

La 3e brigade de cavalerie avait pris Libau le 7 mai au soir. Nous savions bien que les troupes russes qui s’y trouvaient n’avaient qu’une très faible valeur, mais nous ne savions pas quel était l’état des ouvrages. Comme port de guerre, Libau avait été abandonné dès avant la guerre. Les vastes installations militaires du port témoignaient de la grandeur de la Russie des tsars dans tous les domaines où il s’agissait d’un déploiement de puissance. La ville possédait d’importants établissements industriels, parmi lesquels une des plus grandes fabriques de fils de fer barbelés de la Russie. Le lieutenant-colonel Hoffmann proposa un coup de main. J’y consentis. Nous n’avions pas beaucoup de troupes. La 3e brigade de cavalerie, sous les ordres du colonel von der Schulenburg, deux à trois bataillons et quelques batteries des divisions de réserve déjà sur place devaient se rapprocher de la ville par l’est, tandis qu’un bataillon de landsturm avancerait par le sud en longeant la côte et que des torpilleurs attaqueraient par mer. La forteresse ne fut pas sérieusement défendue. Les garnisons firent sauter les forts et il se trouva que les canons qui semblaient devoir défendre la côte n’étaient que des « attrapes ». La faible garnison de 1500 hommes se rendit lorsque nos troupes arrivèrent par le sud et par l’est. La prise de Libau n’est pas un exploit militaire dont parlera l’Histoire, mais elle a été une entreprise heureuse que tous les exécutants aiment à se rappeler. Nous n’eûmes pas de pertes, ce qui était particulièrement précieux. Je m’efforçais toujours d’obtenir des succès avec le moins de sacrifices possibles. La troupe a le droit d’être fière si elle peut vaincre en subissant de grosses pertes. Le chef doit raisonner autrement.

III

Le général von Mackensen avait percé, dans la matinée du 9 mai, le front russe du Dunajek moyen par une attaque bien préparée et brillamment exécutée par les troupes. Les jours suivants, la deuxième et la troisième positions russes avaient été emportées. Les Russes abandonnèrent la Hongrie et repassèrent la crête des Carpathes pour se replier vers le nord. La Hongrie était délivrée et l’armée austro-hongroise définitivement dégagée. Il était temps, car l’Italie entra en guerre vers cette époque. Son armée comptait plus de 600.000 hommes, sans parler des nombreuses formations de seconde ligne qui n’étaient pas, à proprement parler, combattantes. C’était un énorme renfort pour l’Entente. En septembre, l’effectif total des troupes combattantes italiennes atteignait déjà 900.000 hommes.

Le général von Mackensen poussa sans arrêt vers le San sur Jaroslau et emporta la tête de pont. Les armées austro-hongroises de droite et de gauche suivirent l’avance des troupes allemandes ; l’armée allemande du sud attaqua, elle aussi, et progressa vers le nord au-delà de Stryj. Przemysl fut de nouveau enlevé aux Russes, au commencement de juin.

Au nord de la Vistule supérieure, les Russes abandonnèrent la Nida pour se replier sur la Vistule. Le général von Woyrsch put, à la mi-mai, s’avancer jusqu’à Kiecle, en pivotant sur son aile gauche.

Les armées russes, entre les Carpathes et la Pilitza, avaient ainsi été obligées d’abandonner leurs positions et avaient subi de lourdes pertes. Mais les Alliés ne pouvaient guère poursuivre que de front, malgré tous leurs efforts pour prendre à certains endroits l’ennemi de flanc et en particulier pour attaquer le flanc ouest de l’armée russe des Carpathes. Une tentative d’enveloppement exercée sur l’aile droite de l’armée austro-hongroise en Bukovine échoua. Elle n’avait pas les forces nécessaires. Tout se borna à un repli devant la poussée ennemie.

Le mauvais état des communications de l’arrière imposa d’abord un arrêt sur le San. L’avance put reprendre dès le début de juillet. C’étaient toujours les troupes allemandes qui avaient à fournir le plus gros effort. Lemberg fut pris le 22 juillet. Rawa-Rouska le fut bientôt après et les Russes durent poursuivre leur retraite jusqu’au Boug. Dès lors, on descendit également la Vistule dans la direction Lublin-Iwangorod.

À Lôtzen, nous avions naturellement suivi avec la plus grande tension d’esprit les événements de Galicie, et nous nous étions constamment fait une idée de la façon dont nous pourrions continuer vigoureusement les opérations contre la Russie. Pour l’instant, nous n’avions plus rien à engager. Les Russes s’affaiblirent en face de nous, et, en particulier, en face de la 9e Armée. Sur la frontière sud de la Prusse orientale et occidentale, ils prélevèrent également des troupes pour la Galicie. Sur le front opposé à notre 10e Armée, ils avaient prélevé des éléments qu’ils avaient envoyés en Lithuanie au moment de notre invasion. Partout donc, leur front était faiblement tenu. Nous aussi, nous avions déjà beaucoup prélevé pour les opérations du sud-ouest. Nous pûmes, quelque temps encore, continuer ces prélèvements. Mais, vu la longueur immense du front, il fallut tout de même s’arrêter. Il fallait bien laisser assez de monde sur les positions pour pouvoir assurer la relève des sentinelles. Ce n’est que lorsque le G. Q. G. mit, au mois de juin, à notre disposition quelques régiments de landsturm de formation nouvelle, que nous pûmes penser à nous constituer des réserves pour nos opérations offensives.

La poussée frontale exercée sur les Russes en Galicie ne pouvait, quelles que fussent leurs pertes, amener la décision de la guerre. Ils reculaient en combattant aussi loin que nos communications nous permettaient d’avancer. Ils ne se battaient pas encore sur leur territoire et pouvaient nous abandonner beaucoup de terrain avant d’y arriver. Et nos propres pertes, dans ces attaques de front, n’étaient pas minimes. Il fallait voir si d’autres opérations n’offriraient pas de meilleures chances de succès. Nous pouvions peut-être réunir 9 à 10 divisions sous les ordres du détachement d’armée Gallwitz, devenu 12e Armée, pour frapper un coup vers le Narew inférieur. Mais il n’y avait pas de gros succès à escompter. Il fallait s’attendre à voir les. Russes résister peut-être, mais ensuite se dérober de même qu’en Galicie.

Nous pensâmes de nouveau à l’opération dont nous avions eu l’idée après la campagne d’hiver et qui, théoriquement, paraissait plus avantageuse : une avance au-delà de la ligne Ossowietz-Grodno, peut-être même au-delà de Lomja. Cette avance aurait pu avoir un résultat décisif. Elle nous amenait, par le plus court chemin, sur le dos de l’armée russe qui reculait de Galicie orientale entre la Vistule et le Boug. Nous explorâmes les marais des deux côtés d’Ossowietz pour y trouver un passage, mais, comme il fallait s’y attendre, le résultat fut négatif. Le terrain ne permettait pas de passer. Il fallait compter sur une résistance sérieuse sur la ligne Ossowietz-Grodno, déjà très forte, et probablement aussi très fortement occupée. On ne pouvait compter venir à bout de cette résistance et des autres difficultés. J’ai profondément regretté de n’avoir pu, en réponse à une demande du G. Q. G., conseiller cette attaque.

Toute opération plus au nord nous éloignait de l’endroit décisif au sud-est de Grodno. Il fallait, en ce cas, compenser cet inconvénient par la vitesse, surtout si la retraite ennemie devenait plus rapide qu’elle n’avait été jusqu’ici. Le flanc ennemi devait alors être atteint de plus en plus dans la direction Wilna-Minsk. Une grande avance allemande entre Grodno et Kovno seulement n’aurait pas été assez efficace. Nous tombions dans une impasse. Il semblait plus favorable de prendre Kovno par l’ouest au moyen de la 10e Armée, en l’enveloppant en même temps par le nord au moyen de l’armée du Niémen. Une fois tombée cette forteresse, qui était le pilier de la défense russe du Niémen, le chemin de Wilna, sur les derrières des principales forces de l’armée russe, était ouvert. Celles-ci devraient faire alors un grand bond en arrière. Si l’armée du Niémen et la 10e Armée pouvaient, en temps voulu, recevoir même de faibles renforts et avoir à leur disposition des convois suffisants, on pouvait espérer, en venant du nord par Wilna, prendre les Russes de flanc et terminer la campagne d’été de 1915 par une victoire décisive. Le déplacement des opérations, de la Galicie orientale vers la région de l’est du Boug, favorisait notre projet.

Pour l’exécution de cette idée, l’armée du Niémen fut renforcée par la 41e D. I., la 76e D. R. et la 4e D. Cav. de la 8e Armée.

L’attaque de Kovno était facilitée par le fait, qu’à la mi-mai, après l’échec d’une poussée russe venue des régions boisées de l’ouest de Kovno sur Schaki, nos lignes avaient été avancées dans cette région à une distance qui permettait la mise en œuvre de notre artillerie la plus puissante. La poussée russe nous avait surpris et elle avait gagné, au début, pas mal de terrain vers la frontière. On ne pouvait voir si c’était le début d’une plus grande attaque contre l’aile nord assez faible de la 10e Armée. L’État-Major de cette armée concentra rapidement à Wilkowichki des éléments de différentes divisions sous les ordres du général Beckmann qui repoussa bientôt l’ennemi. Ce fut pour nous un soulagement de voir la situation se rétablir. Le général Beckmann passa plus tard le Niémen, et il fut mis sous les ordres de l’armée du Niémen.

Les préparatifs des opérations sur Kovno allaient commencer, lorsque Sa Majesté nous convoqua à Posen, le général-feld-maréchal et moi, pour le 1er juillet. L’empereur décida, sur la proposition du chef de l’État-Major général, et après avoir entendu le général-feld-maréchal, de continuer l’offensive en Pologne : en particulier la 12e Armée avait à percer le front ennemi et à pousser vers le Narew, pendant que la 9e Armée et le général von Woyrsch avançaient vers la Vistule. Les armées alliées continueraient en outre leur avance entre le Boug et la Vistule.

Le G. Q. G. croyait, par ces opérations, pouvoir porter un coup fatal à l’armée russe qui se trouvait encore dans la boucle de la Vistule. Je dus remettre mes projets à plus tard, espérant pouvoir exécuter mon opération quand le général von Gallwitz aurait atteint le Narew et en serait arrivé, lui aussi, à une poussée frontale. Même alors il serait encore temps de l’exécuter. L’avance de nos lignes en Lithuanie et en Courlande pouvait très favorablement préparer cette opération. Il est vrai que nous devions renoncer à déplacer d’autres forces, déjà prévues pour la Courlande, et à prendre Kovno.

IV

Conformément aux instructions du G. Q. G., on fit tous les préparatifs possibles pour le passage du Narew et on mit en position, non seulement la 12e Armée, mais encore l’aile droite de la 8e Armée : la 12e Armée avait à avancer entre la Vistule et la Schkwa, avec pour objectif principal Poultousk-Rojan ; la 8e Armée devait atteindre la rivière entre le confluent de la Schkwa et le confluent de la Pissa.

Le général von Gallwitz décida de faire la première attaque des deux côtés de Prasnysch. Il avait à sa disposition :

Le Ier C. A. avec la 2e D. I. et la 37e D. I ;

Le XIIIe C. A. avec la 3e D. I., la 26e D. I. et la 4e D. Garde ;

Le XVIIe C. A. avec la 35e D. I. et la 36e D. I. et la lre D. R. garde ;

Le XIe C. A. avec la 38e D. I. et la disivion von Wernitz ;

Le XVIIe C. A. Rés. avec la division von Breugel, la 14e D. L. et le corps Dickhuth.

Le général von Scholtz attaqua avec la 75e D. R. et la 10e D. L.

Pour la préparation de l’attaque, nous avions concentré une artillerie qui était alors considérable pour le front oriental, en particulier à la 12e Armée.

L’attaque des deux armées commença le 13 juillet. Grâce aux mesures prises par l’E.-M. et l’excellent esprit des troupes elle eut un plein succès.

Les divisions du général von Gallwitz gagnèrent largement du terrain dans le système des positions ennemies et poussèrent sans arrêt. Le 15, une forte position arrière fut enlevée après un violent combat, et, dès le 17, le Narew était atteint, tandis que l’aile droite était arrivée immédiatement au nord-ouest de Nowo-Georgiewsk. Nous assistâmes à la bataille du 13 et du 14, le général-feld-maréchal et moi, à la 12e Armée. Nous eûmes la meilleure impression du commandement et de la troupe. La 12e Armée avait, comme la 11e Armée dans la Galicie occidentale, largement progressé au premier choc. De même que sur le San, il y eut aussi sur le Narew un temps d’arrêt. Poultousk et Rojan furent pris le 23 juillet, Ostrolenka le 4 août seulement ; le passage du Narew était ainsi obtenu sur un large front. D’autres éléments se dirigèrent vers Serotzk et Segershe, pour investir Nowo-Georgiewsk par le nord-est.

A côté de la 12e Armée, la 8e Armée avait atteint le Narew entre la Schkwa et la Pissa, après de violents combats ; mais elle n’avait pu prendre pied qu’avec de faibles forces sur la rive sud du Narew, dans le voisinage du confluent de la Schkwa.

Les Russes opposèrent partout la résistance la plus acharnée et ils eurent les plus lourdes pertes.

Dans la boucle de la Vistule, la 9e Armée et le détachement d’armée du général von Woyrsch s’étaient également portés en avant. Celui-ci avait battu les Russes sur l’Ilshanka et près de Radom ; le 19 juillet, il avait occupé Radom et obligé les Russes à se replier sur la Vistule. Par suite, ceux-ci durent, le 21, se replier au nord de la Pilitza également, derrière la Vistule et sur une position devant Varsovie. Les faibles éléments de la 9eArmée entrèrent alors en jeu et attaquèrent cette position. Ils devaient aussi couper Nowo-Georgiewsk par le sud.

Entre le Boug supérieur et la Vistule, les armées alliées continuèrent à progresser vers le nord par d’incessantes attaques frontales.

Loin du grand champ de bataille de Pologne, l’armée du

Niémen s’était également portée à l’attaque vers la mi-juillet et elle avait poussé très loin vers l’est.

J’exprimai alors mon avis qu’il était temps d’exécuter avec des forces considérables mon opération du Niémen inférieur sur Kovno et de là dans le dos des Russes. Les troupes pouvaient être prélevées sur le détachement d’armée Woyrsch, sur les 9e, 12e et 8e Armées. La prise de Kovno demandait du temps et la retraite russe en Galicie était déjà presque accomplie. Mais il était encore possible d’obtenir de grands résultats, en tout cas plus grands que par les opérations en cours. Celles-ci ne pouvaient se terminer que par un refoulement purement frontal de l’ennemi dans la direction de l’ouest à l’est.

Le G. Q. G. maintint son point de vue. On s’en tint à une opération sur la Vistule et le Narew. Nous ne pouvions pas affaiblir les armées qui y prenaient part, au profit de la 10e Armée et de l’Armée du Niémen. Le G. Q. G. renforça la 12e et la 8e Armées chacune par une division venue de l’Ouest. Je ne suis pas à même de juger si le G. Q. G., pour des raisons tirées de la situation générale, n’a pas voulu s’engager davan tage dans une opération aussi vaste que celle que nous proposions.

Les 9e, 12e et 8e Armées gardèrent leur direction de marche avec leur nombre de corps fixé par le G. Q. G. La prise de Nowo-Georgiewsk fut préparée. En même temps nous décidâmes d’attaquer Kovno et de laisser l’Armée du Niémen continuer ses attaques ; on tenterait les deux.

V

Les mouvements des armées alliées en Pologne à l’est de la Vistule conduisirent, comme je m’y étais attendu, à une poussée frontale avec des combats incessants. Ici encore, on fit de vains efforts pour arriver à envelopper les Russes. L’armée russe fut sans doute surprise en marche, mais elle put s’échapper. Elle fit souvent avec des forces considérables des contre-attaques acharnées et elle trouva toujours occasion, dans de nombreuses vallées marécageuses, de se remettre en ordre et d’opposer avec succès une assez longue résistance. Rien que la marche incessante pendant un mois, sur les mauvais chemins, et par un temps le plus souvent défavorable, imposa à nos troupes des fatigues inouïes. Habits et chaussures étaient dans le pire état. Le ravitaillement était difficile, on avait peine à trouver des cantonnements, les Russes détruisant et incendiant systématiquement les localités. Ils emmenaient le bétail, pour ensuite le laisser crever le long des routes. Les habitants, emmenés, eux aussi, étaient ensuite chassés dans les marais à côté des chemins lorsqu’ils gênaient la circulation.

Les conditions du ravitaillement devinrent de jour en jour plus difficiles, en particulier à la 12e Armée qui s’éloignait de plus en plus du point terminus de ses chemins de fer. Les communications de l’arrière s’améliorèrent à la 8e Armée après la prise de Lomja-Ossowietz. Il fut possible de la ravitailler latéralement ; mais, malgré tout, les conditions restèrent difficiles. Tout ce que nous avions, en fait de véhicules, était principalement employé pour le transport des munitions. Notre infanterie épuisée avait d’autant plus besoin pour attaquer de l’appui de l’artillerie qu’elle avançait davantage vers l’Est. À mesure que la distance augmentait, il devenait plus difficile de faire avancer les munitions. Ainsi les combats se ralentissaient et perdaient de leur vigueur. Un officier russe m’a dit plus tard, après la conclusion de la paix avec la Russie, qu’il n’avait pas compris pourquoi nous n’avions pas poussé plus vigoureusement : l’armée russe se sentait débandée. Le commandement et les troupes ont tout fait pour atteindre ce but. Mais, lorsque, malgré toute la discipline, malgré toute la volonté et toute l’énergie de chacun, les forces ne sont pas à la hauteur de la tâche, la volonté du commandement est, elle aussi, impuissante.

Nous construisîmes une voie ferrée de Willenberg à Ostro-lenka par Chorshele et nous remîmes en état relativement vite les autres voies ferrées. Mais les routes d’étapes s’allongèrent de plus en plus ; elles dépassèrent les 120 kilomètres que nous avions considérés comme un maximum. L’Entente a eu des conditions bien plus favorables pour son offensive de l’été 1918 Elle avait un grand réseau ferré immédiatement derrière le front ; elle pouvait transporter sans cesse vers l’avant son énorme matériel de guerre, et ainsi appuyer efficacement son infanterie. Celle-ci pouvait, grâce à de nombreux camions, se reposer dans de bons cantonnements où elle était bien nourrie, et revenir sans cesse au combat avec des forces nouvelles.

Conformément aux instructions données par le G. Q. G., les mouvements continuèrent leur cours. Cholm et Lublin tombèrent en notre pouvoir à la fin de juillet. Nous ne poussâmes pas avec vigueur plus à l’est. Les Russes trouvèrent ainsi le temps de faire glisser leurs troupes du secteur enveloppé vers le sud et d’y constituer un nouveau front.

Le général von Woyrsch prit la tête de pont ouest d’Iwan-gorod. Il franchit la Vistule au nord, le 28, à la vue de l’ennemi et fut fortement attaqué. J’avais considéré ce passage comme très difficile ; il avait réussi au point de vue tactique, mais n’avait pas modifié la grande situation stratégique.

Devant la 9e Armée, les Russes évacuèrent la position en avant de Varsovie et Varsovie même, au commencement d’août.

La 9e Armée entra, le 5 août, dans la capitale de la Pologne Elle fut dès lors enlevée à notre commandement et passa immédiatement sous les ordres du G. Q. G. Le prince Léopold de Bavière reçut en même temps le commandement du détache ment d’armée Woyrsch. Le G. Q. G. avait sans doute ses raisons pour cette nouvelle organisation du commandement. Pour moi, la tâche n’en fut pas simplifiée, d’autant plus que la zone d’étapes de la 9e Armée restait sous nos ordres. Pour la suite de l’avance, je fus obligé d’entrer souvent en relations directes avec cette Armée. Les mouvements de la 9e et de la 12e Armées étaient étroitement solidaires. Le G. Q. G. était bien trop occupé pour que je pusse le déranger pour une foule de questions de détails qui résultaient de cette situation.

La prise de Varsovie nous remplit d’une satisfaction particulière. N’avions-nous pas livré de durs combats, en automne 1914, pour nous en rendre maîtres ? Les campagnes d’alors avaient jeté la base des succès actuels, dont la prise de Varsovie était le signe extérieur.

Les jours suivants, le groupe d’Armées du prince Léopold de Bavière passa tout entier la Vistule sur un large front, entçe Iwangorod et Varsovie. Encore une fois, le G. Q. G. tentait une manœuvre d’enveloppement, en engageant ce groupe d’Armées sur Brest-Litowsk, pendant que des forces russes considérables étaient encore au nord de Lublin. Mais ce fut en vain. Les Russes se dérobèrent. Tandis que le général von Mackensen cherchait à atteindre Brest-Lit’owsk, le groupe d’Armées du prince Léopold fut poussé vers le Boug en avant de la forteresse.

Après le passage du Narew par la 12e Armée dans les derniers jours de juillet, les regards du général von Gallwitz étaient fixés vers le sud, du côté du Boug. Il espérait encore pouvoir envelopper l’ennemi qui se trouvait alors dans la région de Varsovie. Il porta donc son effort principal sur son aile droite en direction de Wyschkow, vers le Boug. Comme je l’avais craint et comme le général von Gallwitz lui aussi en avait vu la possibilité, les espoirs ne se réalisèrent pas. À partir du 10 environ, la 12e Armée reçut l’ordre de marcher nettement vers l’est, son aile droite remontant le Boug. Elle se rapprocha ainsi de la 8e Armée qui, après la chute d’Ostrolenka, le 5 août, avait continué à progresser sur la rive sud du Narew et poussait maintenant ses forces principales sur Lomja.

Entre temps, Serotzk et Segerje étaient tombés, Dombe aussi, l’investissement de Nowo-Georgiewsk était terminé de tous côtés. Le général von Beseler avait reçu du général-feld-maréchal la mission de prendre la forteresse. Les troupes de la 9e et de la 12e Armées engagées devant Nowo-Georgiewsk furent placées sous ses ordres. On lui donna également un assez grand nombre d’obusiers austro-hongrois du plus lourd calibre.

Les instructions pour la prise de Nowo-Georgiewsk, la direction d’ensemble des 8e et 10e Armées, l’attaque de Kovno, la situation en Lithuanie et en Courlande nous imposèrent dès lors un énorme travail, à mon État-Major et à moi-même. Bien que nous n’ayons pas dirigé les opérations de la campagne d’été de 1915 avec la même autonomie que les précédentes campagnes, mais que nous ayons suivi, pour les lignes générales, les instructions du G. Q. G., il nous restait encore une tâche immense ; nous étions obligés de provoquer et d’exécuter un nombre considérable de décisions qui étaient quelquefois de grande importance. Il faut ajouter que nous n’étions pas toujours d’accord avec le général von Falkenhayn. Cela s’explique très bien, étant donné l’indépendance des caractères, mais cela m’imposait l’obligation toute spéciale de chercher à réaliser les idées du G. Q. G., qui n’étaient pas les miennes, avec plus de soin encore, si possible, que des idées conformes aux miennes ou mes propres idées.

**VI**

La prise de Nowo-Georgiewsk n’intéressait pas immédiatement la continuation des opérations. Elle constituait une opération distincte, dans le dos des armées qui avançaient vers l’est. Le général von Beseler, le vainqueur d’Anvers, et son chef d’État-Major extrêmement actif, le colonel von Zauberzweig, étaient des gens sur qui l’on pouvait compter : il ne serait pas question de ce qu’on appelle un siège avec toutes ses lenteurs. Un investissement aurait suffi pour faire tomber Nowo-Georgiewsk. Les 80.000 hommes de la garnison ne pouvaient pas tenir longtemps. Il est étonnant que le grand-duc ait voulu défendre la ville alors que, plus tard, Brest-Litowsk et Grodno furent abandonnés. Il devait pourtant se dire que la forteresse ne pouvait tenir et que les forts n’étaient pas en état de résister au tir de l’artillerie lourde.

Le général von Beseler résolut d’exécuter l’attaque contre les forts du nord-est ; cette direction était indiquée par la voie ferrée Mlawa-Zjechanôw-Nasjelsk qui fut établie de bonne heure. Elle était particulièrement importante pour amener l’artillerie et pour le transport des munitions, si l’on voulait n’avoir qu’un court chemin à parcourir sur route et éviter les retards de la construction de chemins de fer de campagne. La forteresse était particulièrement forte de ce côté. Mais l’abondance des munitions d’artillerie lourde créait une compensation en faveur de l’assaillant. L’artillerie fut amenée, dès que la voie fut terminée jusqu’à Nasjelsk.

Le 9 août, l’investissement était terminé ; la mise en place de l’artillerie et des munitions commença aussitôt. À la mi-août, les batteries purent ouvrir le feu. Leur efficacité ne parut pas suffisante. Les gens qui sont toujours mieux renseignés après qu’avant ne manquèrent pas pour dire que le procédé de l’attaque brusquée était inopérant : que ce qui convient dans un cas ne convient pas dans l’autre. Ce flottement eut rapidement un terme. Les forts du nord-est furent pris sous un tir persistant et enlevés d’assaut. Ensuite, on attaqua sur tout le front au nord de la Vistule. Nos troupes, qui ne se composaient guère que de landsturm et de landwehr, eurent du mordant : Nowo-Georgiewsk tomba le 19.

Sa Majesté l’Empereur visita la forteresse et adressa ses remerciements aux troupes. Nous fûmes invités, le général-feld-maréchal et moi. Je pus me rendre compte aussi bien de la puissance de destruction de l’artillerie lourde que de la mauvaise construction des forts.

Les troupes devenues disponibles furent alors, avec le consentement du G. Q. G., affectées à la 10e Armée qui, malheureusement, ne reçut ce renfort que très tard. Les batteries les plus lourdes devaient être engagées contre Grodno. Kovno était déjà tombé dans l’intervalle.

Le gouvernement de Pologne était, à la fin d’août, complètement aux mains des Alliés. L’Allemagne et l’Autriche-Hongrie se partagèrent, comme elles avaient déjà fait, l’administration. La frontière, à l’ouest de la Vistule, était la Pilitza ; à l’est, elle passait par le cours inférieur du Wiepech. Ainsi furent formés le gouvernement allemand de Varsovie, à la tête duquel fut placé le général von Beseler, et le gouvernement austro-hongrois de Lublin. Cette coupure a été nuisible aux intérêts communs des Alliés : elle a fait échouer beaucoup de mesures indispensables.

Le commandant en chef de l’Est avait eu, depuis l’automne

1914, l’administration de la Pologne occupée. Il l’a cédée au général von Beseler ; mais, en échange, il fut surabondamment gratifié au nord-est de fonctions administratives.

Nowo-Georgiewsk aura peut-être été la dernière forteresse entourée de forts, prise après investissement. Non pas que je croie au désarmement. Le monde sera bientôt guéri de cette illusion. Qu’on le regrette ou non, l’humanité n’en arrivera jamais là. Mais les forteresses avec ceinture de forts ont fait leur temps. Elles ne peuvent pas résister à l’artillerie moderne et à sa dépense énorme de munitions. Des fortifications terrestres resteront nécessaires, mais elles prendront davantage le caractère d’une longue ligne de positions le long de la frontière.

VII

Lorsque, le 10 août, la 12e Armée reçut l’ordre de remonter le Boug avec son aile droite, ellejétait échelonnée en arrière et à l’ouest par rapport à la 8e Armée qui progressait des deux côtés du Narew vers Lomja. J’essayai de maintenir, pendant la continuation de l’avance, ce dispositif qui permettait aux deux armées de se couvrir mutuellement sur leur flanc. Mais, peu à peu, les deux armées arrivèrent à la même hauteur avec leurs ailes intérieures sur la voie ferrée Ostrolenka-Lapv. Au sud du Boug, le groupe d’armées du prince Léopold avança en conséquence.

Le commandant en chef de l’Est avait, pour ce mouvement en avant, à régler des détails tactiques sans importance pour la grande guerre. Le lieutenant-colonel Hoffmann et moi, nous eûmes beaucoup de conversations avec les armées. Les deux chefs d’État-Major, le colonel Marquard et le commandant comte Schwerin, étaient d’excellents soldats qui furent pour leur général d’utiles collaborateurs.

Lomja fut pris le 9 août par le sud-ouest. Nous eûmes, pendant assez longtemps, une escadrille de bombardement à notre disposition en Prusse Orientale. La forteresse de Lomaf, où se trouvait un Q. G. de corps ou un Q. G. A., avait été souvent bombardée, et les rapports avaient toujours annoncé un brillant succès. Sur place, je ne trouvai maintenant aucune trace de dégâts. J’en fus heureux pour les troupes qui eurent d’excellents cantonnements. Ce n’est que plus tard que nos bombes devinrent plus efficaces et que nos aviateurs également s’intéressèrent davantage au bombardement.

Dans la continuation de l’avance, on remarqua que les groupes d’armées Mackensen et prince Léopold appuyaient vers le nord, ce qui provoqua un glissement vers la gauche de la 12e et de la 8e Armées. Le 18 août, le maréchal von Mackensen arrivait devant Brest-Litowsk, le groupe d’Armées du prince Léopold <le Bavière se rapprochait du plateau de Bialowitz, et la 12e Armée de Bialystok, l’ancien siège de l’excellente administration prussienne de la Nouvelle Prusse orientale à la fin du xviie siècle et au commencement du xixe. La 8e Armée s’avança dans l’étroit espace qui sépare Bialystok du Narew, en direction nord-est sur Grodno, pour prendre Ossowietz par le sud. Ossowietz fut occupé le 22 août. Nous avions eu l’intention de le prendre par l’est et par le nord, et nous l’avions pris par le sud. C’est ainsi qu’il arrive à la guerre. Les deux armées continuèrent à avancer, pendant les derniers jours du mois d’août, au-delà de la ligne Bialystok-Ossowietz, en obliquant vers le nord-est, la 12e Armée vers la région au nord de Wolkowysk, la 8e Armée sur Grodno. Ainsi l’action tactique de ces deux armées s’éloigna de plus en plus de celle des deux groupes d’armées du sud qui, après la prise de Brest-Litowsk, les 25-26 août, continuèrent à avancer sur Pinsk et Barano-wystchi. Peu à peu, elles furent engagées dans les opérations qui étaient en préparation plus au nord.

Au commencement de septembre, la 8e et la 12e Armées atteignirent la région de Grodno et, au sud-est, environ quinze jours après, elles devaient arriver à Lyda, au nord du Niémen. Cela leur avait demandé environ deux mois à dater du début de l’offensive. La 12e Armée avait dû faire un large détour vers le sud. Combien il aurait été préférable d’avoir pu, au lieu de faire ce mouvement, attaquer par Lomja-Grodno ! Cela ne fut pas possible. Mais même une opération par le nord de Grodno, jointe à la prise de Kovno, aurait bien plus rapidement atteint cette région, et aurait été bien plus fructueuse, même si elle n’avait pu être exécutée avec toutes nos forces, que dans la première quinzaine d’août.

Un moment, il sembla que le G. Q. G. voulait, dans cette situation, suspendre l’avance vers l’est. Il préleva des éléments importants de l’Armée von Mackensen, plus tard même de la 12e et de la 8e Armées, pour le front occidental et le sud de la Hongrie. Mais il laissa libre cours aux opérations commencées par la prise de Kovno et notre avance en Lithuanie et en Courlande.

**VIII**

La prise de Kovno fut un exploit audacieux. Pour la rendre possible, la 10e Armée avait dû diminuer de plus en plus la densité de ses lignes au centre et à l’aile gauche de son vaste front ; ce n’est qu’ainsi qu’on avait pu concentrer à l’ouest de Kovno des troupes d’attaque d’une certaine importance. Le commandant en chef de l’Est et le général von Eichhom prirent sur eux la responsabilité de cet affaiblissement des autres parties du front. Le général von Eichhorn s’était toujours plaint auprès de moi de la trop longue inaction de la 10e Armée et la nouvelle mission qui lui était confiée le réjouit. C’était, de même que son chef d’État-Major, le colonel Hell, un homme d’audace et à qui les responsabilités ne faisaient pas peur. Ses qualités d’esprit étaient des plus brillantes, il était un éducateur modèle de ses troupes.

Le XXXXe C. A. renforcé, sous les ordres du général von Litzmann, devait exécuter l’attaque.

Ce général était un boute-en-train qui avait sur le soldat un grand ascendant. Il avait établi sa gloire militaire par la percée de Brzeziny du 22-25 novembre 1914. Il avait autrefois écrit contre le corps des officiers de la Garde, mais cette percée lui avait montré la vigueur de ce corps d’officiers. J’ai, moi-même, l’honneur d’avoir été fantassin, et j’ai connu, au 8e régiment de grenadiers, un corps d’officiers qui avait sa tradition, comme les corps d’officiers de la Garde. Ces traditions sont légitimes, mais elles ne doivent pas créer de passe-droits, ni conduire à l’arrogance ; car, alors, elles deviennent antipathiques et condamnables.

Ce qui rendait difficile l’attaque de Kovno, c’était le nombre insuffisant des obusiers de gros calibre. Ceux que le G. Q. G. nous avaient affectés, à la fin de juillet, avaient dû être engagés devant Nowo-Georgiewsk. Il ne nous restait guère que quelques batteries qui ne pouvaient être mises en position que sur rails et n’avaient qu’une faible portée. Mais nous ne nous laissâmes décourager par aucune difficulté et nous construisîmes des voies ferrées. Étant donnée la situation, l’attaque ne pouvait être exécutée qu’entre la voie ferrée Wirballen-Kowno et le Niémen. L’aile droite de l’attaque était constamment très menacée, et elle le devenait davantage à mesure que nous progressions. L’artillerie russe pouvait à tout instant la prendre de flanc. L’aile gauche fut couverte au nord du Niémen par une brigade de landsturm qui, ayant suivi l’offensive de l’armée du Niémen, avait poussé au-delà de la Dubissa jusqu’aux ouvrages du nord-ouest de Kovno.

À la fin d’août, les voies ferrées étaient terminées, mais on manquait de munitions pour les obusiers lourds. Je donnai mes réserves ; le lieutenant-colonel Rostock, qui était à la tête du ravi taille ment en munitions des armées de l’Est, avait toujours une petite réserve. Le 8 août, tous les préparatifs furent enfin terminés, et l’attaque put commencer. Jamais forteresse n’a été attaquée avec des moyens plus modestes, mais les troupes qui l’attaquèrent étaient animées par l’élan de leurs chefs.

À ce moment, soit dit rétrospectivement, les Russes étaient encore près de la Vistule en face de Varsovie.

Dès le 6 août, l’infanterie monta en position dans le secteur d’attaque, pour permettre à l’artillerie une meilleure observation. Le 8, la lutte d’artillerie commença. Toute une série de fortes positions durent être prises d’assaut les jours suivants. La force des troupes d’attaque semblait faiblir : néanmoins, le général Litzmann parvint jusqu’au 15 à se rapprocher de la ligne des forts. Par bonheur, les Russes, fortement impressionnés par le tir de l’artillerie, furent peu résistants. Une compagnie réussit à pénétrer, le 16, dans la ligne ouest des forts, suivie par les autres unités. Le 17, le général Litzmann passait le Niémen, s’emparait de la ville et des forts de l’est. Le butin fut moindre qu’à Nowo-Georgiewsk. La forteresse n’avait pas été investie. Elle communiquait par le front est avec l’armée. Je n’ai jamais su pourquoi celle-ci ne lui était pas venue en aide ; peut-être la chute rapide des forts l’avait-elle surprise.

Tous les ponts, y compris celui, si important, du chemin de fer, et le tunnel de la rive est étaient détruits. Celui-ci, heureusement, était réparable et fut bientôt réparé. Nous pûmes rétablir quelques communications à l’est du Niémen dans la direction de Wilna, même avant l’achèvement du pont du chemin de fer, qui était d’une importance vitale pour la continuation escomptée de l’opération.

La ville de Kovno n’avait pas été détruite, à l’exception de quelques fabriques qui avaient été incendiées. La population s’était enfuie. J’ai vu là quelle était la situation difficile de la troupe,, obligée de trouver des cantonnements sans le secours des habitants.

Le général von Eichhorn, immédiatement après la prise de Kovno, poussa le général Litzmann et ses troupes d’attaque le long du chemin de fer jusqu’à Wilna et il porta les troupes voisines au-delà du Niémen par le passage ainsi obtenu. En même temps, il dirigea le gros effort des autres éléments de la 10e Armée, du XXe C. A. commandé par le général von Hutier, sur Olita, et poussa des unités plus faibles à travers la foret d’Augustow sur Grodno ; elles agirent en étroit contact avec la 8e Armée, déjà arrivée à la même hauteur.

Le général von Eichhorn avait l’intention de forcer le passage du Niémen sur toute la ligne, agissant ainsi dans l’esprit de notre opération. Ce projet eut toute notre approbation. Si, d’un côté, et en particulier au point de contact des armées, nous avions de nombreuses dispositions à prendre, d’autre pari l’initiative des Armées nous facilitait la besogne. Celles-ci n’avaient qu’à nous dire en temps voulu comment elles comprenaient la situation, et quelles étaient leurs intentions. Les limites d’Armées sont toujours des points délicats. À l’Est, et surtout dans la guerre de positions, on s’en aperçut moins que plus tard à l’Ouest. Les limites de secteurs devinrent parfois de hautes barrières qu’on se contentait de longer, mais au-delà desquelles on ne regardait jamais. L’intervention du haut commandement fut nécessaire si l’on ne voulait pas que les limites de secteurs devinssent des points faibles.

Le centre et l’aile droite de la 10e Armée progressèrent au prix de violents combats. Sous la pression des événements de Kovno, les Russes évacuèrent d’abord la rive gauche du Niémen, après avoir méthodiquement détruit les ponts du fleuve ; ils continuèrent bientôt après à se replier sur Orany. Le XXIe C. A. prit Olita dès le 26 août. À la fin d’août, la 10e Armée avait franchi le Niémen et elle progressait lentement vers la voie ferrée Grodno-Wilna. Avant d’atteindre la voie ferrée, elle se heurta à une violente résistance, dont elle ne put d’abord venir à bout. Les Russes commençaient à déplacer vers le nord des forces prélevées en Pologne orientale.

La pression exercée par l’avance de la 10e Armée dans la direction de Grodno ne fut pas considérable, par suite de l’immensité des forêts, au nord-est de cette forteresse. Toutefois, les Russes avaient été échaudés. Ils abandonnèrent Grodno avec une rapidité surprenante devant l’attaque de l’aile droite de la 10e Armée et en particulier de la 8e Armée. Le général von Scholtz, avec la 75e D. R., s’empara, dès le 1er septembre, des forts sud-ouest de la ville, et, le 2, il s’empara de la ville elle-même après de violents combats de rues. Immédiatement à l’est de Grodno, sur la Kotra et sur son affluent nord venant du lac Osiery, il rencontra aussi une forte résistance ennemie.

L’artillerie de siège était devenue inutile. Elle fut mise à la disposition du G. Q. G.

Le général von Gallwitz atteignit en combattant le Swif-lotseh. Le groupe d’armées du prince Léopold de Bavière avait traversé la forêt de Bialowitz qui, d’ailleurs, n’est pas un marais impraticable, mais où on trouve des chemins. Plus au sud, les troupes étaient encore en voie de progression sur Pinsk.

IX

Les combats de l’armée du Niémen, en juillet et en août, n’avaient jusqu’ici eu de relation avec les grandes opérations que par le fait qu’ils fixaient des forces ennemies. Naturellement, la 10e Armée et l’Armée du Niémen coopéraient l’une avec l’autre par leurs ailes intérieures sur le Niémen. Lorsque commença l’attaque sur Kovno, cette coopération devint de plus en plus étroite et, au moment de la prise de la forteresse, les deux armées combattirent sur le même champ de bataille La coopération s’était ensuite relâchée, mais elle allait maintenant se trouver très accusée.

Le général Otto von Below faisait la guerre sur un théâtre isolé. Il avait par suite plus de liberté de mouvements que les autres commandants d’Armée qui combattaient dans un cadre plus étroit. Nous pouvions nous contenter de lui donner des directions générales.

L’Armée du Niémen avait, jusqu’à la mi-juillet, tenu la ligne de la Dubissa jusqu’au sud-ouest de Schaulen, la Wenta et la Windau jusqu’à la hauteur de Hasenpot et de là jusqu’à la côte. Pour le commencement des opérations, le général von Below reçut l’ordre d’attaquer, par une manœuvre enveloppante, les forces considérables ennemies qui se trouvaient à Schaulen, et de progresser au nord du Niémen vers l’est, en couvrant son aile gauche vers Riga. L’opération était en de très bonnes mains. Le général von Below, qui déjà en temps de paix avait une réputation d’officier remarquable et de grand caractère, avait commandé avec beaucoup d’intelligence à la bataille de Tannenberg, et s’était distingué par l’habileté de ses instructions à la bataille des lacs de Mazurie. Le général-feld-maréchal von Hindenburg avait une estime particulière pour son caractère viril et droit ; aussi le proposa-t-il, en novembre, à Sa Majesté, pour commander la 8e Armée, bien qu’il fût un des moins anciens commandants de C. A. Le général von Below a complètement justifié la confiance qu’on avait placée en lui. Son chef d’État-Major, le général von Bôckmann, avait été longtemps à l’État-Major général ; il avait fait ses preuves pendant la guerre comme commandant d’unité et avait l’étoffe d’un bon chef d’État-Major d’Armée. Ces deux hommes collaboraient avec une harmonie parfaite. Nous pouvions être convaincus, au quartier général de Lotzen, qu’on tirerait des opérations du nord du Niémen tout ce qu’il serait possible d’en tirer avec les forces disponibles.

Les communications de l’arrière de l’Armée du Niémen étaient difficiles. Les voies ferrées normales n’allaient pas plus loin que Laugzargen au nord-est de Tilsitt et que Memel. Le Niémen était bien navigable, mais il ne pouvait servir à ravitailler que l’aile droite de l’armée, et son débit était si peu régulier qu’il n’était pas possible de compter sur lui. Une tentative de transporter par canots, en remontant le fleuve, des renforts urgents pour l’aile droite de l’Armée, se termina par un fiasco. Les canots s’échouèrent sur des bancs de sable en territoire russe.

Libau ne pouvait être utilisé comme port de ravitaillement qu’avec une grande prudence. La flotte russe et les sous-marins anglais étaient encore maîtres de la partie orientale de la Baltique. Cependant, nous avions, avec du matériel trouvé sur place, organisé un faible trafic sur la voie ferrée qui allait de Libau vers l’est. De bonne heure, nous avions commencé la construction d’un chemin de fer de campagne Laugzargen-Tauroggen-Kielmy ; mais, vu le manque de main-d’œuvre, les travaux n’avançaient que lentement. Lorsqu’une grande opération fut projetée, il fallut penser à développer le réseau ferré. La voie ferrée russe la plus directe allait de Memel à Prekuln, à l’est de Libau. On se mit à reconstruire cette ligne ; mais, dans la suite, il fallut interrompre les travaux, le commandant en chef de l’Est ayant dû céder de la main-d’œuvre pour la construction de la voie ferrée Willenberg-Ostrolenka. La voie de Prekuln fut terminée au commencement de juillet. Elle fut infiniment précieuse, bien que son exploitation laissât fort à désirer. La voie ferrée Libau-Moschaeïki fut transformée en voie normale. Dans la suite, nous établîmes aussi la jonction avec le réseau ferré lithuanien à l’est de Kovno par Kosche-dary. Enfin, nous commençâmes à construire la voie normale Tauroggen-Radziwilischki (sud-est de Schaulen). Le pont de bois sur la Dubissa devait être une œuvre d’art.

Vers la mi-juillet, le regroupement de l’Armée du Niémen, après l’arrivée des renforts envoyés dès juin, était terminé. L’E.-M. de l’Armée fut fortement déçu de ne pas recevoir, à cause de l’offensive sur le Narew, toutes les unités sur lesquelles il avait compté. Pourtant, il ne renonça pas au plan de l’opération. Il ne laissa qu’une ligne très peu dense sur la Dubissa jusqu’à Kielmy. Entre Kielmy et Schaulen, le Ier C. A. Rés. fut concentré comme groupe de choc. Venaient ensuite, jusqu’à Windau, un front faiblement tenu, et un nouveau groupe assez fort au nord du chemin de fer de Libau. Il y avait là deux à trois divisions d’infanterie et autant de divisions de cavalerie.

Le 14 juillet, au moment de la chute de Prasnysch dans le nord de la Pologne, et alors que plus au sud les Russes étaient encore à l’ouest de la Vistule et au sud de Lublin-Scholm, le général von Below franchit la Windau, dans l’intention d’envelopper par le nord, par une avance dans la direction de Mitau et de repousser par le sud-est, au moyen du Ier C. A. Rés., les forces russes considérables qui se trouvaient vers Schaulen, tandis que les faibles éléments du centre resteraient passifs. L’aile droite de l’Armée sur la Dubissa devait d’abord rester dans l’expectative et n’intervenir que lorsque l’opération progresserait.

Les Russes, semble-t-il, ne s’attendaient pas à une attaque et ils n’avaient pas prévu non plus son extension vers le nord.

Ils poussèrent dans la direction d’Okmjany, contre la 6e D. R, qui marchait au centre, et l’obligèrent à se replier vers l’ouest. Mais ils furent menacés de telle sorte sur leur flanc droit qu’ils ne purent pas exploiter leur succès.

Les divisions d’infanterie de l’aile gauche battirent, dès le 17, les Russes à Autz, mais elles se laissèrent ensuite entraîner vers le sud par le repli de la 6e D. R. ; l’enveloppement perdit ainsi de son efficacité. Après des combat s incessants, qui durèrent jusqu’au 23 juillet et dont l’ensemble a été dénommé « bataille de Schaulen », la 5e Armée russe fut rejetée au-delà de Schaulen sur Poniewetz. Elle put s’échapper en partie, le feu de notre cavalerie, qui était arrivée sur son dos, n’étant pas assez vigoureux. Poniewetz fut occupé par nous dès le 29 juillet. À l’aile gauche, la cavalerie poussa jusqu’au golfe de Riga et suivit l’avance de l’infanterie sur Mitau, qui fut pris le 1er août. Plus au sud, la Dubissa fut franchie et la ligne Kovno-Poniewetz atteinte avant le 29 juillet.

On dut penser à organiser les communications de l’arrière et à ravitailler les troupes en munitions. La plus grande partie des convois avait été engagée avec la 12e et la 8e Armées et l’Armée du Niémen en manquait. Son avance se ralentit. Le jour de la prise de Kovno, elle était sur la Swjenta et la Jara. Là, il y eut un long arrêt, tandis que l’aile gauche continuait à pousser vers la Duna. Au sud de Riga, les Russes gardèrent une grande tête de pont qui, pendant longtemps, devait rester pour nous un danger. Par contre, dans les premiers jours de septembre, la Duna fut atteinte entre Uxküll et Friedrichstadt, et l’ennemi qui s’y trouvait, rejeté sur l’autre rive.

Entre temps, les Russes avaient reçu des renforts. Les faibles forces de l’Armée du Niémen étaient disséminées sur de très vastes étendues, de sorte qu’elle ne pouvait, pour l’instant, continuer à progresser. Elle était en contact avec l’aile gauche de la 10e Armée lorsque celle-ci, après la prise de Kovno, se heurta de nouveau à des forces ennemies considérables, à mi-chemin de Wilna.

Une entreprise de la flotte, dans le golfe de Riga, resta sans influence sur les opérations de terre.

La rapide avance de l’Armée du Niémen montre qu’elle aurait pu atteindre encore davantage si elle avait été plus forte et mieux équipée, en particulier, mieux pourvue de convois.

Pendant la seconde quinzaine d’août, l’idée de la continuation de l’opération à l’est du Niémen avait pris plus de consistance. Le flanc de l’armée russe reculant de Pologne ne pouvait être atteint, si toutefois il pouvait l’être, que par un coup porté dans la direction générale Kovno-Wilna-Minsk. Cette attaque devait être exécutée par la 10e Armée, pendant que la 8e et la 12e Armées ainsi que les groupes d’Armées du sud maintiendraient le contact avec l’ennemi.

Le flanc des opérations de la 10e Armée avait besoin d’être couvert au nord, du côté de la voie ferrée Riga-Dunaburg, qui forme la jonction de plusieurs voies ferrées venant du nord-est et de l’est, ainsi que du côté des lignes Polotzk-Molodetschno et Orscha-Borissow-Minsk. L’Armée du Niémen devait continuer son avance, avec Dunaburg comme objectif principal, tandis que de forts détachements de cavalerie suivraient les deux dernières lignes de chemin de fer indiquées.

Les Russes, qui avaient, en face de la 10e Armée et de l’Armée du Niémen, un front continu, mais faiblement tenu au nord-est de Kovno, devaient donc être percés, c’est-à-dire rejetés au-delà de Wilna et sur Dunaburg, tandis que les divisions de cavalerie avanceraient sur Polotzk-Minsk.

Il restait à se demander si, étant donné que la retraite des Russes était déjà très avancée vers l’est, l’opération serait fructueuse. Sans aucun doute, chaque jour qui passait diminuait nos chances. Ne devions-nous pas nous contenter d’une poussée par Olita-Orany sur Lida ? Je rejetai cette idée, toutes les tentatives analogues pour arriver à une attaque de flanc n’ayant donné aucun succès au cours de la précédente campagne d’été. Je m’en tins donc à l’idée de la grande opération, qui pouvait avoir encore un meilleur succès. Cette fois encore, nous étions obligés d’agir sans certitude absolue. Il était évident que la 10e Armée avait besoin d’être renforcée. On lui affecta les troupes d’investissement de Nowo-Georgiewsk.

La 8e et la 12e Armées s’étaient, au cours des opérations, si fortement resserrées qu’il avait été possible, outre les prélèvements destinés au front occidental, de constituer une réserve de plusieurs divisions. Elles furent embarquées pour Kovrvo et, de là, engagées sur l’aile gauche de la 10e Armée ou sur l’aile droite de la 8e.

Entre temps, la 10e Armée avait été très éprouvée du côté de Wilna. L’ennemi avait porté des forces de la Pologne vers le nord. Dans le but d’attaquer de flanc, la 10e Armée et son adversaire s’étaient renforcées vers le nord, dans la direction de Wilkomir. Le combat s’est engagé avec une violence particulière sur la rive nord de la Wilija.

Il y eut de nouveau des journées de tension extrême. J’aurais volontiers avancé le commencement de l’opération, mais la voie ferrée Wirballen-Kovno ne pouvait pas donner plus, étant donné son état d’inachèvement. Les transports demandaient un temps infini. En outre, les chemins étaient mauvais et les troupes n’étaient plus fraîches.

L’avance commença enfin le 9 septembre. L’Armée du Niémen progressa facilement vers Dunaburg-Jacobstadt. Son aile gauche atteignit, Vers Uziany, la route Kowno-Dunaburg et rejeta bientôt l’ennemi au-delà de Nowo-Alexandrowsk. L’ennemi se maintint sur les deux têtes de pont. Il y eut des combats longs et acharnés.

L’aile gauche de la 10e Armée, qui se trouvait au sud de Wilkomir, gagna largement du terrain les deux premiers jours vers la Wilija, en amont de Wilna. Mais ensuite, elle ne parvint que peu à peu à repousser les Russes au-delà de cette rivière.

Entre les ailes intérieures des deux armées, de Dunaburg jusqu’à Wilija, les divisions de cavalerie avancèrent plus facilement. Elles durent d’abord se frayer un chemin, au prix de combats incessants, à travers la région des lacs, entre Wilkomir et Swenszany. Le 13, cette localité était prise. De là, les divisions se tournèrent sur Smorgon, Molodetschno et vers la voie ferrée Molodetschno-Polotzk, à mi-chemin des deux localités. Les divisions de cavalerie de la 8e Armée purent, à leur tour, être poussées en avant. Dès le 14, la voie ferrée Wilna-Molo-

detschno-Polotzk fut atteinte à Smorgon, à Wileika et à l’est de Glubokoje, et l’aile droite russe se trouva fort menacée sur la Wilija, au nord-est de Wilna. La voie ferrée Orscha-Minsk fut coupée dans la région de Borissow. Les divisions de cavalerie trouvèrent là, comme déjà si souvent à l’Est, un nouveau champ d’activité. L’élan de la cavalerie allemande a partout été merveilleux.

La 10e Armée s’efforçait toujours de faire glisser ses troupes vers l’aile gauche. En même temps, elle faisait une conversion en remontant la Wilija sur Smorgon et immédiatement au sud du lac Wischniew sur Wilejka. Ces mouvements étaient difficiles à exécuter et demandèrent du temps. Ils imposaient à la troupe des fatigues énormes, les chemins et le temps étant très mauvais. Les divisions d’infanterie ne purent pas assez vite relever les divisions de cavalerie dans leurs positions très avancées. Celles-ci, vu la faible puissance de leur feu, ne purent pas tenir Smorgon. Cette localité fut enlevée à la lre D. Cav., malgré la plus héroïque défense, par une attaque venue de Wilna.

Les Russes avaient reconnu le danger qui les menaçait, et ils amenèrent dans la région à l’est de Dunaburg, par chemin de fer, des renforts qui apparurent bientôt au sud de Dunaburg. Ils ne se servirent pas de la voie ferrée de Molodetschno par Polotzk. Par contre, ils purent, par Lida et Slonim, exécuter un grand mouvement de conversion en arrière, avec les divisions d’infanterie dans la direction de Molodetschno, avec les divisions de cavalerie dans la direction de Dokschitzv. Malheu-reusement, la grande retraite frontale russe de Pologne vers la Russie occidentale était déjà si avancée que les troupes qui s’étaient infléchies vers le nord purent encore atteindre la Wilija en temps voulu. La manœuvre allemande fut arrêtée. Elle n’avait pas à sa disposition des forces suffisantes pour venir à bout de la résistance ennemie. Les Russes passèrent donc de leur côté à la contre-attaque, en traversant la Wilija au nord de Molodetschno ; mais ils ne purent, eux aussi, progresser. Entre temps, l’attaque allemande sur le front avait également gagné lentement du terrain. En face de cette poussée, les Russes ne purent pas tenir Wilna, et ils se replièrent lentement sur tout le front, tout en combattant. L’année allemande eut encore sur son front la force d’atteindre la région immédiatement à l’ouest de Smorgon, la Bérézina occidentale et la région de Baranowitschi et de Pinsk.

Pendant la lente poussée de Wilna sur Smorgon, je m’étais rendu compte que l’opération devait être arrêtée. Une continuation de l’attaque était impossible. En face de la cavalerie ennemie qui, de tous côtés, cherchait à contenir notre avance avec une vigueur toujours plus grande, l’aile gauche de la 10e Armée ne pouvait pas, à la longue, se maintenir sur sa position très avancée. Nous devions nous organiser pour l’hiver, et nous trouvâmes un point d’appui favorable sur la ligne du lac Wischniew, du lac Narostch et du lac Dryswjaty.

Pendant que des éléments nouvellement arrivés à l’armée du Niémen étaient engagés sur le lac Dryswjaty, l’aile nord de la 10e Armée se replia sur la ligne indiquée. La 10e Armée voulut, de même que dans le repli devant Grodno, contenir l’ennemi qui poursuivait ; elle perdit ainsi un temps précieux et fut finalement assez fortement bousculée à l’est du lac Narotsch.

Le flot russe battit vainement notre nouveau front ; puis, peu à peu, ce fut le reflux. L’armée austro-hongroise avait, pendant ce temps-là, essayé d’exécuter une manœuvre d’enveloppement au moyen d’une percée au nord-est de Loutzk. Une contre-attaque l’avait rejetée. Vers Dunaburg, les combats continuèrent encore longtemps. L’armée du Niémen espérait toujours prendre la tête de pont. Mais le ravitaillement en munitions s’effectuait dans des conditions trop difficiles pour qu’on pût attaquer. Sur mon désir, les combats furent donc arrêtés.

Sur toute l’étendue du front jusqu’aux Carpathes, ce fut de nouveau le calme.

La campagne d’été contre la Russie était terminée. Les Russes étaient battus et refoulés par une poussée frontale. L’opération par Kovno n’avait pas eu grand succès, étant arrivée trop tard. C’est la raison principale. L’ennemi avait pu empêcher, sur la Wilija, l’enveloppement qui le menaçait. Il n’aurait pas été en mesure de le faire, s’il avait été à quelques journées de marche plus à l’ouest.

Nous n’avons pu, ni à l’Est, ni à l’Ouest, pendant tout le cours de la guerre, mener jusqu’à ses dernières conséquences aucune grande percée stratégique. La percée entre Wilna et Dunaburg est celle qui fut poussée le plus loin. Elle montre comment la percée stratégique n’est pleinement exploitée que par l’enveloppement tactique consécutif. Il était réservé à l’armée bulgare, en septembre 1918, de montrer au monde les lourdes conséquences de pareille opération. Mais ces conséquences ne furent possibles que grâce à la défaillance complète de l’armée bulgare.

La grande tension des journées de septembre ne nous avait de nouveau apporté qu’un succès tactique. Nous avions passé par des situations extraordinairement graves. Le combat de la lre D. Cav. à Smorgon sur la ligne de retraite de l’ennemi a été d’une grandeur tragique. Juste avant l’arrivée de l’infanterie, elle a dû reculer au prix de lourdes pertes. La situation à l’aile sud du Niémen était, elle aussi, constamment inquiétante, le repli de la 10e Armée dangereux au plus haut point. Mais tout cela n’était que l’accessoire en face de la grande question : l’infanterie progressait-elle assez vite sur les mauvais chemins pour rendre définitif l’enveloppement que les divisions de cavalerie avaient si intelligemment commençé ? Il faut les avoir vécues, s’y être donné de cœur et d’âme, pour savoir ce que sont ces inquiétudes de l’attente.

Nous avions fait un nouveau grand pas vers la défaite de la Russie. Le grand-duc, l’homme à la volonté forte, se démettait. Le Tzar prenait la tête de l’armée.

Partout, nos troupes et leurs chefs avaient fait leur devoir, et c’est à juste titre que, dans l’âme du soldat allemand, s’était ancré le sentiment de sa supériorité absolue sur les Russes. Le nombre avait perdu sa puissance d’effroi.

# LE QUARTIER GÉNÉRAL DU COMMANDANT EN CHEF DE L’EST A KOVNO D’OCTOBRE 1915 A JUILLET 1916

I

### LA PÉRIODE DE CALME

Les combats du mois de mai au nord d’Arras une fois terminés, ce fut le calme général sur tout le front occidental pendant l’été 1915. À la fin de septembre se produisirent les grandes attaques de l’Entente à Loos et en Champagne. Les troupes rappelées de l’Est arrivèrent juste à temps pour soutenir les braves défenseurs du front occidental et empêcher une grande et dangereuse retraite.

Les Italiens avaient attaqué plusieurs fois et en vain. L’armée austro-hongroise se battait bien du côté de l’Italie, c’était l’ennemi héréditaire, tandis qu’aucune haine nationale n’aidait à la lutte contre la Russie.

Le G. Q.. G. allemand et le commandement suprême austro-hongrois avaient décidé de réduire la Serbie. La Bulgarie, par suite de son opposition naturelle vis-à-vis de la Serbie et pressée par tes Macédoniens, se mit ouvertement de notre côté. La Bulgarie, avec ses 12 fortes divisions d’infanterie, rétablit aussitôt l’équilibre des forces dans les Balkans. Le maréchal von Mackensen passa le Danube au commencement d’octobre. La campagne de Serbie nous conduisit, avant le commencement de décembre, presque à la frontière grecque. Par considération pour la Grèce, par suite de la fatigue des troupes et de l’état des communications de l’arrière, et peut-être encore pour d’autres raisons politiques et militaires que je ne connais pas, nous ne poussâmes pas l’opération jusqu’à Salonique, qui fut la première base d’intervention des troupes de l’Entente. La prise de Salo-nique nous eût libérés d’un lourd poids dans la péninsule balkanique. Ce qui arriva plus tard m’oblige à dire que cette opération ne nous aurait pas donné un seul soldat bulgare pour le front occidental. Nous aurions probablement eu, sur le front français, les Anglais, les Français et les Serbes qui constituèrent plus tard le front macédonien. Ces considérations prévalurent également dans la suite. L’attaque de Salonique resta une opération locale, et il faut la juger comme telle.

Les troupes austro-hongroises pénétrèrent par le Monténégro en Albanie, jusqu’à la Vojusa, où les combats continuèrent jusqu’à la fin de février. La couverture du flanc austro-hongrois avait été portée du Danube jusqu’en Albanie et jusqu’à la frontière grecque. Ce furent surtout des troupes bulgares qui y montèrent la garde, non seulement pour leur propre pays, mais encore pour l’Autriche-Hongrie et pour nous.

Les troupes allemandes furent en majeure partie peu à peu ramenées sur le Danube. Des forces austro-hongroises devinrent également disponibles. L’armée serbe avait subi une défaite sensible ; ce qu’il en restait put s’échapper dans la direction de Valona et redevint à Corfou, grâce à l’appui de la France et de l’Angleterre, un instrument de combat redouté des soldats bulgares. Les Serbes furent, plus tard, amenés à Salonique, où ils furent de solides combattants.

L’Entente se vit obligée de prélever, sur d’autres fronts, les troupes pour la Macédoine. Elle renonça aussi à la continuation de l’entreprise de Gallipoli qui, grâce à l’activité de courageux Allemands et de la division méditerranéenne, lui avait coûté fort cher. Le corps expéditionnaire était maintenant trop exposé. La communication avec la Turquie avait été rétablie par notre victoire sur la Serbie et l’alliance avec la Bulgarie. Nous n’en étions plus réduits à passer en fraude notre matériel de guerre à travers la Roumanie. Nous pouvions secourir directement la Turquie. Le 16 janvier, le chemin de fer de Constantinople fut rétabli. Le 8-9 janvier, les troupes de l’Entente avaient quitté la presqu’île de Gallipoli.

|  |
| --- |
|  |
|  |
| Croquis n° 5. — Campagne de Serbie de 1915 |

Le barrage des détroits était assuré. Si les flottes alliées avaient pu, grâce à la possession des détroits, dominer en même temps la mer Noire, la Russie pouvait être ravitaillée en maté-

riel de guerre dont elle avait tant besoin. Les combats du front oriental seraient devenus bien plus durs. L’Entente aurait été en mesure d’utiliser toutes les céréales accumulées du sud de la Russie ainsi que de la Roumanie, et de réduire ce dernier royaume à sa merci bien plus tôt qu’elle ne l’a pu. Les communications de la Russie avec le monde extérieur, pour le transport de matériel de guerre, s’effectuaient alors par le chemin de fer transsibérien, par la côte Mourmane, où le chemin de fer reliant cette côte à Pétrograd était en construction, mais loin d’être achevé, et, en été, par la mer Blanche. Le trafic par la Finlande avec la Suède avait son importance, mais celle-ci ne permettait pas le transit du matériel de guerre. Elle avait une conception juste des devoirs d’un État neutre. On voit, par cet exposé, toute l’importance des détroits, et par suite de la Turquie, pour le front oriental et pour notre situation d’ensemble.

Sur le territoire de la Turquie d’Asie, la guerre était difficile. La Turquie n’avait d’autres moyens de communication que les routes. Or, une guerre moderne a besoin de chemins de fer et de navires. La voie ferrée vers la frontière du Caucase n’était encore qu’en construction, entre Angora et Siwas. La voie de Bagdad, interrompue encore par les chaînes montagneuses du Taurus et de l’Amanus, était loin d’atteindre le Tigre. Des tunnels étaient en construction. La jonction du chemin de fer de Syrie avec la voie de Bagdad se faisait à Alep, donc, au-delà de la coupure des montagnes. Il aboutissait au sud de Damas à la voie étroite du Hedjaz et à un tortillard qui conduisait en Palestine et avait son terminus à Berzeba, au sud de Jérusalem.

La situation ferroviaire, déjà peu favorable en elle-même, était encore aggravée par les conditions d’exploitation : personnel et matériel étaient aussi mauvais que possible. Les chemins de fer n’avaient qu’un rendement très faible, hors de proportion avec les besoins.

Des essais en vue d’utiliser l’Euphrate et le Tigre eurent un certain succès. Mais la situation d’ensemble n’en fut pas modifiée.

Des convois de camions allemands aidèrent à atténuer les difficultés.

À raison des communications de l’arrière, la guerre en Asie-Mineure, en Syrie et en Mésopotamie était vouée à l’insuccès, tant que nous n’avions pas résolu le problème des transports.

L’action militaire de la Turquie dans ses provinces frontières était encore limitée par le fait que les Kurdes et les Arméniens de la frontière du Caucase, les peuplades arabes de Mésopotamie et de Syrie jusqu’à Aden, étaient ennemis des Turcs. Les Turcs ont toujours pratiqué une mauvaise politique vis-à-vis des indigènes. Ils ont toujours pris et n’ont jamais donné. Maintenant, ces peuplades étaient pour eux autant d’adversaires. Le traitement sans excuse qu’ils faisaient subir aux Arméniens les privait de la main-d’œuvre dont ils avaient tant besoin, en particulier pour la construction des chemins de fer et les travaux de culture.

Les tentatives turques pour prêcher la guerre sainte en Tripolitaine et en Benghasi n’eurent qu’un succès limité. Nos sous-marins y apportèrent des armes et maintinrent quelques communications entre ces régions et la Turquie.

Une entreprise contre le canal de Suez, en janvier-février

1915, avait échoué. Elle n’aurait pu avoir de succès que si, en même temps, les Senousis avaient envahi l’Égypte par l’ouest et si les Égyptiens s’étaient soulevés. Mais c’étaient là des utopies ; la domination anglaise est fermement établie dans ces régions, qui sont en son pouvoir.

Vers l’embouchure de l’Euphrate et du Tigre, l’Angleterre, appuyée sur la mer, progressait pas à pas dans la direction de Bagdad. Les Turcs n’avaient pu rien faire pour l’empêcher. En décembre 1915, on combattit de nouveau pour Kut-el-Amara, en aval de Bagdad, dont le corps expéditionnaire anglais s’était déjà rapproché de façon inquiétante.

L’armée turque de la frontière du Caucase avait été battue pendant l’hiver 1914-1915. Elle restait depuis dans l’expectative. Néanmoins, elle avait toujours de très fortes pertes, causées principalement par le typhus exanthématique et par le froid.

Les événements de la presqu’île du Sinaï et de Mésopotamie n’intéressaient pas directement le front oriental. L’entreprise de Suez fut suivie par nous avec un grand intérêt et beaucoup d’espoir. Je ne connaissais pas alors pleinement les difficultés des communications de l’arrière, telles que je les ai brièvement décrites. Je croyais, en particulier, que le chemin de fer de Bagdad était bien plus avancé qu’il ne l’était. Je ne suis pas à même de juger si on aurait pu faire davantage.

Les combats du front du Caucase ne nous soulagèrent pas, par rapport à la Russie, autant que je l’avais espéré.

L’occupation de vastes territoires en Orient, l’ouverture de la péninsule des Balkans et la communication avec la Turquie avaient considérablement amélioré notre situation économique ; la Roumanie était bien plus disposée à nous céder ses produits, ne pouvant les écouler autrement. L’année 1915 se termina par une plus-value à notre actif. Nous améliorâmes la situation l’année suivante, mais nous fûmes loin de tirer de notre propre pays tout ce qui était possible et nécessaire.

Nos ennemis continuaient à s’armer.

Les armées anglaises de Kitchener prenaient de la consistance. Elles étaient déjà arrivées en grande partie sur le front occidental. Le front anglais s’était étendu vers le sud et la France se trouvait soulagée. D’autres divisions étaient encore en voie de formation en Angleterre. La conscription avait remplacé l’enrôlement. La loi militaire anglaise fut votée par le Parlement en janvier 1916. Ainsi l’Angleterre acceptait, après toutes les autres puissances européennes, le service obligatoire, conforme aux nécessités de la guerre et à l’obligation morale qui veut que tout homme valide serve l’État par les armes. L’Angleterre n’étendit pas cette loi à l’Irlande. Le fait est caractéristique.

L’armée française avait conservé son ancienne force. L’armée serbe était reconstituée ; la Russie, à la suite de ses défaites, puisait largement dans son vaste réservoir d’hommes.

L’organisation de l’industrie de guerre, en France, en Angleterre, au Japon et en Amérique, avait fait des progrès décisifs.

Il fallait s’attendre à de grands combats pour 1916.

Dans le vaste ensemble de ces événements historiques, les événements de la zone du commandant en chef de l’Est passaient à l’arrière-plan après avoir constitué, depuis novembre 1914, une partie essentielle, souvent la partie capitale de la guerre. Nous avions maintenant à faire un travail plus obscur.

II

La grande opération terminée, tout était à remettre au point dans l’organisation de nos armées du front oriental ; il fallait également réglementer la situation du territoire que nous avions occupé.

Pour être plus près du pays et des armées, nous transportâmes, à la fin d’octobre, notre Q. G. à Kovno.

Nous fûmes logés, le général-feld-maréchal, ces Messieurs de l’État-Major et moi, dans deux villas appartenant à Monsieur Tillmann, un Allemand dont le nom était honoré parmi les Allemands de Russie. Lui-même était en Allemagne depuis le début de la guerre. Le général-feldmaréohal, le colonel Hoffmann et moi, nous habitions ensemble dans une des villas. C’est là que mangeait l’État-Major proprement dit. J’ai vécu de nombreuses heures dans cette maison, son souvenir reste fixé dans ma mémoire.

Les bureaux de l’État-Major étaient dans le palais du gouvernement militaire. Ce qui caractérisait bien la civilisation russe d’alors, c’étaient les images à 50 pfennigs du tsar, de la tsarine et du grand-duc héritier. Les pièces y étaient grandes, commodes et faciles à chauffer.

Kovno est le type d’une ville russe, avec ses maisons en bois basses, de modeste apparence, et ses rues relativement larges. Des hauteurs, qui forment une étroite ceinture autour de la ville, on a une belle vue sur la ville et sur le confluent du Niémen et de la Wilija. Au-delà du Niémen, se dresse la tour d’un ancien château de l’Ordre teutonique qui rappelle l’œuvre de civilisation des Allemands à l’Est, et, non loin de là, un souvenir des plans de conquête français, cette hauteur d’où

Napoléon, en 1812, observa le passage du Niémen par la Grande Armée.

De grands souvenirs historiques m’assaillirent en foule :

Je résolus de reprendre, dans le territoire occupé, l’œuvre de civilisation|. que les Allemands avaient accomplie pendant des siècles dans ce pays. Livrées à elles-mêmes, les populations hétérogènes de ces régions ne sont pas capables de se donner une civilisation ; elles sont vouées à la domination polonaise.

J’étais fier que nous eussions, il y a plus de cent ans, après des périodes de véritable impuissance allemande et d’amère détresse, secoué le joug étranger. Aujourd’hui, cette même Allemagne que Napoléon avait démembrée parce que sans vigueur, et qui, ensuite, avait été refaite par de grands hommes, s’opposait victorieusement dans cette guerre mondiale aux forces supérieures de l’ennemi et avait remporté des succès éclatants. J’avais foi en la victoire. Il ne pouvait pas en être autrement. Le peuple allemand avait déjà trop souffert pour s’exposer de nouveau à un destin si terrible. Les hommes qui étaient à la tête de l’Allemagne n’avaient qu’à organiser ses forces et à attiser le feu sacré qui vit — du moins je le croyais alors — dans tous les cœurs allemands.

Un avenir heureux de prospérité assurée paraissait s’ouvrir pour notre patrie.

Le déménagement de Lotzen à Kovno n’interrompit pas, naturellement, le travail d’une journée. Les installations téléphoniques nécessaires furent organisées en temps voulu dans les bureaux qui reçurent les meubles nécessaires. On ne pouvait faire autrement que prendre ceux-ci dans les autres maisons abandonnées par les habitants. Ce fut fait avec tout l’ordre possible, ce qui n’exclut pas beaucoup de désordre. Ce sont des choses regrettables, mais que la guerre impose nécessairement. La faute n’en est ni au commandement, ni au soldat. Les conditions sont plus fortes que la volonté. Peu importe, il est vrai, aux habitants des pays occupés, la façon dont ils perdent leur « voir. Ils ne comprennent pas les nécessités de la guerre et, dire que l’ennemi a des méthodes de guerre barbares est vite fait.

### QUARTIER GENERAL DE l’EST, A KOVNO

À Kovno, nous trouvâmes suffisamment de meubles. Mais lorsque, plus tard, nous nous transportâmes à Brest-Litowsk, il n’y avait que des baraques vides. Nous fîmes donc venir nos meubles, en partie de Kovno, nous en prîmes d’autres dans d’autres localités. La guerre est un dur métier.

Dans la ville, je me rendis souvent au service protestant célébré par le pasteur Wessel dans l’ancienne église orthodoxe, puissante construction de la domination russe. C’est là, sur la terre étrangère, que j’entendis pour la première fois chanter comme cantique le vieux et beau refrain :

Je me suis donné,

De cœur et de corps,

À toi, terre d’amour et de vie,

Ma patrie allemande.

J’étais profondément ému. Ce cantique devrait être chanté maintenant tous les dimanches, dans toutes les églises, pour qu’il demeure gravé dans tous les cœurs allemands.

III

Il s’agissait d’abord d’organiser le front et de donner aux armées des conditions de vie supportables. À notre aile gauche, le groupe d’armées du prince Léopold de Bavière tenait le secteur du sud du Niémen jusqu’au sud de Pinsk. Ce groupe d’armées, ainsi que le commandant en chef de l’Est, étaient sous les ordres du G. Q. G. Venait ensuite le front du commandement suprême austro-hongrois, dont le Q. G. était à Teschen, et dont l’aile gauche était formée par le groupe d’armées Linsingen, tandis que l’aile droite était immédiatement à la frontière roumaine.

Dans la zone du commandant en chef de l’Est, la 12e et la 8e Armées s’étaient tellement resserrées qu’il ne restait de place que pour une armée. Ce fut la 12e Armée qui resta ; elle allait du Niémen jusqu’au-delà de la voie ferrée Lida-Molodetschno.

Le général von Gallwitz avait cédé son commandement pour prendre celui d’une armée contre la Serbie. La 12e Armée eut à sa tête le général von Fabeck qui était venu de l’Ouest.

La 10e Armée était en liaison au nord et allait jusqu’à la Disna ; au nord de celle-ci fut constitué, sous les ordres du général von Scholtz, qui avait commandé la 10e Armée, le groupe d’armées qui reçut son nom. Son aile gauche était sur la Duna, à peu près à mi-chemin de Dunabourg et Jacobstadt.

Le général von Below avait la partie nord du front et la surveillance des côtes. L’armée du Niémen, dont le nom ne convenait plus, reçut celui de 8e Armée. Pareil changement de nom n’est pas une petite affaire ; il ne suffît pas de l’écrire. Il nécessite toute une série de mesures afin d’empêcher tous les malentendus pour le présent et pour l’avenir. Dans le port de guerre de Libau, la marine s’organisait. Son commandement devait être l’objet d’une réglementation spéciale.

Dans le cadre ainsi fixé pour le front s’effectua le groupement des corps. De nombreux déplacements furent nécessaires. Là où avait été le nœud des grands mouvements offensifs, les unités étaient trop denses ; ailleurs elles ne l’étaient pas assez.

Il fallait égaliser. Les divisions de cavalerie devaient être. remplacées par des divisions d’infanterie. Il fallut longtemps pour que ces mouvements fussent terminés et que les unités finissent par arriver dans le secteur où elles devaient rester jusqu’à nouvel ordre.

De repos véritable, il ne pouvait être question pour l’instant. Il fallait organiser les positions. Et chaque unité avait un grand secteur à tenir. Tout cela imposait au soldat de la fatigue. La position à organiser était généralement choisie là où l’attaque s’était arrêtée. Les points qu’on ne pouvait tenir devaient être abandonnés. Le commandement et la troupe avaient peine à s’y résoudre.

Entre Wyschnew et la Disna, où s’était repliée l’aile gauche de la 10e Armée, on put mieux choisir les positions.

L’organisation des positions et des cantonnements, ainsi que l’ensemble de la vie du front, souffraient du mauvais état des chemins de fer. Partout les Russes avaient détruit méthodiquement les voies ferrées. Ils avaient fait sauter tousles ponts du Niémen et des autres grandes fleuves, incendié les gares, détruit les points d’eau, renversé les poteaux télégraphiques. La voie ferrée avait été en partie défoncée, les traverses et les rails enlevés. Le service des chemins de fer militaires avec ses unités de construction et d’exploitation, aidé par les unités télégraphiques pour la construction extrêmement importante des lignes, eut à accomplir une énorme besogne. Le chef des chemins de fer de campagne de l’Est colonel Kersten eut du travail.

L’achèvement du pont de chemin de fer de Kovno était d’une importance capitale. On put y faire circuler les trains à la fin de septembre, et il a été longtemps la seule voie de ravitaillement pour la 10e et la 12e Armées et l’aile droite du groupe d’Armées Scholtz. J’étais alors content quand je pouvais compter sur deux trains par jour pour ravitailler la 12e Armée à Lida. Il n’était pas du tout simple d’obtenir les trains dont l’armée avait besoin. Il y avait à l’intérieur une grave crise des transports. La 12e Armée demandait avec une urgence particulière un train d’avoine.; elle reçut un train de bouteilles d’eau de Seltz, c’est un détail dans la grande guerre. Mais la vie des hommes et des chevaux est faite de ces détails, et voilà pourquoi ils ont une importance capitale.

Le réseau ferré du nord faisait sa jonction à Prekuln avec le chemin de fer de Memel. Les chemins de fer russes de Lithuanie et de Courlande avaient, en temps de paix, une faiblesse de rendement surprenante. Il en aurait été autrement si la Russie avait réellement utilisé les ports de Windau et de Libau pour sa vie économique. Le trafic entre Prekuln et Memel était encore rudimentaire. Il fallut longtemps pour organiser sur la voie Poniewetz-Dunabourg une circulation à peu près régulière de 3 à 4 trains.

Sur la grande voie Wilna-Smorgon et Wilna-Dunabourg, la situation n’était pas tout à fait aussi difficile ; mais, là aussi, les châteaux d’eau provisoires gelaient en hiver ; et il fallait surmonter toutes les difficultés, coûte que coûte.

La voie étroite de Poniewjesh-Uzjany-Schwentzjany était relativement peu détruite, mais elle était de rendement très médiocre.

Ce ne fut que bien après Noël que l’exploitation put être assurée d’une façon à peu près régulière, ce qui permit de mettre en circulation les trains tant désirés de permissionnaires.

Il y eut encore une crise. Après une grande période de froid, le dégel arriva sur le Niémen et la Windau. Les blocs de glace emportèrent le pont de Moscheiki sur la Windau. La seule voie ferrée qui nous permettait de communiquer avec l’Allemagne était coupée. Les glaçons s’amoncelèrent aussi contre le pont de chemin de fer de Kovno et déplaçaient les rails, mais le pont fut solide. Ce furent de nouveau des jours critiques, quoique dans un nouveau sens. Les armées auraient été dans la pire situation si ce pont avait été, lui aussi, détruit.

Les autres ponts sur le Niémen s’achevèrent peu à peu. La construction des lignes fit des progrès. La circulation devint plus active et la situation ferroviaire se trouva à peu près établie dans la zone du commandant en chef de l’Est. Les grandes lignes de construction nouvelle : Tauroggen-Radsiwilischki et Schaulen-Mitau furent terminées en mai et août 1916, la voie Swentzany-direction lac Narotsch plus tard seulement.

Les deux premières voies ont ouvert la région au progrès. Celle-ci est donc notre débitrice.

Ce réseau ferré fut complété, derrière le front, par un réseau de chemins de fer de campagne et à voie étroite pour le ravitaillement immédiat des troupes. Les routes et les chemins de la zone de l’avant conservaient une grande importance. Les grandes routes de Grodno à Lida, de Kovno à Dunabourg et de Tauroggen à Mitau furent mises en excellent état. Pour les autres chemins, on fit ce qu’il était possible de faire. Au moment de la fonte des neiges, ils se transformaient par endroits en un bourbier où se noyaient les chevaux qui tombaient.

La mise en état des chemins de fer et des routes activa l’organisation des positions. La troupe coupa du bois, nous fabriquâmes nous-mêmes une partie des fils de fer barbelés. Les nappes d’eau souterraines rendaient particulièrement difficiles la construction des tranchées. Les géologues rendirent à ce point de vue de grands services.

Derrière le front s’organisèrent des ateliers pour la fabrication du matériel de guerre. Il y eut une fabrique spéciale pour la transformation, afin de pouvoir y tirer la balle allemande, des nombreuses mitrailleuses capturées.

Naturellement, je ne me suis occupé de ces questions que dans les grandes lignes. Ma mission était de suggérer et d’harmoniser. J’avais particulièrement à cœur le logement et l’alimentation des troupes et des chevaux.

Le problème du cantonnement était relativement facile. La guerre était passée assez vite par-dessus la région où nous nous arrêtâmes finalement et elle n’avait pas, par suite, provoqué trop de destructions. Les Russes n’avaient pas non plus tout incendié, comme plus au sud en Pologne. Pourtant, il y avait encore beaucoup à faire, en particulier dans le voisinage des positions. La troupe organisait les abris dans la mesure de ses moyens, de manière à les rendre habitables ; mais leur construction n’avançait que lentement. Tous ceux qui ont vécu au front savent ce dont les officiers et les hommes étaient obligés de se contenter et se contentaient.

Plus en arrière, on dut construire des baraquements pour les hommes et les chevaux. La troupe devint très habile à ces travaux. Le sens artistique se donna libre cours pour l’ornementation.

La nourriture fut dans l’ensemble normale. Dans quelques unités, elle fut parfois peu abondante, en particulier sous le rapport des pommes de terre. Le fourrage pour les chevaux était insuffisant. L’avoine manquait, le foin était trop mesuré pour qu’on pût en avoir en quantité suffisante. Beaucoup de chevaux tombaient d’inanition. Nous finîmes par donner de la sciure de bois. Il fallait un soin spécial pour empêcher les provisions, amenées à grand’ peine, de s’avarier dans les gares. Naturellement, les hangars et les tentes y manquaient. Nous eûmes à en construire. Partout le bon vouloir était excellent, mais les difficultés s’accumulaient de telle façon qu’il y eut plus d’un découragement.

Nous eûmes aussi de grandes difficultés pour assurer le transport des envois de Noël.

L’état de santé des hommes et des chevaux était l’objet de toute mon attention. J’eus des conférences avec les deux officiers particulièrement responsables à cet égard, le médecin général von Kern et le vétérinaire en chef Grammlich.

Pendant l’avance il avait été difficile de bien soigner les blessés. Maintenant, les conditions s’étaient simplifiées. Mais les autorités responsables avaient encore beaucoup à faire. Les quelques installations sanitaires que nous avions trouvées sur place, en territoire occupé, entraient à peine en ligne de compte. J’insistai pour qu’on évacuât à l’intérieur le plus de blessés possible, mais je dus prendre patience pendant longtemps. Les blessés légers furent plus tard laissés en territoire occupé ; on y donna aux convalescents un petit travail. Nous fûmes épargnés par le typhus exanthématique. L’épouillage avait lieu dans les unités mêmes. Il y avait en outre des installations spéciales, à la frontière, pour empêcher la contagion. Tout le service sanitaire fut merveilleusement organisé grâce à l’activité du médecin général von Kern et au dévouement des médecins militaires. M. von Kern est un philosophe. Les philosophes peuvent donc, eux aussi, être très actifs.

Les chevaux souffraient de la morve et de la gale. Nous vînmes à bout de la morve par des analyses du sang, mais non pas de la gale. Elle nous a fait beaucoup de tort. On essaya beaucoup de remèdes, ce n’est qu’à la fin de la guerre qu’on en trouva un efficace. Il y eut un grand nombre de dépôts de chevaux malades. Les officiers vétérinaires y fuient très occupés. Leur dévouement a donné de grands résultats.

Les chevaux n’étaient pas toujours soignés et abrités comme ils devaient l’être. Mes instructions aux armées signalèrent souvent qu’il fallait avoir plus d’attention et d’amour pour les chevaux.

L’habillement, les effets d’hiver et les effets de laine, le nécessaire pour les abris de tranchées ne pouvaient être obtenus qu’avec de grandes difficultés. J’ai dû moi-même intervenir vigoureusement.

Les permissions commencèrent dès qu’il fut possible. Leur nombre augmenta à mesure que la situation des transports s’améliora.

La rapidité des correspondances postales fut soumise à un contrôle. Je tenais à maintenir le contact aussi étroit que possible entre le front et l’intérieur. Je pus y aider. La Poste aux armées se trouvait, au début de la guerre, devant une tâche impossible. Elle n’avait pas d’autos. Elle s’est très vite organisée, tous les ordres du directeur des postes Domizlafï, et elle a été à la hauteur de son énorme besogne.

Derrière le front et dans les villes d’une certaine importance, on organisa des foyers du soldat, parfois même des foyers d’officiers. J’étais très exigeant sous ce rapport. Les foyers du soldat répondaient, à l’Est, à un besoin profond. Ce qui le prouve, c’est qu’ils étaient très fréquentés. L’intérieur m’a beaucoup aidé ; les dames qui ont quitté leur chez-soi pour aller dans les foyers de soldats ont fait une bonne œuvre.

Des amis nous offrirent, au général-feld-maréchal et à moi, par l’intermédiaire du pasteur Hoppe, de donner à la troupe des voitures bibliothèques. J’acceptai avec joie. Nous avions à cœur de procurer à la troupe une nourriture intellectuelle. Le pasteur Hoppe déploya dans ce domaine une grande activité. En 1917, à l’occasion de mon anniversaire, il me remit, dans le même but, le produit d’une souscription et il eut cette parole qui répondait parfaitement à mes propres sentiments : ce L’esprit crée les armes et la victoire ». J’espère que ces bibliothèques ont rendu à la troupe de bons services. Naturellement, elles ne pouvaient suffire aux besoins de lecture de la troupe. On organisa des librairies de campagne, en grand nombre. La maison Stilke en fut chargée et elle partagea le travail avec d’autres maisons. Elle a été utile à la troupe. Les libraires de campagne vendaient en même temps des journaux de toutes les tendances politiques.

Les Armées créèrent des journaux d’Armée. J’organisai pour eux un bon service de renseignements.

Nous favorisâmes aussi l’organisation de concerts, de représentations théâtrales et cinématographiques. Les Armées en étaient chargées.

Après l’effort énorme demandé à la troupe par le commandant en chef de l’Est, j’avais plaisir à lui témoigner ma sollicitude. Mes collaborateurs m’ont aidé en cela de manière très efficace.

Le service n’était pas négligé. On fit tout le possible pour l’entraînement, bien qu’on ne pût créer des centres d’instruction en aussi grand nombre qu’il en existait déjà sur le front occidental.

Les forteresses du Niémen, Grodno et Kovno, ainsi que Libau furent fortifiées. L’ancienne position de la frontière fut entretenue. Elle devait servir de ligne de soutien. C’est tout ce qu’on put faire avec les forces disponibles.

Les obligations que m’imposait le soin immédiat des armées furent considérablement accrues par la nécessité de contribuer à satisfaire, au moyen des ressources des territoires occupés, les besoins de l’ensemble de la population allemande. C’est de bon cœur que je me mis à cette tâche, nouvelle pour moi à beaucoup d’égards, avec la volonté ferme de faire une œuvre d’ensemble.

IV

Le pays se trouvait, par suite de la guerre, dans un état de désolation. Il n’y avait de l’ordre que là où nous avions séjourné pendant assez longtemps. La population, ou bien avait suivi volontairement les Russes dans leur retraite, ou bien avait été emmenée par eux. Beaucoup s’étaient cachés dans les grands bois et rentraient maintenant chez eux. Pourtant, nombre de fermes restaient abandonnées. La moisson n’avait pas encore été faite. Quant aux travaux de labourage, on ne pouvait encore y penser. Toute autorité administrative manquait. Les fonctionnaires russes et les juges russes, toute la Russie conquérante et tous les notables du pays étaient partis. Il n’y avait ni police ni gendarmerie, le clergé seul gardait quelque autorité.

La campagne pouvait vivre ; dans les villes, en particulier à Wilna, à Kovno, à Grodno, il y eut, dès le début de l’occupation, de graves difficultés de ravitaillement, qui devaient nécessairement s’accroître et s’étendre aux autres villes. On manquait de bois pour le chauffage.

La population, en dehors des éléments allemands, était froide à notre égard. Ceux-ci, en particulier les Baltes, avaient bien accueilli les troupes allemandes. Le Letton, en opportuniste, attendait les événements pour fixer son attitude. Le Lithuanien avait cru que l’heure de la délivrance avait sonné pour lui ; les dures nécessités de la guerre ne permettant pas l’amélioration immédiate de sa condition, il se détourna de nous et devint méfiant. Le Polonais restait à l’écart, dans une attitude hostile, craignant, et à juste titre, notre politique lithuanienne. Le Blanc-Ruthène était hors de cause : les Polonais lui avaient pris sa nationalité, sans rien lui donner en échange. Je voulus, en automne 1915, me faire une idée de la répartition des Blancs-Ruthènes. Tout d’abord, il fut littéralement impossible de les découvrir. Plus tard seulement, il apparut que c’est un élément très répandu, mais extérieurement polonisé, avec un degré de civilisation si inférieur qu’une influence de très longue durée paraissait nécessaire pour lui venir en aide. Le Juif ne savait pas encore quel visage faire ; mais il ne nous causait pas de difficultés et nous pouvions, au point de vue du langage, nous entendre avec lui, ce qui n’était presque jamais le cas avec les Lithuaniens, les Polonais et les Lettons. Ces difficultés de langage compliquèrent beaucoup la situation, et on ne saurait en faire trop de cas. D’ailleurs, le manque d’ouvrages allemands sur le pays nous laissait dans l’ignorance à peu près complète des conditions de vie, et nous avions l’impression de nous trouver dans un monde nouveau.

Sur un territoire aussi grand que la Prusse orientale, la Prusse occidentale, la Posnanie et la Poméranie réunies, nous nous trouvions en présence d’une tâche énorme : tout le travail d’organisation était à prendre à la base. En premier lieu, il fallait assurer l’ordre en arrière du front et rendre l’espionnage impossible. Le pays devait se nourrir lui-même et contribuer au ravitaillement de l’armée et de l’intérieur, ainsi qu’à tous les besoins créés par la guerre. Notre situation économique, vu le blocus ennemi, nous en faisait un devoir impérieux.

Il fallait, aussi rapidement que possible, faire œuvre de progrès. L’heure n’était pas encore venue de donner une solution aux problèmes politiques, quels qu’ils fussent.

Les inspections d’étapes restèrent chargées de l’administration du territoire occupé, ce qui est dans leurs attributions.

Les commandants d’étapes gardèrent leur fonction militaire, qui est d’assurer l’ordre. À cet effet, ils avaient à leur disposition les troupes d’étapes et ils étaient aidés par le service de sûreté aux armées, pour la surveillance des espions.

Pour l’administration du pays, les inspections d’étapes furent dotées d’un service particulier, dirigé par un administrateur qui, muni de pouvoirs spéciaux, était responsable vis-à-vis de son inspecteur d’étapes.

Les inspections d’étapes étaient préposées aux commandants d’étapes et aux organes administratifs. Mais on ne pouvait empêcher toute cause de conflit et, chez nous Allemands, tous les conflits possibles ne manquent pas de se produire. Il s’en produisit donc. Mais, somme toute, les excellents inspecteurs d’étapes vinrent à bout des difficultés. Les généraux von Harbon, Madlung et baron von Seckendorff ont montré d’excellentes qualités d’administrateurs.

Pour l’ensemble de la zone du commandant en chef de l’Est, une autorité spéciale devait avoir la haute main sur toutes les questions administratives et économiques. Rien ne justifiait ici la présence d’un gouvernement général, indépendamment du fait que c’est une institution qui manque son but ; les Armées devaient avoir chacune leur zone d’étapes. Le quartier-maître général était occupé à l’Ouest, il ne pouvait pas être suffisamment attentif à la zone du commandant en chef de l’Est. Celui-ci dut donc prendre la chose en main.

Les inspections d’étapes restèrent les organes d’exécution des mesures prises par lui, en même temps qu’elles gardaient nombre d’attributions spéciales.

Vu l’absence de toute organisation administrative et judiciaire indigène, l’administration prit un caractère spécial. C’est ce qui lui permit de résister aux assauts révolutionnaires de novembre 1918.

### QUARTIER GÉNÉRAL DE L’EST, A KOVNO.

V

Je ne veux donner qu’une idée de l’œuvre administrative du commandant en chef de l’Est et je le fais avec plaisir, car je dois mes remerciements à ceux qui furent nos auxiliaires dans ce domaine, de même qu’à mes collaborateurs du domaine purement militaire. Le travail que nous avons accompli ensemble jusqu’à mon départ à la fin de juillet 1916 a été une belle et grande œuvre, digne de bons Allemands. Elle a été utile à l’armée et à l’intérieur, ainsi qu’au pays lui-même et à ses habitants.

Pour cette lourde tâche, j’eus besoin de nombreux collaborateurs. Ils ne furent pas appelés en bloc, mais peu à peu, au fur et à mesure des nécessités. Un vaste État-Major administratif se constitua progressivement à côté de mon État-Major militaire, sous la direction du premier quartier-maître, le général von Eisenhart-Rothe. Le général von Eisenhart-Rothe avait une grande compétence dans -de nombreux domaines de la vie économique. Il a servi avec dévouement et ses suggestions ont été utiles. Plus tard, en qualité d’intendant général, il a été pour moi un auxiliaire particulièrement précieux. À la fin d’octobre, il importait tout d’abord d’étendre l’organisation administrative aux territoires nouvellement occupés de la zone des étapes. Les régions à l’ouest en étaient déjà pourvues. Une bande de territoire, le long du front, restait zone d’opérations et sous l’autorité immédiate des commandants d’Armée.

Les différentes Zones d’étapes s’étaient organisées de manière différente ; il fallait simplifier pour ne pas avoir trop de complications, mais il fallait le faire avec prudence pour ne pas avoir de mauvais résultats.

Vu l’énormité de la tâche et l’étendue du territoire administré, un nombreux personnel était nécessaire, malgré toutes les économies possibles. Bien qu’à mon avis le nombre importe moins que la valeur, il y a pourtant une limite. Je ne pouvais pas descendre au-dessous d’un certain nombre ; d’ailleurs, aucune autre organisation n’aurait pu le faire. La somme de travail que chacun devait fournir était très élevée et demandait toute l’activité d’un homme.

J’attachais un grand prix à conserver à l’organisation un caractère militaire, seul possible dans le cadre de l’inspection des étapes, et je choisis principalement des militaires qui n’étaient plus aptes au service armé. Mais je pris aussi des civils. Je tenais naturellement à avoir des spécialistes, n’étant pas de l’avis que la majorité des gens soit capables de remplir n’importe quelle fonction. Je me suis souvent rendu compte qu’il faut de la compétence professionnelle pour travailler vraiment au profit de la collectivité. Pour la besogne purement administrative, je pouvais me contenter de gens sans connaissances spéciales : une volonté claire, une instruction générale et du bon sens suffisaient.

Pour l’agriculture et les forêts, pour la justice, les finances, l’église et l’école, il fallait absolument des gens de métier. Au début surtout, il fut difficile d’obtenir le personnel nécessaire, vu les besoins énormes de l’armée et de l’intérieur. Dans la suite, cela devint plus facile, lorsque les services administratifs du commandant en chef de l’Est commencèrent à jouir d’une certaine réputation. Nous prenions des renseignements sur les postulants auprès de leurs supérieurs hiérarchiques de l’intérieur. Les services administratifs ou les inspections d’étapes en faisaient de même pour les emplois subalternes. Je voulais avoir, en pays étranger, des gens de confiance. Nous n’engageâmes des indigènes qu’en Courlande, et encore avec une certaine réserve.

Chacun se mit immédiatement avec zèle à sa lourde besogne. Nous travaillions dans des conditions complètement nouvelles pour nous et dans un pays bouleversé par la guerre, où tous les liens administratifs et économiques étaient rompus. Nous étions en présence d’une population étrangère, composée de différents éléments hostiles les uns aux autres, qui ne comprenaient pas notre langue et qui, en grande partie, nous détestaient. L’esprit de devoir, qui est l’héritage de la discipline prussienne et d’une tradition allemande séculaire, anima tout le monde.

À mesure que je connus le pays, je me rendis compte que telles et telles choses étaient impossibles, et je modifiai mes vues. Assurément, on aurait pu encore mieux faire ici ou là et obtenir davantage ; cela va de soi. Mais j’avais à obtenir des résultats rapides dans des conditions que je ne connaissais pas. Ici encore, pour les questions économiques, il valait mieux se tromper que ne rien faire, car on pouvait toujours corriger. Ce n’est qu’après des essais que je pouvais me rendre compte. S’il s’était agi de problèmes politiques, il aurait fallu plus de prudence ; mais ce n’était pas encore l’heure.

VI

Le territoire qu’avait à administrer le commandant en chef de l’Est s’étendait au sud à une partie de la zone des étapes du groupe d’armées du prince Léopold, qui avait été zone des étapes de la 12e Armée. La forêt de Bialowietz était également sous l’administration du commandant en chef de l’Est. Notre domaine administratif suivait toutes les modifications apportées à la zone des étapes et se développait parallèlement à elle. Il y eut, jusqu’à la fin de 1915, les districts suivants :

Courlande, Lithuanie, Suwalki, Wilna, Grodno et Bialystok.

Plus tard, cette division fut modifiée. D’abord Wilna et Suwalki furent réunis en un district de Wilna ; après mon départ en juin 1916, on groupa encore, suivant mon désir, les districts de Wilna et de Lithuanie en un district de Lithuanie. On réunit les districts de Grodno et de Bialystok. Ce district agrandi fut réuni, en automne 1917, au district de Lithuanie.

Les administrateurs de Courlande et de Lithuanie ont fait parler d’eux dans le public.

En Courlande, le commandant von Gossler fut un administrateur d’un esprit calme et clair. Il était membre du Reichstag, grand propriétaire foncier et avait été préfet. Il sut d’une part, rendre plus conciliants les Baltes qui, depuis 1905, étaient très irrités contre les Lettons et, d’autre part, prendre contact avec ceux-ci et les amener à collaborer avec lui. Aujourd’hui encore, on garde en Courlande un excellent souvenir de sa juste et sage administration.

Le lieutenant-colonel prince von Isenburg, administrateur de la Lithuanie, était plus impulsif ; il le fut peut-être trop parfois. Il aimait le travail, et il exploitait de manière remarquable son domaine familial. Il avait déjà pris part à l’administration de la Pologne occupée et c’est là que je l’avais distingué. Il fut plus tard victime de la politique. Mais, au temps où j’étais à Kovno, la politique ne jouait pas encore de rôle dans l’administration. Il eut l’occasion de déployer librement son activité dans les autres domaines, et de prendre contact avec la population et le clergé de son district, qui était encore petit.

Je dois renoncer à énumérer tous les autres administrateurs qui ont rendu des services. Dans le district de Bialystok, l’inspecteur des étapes, le baron von Seckendorff, fut une personnalité particulièrement remarquable. Il imprima à son administration un cachet spécial et sut assurer, mieux que d’autres, une harmonieuse collaboration entre le capitaine du cercle et le commandant d’étapes.

Les administrateurs étaient, à tous égards, responsables de leur administration auprès des inspecteurs des étapes et du commandant en/chef de l’Est. Ils avaient sous leurs ordres un service qui correspondait à mon État-Major économique.

Les districts administratifs étaient divisés en cercles, qui étaient souvent aussi étendus qu’une zone d’étapes à l’ouest. Les attributions du capitaine de cercle étaient surtout d’ordre administratif et économique. Il n’avait pas de pouvoir sur la justice, qui constituait un service à part. Sur le même pied que le capitaine de cercle étaient les capitaines commandant les villes d’une certaine importance.

Les capitaines de cercle avaient sous leurs ordres les bourgmestres et les représentants régionaux pour les petites villes et la campagne. Les représentants régionaux étaient préposés aux représentants locaux. Aux capitaines de cercle étaient adjoints, pour l’exploitation agricole du pays, des officiers spéciaux d’administration chargés de la culture des terre, de la régie des biens, ainsi que de la mise en valeur des récoltes. D’autres services, sous les ordres des capitaines de cercle, étaient chargés de recueillir les matières premières de toutes sortes nécessaires pour la guerre.

|  |
| --- |
|  |
|  |
| Croquis n° 6. — Zone d’administration du commandant en chef des armées de l’Est. |

L’unification de l’administration, telle que je viens de l’esquisser, ne fut réalisée dans les différents districts que peu à peu, conformément à une ordonnance du 7 juin 1916.

Les capitaines de cercle, en tant qu’organes de police, disposaient d’une gendarmerie. Chaque district constituait un détachement de gendarmerie, l’ensemble de la zone du commandant en chef de l’Est constituait un corps de gendarmerie. J’ai particulièrement regretté l’absence de service de gendarmerie indigène. L’Allemagne ne pouvait pas donner tous les gendarmes nécessaires. Nous dûmes retirer du front, pour ce service, des hommes de vieilles classes. On leur donna une instruction spéciale, de façon à les mettre à peu près au courant de leurs fonctions. Nous aurions bien voulu faire mieux, le consciencieux colonel de gendarmerie Rochus Schmidt et moi. Nous n’avions qu’une organisation de fortune. Peut-être certains gendarmes — et c’est regrettable — ont-ils contribué au mécontentement qui apparut plus tard. Que pouvaient-ils faire pour obtenir quelque chose dans un pays étranger, en face d’une population hostile, dont ils ne pourraient suffisamment se faire comprendre ? Je ne veux, par ce point d’interrogation, que mettre en vue toutes les difficultés avec lesquelles les Allemands eurent à compter en pays étranger. Les actes malhonnêtes et le défaut de scrupules ne sont jamais excusables. De nombreux gendarmes ont payé leur fidélité de leur vie en luttant contre les nombreuses bandes armées. Ceci ne doit pas être oublié.

Dans le cadre administratif s’insérait, suivant la division par cercles, l’organisation judiciaire. Chaque cercle eut son tribunal de cercle pour la population indigène. Nous étions bien obligés de créer des tribunaux, puisqu’ils étaient totalement absents. Une sorte de juridiction supérieure fut organisée sous forme de tribunaux de district, qui étaient peut-être superflus. La juridiction suprême était représentée par le tribunal supérieur de Kovno, dirigé par le président Kratzenberg, qui était également le chef de l’administration judiciaire.

Le rôle des tribunaux d’étapes n’eut aucunement à souffrir de cette juridiction à l’usage du pays. Les deux juridictions coexistèrent et collaborèrent en parfait accord.

L’exploitation forestière des différents districts était indépendante de la division en cercles. On créa des inspections des forêts suivant l’étendue des surfaces boisées ; la plus connue a été l’inspection militaire des forêts de Bialowietz.

VII

À ce cadre administratif il fallait donner la vie, si l’on voulait accomplir une œuvre utile. Il ne fallait pas travailler d’une façon bureaucratique, mais suivant les besoins. Heureusement, nous n’avions pas « le précédent », ce fossoyeur de toute initiative.

Dans toute cette œuvre d’organisation administrative, j’ai été remarquablement secondé par les capitaines de réserve von Brockhusen et baron von Gayl. Le premier, avant la guerre, était préfet ; le second, directeur de la société agricole de la Prusse orientale à Kœnigsberg, en Prusse. Un bon édifice a été élevé, qui répondait parfaitement aux graves besoins.

Nous fûmes particulièrement attentifs aux conditions d’hygiène de la population. La lutte contre le typhus exanthématique, qui sévissait en nombre d’endroits, fut menée avec succès. Nous y perdîmes beaucoup de médecins.

Pour tranquilliser la population et pour favoriser le développement économique du pays, nous commençâmes le paiement des bons de réquisition établis par la troupe pendant les opérations. C’était un travail extrêmement compliqué et difficile. Dorénavant, nous payâmes tout au comptant. Je voulais par-là accroître la production, ce à quoi je tenais beaucoup, et aider le pays.

Il nous importait de mettre la main sur les produits agricoles, et de pourvoir à une exploitation agricole bien ordonnée. La tâche était rendue difficile par la très faible densité de la population (le cercle de Banske, par exemple, n’avait que quatre habitants par kilomètre carré). Désireux de venir en aide à l’intérieur et sur les instances de l’intérieur, nous voulûmes trop entreprendre au point de vue de l’étendue cultivée. Nous eûmes recours au service des sociétés allemandes. Nous prîmes de grands domaines en régie ; des charrues à tracteurs et des machines agricoles de toutes sortes furent livrées, des semences furent réparties. Les chevaux de la troupe aidèrent au labourage. Mais l’essentiel était d’encourager au travail la population rurale par un juste établissement des prix et le paiement au comptant.

Les prix que nous consentîmes restèrent au-dessous de ceux qui étaient pratiqués par le gouvernement général de Varsovie, mais ils étaient parfaitement suffisants. Nous tenions compte des charges énormes qu’avaient à supporter nos finances. Le gouvernement du prince Max augmenta immédiatement les prix. Je ne vois pas pourquoi. En tout cas, on ne lui en a pas su gré.

Le rendement du sol fut èn général médiocre et il déçut nos espoirs. Il n’y a pas de drainage, on ne peut labourer que tard. La nature des semences n’était pas judicieusement choisie, les engrais artificiels n’étaient pas connus. On n’eut de bons résultats que pour le trèfle et le foin, ainsi que pour le colza et le lin.

Le transport des récoltes au chemin de fer ou à d’autres points de chargement fut particulièrement difficile. Sur les mauvais chemins, avec de petites voitures à un ou à deux chevaux, il fallait souvent des jours pour le transport. Nous encouragions ce transport par des primes, mais nous ne pûmes qu’atténuer le mal. Beaucoup de récoltes ne furent pas livrées.

La forte mise à contribution de notre cheptel rendait particulièrement importante l’utilisation du cheptel du territoire occupé. Naturellement, la guerre l’avait fort diminué. Il fallait faire des recensements. C’était un travail difficile. Les bêtes étaient cachées dans les caves ou dans les forêts. Nous arrivâmes pourtant peu à peu au résultat, malgré l’absence de tout cadastre. Cela nous permit d’organiser progressivement une exploitation régulière.

Nous fûmes très attentifs à la culture des légumes et des fruits ; ou créa des fabriques pour la préparation de la marmelade et des confitures. On rassembla et on fit sécher de grandes quantités de champignons. On appliqua aussi le procédé qui -permettait de faire servir la paille et le bois à l’alimentation.

La pêche des nombreux grands lacs fut donnée à bail ; par Libau, on organisa la pêche maritime.

Tout ce qui pouvait servir à la nourriture fut exploité.

La détresse des villes était grande. Pendant l’hiver 1915-1916, nous fûmes obligés de leur venir en aide avec les ressources des magasins militaires. Plus tard, la situation s’améliora considérablement. L’armée eut ce qu’il lui fallait et je pus aider l’intérieur. Je me rappelle que M. von Batocki me convoqua au mois de juin-juillet 1916 pour me demander de venir en aide à Berlin. Je fus à même de le faire.

Pour venir en aide au pays, nous autorisâmes l’activité des comités formés à l’étranger en vue de secourir les différentes nationalités des territoires occupés ; la seule condition posée fut que ces secours ne seraient pas exclusivement destinés à une seule nationalité, mais que les autres en auraient une part. Les comités juifs qui disposaient des plus grandes ressources, provenant d’Amérique, firent une œuvre tout à fait considérable et très utile. Leur activité est digne d’éloges, elle est la preuve du fort sentiment de solidarité de ce peuple. La première cuisine populaire juive, qui fut organisée à Kovno, porta mon nom. L’aumônier israélite, le rabbin Rosenack, m’en avait prié.

Dans toutes les questions d’agriculture et d’alimentation, j’eus de très précieux auxiliaires ; d’abord le membre de la Chambre des Seigneurs bien connu, le commandant comte Vorck von Wartenburg, le conseiller intime capitaine de cavalerie von Rüinker, et plus tard le conseiller aulique commandant Heckel.

Naturellement, nous eûmes à nous occuper du recensement des chevaux. Les capitaines de cercles remplirent en cela le rôle des préfets en Prusse. Nous étions obligés de prendre dans le pays beaucoup de chevaux si nous ne voulions pas mettre l’Allemagne encore davantage à contribution. Le cheval lithuanien est petit, vigoureux, sobre et endurant ; il peut donc faire un très bon cheval d’armée.

Le pays souffrait évidemment de ces réquisitions incessantes, en particulier en fait de chevaux et de bêtes à cornes. Les autorités administratives locales nous l’ont souvent signalé. Mais je ne pouvais faire autrement que maintenir nos exigences. Le pays que nous administrions ne fut pas plus pressuré que d’autres territoires. L’Allemagne aussi était mise à contribution. Une grande part du mécontentement qui se manifesta plus tard s’explique par ces exigences militaires nécessaires. Il est possible qu’il ait été accru par quelques actes de brutalité, assurément condamnables. Mais ce furent les excitations démagogiques qui attisèrent ce mécontentement.

Ménager le territoire du commandant en chef de l’Est aux dépens de l’Allemagne, pour obéir à un sentiment déplacé d’humanité, eût été un non-sens. Étant donnée la grande productivité du sol en Allemagne, toute réduction des travaux de culture y aurait d’ailleurs eu des conséquences bien plus funestes que la diminution de ces travaux dans le territoire du commandant en chef de l’Est.

Il était particulièrement important de recueillir les matières premières. Ici encore, on paya comptant. Le juif fut un intermédiaire indispensable. Nous envoyâmes à l’intérieur, pour les besoins de l’industrie de la guerre, un grand nombre de peaux et de fourrures, du cuivre et du laiton, des chiffons et de la ferraille ; nous eûmes d’ailleurs nos propres fabriques à Libaut Kovno et Bialystok. Peu à peu, se constitua la section commerciale qui finit par devenir très vaste et qui fut dirigée par un homme extrêmement remarquable, le conseiller intime, commandant Eilsberger, plus tard directeur au Ministère des Finances.

On attacha une grande importance à la confection du fil de fer barbelé. Le capitaine Markau, qui était en temps de paix à la Société générale d’électricité et qui fut pendant la guerre chef du service télégraphique de l’Est, eut la direction de ces fabriques. Ainsi toutes les capacités furent utilisées.

Le service militaire des chemins de fer avait, entre autre organisé à Libau de grands ateliers.

La récupération des matières premières favorisa quelque peu le commerce. Les restrictions de circulation que nous fûmes obligés d’imposer pour assurer la sécurité militaire l’empêchèrent de se développer plus librement.

Les vastes étendues forestières invitaient particulièrement à l’exploitation. Mais on interdit toutes les coupes inconsidérées. Il fallait une quantité de bois énorme pour l’organisation des positions et pour les traverses des chemins de fer. Les scieries se multiplièrent, et nous pûmes, tout en satisfaisant à nos propres besoins, envoyer du bois sur le front occidental et en Serbie. Du bois d’œuvre fut envoyé en Allemagne ; on donna aussi du bois à la population pour la reconstruction des habitations.

Le chef des services de l’aviation créa à Alt-Autz, en Courlande, un atelier particulièrement bien organisé pour la cons-traction des hangars et des baraquements.

On constitua de grands stocks de traverses.

C’était un grand travail que de constituer les provisions de bois nécessaires au chauffage, et, pour l’hiver 1915-1916, ce fut d’autant plus difficile que nous n’avions aucune base pour l’estimation des quantités nécessaires.

Des quantités considérables de pulpe de bois furent envoyées en Allemagne pour la fabrication de la poudre et du papier. Le commerce, dans le territoire occupé, en fut de bonne heure rendu libre, pour notre plus grand profit et celui de l’intérieur. Je fus heureux de pouvoir faciliter l’approvisionnement en papier des journaux de l’intérieur.

Le flottement du bois, sur le Niémen et de nombreux autres cours d’eau, fut organisé remarquablement par le conseiller forestier Schutte.

L’obtention de la résine fut organisée suivant les projets du conservateur des forêts de Kienitz. C’est un travail lent, mais néanmoins d’excellent rapport. Le procédé nouveau employé par nous fut imité plus tard en Allemagne. On organisa à Kovno une fabrique pour la préparation de la résine.

Nous eûmes encore des établissements spéciaux pour la fabrication des produits chimiques de toutes sortes tirés du bois.

Enfin, nous brûlâmes aussi du charbon de bois.

Le conseiller forestier Kirschner et d’autres forestiers ont consacré leur mémoire par leur savoir-faire autant que par leur activité. L’œuvre accomplie par le conseiller forestier commandant Escherich, comme organisateur et administrateur dans les forêts vierges de Bialowietz, a fait l’admiration de nombreux visiteurs venus d’Allemagne.

L’exploitation économique fut à tous égards poussée à fond, et, autant que possible, nous ménageâmes le pays et ses habitants.

Le souci du change empêchait le paiement en monnaie allemande. D’accord avec la Reichsbank et les autorités compétentes de Berlin, l’intendant d’armée, conseiller intime Kessel et le capitaine Koenigs créèrent une monnaie spéciale du commandant en chef de l’Est que bientôt les gens acceptèrent très bien. Nous attirâmes aussi des banques allemandes dans le pays pour faciliter son essor économique.

Ce ne fut pas un problème simple que de trouver les ressources financières à toute cette œuvre administrative. Le conseiller des finances, capitaine Tieseler, qui se distingua par sa clarté de vues et sa grande activité, se consacra à cette tâche avec la plus grande habileté. Il eut à dresser un budget exact pour toute l’administration et à trouver les recettes correspondantes.

Le budget du personnel fut, je l’ai déjà dit, aussi réduit que possible. Il y eut une lutte très vive entre les différentes sections qui se disputaient les emplois et les indemnités pour leurs subordonnés. Les administrateurs des étapes me transmettaient sans cesse de nouveaux desiderata. Je dus concilier toutes les exigences et je me fis une idée des soucis et des charges de notre administration des finances. Lorsque nous fûmes parvenus à dresser notre premier budget, nous l’envoyâmes au Ministère de la Guerre à Berlin et au premier quartier-maître général. Il fut mis à l’étude et finalement approuvé, après beaucoup de tiraillements.

Nos recettes étaient assises sur les douanes, les impôts et les exploitations d’État.

Toutes les recettes durent être établies de façon aussi simple que possible. Il aurait été impossible d’appliquer des systèmes plus compliqués, et par suite plus justes, vu le manque de personnel qualifié, l’absence de tous travaux préparatoires et la difficulté que la population aurait eue à s’y retrouver. Suivant l’exemple russe, nous eûmes principalement recours aux douanes, aux impôts indirects et aux monopoles.

Les droits d’importation furent perçus à la frontière par les fonctionnaires de l’administration prussienne, moyennant une redevance à- celle-ci. Les envois particuliers destinés à l’armée étaient naturellement exonérés. Ne furent donc frappés que les quelques envois destinés à la consommation de la population. Les recettes de ce titre furent peu considérables.

Nous établîmes un faible droit d’exportation sur la pulpe de bois. Il ne rendit pas beaucoup.

Les impôts furent de meilleur rendement. Le capitaine Tieseler établit un monopole du commerce des cigarettes qui me semble être un modèle du genre. On institua à peu près de la même façon des monopoles de l’eau-de-vie, des édulcorants, du sel et des allumettes. En fait d’impôts directs, nous dûmes établir une cote personnelle basée sur des lignes très simples, car nous manquions de moyens pour déterminer un meilleur système de taxation.

Comme impôt direct, il nous fallut instituer une sorte de capitation grossière ; la base nous manquait pour un système perfectionné d’impôt personnel.

On institua aussi un impôt sur la propriété foncière et immobilière de même qu’une patente.

En général, la population fut satisfaite de ces impôts. D’ailleurs, elle n’était pas très fortement grevée. Le rendement de toutes les contributions, y compris les contributions communales, ne s’élevait qu’à 19 mark 50 par an et par habitant, au lieu de 32 mark 75 avant la guerre. Il n’y eut que l’impôt sur les chiens auquel on ne put s’habituer. Les chiens, par suite de la rage, étaient devenus un véritable danger public, contre lequel il fallait prendre des mesures. Cet impôt disparut d’ailleurs une fois le résultat cherché obtenu.

Les exploitations d’État ne nous donnèrent pas d’abord de gros bénéfices. Les dépenses d’installation et d’amortissement étaient considérables et, d’autre part, vu l’encerclement économique de l’Allemagne, ce qu’on cherchait n’était pas la réalisation de bénéfices, mais le maximum de production.

Je n’ai, dans ce qui précède, esquissé que l’essentiel. D’autres sources de recettes furent établies peu à peu. Le résultat fut favorable. Les recettes suffirent à couvrir les besoins de l’Administration sans qu’on eût à recourir à l’Empire. Un grand travail, mais un travail entièrement délicat dans ses différentes parties, avait été accompli.

VIII

L’organisation judiciaire fut conforme aux règles établies par la convention de la Haye. Aux termes de celle-ci, les habitants doivent être jugés, au point de vue du droit privé, suivant les lois du pays. Il fallait donc établir quelles étaient ces lois. Étant donnée la confusion russe, ce n’était pas facile. Les lois une fois trouvées devaient être traduites en allemand, afin que les juges allemands pussent s’y conformer. Je crois qu’aucun autre peuple ne s’embarrasserait d’autant de scrupules en temps de guerre dans des territoires occupés. Mais, néanmoins, la propagande ennemie a si bien su nous donner dans le monde entier la réputation de Huns qu’il nous est impossible de réagir. Le président Kratzenberg a, avec sa lucidité et sa pondération, fait une œuvre excellente. Le juge allemand, dans les pauvres petites villes pouilleuses de la Lithuanie, a rendu la justice suivant les lois du pays avec la même conscience et la même gravité qu’à Berlin suivant les lois allemandes. Qui en aurait fait autant ?

D’autres bienfaits pour la population sont nés des directives établies pour l’école par le commandant Altmann, maître des requêtes au Ministère prussien des cultes. Elles ont été établies avec impartialité, tenant compte des droits de toutes les confessions et de toutes les nationalités. Ici, comme ailleurs, il fallait proscrire tout ce qui pouvait faire l’effet d’une politique vexatoire. On manquait d’instituteurs. On eut recours **à**des instituteurs allemands pris parmi les vieilles classes. Ceux-ci ne parlaient qu’allemand avec les enfants qui s’y prêtaient de bonne grâce, et on nous en a fait un reproche dans la suite. Malheureusement, ces instituteurs ne connaissaient pas d’autre langue. Les instituteurs sachant le lithuanien et le polonais étaient en nombre tout à fait insuffisant. La question des livres scolaires attira aussi notre attention ; différents livres de lecture polonais me montrèrent comment on peut, par les moyens d’ensèignement, former un sentiment national. Dantzig, Gnesen, Posen, Wilna y étaient indiqués comme villes polonaises. Cette constatation fit sur moi une impression aussi profonde que l’esprit de suite avec lequel la France a élevé sa jeunesse dans l’idée de la revanche. Polonais et Français ont ainsi tenu en éveil un fort sentiment national, dont ils bénéficient maintenant. Nous n’avons pas pratiqué pareille politique scolaire, et nous souffrons du fait qu’un fort sentiment national n’a pas été inculqué à notre jeunesse. Ce sentiment est nécessaire lorsqu’un pays a à traverser des crises telles que celles que nous traversons depuis 1914 et, en particulier, maintenant. Cette manière de voir est répudiée par tous ceux qui mettent à sa place l’idéal humain. Ils ont raison à leur point de vue, mais ils ont contre eux la puissance des faits, tant que tous les États ne suivent pas les mêmes principes. Nous aurions aujourd’hui bien besoin d’un fort sentiment national !

Le libre exercice de toutes les religions ne fut aucunement entravé par nous. Nous allâmes jusqu’à procurer aux juifs de la farine de froment pour faire leur pain de Pâques.

Le clergé protestant de la Courlande était complètement pour nous. Avec le clergé catholique lithuanien nous parvînmes bientôt à nous entendre. Par contre, le clergé catholique polonais nous resta hostile. L’attitude du clergé reflétait d’ailleurs, dans une certaine mesure, les sentiments de la population à notre égard, avec cette différence que le clergé lithuanien avait, en général, plus de sympathie pour nous que la démocratie lithuanienne de Wilna, à laquelle ses tendances confuses enlevèrent bientôt tout crédit. Le clergé polonais était l’âme de la propagande nationale polonaise. Même sous le knout russe, il est toujours resté lui-même. Il était encore en lutte avec les Lithuaniens ; quant aux Blancs-Ruthènes, il les avait déjà réduits. Il est incompréhensible que les Russes aient laissé faire. Les Blancs-Ruthènes recevaient — avec l’autorisation russe — la parole de Dieu, non pas dans leur propre langue, mais en langue polonaise. De même que les Ruthènes de la Galicie orientale, leurs frères étaient ici opprimés avec l’aide du clergé.

Dans le domaine de l’école, les Polonais voulurent bientôt passer à l’action. Ils voulaient avoir leur Université à Wilna. J’ai refusé.

Tant que je fus à la tête de l’administration, nous eûmes vis-à-vis des différentes nationalités une attitude neutre. Mettre sur le même pied les Lithuaniens et les Polonais était considéré par ceux-ci comme de l’hostilité contre les Polonais. Je savais bien qu’on ne se fait aucun ami par une politique neutre.

Intentionnellement, je ne fis aucune politique au profit d’une nationalité. Il fallait attendre que fût fixée notre attitude vis-à-vis de la Pologne. Le gouvernement ne pouvant encore prendre de décision en aucun sens, ma réserve s’imposait. D’ailleurs, étant donnée la situation générale du pays, il était prématuré de compliquer l’administration par des problèmes politiques. Je ne pus donc pas me décider non plus à demander au chancelier des instructions politiques. Je lui communiquai simplement mes impressions.

Chaque nationalité avait son journal, soumis naturellement à notre censure. Comme journal allemand, la *Gazette de Kovno*eut la première place. J’eus comme conseiller pour la presse et la censure le capitaine Bertkau. Doué d’une grande puissance de travail et parfaitement au courant du journalisme, il avait en outre un jugement politique très sûr, et il m’a été très utile. Il avait travaillé auparavant à la librairie Ullstein, tandis que le rédacteur en chef de la *Gazette de Kovno,* le lieutenant Osman, était un collaborateur de la *Deutsche Tageszeitung.* Il était l’homme d’ardent sentiment national qu’il me fallait.

J’ai donné à tous les journaux l’instruction très nette de commenter les événements d’Allemagne dans le sens du gouvernement.

Naturellement, je ne pouvais pas permettre à la population -de faire de la politique. La politique fut interdite, ainsi que toutes les réunions.

Malgré les restrictions imposées à la circulation, je permis, dans une certaine mesure, les correspondances postales. Avec l’aide du ministère des Postes, un service fut organisé. On employa les timbres allemands, munis d’une empreinte spéciale.

Enfin, nous facilitâmes les relations des Lithuaniens et des juifs avec leurs frères de race des États-Unis.

Nous vîmes avec satisfaction la vie du pays s’organiser. Le sens de l’ordre de l’Allemand et son sens de l’hygiène firent leurs preuves. Le paysan gagnait plus qu’au temps des Russes. Dans les villes le commerce reprenait.

La population fut dirigée d’une main calme et sûre. L’obligation de saluer imposée aux civils par une armée ne fut pas approuvée par moi. Le pays reconnaîtra aujourd’hui que nous avons agi avec justice et équité.

IX

Les mesures économiques prises par nous pour le territoire occupé furent, dans la zone des opérations, à la charge des unités combattantes. On créa en particulier, dans la zone de l’avant, de nombreuses scieries. Non seulement il fallait beaucoup de planches, mais encore des copeaux pour les couchettes des officiers et des hommes et pour la litière des chevaux. Les troupes, dans la monotonie de la guerre de positions, avaient beaucoup de goût au travail.

J’éprouvais une sensation de même nature et j’étais heureux de pouvoir servir ma patrie d’une façon nouvelle. J’ai fait la connaissance d’hommes remarquables et il m’a été donné de déployer mon activité dans des domaines qui jusque-là m’étaient étrangers. J’ai eu la grande satisfaction de trouver dans ce messieurs de l’administration militaire une confiance absolue.

Ma volonté pénétra toute l’administration et y, goûta la joie de se sentir créatrice. Nous avions le sentiment que nous travaillions pour l’avenir de l’Allemagne sur une terre étrangère. Nous voulions conquérir pour l’Allemagne en Courlande un terrain de colonisation. Je défendis d’acheter du terrain, pour sauvegarder ainsi la base d’une saine politique agraire et coloniale et empêcher la spéculation sur les terrains. Je pensais alors à des prescriptions analogues à celles que la marine a exécutées avec un grand succès à Kiao-Tchéou.

Ce que l’administration du commandant en chef du front oriental a su accomplir dans ce court laps de temps jusqu’au début d’août 1916, moment où je quittai le pays, constitue un grand acte de civilisation. Elle évitait les grands mots et n’en était que plus féconde en travail pratiqué.

Le présent magnifique, que ces messieurs de l’administration m’offrirent plus tard à Pless, sera toujours pour moi un souvenir de cette époque, où il m’a été donné de faire œuvre créatrice au milieu même de la guerre.

Ce travail n’a pas, été perdu. Il a été utile à la patrie, à l’armée et au pays lui-même, au moins pendant la guerre. Est-il resté dans ce sol des semences qui plus tard porteront des fruits ? C’est une question que je pose au dur destin qui nous poursuit et à laquelle l’avenir seul pourra répondre.

# LA GUERRE ET LA CRISE A L’EST

X

Pendant que chez le commandant en chef du front oriental on travaillait en silence pour l’armée et pour le territoire occupé, les événements militaires suivaient leur cours. Les succès que nous avions remportés sur la Serbie et le Monténégro avaient provoqué la quatrième bataille de l’Isonzo en novembre et décembre 1915 et déclenché vers la Noël do la même année, sur a partie sud du front austro-hongrois, une attaque russe, qui se poursuivit jusqu’en janvier 1916. Les deux entreprises aboutirent à un plein succès défensif pour nos alliés.

Les deux G. Q. G. avaient maintenant à prendre leurs résolutions en vue de la campagne de 1916. Tous deux essayèrent d’arriver à une décision par une offensive. Le Haut-Commandement allemand décida d’attaquer à Verdun et le Haut-Commandement autrichien en Italie, avec le Tyrol comme point de départ.

Il s’ensuivit que sur tout le front oriental on dut fournir des troupes et se mettre en état de défense contre les attaques des Russes auxquelles il fallait sûrement s’attendre.

Verdun avait été bien choisi, stratégiquement, comme point d’attaque. La forteresse constituait une porte de sortie extrêmement dangereuse pour nous et menaçait très gravement nos communications arrière, comme on devait bien le voir à l’automne 1918. Si l’on arrivait seulement à enlever les ouvrages de la rive droite de la Meuse, ce serait pour nous un plein succès. Notre position stratégique sur le front ouest, de même que les conditions tactiques d’existence de nos troupes dans la hernie de Saint-Mihiel, eussent été grandement améliorées. L’attaque commença le 21 février et remporta, en particulier durant les premiers jours, grâce aux brillantes qualités de nos troupes, un grand succès ; mais elle fut conduite d’une manière mesquine et dut très vite se fixer. Au début de mars, le monde avait encore la pleine impression que l’Allemagne avait remporté une victoire devant Verdun.

L’attaque de l’armée autrichienne contre la Haute-Italie en partant du Tyrol ne devait avoir lieu que fin avril-début de mai. Étant données les mauvaises communications, par chemin de fer, dans le Tyrol, il fallut commencer les préparatifs de très bonne heure.

Pour rendre possible l’attaque contre Verdun, le front oriental allemand dut envoyer à l’ouest de l’artillerie lourde. Au reste, le G. Q. G. avait de nouveau retiré de Serbie ses divisions. Le G. Q. G. autrichien avait, par contre, considérablement affaibli le front oriental au profit du front italien.

Les deux attaques devaient avoir ceci de commun que les premiers succès, à cause de l’insuffisance des moyens, ne purent être poursuivis. À Verdun, il n’en aurait peut-être pas fallu une trop grande quantité pour atteindre un résultat favorable, au moins jusqu’à un certain point, puisque l’attaque y était limitée à un résultat tactique.

Mais contre l’Italie, il s’agissait d’une grande opération, qui, d’avance et d’après son plan, pour obtenir un réel succès, eût absorbé beaucoup plus de forces qu’il n’y en avait en réalité de disponibles. Ceci amena un affaiblissement marqué du front oriental qui, étant donnée la grande supériorité des Russes, était certainement dangereux, même dans l’hypothèse d’un succès décisif sur le front italien. Il semble bien que la défense victorieuse opposée par l’Autriche-Hongrie à l’offensive menée par les Russes durant l’hiver lui avait donné de la confiance en elle-même.

Les deux G. Q. G. étaient-ils en état d’entreprendre contre l’Italie d’autres opérations, ou bien de diriger contre elle une attaque commune ? Je ne puis en juger. En tout cas, ce n’est pas sur le front italien qu’on pouvait obtenir la décision. Il fallait la chercher à l’Ouest, en France. Nous ne pouvions nous présenter là suffisamment forts que si les Russes étaient d’abord écrasés. Mes pensées se tournaient vers la Roumanie. Elle était l’aiguille de la balance. Il fallait être fixé sur son attitude. Si elle s’était jointe à nous, même sous notre pression, l’armée russe voyait son flanc tourné d’une manière décisive. Les résultats devaient être considérables. Que si la Roumanie, pressée par nous, se tournait au contraire vers l’Entente, nous étions alors fixés à son sujet. Nous pouvions agir sans perdre de temps et avec celles de nos troupes qui se trouvaient alors sur les lieux.

Sur le théâtre balkanique de la guerre et sur celui d’Asie-Mineure, la Quadruplice se tenait sur la défensive. Au sud de Bagdad, seulement, le feld-maréchal von der Goltz préparait un coup contre les Anglais à Kut-el-Amara.

La position de la Turquie à a suite de l’abandon par l’Entente de son entreprise de Gallipoli s’était beaucoup améliorée.

Ce que l’Entente projetait de faire en 191 G, avant que l’année française eût été obligée de se ramasser à Verdun, ne m’est pas connu. Il semble qu’elle s’armait sur tous les fronts pour se préparer à de vastes offensives, comme cela découlait de la nature des choses.

L’avance russe en Arménie, qui conduisit au printemps de 1916 à la prise de Trébizonde et d’Erzeroum, est sans intérêt, si l’on se place au point de vue stratégique. La Russie n’avait pas besoin d’y consacrer des forces importantes. Les Russes possédaient sur les Turcs une forte supériorité numérique et l’avantage de la position.

Dans les entreprises menées par l’Angleterre en Perse, en Mésopotamie et dans la presqu’île de Sinaï, il n’était pas question non plus d’une tentative en vue d’écraser l’armée turque, mais de conquêtes locales pour assurer la domination mondiale de l’Angleterre.

XI

Le coup allemand contre Verdun déclencha en mars la 5e attaque de l’armée italienne sur l’Isonzo. Elle commença, par conséquent, longtemps avant l’attaque projetée de l’armée austro-hongroise, et de nouveau ne remporta aucun succès. r L’armée russe entra également en lice.

L’attaque dirigée dans la deuxième moitié de mars par l’armée russe contre le front de notre commandant en chef à l’Est dépassa de beaucoup ce que pouvait être une simple tentative de dégagement. Ce fut une bataille pour la décision et prévue d’avance comme telle. Les ordres trouvés parlent de repousser l’ennemi hors des frontières de l’empire.

Depuis le début de mars, des nouvelles nous arrivaient concernant une attaque projetée contre Vilna. On reconnut des concentrations de troupes à l’Est de Smorgony. La direction Smorgony-Vilna paraissait vraisemblable. De Dunabourg et de Jacobstadt on apprit également qu’une attaque se préparait. Nous prîmes des mesures de précaution. Il semblait que le commencement des opérations devait se faire attendre longtemps encore. Je résolus donc, pour des raisons de famille, et

pour assister au mariage du capitaine prince Joachim de Prusse qui, depuis l’automne de 1914 n’avait pas quitté notre État-Major, d’aller passer deux jours à Berlin. J’y fus le 11 et le 12 mars, et j’y appris des choses qui faisaient pressentir un prochain début de l’offensive. Je ne fus tranquille que quand j’eus rejoint Kovno.

Dès le 16, les Russes commencèrent leur tir de barrage, non pas à Smorgony, où nous l’avions attendu, mais dans l’étroite bande de terrain qui sépare le lac Vischniev du lac Narotsch, des deux côtés du chemin de fer à voie étroite Sventzjany-Postavy et au sud de Dunabourg. Le combat d’artillerie se poursuivit avec une violence que l’on n’avait pas connue jusqu’alors sur le front oriental, et continua le 17. Le 18, commencèrent les attaques d’infanterie qui se prolongèrent avec des interruptions jusqu’à la fin de mars.

L’intention des Russes était de couper notre aile nord, en direction de Kovno, et de l’amener à fléchir, en attaquant sur un autre point. Un second coup devait la rejeter sur la côte, au nord du Niémen. Le plan était vaste.

La coupure devait se produire, quand, par suite des deux attaques, l’une entre les deux lacs, l’autre débouchant de Postavy en direction de Sventzjany, une partie de notre front sauterait. Le front d’attaque était large et bien choisi. Nos réserves auraient été insuffisantes pour pouvoir combler le vide. D’autre part, à cause des mauvaises communications par chemin de fer au lac de Narotsch (la voie y était en construction), elles n’atteignirent que difficilement le champ de bataille. Si la percée se produisait, le reste devait suivre de soi-même ; la voie vers Kovno était ouverte.

Les attaques, menées contre la partie de notre front située plus au nord, se déclenchèrent, au sud du lac Drisviaty, près de Vidsy, et principalement en partant des têtes de pont de Dunabourg et de Jacobstadt.

Durant la période du 18 au 21 mars, la position de la 10e Armée fut critique et la supériorité numérique des Russes très grande. Le 21, ils avaient obtenu entre les lacs un succès bien pénible pour nous, de même à l’ouest de Postavy leur assaut

ne fut contenu qu’avec difficulté. Le sol était détrempé ; dans la région marécageuse, les eaux du dégel avaient formé des étangs et les chemins étaient littéralement défoncés. Les renforts, expédiés en toute hâte par le général commandant la 10e Armée et nous-même par la ligne Vilna-Dunabourg, n’arrivèrent que lentement en pataugeant dans les marais. On se demandait avec une extrême anxiété ce qu’il allait en advenir. Mais les Russes, dont l’attaque se développait sur un terrain encore plus défavorable que celui qui s’étendait dans nos positions ou en arrière étaient épuisés. Lorsque le 26, l’attaque russe atteignit de nouveau son point culminant, nous avions surmonté le plus grave de la crise.

La position du groupe d’armées Scholtz et de la 8e Armée n’était pas moins difficile. Près de Vidsy, la brigade des hussards du roi, dispersée dans des positions distantes les unes des autres, devait se défendre contre les attaques, par masses, de l’ennemi. Elle y réussit brillamment. Les attaques ennemies — plus au nord de Dunabourg, furent particulièrement opiniâtres. Des divisions, composées des plus vieilles classes, s’y battirent avec la même abnégation que montraient » près d’elles, leurs camarades plus jeunes.

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 7. — Combats du lac Narotsch en mars 1916. |

Près de Jacobstadt, surtout, le front était faiblement garni ; mais es régiments de la Prusse occidentale qui se trouvaient là firent tout leur devoir. Les assauts ennemis échouèrent.

À la fin de mars, l’attaque russe faiblissait déjà. Elle avait été, comme on le dit alors sans exagération, noyée dans les marais et dans le sang. Les pertes des Russes avaient été extraordinaires. Les lignes minces de nos vaillantes troupes, encore bien instruites et suffisamment pourvues d’officiers, avaient brisé la tactique massive de l’armée russe, mal instruite. Les efforts déployés par les troupes qui s’étaient trouvées engagées furent rendus très pénibles par un sol profondément détrempé et par un temps froid et humide.

Le front du commandant en chef, à l’Est, avait remporté sa première grande victoire défensive.

C’est une illusion de croire que ce genre d’opérations exige de la part du haut commandement moins de tension d’esprit que la bataille offensive ; en fait, la défensive porte davantage sur les nerfs. Le chef doit se contenter de faire arriver les réserves à temps ; pour cela, il faut avant tout qu’il en ait à sa disposition. C’est difficile à réaliser quand un général en chef se voit contraint de ne compter que sur ses propres ressources, comme c’était notre cas. Il n’est pas moins difficile de prendre une décision et de déplacer ses réserves, tant que la direction de l’attaque ennemie n’est pas connue avec une parfaite certitude et cependant, il faut s’y résoudre, sans quoi elles arrivent trop tard. C’est également une exigence pénible pour les subordonnés que de les priver de leurs réserves alors qu’ils attendent encore eux-mêmes une attaque. Étant données les relations confiantes que nous entretenions, le lieutenant-colonel Hoffmann et moi, chacun à nos postes respectifs, dans nos quartiers généraux, ces graves questions étaient résolues sans frottement et pour le plus grand bien des armées.

Au début d’avril, le calme se fit.

Le 28 avril, la 10e Année reprit, au cours d’une attaque très bien préparée, et soutenue par de grandes forces d’artillerie, le terrain perdu, dans la bataille de mars, entre les lacs Vischniev et Narotsch. C’était la première bataille du front oriental où nous mettions en œuvre les moyens d’artillerie devenus habituels sur le front ouest. Le résultat fut excellent.

Nous comptions sur une prolongation de la grande offensive russe sur notre front. Les armées étaient en place et les réserves constituées. Nous reçûmes, sur l’ordre du G. Q. G., des divisions prises au front de l’armée autrichienne. Dans les jours suivants de mai, on crut avoir en perspective de nouvelles attaques, qui devaient déboucher de la tête de pont de Riga et se produire également dans la région de Smorgony. Nous prîmes les dispositions correspondantes et pensâmes aussi à une attaque de notre part. Étant données les faibles forces dont nous disposions, ce ne pouvait être qu’une attaque locale, à Riga, qui aurait pour but de prendre cette gênante tête de pont.

À la fin de mai, nous eûmes la visite de Sa Majesté. Le Kaiser parcourut tout le territoire du Commandant en chef du front Est. Le feld-maréchal et moi l’accompagnâmes. Nous allâmes aussi à Mitau. Je n’oublierai jamais l’impression d’Allemagne que je ressentis là-bas. Tous ceux qui voyageaient pour la première fois dans les Pays Baltes avaient la forte impression que c’était là un morceau de la terre natale.

Au début de juin, nous fêtâmes le succès remporté par la flotte allemande dans le Skager-Rak, un des exploits de cette guerre qui eut une grande influence sur l’attitude des États neutres. Malheureusement la joie de ce succès fut atténuée par le communiqué, qui indiqua d’abord des pertes faibles, puis plus élevées.

XII

J’avais suivi avec un vif intérêt les exploits de notre marine. On lui avait consacré, en temps de paix, des ressources considérables. Elle était maintenant appelée à prendre une part importante à la lutte pour la victoire et à nous empêcher d’être étranglés par l’Angleterre. La participation de celle-ci à la guerre fit que nous dûmes nous attendre à ce que la lutte fût poursuivie, selon la tradition anglaise, par tous les moyens, sans égards pour le droit des gens en vigueur, ou pour les lois de l’humanité. Que nous ne puissions pas tenir la mer avec nos croiseurs, cela était clair d’avance. La division de la Méditerranée alla\* à Constantinople. Notre escadre de croiseurs de l’Asie orientale et de la mer du Sud demeurait sans point d’attache, après l’entreprise des Japonais contre Kiao-Tchéou dont la garnison défendit vaillamment ce poste perdu au loin. Elle dut rallier nos ports. Les combats de Coronel, le 1er novembre, et celui des îles Falkland, le 3 décembre 1914, signifient la victoire, la détresse et la fin de notre escadre de croiseurs ; ils remplissent tous les cœurs allemands de fierté et de tristesse. Nos croiseurs et nos croiseurs auxiliaires semèrent des mines dans les eaux ennemies, et de temps en temps, réussirent à rendre la haute mer peu sûre pour l’ennemi. Ils mirent au premier plan l’audace allemande, mais ne purent obtenir aucun résultat décisif. Mais leurs exploits n’ont pas été accomplis en vain. Eux aussi seront pour l’Allemand un réconfort.

Dans le Bosphore, la division de la Méditerranée se vit, dans l’ensemble, condamnée à l’inactivité, après que l’Entente eut renoncé à une attaque contre Constantinople. La supériorité de l’ennemi, dans la mer Noire et la mer Méditerranée, était grande. La marine autrichienne n’est pas très entreprenante. Elle se contenta de faire, après la déclaration de guerre de l’Italie, des expéditions insignifiantes sur les côtes orientales de la péninsule.

Dans la mer Baltique, les forces des deux côtés étaient telles qu’elles permirent de maintenir le commerce allemand par mer, ce qui était, à cause de l’importation du minerai de Suède, d’une importance capitale pour la conduite de la guerre.

En tenant libre la mer Baltique, notre marine a rempli une partie de ses obligations ; elle a permis en même temps, au commandement suprême du front est, d’établir un trafic entre les ports allemands de la Baltique et Liban, ce qui était très important pour l’approvisionnement de nos troupes, en Courlande. La partie ouest de la mer Baltique fut une zone d’exercices pour notre marine.

Le gros de notre flotte demeura dans la mer du Nord, appuyé sur l’embouchure de l’Elbe, sur Héligoland et Wilhemshaven. Nous aurions dû, au début de la guerre, chercher avec elle résolument la bataille comme le voulait d’ailleurs le grand amiral von Tirpitz, sans toutefois avoir l’ambition de nous frayer un chemin. C’était le seul moyen, pour nous, d’anéantir les dispositions prises par l’ennemi, dont nous ne pouvions nous faire une idée nette. Depuis les grandes manœuvres de la flotte anglaise, de 1910 et 1911, on avait l’indication que l’Angleterre pensait à un vaste blocus. Celui-ci n’était pas conforme au droit des gens et ne pouvait être exécuté que si les neutres et les États-Unis, en particulier, y consentaient.

L’Angleterre évita la bataille. Les Anglais eux aussi auraient dû la risquer. Leur tradition, leur force et la situation l’exigeaient impérieusement. Si l’Angleterre avait gagné la bataille, cela pouvait couper absolument nos importations de minerai de Suède ; nous n’aurions jamais pu donner à la guerre sous-marine une extension qui devint dangereuse pour elle. Mais la Grande-Bretagne ménagea sa flotte pour des motifs politiques. Elle vit dans un combat avec la flotte allemande un risque, qui pouvait lui coûter sa position dans le monde vis-à-vis de ses alliés et de son propre empire. Toutes les autres raisons, comme par exemple le manque de bassins sur la côte est pour réparer assez vite les dommages après une bataille, ne sont pas convaincantes. Que l’Angleterre ait ainsi refusé le combat, cela ne constitue pas une page glorieuse pour l’histoire de sa marine, si fière cependant.

Le combat naval livré dans la baie allemande, le 28 août 1914, au large l’Héligoland, n’eut pas d’importance stratégique. Leur audace emporta nos croiseurs. Notre flotte se montra plus entreprenante que celle de l’adversaire. Plus d’une fois nous cartonnâmes la côte anglaise qui était demeurée intangible depuis des siècles. Le 24 janvier 1915, une sortie de ce genre amena le combat du Doggerbank.

L’ambition qu’avait notre marine de livrer bataille à la flotte anglaise, si possible près de nos côtes, fut bien près de se réaliser quand l’amiral Scheer reçut le commandement de la flotte de haute mer. Le 31 mai 1916, il réussit à provoquer une bataille. Il ne recula pas devant elle, bien qu’il se trouvât éloigné de nos points d’appui.

La réserve dans laquelle se tenait la flotte ennemie rendait invraisemblable une menace d’attaque contre nos forteresses maritimes. Leurs garnisons de guerre purent être retirées. Elles formèrent le corps de Marine, qui, après la prise d’Anvers, trouva son emploi sur la côte de Flandre. Certains de leurs éléments ont aussi combattu vaillamment au front sur le continent.

Entre temps, le 4 février 1915, et à ce moment-là, malgré l’avis du grand amiral von Tirpitz, pour qui le moment opportun ne semblait pas encore venu, la guerre sous-marine, contre la marine marchande ennemie, avait commencé dans une zone de blocus tracée autour de l’Angleterre. Le nombre des sous-marins était très petit ; je ne vois pas pour quels motifs on la décida. En effet, les résultats que pouvaient obtenir les sous-marins ne furent connus qu’au cours de la guerre, d’après les succès toujours croissants que remportèrent leurs équipages, et les données expérimentales qu’on en tira. La guerre sous-marine, proclamée le 4 février, ne prit guère de développement ; cela vint de ce que, pour des motifs politiques, on ne la mena uniquement que contre les navires de commerce ennemis. Bientôt on lui imposa de nouvelles limitations qui la paralysèrent entièrement. Après l’affaire du *Lusitania*, elle s’assoupit tout à fait. Elle devait se réveiller à la fin de novembre 1915 et en février 1916, pour une courte durée. La destruction du vapeur *Sussex****,*** le 24 mars 1916, eut pour conséquence que l’Allemagne déclara, le 4 mai 1916, vouloir se conformer désormais, dans la guerre commerciale, au droit de la loi des prises. La guerre sous-marine se trouvait ainsi suspendue.

Nos adversaires n’ont pas craint, à cause des soucis que leur causait la guerre sous-marine, de la dénoncer comme un procédé de guerre inhumain et contraire au droit des gens. On s’étonne d’une semblable formule, en songeant aux continuelles atteintes portées par l’Entente au droit international. De nouveaux procédés de guerre créaient un nouveau droit des gens. C’est ce que reconnaissaient les États-Unis, dans leur note à l’Angleterre du 5 mars 1915. Nous pouvons joindre à cette note une appréciation d’une importance décisive, que nous trouvons dans un article où l’amiral Sir Percy Scott prend position dans la question et qui fut publié dans le *Times* du 16 juillet 1914. Il écrit : « Une telle déclaration — celle du blocus par les mines et la guerre sous-marine — serait, à mon avis, tout à fait conforme au droit, et si, après la proclamation, des navires anglais ou neutres n’en tenaient aucun compte, et essayaient de rompre le blocus, on ne pourrait dire alors qu’ils font œuvre pacifique, comme le prétend Lord Sydenham ; s’ils étaient coulés au cours de leur tentative, on ne pourrait qualifier cela de retour à la sauvagerie ou à la piraterie sous sa forme la plus noire. »

Il était conforme à notre bon droit de rechercher des dispositions capables, à notre avis, de satisfaire à la fois d’une part aux exigences de l’état de guerre dans lequel nous nous trouvions, et d’autre part aux lois de l’humanité et au respect du droit des neutres. Nous avons trouvé le vrai moyen et aucune critique ne peut rien y changer. L’avenir lui-même se chargera de le proclamer.

Dès le début de la guerre, l’Angleterre avait, avec les mesures contraires au droit qu’elle avait prises, déclaré à l’Allemagne et à l’Autriche la guerre de la faim. Un blocus d’extermination et de famine devait affaiblir les corps et préparer ainsi les esprits à accueillir une propagande venimeuse. L’Angleterre poursuivait encore un autre but : la lutte contre l’enfant jusque dans le sein de sa mère, pour qu’on vît se lever en Allemagne une race amoindrie physiquement. Lutte effroyable, et telle qu’on n’en peut concevoir de plus cruelle. L’Angleterre agissait avec une logique implacable, comme elle l’a fait souvent, au cours de son histoire remplie d’atrocités. Le gouvernement anglais, suivant une progression méthodique et sûre d’elle-même, empêchait par les « Ordres du Conseil » du 20 août et du 29 octobre 1914, comme aussi par des mesures économiques et militaires particulières, tous les arrivages expédiés directement aux ports allemands, et toute importation par l’intermédiaire des pays neutres et, pour finir, l’importation même des propres produits de ces pays neutres. Le dernier coup fut porté lorsqu’elle déclara la mer du Nord zone de guerre, le 26 novembre 1914. Les voies d’accès à la mer du Nord par le nord se trouvèrent, par là même, entièrement fermées, et le trafic maritime des neutres fut contraint de passer par la Manche, tout contre la côte anglaise et, plus loin, par un chemin unique qui traversait obliquement la mer du Nord. Et cependant, l’Angleterre avait déclaré, au début de la guerre, qu’elle entendait reconnaître les dispositions de la Déclaration de Londres comme règle essentielle de sa manière de faire ; sa ligne de conduite avant la guerre avait aussi été toute différente.

Par la déclaration de la zone de guerre, elle avait désormais fait ouvertement savoir qu’elle ne se tenait plus pour liée par les règles de la guerre de croisière, en ce qui concerne le règlement des prises, et elle tenait pour justifiées, dans la zone de guerre, toutes les entreprises, même violentes, contre la navigation. L’Allemagne se trouvait ainsi bloquée, sans qu’un blocus régulier eût été établi. Mais ce blocus, à cause de cela même, était inefficace au sens de la législation maritime, parce que l’Angleterre était impuissante à empêcher le trafic dans la mer Baltique.

La déclaration allemande de la zone de guerre du 4 février 1915 n’était pas autre chose qu’une mesure identique à celles prises par l’Angleterre. Elle fournit à l’Angleterre l’occasion d’aggraver encore la lutte économique qu’elle menait contre les puissances centrales. Par le soi-disant ordre de blocus du 11 mars 1915, elle décréta que tout navire venant d’Allemagne ou v allant serait saisi. Toutes les marchandises allant en Allemagne et toutes les marchandises exportées par elle, de même que toutes les marchandises de propriété allemande ou bien celles d’origine allemande, même si elles étaient de propriété neutre, devaient, à partir de ce moment, être saisies également sur les navires neutres. C’était là, encore une fois, une violation inouïe du droit par la force. L’Angleterre s’efforça en outre de présenter cet acte comme s’il venait en représailles de la guerre sous-marine qui avait été déclarée en février 1915.

Ce motif devint caduc, lorsque l’Allemagne eut déclaré solennellement, après le cas du *Sussex*, qu’elle abandonnait la guerre sous-marine dans sa conception primitive. L’Angleterre aurait dû, après la disparition du prétexte des représailles abandonner, elle aussi, son soi-disant blocus, si elle voulait agir conformément à ses propres paroles. Mais elle n’y pensait guère. Le blocus maritime se poursuivit sans changement.

Par l’Ordre du Conseil du 7 juin 1916, l’Angleterre se déliait définitivement de la déclaration de Londres. Elle se débarrassait en même temps des prescriptions auxquelles, en dépit des assurances données, elle ne s’était jamais tenue. Il fallait que la violation du droit des gens fût régularisée !

Nous ressentîmes également à l’Est les effets de cette violation du droit poursuivie par l’Angleterre ; elle devait finalement aider l’Entente à remporter la victoire, parce que les États-Unis, avant comme après leur entrée en guerre, l’approuvèrent et que les neutres d’Europe étaient sous le joug de l’Angleterre.

XIII

L’attaque allemande à Verdun n’avait- conduit à aucun résultat décisif. Elle avait pris nettement en mai la tournure de la première grande bataille d’usure ; on y chercha la décision en mettant en ligne, toujours à la même place, des masses d’hommes et de matériel de guerre.

Le calme régnait sur les autres points du front occidental.

Le 15 mai, avait enfin commencé l’offensive austro-hongroise contre l’Italie. Elle obtint d’abord de beaux résultats. Elle pénétra jusqu’à la ligne Asiago-Arsiero. Mais, dès la fin du mois, il fallut bien reconnaître que l’élan était tombé.

Tout était calme sur les fronts macédonien et turc. L’on ne se battait qu’en Mésopotamie. Kut-el-Amara fut pris à la fin d’avril. Le feld-maréchal von der Goltz n’a pas connu ce succès qu’il avait préparé ; il mourut de la fièvre pétéchiale juste avant l’attaque.

À l’Est, en face du front austro-hongrois, on remarquait des indices locaux de préparatifs d’attaque, tandis que la masse principale de l’armée russe restait toujours devant le front allemand, pour y attaquer.

L’Entente projetait une attaque puissante contre son adversaire le plus dangereux, l’armée allemande. À l’Ouest allait se déclencher la bataille de la Somme. À l’Est, les Russes allaient attaquer en faisant porter leur effort surtout sur Baranovitchi, Smorgony et Riga. Les combats qui commencèrent au début de juin, sur le front austro-hongrois, à Loutsk, Tarnopol et sur le Dniester, n’eurent d’abord que le caractère d’une pure démonstration.

Sur les points d’attaque du front allemand, étaient préparées et engagées des forces beaucoup plus considérables que celles qui étaient d’abord en ligne, en face de Loustk et en Bukovine. C’est alors que les succès surprenants remportés sur les troupes austro-hongroises permirent aux Russes de retarder l’attaque projetée contre le secteur du commandant en chef du front oriental et de faire porter leur effort principal contre les troupes austro-hongroises, en réservant leur attaque sur Baranovitchi.

Plus le front allemand montrait de résistance, plus les Russes s’en écartèrent pour se rejeter avec plus de violence sur leur adversaire plus faible, l’armée austro-hongroise, entre le Pripet et les Carpathes. Pour se conformer à cette situation, il fallut affaiblir, toujours davantage, le front du commandant en chef à l’Est, pour renforcer les fronts situés plus au Sud. Les opérations tactiques, entre le groupe d’armées du feld-maréchal prince Léopold de Bavière et celui du commandant en chef à l’Est, se trouvèrent dépendre intimement les unes des autres, de même entre le front allemand et le front austro-hongrois. L’organisation du commandement, qui avait été conservée jusque-là, convenait bien au temps de calme, mais non pas aux situations qui pouvaient se présenter par suite des attaques russes. Il fallait alors agir avec plus de rapidité. Un détour par les Quartiers Généraux des deux fronts, à Charleville ou bien Pless et Teschen, pouvait entraîner des pertes de temps qui n’ont jamais leur raison d’être. Déjà, pendant la grande offensive de mars, on avait senti combien cette organisation du commandement était gênante. Les frottements n’avaient été évités que par suite de notre excellente collaboration avec le groupe d’armées du feld-maréchal prince Léopold de Bavière et le groupe d’armées Woyrsch qui était sous ses ordres. Depuis cette époque, l’idée d’unifier le haut commandement sur le front oriental était restée à l’ordre du jour. On parla d’abord de mettre le dernier groupe, dont nous avons parlé, sous les ordres du commandant en chef du front Est. Mais puisqu’il fallait constituer le tout en un bloc, comme les nécessités de la guerre l’exigent, on devait donner, au commandant en chef à l’Est, l’autorité sur tout le front Est, depuis la baie de Riga jusqu’aux Carpathes. Il fallut de plus amères leçons, avant que cela fût réalisé. Des circonstances, qui n’avaient rien à faire à la chose, empêchèrent la solution. En particulier, il était difficile pour le G. Q. G. austro-hongrois, à cause des soi-disant questions de prestige, d’admettre qu’on pût limiter son autorité tactique sur ses propres troupes. Chaque fois qu’on avait réglé les pouvoirs du commandement, ce G. Q. G. avait jalousement maintenu le point de vue autrichien qui était de ne jamais permettre que l’Allemagne parût prédominer sur le terrain militaire. Du côté allemand seul, on avait toujours mis au premier plan les seules exigences de la situation militaire.

Le 4 juin commença l’offensive russe contre le front austro-hongrois à l’est de Loutsk, à Târnopol et un peu au nord du Dniester.

Les attaques ne furent pas menées avec une supériorité décisive. Dans la région de Tarnopol, elles furent immédiatement repoussées par l’armée du général comte von Bothmer qui avait succédé au général von Linsingen à la tête de l’armée allemande du sud ; elles amenèrent, au contraire, sur les deux autres points, le complet succès des Russes. Aux deux endroits, les Russes pénétrèrent profondément dans le front austro-hongrois. Mais ce qui était plus grave, les troupes austro-hongroises avaient montré si peu de résistance que la situation sur le front oriental devenait, tout d’un coup, très sérieuse. Bien que nous attendions nous-mêmes une attaque, nous tînmes aussitôt des divisions prêtes à partir vers le sud. Le groupe d’armées du feld-maréchal prince Léopold de Bavière agit de même, bien qu’il se trouvât dans la même situation. Le G. Q. G. allemand demanda beaucoup aux deux groupes ; il tira aussi des divisions du front occidental. La bataille de la Somme n’avait pas encore commencé. L’Autriche-Hongrie arrêta peu à peu son offensive italienne et envoya de même des troupes sur son front Est.

L’armée italienne, là-dessus, passa à l’offensive en face du Tyrol. La situation était entièrement changée. Elle devait bientôt, par suite du déclenchement de la bataille de la Somme, et plus tard par la déclaration de guerre de la Roumanie, tourner encore plus à notre désavantage.

Le G. Q. G. allemand semble avoir espéré qu’il pourrait contrebalancer la percée ennemie à Loutsk par une contre-offensive, comme nous y réussîmes plus tard à Cambrai en novembre-décembre 1917, pendant qu’on rétablirait le grave enfoncement qui s’était produit sur le Dniester.

L’offensive russe à Loutsk progressa rapidement, à cause du peu de résistance qu’offrirent les troupes austro-hongroises, et atteignit le Stockod, le long du chemin de fer de Kovel. Les premiers renforts allemands furent entraînés dans la retraite. Sur le Stockod, des deux côtés de la voie, se forma peu à peu un nouveau front allemand. Il se tint en contact avec les troupes austro-hongroises demeurées sur le Styr. Dans la direction ouest, les Russes avaient poussé moins vigoureusement leur avance, bien qu’une grande victoire y fût à leur portée. Ils avaient trop peu de troupes pour pouvoir exploiter la situation. La 4e Armée austro-hongroise battue avait peine à rassembler ses débris, à l’ouest du Stockod, près de Saturtzy-Kisjelin. Naturellement, l’aile austro-hongroise que nous avions dégagée au sud de Loutsk devait reculer fortement, en opérant une conversion, pour éviter d’être roulée sur elle-même. Là aussi la force manquait à Broussilof pour pousser énergiquement son opération.

Les renforts, qui continuèrent d’arriver, fortifièrent le front des deux côtés de la voie Kovel-Loutsk, recueillirent, plus au sud, la 4e Armée et formèrent un puissant groupe d’attaque, aux environs de Gorochov, derrière l’aile qui avait obliqué vers le sud-ouest. La situation critique, dans laquelle on était, ne permit pas d’attendre l’arrivée de tous les renforts et de faire

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 8. — Offensive russe en 1916. |

une attaque d’ensemble malgré les efforts du groupe d’armées Linsingen dans ce sens. Les contre-attaques exécutées surtout par des troupes allemandes pendant la seconde quinzaine de juin et dans les premiers jours de juillet n’aboutirent qu’à des succès locaux.

L’attaque russe sur le Dniester avait enfoncé les divisions austro-hongroises du général von Pflanzer-Baltin, en partant du nord-est, en direction d’Ocna (à l’est de Zaleschtschyki) Snia-syn et conquis très vite une étendue considérable de terrain au sud du fleuve ; Czernowitz tomba. À la fin de juin, les Russes avaient atteint la ligne Tlumatsch, sur le Dniester, Kolomea-Kimpolung et l’avait dépassée en poussant vers les défilés des Carpathes.

Le front autrichien au sud du Dniester, resserré d’abord entre le fleuve et la frontière roumaine, à l’est de Czernovitz, s’était élargi considérablement. Les nouvelles lignes ainsi allongées n’étaient par suite que très faiblement occupées.

Les communications par chemin de fer, extraordinairement difficiles, ne permettaient d’y amener des renforts que très péniblement. Des troupes allemandes furent également transportées jusqu’au Dniester et dans les Carpathes. Elles étaient envoyées en partie par le front est et en partie par le front ouest. Tout ce qui parvenait là-bas de divisions fraîches suffisait à peine à tenir le front. Dans ces conditions, des contre-attaques n’étaient pas indiquées. Elles furent cependant tentées par nos troupes, mais demeurèrent sans résultat. La pure défensive eût été dès l’abord préférable sur ce point. Mais les Russes se trouvaient également aux prises avec de grandes difficultés dans leurs déplacements de troupes et ils n’étaient pas en forces. Cette circonstance rendit plus de services à l’armée austro-hongroise que sa propre résistance. Par suite de la complète défaite de nos alliés au sud du Dniester, le général comte von Bothmer dut se résoudre, au début de juillet, à ramener son aile droite de Butschatsch jusque vers l’embouchure du Koropittz. Du reste l’armée, grâce au prestige éminent dont elle jouissait auprès des troupes austro-hongroises sous ses ordres, avait repoussé toutes les attaques des Russes.

Pendant que les assauts des Russes contre l’armée austro-hongroise marquaient encore leurs premiers succès du début et que la plus grande partie des réserves du commandant en chef du front est et du groupe d’armées du prince Léopold de Bavière étaient parties pour rejoindre le front de nos alliés, une offensive extrêmement puissante des Russes contre le détachement d’armée Woyrsch se déclencha le 13 juin. Elle échoua totalement. Ce fut une lutte très dure. Le groupe d’armées et le général von Woyrsch avaient dû engager toutes leurs réserves.

Nous attendions toujours à ce moment-là une attaque dans la région de Smorgony ou bien, peut-être, sur les anciens champs de bataille de mars, ou bien encore à Riga. Les Russes y disposaient toujours de très grandes forces.

Cependant nous nous affaiblissions extrêmement pour venir au secours des armées du Sud. Nous retirâmes sur tout le front des bataillons pour servir de réserve. J’en tirai aussi des dépôts de recrues, bien que je fusse certain que ce serait seulement une goutte d’eau sur le brasier si les Russes remportaient un succès réel. Nous avions le très ferme espoir que nos troupes, même clairsemées, tiendraient' leurs positions. Notre inquiétude grandit au cours des événements qui suivirent.

D’abord les Russes devant notre front ne s’étaient pas encore affaiblis notablement. Il leur fallut se décider, ou bien à vraiment nous attaquer, ou à maintenir et exploiter leurs succès dans le Sud. Que l’Autriche-Hongrie et nous-mêmes fussions disposés à envoyer là-bas des renforts, ils en étaient persuadés à l’avance. Ils cherchaient la décision sur le front austro-hongrois, mais disposaient cependant d’une telle quantité de réserves qu’ils pouvaient aussi diriger contre notre front une attaque violente, et pour le moins, nous empêcher d’envoyer d’autres forces vers le Sud.

Pendant que les troupes allemandes et austro-hongroises entraient en ligne à la périphérie du saillant de Loutsk, sur le Dniester et dans les Carpathes et procédaient presque partout dans la deuxième moitié de juin à des attaques locales, les Russes amenaient leurs renforts aux points de leur percée et par des contre-attaques, arrêtaient les attaques partielles des Allemands.

Ils contraignirent, au milieu de juin, les Allemands, après d’âpres combats dans lesquels les troupes austro-hongroises offrirent de nouveau peu de résistance, à renoncer dans le saillant de Loutsk à leurs premiers succès. Ils poussèrent aussi vers le Sud-Ouest, en remontant le cours du Styr. Le général von Bœhm-Ermolli se vit contraint de ramener son aile gauche et son centre sur la frontière galicienne. Mais dans le saillant de Loutsk, l’attaque des Russes fut enrayée.

Au Sud du Dniester, vers les Carpathes, les Russes gagnèrent encore plus de terrain.

Pendant que ces combats se livraient aux deux foyers principaux de l’offensive, de fortes attaques rosses se produisaient sur le front du commandant en chef de l’Est, entre les lacs Narotsch et Vischnier dans la région de Smorgony, sur le front du groupe d’armées du feld-maréchal prince Léopold, au nord-est et au sud de Baranovitchi, et sur le front du groupe d’armées von Linsingen vers la boucle du Styr. On se battait aussi dans le secteur du comte Bothmer.

Au début de juillet, des luttes violentes se poursuivaient sur la plus grande partie du front oriental, pendant que sur la Somme, la France et l’Angleterre obtenaient leurs premiers succès.

Nous soutînmes le choc et le repoussâmes complètement après des combats qui durèrent plusieurs jours. Parmi les troupes austro-hongroises du groupe d’armées Woyrsch, un enfoncement se produisit ; nous dûmes engager là toutes nos réserves si péniblement conservées, pour maintenir le front ; on y réussit. À partir du 8 juillet, les combats se calmèrent sur ce point.

L’attaque russe sur la boucle du Styr au nord de Loutsk eut un plein succès. Les troupes austro-hongroises se laissèrent percer en plusieurs points ; des formations allemandes, qui venaient à leur secours, se trouvèrent aussi en mauvaise posture ; le général Linsingen se vit obligé, le 7 juillet, de ramener son aile gauche derrière le Stockod. De même la droite du groupe d’armées du prince Léopold de Bavière — la partie du groupe d’armées Gronau qui se trouvait au sud du Pripet — dut céder du terrain.

Ce fut un des moments les plus critiques sur le front oriental. On n’espérait guère que les troupes austro-hongroises tiendraient sur la ligne mal fortifiée du Stockod.

Nous acceptâmes de nous affaiblir encore davantage et le prince Léopold de Bavière s’y résolut aussi. Bien que les attaques des Russes pussent renaître à chaque instant, on dut allonger les fronts ; des régiments furent retirés pour aller appuyer l’aile gauche du groupe d’armées Linsingen au nord-est et à l’est de Kovel. S’il reculait davantage encore, on ne pouvait imaginer où cela nous mènerait. Ce furent des jours critiquas ; nous engageâmes toutes nos ressources et nous savions bien que personne ne pourrait venir à notre secours si l’ennemi nous attaquait. Et c’est ce qui arriva ! Avec une vigueur extraordinaire, les Russes attaquèrent, le 16 juillet, un peu à l’ouest de la Duna, en partant de la tête de pont de Riga. Dans leur premier élan, ils gagnèrent du terrain. Il y eut un très dur moment à passer avant que la crise pût être surmontée, grâce à la vaillance des troupes et à la vigilance du commandement de la 8e armée qui ne disposait que de quelques bataillons et de batteries isolées.

Ces combats n’étaient pas encore terminés, lorsqu’à la fin de juillet nous découvrîmes de sûrs indices que les attaques allaient reprendre dans la' région de Baranovitchi et sur tout le cours du Stockod. C’est avec angoisse que nous les vîmes venir ; les troupes étaient épuisées par ces combats continuels et devaient tenir de larges fronts ; les troupes austro-hongroises avaient perdu toute confiance en elles-mêmes et avaient besoin d’être soutenues partout par les troupes allemandes.

Jusqu’au Stockod, nous pouvions embrasser clairement la situation, mais plus au sud, elle devenait moins nette. Nous savions seulement que le colonel-général von Bœhm-Ermolli attendait aussi des attaques dans la région de Brody et que les Russes poursuivaient leurs attaques de toutes leurs forces entre le Dniester et les Carpathes et que plus loin dans la zone montagneuse, ils gagnaient du terrain vers les crêtes. Le général comte Bothmer dominait, dans l’ensemble, les attaques ennemies, comme un rocher au sein de la mer déchaînée.

Il était clair que le Russe se ramassait de nouveau sur lui-même pour frapper un coup puissant, pendant que nous continuions à répandre des flots de sang sur la Somme, et que l’armée austro-hongroise se trouvait durement pressée sur le front italien. Nous vivions dans une atmosphère orageuse, les nerfs étaient tendus à l’extrême.

XIV

Durant les jours pénibles et angoissants que nous avions vécus depuis le début de juin à Kovno, nous étions en étroites relations avec le G. Q. G. Nous avions, sans cesse, attiré son attention sur la nécessité qui s’imposait d’unifier le haut commandement sur le front oriental. Sans doute, on s’en était bien tiré, mais on avait pu remarquer que le déplacement des réserves aurait donné lieu à moins de frottements si une volonté unique s’était exercée sur le front oriental. Déjà, à la fin de juin, nous avions été mandés à Pless, le feld-maréchal et moi, pour exposer nos idées sur la situation dans l’Est. Nous ne pouvions la représenter que sous des couleurs très sombres. Naturellement nous attirâmes de nouveau l’attention sur la question de l’unification du commandement et nous signalâmes la nécessité qui s’imposait de resserrer davantage encore les liaisons entre l’armée austro-hongroise et l’armée allemande. Le front du commandant en chef de l’Est pouvait, lui aussi, mettre en ligne, aux endroits tranquilles, des troupes austro-hongroises. Nous attachions la plus grande importance à ce que l’instruction de l’armée austro-hongroise, et de son infanterie en particulier, se fît d’après des principes vraiment modernes.

Le voyage à Pless n’amena aucun résultat en ce qui concerne le commandement. Les résistances étaient trop fortes. Par contre, le G. Q. G. résolut de former trois divisions pour le front austro-hongrois à l’aide de prélèvements opérés à l’Ouest et à l’Est. Elles devaient être prêtes, en Pologne, vers le début d’août. On commença à faire l’échange entre les divisions allemandes et austro-hongroises. Nous reçûmes une division épuisée de troupes d’infanteries austro-hongroises qui remplaça la 10e division de landwehr à la 10e Armée. Cette division de landwehr fut envoyée de suite au général von Linsingen. Une deuxième division autrichienne, qui nous était aussi attribuée, ne put être retirée à cause du caractère critique de la situation.

L’armée austro-hongroise avait réglé l’envoi de ses renforts de telle sorte qu’un bataillon dit de marche, composé d’hommes de l’« ersatz » était envoyé, à intervalles déterminés, à chaque régiment, et même à tous les régiments en même temps. Ces bataillons entraient souvent dans les régiments comme bataillons de combat. Les régiments, qui n’avaient pas subi de pertes, comptaient parfois cinq ou six bataillons au lieu de trois, tandis que certains autres avaient des effectifs très bas. On faisait, sur place, un nivellement qui, naturellement, étant donnée la diversité des nationalités, était très difficile à réaliser. Des différences très importantes subsistaient dans les effectifs. Ce qui était plus grave, c’est que l’instruction des bataillons de marche de l’infanterie était très insuffisante. Ils fournissaient seulement de grandes quantités de prisonniers. Nous dûmes intervenir dans l’instruction de ces bataillons de marche. Nous y veillâmes et, dans le cours de ce travail, il nous arriva de rencontrer de bons soldats très utilisables ; quant aux officiers que possédait encore à cette époque l’armée austro-hongroise, ils étaient mous et n’avaient pas été pénétrés de cette conscience du devoir que l’on trouve chez l’officier allemand.

Le 27 juillet, nous fûmes de nouveau convoqués à Pless. La nouvelle de la chute de Brody, que l’on reçut ce jour-là, amena le Haut-Commandement austro-hongrois à se départir partiellement du point de vue qui avait été le sien jusqu’alors. Il consentit à ce que le feld-maréchal von Hindenburg prît le commandement en chef jusqu’au Sud de Brody. Les armées des généraux comte Bothmer et von Pflanzer-Baltin formaient déjà un groupe d’armées, sous le commandement de l’archiduc héritier, avec le général von seeckt, comme chef d’état-major. Nous demeurions sous le haut commandement du G. Q. G. allemand. Le groupe d’armées de l’archiduc Charles resta comme auparavant sous le haut commandement austro-hongrois. On n’avait pu se résoudre à aller jusqu’au bout. Toujours est-il que la nouvelle organisation présentait des avantages si essentiels que j’y vis un réel progrès.

Nous retournâmes d’abord à Kovno. Je fis mes adieux à cette localité, où j’avais vécu d’heureux moments de travail pacifique et, à la fin, des heures si critiques. Je laissais dans l’administration beaucoup de mes fidèles collaborateurs. L’état-major militaire demeura tel qu’il avait été constitué.

J’avais pris la décision de visiter d’abord les commandements d’armées du front austro-hongrois pour me faire une opinion personnelle sur la situation. Cn n’avait pas encore décidé où serait le nouveau quartier général. On ne pensait pas à demeurer à Kovno, qui était située trop au nord. Nous voulions habiter provisoirement dans notre train.

Le général von Eichhorn reçut, tout en conservant son commandement de la 10e Armée, le commandement du {groupe d’armées composé du groupe Scholtz et de la 8e Armée. La 12e Armée passa sous les ordres du groupe d’armées du feld-maréchal prince Léopold de Bavière.

# NOTRE COMMANDEMENT ÉLARGI SUR LE FRONT ORIENTAL EN AOÛT 1916

I

Le 3 ou le 4 août, nous étions à Kovel, Q. G. du général von Linsingen. Son chef d’état-major était le colonel Hell, qui avait été jusqu’alors chef d’état-major à la 10e armée. Il avait pris, en juillet, possession de ses nouvelles fonctions et il était l’homme qui convenait, dans des circonstances extraordinairement critiques.

Le front oriental venait de revivre de mauvais jours. L’assaut puissant des Russes s’était déclenché. On ne pouvait prévoir la fin de ces combats. Les troupes étaient très fatiguées. Les relèves n’étaient possibles que dans une très faible mesure. Nous avions sur le front Est trop de troupes composées de vieilles classes que nous n’engagions pas volontiers sur les points principaux de la lutte.

Pendant que les combats près de Riga s’éteignaient, les Russes attaquèrent de nouveau le 25 juillet au nord de Baranovitchi et à l’endroit précis où ils pensaient trouver des troupes austro-hongroises et où ils avaient jadis remporté des succès ; ceux-ci avaient alors été arrêtés par une contre-attaque allemande. Les attaques menées avec rage par les Russes, le 25 et le 27, n’obtinrent aucun résultat.

Les combats qui se livraient en face du groupe d’armées von Linsingen s’étaient prolongés jusque dans la seconde moitié de juillet. Ils ne cessèrent jamais entièrement. La tâche du groupe d’armées était difficile. Le front manquait de solidité.

Le 28 juillet, la grande attaque russe le long du Stockod avait commencé et s’était prolongée avec une extraordinaire violence, jusqu’au soir du 1er août. Les Russes s’étaient assuré une écrasante supériorité, et avaient sans cesse engagé de nouvelles troupes sans faire attention aux pertes. Sur de nombreux points il y avait eu des heures très critiques. Des troupes allemandes de landwehr durent rejeter l’ennemi qui avait pénétré dans les lignes austro-hongroises ; des troupes allemandes elles-mêmes perdirent du terrain dans leurs lignes, très faiblement tenues ; les pertes furent lourdes. En fin de compte, en mettant tout en action on réussit à maintenir le front.

Le combat s’était étendu également vers le nord, au groupe d’armées Gronau qui se défendait vigoureusement, avec un calme admirable, à l’aide des faibles forces dont il disposait sur un front très large. Il dépensa ses réserves avec une extrême circonspection et conserva toujours quelques disponibilités pour appuyer l’extrême aile gauche du général von Linsingen.

L’état d’esprit de cet État-Major était naturellement soucieux, mais aussi ferme et résolu. On voyait clairement que les Russes, en dépit de leurs pertes effroyables, reprendraient bientôt leurs attaques, et de façon durable. Ils avaient assez d’hommes, mais ils s’en servaient sans aucun ménagement ; avec une semblable tactique, ils n’obtenaient contre nos lignes minces aucun résultat. L’État-Major du groupe d’armées espérait bien demeurer maître de la situation.

Je vis aussi à Kovel le général von Bernhardi, qui commandait dans la région des voies du chemin de fer de Kovel à Loutsk et Sarny ; c’était un soldat passionné et tout brûlant de patriotisme.

Le soir, nous étions à Vladimir-Volinski, quartier général de la 4e Armée austro-hongroise, qui était sous les ordres du général von Linsingen. Cette armée était bourrée de troupes allemandes. Le commandant en chef, colonel-général von Tertszczanski, un nerveux, était surtout pénétré du « prestige autrichien » et il suscita, dans cet ordre d’idées, de nombreuses difficultés au général von Linsingen. Nous mangeâmes chez lui. Des bataillons de marche faisaient la haie, en l’honneur du feld-maréchal, depuis le chemin de fer jusqu’à la salle à manger. Les soldats faisaient une bonne impression.

Le général von Tertszczanski s’exprima avec une sincérité surprenante sur l’attitude des troupes austro-hongroises au cours des derniers combats. Nous en retirâmes une mauvaise » impression.

Le lendemain matin nous étions à Leinberg, quartier-général de la 2e Armée austro-hongroise. Je fus émerveillé de la beauté et de l’aspect allemand de Lemberg. C’était tout le contraire de Cracovie, qui présente entièrement le caractère d’une ville polonaise. Nous trouvâmes dans le général von Bœhm-Ermolli et son chef d’état-major, général Bardofï, des soldats clairvoyants et de jugement sûr, avec qui les autorités allemandes eurent partout le plus grand plaisir à collaborer. Ils ne se faisaient aucune illusion sur la force de résistance de leurs troupes ; l’armée avait été retirée derrière Brody et le Sereth supérieur, après les attaques russes de la fin de juillet. Tous deux furent ravis d’apprendre qu’on pourrait leur attribuer, prochainement, un détachement mixte allemand. Ils étaient sûrs que l’ennemi poursuivrait ses attaques. Nous passâmes encore quelques heures dans ce milieu de camarades au quartier-général d’armée et partîmes avec l’impression que cet État-Major était tout à fait à la hauteur de sa tâche. Mais il fallait s’attendre sur le front à des attaques russes imminentes et, en dépit de la force de la position, à une période critique, parce qu’il ne nous était pas possible de faire parvenir là des renforts en temps utile.

À Lemberg, je m’entretins aussi avec le général von Seeckt, qui jugeait très sérieuse la position du groupe d’armées de l’archiduc Charles, en particulier au sud du Dniester. Les Russes serraient de près la position qui se trouvait à l’ouest de Tlumatsch-Ottynia et avaient escaladé une partie de la crête des Carpathes entre le défilé des Tartares et la frontière roumaine. Nous étions liés, corps et âme, au destin de ce groupe d’armées ; sa situation sérieuse nous réservait, à nous aussi, de graves soucis. Si ce groupe d’armées reculait encore plus au sud du Dniester, il entraînait avec lui son aile gauche et plus tard aussi l’aile droite du front Est élargi. Nous devions tenir compte de ce qui se passait à ce groupe d’armées, bien qu’il ne fût pas sous nos ordres. Il nous arriva souvent de le tirer d’affaire. À cette époque, la 1re D. I. qui avait déjà combattu dans les Carpathes durant l’hiver de 1915 arrivait là-bas du front ouest à travers la Hongrie sur l’ordre du G. Q. G. J’aurais préféré la voir au nord du massif montagneux. Il était peu vraisemblable que les Russes se glisseraient entre notre front et la Moldavie dans les Carpathes pour envelopper notre extrême aile droite. Les communications arrière étaient bien trop mauvaises. Le danger ne pouvait pas être bien grand. Il demeurait toujours possible d’y parer, en dépit des communications invraisemblables, par les chemins de fer que l’on trouvait en Hongrie. Le Quartier-Général d’armée austro-hongrois, à Teschen, craignait, par contre, une irruption des Russes en Hongrie ; les appels au secours qui nous arrivaient de là-bas l’emportèrent sur les considérations militaires.

Durant notre voyage de retour vers Brest-Litowsk, où nous voulions nous arrêter d’abord avec notre train, nous causâmes encore avec les généraux von der Marwitz et Litzmann qui commandaient maintenant des groupes mixtes composés de troupes allemandes et austro-hongroises dans le cadre du groupe d’armées von Linsingen. Ils trouvaient que leur position serait très sérieuse au cas, qui leur paraissait certain, où les Russes renouvelleraient leurs attaques ; ils apportaient, à l’appui de leur opinion, des récits des derniers combats. Le général von der Marwitz était, comme le général Litzmann, une magnifique nature de soldat et un chef intrépide, à qui le bien-être et l’instruction de la troupe tenaient particulièrement au cœur.

Partout nous avions entendu la même antienne : la crise sur le front Est conservait toute son acuité.

Je m’étais donné pour tâche de fortifier le front et d’instruire l’armée austro-hongroise. Dans quelle mesure pourrais-je y réussir ? Je n’en savais rien.

II

Notre Quartier Général, dans notre train, en gare de Brest-Litowsk, n’était guère brillant. Nous étions très à l’étroit. On n’avait pas de place pour travailler. Les grandes cartes à elles seules sont très exigeantes à cause de leurs dimensions et, de plus, il fallait pouvoir écrire. J’avais admiré comment le lieutenant-colonel Hoffmann s’en tirait avec son soi-disant salon ; les autres avaient encore moins de place ; de plus, un soleil brûlant tombait impitoyablement sur les toits des wagons et en rendait le séjour insupportable. Je résolus, en conséquence, d’abandonner le train le plus tôt possible, et proposai au feld-maréchal Brest-Litowsk même, comme quartier général. Ces Messieurs de l’État-Major en furent un peu effrayés. La ville entièrement brûlée ne comptait pas, la citadelle était une petite prison. Le commandant de la place y avait établi son logement et ses bureaux, mais il n’avait pas eu à sa disposition les corvées nécessaires pour la mettre en état. Tout y était retourné à l’état sauvage et envahi par la végétation ; on n’y avait rien fait ; les orties y atteignaient des dimensions gigantesques. L’atmosphère était humide et marécageuse. Des baraques y étaient restées, mais sans meubles. Mais tant pis, il fallait prendre une décision. J’ordonnai qu’on installât le Quartier Général dans la citadelle. Naturellement, il fallut un certain temps pour que tout fût terminé et que nous pussions quitter notre train.

Je me suis plu à Brest et ne suis pas sorti de la citadelle.

 Quelques beaux saules très grands qui laissent pendre leurs branches dans les ruisseaux qui coulent à travers la citadelle, et quelques courtes allées, suffisent à donner à l’ensemble un aimable caractère. Hors de la citadelle, c’était le désert ; les installations sans beauté, mais si importantes, du chemin de fer, et la ville incendiée, offraient peu d’attractions.

Je fis débarrasser les baraques des broussailles qui les entouraient, pour que l’air pût circuler autour des parois et chasser leur humidité ; on abattit les arbres, on coupa les branches, pour donner libre accès au soleil et à la lumière. C’était pour moi un plaisir de m’occuper de cette installation.

Pour fortifier le front austro-hongrois, il fallait des troupes allemandes. Or, l’ancien front du commandant en chef de l’Est avait déjà été tellement dégarni, qu’on ne pouvait plus y prendre grand’chose. La rude attaque du sud de Riga venait juste d’être repoussée. Elle pouvait être renouvelée. Nous organisâmes encore quelques régiments de cavalerie et un détachement mixte de la force de trois bataillons avec quelques batteries d’artillerie sous le commandement du général Melior. Nous avions d’avance attribué ces forces à la 2e Armée austro-hongroise. Elles y furent transportées aussitôt. Notre unique réserve pour un front d’environ 1.000 kilomètres ne se composait plus que d’une brigade de cavalerie renforcée d’artillerie et de mitrailleuses, situation peu enviable, quand chaque jour il fallait se décider à envoyer des renforts sur des points très éloignés. Mais c’est encore une preuve de plus de ce que nous avons su accomplir, nous, Allemands. La brigade de cavalerie, elle aussi, fut attribuée au front austro-hongrois. Elle dut rejoindre le détachement Melior.

Le G. Q. G. disposait d’autres forces encore à l’Est. Le XVeC. A. turc arrivait. Enver avait pris la décision, aussitôt qu’il avait connu la situation critique du front Est, d’y envoyer un C. A. de la région de Constantinople. Le G. Q. G. allemand voulait s’en servir pour renforcer le groupe d’armées Linsingen. Les fourriers étaient déjà arrivés au début d’août, lorsque la situation, où se trouvait le groupe d’armées de l’archiduc Charles, décida le G. Q. G. à détourner vers la Galicie orientale le C. A. turc, qui n’avait plus que quelques étapes à franchir pour arriver. Les Turcs se sont bien battus dans le cadre de l’armée allemande du sud, bien qu’il leur fallût apprendre et appliquer une méthode de combat toute nouvelle et s’en servir.

Les trois divisions que le G. Q. G. avait ordonné, en juillet, de préparer pour le front Est, allaient bientôt être complètes. J’en aurais volontiers disposé sur-le-champ. Le G. Q. G. ne le permit pas ; il estimait que les divisions n’étaient pas encore prêtes. Quelques jours après, deux d’entre elles nous furent attribuées, la troisième fut donnée au groupe d’armées de l’archiduc Charles.

Les Russes avaient reconnu qu’ils ne pouvaient rien faire contre le front, allemand, et ils n’attaquèrent plus au nord du Pripet. Ils firent peser, toujours davantage, leur effort, sur la Volhynie et la Galicie orientale et y amenèrent de nouvelles forces. Dans la première moitié d’août, ils y continuaient encore leurs attaques.

Le 8 et le 10 août, les Russes attaquèrent de nouveau le groupe d’armées Linsingen et l’aile droite du groupe d’armées Gronau, sur toute son étendue, et ils furent repoussés. Même lorsque l’attaque principale fut terminée, les combats se poursuivirent avec beaucoup d’acharnement, surtout sur le Stockod, à l’est et au nord-est de Kovel. Les Russes réussirent, sur quelques points, à prendre pied sur la rive ouest du Stockod, ce qui n’avait rien de décisif, mais ce qui entraînait quand même de lourdes conséquences, à cause de la grande fatigue et de l’usure considérable des forces du groupe d’armées Linsingen. Cela nous décida à expédier vers Kovel notre réserve de cavalerie.

En même temps que l’attaque russe sur Kovel se produisirent d’autres attaques russes sur la 2e Armée austro-hongroise et le groupe d’armées de l’archiduc Charles en Galicie. L’aile droite de la 2e Armée austro-hongroise fut enfoncée à Zalosche ; le détachement Melior empêcha le désastre, mais le front était devenu si fragile que nous le ramenâmes sur le Zborow. Les deux nouvelles divisions qui avaient été mises à notre disposition y furent engagées sous les ordres du commandant en chef du 1er C. A. général von Eben ; elles suffirent juste pour arriver à tenir' en fin de compte la région autour de Zborow, au cours de combats rudes et prolongés. Elles étaient arrivées trop tard pour défendre le secteur du Sereth.

Lorsque l’aile droite de la 2e Armée eut abandonné ce secteur, la gauche de l’armée Bothmer dut aussi reculer. Elle avait jusque-là bien tenu. Au sud du Dniester, les Russes avaient de nouveau attaqué et rejeté près de Tlumatsch les troupes austro-hongroises et pris Stanislau et Nadvorna. Sur ce point leurs attaques avaient réussi pendant que, dans les Carpathes, des troupes allemandes, sous le général von Conta, parmi lesquelles la 1re D. I., les empêchaient de remporter la victoire.

Il m’avait paru qu’il était particulièrement important, à cause de la Roumanie, d’éviter tout revers dans la Galicie orientale. Mais on ne pouvait plus éviter, à cause des événements qui se déroulaient au sud du Dniester, de ramener l’armée si vaillante du général comte von Bothmer. Elle se retira, en liaison avec la 2e Armée austro-hongroise, à Zborov-Brezany, derrière la Zlota-Lipa et fit converger son aile droite en direction de Stanislau. Au milieu d’août, la défaite de l’armée austro-hongroise parut évidente. L’attitude de la Roumanie devenait toujours plus douteuse.

À partir du milieu d’août, le front élargi du commandant en chef de l’Est commença à se fortifier. En effet, la 2e Armée austro-hongroise reçut encore notre réserve de cavalerie qu’on lui amena de Kovel pour l’intercaler près de Brody. Elle était maintenant tellement bourrée de troupes allemandes que sa position pouvait être regardée comme assurée. D’après leur nombre, les troupes austro-hongroises eussent été en état de tenir leurs positions sans l’aide des troupes allemandes. Mais dans l’état où elles étaient, cela leur devenait impossible. Il nous fallait donc intervenir. Nous leur prêtâmes secours ; mais on ne [remplaça pas le sang que les troupes allemandes versèrent dans les cadres de l’armée austro-hongroise.

Le groupe d’armées Linsingen s’efforça d’apporter de l’ordre dans les liaisons et de se constituer des réserves. Nous lui amenâmes encore la 1re D. de landwehr, de Mitau, d’où les Russes enlevaient aussi beaucoup de troupes.

On activa l’achèvement de la position ; nous dûmes en outre fournir à la 2e Armée austro-hongroise beaucoup de fils de fer barbelés ; on organisa également les communications arrière. Il s’agissait de faire tout ce qui avait été organisé plus au nord au printemps précédent, lorsque les armées du commandant en chef du front Est passèrent de la guerre de mouvement à la guerre de position. Les circonstances étaient les mêmes en ce qui concernait l’organisation de la position. Tout était à faire. L’organisation du réseau ferré était, en gros, plus facile, parce que le front n’avait, pas été comme précédemment avancé, mais reporté en arrière sur ses communications et cependant il y avait beaucoup à faire pour mettre en état les voies qui étaient exploitées par l’Autriche-Hongrie ; il fallut aussi entreprendre de nouvelles lignes et construire, à l’arrière immédiat de l’armée, un réseau de chemins de fer de campagne.

Pour les troupes allemandes qui se trouvaient à la 2e Armée austro-hongroise, il fallait créer à Lemberg des services d’étapes particuliers ; de même dans les Carpathes pour les divisions qui y combattaient.

On commença l’instruction des bataillons de marche d’après nos principes ; des généraux allemands durent les inspecter. Le colonel-prince Oscar de Prusse, à qui fut confiée l’instruction des bataillons de marche austro-hongrois à l’armée allemande du Sud, y travailla avec un grand succès. Des commandants de brigade d’artillerie allemands apprirent à conduire le feu, conformément aux exigences des grandes batailles, à l’artillerie austro-hongroise, qui d’ailleurs connaissait très bien la technique du tir. On commença un échange d’officiers, d’ailleurs très limité. On fit tout ce qui parut possible dans cette situation, pour préserver l’armée austro-hongroise de revers pareils à ceux qui nous avaient tant inquiétés en juin.

Les travaux d’ensemble ou de détail affluaient ; les heures passaient vite dans la citadelle de Brest-Litovsk.

Le 27 août, la Roumanie déclara la guerre à l’Autriche-Hongrie. La double monarchie recueillit ainsi la récompense de la politique exclusive de la Hongrie, et nous, le fruit de notre maladroite inertie.

Le 28, à une heure de l’après-midi, le chef du cabinet militaire, général von Lyncker, transmit par téléphone au feld-maréchal von Hindenburg et à moi, l’ordre de Sa Majesté I’ Empereur de venir sans délai à Pless.

Le même jour, à 4 heures de l’après-midi, nous quittâmes Brest, pour ne plus revenir au front oriental. Nous avions derrière nous deux années de grand travail accompli en commun et de succès formidables.

# PREMIER QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL

29 août 1916-26 octobre 1918

### LA GRANDE OFFENSIVE DE L’ENTENTE, A L’AUTOMNE 1916

I

À notre arrivée à Pless, le 29 août, vers 10 heures nous fûmes reçus par le général von Lyncker. Il nous fit savoir que le feld-maréchal avait été choisi comme chef de l’État-Major Général de l’armée en campagne ; je devais être le second chef d’État-Major. La dénomination de « premier quartier-maître général » me parut mieux appropriée. À mon avis, il ne pouvait y avoir qu’un seul chef de l’État-Major Général ; toutefois je m’étais fait confier expressément une participation entière à la responsabilité, pour toutes les décisions et les mesures à prendre. Sa Majesté nous dit, en nous recevant, qu’elle espérait surmonter la crise sur le front. Le chancelier d’empire, qui était présent à Pless ces jours-là, parla dans le même sens. Il n’exprima pas l’idée de conclure la paix. La gravité de la situation lui aura fait sans doute envisager cette hypothèse, mais la volonté de l’ennemi s’y opposait.

Ma tâche était ingrate ; j’en avais pleine conscience ; je l’assumai avec l’ambition sainte de ne rien faire et de ne penser à rien d’autre qu’à ce qui pouvait conduire la guerre à une issue victorieuse. C’est pour cela seulement que le feld-maréchal et moi avions été appelés. La tâche était gigantesque. Le sentiment de ma responsabilité écrasante ne m’a pas quitté un seul instant. Mon champ d’action était pour moi en partie entièrement nouveau et terriblement compliqué et le poids de la tâche tout à fait insolite. Un fardeau plus lourd n’avait jamais été placé si vite par le destin sur les épaules d’un homme. La tête inclinée, je demandai à Dieu, qui détient toute science, de me donner la force nécessaire.

La situation, au cours de laquelle le feld-maréchal et moi avions été appelés au G. Q. G., était tendue à l’extrême : notre grande guerre défensive, que nous avions jusque-là menée en employant le meilleur procédé de guerre : l’attaque, était devenue exclusivement une guerre de position.

L’Entente avait mis en ligne toutes ses forces pour frapper un coup puissant et, à ce qu’elle croyait, le dernier grand coup ; elle nous acculait à la défensive et de plus provoquait l’entrée en guerre de la Roumanie. Il fallait s’attendre à ce qu’elle intensifiât ses attaques sur le front Ouest, en Italie, en Macédoine et au sud du Pripet, pendant que les Roumains, renforcés par les Russes, pousseraient vers la Transylvanie en pénétrant dans le flanc droit ouvert de notre front Est, ou bien vers la Bulgarie, en partant de la Dobroudja. À chacun de ces deux endroits, nous devions recevoir un coup mortel. Mais sur le théâtre asiatique de la guerre, il fallait s’attendre à un effort intense de la part de l’ennemi. Nous étions jetés dans une lutte de Titans sans pareille. Involontairement les muscles et les nerfs se tendaient ; il fallait sauver la patrie du suprême péril, comme nous l’avions fait à Tannenberg et à Lodz dans une situation plus simple, mais non moins grave. Jusqu’à quel point la déclaration de guerre de la Roumanie nous atteignait-elle ; au point de vue économique, je ne pouvais pas encore alors m’en rendre compte. Les résolutions décisives que nous primes sur le terrain militaire, en septembre, n’ont donc pas été prises sous la pression du facteur économique.

Dans cette lutte décisive, l’Allemagne et ses alliés se trouvaient, par des mesures de violence du caractère le plus monstrueux, séparés du monde, réduits à eux-mêmes, en face des plus grandes puissances militaires de l’Europe, qui disposaient des ressources du reste du monde. Cette situation s’était présentée, aussitôt après l’échec de notre premier coup contre la

France en 1914. Il était arrivé ce que le feld-maréchal von Moltke avait prédit le 14 mai 1890 :

« Si la guerre qui, depuis plus de dix ans déjà est suspendue sur nos têtes vient à éclater, on ne peut prévoir ni sa durée, si son issue. Ce sont les plus grandes puissances de l’Europe qui entreront en lutte les unes contre les autres, armées comme elles ne l’ont jamais été ; aucune d’entre elles ne pourra, en une ou deux campagnes, être assez complètement battue, pour qu’elle se déclare vaincue, pour qu’elle soit contrainte d’accepter la paix à de dures conditions, pour qu’elle ne puisse plus se relever, même dans le délai d’un an, et recommencer la guerre. Cela peut être une guerre de sept ans, de trente ans... »

Avec le temps, l’énorme supériorité de l’ennemi en masses d’hommes et en matériel de guerre devait devenir toujours plus sensible. De notre côté, les deux premières années de la guerre avaient amené pour notre armée un grand affaiblissement ; la fleur de nos défenseurs gisait sous le vert gazon. Mais l’armée était encore vigoureuse et forte et avait pu mettre à l’abri de l’ennemi non seulement les frontières de notre propre patrie, mais encore sur le théâtre européen de la guerre, celles de ses alliés.

Sur le front oriental seul, nous venions de subir un revers, parce que l’armée austro-hongroise avait, sans cesse, perdu de sa valeur combative. Nous y avions paré. Nous devions encore y réussir plus tard, mais cela exigerait de nouvelles forces allemandes. L’Autriche-Hongrie continuait à dépenser le sang allemand et en même temps toutes les ressources dont l’Allemagne avait besoin pour la guerre. Elle réclamait particulièrement du charbon et du matériel de chemin de fer. En Bulgarie et en Turquie, situation identique, sauf qu’on n’allait pas aussi loin dans les demandes de troupes ; par contre, ces alliés réclamaient davantage encore d’argent et de matériel de guerre, comme aussi de moyens de transport. Partout, l’Allemagne dut venir en aide à ses alliés ; elle le fit, et en beaucoup de cas, sans recevoir en échange les compensations nécessaires.

Nous fûmes cependant soulagés indirectement par nos alliés. Sans eux, la guerre eût été inconcevable. Ils prirent leur grande part de celle-ci, mais ils regardaient comme un droit de s’adresser sans cesse à nous avec de nouvelles exigences, bien que leurs efforts fussent loin d’égaler les nôtres. Plus la guerre durait, plus cette réquisition de l’Allemagne par ses alliés devenait gênante pour l’alliance. Tout le fardeau monstrueux de cette guerre pesait sur nos épaules.

Au point de vue du nombre, l’ennemi s’était sans cesse renforcé depuis le début de la guerre. L’Italie était entrée en ligne. Tous les États avaient créé de nouvelles formations et appelé tous leurs alliés, même éloignés. Voilà maintenant que la Roumanie nous attaquait, avec 750.000 hommes. Nous étions en face de cette coalition en trop grande infériorité, bien que la Bulgarie et la Turquie se fussent jointes à notre alliance, et malgré toutes les innovations et les transformations que nous entreprîmes sans cesse. Nous mettions en ligne au front environ six millions d’hommes contre dix millions d’ennemis.

L’équipement des armées de l’Entente en matériel de guerre s’élevait à un point qui n’avait jamais été atteint. La bataille de la Somme prouvait chaque jour, avec plus d’évidence, combien était grande l’avance de l’ennemi. Si l’on faisait entrer de plus en compte la haine et la monstrueuse volonté que l’Entente apportait dans la poursuite de la guerre, le blocus de famine et d’extermination, et la propagande de mensonges et d’excitations si dangereuse pour nous que faisaient nos ennemis, il en résultait que nous, ne pouvions penser à une victoire que si l’Allemagne et ses alliés fournissaient, en hommes et en puissance économique, tout ce qu’ils pouvaient fournir, et que si chaque homme, qui entrait en campagne, emportait avec lui, de sa patrie, la volonté inflexible de forcer la victoire et la conviction que l’armée devait vaincre pour le salut de la patrie. Le soldat en campagne, qui a souffert le pire de ce qu’un homme peut souffrir, a un besoin pressant, aux heures de détresse, de ce supplément de force morale qui lui vient de la patrie, pour pouvoir demeurer ferme à son poste sur le front, et tout endurer.

Étant donnée, la situation devant laquelle nous nous trouvions, le feld-maréchal et moi, nous pensions, d’après notre conception de la guerre et la volonté de nous anéantir qui animait nos ennemis, qu’il fallait porter à leur plus haut point de développement les forces physiques, économiques et morales de la patrie. Le G. Q. G. exprima au gouvernement de l’empire ses désirs concernant les hommes, le matériel de guerre et la vigueur morale.

Nous influençâmes nos alliés dans le même sens, du mieux possible. L’Autriche-Hongrie avait déjà reculé l’âge du service dans le landsturm jusqu’à cinquante-cinq ans, la Turquie l’âge du service jusqu’à cinquante ans et elles avaient ainsi utilisé leurs réserves d’hommes jusqu’à l’extrême limite, au moins sur le papier.

Dans cette situation, le G. Q. G. fut plus que jamais contraint à rechercher dans les territoires occupés un supplément de forces.

Tels furent les changements dont le Haut-Commandement escompta une influence décisive.

Le chef d’État-Major de la marine se déclara partisan d’une guerre sous-marine sans restrictions, qui atteindrait aussi les vaisseaux neutres dans la zone du blocus. C’était l’aide la plus efficace que la marine pût apporter à l’armée au milieu de ses durs combats. On ne croyait guère que les forces navales ennemies affronteraient encore une fois la bataille ; une tentative faite en août pour les y amener demeura sans succès. Les barrages de mines ennemis gênaient de plus en plus la liberté de mouvement de notre flotte de haute mer et rendaient plus difficile son emploi. La question de la guerre sous-marine sans limitations fut mise en discussion dès le 30 août, sur le désir du chancelier d’empire. Pour le feld-maréchal et pour moi, il y avait intérêt à ce que les éléments de notre force militaire qui se trouvaient dans notre marine ne demeurassent pas inexploités pendant la grande lutte des peuples. Le fait d’assurer la liberté de la Baltique et d’entretenir en Flandres le Corps de Marine ne constituait pas un appui suffisant prêté à l’armée, tandis que l’Entente par sa manière de conduire la guerre trouvait dans ses différentes marines une aide décisive. C’était avec le plus profond regret que nous ne pouvions nous exprimer en faveur de la guerre sous-marine sans limitations, puisque, d’après le jugement du chancelier d’empire, la guerre avec la Hollande et le Danemark devait en résulter ; nous n’avions pas un seul homme à notre disposition pour nous défendre contre ces deux États. Ils pouvaient, avec leurs armées qui n’étaient sans doute pas entraînées à la guerre, pénétrer en Allemagne et nous porter le coup mortel. Nous aurions été vaincus avant que la guerre sous-marine sans limitations eût commencé de produire l’effet prévu par l’Amirauté.

Mais la discussion nous fournit l’occasion d’étudier l’état de nos frontières du côté du Danemark et de la Hollande. L’E. M. du front Nord, qui se trouvait à Hambourg, reçut l’ordre de faire construire des positions aux frontières danoise et hollandaise. Le gouverneur général à Bruxelles fut prié d’activer la construction des défenses déjà un peu commencées à la frontière nord de la Belgique, dans la mesure où il le pourrait avec les forces dont il disposait.

II

Au front Ouest, la bataille de Verdun était sur son déclin ; la bataille de la Somme n’avait pas procuré à l’Entente au début de juillet la percée qu’elle espérait. La deuxième bataille d’usure de l’année 1916 se poursuivit depuis lors, des deux côtés de la Somme, avec un acharnement inouï et dans une suite de combats ininterrompue.

Verdun nous a coûté beaucoup de sang. La position de nos troupes qui attaquaient était devenue de moins en moins favorable. Plus elles gagnaient du terrain, plus elles pénétraient profondément dans le champ d’entonnoirs et usaient leurs forces, en dehors même des combats, à séjourner dans une pareille contrée où le ravitaillement se faisait si difficilement, à travers de longs espaces inhospitaliers, tandis que les Français trouvaient un appui dans les installations de la forteresse qui était toute proche d’eux. L’attaque se prolongeait encore, épuisante.

La troupe, qui avait accompli de si grandes choses devant cette forteresse, avait le frisson en présence du champ d’entonnoirs. Le commandement lui-même ne marchait, qu’à contrecœur. Le kronprinz allemand s’était de très bonne heure prononcé en faveur de la suspension de l’attaque.

La bataille de la Somme avait été commencée par l’Entente avec une énorme supériorité sur terre et dans les airs. Le G. Q. G. fut surpris au début. Il amenait maintenant des forces en toute hâte, mais il n’avait pas réussi à compenser, même partiellement, la supériorité de l’ennemi en artillerie, en munitions et en avions. L’Entente avait continué de progresser dans les lignes allemandes. Nous avions perdu beaucoup d’hommes et de matériel. Les tranchées de première ligne étaient alors encore fortement occupées. Les abris et les caves se comblaient sous le feu de l’artillerie ennemie. L’ennemi qui attaquait sous la protection du tir de barrage était plus vite arrivé dans la tranchée ou dans les villages, que la garnison n’était sortie de ses abris. Il en résultait souvent que nos hommes étaient faits prisonniers. L’usure en forces physiques et morales était intense ; les divisions ne pouvaient rester que peu de jours en position. Il fallait les relever souvent, pour les reposer sur des fronts calmes. Il était impossible de les conserver en position de réserve, nous n’avions pas pour cela les forces suffisantes. Le nombre des divisions qu’on pouvait encore mettre en ligne diminuait. À cause du manque d’artillerie, on la laissa d’abord en ligne au moment de la relève des divisions. Les divisions, qui étaient relevées par des divisions épuisées, durent aussi de leur côté laisser provisoirement leurs batteries dans les positions qu’elles avaient occupées, et arrivaient sans artillerie à l’arrière du front de combat. Il s’ensuivit une confusion inextricable dans les liens tactiques. Sur le front Ouest, on était en train de former de nouvelles divisions. On avait fait tout ce qu’on avait pu en ce sens, mais rien n’était encore réalisé.

Les munitions devenaient toujours plus rares. Le G. Q. G. les recevait du ministère de la Guerre sous la forme de trains de munitions. C’est moi-même qui les ai chaque jour répartis entre les armées. Celles-ci me faisaient savoir ce qu’elles voulaient et je savais ce que je pouvais donner. C’était une tâche extrêmement pénible et angoissante.

La situation sur le front Ouest était tendue à un point que je n’aurais pas imaginé, mais je ne vis pas du premier coup d’œil toute sa gravité. Ce fut un bien. La résolution importante de retirer du front Ouest, engagé dans de si durs combats, plus de divisions encore et de les envoyer à l’Est, pour y rétablir la situation par une offensive et porter à la Roumanie un coup décisif, eût été trop difficile à prendre.

|  |
| --- |
|  |
| **Croquis n° 9. — Verdun 1916** |

Le feld-maréchal et moi avions l’intention de partir pour l’Ouest aussitôt que possible, pour y étudier sur place la situation. Notre tâche consistait à y organiser une résistance plus opiniâtre et à procurer des renforts. Mais nous préparâmes d’abord des divisions contre la Roumanie et Sa Majesté donna l’ordre important de suspendre l’attaque contre Verdun. Il aurait fallu r arrêter, aussitôt qu’elle prit le caractère d’une bataille d’usure. Le résultat ne correspondait plus aux pertes. Nous devions accepter, dans la défensive, la bataille d’usure qui nous était imposée.

Sur le front italien également, la situation avait empiré. Au nord, les troupes austro-hongroises avaient déjà, en juillet, reculé sur les hauteurs au nord d’Asiago-Arsiero et avaient dû, en août, par suite d’une nouvelle attaque sur l’Isonzo, abandonner des positions longtemps disputées ; Gorz et Doberdo, une partie du plateau du Carso, situé au sud, étaient tombés au pouvoir des Italiens.

Là aussi, l’armée austro-hongroise avait perdu de sa force militaire et de son esprit combatif. Le général Conrad, que nous vîmes dès les premiers jours, disait que l’armée avait déjà défendu la frontière depuis quinze mois et qu’elle continuerait de le faire. Il ne pouvait en dire plus. Cela n’était pas en soi très consolant.

Le feld-maréchal, prince Léopold de Bavière, avait pris le commandement du front allemand de l’Est et j’avais demandé que le lieutenant-colonel Hoffmann me succédât à mon poste. Je savais qu’en ce cas, le travail serait continué comme il avait été commencé. Le groupe d’armées du prince reçut pour chef le général von Woyrsch qui conservait son armée. Nous attendîmes les combats à venir sur ce front avec une certaine tranquillité, bien que le moment critique, surtout au groupe d’armées Linsingen, ne fût pas encore le moins du monde dépassé.

Le front du groupe d’armées de l’archiduc Charles n’avait pas encore pu se stabiliser. Nous devions nous attendre là à de nouveaux revers.

Après la déclaration de guerre de la Roumanie, les Carpathes prirent une tout autre importance. On n’avait plus besoin, pour envelopper notre aile sud, de se frayer un chemin entre le Dniester et la Moldau, mais on trouvait en Roumanie une large base de départ et cet enveloppement pouvait avoir d’énormes conséquences.

L’Autriche-Hongrie n’avait rien fait, ni dans la paix ni dans la guerre, pour protéger son flanc droit et la Transylvanie. Le réseau ferré était misérable ; le rendement des quelques lignes qui existaient était très faible. On n’avait pas fait de fortifications pour ne pas « exciter » la Roumanie. Par contre, l’Autriche-Hongrie avait regardé tranquillement tous les ouvrages que cette dernière élevait sur le terrain de la Transylvanie, tout contre la frontière.

On y jeta, au dernier moment, de faibles troupes et l’on forma aussi des bataillons avec des ouvriers mineurs. Mais il y avait partout de larges vides. Au Nord, des troupes russes, partout ailleurs des troupes roumaines, passaient la frontière de la Moldavie et de la Valachie jusqu’au Danube et marchaient vers la Transylvanie et la Hongrie. Les défilés importants de la région montagneuse tombèrent, sans coup férir, aux mains de l’ennemi ; Cronstadt et Petroseny, avec ses usines de charbon, furent occupées, dès le 29 août. De très bonne heure, des patrouilles roumaines parurent à Hermannstadt. Orsova fut pris à l’ennemi. Si les Roumains avaient poursuivi leur marche en avant, non seulement le groupe d’armées de l’archiduc Charles eût été complètement enveloppé, mais la route fût devenue libre pour marcher vers le cœur de la Hongrie et contre nos communications avec la péninsule des Balkans : nous étions vaincus.

La tâche difficile s’imposait à nous de tenir les fronts à l’Ouest et à l’Est en dépit de toutes les attaques ennemies, en outre de consolider le groupe d’armées de l’archiduc Charles et d’entreprendre contre la Roumanie une campagne qui assurerait notre défense et permettrait de passer à l’attaque. Ce travail fut d’autant plus difficile à exécuter, que le groupe d’armées de l’archiduc Charles réclamait sans cesse des forces qui étaient destinées à la Transylvanie. Le G. Q. G. dut se résoudre à prendre toujours plus de divisions sur d’autres endroits. L’offensive contre la Roumanie traîna en longueur. On ne pouvait plus rien prendre au front Ouest. Le commandant en chef de l’Est reçut l’ordre de prélever, à différents endroits de son front si faiblement occupé, des détachements de troupes et d’en constituer de nouvelles divisions. La résolution d’utiliser notre supériorité dans la guerre de mouvement et d’attaquer les Roumains en rase campagne, était la seule qui fût logique. Comment et quand pourrait-on l’exécuter, c’est ce qu’on ne pouvait encore prévoir au début de septembre.

Pour commencer à exécuter nos projets, il fallait arriver à fixer le front des deux côtés des Carpathes de son aile gauche à son aile droite. Il fallait le prolonger jusqu’en Transylvanie, à peu près le long du Maros, en amont et en aval de Maro Yasarhely, pendant que nous accrochions les Roumains en partant de la Bulgarie, avec de faibles forces d’ailleurs, selon le plan qui avait été prévu déjà par l’ancien chef de l’État-Major Général.

Le feld-maréchal von Mackensen, après la fin de la campagne contre la Serbie, avait laissé le haut commandement sur le front bulgaro-macédonien au G. Q. G. bulgare, mais il était dans la péninsule balkanique. Il avait, pendant la période de tension croissante, vis-à-vis de la Roumanie, fait les préparatifs en vue de l’ouverture des hostilités et pris le 28 août le commandement en chef des troupes allemandes, austro-hongroises, bulgares et ottomanes sur le Danube et à la frontière de la Dobroudja. Il n’avait à sa disposition que la flottille austro-hongroise du Danube à l’ouest d’Orsova, le landsturm bulgare âgé et faible, de garde sur le Danube, un détachement mixte allemand prélevé sur les troupes allemandes de Macédoine sous le commandement du colonel Bode près de Roustchouk, une D. I. bulgare au même endroit, d’autres forces bulgares peu importantes, jusqu’à l’est du chemin de fer qui va de Bulgarie en Dobroudja. Quelques batteries lourdes allemandes et une division turque arrivaient par convois de deux à quatre trains par jojir, les chemins de fer du nord de la Bulgarie ne pouvant faire davantage.

L’attitude de la Bulgarie, en face de la Roumanie, restait tout à fait douteuse. Pendant que l’Allemagne et la Turquie, immédiatement après la déclaration de guerre de la Roumanie à l’Autriche-Hongrie, s’étaient rangées aux côtés de leur alliée, la Bulgarie s’y résignait seulement le 1er septembre. Elle négligea de présenter des demandes précises en compensation de son appui militaire, comme par exemple l’acquisition de toute la Dobroudja. La situation sur le front macédonien inclinait alors la Bulgarie à une certaine réserve.

D’après les accords passés entre le général von Falkenhayn et les alliés, le feld-maréchal von Mackensen devait passer le Danube en direction de Bucarest avec les troupes placées sous ses ordres. Le général von Conrad avait particulièrement recommandé cette opération, parce qu’il se promettait qu’il en résulterait un allègement correspondant en Transylvanie. Le résultat de cette opération eût été une défaite de la faible armée du feld-maréchal von Mackensen, soit sur la rive nord du Danube, soit, par suite d’une avance des Roumains et des Russes, au-delà de la frontière de la Dobroudja qui n’eût plus été alors suffisamment protégée. Le feld-maréchal von Hinden-burg et moi rejetâmes cette opération et proposâmes une avance du feld-maréchal von Mackensen dans la Dobroudja. C’était aussi la meilleure parade à opposer à une attaque éventuelle contre la Bulgarie, qui pourrait déboucher de la Dobroudja. Le passage du Danube ne pouvait être envisagé que si les opérations contre les armées roumaines en Transylvanie progressaient. Même dans ces conditions, c’était une opération pleine de dangers, les événements devaient le montrer. Le général von Conrad ne se rallia pas volontiers à ces nouveaux desseins, les Bulgares au contraire le firent avec grande joie ; la Dobroudja les appelait ; Enver était naturellement du même avis.

Le feld-maréchal von Mackensen reçut des ordres en ce sens. Pendant qu’au nord du front roumain tout paraissait encore incertain et plein de dangers, nous attaquâmes dans la Dobroudja.

III

Le gros de l’armée bulgare se tenait sur ses positions à la frontière grecque. Elle était renforcée par des états-majors allemands, environ une D. I. allemande et d’autres troupes allemandes, surtout de l’artillerie et des formations de mitrailleurs, de téléphonistes et d’aviateurs. La Bulgarie reçut en outre de nous, et en beaucoup moins grande quantité de l’Autriche-Hongrie, de l’argent et un abondant matériel de guerre.

Les chemins de fer bulgares n’avaient qu’un faible rendement. Nous dûmes prêter un concours décisif pour améliorer les conditions du trafic.

L’Entente avait amené à Salonique l’armée serbe instruite à nouveau, ainsi que ses propres troupes, mais elle était demeurée inactive. Le général Sarrail avait pris le commandement en chef et débuté dans ses fonctions en faisant violence à la Grèce, et en formant une armée gréco-vénizéliste. En Albanie, il y avait, depuis le printemps, des forces austro-hongroises à l’ouest du lac Ochrida, au sud de Berat et sur la Yojusa inférieure. Les Italiens avaient occupé Vallona et étendaient leur tête de pont jusque dans l’Épire du Nord, que la Grèce avait annexée. Cependant le front de l’Entente, entre la mer Égée et la mer Adriatique, ne formait pas encore un tout. Il restait par Koritza une liaison, impraticable d’ailleurs, avec la Grèce. Cela était sans importance. La Grèce était tenue en mains si solidement par l’Entente et dépendait si uniquement d’elle pour tout ce qui concernait sa subsistance, que personne ne pouvait songer sérieusement à l’attirer à nous.

L’armée bulgare et la Bulgarie elle-même voulaient faire la guerre autant qu’il le faudrait pour réaliser leurs aspirations nationales et devenir la grande puissance balkanique. C’est pour cela que se battait l’armée bulgare, qui d’ailleurs ressentait encore les effets des deux guerres balkaniques. Il ne fallait pas espérer la moindre intervention militaire de la Bulgarie sur un autre théâtre de guerre de la Quadruplice.

Lorsque la Turquie en 1914 s’était jointe à l’Allemagne, la Bulgarie s’était fait payer sa neutralité par une cession de territoire turc, sur la rive droite de la Maritsa et d’une bande large de 10 kilomètres, sur la rive gauche, depuis Andrinople jusqu’à la mer. Pour son entrée en guerre contre la Serbie, elle avait réclamé un gain de terrain aux dépens de la Serbie et, au cas où la Roumanie attaquerait, la Dobroudja dite bulgare qui avait été cédée à la Roumanie lors de la paix de Bucarest en 1913. Des arrangements, pris à l’automne de 1915, au sujet de l’envoi de troupes allemandes et austro-hongroises n’avaient eu pour objet une la campagne contre la Serbie et avaient maintenant perdu leur raison d’être. Le territoire conquis alors était administré par l’Autriche-Hongrie et la Bulgarie. La frontière suivait à peu près le cours de la Morava en remontant depuis son embouchure jusque Pristina, Prizrend et remontait ensuite le Drin.

L’État-Major de la 11e Armée allemande commandait le secteur qui s’étendait des deux côtés du Vardar ; c’est là que se trouvaient la plupart des formations allemandes, d’autres étaient détachées sur différentes parties du front. À Nisch était l’inspection d’étapes. Nous n’avions pas conservé en propre une zone d’étapes sur le territoire serbe. Seuls les chemins de fer y étaient administrés par nous. Nous pûmes ainsi éviter les difficultés politiques, mais les troupes allemandes avaient dû trouver très ennuyeuse cette discrétion voulue. Elles ne rencontrèrent pas, auprès de l’armée bulgare, cette bienveillance qu’elles auraient pu espérer dans l’éloignement où elles étaient de leur patrie, et que les Bulgares avaient expressément promise, sur beaucoup de points. Le soldat allemand, qu’animait un esprit très élevé, se battit à la frontière macédonienne avec la même abnégation qu’à l’ouest et à l’est. Il savait que sur la péninsule balkanique c’était encore sa patrie qu’il défendait. Le peuple et l’armée bulgares n’étaient pas encore mûrs pour de pareilles conceptions. Ils ne le comprirent même pas lorsque les troupes allemandes furent retirées du front macédonien pour combattre à d’autres places en vue d’obtenir la décision.

Avant que la tempête roumaine se déchaînât, le G. Q. G. bulgare avait décidé d’attaquer en direction de Salonique. Du point de vue militaire, cette attaque était justifiée. Sur la Strouma, avec appui sur la mer, l’aile gauche bulgare eut été beaucoup plus en sûreté que dans la position qu’elle occupait, le long de la frontière. La prise de possession du terrain, situé à l’est de la Strouma, était terminée, le 27 août, sans combat important. Le VIe C. A. grec, qui était là, n’offrit pas de résistance et laissa passer tranquillement devant lui les troupes bulgares. Il demeura autour de Drama et de Cavalla. Le G. Q. G. donna aussitôt à l’officier de liaison allemand l’ordre de s’occuper des troupes grecques. Elles se mirent, très vite, à notre disposition et furent conduites à Gorlitz, pour y être internées avec leur assentiment. Ainsi la situation devenait nette dans le dos de l’armée bulgare. L’Entente se tenait sur la Strouma. Les Bulgares ne poussèrent pas plus loin, car leur attaque principale, sur Florins, avait échoué. À cet endroit, les Bulgares avaient, le 19 août, franchi la frontière grecque pour s’emparer d’abord du massif des hauteurs de la Malka-Nidze à l’est de Florina, massif qui était occupé par les Serbes. Les contreforts furent enlevés par surprise, mais l’attaque principale fut repoussée par une vigoureuse contre-attaque des Serbes. Les Bulgares avaient subi de grandes pertes. L’offensive bulgare, comme d’ailleurs le courage bulgare, s’effondrèrent. Le tsar des Bulgares et Radoslavov, qui arrivèrent à Pless au début de septembre, se répandirent en plaintes et voulurent avoir des troupes allemandes. Notre gouvernement appuya près de nous cette demande, d’une manière pressante, ainsi qu’une remise de la dette bulgare à l’Allemagne, question à laquelle je ne m’arrêtai pas alors et qui d’ailleurs ne me regardait pas.

C’eût été contraire aux vrais principes de la guerre de céder aux demandes que nous adressait la Bulgarie en vue d’obtenir l’appui de troupes allemandes. Une partie plus importante pour la conduite générale de la guerre se jouait en Transylvanie. Le G. Q. G. écarta cette demande d’appui. Je pus établir que les communications entre la vallée du Vardar et la plaine de Monastir ne suffisaient en aucune façon pour fournir, même approximativement, aux troupes qui étaient là, ce qui leur était nécessaire. En envoyer encore d’autres eût été une erreur. Il fallait, là aussi, par conséquent, créer d’abord des conditions d’existence convenables, dussent les Bulgares y perdre un morceau de terrain ; cela devait passer par profits et pertes. Nous ne pouvions tout faire avec les troupes allemandes. Le G. Q. G. fournit ce qu’il put. Le Q. G. d’armée allemand fut transféré du Vardar à l’aile droite pour y veiller à la bonne direction tactique des opérations et pour organiser, d’une manière pratique, la construction des moyens de communication à l’arrière. Les unités allemandes des chemins de fer et les pionniers durent prendre, dans leurs mains exercées, les travaux de la région si difficile des montagnes et, pendant de longs mois, exécuter ce qui aurait dû être fait dès avant l’attaque par Florina.

Le commandant en chef bulgare était le général Jekov. C’était un allié fidèle, mais il ne possédait pas les qualités du chef, telles que la guerre moderne les exige ; il lui manquait pour cela la formation. Son caractère, irréprochable d’ailleurs, n’était pas assez énergique pour lui permettre de supprimer les graves défauts de l’armée bulgare ; il s’embarrassait dans une étroite politique de partis et en oubliait la guerre. Son chef d’État-Major était alors Lukov, un cerveau brumeux et un intrigant qui fit le malheur de son pays et de la Quadruplice.

Il m’était très difficile de lire dans l’âme du peuple bulgare. Il me parut animé de sentiments nationalistes et prêt à combattre pour conquérir la prépondérance dans les Balkans.

Radoslavov se rallia à l’Allemagne, poussé par une conviction intime. Il partagea les luttes de l’alliance et fut entraîné dans sa chute. Dans les efforts qu’il fit pour imposer ses prétentions à l’Allemagne et dans la conduite de sa politique d’expansion bulgare, il se montra d’une excessive obstination et il laissa, sur ce terrain, libre cours aux aspirations nationales, pour s’appuyer ensuite, contre nous, sur la volonté populaire. Il ne se rendait pas compte, en agissant ainsi, à quel point il devait rendre difficile par là sa propre position dans des négociations éventuelles. Il n’éclairait pas non plus son peuple sur les nécessités de la guerre, peut-être ne les a-t-il pas lui-même parfaitement reconnues.

Le tsar tenait aussi fermement à l’alliance. C’était un homme d’une très grande intelligence, mais plus ami des négociations habiles qu’homme d’action. Il tenait volontiers plusieurs solutions en réserve et croyait pouvoir différer les décisions. II avait réussi de cette façon en temps de paix à gouverner les Bulgares grâce à sa grande habileté, mais cela ne suffirait plus en temps de guerre. Je regrettais surtout qu’il ne fût pas un soldat et qu’il n’exerçât pas sur son armée l’influence que sa haute situation eût exigée.

Le prince héritier Boris, admirablement élevé par son père, possédait un vrai tempérament de soldat et plus de maturité dans le caractère que ne le comportait son âge. Il avait une claire vision des nécessités militaires. Ceux qui détenaient le commandement en Bulgarie et moi avons toujours volontiers traité avec lui. Ce peuple ne pourra jamais trouver un meilleur chef.

IV

La situation de la Turquie s’était améliorée, après que l’Entente eût retiré ses forces de la presqu’île de Gallipoli. Enver Pacha eut alors la possibilité de mettre des troupes à la disposition du G. Q. G. allemand. Il le fit, parce qu’il pensait, à juste titre, que l’issue de la guerre se déciderait désormais, pour la Turquie, sur d’autres théâtres d’opérations.

Il fallait d’ailleurs instruire d’abord ces troupes, les habiller et les équiper. Cela demandait du temps. À la fin de juillet et au commencement d’août, le XVe C. A. turc était allé en Galicie et une division turque partait maintenant pour la région de Varna. Enver prit ces troupes à l’armée du maréchal Liman Pacha, qui était encore chargé de protéger Constantinople et la côte de l’Asie-Mineure.

Les Anglais avaient chassé les Turcs de la presqu’île de Sinaï. Ils travaillaient maintenant avec ardeur à la construction d’une grande ligne de chemin de fer et de canalisations d’eau ; aussitôt que toutes les deux seraient assez avancées, on pouvait s’attendre à ce que l’ennemi pénétrât en Palestine.

Le succès turc de Kut-el-Amara n’avait pas eu de suites. Les Anglais préparaient une nouvelle entreprise contre Bagdad, et cette fois à fond. Il fallait s’attendre par-là, tôt ou tard, à de nouvelles opérations.

Ces deux entreprises devaient être couronnées de succès, si les Anglais, comme il le paraissait bien d’ailleurs, s’en occupaient sérieusement. Mais il leur fallait y engager d’autant plus de troupes que la résistance des Turcs se montrait plus tenace. C’est pourquoi la valeur de l’armée turque était, pour nous aussi, de la plus grande importance. Nous étions d’autant plus soulagés à l’ouest que la Turquie se défendait en Palestine et en Mésopotamie avec plus de vaillance et que les Anglais devaient y envoyer plus de troupes pour atteindre leur but. Ils avaient d’ailleurs à leur disposition, avec les troupes indiennes, des forces qu’ils n’aimaient pas engager en France et dont l’emploi contre la Turquie d’Asie n’était d’aucun profit pour notre situation à l’ouest. Mais cela augmentait cependant les embarras militaires des Anglais.

Les entreprises turques en Perse, en direction de Hamadan, n’étaient que des épisodes sans importance pour la conduite de la guerre.

À l’est de l’Asie-Mineure, à l’ouest et vers le sud de la ligne Trébizonder-Erzinguian-Mouch, les Russes et les Turcs se tenaient en face les uns des autres, mais sans s’attaquer. Les deux armées paraissent avoir extraordinairement fondu sur leurs positions. Je n’ai jamais pu savoir au juste ce qu’il y avait réellement là, de Turcs. On n’attendait plus d’attaques russes importantes, car ce théâtre d’opérations présentait pour la Russie trop de difficultés.

L’armée turque était usée. Elle n’était d’ailleurs pas encore guérie de la guerre balkanique lorsqu’elle se remit en campagne. Ses pertes, tant par maladies que sur les champs de bataille, furent toujours grandes. Le bon et vaillant Anatolien disparut de l’armée et l’Arabe peu sûr, qui le remplaça, prit dans la troupe une place de plus en plus grande, surtout en Mésopotamie et en Palestine. Les troupes ne possédaient plus les effectifs prescrits, elles étaient mal nourries et encore plus mal équipées. Le manque d’officiers utilisables était particulièrement sensible. Liman s’efforçait, appuyé sur son prestige, de tirer sans cesse de ses divisions des unités de combat utilisables.

Il fit ce qui était possible. Si les troupes turques passaient de ses mains sous un autre commandement allemand, comme lorsqu’elles allèrent en Galicie, ou contre la Roumanie, elles donnaient alors des résultats passables et même bons, mais si elles passaient sous un commandement turc, elles perdaient très vite les fruits du consciencieux enseignement allemand.

La Turquie reçut de nous, outre de l’argent, des officiers et des formations techniques, de même du matériel de guerre, ce dernier dans la mesure où le nombre très limité des trains disponibles vers Constantinople le permettait. Les divisions de Liman Pacha pouvaient être équipées là ; mais les expéditions du matériel de guerre pour les troupes de Palestine ou de Mésopotamie ou du front du Caucase étaient si limitées, que ces troupes n’étaient que très misérablement équipées. Leurs effectifs déjà réduits perdaient encore ainsi de leur valeur. Nous essayâmes d’augmenter le rendement des chemins de fer turcs en y envoyant du matériel d’exploitation et un personnel technique.

Le gouvernement turc continuait, vis-à-vis des autres races, sa politique de défiance.

La Turquie en dépit de ma pression ne fit rien de sérieux pour rompre avec la politique suivie jusqu’alors vis-à-vis des Arabes. Peut-être d’ailleurs était-il déjà trop tard. L’or anglais agissait à son ordinaire. Les Arabes se tournaient avec une violence sans cesse accrue contre les Turcs. C’est un miracle que la Turquie ait tenu presque jusqu’à la fin de la guerre sur le chemin de fer du Hedjaz et à Médine.

Enver lui-même vint dès le début de septembre à Pless. Il était très bien doué et il fit une impression extraordinaire. C’était un fidèle ami de l’Allemagne. Une chaude sympathie \* nous unissait. Dans la conduite de la guerre, il avait le sens des choses militaires. Mais les principes et le métier lui manquaient ; il n’avait pas non plus de culture militaire. Ses grandes aptitudes ne pouvaient se développer. L’envoi de troupes turques, en Galicie et contre les Roumains, répondait à ses vrais sentiments de soldat. Par contre, il réclamait du matériel de guerre en quantité beaucoup plus grande qu’on n’en pouvait fournir. La plupart des trains, qui allaient en Turquie par Sofia, étaient employés au transport du charbon envoyé de la Haute-Silésie à Constantinople. J’ai souvent prié Enver, le très important Talaat et d’autres dignitaires turcs qui nous faisaient visite, d’intensifier l’extraction du charbon, ce qui paraissait tout à fait possible. Ils auraient ainsi gagné de la place pour le transport du matériel de guerre. J’ai étudié avec eux la haute importance des chemins de fer pour la conduite de la guerre et je leur ai montré comment la Turquie pouvait se tirer d’affaire. Je n’ai pas rencontré beaucoup de compréhension, en tous cas pas du tout de bonne volonté. On continua de nous adresser de nouvelles demandes, bien que l’on sût parfaitement que ces exigences ne seraient pas prises en considération. Quant aux mines de charbon et aux chemins de fer, la Turquie n’y travailla pour ainsi dire pas.

Le pouvoir était à Constantinople tenu solidement par les Jeunes-Turcs.

La population se tenait à l’écart.

L’aspect que présentait la Turquie, quand j’entrai en fonctions, n’était guère réjouissant et je ne pensais à la Mésopotamie et à la Palestine qu’avec beaucoup de soucis.

V

Les relations avec nos alliés étaient assurées des deux côtés par des chargés d’affaires militaires, pour autant que des conversations personnelles n’étaient pas possibles. Les relations avec le G. Q. G. austro-hongrois se faisaient par l’intermédiaire du général allemand von Cramon, qui s’acquitta de ses fonctions souvent difficiles avec une adresse extraordinaire et un grand tact personnel. Nos relations avec le G. Q. G. austro-hongrois furent toujours, grâce à lui, très confiantes. Le chargé d’affaires militaires austro-hongrois au G. Q. G. allemand, le lieutenant-général von Klepsch, s’effaçait davantage. C’était également une personnalité tout à fait propre à son emploi, qui contribua toujours à dissiper les malentendus et qui était toujours prête à agir dans le sens d’une inviolable fraternité d’armes.

Celui qui assurait les relations avec la Bulgarie était surtout le colonel, plus tard général Gantschew, chargé d’affaires militaires bulgare auprès de nous : un homme extrêmement intelligent et habile, qui représentait les intérêts bulgares avec beaucoup d’adresse, sans jamais négliger les larges points de vue. Il était fidèlement, attaché à l’alliance. Plus tard, après l’abdication, il suivit son royal maître en Allemagne. Le chargé d’affaires militaires allemand à Sofia, le colonel von Massow, qui jouissait auprès du tsar d’un grand prestige, fut souvent mis à contribution. Il devait sans cesse aplanir les malentendus qui s’élevaient facilement, à cause du caractère très personnel des Bulgares.

Le chargé d’affaires militaires turc, le général de division Zeki Pacha, était un musulman distingué, un fidèle ami de l’Allemagne et il était, pour son armée, un bon avocat rempli de tact. Le représentant allemand à Constantinople, le général von Lossow, était particulièrement au courant des affaires turques, et c’était un ami personnel d’Enver. Il était naturel que nous nous adressions souvent à lui. Comme il y avait en outre près du G. Q. G. turc un chef de l’État-Major Général allemand, qui fut d’abord le général Bronsart von Schellendorf, puis le général von Seeckt, nos relations avec lui prirent un caractère particulièrement cordial. Lorsque le général feld-maréchal et moi nous arrivâmes à Pless, on débattait précisément la question d’une direction de la guerre commune à la quadruplice sur le terrain tactique et stratégique ; je pris chaleureusement parti en ce sens et eus la satisfaction de voir bientôt cette solution réalisée. Sa Majesté l’Empereur reçut la décision suprême, le feld-maréchal pouvait prendre des décisions « par ordre ». En pratique, cette direction se trouva limitée ; nous ne connaissions pas très bien la valeur intime des armées de nos alliés et nous ne pouvions pas, à cause de cela, décider, par exemple, qu’il ne resterait sur la frontière italienne de l’Autriche que tel ou tel nombre de divisions. En fait il fallait des ententes réciproques ; toutefois les arrangements qu’on venait de prendre donnèrent au G. Q. G. allemand une certaine autorité qui porta ses fruits.

En conséquence, le feld-maréchal et moi nous assumâmes la conduite de la guerre sur le front Ouest et sur le front Est jusqu’en Dobroudja. En ce qui concernait la conduite des opérations contre la Roumanie, une entente avec nos alliés, et en premier lieu avec l’Autriche-Hongrie, demeurait indispensable.

Le groupe d’armées de l’archiduc Charles et les troupes qui arrivaient en Transylvanie étaient sous le commandement du G. Q. G. autrichien de Teschen. Mais elles étaient si bien dépendantes des dispositions que nous prendrions que cela ne changeait rien en fait à l’unité de commandement exercé par le G. Q. G.

Les fronts italien et albanais étaient exclusivement confiés au général von Conrad.

La situation sur le front macédonien aussi bien qu’en Bulgarie et en Turquie réclamait au plus haut degré notre attention, mais nous ne pouvions pas y intervenir comme facteur décisif.

L’institution d’une direction unique de la guerre fit aussi que les G. Q. G. alliés se tournèrent vers nous quand ils eurent entre eux des contestations. Le G. Q. G. bulgare ne s’entendait pas volontiers avec les G. Q. G. turc et austro-hongrois dans les questions balkaniques, et ceux-ci de leur côté traitaient plus volontiers avec nous qu’avec le G. Q. G. bulgare.

VI

Sa Majesté l’Empereur était le chef suprême. Sur lui reposait le plus haut pouvoir de commandement sur l’armée et sur la marine. Les commandants en chef des armées et de la flotte lui étaient subordonnés.

Le chef de l’État-Major Général de l’armée en campagne conduisait les opérations d’après la volonté de Sa Majesté. Il était absolument indépendant dans l’exécution. Les décisions de principe ne pouvaient être prises sans l’approbation de Sa Majesté. Le chef de l’État-Major Général de l’armée en campagne n’était donc pas investi de l’autorité absolue du commandement.

L’empereur était donc à la tête du haut commandement. Quand dans ces souvenirs j’emploie cette dénomination dans un sens plus étroit pour désigner l’état-major général de l’armée en campagne, je me conforme alors à la pratique inexacte, mais courante, du langage.

Le chef de l’État-Major : Général de la marine comme représentant la direction de la guerre maritime marchait de pair avec le chef de l’État-Major Général de l’armée en campagne.

Il avait appliqué à la direction de la guerre maritime, les mêmes droits et les mêmes devoirs que lui. La collaboration de l’État-Major Général de l’armée avec celui de la marine a toujours été excellente.

Les gouverneurs généraux de Bruxelles et de Varsovie étaient sous les ordres immédiats de l’empereur et dépendaient dans leur politique du chancelier impérial. Pour les questions militaires, ils se conformaient aux volontés du G. Q. G. ; une fois, pour recevoir des chevaux du gouvernement général de Varsovie, un ordre de Sa Majesté fut nécessaire.

Le reste des territoires occupés était sous l’autorité du Quartier-Maître Général et par conséquent sous celle du G. Q. G. Les Q. G. d’armée étaient sur ces territoires les véritables maîtres.

Les ministères de la guerre de Prusse, de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg marchaient de pair avec nous. Ils avaient leurs représentants au G. Q. G. qui jouaient pour les ministères des États confédérés le rôle de chargés d’affaires militaires de leurs contingents respectifs. Les représentants de la Bavière changeaient souvent. Ce furent en dernier lieu le général von Hartz, et après lui encore le général Koberle. Les généraux von Eulitz et von Graevenitz, ce dernier remplacé plus tard par le lieutenant-colonel Holland, représentèrent la Saxe et le Wurtemberg. Ces messieurs étaient en même temps les avocats des intérêts de leurs contingents vis-à-vis du G. Q. G. Il est clair que cela n’allait pas sans rivalités entre les différents contingents au sein de l’armée allemande. S’il surgissait des difficultés à telle ou telle place, il arrivait qu’un contingent rejetât la responsabilité sur un autre. Parfois l’un avait subi trop de pertes, un autre n’avait pas assez d’occasions de se distinguer. Il y avait aussi des questions de personnes à traiter avec les chargés d’affaires militaires. Ces Messieurs fournirent au G. Q. G. une excellente collaboration. Ma manière de faire

doit les avoir pénétrés de cette idée que j’envisageais leurs intérêts d’un point de vue tout à fait impartial. Je n’ai jamais fait de différences entre les quatre contingents. Tous firent leur devoir ; chacun d’eux avait ses bonnes et ses moins bonnes divisions ; seul le Wurtemberg n’en avait que de bonnes. On peut faire le même éloge des divisions badoises, bien qu’elles ne formassent pas un contingent. En dépit des différences d’origines, l’armée constituait un tout solidement uni. Il fallut un long travail de décomposition pour qu’un certain esprit d’hostilité apparût entre les troupes bavaroises et prussiennes. Mais l’officier supérieur sut encore s’en dégager.

Le représentant du ministère de la Guerre prussien était le commandant Stieler von Heydekampf ; avec un chaleureux dévouement, il prenait sa part de mes nombreux soucis.

Les ministères de la Guerre nous donnèrent satisfaction. J’y trouvai de fidèles auxiliaires. Il faut dire, d’ailleurs que dans le cas où les nécessités de la guerre imposèrent des sacrifices essentiels au peuple lui-même, les hommes qui furent appelés à y faire face ne surent pas se dégager de l’esprit qui régnait à l’intérieur, ils ne le dominèrent pas, mais se laissèrent conduire par lui et n’apportèrent pas à l’armée le concours dont elle avait un si pressant besoin.

Je n’ai eu affaire aux généraux commandants les régions, qu’en ce qui concernait l’enseignement patriotique. Ils ne recevaient aucun ordre du G. Q. G. Ils étaient entièrement indépendants, en vertu de la loi sur l’état de siège, et relevèrent, après que le Reichstag eut créé, à l’automne 1916, un commandant suprême, de leurs ministères de la guerre, comme c’était déjà le cas en Bavière.

Le ministère de la guerre prussien gagna par là beaucoup en importance, en ce qui concerne l’issue victorieuse de la guerre. Sa responsabilité s’était élargie ; il devait maintenant, vis-à-vis du chancelier impérial, veiller à ce que celui-ci soutînt l’esprit du peuple, afin que celui de l’armée ne souffrît pas, et enfin insister à l’intérieur pour que l’on y maintînt l’ordre, public, s’il arrivait parfois qu’il fût ébranlé. L’armée attendait tout cela du ministre de la guerre prussien. La situation des généraux commandants les régions se trouva perdre de son importance par suite de l’attitude de ceux qui dirigeaient l’empire et par la loi sur le commandement militaire suprême. Ce fut aussi le but de cette loi qui les visait en première ligne, eux et leur action. Il est vrai que cette multiplicité d’autorités ne valait rien, en ce qui concerne l’interprétation de la loi sur les réunions, dans l’application de la censure, comme en bien d’autres questions, et devait tout embrouiller. Une interprétation terme et unitaire émanant de l’autorité gouvernementale eût été préférable. Mais il n’en existait pas et le ministre de la guerre n’en donna pas. L’incertitude de Berlin passa également aux provinces, à mesure que le chancelier impérial fit des concessions aux partis. L’action des généraux commandant les régions perdit de plus en plus de son indépendance. La loi qui créa le commandement militaire suprême et qui pouvait être bonne eut une influence fatale pour nous.

Une autorité plus étendue, avec qui le G. Q. G. avait à traiter sur un pied d’égalité, était le chef du cabinet militaire qui n’était officiellement responsable que devant l’empereur. Ce personnage travaillait avec sérieux et conscience. Il ne fondait son jugement que sur les rapports des chefs. Au sujet des commandants d’armées et des généraux de C. A., il écoutait aussi mes appréciations. Du reste le G. Q. G. n’avait pas à s’occuper des questions du personnel ; je n’étais moralement responsable que de celles des officiers de l’État-Major général, ainsi que des distinctions qu’on leur conférait. J’aurais vu volontiers, à la tête du cabinet militaire, des hommes qui eussent connu à fond la guerre par leur propre expérience, pour qu’ils fussent mieux avertis des besoins du corps des officiers. On y travaillait trop d’après les règles du temps de paix et on n’y mettait pas assez en avant les caractères vigoureux.

Le chef du cabinet militaire était également compétent dans les questions de décoration, dont il ne faut pas négliger l’importance dans l’armée. Il s’en rapportait également, sur ce point, aux demandes des Q.. G. d’armées. Malheureusement, il s’écoulait un temps trop long avant que les distinctions demandées fussent accordées aux intéressés. Après de longs efforts, le G. Q. G. obtint de décerner lui-même, directement, l’insigne des blessés.

La conduite des guerres coloniales dépendait du secrétaire d’État au Ministère des Colonies. Déjà, en temps de paix, il n’existait pas une étroite liaison entre l’État-Major général et lui, en ce qui concerne la conduite de la guerre dans les Colonies. Le général comte de Schlieffen avait été chargé, en 1904, par un ordre spécial, de la direction des opérations dans le Sud-Ouest africain. Le Ministère impérial des Colonies n’avait pas suffisamment pourvu les colonies de moyens de défense. On ne saurait trop apprécier les avantages que la France a tirés de son empire colonial pour la conduite de la guerre. Elle a poursuivi les opérations, en particulier sur la Somme, en 1918, en grande partie avec des noirs. Naturellement, nous n’aurions pu en faire autant, mais nous aurions pu tirer de nos colonies un plus grand profit. La troupe des héros allemands de l’Est Africain sut retenir en face d’elle de grandes forces ennemies. Celles-ci ne furent pas disponibles contre la Turquie et il fallut les remplacer, là-bas, en partie par d’autres troupes, qui manquèrent en définitive sur le front occidental. J’ai suivi avec intérêt les combats livrés aux colonies et je fus surpris de ne pas voir déployer plus de vigueur au cours des opérations dans le Sud-Ouest Africain. Il ne devait pas tomber si vite. Je ne puis dire à quoi cela tint. Le peu de soin que prit la métropole de pourvoir à la capacité défensive de ses colonies n’en peut être la seule raison. Dans l’Est Africain, le général von Lettow-Vorbeck se maintint à l’automne 1917 entre le Rufidji et la Rowuna et, plus tard, sur le territoire portugais, jusqu’à la fin de la guerre, exemple éclatant de la vaillance allemande sur un continent étranger.

Le G. Q. G. et le chancelier impérial étaient considérés comme placés au même rang. La tête qui les réunissait était encore Sa Majesté. Nos rapports avec le gouvernement impérial devinrent, bientôt fréquents et peu agréables. Nous ne rencontrions pas l’empressement désirable lorsque nous avions fait part au gouvernement de ce que les chefs militaires attendaient de lui pour rendre le peuple allemand capable de remporter la victoire.

La représentation des intérêts militaires dans toutes les questions de politique extérieure, pendant la guerre, et pour la conclusion de la paix, amena de même de nombreux points de contact, mais aussi de frottement.

L’appareil gouvernemental à Berlin produisait une impression d’extrême lourdeur.

Les ressorts travaillaient sans prise de contact réciproque trop en dehors les uns des autres ; la main gauche ignorait souvent ce que faisait la droite. Un Bismarck pouvait amener les ressorts à travailler ensemble, mais ce don fut refusé aux chanceliers impériaux que nous eûmes durant, la guerre.

Une simplification et une amélioration des relations survint en février 1917 à la suite de l’envoi par le chancelier impérial de représentants personnels près du G. Q. G., d’abord le sous-secrétaire d’État von Stein, dont la présence, aussi longtemps qu’il demeura parmi nous, fut comme un souffle rafraîchissant. À l’automne 1917, nous arriva le comte Limburg-Stirum, un homme riche en connaissances et adroit, animé, d’un chaud patriotisme. Être en rapport avec lui me donnait une vraie joie. Presque à la même époque, le colonel, plus tard général von Winterfeldt, était le représentant du G. Q. G. près du chancelier impérial à Berlin. Il remplit sa lourde tâche avec tact et abnégation.

Le G. Q. G. était contraint de traiter encore avec toute une série de fonctionnaires impériaux et, pour les questions de transports, avec les gouvernements des grands États confédérés eux-mêmes. Je ressentis vivement l’absence d’un pouvoir impérial vraiment fort.

La complexité de nos formes politiques se faisait sentir. Le désir d’un ministère de la guerre impérial fut exprimé par des officiers supérieurs bavarois clairvoyants. Je ne pouvais que m’y rallier et leur demandai de représenter cette opinion dans leur pays.

L’unification de la constitution allemande est actuellement la question du jour ; puisse-t-on la considérer comme une étape du développement de notre patrie ; puisse-t-on aussi ne pas oublier ce que l’Allemagne doit à la Prusse et aux États confédérés.

Les attachés militaires dans les États neutres étaient, comme en temps de paix, à la disposition du G. Q. G. Ils étaient subordonnés à leurs ambassadeurs respectifs et ne s’occupaient pas de politique. Ils faisaient sur les affaires militaires des rapports directs au Grand État-Major sous remise d’une copie à leur ambassadeur. Aucune difficulté ne s’est élevée du fait de cette procédure. Les attachés militaires travaillaient aussi au service de propagande, d’accord avec leurs ambassadeurs. Ils recevaient sur ce point les instructions du colonel von Haeften.

Les attachés militaires dans les États alliés avaient à remplir des devoirs analogues. Ils se tenaient également éloignés de la politique. Ils servaient surtout d’officiers de liaison entre le G. Q. G. allemand et les G. Q. G. des armées alliées.

VII

Le 5 septembre, nous commençâmes, le feld-maréchal et moi, notre premier voyage à l’Ouest. Nous allâmes par Charleville, où se tenait encore le G. Q. G., à Cambrai, Q. G. du prince Rupprecht de Bavière.

Près de Charleville, le Kronprinz vint nous saluer. Une compagnie du célèbre bataillon d’assaut von Rohr formait la garde d’honneur du feld-maréchal. Je vis, pour la première fois, une formation distincte, en tenue d’assaut, avec le si utile casque d’acier. À l’Est, nous ne connaissions pas cela. Le Kronprinz était très satisfait de l’arrêt de l’attaque sur Verdun ; cela comblait un de ses souhaits depuis longtemps caressé. Il toucha ensuite à d’autres questions et marqua aussi, en ma présence, son désir de paix ; mais il ne dit pas comment on pourrait obtenir la paix de l’Entente.

À Charleville, le feld-maréchal vit ces Messieurs du G. Q, G. La séparation du G. Q. G. en deux groupes et l’énorme distance qu’il y avait entre Pless et Charleville troublaient sensiblement l’unité de 1’ ensemble. Les excellentes liaisons téléphoniques et télégraphiques ne pouvaient remplacer la conversation directe. J’aurais volontiers réuni tout le G. Q. G. à l’ouest, mais ailleurs qu’à Charleville dont la position n’était pas favorable. En Belgique et en France, les troupes allemandes avaient à supporter tout le poids de la lutte, dans sa forme la plus inexorable. Le désir de se sentir à proximité était naturel. Mais il fallait que le G. Q. G. demeurât à Pless, parce que les opérations contre la Roumanie supposaient qu’on restait en étroite liaison avec le général Conrad qui était à Teschen. C’est pour cela que le G. Q. G. fut transféré à l’Est. Il séjourna à Pless, à Kattowitz et en d’autres endroits.

Le 7 au matin, on tint la conférence à Cambrai, pendant que sur la Somme se livrait un combat acharné. Tous étaient dominés par l’impression profonde que leur causaient ces batailles excessivement rudes. La manière dont le front Ouest se trouvait alors organisé n’était pas heureuse. La réunion des armées en groupe d’armées n’était pas encore assez avancée. Le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht avait été constitué en août sous l’impression de la bataille de la Somme. Il englobait maintenant la 6e Armée devant Arras, armée que le Kronprinz Rupprecht avait lui-même commandée jusqu’à présent, et les deux armées de combat, la 1re et la 2e, sous les généraux Fritz von Below et von Gallwitz. Le groupe d’armées du Kronprinz allemand était plus ancien ; il se composait de la 3e Armée près de Reims, de la 5e devant Verdun, cette dernière commandée par le Kronprinz lui-même, et des détachements d’armées A et B en Lorraine et en Alsace. Restaient non incorporées aux groupes d’armées la 4e armée sous le feld-maréchal duc Albrecht de Wurtemberg, à l’aile droite du front, et la 7e sous le colonel-général von Schubert entre les deux groupes d’armées. On renonça d’abord à opérer des changements ; seule la 7e armée fut mise sous les ordres du Kronprinz Rupprecht et bientôt après on constitua pour le Kronprinz allemand un commandement spécial de groupe d’armées. Le G. Q. G. n’avait plus à faire parvenir ses ordres qu’en trois endroits. Mais ce changement complet de l’articulation du front Ouest ne pouvait être accompli qu’après un arrêt de la bataille.

Le chef de la 4e armée, le général Lise, et les chefs des groupes d’armées, le Kronprinz Rupprecht et le Kronprinz allemand, les généraux von Kuhl et von Luttwitz donnèrent un aperçu d\*ensemble sur leurs secteurs. Le colonel von Lossberg, avec son profond sérieux et le colonel Bronsart von Schellendorff, avec sa vivacité ordinaire complétèrent l’exposé fait par le général von Kuhl sur la bataille de la Somme, par une peinture anecdotique des événements. La perte de terrain que nous avions subie jusqu’à présent me parut en elle-même d’une minime importance, on pouvait la supporter ; mais la question de savoir comment, dans la suite, nous pourrions l’enrayer, ainsi que l’affaiblissement toujours croissant de nos forces qui l’accompagnait étaient d’une extrême importance. Il était nécessaire que je connusse l’état de nos forces aussi clairement que la valeur actuelle de nos conceptions tactiques. Le premier point était facile à réaliser, le deuxième, extrêmement difficile. Dans les questions tactico-stratégiques, les différentes manières de voir étaient en conflit les unes avec les autres exactement comme dans les questions politiques et économiques. Il est, sur ce terrain, aussi difficile de conclure ; les phénomènes sont connus, mais on discute leurs causes profondes. Il est en conséquence difficile de les améliorer. La force d’inertie de la troupe est grande. C’était ainsi dans la paix, cela demeura ainsi dans la guerre.

L’image que je m’étais faite de ce qui se passait à Verdun et sur la Somme prit encore à mes yeux des couleurs plus sombres après tout ce que j’eus à entendre. Le seul rayon de lumière venait de cet héroïsme allemand qui supportait, par patriotisme, les plus grandes souffrances. Je ne puis reproduire les descriptions saisissantes que j’entendis faire de la bataille ; ce qu’on peut lire de plus beau, à ce sujet, est ce qu’a écrit un jeune officier du solide régiment de Hambourg. C’est une épopée en prose.

Je vis clairement quelle tâche nous avions prise sur nous, le feld-maréchal et moi, dans notre nouveau poste, et ce que nous imposerions à l’Ouest, tant aux chefs qu’à la troupe, si nous les affaiblissions encore pour attaquer dans le Sud-Est.

Une artillerie puissante parfaitement dirigée par les avions, servie par une accumulation énorme de munitions, avait battu et mis en pièces notre propre artillerie. La puissance défensive de notre infanterie s’usa à un point tel que l’attaque par masses de l’ennemi put réussir. Nous ne perdions pas seulement notre ressort moral, mais nous perdions aussi, sans compter le sang répandu en abondance, un nombre important de prisonniers et beaucoup de matériel de guerre.

Les chefs réclamaient avec insistance des renforts d’artillerie, de munitions, d’avions et de ballons, ainsi que des possibilités plus grandes de relève au moyen d’attributions plus abondantes et plus régulières de divisions fraîches, et d’autres troupes. Il nous était plus facile de satisfaire aux demandes par suite de l’arrêt de l’attaque sur Verdun ; il fallait cependant que nous continuions d’escompter là-bas une forte consommation de forces, ne fût-ce que par suite des conditions locales. Il était possible que les Français attaquassent eux-mêmes en partant de la forteresse. Verdun demeurait comme un ulcère toujours ouvert qui dévorait nos forces. Il eût été plus raisonnable de ramener nos positions vers l’arrière, au-delà du champ d’entonnoirs. Je n’avais pas encore, à cette époque, une idée exacte des difficultés locales que présentait la lutte devant Verdun. À côté de la Somme, cette forteresse continuait d’exiger de notre part une surveillance attentive ; en outre, la 5e Armée allait céder une quantité importante d’artillerie et d’avions. On pouvait agir avec les autres armées sans prendre tant de précautions. Il fallait qu’elles allongeassent leurs fronts, afin de libérer pour le front de combat des divisions, de l’artillerie, des avions et des ballons. Il va de soi qu’il en résultait des points faibles ; il fallait s’y résoudre, si nous voulions tenir sur la Somme. Il le fallait bien, car nous n’avions pas de positions à l’arrière. Le G. Q. G. put enfin compter en plus sur quelques divisions de formation nouvelle, qui peu à peu furent prêtes.

Les conditions du front de combat en artillerie et en forces aériennes devaient s’améliorer peu à peu par l’augmentation des envois que l’on préparait ; seule la question des munitions demeurait ennuyeuse, bien que je fisse aussi dépouiller les autres fronts de leurs munitions.

L’amélioration de l’arrivée des divisions semblait rendre possible que le groupe d’armées Rupprecht fût mis progressivement en mesure de ne plus vivre au jour le jour. On pouvait alors espérer que la relève et l’entrée en ligne des divisions pourraient se faire à la fois pour toutes les unités qui les composaient. J’y attachais la plus grande importance pour le maintien des liens tactiques et la bonne conservation des troupes. Dans l’état présent des choses, on ne prenait pas assez de soin des hommes, ni des chevaux. Après que le G. Q. G. y eut remédié, j’insistai avec force pour que les formations affectées aux mêmes divisions demeurassent ensemble. Jusque-là cela n’avait pas été possible à cause des nécessités de la bataille.

Outre ces envois spéciaux de forces, la relève continuelle des divisions épuisées s’imposait. C’était un des devoirs essentiels de ma section des Opérations, d’avoir toujours sous la main des divisions qui pouvaient être rendues disponibles pour être envoyées sur la Somme, tâche pénible et grosse de responsabilités. Il fallait apprécier exactement l’état des troupes pour ordonner leur relève sur un front calme et proposer de les remettre en ligne sur des points plus ou moins importants. Les renforts que l’on arrivait à libérer au profit du front de bataille ne pouvaient être mis immédiatement en ligne. Les chemins de fer étaient déjà surchargés par le va-et-vient des convois réguliers. Il fallait maintenant y ajouter un nombre considérable de trains. Il pouvait encore s’écouler trois ou quatre semaines jusqu’à ce que tout fût vraiment mis en place. Tous les calculs pourraient jusque-là être renversés par des succès ennemis, et il y aurait à faire face à de nouvelles exigences. Tout cela reposait dans la main du destin, mais l’ennemi avait aussi son mot à dire. Ce qui importait avant tout, c’est que l’on avait fait ce qu’il était possible de faire sous la pression des circonstances.

Sur le terrain tactique, il fallait arriver à remettre au premier plan dans les combats d’artillerie la méthode offensive qui écrase l’artillerie et l’infanterie ennemies avant le commencement de l’assaut. Nous y avions renoncé à cause de notre infériorité en canons et en munitions ; le tir de barrage était devenu la prétendue panacée. L’infanterie le réclamait ; mais il est venu brouiller un grand nombre d’idée juste bon en théorie, le tir de barrage devait que trop souvent échouer sous l’ouragan des projectiles ennemis. Notre infanterie, qui s’était confiée à la protection du tir de barrage, négligeait trop facilement de se défendre par ses propres moyens.

La quantité croissante des canons à mettre en ligne et des munitions disponibles, qui formaient la base d’un emploi efficace de l’artillerie, devait marcher de pair avec une direction sévère du feu de la part du commandement et avec un réglage très sûr du tir par l’observation aérienne. Je pris parti, avec beaucoup d’autres officiers, en faveur de la direction du combat d’artillerie par les divisions, au moins pour l’essentiel, et sur une base d’ordres précis émanant des services plus élevés. Cela souleva des oppositions, mais, peu à peu, la justesse de cette idée fut reconnue. Chaque général de division aurait dû recevoir un officier supérieur d’artillerie, spécialement chargé de la direction de cette arme. L’absence de ce service se faisait beaucoup sentir.

Il fallait mettre en contact plus intime l’artillerie et les avions. Il fallait que l’aviateur aimât davantage le travail de réglage. Un combat aérien, pour lequel on pouvait obtenir du reste de hautes distinctions et une citation au communiqué, était plus séduisant et plus reluisant que le réglage d’artillerie, un service dans lequel on ne pouvait contenter personne. Ce n’est que peu à peu que l’on put faire comprendre la haute importance du réglage du tir.

Les avions n’étaient pas encore employés alors comme arme de combat contre des buts terrestres, d’une manière aussi régulière qu’en 1917 et surtout en 1918 ; mais déjà dans la bataille de la Somme, les avions ennemis volant très bas obtinrent, avec leurs tirs de mitrailleuses contre notre infanterie, des résultats importants. Ces résultats ne consistaient pas dans les pertes obtenues, mais dans l’impression que l’on avait d’être découvert et aperçu là où l’on avait jusque-là espéré se cacher. Cette impression déprimante fut d’abord si forte, que l’on ne faisait plus des fusils et des mitrailleuses l’usage qui aurait été alors tout indiqué.

La décision finale de tout combat repose, en dernier ressort, dans l’infanterie. J’ai fait partie de l’infanterie, je lui ai appartenu corps et âme, et j’ai dit aussi à mes fils : « Entrez dans l’infanterie ». Ils l’ont fait ; plus tard seulement un attrait les a poussés, comme beaucoup d’autres jeunes gens, à passer de la vie des tranchées à la libre activité de l’aviateur. La belle phrase de l’ancien règlement sur l’instruction du fantassin : « L’infanterie porte le poids principal du combat et subit les plus grandes pertes, mais en retour la plus grande gloire lui échoit », cette phrase restera toujours une vérité militaire.

Le poids est lourd qui pèse sur l’infanterie ; cette guerre l’a montré une fois de plus. Rester immobile sous le feu roulant de l’ennemi, dans la boue et la vase, dans l’humidité et le froid, dans la faim et dans la soif, ou bien rester blotti replié sur soi-même dans des abris, des trous ou des caves en attendant un ennemi supérieur en forces et surgir hors d’un abri sûr pour se jeter, la mort devant les yeux, sur un ennemi qui apporte avec lui votre perte, voilà qui est d’un héros. Ce n’est possible' que si la discipline en rend capable, elle que l’on supporte par amour pour la patrie, soutenu par l’impératif du devoir qui sommeille au fond du cœur. La gloire en est grande. Mais la plus haute récompense réside dans la fière conscience que l’on a d’avoir servi la patrie plus encore que les autres, elle réside aussi dans le sentiment que l’on a d’avoir aidé par son courage viril à remporter la victoire. Les hommes qui sont restés à la maison ne peuvent avoir trop souvent tout ceci présent à l’esprit. Ils n’ont devant un pareil héroïsme qu’à se découvrir... au lieu de parler.

Si l’on juge de la valeur des actions, il faut mettre sur le même rang ceux qui ont combattu comme le soldat d’infanterie : pionniers du génie, cavalerie légère, télégraphistes de campagne partagent la même gloire. La belle phrase de l’ancien règlement vaut aussi pour eux.

Je ne veux pas, en parlant ainsi, rabaisser les services que les autres armes ont rendus. Toutes ont été entourées par le G. Q. G. des mêmes soins et de la même estime. L’aviateur éprouve aussi le sentiment de la victoire remportée, la satisfaction profonde de pouvoir se dire : « Ici l’homme est bon à quelque chose ! » Mais il n’a pas à supporter l’action dissolvante du combat. L’artillerie eut à endurer des épreuves analogues à celles de l’infanterie. Plus la guerre se prolongea, plus ses pertes augmentèrent, aussi bien dans la défense que dans l’attaque ; elle devint, toujours davantage, le point d’appui du combat et le soutien du front. Malgré cela, l’artillerie n’a pas besoin de disputer cette phrase à l’infanterie. Elle avait raison, quand elle se défendait contre cette idée que l’infanterie est l’arme principale. Cette expression a été malheureusement employée par mégarde dans des instructions destinées à l’artillerie. Il n’y a pas d’arme principale. Chacune a sa justification, car toutes sont nécessaires, on ne peut se passer d’aucune.

Ce que je pus entendre dire à Cambrai de notre infanterie, de sa tactique et de son équipement, eut pour moi une importance toute particulière. Il était sûr que notre infanterie combattait d’une manière trop serrée et trop rigide ; elle s’attachait trop à la possession du terrain ; il s’ensuivait beaucoup de pertes. Les abris profonds et les caves devenaient souvent de lamentables pièges à hommes. L’usage du fusil était tombé dans l’oubli ; la grenade à main était devenue l’arme principale, et l’armement de l’infanterie, en mitrailleuses et autres armes à feu, était demeuré très en arrière des mesures correspondantes prises par l’ennemi. Le feld-maréchal et moi ne pûmes d’abord que prier avant tout de garnir les premières lignes d’une manière moins dense, de détruire les abris profonds et d’abandonner toutes les tranchées et toutes les parties du terrain dont la défense opiniâtre, sans importance pour l’action d’ensemble, eût causé des pertes particulièrement sensibles. L’on ne put aborder que peu à peu les autres questions concernant l’instruction et l’armement de l’infanterie.

L’emploi prépondérant des grenades à main était venu de ce que, dans la guerre de tranchées, elles pouvaient être jetées des abris mêmes et en y demeurant, tandis que pour se servir du fusil, il fallait quitter l’abri. Dans le combat rapproché au cours de nos propres attaques et maintenant au cours des grandes attaques de l’ennemi, la grenade à main était une arme plus maniable et aussi, pour le combattant exercé, d’un usage plus aisé que celui du fusil qui, d’ailleurs, se salissait facilement. C’était facile à comprendre ; mais l’infanterie devait être en état de maintenir, par sa propre force, l? ennemi à distance et de le combattre de loin. Dès que l’on, en venait au combat corps à corps, la supériorité numérique de l’ennemi devenait trop facilement le facteur décisif.

L’emploi de la grenade à main avait fait oublier le tir au fantassin. Il fallait d’abord le lui réapprendre. Il fallait lui rendre confiance dans son fusil ; pour cela, il devait posséder à fond sou maniement. Il était facile d’attirer l’attention sur ce point, mais extrêmement difficile d’obtenir des résultats positifs. À cause du temps de service trop réduit de notre Ersatz, on n’a jamais pu y réussir, bien qu’on l’ait essayé souvent. Ce n’était possible que durant l’instruction longue et approfondie du temps de paix grâce à laquelle le tireur, au milieu des impressions de combat, poursuit son tir d’une manière mécanique.

Dans l’infanterie ennemie, la force de l’homme se trouvait déjà multipliée, dans une large mesure, par l’emploi de la machine ; nous, au contraire, nous travaillions encore trop uniquement avec l’homme. Nous avions toutes raisons de le ménager avec soin. Là aussi, il fallait réaliser un changement profond ; il fallait que la mitrailleuse devînt le soutien principal de l’intensité du feu de l’infanterie. La compagnie d’infanterie dut recevoir, comme nouvelle arme, une mitrailleuse légère au service de laquelle elle n’avait à consacrer qu’un nombre aussi petit que possible de fusiliers. À cet effet, notre mitrailleuse des compagnies de mitrailleuses était trop lourde.

Pour augmenter très vite l’efficacité du feu de l’infanterie, au moins aux foyers principaux de nos grands théâtres de guerre, il fallait constituer des formations spéciales de mitrailleuses : les sections de mitrailleuses d’élite. Il y en existait déjà des embryons ; il s’agissait maintenant de grouper ces derniers et de les étendre.

Les lance-bombes et les lance-grenades devaient augmenter également la puissance combative de notre infanterie. La fabrication de toutes les armes à tir rapide devait être intensifiée.

Enfin, l’instruction de l’infanterie en troupes d’assaut, telles que la guerre les avait créées, était à réglementer et à généraliser dans l’infanterie. Les formations spéciales d’instruction, les bataillons d’assaut, possédaient une haute valeur et ont exercé sur l’instruction une influence étendue ; c’étaient des modèles que l’infanterie s’efforçait d’imiter. Son règlement d’instruction aurait dû lui donner des directions à ce sujet, mais il n’y en avait pas jusqu’alors.

De même, au sujet de la construction des positions et de leur installation, ressortaient de la bataille de la Somme des leçons importantes. Au lieu des abris profonds, il fallait dans les lignes avancées des abris très peu enfoncés. Les abris bétonnés, dont la construction, malheureusement, exigeait beaucoup de temps, furent de plus en plus prisés. Les lignes de tranchées facilement reconnaissables, que chaque photographie d’avion reproduisait avec une grande exactitude, constituaient des cibles trop commodes pour l’artillerie ennemie ; tout le système de défense devait être étendu en profondeur, relâché et adapté exactement à la contrée. Les grands et épais réseaux de fils barbelé, si pratiques pour les périodes de calme, n’offraient plus aucune protection. Ils s’évanouissaient sous la grêle des munitions ennemies. Des barrières de fils barbelés légères et difficilement repérables convenaient mieux au combat. Les positions situées sur le versant avant, avec un vaste champ de tir pour l’infanterie étaient facilement reconnues par l’ennemi. Elles étaient battues par l’artillerie ennemie et souvent ne pouvaient être que difficilement surveillées par leurs propres observateurs d’artillerie. Les positions situées au versant arrière avec un petit champ de tir et sous une bonne observation de leur propre artillerie furent conservées. Elles méritaient la préférence dans la grande bataille.

L’importance capitale qu’avait la possibilité pour l’artillerie d’observer son tir et, partant, la nécessité d’en tenir compte, en premier lieu, dans le choix d’une position, nous apparaissaient très nettement.

Sur ce point aussi, il fallait édifier de nouvelles règles ; beaucoup de choses s’étaient modifiées, du tout au tout, parfois !

On se contenta d’effleurer ces questions au cours de la conférence de Cambrai. Je n’en retirai en général que des impressions, mais qui montraient toutefois à quel point il était indispensable de donner de nouvelles méthodes pour la direction du combat, et combien l’armée désirait voir apporter des améliorations sur le terrain de la tactique et de l’armement. À l’Est, nous avions en gros dirigé le combat et instruit les troupes, selon les règles de l’ancienne tactique du temps de paix ; mais ici, nous nous trouvions en présence de nouveaux faits dont j’avais le devoir de tenir compte.

Je me suis toujours occupé avec un plaisir tout particulier des questions de tactique et d’armement, cela avait d’ailleurs fait partie de mes fonctions au Grand État-Major général à Berlin. J’avais déjà à cette époque pris parti dans de nombreuses questions qui se posaient maintenant d’une manière urgente. Elles étaient devenues désormais, comme on pouvait dès lors le prévoir clairement, des questions vitales pour l’armée en campagne, des questions auxquelles on ne pouvait prêter assez d’attention. Cette responsabilité vis-à-vis de l’armée était particulièrement lourde. Si j’étais d’une part dans l’obligation de commander l’envoi des hommes dans la fournaise, j’avais, d’autre part, le devoir plus doux, humainement, de sauvegarder la vie des soldats allemands.

Cela me décida à m’occuper de cuirasses protectrices portatives. Nous en distribuâmes aux troupes. Mais elles n’obtinrent aucun succès parce qu’elles étaient trop lourdes.

La conférence de Cambrai avait obtenu d’utiles résultats. La grandeur tranquille de cette assemblée de généraux et de chefs d’états-majors qui, depuis près de deux années déjà, livraient dans l’ouest de grandes batailles défensives, pendant que le feld-maréchal et moi à l’Est avions pu gagner d’audacieuses batailles offensives, cette grandeur causait une profonde impression. Je me trouvai fortifié dans l’intention que j’avais de prier le gouvernement impérial d’accorder à la guerre ce qui appartient à la guerre. Envoi de renforts, fourniture de matériel et maintien de la vigueur morale, telles étaient pour l’armée les questions vitales. Plus longtemps durait la guerre, plus l’évidence de tout cela sautait aux veux. Plus grands étaient les besoins de l’armée, plus grands devaient être les sacrifices de la patrie, plus grande aussi la tâche du gouvernement impérial et du ministère de la guerre prussien en particulier.

Après la conférence, nous dinâmes chez le Kronprinz de Bavière. Il était soldat par devoir. Ses penchants n’avaient rien de militaire. Il remplissait ses hautes fonctions et ses devoirs avec un grand sérieux et, appuyé sur ses excellents chefs d’État-Major (au début de la guerre le général bavarois Krafft von Dellmensingen, et à l’époque dont je parle le général von Kuhl), il sut répondre aux graves obligations auxquelles doit faire face un commandant en chef. De même que le Kronprinz allemand, le Kronprinz de Bavière était acquis à l’idée de terminer la guerre sans réclamer aucun avantage, mais il ne savait pas non plus si l’Entente se rallierait à ce point de vue. Mes rapports avec le Kronprinz de Bavière ont toujours été excellents.

Le duc Albert de Wurtemberg, le commandant en chef de la 4e Armée, qui était également présent, possède un tempérament militaire plus accentué que les deux princes héritiers. J’ai eu rarement la joie de le voir et je me rappelle avec un plaisir particulier la conversation si réconfortante que j’eus avec lui. C’était une véritable personnalité.

L’après-midi, nous commençâmes notre voyage de retour et partîmes de Cambrai pour traverser la Belgique. Le gouverneur général von Bissing nous accompagna un bout de chemin. Nous discutâmes avec lui une réduction de nos troupes d’occupation en Belgique ; l’allongement prévu des unités sur différents points du front Ouest nous obligeait à mettre en ligne ici et là des formations de landsturm. Nous le priâmes aussi de nous aider à rassembler le matériel de guerre que nous désirions posséder.

L’après-midi du jour suivant, je m’entretins, en route, de cette question avec MM. Duisberg et Krupp von Bohlen et Halbach. Je leur avais demandé de venir à notre train. Ils admettaient qu’une augmentation du matériel de guerre, en tenant compte de l’état de nos matières premières, était tout-à-fait possible si la question ouvrière était résolue.

Le 9 au matin, nous rentrions à Pless. J’étais maintenant très au courant de mes fonctions et connaissais mon travail. C’était un vaste champ d’activité qui s’ouvrait maintenant tout à coup devant moi, et une bonne partie de ce qu’il exigeait de moi m’avait été jusque-là tout à fait étrangère. Il me fallait étudier à fond le mécanisme de la conduite de la guerre et les détails de la vie dans ma patrie comme aussi apprendre à connaître les grandes questions mondiales avec les problèmes qu’elles posaient.

Les anciens bureaux aménagés dans un pavillon du château, princier étaient devenus trop étroits ; on en installa de nouveaux dans les bâtiments de l’administration du prince de Pless. Nous nous transportâmes dans la maison de M. Nasse, intendant du prince de Pless. Notre travail régulier commença.

VIII

Comme il fallait s’y attendre, l’offensive de l’Entente se poursuivit avec la même vigueur en septembre et octobre et même au-delà. Le mois de septembre fut particulièrement critique. II ne nous fut pas facile de monter une opération contre la Roumanie en Transylvanie.

La bataille de la Somme, qui avait commencé le 1er juillet par une tentative de percée de grand style, s’était poursuivie dans le même sens et avec la même vigueur jusqu’au milieu de juillet. Jusque la fin d’août, l’Entente avait mené d’autres grandes attaques sur tous les points du front de bataille en y engageant de grandes forces, dans l’intention de nous user. Après la déclaration de guerre de la Roumanie, les attaques reprirent avec la plus grande violence ; l’Entente renouvela méthodiquement sa tentative de percée. Les batailles qui se livrèrent alors comptent parmi les plus violentes de la guerre et surpassèrent, en ce qui concerne la quantité de matériel et d’hommes qu’on y employa, toutes les attaques antérieures. Les assauts commencèrent dès le 3 septembre au nord de la Somme, et durèrent jusqu’au 7. L’ennemi pénétra toujours plus profondément dans nos positions. Le 5 septembre, les Français attaquèrent également au sud de la Somme sur un large front ; nous perdîmes plusieurs localités.

Sur la rive Nord, les combats reprirent dès le 9 et durèrent jusqu’au 17, nous fûmes de nouveau rejetés. L’ennemi prit Ginchy et Bouehavesnes. Le 17 vit un grand combat sur la rive sud ; nous perdîmes Berny et Deniécourt. Au sud de la Somme la bataille diminua d’intensité, mais le feu roulant de l’artillerie ennemie continua. Au nord de la Somme, les combats se poursuivirent ; le 25 commença la lutte la plus terrible de cette bataille de la Somme, si fertile en durs combats. Grandes furent nos pertes ; l’ennemi prit Rancourt, Morval, Gueudecourt et Combles que l’on se disputa chaudement. Le 26, le coin de Thiepval tomba. De nouvelles attaques ennemies, faites le 28, échouèrent.

Les demandes qu’on nous adressait tant en officiers qu’en troupes étaient extraordinairement élevées. Les relèves que l’on avait prévues à Cambrai et tout le plan de relèves projeté pour le front occidental ne suffirent bientôt plus. Des divisions et d’autres troupes durent être jetées en toute hâte sur le front de la Somme et y tenir très longtemps. Le temps consacré au repos ou à l’instruction sur un front calme se réduisit de plus en plus. Les troupes s’usaient. Nous étions toujours à la veille d’une catastrophe. À Pless nos nerfs étaient extrêmement tendus ; nous devions inventer sans cesse de nouveaux expédients et les réaliser. Il fallut les nerfs d’acier des généraux von Gallwitz, Fritz von Below, von Kuhl, des colonels von Lossberg et Bronsard von Schellendorf pour ne pas perdre la tête, pour mettre en ligne, avec méthode, les renforts qui arrivaient et, à chaque nouvel échec, songer à corriger la situation. Mais il fallut surtout une troupe comme la troupe allemande !

En octobre, les combats se poursuivirent sans diminuer d’intensité dans la partie nord du champ de bataille.

L’ennemi mit en œuvre des moyens plus puissants encore ; nous subîmes des pertes, mais on sentait que la défense augmentait de vigueur.

Dans le champ d’entonnoirs au nord-est de Verdun, on recommença à se battre. Les Français faisaient des attaques, nous demeurions sur la défensive. Nos troupes furent très éprouvées. Toutefois la physionomie de l’ensemble ne subit pas de changement.

Sur le front italien, à cette même époque, du 14 au 17 septembre, la septième offensive menée sur l’ïsonzo par les armées italiennes, et du 9 au 13 octobre, la huitième, furent repoussées par l’Autriche-Hongrie ; on attendait une nouvelle attaque.

Sur le front de Macédoine, dans la deuxième moitié de septembre, à l’ouest du lac d’Ostrovo, l’Entente avait effectué une contre-attaque en direction de Florina et avait repoussé les Bulgares jusque dans leur position de départ du mois d’août. J’espérais que ceux-ci trouveraient à cet endroit une position organisée. Mais l’E.-M. de la 11e Armée, qui venait de prendre le commandement à cet endroit, me déclara bientôt tout le contraire. Les Bulgares n’avaient rien fait. Naturellement la situation était très sérieuse, et le colonel Gantschew se répandait en lamentations au sujet de la mauvaise impression que la chute de Monastir produirait sur ses Bulgares. Quant à l’impression bien plus mauvaise que ses Bulgares produisaient sur nous, il n’y pensait pas volontiers. Il n’était pas possible pour le moment de venir à leur secours. Mais je m’étais formé l’opinion qu’il fallait tenir l’armée bulgare d’une main plus ferme et je proposai en conséquence de constituer un groupe d’armées particulier, dont le commandement en chef serait confié aux Allemands, mais qui dépendrait du G. Q. G. bulgare. Celui-ci y consentit. Le général Otto von Below quitta la Courlande avec son chef d’État-Major, le général von Bockmann, et prit, à Uskub, le commandement du nouveau groupe d’armées.

La situation des troupes bulgares, dans la plaine de Macédoine, était sérieuse dans la première moitié d’octobre.

Sur le front Est, le G. Q. G. s’efforça d’abord d’envoyer des troupes allemandes dans le secteur de Maros pour y rendre plus vigoureuse la faible défensive des Austro-Hongrois. C’était ce qu’il fallait faire en premier lieu. II restait à régler plus tard l’organisation du commandement de l’expédition contre la Roumanie et à résoudre la même question au nord des

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 10. — Bataille de la Somme. |

Carpathes. Comme le général von Conrad attachait de l’importance à ce qu’un État-Major austro-hongrois eût le commandement en Transylvanie, un nouveau groupe d’armées fut constitué sous l’archiduc Charles en Hongrie ; le général von Seeckt resta son chef d’État-Major.

L’ancien groupe d’armées de l’archiduc, à l’exception des troupes des Carpathes, passa sous le commandement de von Boehm-Ermolli, qui conserva en outre le commandement de la 2e Armée austro-hongroise. Le groupe d’armées ainsi formé fut mis sous l’autorité du commandant en chef de l’Est. L’organisation du commandement, claire et adaptée aux circonstances, telle que nous l’avions depuis si longtemps désirée, était enfin réalisée au nord des Carpathes. Cette organisation était maintenant devenue d’une nécessité urgente. Les divisions allemandes très éprouvées de l’armée du général comte von Bothmer, que les Russes attaquaient avec une continuelle violence, avaient besoin d’être relevées par des divisions moins fatiguées de l’ancien front du commandant en chef de l’Est. La relève impliquait un long travail, car on ne pouvait l’opérer que successivement. Les forces étaient partout si réduites que ’ on ne pouvait, dans une situation aussi tendue, enlever d’un secteur des divisions entières en une seule fois. Cela était encore moins possible au moment où le commandant en chef de l’Est se voyait obligé de libérer un nombre toujours croissant d’unités pour combattre contre la Roumanie.

On mit sous les ordres du nouveau groupe d’armées de l’archiduc Charles les troupes des Carpathes qui furent réunies en armée sous les ordres de l'E.-M. de la 7e armée austro-hongroise, et plus tard les deux armées qui étaient à constituer en Transylvanie. Celle du nord, la lre Armée austro-hongroise, sous le général von Arz, devait reculer des deux côtés de Marcs Vasarhely, jusque Klausenburg ; celle du sud, la 9e Armée allemande, sous le général von Falkenhayn, devait s’avancer par faibles détachements entre Karlsburg et Mühlbach dans la direction du sud jusque Orsova. Le général von Falkenhayn trouva là, à l’endroit le plus important, l’occasion d’utiliser ses capacités militaires, comme chef de troupes, au service de la patrie.

À la fin d’août et au début de septembre, les Russes exercèrent une lourde pression sur l’ancien groupe d’armées de l’archiduc Charles, dans la Galicie orientale et dans les Carpathes. La conséquence en fut le retrait progressif de l’armée du général comte von Bothmer de la Ziota-Lipa derrière la Narajovka et un nouveau recul des troupes austro-hongroises dans les Carpathes, en particulier au défilé des Tartares et à la frontière de Bukovine. Comme la solidité de ce front était la condition préalable de toute opération contre l’armée roumaine en Transylvanie, il ne restait plus rien d’autre à faire que d’expédier encore aux groupes d’armées Boehm-Ermolli et archiduc Charles, sur le Dniester et dans les Carpathes, au moins trois divisions qui, de l’Ouest si durement éprouvé, roulaient vers la Transylvanie. J’y consentis, la mort dans l’âme. Je me rappelle le sentiment d’amertume qui s’empara alors de moi à l’égard de l’armée austro-hongroise, quand je pensai à la situation dans laquelle nous nous trouvions à l’Ouest et à l’Est et à tous les efforts que nos soldats devaient fournir. Mais il fallait agir ; les intérêts des deux côtés étaient communs.

Après diverses oscillations, notre front finit par se fixer en face des Russes à partir du milieu de septembre. De nouvelles attaques, menées avec acharnement, au prix de grands sacrifices d’hommes, à l’ouest de Loutsk contre la ligne Saturtzy-Pustomity, contre le secteur de Graberka à l’ouest de Brody et les hauteurs de Zborow, également contre Bizezany et nos positions de la Narajovka, demeurèrent toutes sans succès. De même dans les combats qui se livrèrent dans les Carpathes autour du défilé des Tartares et de la crête qui s’étend vers le Sud-Est jusque Kirlibaba, les Russes, grâce à l’attitude merveilleuse des troupes allemandes, n’obtinrent plus aucun gain appréciable de terrain. Mais la situation n’était pas encore, vers le milieu d’octobre, définitivement assurée, et l’élan offensif des Russes n’était nullement brisé. Dans leurs attaques en masses ils firent constamment preuve d’un courage extraordinaire ; à la moindre défaillance, des. mitrailleuses placées en arrière intervenaient efficacement. La volonté d’obtenir une victoire en Volhynie, en Galicie orientale et dans les Carpathes était encore le principal souci du G. Q. G. russe.

Notre marche sur la Maros se prolongea jusqu’à la fin de septembre. Une attaque rapide des Roumains aurait pu la transformer en déroute. Retardée par les grands succès remportés par le feld-maréchal von Mackensen au cours de son irruption en Dobroudja et attendant surtout que les Russes se décident à traverser les Carpathes, l’armée roumaine avançait avec la lenteur d’un colimaçon. Elle retint son aile gauche d’Orsova à Hermannstadt où il y avait un groupe plus important. Ses forces principales gagnèrent du terrain dans la direction du Sud-Ouest en débouchant de Cronstadt et du massif frontière de la Moldavie en liaison étroite avec l’aile gauche russe.

Il semble bien que l’intention de la Russie et de la Roumanie fût de descendre en ligne serrée entre les Carpathes et le Danube dans la plaine basse de la Hongrie. Mais il fallait pour cela jeter au-delà des Carpathes d’importantes forces russes. Les Roumains auraient dû, en intervenant vigoureusement contre nos rassemblements de troupes, ouvrir par derrière aux Russes les passages des. Carpathes. Ils firent le contraire. Dans l’ignorance où ils étaient de la grande guerre, ils ne tirèrent aucun profit des circonstances favorables qui s’offraient sans cesse à eux, par suite de l’obligation où nous étions de détourner nos divisions vers le Dniester et dans les Carpathes. Ils n’avancèrent que lentement et perdirent du temps. Chaque jour nous procurait un nouvel avantage ! Les Russes agissaient également sans logique ; ils préféraient se lancer contre les Carpathes plutôt que de frapper un coup à travers la Moldavie dans notre flanc ouvert. L’entrée en campagne de la Roumanie s’effectuait sans aucune méthode et la coopération avec la Russie semblait compromise.

Après que les premières troupes allemandes prises à l’Ouest et destinées à la Roumanie eurent été détournées vers la Galicie orientale et les Carpathes, il nous fallut amener enTransylvanie des divisions du commandant en chef de l’Est. Il devait en résulter un affaiblissement du front. Mais il ne

fallait guère compter sur l’arrivée de ces troupes en Transylvanie avant le milieu de septembre. Le mauvais état des chemins de fer hongrois nous causait du retard.

Les troupes austro-hongroises n’arrivèrent aussi que lentement... Le général von Conrad ne voulait pas risquer de trop affaiblir le front de l’Isonzo. Il enleva seulement quelques brigades de montagne an Tyrol. Mais elles ne purent arriver que très tardivement. J’offris en conséquence à l’E.-M. de Teschen quelques divisions austro-hongroises du groupe d’armées Linsingen qui n’avaient plus leur emploi en face des Russes. On les accepta avec reconnaissance. Ces divisions tenaient bien les secteurs ; mais on ne pouvait guère les employer comme troupes d’attaques.

Dans la deuxième moitié de septembre, notre concentrai, ion en Transylvanie se fit peu à peu ; mais elle demeurait toujours bien faible en face des forces ennemies. Il n’y avait là que quelques divisions. La lre Armée austro-hongroise n’avait qu’une médiocre valeur militaire. Mais la 9e Armée était capable d’attaquer, elle était le pivot de l’opération.

Les deux armées devaient se mettre en marche aussitôt que leur concentration serait terminée, c’est-à-dire vers la fin de septembre : la lre Armée austro-hongroise droit à l’Est en passant au nord de Schaessburg, la 9e Armée avec son gros sur Hermannstadt-Cronstadt. On devait attaquer les Roumains et les repousser vers l’Est. La 9e Armée avait pour mission de se tenir avec son aile droite tout contre le contrefort nord des Alpes Transylvaines, pour couper les communications avec la Valachie à l’armée roumaine qui se trouvait en Transylvanie. La nécessité de flanquer l’armée sur sa droite était évidente.

Les trois divisions de la 9e Armée, concentrées autour de Mühlbach, pouvaient être enveloppées par un ennemi débouchant de la région de Petroseny par les défilés de Vullsan et de Szurduk, au cas où les Roumains voudraient forcer le passage de la Maros par Hermannstadt et plus au nord. C’est à cette menace qu’il fallait parer tout d’abord. Il était par conséquent important que nous rejetions derrière les montagnes les Roumains qui se trouvaient près de Petroseny. Le 19 septembre, les troupes allemandes, arrivées les premières, y réussirent. Lorsqu’il fallut les rappeler pour prendre part à l’avance de Mühlbach sur Hermannstadt, la défense des défilés fut confiée à des troupes austro-hongroises. Les Roumains réussirent à les

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 11. — Hermannstadt, 1916. |

reprendre le 25, mais ils avaient, entre-temps, perdu une partie de leur importance.

Les Roumains avaient pénétré, en face de la 1re Armée, dans le massif de Goergeny, situé dans la boucle supérieure de la Maros, et avaient repoussé les postes austro-hongrois sur la Maros en amont de Maros-Vasarhely. Plus au sud, ils avaient atteint, à peu près, la région de Szekely-Udwarhely et l’est de Fogara. Le détachement qui était autour d’Hermannstadt, composé de deux ou trois divisions, était resté sur place. De faibles troupes autrichiennes, renforcées par la brigade de cavalerie de Transylvanie qui avait été constituée dans ce but avec trois régiments de cavalerie, formaient une ligne faiblement tenue entre Schaessburg et Hermannstadt.

Au début des opérations, le général von Falkenhayn devait anéantir le groupe d’Hermannstadt. Puis, après avoir fermé le défilé de la Tour Rouge, les deux armées devaient marcher vers l’Est.

L’opération d'Hermannstadt eut un plein succès. Le Corps Alpin avait réussi, au 26 septembre, à opérer un mouvement enveloppant sur les derrières de l’ennemi en allant vers le défilé de la Tour Rouge ; après quoi la 9e Armée attaqua avec le gros de ses forces des deux côtés d’Hermannstadt. Nous ne disposions que de forces peu importantes ; le combat dura jusqu’au 30. Les Roumains se défendirent opiniâtrement et attaquèrent même le Corps Alpin en partant du Sud. Mais les principales forces roumaines se mirent trop tard en mouvement et ne purent plus empêcher l’anéantissement d’une partie de leur armée près d’Hermannstadt.

Le Corps Alpin, renforcé par des formations de montagne austro-hongroises qui commençaient à arriver, se chargea de couvrir le flanc droit de l’armée au défilé de la Tour Rouge. Le général von Falkenhayn lui-même se mit aussitôt en marche dans la direction de l’Est au nord de la crête de montagnes. Pour augmenter encore la pression à cet endroit, la 89e D. I. allemande de la lre Armée fut rapprochée de la 9e Armée en passant à l’ouest de Schaessburg ; le général von Arz s’avança en même temps. Les deux armées ennemies se rencontrèrent au cours de leurs marches.

Les Roumains remportèrent d’abord un succès au centre. Mais ils furent battus par la 9e Armée au sud de Fogara et rejetés, dans une brillante poursuite qui dura jusqu’au 10 octobre, au-delà du bois des Esprits et de Cronstadt sur Campolung, Sinaia et Buzeu dans le massif au sud de Cronstadt. La pression qu’exerça ainsi la 9e Armée fut si forte que les Roumains reculèrent encore [plus au Nord et que la lre Armée austro-hongroise partant de la région des sources de l’Alt et de la Maros franchit peu à peu le massif frontière en se dirigeant vers la Moldavie.

L’attaque du feld-maréchal von Mackensen contre les Roumains avait été, pendant ce temps, marquée par de beaux succès. Pendant que de faibles troupes s’avançaient sur Dobric, le long du chemin de fer de la Dobroudja, le feld-maréchal attaqua, dans les premiers jours de septembre, avec le reste de ses forces, la ville fortifiée de Tutrakan. Grâce à la coopération décisive du faible détachement allemand Bode, le succès fut surprenant. Deux divisions roumaines environ se rendirent le 6 septembre, après une courte résistance. Une attaque rapide fit tomber également Silistrie le 9. Dobric avait été pris dès le 4. Il n’était pas possible de dépasser cette localité, parce que les troupes roumaines furent très vite renforcées sur ce point par une division russe et une autre, formée de prisonniers de guerre austro-hongrois. À Sofia, l’on se demandait avec une certaine inquiétude comment les troupes bulgares se battraient contre les Russes ; cette inquiétude n’était pas fondée. Les Bulgares n’ont fait aucune différence entre les Roumains et les Russes, mais leur capacité manœuvrière n’était pas plus grande que leurs aptitudes à l’attaque. Le quartier général allemand a eu à différentes reprises beaucoup d’ennuis avec la 3e Armée bulgare.

Le feld-maréchal von Mackensen tint son aile gauche tout contre le Danube et fit porter sur ce point sa principale pression. Il fallait serrer contre la Mer Noire les forces ennemies qui se rassemblaient sur la ligne Kara Omer (10 kilomètres au nord-est de Dobric) lac d’Oltina. Le détachement allemand Bode qui se trouvait à l’aile gauche enfonça cette position dans un assaut audacieux, et continua son avance, en descendant le Danube. Mais les Bulgares ne furent pas prêts assez vite ; ils attaquèrent bien également, mais, le 15 septembre, l’ennemi se retira en bon ordre. La 3e Armée bulgare avait laissé échapper l’occasion de remporter un grand succès. L’ennemi put de nouveau s’établir sur la position, fortifiée dès avant la guerre, de Rasova-Cobadinu-Tuzla.

Des tentatives faites pour prendre aussi cette position purent être bientôt abandonnées. La puissance offensive des troupes bulgaro-turques, qui se trouvaient là, n’était pas suffisante. Il fallut organiser et construire les communications

|  |
| --- |
|  |
|  |

arrière pour amener les munitions nécessaires à l’attaque. Cela demanda du temps.

Le feld-maréchal von Mackensen, dès la deuxième moitié de septembre, demanda une division allemande ; sans elle, il ne pouvait exécuter l’attaque. On fut obligé tout d’abord de réserver la décision au sujet de cette demande.

Pendant que les préparatifs pour la continuation de l’attaque étaient en plein cours d’exécution, nous fûmes, le 1er octobre, surpris par la nouvelle, venue de Sofia, que les Roumains avaient passé le Danube avec de grandes forces près de Rahovo, au nord-est de Routschouk. La garde du Danube était très faible et il n’y avait pas d’autres troupes sur les lieux. Le feld-maréchal von Mackensen jeta pour y faire face tout ce qu’il put ramasser et les Roumains durent, dès le 3 octobre, se retirer sur la rive nord du Danube. La flottille du Danube avait attaqué avec succès. On n’a pas compris ce que le G. Q. G. roumain se proposait avec cette entreprise. Elle ne pouvait rien changer à la situation en Transylvanie, ni dans la Dobroudja.

Au milieu d’octobre, l’ensemble de la situation s’était amélioré. À tous les points de vue elle restait, sur le front ouest, très sérieuse, mais la crise avait été surmontée grâce aux brillants exploits des forces engagées sur ce point.

Sur le front italien, deux fortes attaques ennemies avaient été repoussées.

En Macédoine, on pouvait redouter un contre-coup.

L’armée roumaine avait été atteinte d’une manière sensible dans la Dobroudja et en Transylvanie. Le reste du front Oriental demeurait calme.

Le plan qu’avait conçu l’Entente de nous écraser d’une manière définitive à l’automne 1916, plan dont la réalisation paraissait encore très possible en août et septembre, venait de subir un premier échec. Mais les combats sur les différents fronts n’étaient pas encore terminés. Serait-ce la force de l’ennemi ou bien la nôtre qui tiendrait le plus longtemps ? Nous ne le savions pas encore à ce moment-là, comme nous le savons maintenant en reportant nos regards en arrière. La Roumanie n’était pas encore battue. Comment nous serait-il possible de vivre (et cela m’apparaissait clairement à l’esprit) sans le blé et l’huile de Roumanie, même si nous arrivions à sauver des Russes la région pétrolifère galicienne, autour de Drohobytsch ?

Depuis que le feld-maréchal et moi étions arrivés au (G. Q. G., nous avions fait un formidable pas en avant, il nous en restait un second à faire ; il consistait à continuer de maintenir le front -et à remporter la victoire sur la Roumanie pour pouvoir vivre.

Ce but ne fut pas atteint avant le début de l’année 1917. Nous ne pensions plus alors au danger maintenant surmonté de la grande attaque de l’Entente en 1916, mais nous regardions vers l’avenir, tout rempli pour nous de nouveaux et graves soucis.

IX

Le deuxième pas que nous devions nous résoudre à faire, vers le milieu d’octobre, était extrêmement grave.

Il était difficile d’atteindre les Roumains à travers le massif frontière ou au-delà du Danube ; il était plus difficile encore de se procurer de nouvelles troupes pour continuer les opérations.

Nous avions naturellement réfléchi, sans cesse, à la manière dont il fallait poursuivre les mouvements contre la Roumanie. L’opération la plus favorable- était la marche simultanée des deux groupes d’armées avec l’aile intérieure sur Galatz, d’une part l’armée de Mackensen avançant vers l’embouchure du Danube en aval de Galatz et le groupe d’armées de l’archiduc Charles vers le Sereth en amont de Galatz, en prenant soin d’assurer la sécurité des flancs intérieurs. Le résultat final nous aurait assuré l’anéantissement de la partie principale des armées roumaines en Valachie et la possession d’un territoire qui était extrêmement riche en ressources dont nous avions besoin pour la guerre. Cette belle conception avait traversé l’esprit des chefs intéressés et le mien.

Le feld-maréchal von Mackensen reçut en temps utile la division qu’il avait réclamée, la 217e D. L, pour lui permettre d’attaquer la position ennemie Tuzla-Cobadinu-Rasova et de pénétrer ensuite jusqu’à l’embouchure du Danube.

Mais la résistance combinée avec de fortes attaques, que le groupe d’armées de l’archiduc Charles rencontra dans le massif frontière depuis Orsova jusqu’à la Bukovine, montra bientôt que la 9e Armée et l’armée austro-hongroise s’étaient butées contre un obstacle. Une continuation de l’attaque sur ce point n’était plus possible.

Il fallait prendre d’autres moyens pour réaliser l’ensemble de l’opération. Le feld-maréchal von Mackensen, avec l’aide de la division allemande, qui lui arrivait très lentement d’ailleurs, devait battre l’ennemi dans la Dobroudja, le poursuivre avec une partie de ses forces et conduire l’autre partie vers le sud de Bucarest, au-delà du Danube. La 9e Armée du groupe d’armées de l’archiduc Charles devait descendre, vers le Sud, dans la Valachie, par-delà les Alpes Transylvaines. Les deux armées devaient en outre battre l’ennemi et s’efforcer d’opérer leur jonction.

On ne voyait pas encore clairement si le feld-maréchal von Mackensen passerait le Danube à Tutrakan, Routschouk ou Svistov et si le général von Falkenhayn, ayant son centre près d’Orsova, ferait irruption dans la Valachie par le défilé de Szurduk ou par celui de la Tour-Rouge. En tous cas, les forces engagées jusqu’à présent contre les Roumains ne suffisaient pas. L’armée roumaine était forte. Il fallait s’attendre à ce que les Russes lui portassent secours. Que les deux groupes d’armées dussent disposer pour entrer en Valachie d’autant de forces qu’il était possible, cela se comprenait de soi-même.

J’aurais volontiers envoyé au feld-maréchal von Mackensen les forces que j’aurais pu rendre disponibles pour mettre de son côté le centre de toute l’opération. Il était plus facile de franchir le Danube que les montagnes, sur lesquelles d’ailleurs il était déjà tombé de la neige. Toute l’attention de l’ennemi était aussi dirigée de ce côté. L’état des chemins de fer de Bulgarie excluait, en outre, la possibilité de renforcer le feld-maréchal von Mackensen. Il fallut se résoudre à forcer d’abord le passage des montagnes ; et c’est seulement quand on y aurait réussi et qu’on aurait gagné du terrain dans la Valachie que le feld-maréchal pourrait passer le Danube ; autrement il risquerait de se mettre en mauvaise posture, à cause du peu de forces dont il disposait.

Le plan ôtait arrêté. Il restait à décider la grave question de savoir si des troupes se trouveraient disponibles pour cette opération. Je fus soumis à un cruel embarras. L’usure des forces l’était devenue très grande sur les deux fronts principaux à l’Ouest et à l’Est et les combats n’étaient pas encore terminés

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 13. — Combats devant Verdun en automne 1916. |

Je fermai les yeux sur les dangers qui menaçaient les autres fronts. Le commandant en chef de l’Est dut donner encore deux ou trois D. I. et deux D. Cav. On enleva également au gouvernement général de la Belgique la 7e D. Cav. Avec cet apport de forces, l’opération pouvait au moins être risquée et commencée au milieu de novembre ; mais on pouvait se demander si elle réussirait, étant donné la faiblesse des effectifs que nous engagions.

Avant que se développât la nouvelle offensive contre la Roumanie et que les événements qui devaient s’y rattacher suivissent leur cours, les combats se poursuivaient sur les autres fronts.

La bataille de la Somme dura encore tout le mois d’octobre avec un grand acharnement. Sur la rive nord de la rivière, il y eut, les 13, 18 et 23 octobre, des combats du caractère le plus sérieux ; la troupe y rencontra d’extrêmes difficultés, mais conserva en gros ses positions ; notre défense était devenue plus vigoureuse. Un assaut violent fut également repoussé, le 5 novembre, entre Bouchavesnes et le Sars. Dans les combats acharnés qui suivirent, les Français remportèrent de nouveaux succès. Le 13 novembre, les Anglais pénétrèrent aussi dans notre position des deux côtés de l’Ancre ; ce fut pour nous un coup particulièrement dur, car nous ne croyions plus un tel résultat possible, et particulièrement là où nos troupes occupaient encore de bonnes positions. Le 14 novembre, les Anglais remportaient un nouveau succès. Le 18, il y eut encore un grand combat, qui, dans l’ensemble, fut à notre avantage, bien que l’ennemi fît un grand déploiement de forces.

Des combats s’étaient également livrés sur la rive sud de la Somme. À partir du 10 octobre, les attaques reprirent une nouvelle violence au sud de la voie romaine ; plus tard il y eut aussi des luttes violentes au nord de cette voie. Nous y remportâmes le 29 octobre un succès dans l’attaque sur la ferme de la Maisonnette. Il souleva une joie générale, quoiqu’on lui-même il n’eût guère d’importance ; l’on revoyait donc enfin dans l’Ouest une attaque réussie ! On peut s’imaginer l’état d’âme d’une troupe qui peut enfin attaquer, après que le feu roulant de l’ennemi l’a martelée si longtemps et qui réussit à obtenir un succès offensif sur un champ de bataille qui n’avait vu jusque-là, pour les armes allemandes, que défensive et malchance.

Pendant que l’activité s’éteignait dans le secteur français du champ de bataille de la Somme, la situation s’aggravait encore une fois à Verdun. Le 24 octobre, les Français attaquèrent nous perdîmes le fort de Douaumont, et nous dûmes le 1er novembre, évacuer également Vaux. La perte était douloureuse, plus douloureuse encore était la destruction de quelques divisions qui nous surprit à l’improviste. La tension au front Ouest devenait particulièrement grave au moment même où la deuxième campagne contre la Roumanie n’était pas encore terminée. Le G. Q. G. se décida, dans cette nouvelle épreuve, en plein inconnu et se mit à exécuter le projet, dont il avait reconnu la justesse, de battre l’armée roumaine et d’occuper la Valachie.

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 14- — Combats de Macédoine en automne 1916. |

À partir du milieu de novembre, nous attendîmes avec anxiété, aussi bien sur la Somme qu’à Verdun, les nouvelles attaques que notre offensive de Roumanie pouvait provoquer de la part de l’ennemi. Mais la diminution d’activité qui s’était manifestée depuis le début de novembre sur la rive sud de la Somme, et à la fin du mois sur la rive nord, continua. L’Entente ne disposait plus pour l’instant des forces, ni sans doute des munitions suffisantes, pour continuer l’attaque.

Mais les 14, 15 et 16 décembre, il y eut de nouveau de violents combats devant Verdun. Les Français attaquèrent pour réduire davantage encore le résultat des succès remportés par l’Allemagne devant cette forteresse en l’année 1916. Leur désir se réalisa. Le coup que nous reçûmes alors fut particulièrement

dur. Nous subîmes de grandes pertes et perdîmes aussi des positions importantes. Les efforts déployés pendant l’année avaient été trop grands. Le ressort des troupes s’était détendu dans l’immobilité de la défensive, sous le puissant tir d’artillerie de l’ennemi et par suite de nos propres pertes. Sur le front Ouest nous étions entièrement épuisés.

Sur le front italien, les combats recommencèrent au début de novembre. Le 7, la 9e offensive italienne de l’Isonzo fut repoussée dans son ensemble. L’activité de la lutte s’endormit ensuite provisoirement. L’Italie n’avait pas non plus la force de venir à l’aide de son alliée, la Roumanie. Les troupes austro-hongroises, qui se trouvaient là, étaient, elles aussi, si éprouvées, que l’on n’en pouvait tirer de nouvelles forces contre la Roumanie.

La situation, sur le front de Macédoine, était sur le point de prendre un développement défavorable. Les communications arrière, vers la plaine macédonienne, et dans les montagnes, des deux côtés de la Cerna, étaient encore entièrement inachevées. Il y avait trop à réparer. Le Q. G. allemand n’avait que peu d’espoir de stabiliser la situation de l’armée bulgare sur son ancienne position de départ. Il fit commencer, de bonne heure, la construction d’une position arrière au nord de Monastir, à travers la plaine et au-delà du massif tourmenté, des deux côtés de la Cerna.

Dès le milieu d’octobre, l’Entente réussit à franchir cette rivière près de Brod et à conquérir, sur les hauteurs, des positions qui avaient une importance décisive. Comme conséquence le commandant de la 11e Armée recula son front jusqu’aux environs de Monastir. Mais lorsque l’Entente, au milieu de novembre, poursuivit ses attaques, les troupes bulgares cédèrent encore une fois, et durent se retirer, en plein combat, sur la position qui était au nord de Monastir. La ville fut occupée par les Serbes le 18. La solidité de l’armée bulgare était foncièrement ébranlée. Il nous fallut nous décider à faire continuer leur route à trois ou quatre bataillons de chasseur qui devaient aller à Orsova, et à les engager dans les montagnes de la Macédoine. Il ne pouvait être question d’enlever de nouvelles troupes bulgares pour les employer contre la Roumanie. À la fin de novembre, et au début de décembre, en relations étroites avec notre entrée en Valachie, se déclenchèrent de rudes attaques de l’Entente contre les nouvelles positions sur lesquelles on tint, après un combat acharné. Dans la deuxième moitié de décembre, nous résistâmes encore victorieusement à des attaques en y mettant toute notre énergie. Les communications arrière s’amélioraient, on pouvait subvenir au ravitaillement des troupes ; le front macédonien reprit quelque fermeté ; malheureusement ce fut en y engageant quelques bataillons allemands, peu nombreux sans doute, mais dont l’absence fut douloureusement ressentie en Roumanie.

Pendant ce temps 1' Entente, en occupant le Pirée et Athènes, en octobre, s’était emparée à la fois de la Grèce et de ses chemins de fer. Elle poussa rapidement l’organisation/d’importantes troupes vénizélistes. Là où l’Entente allait, elle voulait gagner de nouvelles forces pour l’aider à poursuivre la guerre. Et c’est ce désir qui décida de son attitude à l’égard de la Grèce.

Les troupes qui étaient animées de sentiments royalistes furent, en novembre, retirées de Thessalie. Une ligne continue se dessina peu à peu entre Florina et Valona.

Sur le front du commandant en chef de l’Est, il y eut encore au milieu d’octobre une puissante, mais inutile attaque de Russes à l’ouest de Loutsk, sur la ligne Pustomity-Saturtzy, puis les attaques s’éteignirent peu à peu à cet endroit. Sur la Narajovka, elles se poursuivirent encore jusqu’en novembre. Les Russes étaient enfin épuisés. Nous eûmes encore la force de faire quelques attaques locales rapidement préparées, dont la plus importante se fit le 9 novembre au groupe d’armées Woyrseh, d’après les méthodes du front Ouest, et réussit. Nous étions également à bout de forces.

Dans les Carpathes, les Russes continuèrent leurs attaques, en liaison avec les combats de Roumanie, depuis octobre jusque dans le courant de décembre.

À la même époque, on observait un allongement du front russe vers le Sud. Russes et Roumains attaquèrent à la frontière qui séparait la Transylvanie orientale et la Roumanie. Notre entrée en Valachie augmenta l’activité de la lutte et déclencha, de ce côté, de fortes attaques en masses de la part des Russes qui déterminèrent de nouvelles crises locales et soumirent nos nerfs à « ne rude épreuve. La lre Armée austro-hongroise, en particulier, fut violemment prise à partie à la frontière est de Transylvanie, jusqu’à ce que des troupes bavaroises vinssent, là aussi, rétablir la situation.

X

Pendant qu'à la fin d’octobre et au début de novembre les combats battaient encore leur plein sur tous les fronts et qu’on ne pouvait en prévoir la fin, notre deuxième campagne contre la Roumanie suivait son cours. Ce n’était pas simple. Durant les jours où elle avait traîné en longueur, nous avions eu largement le temps de réfléchir sur la justesse de notre décision. Le succès la justifia ; mais si nous n’avions pas réussi, de quelle manière eût-on jugé cette campagne contre la Roumanie ?

Quand les difficultés infinies qui s’opposaient à l’avance eurent été vaincues, au milieu d’octobre, les préparatifs du feld-maréchal von Mackensen en Dobroudja se trouvèrent terminés. Le chef d’État-Major du général Mackensen était le général Tappen, qui avait été jusqu’au début de septembre chef de la section des opérations au G. Q. G. et qui s’occupa de ses nouvelles et importantes fonctions avec autant de zèle que de prudence.

L’attaque commença le 19 octobre. À ce moment, d’ailleurs, la 217e D. I. était arrivée et on l’avait placée à l’endroit décisif ; son rôle consistait à prendre d’assaut Topraisar. Le sang allemand allait encore une fois couler, parce que nos alliés n’étaient pas à la hauteur des nécessités de cette guerre. L’ennemi s’était considérablement renforcé et il avait essayé, au début d’octobre, de battre les forces germano-bulgaro-turques en Dobroudja, mais ses attaques n’avaient pas été conduites avec assez d’unité, ni de vigueur ; il laissa passer ainsi le moment favorable. L’attaque du feld-maréchal von Mackensen réussit, après trois jours de durs combats, à opérer une brillante percée. L’armée ennemie fut rejetée en désordre vers le nord au-delà de la voie Constantza-Tsernavoda. La poursuite fut menée sans répit ; dès le 23 Constantza, avec ses riches dépôts de pétrole, fut prise par nos troupes ; bientôt après Tsernavoda tomba également.

La poursuite ne s’arrêta que 20 kilomètres au nord du chemin de fer.

Naturellement on se demanda si l’armée ne devait pas exploiter plus à fond son succès et poursuivre son avance dans la direction nord, jusqu’au Danube. Je résolus le problème par la négative, parce que l’insuccès de l’attaque menée par l’archiduc Charles dans le massif qui s’étendait en bordure de la Transylvanie était devenu entre-temps un fait incontestable. Même si la 3e Armée bulgare avait pénétré jusqu’au Danube en dépit de ses communications arrière insuffisantes, elle se fût trouvée là isolée. Elle ne pouvait, partant de là, coopérer avec la 9e Armée quand celle-ci pénétrerait dans la Valachie occidentale. Or, c’était là la condition essentielle de la réussite de l’opération générale. Si pénible que cela fût pour le G. Q. G., il donna au feld-maréchal von Mackensen l’ordre d’arrêter son avance, de se préparer à passer le Danube, au sud de Bucarest et d’exécuter ce passage dans la seconde moitié de novembre avec le plus de forces qu’il pourrait. Le feld-maréchal prit sur lui de ne laisser, dans le nord de la Dobroudja, que de faibles détachements. Ils s’y enterrèrent. Leur position était naturellement très exposée. Les forces principales furent dirigées vers Roustchouk à pied ou en utilisant le chemin de fer de la Dobroudja que l’on remettait peu à peu en exploitation, mais qui n’était susceptible que d’un petit rendement. Le feld-maréchal von Mackensen choisit comme lieu de passage Svistov-Zimnicea. À Pless, ce point situé à l’Ouest nous avait paru bien choisi. L’armée du Danube se rapprochait ainsi des détachements de la 9e Armée qui pénétraient à l’Ouest dans la Valachie.

Comme portas d’invasion dans la Valachie par l’ouest et le nord, on pouvait choisir la région d’Orsova, le défilé de Vulkan et de Szurduk ou le défilé de la Tour-Rouge.

Au défilé de la Tour-Rouge et un peu au sud, le général

Krafït von Dellmensingen, avec son corps alpin renforcé par la 2e brigade de montagne austro-hongroise, s’était heurté à une résistance opiniâtre lorsqu’il avait entrepris, après la bataille d’Hermannstadt, de protéger le flanc de la 9e Armée qui s’efforçait d’avancer sur Cronstadt. Pour attirer des forces sur lui et soulager l’armée, il s’était défendu en attaquant. Au cours de combats acharnés où les Roumains se livrèrent aussi à de nombreuses contre-attaques, le corps alpin ne gagna que peu de terrain jusqu’à la fin d’octobre au sud du défilé. Il fallait faire ici la guerre de montagne en hiver sous toutes ses formes caractéristiques et avec toutes ses difficultés formidables. Les troupes, y compris la brigade de montagne austro-hongroise, combattirent merveilleusement ; mais cette guerre demandait un temps infini.

Une tentative de passage des forces principales de la 9e Armée, au défilé le plus élevé et le plus large de la montagne, en face d’un ennemi à la fois fort et averti, devait échouer, comme avait fait en octobre l’attaque analogue menée au sud de Cronstadt. Bien à contre-cœur nous reportâmes le point d’invasion vers l’Ouest ; elle perdait ainsi de son efficacité au point de vue stratégique. Mais cette considération devait céder le pas à d’autres. Il importait avant tout d’arriver à passer les montagnes. La 9e Armée avait encore essayé au début d’octobre de gagner du terrain au sud du défilé de Vulkan et de Szurduk. L’entreprise avait échoué par suite d’un malencontreux changement de temps et de la vigilance de l’ennemi. Il fallut retirer nos troupes jusqu’au sommet du défilé. Mais nous avions en tous cas acquis quelque connaissance du terrain et conservé l’impression qu’il devait être possible de forcer le passage des montagnes, à cet endroit particulièrement étroit. J’escomptais en outre que la Roumanie ne s’attendrait pas au renouvellement d’une attaque qui nous avait coûté de grandes pertes. Aussi le G. Q. G. se décida-t-il à choisir ce point du massif comme porte de passage. Il nous parut aussi plus favorable que la région d’Orsova où les hauteurs du défilé étaient encore à conquérir.

Le passage fut préparé à fond et dans le dernier détail, en utilisant pour cela les expériences chèrement payées, et l’équipement de montagne des troupes fut complété. Une attention particulière fut apportée à l’amélioration des routes de la montagne et à la préparation du matériel qui permettrait de poursuivre aussitôt l’ennemi. On prépara également des automobiles sur rails que l’on se proposait d’employer sur les voies des chemins de fer roumains. Les communications arrière dans la Valachie devaient rester très pénibles, en dépit de nos mesures de prévoyance, tant que nous n’aurions, pour les assurer, que la seule route du défilé de Szurduk.

Le 10 novembre, le général Kühne avait terminé ses préparatifs. Le commencement de l’opération fut fixé au 11. Le groupe devait entrer en action sur ce point avec quatre D. I. et deux D. Cav., ces dernières sous les ordres du général von Schmettow, et s’avancer avec vigueur vers l’Oltu par Craïova. Il devait en outre pousser dans la direction d’Orsova, de même que vers l’Est dans le dos des défenseurs du défilé de la Tour-Rouge. À Orsova, une faible brigade, soutenue par des troupes cyclistes allemandes, devait attaquer en même temps sous le commandement du colonel austro-hongrois Szivo. Le général, von Krafft, qui reçut des renforts, et les troupes qui étaient au sud de Cronstadt devaient poursuivre leurs attaques. Le 11 novembre le général Kühne remporta un succès éclatant ; nous recueillîmes, après coup, le bénéfice des opérations entreprise fin octobre. Le général Kühne passa la montagne, battit les troupes roumaines, qui furent jetées à sa rencontre près de Targu-Jiu, le 17 novembre et occupa Craïova dès le 21. Le 23 le général comte von Schmettow avec ses D. Cav. était sur l’Oltu à l’est de Caracal. Le vieux pont y était en sa possession. Plus au Nord, en face de Slatina, l’infanterie avait atteint l’Oltu. Les ponts avaient été, à cet endroit, comme plus haut en amont, hâtivement détruits.

Le même jour, le feld-maréchal von Mackensen avait conquis la rive nord du Danube près de Zimnicea à la faveur d’un épais brouillard. Là aussi la préparation avait été en général excellente. Nous avions fixé ce jour pour permettre aux armées de coopérer très étroitement en utilisant toutes les possibilités d’opération qui se présenteraient à elles. Cela paraissait avoir réussi, mais de nouvelles difficultés devaient encore surgir.

Le général von Krafft, pendant ce temps, avait progressé dans la montagne en combattant, mais il n’avait pas encore atteint les issues près de Ramnicu Valcea et au nord de Curtea de Arges.

Dans le dos du général Kühne les Roumains, tout en se battant vaillamment, avaient commencé leur retraite à partir d’Orsova en descendant le cours du Danube et l’avaient poursuivie en serrant de près le fleuve. Entourés de toutes parts, ils ne déposèrent les armes qu’au début de décembre près de l’ancienne embouchure. Leur espoir, qu’une attaque de l’armée roumaine de Bucarest contre l’armée du Danube pourrait les sauver de cette extrémité, ne se réalisa pas.

En ce qui concernait l’opération à l’est de l’Oltu, les ordres pour les deux armées étaient de poursuivre l’avance sans tenir compte de rien et d’opérer leur jonction avec leurs ailes intérieures en direction de Bucarest. J’attachais en outre une importance particulière à ce que le groupe Kühne franchît rapidement l’Oltu, pour qu’il protégeât ainsi le flanc gauche de l’armée du Danube. La 9e Armée avait au reste la mission d’ouvrir les routes de montagne situées à l’est, en exerçant, de la plaine dans la direction du nord, une pression qui la ramènerait dans la montagne et de faire descendre, par ces routes, d’autres troupes vers le sud.

Le feld-maréchal von Mackensen devait, aussitôt que la jonction des deux armées serait opérée et les liaisons du commandement assurées, prendre également sous ses ordres la 9eArmée ; l’armée du Danube fut placée sous le commandement du général Kosch ; la 9e devait quitter le groupe d’armées de l’archiduc Charles. En attendant que tout cela fût réalisé, le G. Q. G. allemand dut pourvoir à la conduite ultérieure des opérations par des ordres directs.

L’armée du Danube commença sa marche en avant le 25 novembre ; le 26, elle passa la Vedea et, dès le 30, après un dur combat, son aile gauche se fraya un passage à travers la dépression du Neilov, au sud-ouest de Bucarest, tandis que son aile droite descendait le cours du Danube en se tenant à la même hauteur.

Du défilé de la Tour-Rouge, le corps alpin s’était ouvert par la force le 27 une sortie vers la plaine ; le 29, il était entré à Pitesti et avait, le jour suivant, avec son centre, au nord de l’Arges, gagné du terrain vers le sud-est. Cela permit à l’aile droite du groupe de Cronstadt, qui était engagée dans de durs combats au nord de Campolung, de sortir du massif montagneux.

Le général Kühne était plus en arrière. Ses D. I. s’étaient trop acharnées à vouloir passer près de Slatina, au lieu de passer tout de suite, comme le corps de cavalerie plus au sud, près de Caracal, et d’épargner ainsi du temps en dépit du détour qu’elles eussent fait. Elles ne franchirent ainsi l’Oltu que dans le courant du 27, et étaient encore, le 30, éloignées d’environ 80 kilomètres de l’aile gauche de l’armée du Danube, de même que de l’aile droite du groupe Krafft.

Le commandement roumain avait eu l’intention de maintenir les troupes des généraux von Krafft et Kühne et d’attaquer l’armée du Danube. Il voulut d’abord, vis-à-vis de ces deux groupes, avoir l’air de conserver les passages des montagnes près de Curtea de Arges et de Ramnicu Valcea de même que le cours de l’Oltu ; mais lorsque cela ne réussit plus, il essaya d’arrêter à nouveau, plus en arrière, sa lre Armée qui combattait à cet endroit, pour essayer de mettre à profit les circonstances favorables qui se présentaient, vis-à-vis de l’armée du Danube, ne fût-ce qu’à la douzième heure.

Le 1er décembre, l’aile gauche de l’armée du Danube fut rudement attaquée juste au sud-ouest de Bucarest et elle fut forcée de reculer. Les troupes allemandes qui avaient déjà passé le Neilov se trouvèrent coupées. La situation était à n’en pas douter fort critique. Seule, une D. I, turque qui marchait en deuxième ligne retardait le mouvement enveloppant de l’ennemi.

Mais la poussée roumaine ne fut pas poursuivie assez vigoureusement ; en toute hâte, on lança contre elle l’aile droite de la 9e armée. Le 2 décembre, la cavalerie de la 9e Armée était arrivée sur le champ de bataille de l’armée du Danube ; le 3, une grande quantité d’infanterie y était également et la crise se trouvait ainsi résolue. Le 4 commença la contre-attaque, que les Roumains esquivèrent adroitement.

Pendant ce temps, l’aile gauche des troupes du général Kühne avait fait sa jonction avec le groupe Krafft et repoussé la lre Armée roumaine au-delà de l’Arges vers l’est. L’armée du Danube et la 9e Armée combattaient maintenant à la même hauteur. L’opération allait se poursuivre en toute sécurité.

Il n’avait pas été facile de réaliser entre les deux armées une étroite collaboration tactique. Le 1er décembre cela faillit encore échouer, au dernier moment. II faut, en effet, dans la guerre, compter avec trop de frottements de toutes sortes.

Après que cette période de tension eut été résolue, nous nous trouvâmes en présence d’un nouveau problème. Bucarest serait-il défendu oui ou non comme ville fortifiée ? La première hypothèse nous eût été très désagréable, elle eût fait traîner en longueur la campagne de Roumanie. La saison était déjà fort avancée. Il fallait nous équiper pour l’année suivante. Des moyens d’attaque de toutes espèces avaient été préparés pour hâter la capture de la ville. Cependant je fus soulagé d’un grand poids quand, dès le 6, la nouvelle arriva que nos D. Cav. avaient trouvé, dans la nuit du 5 au 6 décembre, les ouvrages nord de la citadelle non occupés. On les avait fait sauter. Le 6, nous étions en possession de Bucarest, de Ploesti et de Campina. Dans tout le territoire pétrolifère, les Roumains avaient entrepris, sur l’ordre et sous la direction de l’Angleterre, les destructions les plus radicales.

Les Russes n’étaient pas encore intervenus sérieusement dans les combats qui s’étaient livrés jusqu’alors. Une pointe russe, poussée le 5 décembre au sud-est de Bucarest, était sans importance. On ne voit pas bien pourquoi ils laissèrent battre les Roumains, en les abandonnant ainsi à eux-mêmes ; ils auraient très bien pu être en Valachie. C’est cela seul qui nous a rendu possible la victoire. À partir de ce moment, les Russes reçurent des renforts ; ils semblaient maintenant éprouver des craintes pour leur propre flanc. Ils s’affaiblirent aussi dans la Dobroudja pour être plus forts en Valachie.

Dans la suite de l’opération, le but qu’on poursuivit fut de porter aux Roumains un coup plus décisif encore, de battre en pleine concentration les Russes que l’on pouvait maintenant attendre en toute sécurité, et d’atteindre, pour terminer la campagne, la ligne embouchure du Danube-Sereth-Trotus. C’était là la ligne la plus courte et il fallait la gagner. Notre situation économique nous imposait aussi d’obtenir ce résultat.

Le groupe d’armées Mackensen dut mettre son centre en direction de Buzeu-Foscani, briser dans la plaine certaines résistances en faisant, à partir des montagnes, un mouvement enveloppant et, pour finir, descendre le cours du Danube sur ses deux rives.

Le général von Conrad avait accordé que le groupe d’armées de l’archiduc Charles s’associât plus tard par son aile droite à l’attaque contre le Crotus.

Les combats à l’est de la ligne Bucarest-Pleosti prirent un autre caractère que ceux qui avaient été livrés jusqu’à présent. Nos troupes étaient fatiguées et ne pouvaient plus maintenant aborder l’ennemi que de front ; il n’y avait guère de possibilité d’enveloppement, parce que l’adversaire se fortifiait surtout dans la montagne. Les Russes arrivèrent bientôt en grand nombre ; ils se battaient mieux que les Roumains. Le transport des munitions, dont on avait maintenant un besoin plus urgent qu’auparavant, devenait pénible à cause des communications qui étaient de plus en plus défavorables. Il y eut de fortes pluies et, vers le nouvel an, des gelées exceptionnellement fortes.

Le 10 décembre, l’armée du Danube et la 9e Armée avaient devant elles, sur la Jalomnista et à Mizil, en avant de Buzeu, des troupes roumano-russes qui occupaient une position préparée d’avance. Nous réussîmes encore à briser rapidement la résistance, à passer, le 12, la Jalomnitsa et à prendre, le 15, Buzeu après un court combat.

Dès le 17, le groupe d’armées se trouva dans la plaine en face d’une forte position entre le Danube à hauteur de l’embouchure de la Calmatuiu, et la montagne, au sud-ouest de Ramnicu-Sarat. Dans les montagnes, à l’ouest et au nord-ouest de là, les Roumains étaient en liaison étroite avec les troupes qui faisaient face à celles de l’archiduc Charles.

Le feld-maréchal von Mackensen avait, pendant ce temps, fait avancer également la 3e Armée bulgare sur la rive droite du Danube. Elle ne rencontra jusqu’à l’embouchure aucune résistance sérieuse, elle l’atteignit le 24 décembre, et se trouva alors sur la rive droite contre la tête de pont de Braïla près de Maciu et en aval du fleuve. Dans la plaine, à l’ouest du Danube, le groupe d’armées, après qu’il eut reçu des munitions, put attaquer. Après des combats acharnés, durant les jours de Noël, la 9e Armée enfonça la position russo-roumaine ; l’ennemi fut contraint de battre en retraite vers le Sereth supérieur, surtout dans la direction de Braïla et de Foscani.

Mais la résistance ennemie, au sud du Sereth, n’était pas encore brisée. Les combats se poursuivirent dans la Valachie jusqu’en janvier. Nos troupes avaient un besoin pressant de repos. Je me demandais avec angoisse comment je pourrais les retirer de ce coin pour les ramener sur les grands théâtres de la guerre. On avait fait tout ce qu’il fallait pour remettre en exploitation les chemins de fer roumains. Mais leur rendement était médiocre. On prépara le transport des troupes par le Danube ; dans un hiver aussi rigoureux, il fallait cependant compter avec la congélation possible des eaux du fleuve. En dépit de tous les préparatifs, le retour des troupes devait, en tous cas, exiger beaucoup de temps. Enfin, le 4 janvier, l’armée du Danube prit Braïla après un nouveau combat violent. Elle occupa toute la rive du Sereth jusqu’à l’embouchure du Buzeu. La 9e Armée s’était avancée jusqu’au Sereth, en liaison avec l’armée du Danube, au milieu de continuels combats dans lesquels les Russes exercèrent sur nous une forte pression, le 6 en particulier. Elle prit, le 8, Foscani et la contrée au nord de la ville jusqu’à la Putna.

L’attaque du groupe d’armées de l’archiduc Charles, qui avait, commencé vers Noël, n’avait fait cependant aucun progrès vers le Trotus. Le grand épuisement des troupes, le temps de l’année où l’on était et la saison nous contraignirent à terminer la campagne. La ligne, sur laquelle se trouvait le groupe d’armées Mackensen, était à peu près celle qu’on s’était proposée. On arrêta l’attaque. Les armées s’enterrèrent sur la ligne qu’elles avaient atteinte.

La deuxième étape de la campagne de Roumanie était franchie et celle-ci se trouvait ainsi terminée. Elle avait été riche en faits d’armes glorieux pour nos vaillants soldats, riche en grandes résolutions prises par les chefs, depuis ceux des grades inférieurs jusqu’à ceux du G. Q. G., mais riche également en graves soucis, et personne ne pouvait les ressentir plus que moi. Nous avions battu l’armée roumaine ; mais on n’avait pas pu l’anéantir. Nous avions obtenu les résultats qu’il était possible d’obtenir, mais nous devions cependant laisser dans la Dobroudja et dans la Valachie des forces, qu’avant l’entrée en guerre de la Roumanie, nous avions employées sur le front oriental et sur le front occidental ou bien en Macédoine. En dépit de la victoire remportée sur l’armée roumaine, nous étions plus faibles en ce qui concerne la conduite générale de la guerre.

Étant donnée la manière dont s’était terminée la campagne contre la Roumanie, les combats de l’automne 1916 avaient, en fin de compte, tourné en notre faveur. Ce résultat fut atteint, non seulement sur les champs de bataille de la Transylvanie, de la Valachie et de la Dobroudja, où il trouva son expression la plus manifeste, mais encore dans les combats livrés sur le front Ouest, sur le front de l’Isonzo, en Macédoine et à l’Est. Nous avions réuni toutes nos forces pour atteindre un seul but : nous défendre contre les assauts de l’Entente et sauvegarder nos moyens d’existence. Ces assauts furent brisés et les ressources de la Valachie nous appartinrent. L’énorme supériorité de l’Entente, en hommes et en ressources militaires, se brisa contre la fermeté de nos troupes et la sûreté ou l’heureux esprit de décision de nos chefs.

Dans les combats défensifs, les troupes allemandes, en dépit de nombreux revers, n’avaient pas fait défaut ; les troupes austro-hongroises s’étaient montrées inférieures aux troupes russes. Les Bulgares nous avaient apporté plus d’une désillusion. Les Turcs donnaient ce que nous attendions d’eux.

Dans la guerre de mouvements, pendant la campagne de

Roumanie, le commandement allemand avait manifesté à nouveau sa vieille supériorité. Les troupes allemandes, qui surent même entraîner avec elles leurs alliés, avaient battu un ennemi puissant, dans ces opérations en rase campagne, où elles pouvaient manifester leur esprit d’initiative. Cet ennemi ne pouvait obtenir de succès vis-à-vis de nous, là où nous nous tenions sur la défensive, qu’en nous accablant sous la masse de ses ressources techniques ; là où elles manquaient, les Allemands conservaient leur supériorité.

Dans les autres parties de ce front immense, l’armée allemande et chacun de ses soldats avaient fait de leur mieux et avaient, à la lettre, fourni leur dernier effort. Cela seul avait rendu possible aux soldats allemands des succès, pour lesquels l’histoire leur décernera la couronne de lauriers. Nous avions, après cela, un besoin urgent de repos. L’armée était tout à fait hors de combat et extrêmement épuisée.

L’ennemi paraissait lui aussi fatigué. Mais il avait encore eu cependant la force d’entreprendre son offensive si réussie de Verdun. Grâce à sa supériorité," il pouvait donner à ses troupes plus de repos. Il fallait compter les voir, très vite, remises en bon état.

I

Les pronostics pour la nouvelle année, en dépit dé l’heureuse conclusion de l’année 1916, étaient très inquiétants. Il était certain que l’Entente ferait également, en 1917, les plus grands efforts, non seulement pour réparer ses pertes, ce qui lui était très possible, mais pour se renforcer davantage encore et augmenter sa supériorité numérique. Elle attaquerait sûrement, aussitôt que possible, nos troupes encore fatiguées, avec plus de violence encore qu’à l’automne 1916, pour essayer d’arracher la victoire finale.

La France avait déjà donné tous ses enfants. Ses bataillons ne comptaient plus que trois compagnies au lieu de quatre. Mais elle possédait, dans son empire colonial, un extraordinaire réservoir d’hommes, dans lequel elle puisait toujours davantage.

L’Angleterre complétait et augmentait son armée.

La Russie, surtout, préparait de nouvelles formations très fortes. Elle ne laissait à ses divisions que 12 bataillons, aux batteries que 6 pièces et formait, avec les 4 bataillons en surnombre et les 7e et 8e pièces de chaque batterie, de nouvelles divisions. Cette réorganisation produisait un grand accroissement de force.

L’armée roumaine devait être reformée et instruite par des officiers français. Étant donnée l’affinité spirituelle des deux peuples et l’influence française sur la pensée roumaine, en particulier dans l’armée, il était à prévoir que l’officier français arriverait à pénétrer l’âme roumaine et obtiendrait de grands résultats.

On devait escompter aussi la formation de nouvelles unités, tirées des prisonniers de guerre austro-hongrois, ou des Grecs vénizélistes.

En face de tout cela, l’Allemagne et ses alliés n’avaient rien à jeter dans la balance. L’augmentation d’artillerie qu’il était dans les intentions du G. Q. G. de réaliser et la création prévue de 13 D. I. ne constituait pas un gain complet, puisqu’il fallait, pour cela, affaiblir les formations existantes. L’organisation des bataillons d’infanterie ne pouvait être réalisée qu’en y employant les réserves courantes et en diminuant les effectifs des bataillons. La formation d’une armée polonaise aurait constitué une réelle augmentation de forces ; mais nous dûmes bientôt nous convaincre qu’elle ne réussirait pas. Il ne nous restait donc pas d’autre ressource que de tirer de l’Allemagne, ou des pays alliés, autant d’hommes qu’il était possible.

La supériorité numérique de l’ennemi lui procurait de plus en plus un dangereux accroissement de force à cause du développement toujours grandissant de l’industrie de guerre dans les États de l’Entente. Elle était exclusivement consacrée à la guerre. Des lois et des ordonnances coercitives concernant les travailleurs furent publiées et acceptées sans opposition décisive. Les travailleurs se prêtaient suffisamment à ce qu’on demandait d’eux. On ne manquait pas de matières premières ; la production n’était pas diminuée et la vie dans les pays de l’Entente allait son train normal. En outre, l’Océan leur était ouvert. Les États-Unis d’Amérique les aidaient maintenant dans la plus large mesure et créaient même de nouvelles usines. L’équipement technique des armées de l’Entente se perfectionnait et augmentait de puissance, arrivant à un niveau qu’il n’avait, auparavant, jamais atteint. À l’Ouest, cela s’était manifesté avec une violence implacable. Les combats de l’année 1916, à l’Est, avaient montré, là aussi, une augmentation considérable das ressources techniques et particulièrement des munitions. La Russie avait reporté une partie de son industrie de guerre dans le bassin houiller du Donetz et l’avait augmentée considérablement. Le Japon activait ses livraisons. Avec l’achèvement du chemin de fer de Mourmanie et le perfectionnement technique du Transsibérien, les importations du Japon, d’Amérique, d’Angleterre et de France allaient augmenter. L’Entente était en mesure, sur tous les théâtres de la guerre, d’augmenter sa supériorité numérique par un apport de forces nouvelles et puissantes tirées de tous les domaines de la technique de guerre et de broyer nos troupes toujours davantage, comme on avait commencé de le voir sur le champ de bataille de la Somme ou à Verdun.

Notre industrie pouvait et devait faire beaucoup pour augmenter notre force. Il était à prévoir que beaucoup de temps passerait avant qu’ici les paroles se transformassent en actes.

Il était sûr que nos fabriques d’armements, en dépit des grands résultats qu’elles obtenaient et même si on leur accordait un nombre égal de travailleurs, n’étaient pas en état de rattraper la grande avance de l’ennemi, aussi longtemps que la puissante industrie ennemie poursuivrait son travail paisiblement et dans des conditions semblables à celles du temps de paix. Dans ces conditions, il était impossible d’arriver à égaliser les forces.

Étant donnée notre grande infériorité en hommes et en matériel de guerre, la nécessité s’imposait davantage de diriger l’instruction de l’armée dans le sens de la bataille défensive,

Il était évident que dans de telles circonstances il fallait apporter toute notre attention à l’armement, à l’organisation et à l’instruction de l’armée. On faisait tout le nécessaire. Mais nous savions que l’ennemi s’adapterait vite à nos nouvelles formes de guerre. Notre avance ne pouvait être que passagère.

Le G. Q. G. devait tenir compte de ce que la grande supériorité de l’ennemi en hommes et en ressources militaires deviendrait encore plus sensible dans le courant de l’année 1917 qu’elle n’était en 1916. Il devait craindre que très tôt, dans l’année, et sur différents points de nos fronts, il ne vînt à s’allumer des « batailles de la Somme » auxquelles, à la longue, nos troupes elles-mêmes ne pourraient plus faire face. Et cela, surtout, si l’ennemi ne nous laissait pas le temps de nous reposer et d’amasser du matériel. Notre position était extraordinairement difficile et une issue presque impossible à trouver. Nous ne pouvions plus songer à attaquer nous-mêmes, il fallait conserver nos réserves pour nous défendre. Nous ne pouvions espérer un effondrement des États de l’Entente. Si la guerre se prolongeait, notre défaite paraissait inévitable. Il fallait ajouter que les bases de notre vie économique se présentaient d’une manière très défavorable pour le cas d’une guerre d’usure. La vigueur morale à l’intérieur était dangereusement atteinte. Nous pensions avec inquiétude à la question de notre subsistance, mais à celle aussi de notre ressort moral. Nous ne travaillions pas avec le blocus de famine, ni avec la propagande, contre l’âme des peuples ennemis. Les perspectives de l’avenir étaient extrêmement graves. Il n’y avait pour nous tranquilliser que la fière conscience que nous avions d’avoir jusqu’à présent bravé la supériorité de l’ennemi et d’avoir réussi partout à tenir en avant de nos frontières.

II

Le feld-maréchal et moi avions exactement la même façon d’apprécier tout le sérieux de la situation. Notre jugement ne s’était pas formé d’un seul coup, mais il s’était développé peu à peu de lui-même, depuis que nous avions pris la direction de la guerre, à la fin d’août 1916. Notre manière de voir les choses nous avait, dès septembre, incités à ordonner dans l’Ouest la construction de grandes positions à l’arrière : d’une part, la position Siegfried, sur la ligne Arras-avant de Cambrai-Saint-Quentin-la-Fère-Vailly-sur-Aisne pour supprimer le vaste saillant Albert-Rove-sud-ouest de Noyon-Soissons-Yailly-sur-Aisne, saillant que l’ennemi avait essayé d’enfoncer au cours de la bataille de la Somme et, d’autre part, la position Michel pour supprimer le saillant de Saint-Mihiel au sud de Verdun en avant de la ligne Etain-Horz. Ces positions stratégiques offraient cet avantage qu’elles permettaient de raccourcir le front et d’épargner des forces ; leur exécution fut préparée méthodiquement. Reculerait-on jusque-là et comment les utiliserait-on ?

Cette question naturellement demeurait pendante en septembre 1916. Il fallait tout d’abord les construire. Cela nous obligeait à prendre de vastes mesures. Je retournai en Allemagne pour y réclamer une grande quantité de travailleurs. Mais ils suffisaient juste pour l’Ouest ; il nous fallait renoncer à construire sur le front Est des positions correspondantes.

La construction de cette position, l’instruction de l’armée, en vue de la guerre défensive et la réquisition des travailleurs dans la patrie constituaient des mesures de guerre très importantes. Elles étaient capables de reculer la décision, dans le cas où le gouvernement réussirait à enrôler le peuple en masse au service de la guerre. Mais elles ne suffisaient en aucun cas, par elles-mêmes, à décider d’une issue favorable. L’avenir demeurait, en conséquence, tout à fait obscur ; le soldat n’a pas le droit de compter sur les hasards. C’est ainsi que la question de la paix et celle de la guerre sous-marine prirent pour nous une importance extraordinaire. II s’agissait pour nous de la paix, de la défaite que nous devions subir sans la guerre sous-marine à outrance, et de la possibilité, au contraire, d’une victoire décidée par cette guerre même, si nous passions sur mer à l’offensive, pendant que sur terre nous continuerions à nous défendre.

L’appellation de guerre sous-marine sans limitations n’est pas tout à fait exacte, pas plus que la périphrase guerre sous-marine « à outrance ».

Le chancelier médita en septembre 1916 le projet d’une médiation du président Wilson. Une semblable médiation était très mal vue en Allemagne, dans beaucoup de milieux, parce que le fait, pour l’Amérique, d’avoir favorisé, d’une manière partiale, les États de l’Entente, avait soulevé chez nous une amertume croissante. Il n’était pas facile pour le gouvernement de négliger cette tendance de l’opinion. Malgré cela, le chancelier présenta à Sa Majesté une proposition tendant à charger l’ambassadeur comte Bernstorff de vouloir bien prier le président Wilson, le plus tôt possible, en tout cas avant sa réélection, au début de novembre, d’adresser une proposition de paix aux puissances. J’étais tout à fait d’accord sur ce point et je m’en réjouissais intérieurement, bien, qu’en pensant au désir qu’avaient nos ennemis de nous anéantir, je demeurasse sceptique en face de cette proposition. Leurs perspectives pour l’année 1917 étaient tellement plus favorables que les nôtres, que je doutais du succès de cette démarche pacifique du président Wilson, tout en l’espérant un peu. J’attendis avec anxiété de voir si une pareille proposition serait faite en octobre par le président Wilson. Mais le jour de sa réélection en novembre et le mois de novembre tout entier se passèrent, sans qu’il s’y résolût. Je n’espérais plus désormais sa médiation.

Le comte Burian proposa alors que la Quadruplice prît elle-même l’initiative et adressât aux ennemis une offre de paix. J’éprouvais le même scepticisme vis-à-vis de cette démarche, mais la tentative était à faire. Il nous fallait seulement éviter tout ce qui pourrait paraître une marque de faiblesse. Cela aurait fait impression sur l’armée et le peuple et aurait été seulement pour l’Entente une excitation à redoubler ses efforts pour nous anéantir. Je coopérai à cette démarche de paix dans la mesure où le chancelier m’y invita. Pour ne pas faire naître chez l’ennemi la fausse idée qu’une défaillance nous y poussait, je demandai qu’on attendît, pour l’exécuter, que la campagne de Roumanie fût arrivée à une conclusion nette. Le 6 décembre, Bucarest tomba ; j’estimai après cela la situation militaire assez assurée pour ne conserver aucune hésitation au sujet de la transmission de la note de paix. D’ailleurs, la loi sur le service auxiliaire obligatoire qui venait d’être votée donnait l’impression que nous avions la volonté de poursuivre la guerre, si notre offre se trouvait écartée.

Sa Majesté l’Empereur avait donné toute son attention à la démarche de paix. Le haut sentiment de sa responsabilité, qui rengageait à rendre la paix au monde aussitôt que possible, se manifesta avec évidence. L’offre de paix de la Quadruplice fut faite le 12 décembre. Au sujet de nos conditions de paix éventuelles eut lieu un échange d’idées, qui fut résumé dans rinstruetion au comte Bernstorff, du 29 janvier.

L’écho que notre manifestation pacifique trouva dans la presse de l’Entente fut aussi défavorable que possible. Il n’y eut bientôt plus à compter sur une possibilité quelconque de conclure un accord avec l’Entente. Elle s’était enchaînée par des arrangements et des traités secrets qui ne pouvaient se trouver réalisés que par notre complète défaite. Le 30 janvier parut la réponse de l’Entente ; elle devait dissiper les derniers doutes au sujet de la volonté qu’elle avait de nous anéantir. Le prétexte donné, que le ton de notre offre avait d’avance exclu toute possibilité de succès, n’était pas valable. La situation tout entière dans laquelle nous nous trouvions nous forçait à parler un langage plein d’assurance. Je dus agir en ce sens dans un intérêt militaire. Nos troupes avaient accompli de grandes choses. Comment auraient-elles compris que nous parlions autrement ? Il ne fallait pas que l’offre de paix nuisît à l’énergie combative de l’armée et cela ne se produisit pas, parce que cette offre resta d’abord isolée et que l’esprit de l’armée était encore bon. Si l’Entente voulait loyalement une paix du droit et de réconciliation, elle pouvait et devait venir s’asseoir à la table des négociations. Là, elle pourrait présenter ses demandes. Si les négociations venaient à échouer contre une éventuelle volonté annexionniste de la délégation' allemande, l’Entente pouvait alors, en signalant notre attitude, enflammer ses peuples pour de nouveaux combats. Mais, de notre côté, nous n’aurions pu, en pareil cas, ramener à la bataille le peuple allemand qui, dès lors, désirait la paix. Encore bien moins nos alliés, lassés de la guerre, auraient-ils continué de marcher à nos côtés. Ces simples déductions montrent d’une manière convaincante que nous étions prêts à une paix de justice et de réconciliation, quand nous publiâmes l’offre de paix.

Le refus de l’Entente, en cette circonstance et dans toutes les occasions ultérieures, montre, avec une égale clarté, qu’elle ne voulait pas de négociations qui pourraient prouver au monde entier avec quelle loyauté nous étions disposés à conclure la paix. Elle craignait qu’il en résultât, dans son propre camp, un affaiblissement de la volonté de nous anéantir, et elle voulait nous atteindre dans le traité de paix et nous affaiblir d’une manière décisive.

Pendant ce temps, le président Wilson avait enfin adressé,

le 18 décembre, une note à tous les États belligérants pour « apprendre de tous les États actuellement en guerre, quelles étaient leurs vues sur les conditions auxquelles on pourrait arrêter la guerre ». Le président Wilson paraissait vouloir mettre sur le même plan les demandes des deux parties et chercher une entente sur un moyen terme. Il pensait à une paix sans vainqueur ni vaincu. La note fut transmise le 21. Le gouvernement impérial avait été avisé, en novembre, de cette intention du président Wilson. Il s’était demandé, d’après ses longues hésitations, si le président ferait réellement ce qu’il se proposait. Je ne connais d’ailleurs pas dans le détail tout ce que pensait le gouvernement.

Les gouvernements de la Quadruplice proposèrent, dès le 26 décembre, une rencontre prochaine de délégués des États belligérants dans un endroit neutre. Ils s’écartaient des intentions de Wilson, en ce qu’ils voulaient traiter eux-mêmes avec leurs adversaires. La considération de la rancune que l’on avait en Allemagne contre l’Amérique doit avoir influencé en ce sens. L’Entente, de son côté, écarta entièrement la proposition. Sa réponse du 12 janvier était une confirmation de sa note du 30 décembre, mais pénétrée plus encore, peut-être, que celle-ci d’une volonté résolue à nous anéantir. L’on y trouvait l’expression de la volonté de fer de Lloyd George qui au début de décembre avait pris officiellement possession du pouvoir en Angleterre. Il est bon de relire sans cesse les notes de l’Entente, au sujet de notre offre de paix et de la note de Wilson. Le jugement que beaucoup portent sur la possibilité d’une paix de conciliation s’éclairera alors d’une lumière nouvelle.

Les deux tentatives faites pour se rapprocher de la paix avaient ainsi échoué. La guerre, d’après la volonté de l’Entente, devait se poursuivre. Elle ne devait être décidée que par la force des armes. L’unique mot d’ordre devait être : victoire ou défaite. Il s’ensuivit que nous continuâmes de toutes nos forces à nous armer et que notre volonté de poursuivre la guerre demeura sauve, ainsi que nous l’entendions dans notre manière de présenter nos propositions, mais il s’ensuivit aussi que l’Allemagne employa tous les moyens de guerre dont elle disposait.

III

Le feld-maréchal et moi, étant donné le jugement que nous portions sur la situation et le scepticisme, malheureusement justifié par les événements, que nous conservions vis-à-vis de la réussite de nos démarches pacifiques, nous avions, dès longtemps, mis au nombre de nos préoccupations militaires la guerre sous-marine qui nous apparaissait comme la forme la plus accentuée de la guerre de blocus.

La guerre sous-marine à outrance était maintenant le dernier moyen de terminer victorieusement la guerre dans un temps plus ou moins rapproché. Si la guerre sous-marine sous cette forme pouvait être décisive (et la marine y comptait), l’entreprendre, dans l’état où était la guerre, devenait un devoir militaire vis-à-vis du peuple allemand.

Comme je l’ai dit, nous nous étions prononcés le 30 août contre la guerre sous-marine à outrance, en ajoutant que nous ne pensions pas que le temps en fût venu. Le chancelier von Bethmann appuya alors notre manière de voir et ajouta qu’il ferait dépendre, dans la suite, d’une déclaration du feld-maréchal sur ce point, la résolution de conduire la guerre sous-marine, sous la forme d’une guerre de blocus. La guerre sous-marine à outrance se ferait si le feld-maréchal en exprimait le désir. Le chancelier s’exprima dans le même sens le 28 septembre au Reichstag. La question de l’opportunité de la guerre sous-marine avait conduit pendant ce temps à de graves divergences d’opinions dans les partis politiques, et les esprits étaient extrêmement excités : tandis que les partis de droite prenaient parti en sa faveur avec une grande vivacité, les partis de gauche, qui marchaient avec le gouvernement, se prononçaient contre elle avec une égale ardeur. La déclaration que fit M. von Bethmann le 28 septembre signifiait que le gouvernement lui-même attirait pour la première fois le G. Q. G. dans un débat politique pour chercher près de lui un appui. Je l’ai beaucoup regretté. Cela n’aurait pas dû se produire. Le G. Q. G. s’était tenu éloigné

de toute activité politique et n’avait aucunement l’intention de modifier son attitude à cet égard. D’autant plus pénible fut pour le feld-maréchal et pour moi le geste que l’on nous demandait. En fait le G. Q. G. fut rendu responsable dans une mesure toujours croissante de la déclaration ou de la non-déclaration de la guerre sous-marine à outrance.

Au début d’octobre, nous nous étions entretenus avec le chef de l’Amirauté au sujet de la guerre sous-marine à outrance et nous avions discuté la question de son déclenchement. Au cours de la correspondance que le chancelier échangea là-dessus avec nous, nous le priâmes, le 5 octobre, de fixer la question des responsabilités. Le chancelier nous exposa, à la date du 6 octobre, que la décision, au sujet de la guerre sous-marine à outrance, devait à la vérité émaner de l’autorité de l’empereur, mais que, par suite des effets qu’elle pouvait produire vis-à-vis des neutres, elle appartenait au domaine de la politique étrangère. Lui, le chancelier, en portait par conséquent l’unique et intransmissible responsabilité au point de vue constitutionnel. Le jugement du feld-maréchal était naturellement d’une particulière importance pour l’aider, quand il le faudrait, à prendre position. Ce point de vue était inattaquable. Le feld-maréchal n’était pas en état de prendre au chancelier la responsabilité et n’y avait jamais pensé. Je partageais entièrement sa manière de voir. Mais cette détermination des responsabilités signifiait un changement important vis-à-vis des affirmations antérieures du chancelier d’empire, qu’il avait faites, d’ailleurs, en supposant que nous étions adversaires de la guerre sous-marine.

En octobre 1916, commença la guerre sous-marine de croisière, dans laquelle on devait arrêter les vaisseaux et les visiter. Elle obtint de bons résultats et troubla la vie économique de l’ennemi. L’arme apparaissait bonne. Mais il fallait compter avec l’amélioration de la défense de la part de l’ennemi et la diminution des résultats obtenus.

Pour apprécier l’influence de la guerre sous-marine dans ses différentes formes sur la conduite politico-économique de la guerre, nous en étions réduits au jugement du chef de l’Amirauté et du chancelier. Le G. Q. G. était en rapports constants avec ces deux personnages, sur ce sujet et en particulier sur celui de l’opportunité de la guerre sous-marine à outrance.

À la suite de nos victoires en Roumanie, le G. Q. G. ne **crai**gnait plus l’entrée en guerre de la Hollande et du Danemark contre nous. Toutefois, il ne fallait rien risquer ; la guerre sous-marine sous la forme de guerre de blocus, si on la jugeait nécessaire, ne devait être commencée que quand la campagne de Roumanie serait terminée et que nos troupes reviendraient, de là-bas, en Allemagne, et sur les fronts Est et Ouest. Nous pûmes de bonne heure nous rendre compte que ce ne serait pas le cas avant le début de février. Il parut également qu’il était naturel d’attendre le résultat qu’obtiendraient les tentatives éventuelles de médiation de la part du président Wilson que le gouvernement impérial avait provoquées en septembre, ainsi que les résultats obtenus par notre offre de paix. Si l’on avait en perspective la fin des hostilités, la guerre sous-marine sous la forme projetée n’était plus nécessaire. Toutes les considérations faites à ce sujet tombaient d’elles-mêmes. Les derniers jours de décembre ou les premiers de janvier devaient nous fixer sur le succès réservé à nos efforts pacifiques. Ceci militait également en faveur du renvoi au début de février du commencement éventuel de la guerre sous-marine.

Le gouvernement impérial était revenu de ses précédentes hésitations au sujet de l’attitude de la Hollande et du Danemark ; de même on n’avait plus de craintes au sujet de la Suisse' de l’Espagne, de la Norvège et de la Suède. Mais le gouvernement estimait très probable l’entrée en guerre contre nous des États-Unis d’Amérique. Le G. Q. G. devait tenir compte militairement de ces communications que lui faisaient les autorités responsables. Cela signifiait pour l’Entente dès la première année de la participation un renforcement de cinq à six divisions et plus tard, au cas où la guerre sous-marine ne serait pas entièrement efficace, une augmentation importante des forces ennemies, et qui pèseraient sérieusement dans la balance. On ne pouvait douter que, si l’Amérique nous attaquait, elle s’armerait, comme Angleterre l’avait fait et que l’Entente, conformément à ses conceptions et à son énergie, pousserait les États-Unis à des armements toujours nouveaux. En ce qui concernait l’augmentation de l’industrie de guerre aux États-Unis, je n’avais pas de craintes particulières. Ils travaillaient dès maintenant de toutes leurs forces pour l’Entente.

Le chef de l’Amirauté, qui était un ami du chancelier, mais en même temps un chaud partisan de la guerre sous-marine à outrance, regardait comme certain que la guerre sous-marine, conduite dans cet esprit, déciderait de la guerre avant six mois. La perte du tonnage et la diminution des importations créeraient à l’Angleterre des difficultés économiques, qui excluraient la continuation de la guerre. Il s’en rapportait, non seulement aux prévisions qu’il croyait pouvoir faire en vertu de sa charge, mais encore à l’appréciation favorable d’importants agents de l’activité économique allemande. Le manque de tonnage réduirait les transports de guerre et, en première ligne, les nombreux transports de matériel de guerre qui se faisaient vers la France ; l’on pourrait d’ailleurs occasionnellement les atteindre eux-mêmes, directement. Le nombre des sous-marins était suffisant pour cela ; la construction des unités de remplacement était poussée, d’après les appréciations du ministère de la Marine, autant qu’il était possible ; les pertes seraient largement couvertes. En tout cas, en l’année 1916, après l’abandon systématique de la guerre sous-marine, on n’avait pas construit avec une activité croissante. La question du personnel pouvait être résolue. On devait le prendre à la deuxième escadre, qui se composait des vaisseaux les plus anciens, les autres navires fourniraient en outre des officiers et des ingénieurs d’âge moyen.

Naturellement, il ne fallait pas laisser tomber la flotte au-dessous d’une certaine force. Vis-à-vis des unités de combat ennemies, augmentées sans cesse par des constructions nouvelles, abondantes, et peut-être bientôt par l’entrée en guerre éventuelle des États-Unis, elle devait représenter une force telle, qu’elle pût assurer la conduite de la guerre sous-marine. La flotte devait avoir pour rôle d’ouvrir un chemin aux sous-marins à travers le cordon des mines ennemies. En outre elle était si attentive qu’elle excluait d’avance toute tentative de la part des flottes ennemies pour arrêter le trafic dans la mer Baltique.

Le chef de l’Amirauté espérait exercer en même temps, par la proclamation de la guerre sous-marine à outrance, une impression de crainte sur la navigation neutre qui jusqu’à présent avait été mise à profit par l’Entente. Il espérait bien rencontrer sur ce point l’appui sans réserve des autorités politiques, appui dont il lui fallut regretter parfois l’absence. Il y eut des discussions techniques sur le transport des troupes d’Amérique et la manière d’assurer le ravitaillement. La marine estimait qu’il fallait au moins 5 Br. Reg. T. par homme, pour amener une armée avec les gros bagages et le ravitaillement. La justesse de ce calcul se trouva démontrée au cours de notre expédition contre l’île d’Oesel à l’automne 1917. Ces considérations conduisaient à des conclusions favorables pour nous. D’après cela, pour le transport d’un million de soldats américains, à qui le tonnage eût été mesuré, il fallait un tonnage de 5 millions de tonnes. Les puissances occidentales ne pouvaient enlever même momentanément un pareil tonnage à leur ravitaillement.

L’appréciation de l’efficacité économique de la guerre sous-marine, de la part du gouvernement, était sujette à des flottements. Le ministère impérial de l’intérieur se forma peu à peu un jugement favorable ; en tout cas, aussitôt après l’ouverture de la guerre sous-marine, le chancelier impérial s’y rallia.

La connaissance que j’avais de la guerre et la haute estime dans laquelle je tenais l’énergie de nos ennemis m’empêchèrent de prendre à la lettre les calculs que faisait l’Amirauté, au sujet de l’efficacité probable de la guerre sous-marine à outrance ; je savais que les questions d’économie et de trafic sont particulièrement difficiles à apprécier. Je croyais pouvoir compter sur des résultats décisifs, au moins dans le délai d’un an, par conséquent avant que l’Amérique eût pu paraître dans l’arène, avec ses nouvelles formations. J’espérais maintenir, jusque-là, la situation sur le continent, grâce aux mesures déjà prises et à celles qui restaient encore à prendre, au cas où la guerre sous-marine, en troublant la vie économique de l’ennemi, empêcherait le plein rendement de son industrie de guerre et diminuerait les transports de munitions vers la France. Sur ce point, j’attachais la plus grande importance aux mois qui allaient suivre.

Sous le coup de l’impression profonde que m’avait, de nouveau, causée au cours d’un voyage au front Ouest, vers le milieu de décembre, la situation que j’avais constatée sur ce même front, je donnai libre cours à mes pensées dans un télégramme envoyé à Berlin ; je ne fondais déjà plus alors aucun espoir sur le succès de l’offre de paix.

Au cours d’un long exposé, le feld-maréchal exprima au chancelier, le 23 décembre, ses idées sur la nécessité de la guerre sous-marine à outrance. Le chancelier se déclara le 24 décembre prêt à provoquer une conférence, aussitôt que notre démarche de paix aurait trouvé sa conclusion nette, dans la réponse éventuelle de l’Entente. Là-dessus, le chancelier, répétant son exposé du 6 octobre, précisa de nouveau que la guerre sous-marine à outrance était un acte de politique extérieure, dont il avait, de par la constitution, la responsabilité unique et intransmissible. Notre idée, sur cette question, ne s’était pas modifiée. Le chancelier avait sa responsabilité à porter, nous portâmes la nôtre. Dans un télégramme à M. von Bethmann le feld-maréchal s’exprima ainsi pour maintenir sa position : « ... Votre Excellence, en sa qualité de chancelier, réclame l’exclusive responsabilité ; mais je continuerai à veiller, de toutes mes forces et avec le sentiment de ma pleine responsabilité, dans l’intérêt d’une issue victorieuse de la guerre, à ce que, dans les choses militaires, on ait recours aux moyens que je crois bons. » C’était le droit et le devoir du G. Q. G., comme c’était le droit et le devoir du chancelier de faire valoir son opinion sur cette importante question en l’appuyant de tout le prestige de ses hautes fonctions. Si les points de vue étaient en divergence, la décision restait à l’empereur.

Prévoyant que la réponse de l’Entente à notre offre de paix et à l’essai de médiation du président Wilson serait négative, le chancelier vint en conférence à Pless dès la fin de décembre. On ne prit pas encore d’arrangement définitif. La conférence décisive eut lieu le 9 janvier, sous la présidence de Sa Majesté, après l’arrivée de la réponse faite par l’Entente à notre offre de paix, et alors que nous étions certains de l’attitude qu’elle prendrait vis-à-vis de la démarche du président Wilson. Le chef de l’Amirauté défendit les points de vue que j’avais exposés avant lui ; il pensait que l’action de la guerre sous-marine à outrance déciderait de la guerre, dans l’espace de quelques mois, et se prononça pour elle. Le feld-maréchal exposa de nouveau notre manière de concevoir les choses, et prit parti également pour la guerre. Le chancelier expliqua quelle action ce moyen de faire la guerre pourrait exercer sur les neutres, en particulier sur les États-Unis d’Amérique. Seule l’entrée en guerre des États-Unis lui apparaissait comme possible et probable ; et il redoutait les difficultés qui s’ensuivraient pour le ravitaillement de la Belgique par l’Entente. Il estimait que notre démarche de paix avait échoué. Il ne prévoyait pas d’autres possibilités de paix, par exemple une nouvelle tentative de Wilson (celle du 18 décembre paraissait déjà réglée), ou bien une paix séparée ; pas davantage une modification de notre situation politique par l’effondrement d’un de nos ennemis, ce que nous avons vu se produire plus tard en Russie ; ce qui eût naturellement, en nous plaçant dans une situation nouvelle, influencé fortement notre manière de concevoir les choses. Le chancelier portait exactement la même appréciation que nous sur notre situation politico-militaire. Alors que nous croyions lui entendre tirer, avec une calme décision, la conclusion rigoureuse, mais nécessaire, le chancelier demeurait, conformément à son tempérament, hésitant ; il termina à peu près en ces termes : « La résolution d’entreprendre la guerre sous-marine à outrance dépend donc des résultats que nous pouvons en attendre », et « mais si les autorités militaires regardent la guerre sous-marine comme nécessaire, je ne suis pas en position de pouvoir les contredire », et encore : « Si le succès nous invite, il faut que nous agissions ».

Le chancelier, lui aussi, dans la pleine conscience de sa responsabilité, prit parti, comme les autres conseillers de Sa Majesté, pour la guerre sous-marine à outrance. L’empereur se rallia à ce point de vue et ordonna de commencer la guerre sous-marine à outrance, le 1er février sous la réserve qu’on donnerait du temps aux vaisseaux neutres qui étaient dans la zone bloquée, pour la quitter, ou bien s’ils étaient sur le point de la traverser, pour terminer leur voyage.

Le chancelier se mit à rédiger d’accord avec le chef de l’Amirauté les notes aux États neutres, sur la déclaration de la zone bloquée autour de l’Angleterre, en avant de la côte ouest de la France, et dans la Méditerranée. Ces notes devaient être transmises le 31 janvier.

Le chef de l’Amirauté donna les instructions détaillées sur la manière de conduire la guerre dans la zone bloquée, en y tenant compte de certains vœux du Ministère des Affaires étrangères, destinés à amoindrir les chances d’une rupture avec l’Amérique. Naturellement, cela correspondait aussi à nos désirs.

Le G. Q. G., de son côté, fit prendre, en toutes hypothèses, quelques mesures de sécurité sur le territoire du commandant en chef du Nord, quoique le chancelier n’eût pas d’inquiétudes au sujet de l’attitude de la Hollande et du Danemark.

La construction des positions défensives au nord du Sleswig avait fait des progrès satisfaisants. Nous pouvions nous borner là à renforcer légèrement la garde de la frontière par quelques éléments de cavalerie. Un Q. G. de C. A. y fut transféré, provisoirement, pour y suivre les événements. À la frontière allemande de Hollande, la garde de la frontière fut réunie en groupement divisionnaire et placée sous les ordres d’un Q. G. qui vint s’établir à Münster. La construction des positions était encore très en retard. À la frontière belge de la Hollande, on n’avait pas encore fait grand’chose. On avait manqué de bras. Pour le reste, nos mesures de protection n’étaient achevées que sur le papier. Nos troupes, qui allaient se trouver libres en Roumanie, devaient les réaliser en cas de nécessité ; dans le cas contraire, aller renforcer le front ouest. On les amena d’abord en Belgique.

# LA SITUATION A LA FIN DE 1916

IV

Au milieu de janvier, arriva au G. Q. G., transmise par le ministère des Affaires étrangères, une communication écrite du comte Bernstorff du 10 janvier ; il y disait que le Mémoire sur les navires de commerce armés « ferait échouer la médiation du président Wilson ». Cette communication fut, pour moi, une surprise. Il n’avait plus été question d’autre intervention spéciale du président.

Le comte Bernstorff ne pouvait donc faire allusion, dans sa note du 10 janvier, qu’à la démarche faite le 18 décembre par le président ; l’Entente n’y avait répondu officiellement que le

12 janvier, et cette réponse avait donné, à cette démarche, la conclusion que nous avions prévue. Je ne voyais dans cette note aucune allusion à un fait nouveau. Le chancelier partageait mon impression. Le 16 janvier, il fit au comte Bernstorff la communication suivante : « Nous sommes résolus à courir le risque (d’une rupture et, s’il le faut, d’une guerre avec les États-Unis) ». Ce télégramme n’était sans doute pas encore aux mains du comte Bernstorff, qu’il télégraphiait lui-même au ministère des Affaires étrangères : « S’il n’y a pas de raisons militaires absolument décisives, un retard (de la guerre sous-marine à outrance) serait très désirable ; Wilson croit pouvoir réaliser la paix sur la base, que nous avons proposée, de l’égalité de droits reconnue à toutes les nations. »

Le secrétaire d’État aux Affaires Étrangères ajoutait, en transmettant ce télégramme, qu’il avait insisté auprès du chef de l’Amirauté pour qu’en admettant, comme le proposait l’ambassadeur, certains délais en faveur des navires neutres, on contribuât à amoindrir le danger d’une rupture avec l’Amérique. J’ai déjà dit que nous l’avions admis. Il se peut donc que le ministère des Affaires étrangères n’ait remarqué aucune modification de la situation générale même dans ce télégramme de Bernstorff. Autrement, le secrétaire d’État eût attiré sur ce point notre attention.

Je n’ai pu me rendre compte au juste de tout ce qui se fit avec l’ambassadeur et je n’en ai connu que des fragments.

Je restai étranger à la conduite des négociations avec les États-Unis. Le chancelier et le secrétaire d’État aux Affaires étrangères se plaignirent des difficultés que l’on rencontrait à communiquer avec l’ambassadeur et des obscurités qui en étaient la conséquence. Ils avaient le devoir d’utiliser toutes les possibilités qui restaient, en dépit de la guerre sous-marine à outrance, d’éviter une rupture avec les États-Unis.

Le 29 janvier, le chancelier von Bethmann et le secrétaire d’État Dr Zimmermann arrivèrent à Pless, à ma grande surprise. Nous fûmes invités à une conférence commune chez l’empereur. Il s’agissait d’une nouvelle proposition de médiation du président Wilson. Le chancelier donna lecture d’une note au comte Bernstorff, qu’il avait écrite, et où il se plaçait sur le terrain d’une paix fondée sur le *statu quo ante.*

Comme base de négociations de paix éventuelles, les demandes suivantes, autant que je m’en souviens, devaient être communiquées au président Wilson soit maintenant, soit dans une autre occasion :

« Restitution de la partie de la Haute-Alsace occupée par la France.

« Acquisition d’une frontière qui garantisse la sécurité stratégique et économique de l’Allemagne et de la Pologne en face de la Russie.

« Restitution des colonies, sous forme d’un accord qui assurât, à l’Allemagne, un domaine colonial correspondant au chiffre de sa population et à l’importance de ses intérêts économiques.

« Restitution des territoires français occupés par l’Allemagne sous réserve de rectifications stratégiques et économiques des frontières ainsi que de compensations financières.

« Restauration de la Belgique moyennant certaines garanties concernant la sécurité de l’Allemagne, garanties qui seraient à déterminer au cours de négociations avec le gouvernement belge.

« Compromis économique et financier sur la base de l’échange

des territoires conquis des deux côtés et que l’on restituerait à la conclusion de la paix.

« Dédommagements aux entreprises et aux personnes allemandes qui ont souffert de la guerre.

« Renonciation à toutes les conventions et mesures économiques qui constitueraient un obstacle au commerce et au trafic normaux après la conclusion de la paix, moyennant conclusion de traités de commerce correspondants.

« Garantie de la liberté des mers. »

Telles sont les seules conditions qui ont été, du côté allemand, portées à la connaissance de l’ennemi avec ma collaboration.

Le chancelier impérial ne demanda pas qu’on retardât la guerre sous-marine à outrance. L’ambassadeur fut autorisé à déclarer que le gouvernement impérial était prêt à donner l’ordre de la suspendre, aussitôt qu’on aurait une base de négociations qui promettrait le succès. Le feld-maréchal et moi nous ralliâmes à ce point de vue.

Toute la scène se déroula dans une chambre de l’empereur avec une extrême rapidité. Les cadeaux offerts pour son anniversaire étaient encore là épars : une belle reproduction du croiseur *Emden* est restée gravée dans ma mémoire. Je ne saurais plus raconter toute la suite détaillée de cette démarche diplomatique, ni le cours qu’elle suivit. J’exprimai devant le feld-maréchal, après la fin de la conférence, les réserves que je faisais sur la manière dont on avait fait appel à notre collaboration dans une question d’une aussi extrême importance. D’une part, nous ne voyions pas bien clair, d’autre part, nous portions la responsabilité morale.

Le 31 janvier, la note sur la déclaration de la guerre sous-marine dans le sens d’une guerre de blocus et, à ce que je suppose, également l’instruction du gouvernement impérial du 29 janvier, furent transmises à Washington.

Après le 9 janvier, il n’y avait plus aucune raison militaire qui eût pu nous porter, le feld-maréchal et moi, à changer d’attitude, au sujet de l’urgente nécessité de la guerre sous-marine.

À la suite d’un rapport du chef de l’Amirauté, à Vienne, le gouvernement austro-hongrois prit aussi la résolution de faire la guerre sous-marine à outrance, avec ses sous-marins. Je saluai avec reconnaissance cette démarche amicale de nos alliés, je l’avais d’ailleurs attendue avec certitude. La guerre sous-marine ne pouvait être efficace que si on la faisait aussi dans la Méditerranée où le succès promettait d’être particulièrement favorable ; il importait de couler autant de tonnage que possible. Le général von Conrad avait également pris parti en faveur de la participation de l’Autriche. Quand le comte Czernin déclara plus tard, en 1918, qu’il avait participé à la guerre sous-marine à outrance, pour éviter un conflit avec l’Allemagne, il parla en cette circonstance d’un fait dont je n’eus pas connaissance alors. Personne n’a jamais pensé à exercer sur l’Autriche-Hongrie une pression militaire.

Ce fut pour moi de la plus haute importance pour me permettre de juger l’état de l’opinion dans ma patrie, de constater, d’après la séance du Reichstag du 27 février, que le peuple allemand, après l’échec de notre offre de paix, se rangeait presque unanimement derrière le gouvernement. Le chef des socialistes majoritaires, M. Scheidemann, tout en rejetant la responsabilité de la guerre sous-marine, disait dans son exposé sommaire :

« Le monde entier comprendra la profonde satisfaction que nous avons ressentie lorsque le gouvernement, en employant des arguments qui se rapprochaient des nôtres, offrit la paix au monde. Lorsque nos adversaires, dans leur honteuse réponse à Wilson, dévoilèrent impudemment leurs intentions de conquête et d’anéantissement, les volontés décidées à défendre notre patrie se sont redressées avec une énergie retrouvée. Il n’y eut qu’un cri, dans le peuple : Tout, plutôt qu’une telle paix ! Chacun avait sans doute espéré que les adversaires accepteraient l’invitation de l’Allemagne à la conférence, bien qu’avec des manières et en regimbant, en proclamant leur propre force et en essayant des tâtonnements et des conversations préliminaires ; mais des paroles aussi brutales et aussi provocantes que les leurs, un programme de paix aussi insensé, et qui jetât un pareil défi aux réalités, tel que

celui qu’ils présentaient, peu de gens les auraient sans doute attendus ; et ce nouvel attentat contre l’humanité, qu’ils ont pris sur eux de perpétrer en repoussant brutalement l’offre de paix que leur proposait l’Allemagne, ils ne pourront jamais s’en disculper- Lloyd George est le parrain des nouvelles décisions prises par les dirigeants de l’empire, en ce qui concerne la guerre sous-marine. La guerre sous-marine à outrance a été véritablement décidée par la conférence des Alliés à Rome. Maintenant que cette décision est prise, maintenant que la chose est en route, nous ne pouvons plus que souhaiter de tout cœur que cette guerre nous apporte bientôt la paix. Nous nous fions à la force de notre peuple, armé jusqu’aux dents ; elle rendra possible ce qui paraît encore aujourd’hui impossible aux adversaires. L’honneur, l’existence, la liberté de développement économique pour l’empire doivent sortir intacts de cette formidable lutte. »

C’était là une sublime profession de foi, et en présence de la volonté d’anéantissement qui était celle de l’ennemi, un appel à la lutte à outrance. Plût au ciel qu’il eût été réellement entendu !

**V**

Le 21 novembre 1916 l’empereur François-Joseph ferma les yeux pour entrer dans le repos éternel. C’est sur lui que reposait l’union des peuples de la double monarchie. Il n’a pas su, en tout cas, lui insuffler une nouvelle vie. Les conseillers qu’il se choisissait n’étaient pas assez vigoureux pour cela. Il avait été un ami fidèle de l’alliance, bien qu’il n’ait jamais oublié l’année 1866, durant laquelle la Prusse et l’Autriche se disputèrent la prépondérance en Allemagne.

Au début d’avril 1916, on fêta à Kovno la 50e année de service du feld-maréchal von Hindenburg. Je fis une petite allocution et j’y disais sans m’étendre davantage sur le sujet, que le feld-maréchal, dans sa première année de service, avait pris part à la campagne de 1866. À peine mes paroles étaient-

elles imprimées, je ne sais où, que le chancelier von Bethmann m’envoya une note pour me dire que mon discours serait mal vu à Vienne, parce que j’avais parlé de la campagne de 1866. Il me priait d’en empêcher la reproduction. Cela n’était plus possible. Je fus aussi surpris de cette manière de voir de la cour d’Autriche, que de la lettre de Berlin. La campagne de 1866 a fait une impression profonde et durable sur l’empereur François-Joseph. Il y perdit sa confiance dans son armée et ne s’adressa plus jamais à elle de bon cœur, bien qu’il travaillât pour elle et qu’il conservât bien haut les traditions de l’armée unitaire.

Sa mort constituait pour nous une perte irréparable.

L’héritier de la couronne qui fut assassiné, l’archiduc François-Ferdinand n’a pas été l’homme énergique que l’on a dit. En réalité, il était, par tempérament, flottant et indécis et nullement ami de l’Allemagne. Sa Majesté, notre empereur, s’est donné beaucoup de peine pour l’influencer, lui et son épouse, dans le sens allemand. Sa mort fut tragique et les suites de son assassinat furent fatales ; elles ont, après quatre années de guerre, réalisé pour l’Autriche ce que les instigateurs russes de l’assassinat se proposaient ; en tout cas, la Russie elle-même y a trouvé sa perte. L’héritier assassiné n’aurait pas été non plus l’homme qu’il fallait pour prendre en mains, après la mort du vieil empereur, le gouvernail de la double monarchie. Les forces centrifuges y étaient devenues déjà trop puissantes, au cours de la guerre. La mauvaise administration avait pris le dessus. L’esprit du peuple et de l’armée était souvent mauvais. La lassitude grandissait, le désir de la paix augmentait toujours davantage. Il aurait fallu un homme au-dessus de l’ordinaire, pour rendre à la double monarchie l’esprit guerrier et pour insuffler une nouvelle vie à l’armée austro-hongroise.

J’ai vu l’empereur Charles, pour la première fois, en décembre 1914, alors qu’il était encore archiduc. Il faisait une impression d’extrême jeunesse. Au début de novembre 1916, je le rencontrai de nouveau ; il s’était développé et était devenu plus homme. Il s’exprimait avec clarté sur des sujets militaires. Mais le fardeau de sa nouvelle et si haute dignité devait être trop lourd pour lui. Il devint agité. Il aspirait à beaucoup de

choses et cédait à beaucoup de gens et sur beaucoup de points. Il sentait les difficultés de la politique intérieure de la double monarchie, pensait à une fédération des peuples d’Autriche sous la maison des Habsbourg, mais en même temps, il n’arriva pas à amener les Hongrois à pratiquer une politique moins égoïste et à lever, envers l’Autriche, leur interdiction d’exporter des vivres. Une des caractéristiques de sa manière de faire était la faveur qu’il accordait aux dirigeants Tchèques, qui avaient travaillé ouvertement contre la monarchie. Il manifesta ainsi l’inquiétude que lui causait le mouvement tchèque et la grande faiblesse du gouvernement et de la monarchie. Le seul résultat fut d’imprimer une vie nouvelle aux aspirations séparatistes et d’éveiller une grande défiance chez les Allemands, qui restaient fidèlement attachés à leur vieille maison impériale. L’armée elle-même se sentait blessée dans ses sentiments et par-dessus tout, les officiers et les soldats allemands qui se battaient, avec leur vaillance habituelle, pour la maison impériale et la double monarchie. Un nombre infini de leurs frères allemands étaient tombés, sur les champs de bataille, par suite de la défection des Tchèques.

L’empereur n’était pas un partisan convaincu de l’alliance ; cependant, il était solidement attaché à l’Allemagne. Il voulait la paix ; mais dans son désir de l’amener, il dépassa la mesure dans sa lettre à son beau-frère le prince Sixte.

Il veillait jalousement à conserver sa situation de chef suprême de l’armée austro-hongroise. Pour se conformer à ses désirs, on changea les arrangements pris au sujet du commandement suprême de la guerre dans la Quadruplice, mais ce ne fut pas sans les affaiblir un peu. Il n’était pas un soldat, mais il voulait faire de son mieux pour l’armée.

L’impératrice Zita, qui exerçait une grande influence sur son époux, avait des tendances politiques bien marquées. Malheureusement, elle était tout entière orientée contre nous et elle était dans les mains des cléricaux, qui n’étaient pas nos amis.

Le ministre des Affaires étrangères était le comte Czernin, un homme intelligent et connaissant bien le monde, une personnalité cultivée et aimable et de beaucoup supérieure à la Wilhelmstrasse. Du reste, il suivit les mêmes voies que le chancelier fit à Berlin. Il cherchait la paix, mais seulement une paix commune avec l’Allemagne. Il fut fidèle ; il faut le dire à sa louange. Il fut, pour la double monarchie, un avocat ardent et extraordinairement adroit. Vis-à-vis de son impérial maître, il paraissait être très sûr de lui-même. Cependant, il couvrit l’acte de clémence publié par l’empereur Charles en faveur des Tchèques et sa politique ethnique, bien qu’elle manquât de clarté. Il demeura en fonctions, quoiqu’il n’approuvât pas la publication de cet acte et qu’il pensât que cet acte paraîtrait un signe de dissolution prochaine de la double monarchie, qu’il rendrait la paix plus difficile et raffermirait la confiance de l’Entente en sa victoire.

J’ai personnellement éprouvé une chaude sympathie pour le comte et je m’entretenais volontiers avec lui. Malheureusement, il croyait trop facilement les racontars de la Wilhelmstrasse au sujet de ma dictature. Souvent je lui montrai le peu de consistance de cette hypothèse. Sa profession de foi politique du 11 décembre 1918 ne 'm’a pas surpris, étant donnée sa manière de concevoir la guerre.

Le général von Arz était le chef d’État-Major du général von Conrad, qui avait le commandement du groupe d’armées sur le front du Tyrol. Mes relations avec le général von Conrad furent de plus en plus confiantes ; aussi c’est avec regret, même du point de vue personnel, que je vis cet important général quitter ses fonctions.

Mes relations avec le général von Arz devaient être plus intimes encore. Il était un ami convaincu de l’empire et de l’armée allemande. Pendant la campagne d’été 1915, il avait commandé le VIe C. A. austro-hongrois dans le cadre de la 11e Armée et l’avait mené, en étroite union avec les troupes allemandes, d’une façon qui lui avait attiré ainsi qu’à son C. A. l’estime des Allemands. Comme commandant en chef de la lre Armée, il obtint en Transylvanie tous les résultats qu’on pouvait attendre, étant donnée la manière dont son armée était composée, il s’efforça d’habituer à vivre ensemble les troupes allemandes qui se trouvaient dans son armée et les troupes austro-hongroises ; il s’occupait sérieusement de l’instruction de ces dernières. Peut-être n’avait-il pas la souplesse intellectuelle du général von Conrad, mais il était un soldat, pourvu d’idées justes, qui s’efforçant d’élever le niveau de l’armée austro-hongroise et de tirer du pays tout ce dont elle avait besoin. Il fit tout le possible, sans cependant obtenir de résultats décisifs. Il n’a cessé de grandir aux yeux de tous aussi longtemps qu’il fut en fonctions.

Le général von Arz prit le général von Waldstatten comme chef de la section des opérations ; c’était un officier capable et ambitieux qui mérita la confiance de son chef et de l’armée austro-hongroise.

Nous étions assurés de trouver toujours une excellente collaboration au Q. G. austro-hongrois.

# LA BASE DE LA CONTINUATION DE LA GUERRE ET L’INSTRUMENT DE GUERRE.

I

La guerre nous imposait le devoir de mettre en valeur et d’employer jusqu’aux dernières forces humaines. Que ce fût pour combattre ou pour être utilisées derrière le front, en vue du travail de guerre ou en vue de tout autre service à l’intérieur, dans l’armée, ou dans les administrations publiques, cela était indifférent. Chaque homme ne pouvait être qu’à un seul endroit au service de la patrie, mais il fallait que sa force fût utilisée. Le service de l’État était une chose à part. Pour le reste, le G. Q. G., d’accord avec les autorités compétentes, distribua en gros les hommes entre l’armée, la marine et l’intérieur. Seul le G. Q. G. pouvait porter, sur ces questions, une exacte appréciation ; le ministère de la Guerre prussien lui-même n’avait qu’un aperçu insuffisant et incomplet des forces qui se trouvaient opposées à l’ennemi et des nécessités de la guerre.

L’armée en campagne avait tiré jusque-là ses renforts des blessés guéris, que des mesures sanitaires excellentes permettaient de renvoyer en grand nombre au front, des classes de recrues dont on pouvait normalement disposer, ou bien que procuraient de nouvelles visites de santé et de ce qu’on pouvait glaner à l’intérieur. Nous fûmes contraints d’envoyer au front les jeunes gens de dix-neuf ans ; abaisser davantage encore l’âge du service était impossible. On diminua les conditions de l’aptitude. Le plus grand nombre de ceux dont on pouvait légalement disposer était incorporé. Mais il fallait essayer non seulement d’amener réellement à l’armée tous ceux qui appartenaient aux classes disponibles, mais de lui assurer en outre un apport de nouvelles forces ; surtout, il importait de diminuer le nombre des gens en sursis. En même temps, il fallait trouver les bras nécessaires pour les travaux à l’arrière de l’armée, où il était si important de construire des positions, et pour l’industrie de la guerre, à l’intérieur du pays.

L’expression « apte au service de garnison » m’a toujours choqué. Pourquoi l’homme apte au service de garnison qui pouvait être utilisé en campagne ne recevait-il pas, lui aussi, un fusil comme celui qui était « apte au service de guerre » au moment où l’on jouait son va-tout ? Dans l’expression « apte au service de garnison », l’homme voyait un fétiche protecteur. Le G. Q. G. n’a pas su adapter ce concept aux nécessités de la guerre et écarter la mauvaise influence de cette expression. Un arrêté du ministre de la Guerre, qui fut publié à l’automne 1918, arrivait trop tard pour agir utilement. Le ministre cependant avait déjà, en temps utile, soumis à un nouvel examen les conditions de l’« aptitude au service de guerre ». On vit paraître à côté de « apte au service de garnison en campagne ou à l’intérieur » une autre catégorie : « Apte au service comme travailleur. »

Les révisions et le contrôle à l’intérieur ne me paraissaient pas exempts de reproche. Il nous arrivait toujours de nouvelles plaintes au sujet d’« embuscages » d’espèces les plus inattendues. Je proposai au ministère de la Guerre d’agir avec plus de rigueur ; la justice l’exigeait. Je n’eus quand même jamais l’impression que tout allait là-bas comme l’eût demandé le maintien du bon esprit dans l’armée et dans le pays.

D’après la loi, il restait des forces inemployées dans l’État. N’étaient soumis à l’obligation que les hommes compris entre dix-sept et quarante-cinq ans. J’estimai que cette limitation ne convenait plus à la loi d’airain de la guerre.

Dès septembre 1916 arrivèrent au chancelier les premières propositions du G. Q. G. concernant la levée totale des forces que nous possédions en hommes. Elles s’appuyaient sur ce point de vue que les forces de tous les individus appartenaient en temps de guerre à l'État, que tout Allemand de quinze à soixante ans devait être astreint au service et que le service obligatoire devait être étendu aux femmes, bien qu’avec certaines limitations. Ce service obligatoire pouvait être rempli sous la forme du service militaire dans l’armée ou sous la forme du travail obligatoire, compris au sens le plus large, à l’intérieur ; il ne s’étendait pas seulement aux travailleurs entendus au sens ordinaire du mot, bien qu’il les atteignît en première ligne.

L’introduction du travail de guerre, à titre de service obligatoire, avait la grande importance morale de mettre, dans ces temps si graves, tous les Allemands au service de la patrie, comme le voulait le vieux droit germanique. Cela devait avoir aussi, par la suite, le grand avantage pratique de mettre entre les mains de l’empire la question du salaire des travailleurs : c’était une des injustices les plus criantes de cette guerre et que ressentait profondément le soldat, que lui qui risquait sa vie, tous les jours, était beaucoup moins bien traité que le travailleur qui pouvait vivre en parfaite sécurité. Pendant que celui-ci gagnait de l’argent pour lui, sa femme et ses enfants, le soldat ne pouvait penser qu’avec angoisse à son avenir et à celui de sa famille. Les secours de l’État ne rétablissaient pas du tout l’égalité. L’instinct qui pousse l’homme à quitter l’armée pour revenir au pays trouve déjà son explication dans le sentiment de la sécurité personnelle, mais il trouve surtout dans le sentiment familial sa base idéale. Inversement, cet instinct retenait beaucoup d’hommes à l’intérieur et faisait apparaître le service comme une punition. C’était là un état de choses tout à fait malsain.

Tandis que durant la guerre la solde du soldat eût dû être relevée, comme c’était mon désir, (désir qui n’obtint pas de résultats essentiels à cause de l’opposition des autorités à l’intérieur), le salaire des travailleurs eût dû, au contraire, être maintenu à un taux modéré. Naturellement, cela eût supposé que les profits des industries de guerre eussent été considérablement amoindris. Salaire et profit devaient être en relations étroites. Nous aurions pu économiser par là des sommes importantes qui auraient profité à nos finances et eussent augmenté notre capital. Je ne méconnaissais pas les difficultés de ce problème, au moment où les prix s’élevaient dans tous les domaines et où les matières premières étaient rares. J’espérais que l’intérieur réussirait à le résoudre et à trouver un moyen de réaliser un juste état de choses. Une loi sur le travail obligatoire eût permis de prendre l’affaire en mains.

L’introduction du service obligatoire universel uni au travail obligatoire ne suffisait pas à elle seule ; il fallait aussi veiller à ce que les forces des travailleurs astreints au service fussent employées intelligemment et n’essayassent pas de se soustraire à l’État.

Je voyais clairement que de pareilles mesures signifieraient une mainmise puissante sur la vie politique, économique et privée. Il ne faut pas non plus oublier qu’une mainmise trop accentuée est un obstacle à l’activité. Les objections étaient inévitables, c’est certain, même si ces demandes étaient conformes aux exigences inflexibles de la guerre. Égoïsme et esprit de lucre s’étaient déjà donné libre cours. Mais il s’agissait de montrer au peuple le chemin de la victoire. Il fallait qu’il vît clair et qu’il choisît lui-même son destin. Le Reichstag et avec lui le peuple tout entier devaient partager les responsabilités. Le 30 octobre 1916, le chancelier fut prié tout particulièrement d’introduire cette proposition. J’espérais que le gouvernement se trouverait prêt à se faire le défenseur de la grande idée du service obligatoire pour tous et à faire réfléchir le peuple sur les forces qu’il pouvait encore donner à la patrie. Il fallait que le peuple conçût des sentiments désintéressés pour que, dépassant les pensées égoïstes de pure politique intérieure, il se tournât tout entier vers la guerre et qu’il réalisât pleinement les mesures prises en vertu des propositions du G. Q. G.

Le gouvernement ne s’engagea pas dans cette voie. J’avais encore alors une confiance infinie dans le peuple allemand et dans les travailleurs allemands. Il s’agissait, dans la guerre, de notre existence même, il fallait convaincre les travailleurs de cette vérité et alors, pensais-je, connaissant le grand danger qui les menaçait, eux et leur patrie avec eux, ils se placeraient sur le même terrain que le G. Q. G. et donneraient plus encore qu’ils n’avaient donné jusque-là. Le travailleur allemand a fait beaucoup et pouvait faire davantage encore. De même que le patriotisme soutenu par la discipline élève, aux heures graves, la troupe à la hauteur des plus grands sacrifices, ainsi il est nécessaire qu’un peuple, à travers une longue guerre, soit sans cesse redressé et rassemblé par une direction énergique et par la claire vision qu’il possède des dangers qui menacent la patrie. L’ivresse du moment disparaît, c’est naturel. La discipline et la connaissance des choses doivent la remplacer. Qu’il eût fallu atteindre ce résultat ne fait pour moi l’objet d’aucun doute.

Le gouvernement pouvait d’ailleurs agir sans loi nouvelle. La loi sur l’état de siège et celle sur la production de guerre lui donnaient assez d’emprise pour lui permettre de réquisitionner le travail, mais il fallait être décidé à les appliquer ; c’est précisément cette volonté qui manquait au gouvernement. L’application de ces lois signifiait d’ailleurs contrainte pure, ce dont je n’espérais rien, lorsque je réfléchissais clairement à la chose. Il me sembla qu’une loi serait préférable, une loi derrière laquelle se rangerait tout le peuple allemand et qui manifesterait en face de l’étranger notre volonté de tenir. C’est ce que je dis au chancelier.

Enfin deux mois plus tard, après de nouvelles, de nombreuses et d’inlassables pressions de la part du G. Q. G. le gouvernement se résolut en novembre à présenter au Reichstag la loi sur le service civil obligatoire, loi qui fut votée le 2 décembre. Elle n’était ni chair, ni poisson et nous avions voulu une loi qui formât un tout complet. Mais le projet de loi s’était trop éloigné de l’idée fondamentale du service universel obligatoire, idée que nous avions posée en septembre, et il n’assurait pas l’utilisation du travail obligatoire, en vue du plus grand rendement possible. Cette loi était pratiquement un monstre, surtout à cause de la manière dont on l’avait votée ; elle n’avait plus rien de commun avec la demande que nous avions faite de lever tout le peuple allemand pour le service de la patrie et de trouver ainsi des réserves pour l’armée et des bras pour l’armée et pour l’intérieur. Dans tout le texte de la loi, le premier paragraphe seul fait souvenir de ce que le G. Q. G. aspirait vraiment à réaliser.

La femme n’y était pas comprise ; or il y avait assez de femmes pour remplacer, au travail, les hommes, qui seraient ainsi devenus disponibles pour le front.

Malgré tout, je saluai d’abord chaleureusement la publication de cette loi. Nos amis et nos ennemis y virent bien plus que de raison un signe de notre énergie guerrière. Cela joint à nos succès de Roumanie pouvait produire un grand effet.

Je dus, à mon grand regret, suivre la marche des débats au Reichstag ; c’était la première fois que j’en avais l’occasion et même, en ma qualité de premier quartier-maître général, le devoir. Il fallait que le G. Q. G. se fît une idée de l’esprit public qui était d’une importance décisive pour l’issue de la guerre. Que le gouvernement eût une position difficile vis-à-vis de la très difficile question sociale, cela était certain. Il fallait faire une forte politique de guerre, et non pas une politique intérieure de concessions. Pourquoi ne faisait-on pas partager nettement au peuple la responsabilité de l’issue de la guerre ? Au Reichstag, en tout cas, quelques partis ne semblaient pas avoir le sentiment que les intérêts particuliers, dans une heure aussi critique, devaient céder la place à l’intérêt de tous. Gouvernement et Reichstag, de même qu’une, grande partie du peuple, n’avaient pas encore compris que le caractère de la guerre moderne est précisément de réclamer le sacrifice total et ils n’ont jamais bien compris d’ailleurs à quel point leur collaboration à la guerre était d’importance pour la victoire finale ; mais le G. Q. G., de son côté, a toujours hautement déclaré qu’il s’agissait pour le peuple allemand d’être ou de ne pas être.

Il se manifesta bientôt que la loi sur le service civil, non seulement était insuffisante, mais qu’elle produisait partout des effets nocifs. Il était particulièrement déplaisant, pour le soldat de constater que ces travailleurs civils avaient, pour le même travail, fait sur les mêmes positions, un salaire bien plus avantageux que les hommes qui, par le fait des lois anciennes, avaient été enrôlés dans l’armée et servaient comme soldats. Ces anomalies devenaient encore plus choquantes du fait que les soldats en sursis recevaient le même salaire que les travailleurs libres, c’est-à-dire que ceux qui étaient astreints au service civil. C’était tout à fait déraisonnable et injuste. Des oppositions encore plus accentuées se manifestaient dans la zone des étapes. Des troupes qui, au sortir des rudes combats du front, étaient mises à l’arrière, y trouvaient des hommes astreints au service civil et des femmes auxiliaires qui touchaient, dans leur vie tranquille, beaucoup plus que le soldat. Cela produisait une profonde impression d’amertume chez des hommes qui étaient chaque jour en danger de mort et qui supportaient le pire, et cela augmentait le mécontentement produit par les questions de soldes. L’emploi d’auxiliaires civils dans la zone des étapes devint, par suite du tarif trop élevé de leur solde, une épée à deux tranchants. Il y avait, dans une pareille situation, quelque chose d’extrêmement choquant.

La mesure, prise en septembre, pour faire appel à toutes les forces avait ainsi produit de misérables résultats. Toutes les valeurs qui se trouvaient éparses dans notre peuple ne furent pas recueillies dans des proportions suffisantes ; une partie d’entre elles purent se soustraire à leur utilisation, une autre partie resta complètement inoccupée. Il en demeurait trop à l’intérieur ; l’armée eût pu recevoir davantage. L’effort du G. Q. G. n’avait abouti qu’à un insuccès. Le G. Q. G. avait acquis la conviction que la mentalité du peuple allemand n’était plus saine.

Pour obtenir une mise en valeur plus parfaite du travail de guerre et du service civil, j’avais fait instituer la croix du service auxiliaire. Je la reçus plus tard un des premiers et à cause de l’importance décisive que j’attachais au travail de guerre réclamé par le G. Q. G., je la portai avec autant de fierté que mes autres ordres militaires, mais non sans une certaine mélancolie. Je pensais aux suites qu’avait eues la loi sur le service civil, qui me réservait une désillusion de plus en plus grande.

Pour procurer à l’industrie qui s’accroissait les spécialistes indispensables, le G. Q. G. dut puiser à fond dans les effectifs de l’armée et les affaiblir. Dans l’hiver 1916-1917 seul 125.000 hommes furent mis en sursis ; ils devaient, aussitôt qu’ils pourraient redevenir libres, être rendus à l’armée. Je m’efforçai sans cesse d’obtenir que les autorités militaires et les industries se missent’ au plus vite à former des spécialistes de remplacement et à employer les mutilés et les femmes. Certainement on a fait beaucoup d’efforts en ce sens, mais on n’a pas travaillé partout avec l’énergie que notre situation réclamait.

Il arriva, en outre, que les hommes en sursis obtinrent la liberté de domicile et qu’il ne fut plus possible de les contrôler.

L’extension de l’industrie a procuré à l’armée une énorme force matérielle. Mais elle lui a enlevé aussi des bras. Plus cette perte devint importante et plus en face du renforcement croissant de l’ennemi nos propres besoins en hommes devinrent criants, plus aussi le G. Q. G. déclara à l’industrie que c’était son devoir, vis-à-vis de la patrie et de l’armée, comme aussi vis-à-vis de chaque homme du front, de veiller à ce qu’à l’intérieur on travaillât réellement. Il ne fallait plus enlever d’autres forces à l’armée. La baisse de la production, qui ne peut pas être expliquée uniquement par les circonstances extérieures, et les grèves, étaient des phénomènes qui nuisaient extrêmement à la force militaire du pays. C’étaient là des attentats commis contre le soldat du front et aussi d’après le point de vue du conseil de guerre une trahison envers la patrie. Une partie des travailleurs allemands laissés sans direction par le gouvernement, aveuglés et excités par la propagande, ont précipité la patrie, leurs camarades et eux-mêmes dans un malheur immense. Cela demeurera toujours pour cette partie de la classe ouvrière allemande un reproche d’une terrible gravité.

Le gouvernement aurait dû, en faisant connaître tout le sérieux de notre situation, essayer d’agir sur la classe ouvrière, en particulier ; il n’avait pas même le droit de reculer devant l’emploi de la force, en cas d’absolue nécessité.

Le G. Q. G. ne pouvait méconnaître que, parmi les mises en sursis, il n’y eût des cas de faveur injustes qui produisaient de tous côtés le même effet d’amertume que l’« embuscage » à l’intérieur. À différentes reprises, je demandai au ministère de la Guerre de faire cesser de pareils abus.

Il était naturel que, dans cette détresse, nous pensions aussi aux régions occupées. Le ministère de la Guerre s’était intéressé à cette question. L’emploi de travailleurs belges, en Allemagne, avait aussitôt commencé. Le G. Q. G. pria le Gouverneur général de se conformer aux désirs du ministre de la Guerre, et des industriels, et renouvela cette demande d’une manière d’autant plus pressante qu’à cette époque le gouvernement n’avait pas encore fait droit à ses réclamations de renforts, en publiant la loi sur le service civil.

Le transport de travailleurs en Allemagne était conforme à l’intérêt même de la Belgique où le chômage avait atteint une grande extension. Ce transport, après une conférence avec les autorités centrales de Berlin, prit un plus grand développement. Dans le courant de ces nouveaux transports qui se firent au début sur une trop grande échelle, l’on montra parfois une dureté qu’il eût été préférable d’éviter. Il faut en rapporter l’origine, en grande partie, aux Belges eux-mêmes qui, pour différentes raisons, désignaient comme chômeurs certains de leurs compatriotes qui ne l’étaient pas en réalité. Le général gouverneur empêcha ces brutalités aussitôt qu’il s’en aperçut. Durant tout ce temps, beaucoup de travailleurs belges sont venus en Allemagne, sans qu’on entendît d’autres plaintes. Nous amenâmes également des Belges pour travailler dans les pays occupés. La presse belge clandestine et la propagande de l’Entente poussèrent naturellement des clameurs furieuses nous ne pouvions, de ce côté, nous attendre à autre chose : mais que l’on ait pu entendre retentir la même chanson de notre côté, cela témoignait d’une conception de la guerre qui n’était pas très au point. Les autorités militaires n’agissaient pas par caprice, mais par esprit de devoir patriotique.

De Pologne également, ainsi que des autres régions occupées et de celles qui nous vinrent plus tard, nous tirâmes des bras, mais non pas dans la proportion qu’il eut fallu. Nous procédâmes partout avec autant de bienveillance que possible, nous n’étions pas du tout enclins à opprimer des populations étrangères comme le font des vainqueurs orgueilleux, nous étions, pour cela, beaucoup trop objectifs et cette manière de faire eût été contraire à notre nature.

Les prisonniers de guerre étaient de la plus haute importance en ce qui concernait toute notre production de guerre ; sans le grand nombre de Russes que nous avions faits prisonniers à l’Est, nous n’aurions pu maintenir notre vie économique. Par contre, les prisonniers que nous perdions signifiaient non seulement une diminution sensible de notre propre force, mais encore un accroissement de bras au profit de la production de guerre de l’ennemi. Quand nous faisions des prisonniers, il fallait chaque fois décider si nous les emploierions à des exploitations et à des travaux dans les régions occupées ou bien si nous les enverrions à l’intérieur du pays. Sur ce point aussi on a toujours tenu compte, dans une large mesure, des intérêts du pays, même quand l’armée avait le plus besoin de bras.

II

En même temps que les tentatives faites pour obtenir des ressources en hommes, se poursuivait notre programme pour la fabrication du matériel de guerre, à l’exécution duquel une partie de ces forces était employée. Il nous fallait en première ligne plus de canons, de munitions et de mitrailleuses, et en plus une grande quantité d’autres objets.

La fabrication des canons ne servait pas seulement à fournir des armes neuves, mais encore à permettre des transformations de l’armement et à substituer aux types de pièces démodés d’autres plus récents, comme aussi à remplacer les pertes que nous subissions. Nous éprouvâmes un très fort déchet dans les batailles de Verdun et de la Somme, non pas seulement par le fait du tir de l’ennemi, mais encore par l’usure du matériel qui résultait de la continuité exagérée du tir.

L’artillerie lourde était bien pourvue de pièces à tir courbe. Le matériel à tir tendu n’était pas représenté en quantité correspondante et nous voulions en activer la fabrication, parce que nous ressentions d’une manière très sensible les effets du tir de l’ennemi qui portait loin sur nos arrières. Il rendait plus difficile le ravitaillement quotidien des troupes de l’avant, la relève, la transmission des ordres pendant la bataille et l’emploi des réserves.

On augmenta également le nombre des très grosses pièces à tir tendu. Sa Majesté l’Empereur agit particulièrement pour que la marine nous livrât celles de ses pièces qui se trouvaient sur des bâtiments hors de service. Ces grosses pièces en étaient encore trop exclusivement réduites à utiliser les voies ferrées et par cela même trop liées à des emplacements déterminés. Le transport mécanique fut introduit, dans une plus grande proportion qu’auparavant, pour le ravitaillement en munitions.

En ce qui concerne l’artillerie de campagne, on était en train de mettre en service un canon et un obusier à plus longue portée.

Il fallait fixer le nombre des canons qui devaient être fabriqués chaque mois pour satisfaire à tous nos besoins. Il était très difficile de l’apprécier. Pour l’artillerie lourde nous le fîmes assez exactement ; pour l’artillerie de campagne nous demandâmes trop. Aussitôt que nous l’eûmes reconnu, nous baissâmes nos chiffres ; mais il devait en résulter un certain flottement. L’industrie ne peut pas, du jour au lendemain, se transformer. Chaque changement demande du temps. Cela se traduit par une diminution de la production. À cause de cela, nous ne devions entreprendre qu’avec prudence des constructions nouvelles. C’était la raison pour laquelle rions n’abordions pas plus énergiquement l’adoption d’un canon spécial d’infanterie, comme nous fûmes obligés à le faire plus tard.

Pour la défense contre les chars d’assaut on se servit du canon de campagne de 06 qui traversait les parois des chars. Il fallut seulement arriver à s’en procurer un nombre suffisant.

L’augmentation des munitions dépendait de l’accroissement de la fabrication de la poudre ; cette dernière dépendait de son côté de l’arrivage ou de la fabrication des matières premières indispensables. Le soufre et l’azote y jouaient un grand rôle. C’était une tâche extrêmement difficile que de mettre ces questions au point. Nous aspirions à doubler la production des poudres. On finit par y arriver peu à peu, en dépit de graves explosions et de la disette de charbon. Lorsque le programme des poudres fut terminé, on se trouva à court d’acier ; il y eut ainsi de continuels frottements, pour arriver à obtenir une augmentation dans la production des munitions.

Le ravitaillement des troupes pour ces différentes espèces de munitions exigeait une attention toute particulière. Les variétés de projectiles étaient si nombreuses que c’était, pour les commandants de batteries, tout un art que de s’y reconnaître et qu’il était difficile au commandement de faire arriver les munitions qu’il fallait, à leur vraie place et en temps voulu. La fabrication des fusées laissait à désirer. Les fusées du temps de paix n’étaient pas assez simples ; il fallait en trouver de meilleures. Mais il nous fallait à cause du manque de matières premières épargner le cuivre et le laiton, cela gênait la réalisation de nos plans. En dépit des efforts de la commission des expériences d’artillerie, nous n’eûmes que plus tard des fusées impeccables et telles que les obus éclataient tout près du sol au premier contact. Les éclats rasaient alors le sol et n’étaient pas absorbés par lui. Nous abandonnâmes bientôt les shrapnels. L’instruction de la troupe n’était pas suffisante pour un tel procédé de tir. Les obus explosifs à fusées instantanées furent partout employées de préférence.

Il importait que la production du gaz marchât de pair avec la fabrication intensive des munitions. Le lancement des gaz, à l’aide de tubes, fut de moins en moins en usage ; ce procédé continuait de déplaire aux troupes. On lui préféra, pour cette raison, l’emploi de projectiles à gaz. Notre obus croix jaune (ypérite) fut un instrument de combat très redouté par l’ennemi. La crainte des effets de nos propres gaz fut, longtemps encore, très forte chez nos troupes ; ce n’est que très tard qu’elle

diminua. Le conseiller privé Haber a rendu de grands services dans l’organisation de la lutte par les gaz.

Nous employâmes également des projectiles destinés à produire des nuages de fumées.

L’infanterie reçut une mitrailleuse légère qui eût dû être plus simple et plus légère. Son maniement exigeait encore trop de soldats d’infanterie ; mais la phase décisive de la guerre s’ouvrait alors ; il fallut commencer bien vite la fabrication qui se prolongea pendant de longs mois. Chaque compagnie d’infanterie devait recevoir 4, puis 6 mitrailleuses légères.

Notre ancienne mitrailleuse lourde était bonne et appréciée de la troupe. L’artillerie en eut bientôt pour se défendre au cours des assauts ennemis ou des attaques par avions.

On augmenta la dotation de l’infanterie en projectiles à noyau d’acier qui étaient parfaitement adaptés au combat contre les avions et les chars d’assaut ; en outre le ministère de la Guerre s’occupa de faire fabriquer de nouvelles armes à tir rapide ainsi que des fusils de calibres supérieurs, avec lesquels on pouvait atteindre efficacement les chars d’assaut.

On porta une grande attention à la fabrication de nouveaux camions automobiles. Notre contingent de chevaux diminuait toujours de qualité et leur remplacement devenait difficile. Nous fûmes obligés de fabriquer des camions automobiles pour en tenir lieu ; nos services d’exploitation connaissaient, de nouveau, des difficultés au sujet de leur approvisionnement en matières premières nécessaires à leur fonctionnement. Mais il nous fallait des camions automobiles pour les transports de troupes. Grâce à son énorme industrie, il devenait de plus en plus facile à l’Entente, non seulement de déplacer rapidement ses réserves à l’aide d’automobiles, mais encore de transporter des troupes, en grand nombre, de leurs cantonnements au champ de bataille et de les ramener ensuite à leurs cantonnements. Cela représentait pour les troupes une extraordinaire économie de forces morales et physiques. Pour nous, il fallait nous déclarer contents si nous parvenions, dans les circonstances les plus urgentes, à disposer des camions pour le ravitaillement des troupes

Le temps n’était pas encore venu pour nous de construire des chars d’assaut.

La fabrication des avions prit une importance toute particulière. Les armées ennemies rivalisaient à l’envi pour faire sortir les avions les plus rapides et qui montaient le plus vite. C’était, entre elles, une véritable course de vitesse ; notre industrie y obtint souvent la victoire. En 1918, principalement, nous disposâmes de types supérieurs, à qui, sans parler de leur audace, nos aviateurs durent leurs succès.

Dans les lignes précédentes, j’ai signalé seulement quelques-uns des principaux engins de guerre, dont il importait d’augmenter considérablement le nombre. Il fallait en réalité penser à tous, car tous étaient importants- ; le fil de fer barbelé par exemple était aussi indispensable que les munitions d’infanterie. Nous devions comparer l’importance relative et la consommation probable des différents engins de guerre pour déterminer ensuite les quantités à produire. L’établissement du programme entier était un travail pénible de prévoyance auquel le colonel Bauer, de mon État-Major, prenait une part prépondérante. Ce ne fut qu’après de multiples conférences à Berlin qu’il fut terminé ; il reçut le nom de programme Hindenburg, bien que le programme du G. Q. G. n’eût pas trait seulement à la production du matériel de guerre, mais à nos besoins en hommes et en forces morales.

La réalisation du programme Hindenburg devait, cela va sans dire, coûter beaucoup de temps ; son introduction devait aussi provoquer un désordre qui gênerait tout d’abord la production au lieu de l’activer. En outre il fallait surmonter une quantité de flottements inévitables. Aussitôt que nous y vîmes plus clair, nous dûmes aussi rendre à la fabrication des locomotives, des usines qui en fabriquaient en temps de paix, mais que l’on avait transformées en vue de l’industrie de guerre. Notre matériel de transport avait besoin d’être renouvelé à fond. Le travail de ces usines fut repris par d’autres, il fallait utiliser aussi bien que possible tous les établissements. L’augmentation de la production exigeait l’agrandissement des installations, ce qui, d’autre part, demandait du temps. À d’autres endroits, il fallait arrêter des exploitations, en réunir d’autres. On fut obligé d’intervenir puissamment dans la vie économique, et d’autant plus que beaucoup de choses étaient à refaire.

Un long temps devait s’écouler avant que les travaux du programme Hindenburg pussent commencer, plus de temps encore avant que les matières brutes fussent transformées en matériel de guerre. Il fallut soumettre le programme à de nouveaux examens et le limiter. Nos vues s’éclaircirent et nous convînmes que l’on ne pourrait obtenir tous les bras indispensables, sans compromettre la levée des réserves pour l’armée et la marine. Des voix se sont élevées, plus tard, pour dire que le programme Hindenburg fut une faute et que le G. Q. G. eût mieux fait de laisser travailler tranquillement le ministère de la Guerre en se contentant de lui passer ses commandes. Le feld-maréchal et moi devions compter avec ce que nous avions en face de nous et nous constations que l’approvisionnement de l’armée en matériel de guerre était insuffisant, et cela en dépit de la présence, au G. Q. G., du ministre de la Guerre et bien que tout le monde en parlât. Naturellement, une transformation méthodique et proportionnée à la grandeur de la tâche, de notre industrie de paix en industrie de guerre, si elle eût été préparée dès le temps de paix, ou pendant les deux premières années de la guerre, eût été préférable à ce développement subit de l’industrie de guerre. Mais le G. Q. G. ne se trouva pas en présence de ces circonstances idéales et il lui fallut agir. C’est toujours la même chose : au début tout se fait mesquinement ; la critique s’exerce, mais ne trouve pas d’objet précis pour ses attaques. Mais si l’on fait quelque chose, si une œuvre s’élève, si l’on bâtit même une construction puissante, la critique alors se trouve en présence d’une chose qu’elle peut attaquer. Et souvent même elle aura raison. Après coup, il est facile d’embrasser tout d’un coup d’œil. Mais les plus grandes fautes sont toujours, quand même, l’inertie et la négligence ; elles sont pires qu’une erreur éventuelle dans la méthode. En fait, le programme Hindenburg a été réellement un programme ; il a été plus efficace que les autres parties du grand programme qui se trouvaient hors de notre portée.

L’industrie finit par se mettre en mouvement. L’exécution du programme Hindenburg constitue un véritable exploit grâce à l’activité de l’ « Office pour la fabrication des armes et des munitions » issu lui-même de la « direction générale du matériel de campagne ». Le bureau était commandé par le général Coupette, qui était particulièrement au courant des questions techniques et industrielles ; avec lui collaboraient, en parfait accord, ses deux chefs d’état-major si influents et doués d’une volonté si énergique : le commandant Stadtlaender et le colonel Wurtzbacher. L’armée sait tout ce qu’elle doit à ce bureau et aux hommes qui étaient à sa tête.

L’industrie a soutenu ceux qui dirigeaient la guerre ; ce sera toujours une gloire pour elle. Une fois qu’on lui avait indiqué ce qu’on aurait à lui demander, elle se mettait, avec toute son activité, à l’exécution de la tâche qui lui était attribuée et faisait toujours de son mieux. Qu’elle se soit fait payer par l’État en conséquence, c’était son droit, étant donnés les risques et les grands capitaux qu’elle engageait pour faire face à nos demandes, comme c’était le droit du travailleur de lui demander de bons salaires. J’ai déjà blâmé, au nom des intérêts du soldat, les exagérations qui se produisirent et les vues égoïstes. C’était le devoir du gouvernement de veiller et de prendre des mesures pour que les exigences nouvelles du programme Hindenburg n’arrivassent pas à compromettre, davantage encore, notre situation économique. Les impôts ne pouvaient qu’en partie rétablir l’équilibre. Des profits qui tournaient à l’usure étaient condamnables. Que nous ne soyons pas arrivés à les supprimer, je l’ai profondément regretté parce qu’ils nuisent au moral de l’armée et de la nation. À différentes reprises je m’efforçai d’atteindre à ce résultat, en vue de la bonne conduite de la guerre. Le profiteur de la guerre est un être antipathique dont l’influence dissolvante causa des dommages incalculables.

Sous l’impulsion du G. Q. G. il s’était produit un changement à l’intérieur même du ministère de la Guerre,

Pour exercer l’autorité centrale sur l’ensemble de la production de guerre, on créa l’Office de guerre. Les sections de l’Ersatz et du travail y étudiaient la question du recrutement des hommes, la section des matières premières de guerre, la question des matières brutes et enfin l’Office pour la fabrication des armes et des munitions y étudiait ce qui concernait ce genre de production. Les espoirs que je fondais sur l’Office de guerre pour recruter des hommes n’ont pas été remplis. Cet Office, lui aussi, voyait toutes ces questions sous l’angle de la politique intérieure, au lieu de ne considérer que les exigences de la guerre. J’avais aussi espéré qu’il réussirait à rapprocher ouvriers et patrons. Un peu partout, on désirait ce rapprochement.

La solution de la question de production eût été facilitée, si l’on avait réuni, à l’avance, entre les mains de l’Office de guerre toute l’industrie de guerre, même celle qui concernait les outils du génie, les automobiles et les avions, et en première ligne celle qui se rapportait à la marine. Mais on ne sut pas agir sur ce point d’une manière assez radicale.

Nous essayâmes de ranimer l’industrie de guerre jusque dans les territoires occupés et dans les gouvernements généraux. Il n’était possible de le faire que dans une mesure restreinte. Les fluctuations de la situation, avec lesquelles nous devions compter, nous le rendaient difficile. Quelquefois, d’autres raisons intervenaient. C’est ainsi que les ouvriers belges des grandes fabriques d’armes blanches, de Liège et des environs, déclarèrent ne vouloir travailler que s’ils avaient l’assurance que les armes fabriquées par eux ne seraient pas employées par les soldats allemands sur le front Ouest. On ne pouvait leur donner une semblable assurance.

Nous fûmes, à cause de cela, obligés, en beaucoup d’endroits, de transporter les machines que nous trouvions, et qui étaient utilisables pour l’industrie de guerre, dans des usines allemandes où la direction de la guerre s’en servait pour faire face à des nécessités impérieuses.

III

L’approvisionnement de l’Allemagne en matières premières et leur répartition étaient confiés à la main très sûre du colonel Koeth, qui se laissait guider dans ses initiatives par le véritable esprit de la guerre.

Il exerçait une influence considérable sur la récupération des matières brutes,' en pays occupé. Quant à l’importation des matières premières des pays alliés ou neutres, elle était confiée à une section spéciale du ministère de la Guerre prussien, qui travaillait en relations étroites avec le colonel Koeth. Le charbon et les carburants étaient soustraits à son champ d’action.

Le colonel Koeth fournit à l’armée ce dont elle avait un besoin urgent ; il n’était pas possible de donner plus, à cause de la situation où nous nous trouvions, et de notre dépendance vis-à-vis de l’étranger. L’approvisionnement en matières premières était assuré pour longtemps. Mais notre population manqua de beaucoup de choses. Elle n’avait ni vêtements ni chaussures. Les prix étaient effrayants et ont contribué d’une manière décisive à l’augmentation du coût de la vie et à tous les inconvénients qui en ont découlé. Je le constatais avec tristesse. Dans l’intérêt de la conduite de la guerre, le G. Q. G. ne pouvait accepter cette situation et il s’adressa aussi au gouvernement, au sujet de toutes ces questions, mais il n’obtint pas de résultats.

Nous étions punis d’avoir consenti à dépendre ainsi de l’étranger. La production des succédanés me parut, dans ces conditions, particulièrement importante. Je chargeai le lieutenant-colonel Schmidt-Reder de s’occuper de cette question. Cet officier se mit en relation avec l’administration impériale et avec l’industrie. Il eut une grande part dans tous les résultats que l’on obtint. Je veux espérer que son travail profitera au pays. Cela peut être d’une utilité infinie pour l’avenir, si le peuple allemand apprend à produire lui-même ce qu’il tirait jusque-là de l’étranger.

On créa un grand nombre de sociétés de guerre dont le but était de procurer les différentes matières premières. Jusqu’à quel point étaient-elles nécessaires, je ne saurais le dire. Mais c’est un fait que leur influence sur l’opinion fut déplorable.

La question des transports était la base même du maintien de la vie économique du pays. Elle dépendait à son tour d’une question de locomotives, de wagons et de personnel et dépendait très étroitement aussi de la production de charbon. Le ministre von Breitenbach avait cédé beaucoup de son matériel, pour les transports nécessaires à l’armée, dans toutes les directions. Le personnel et le matériel étaient surmenés ; les locomotives étaient particulièrement fatiguées. On y avait un peu remédié d’abord en rendant des fabriques à la construction des locomotives et des wagons. Le G. Q. G. vint encore en aide au ministre des Travaux Publics en accordant, à regret d’ailleurs, des sursis qui affaiblissaient l’armée. On ne pouvait pourtant pas les éviter, car il fallait soulager le personnel surmené. Nous nous étions organisés en vue d’une guerre de courte durée, et il nous fallait nous préparer, ici comme sur d’autres terrains, à supporter une guerre très longue. Les demandes que l’armée adressait aux chemins de fer nationaux demeuraient d’ailleurs très élevées. Nous avions pris le parc des chemins de fer belges, en outre des locomotives et des wagons dans le nord de la France, mais cela ne suffisait pas. Le matériel russe capturé était inutilisable, à cause de la largeur plus grande des voies.

Nos alliés étaient une charge extrêmement lourde pour notre contingent de locomotives et de wagons. Sur les chemins de fer d’Autriche-Hongrie roulaient des centaines de locomotives allemandes et quelques dizaines de milliers de wagons. La Bulgarie et la Turquie reçurent également, de nous, du matériel de chemins de fer ainsi que du personnel. Nous venions de capturer du matériel en Roumanie, mais l’ennemi avait également emmené en Moldavie plusieurs milliers de wagons allemands et les y avait conservés pour son usage. Les pas que nous occupions, vu leur immense étendue, réclamaient en personnel d’exploitation une véritable armée, et du matériel en quantité considérable.

Le G. Q. C. envoya le directeur des chemins de fer au ministre, avec une série de propositions tendant à obtenir, par différentes mesures, par exemple par une limitation du trafic, une plus grande régularité de l’exploitation à l’intérieur. Dans les pays occupés on travailla dans le même esprit. Ce qui paraissait impossible alors et qui n’était d’ailleurs pas entièrement réalisable, à cause des nécessités de notre vie économique, plus tard il fallut bien l’exécuter sous la contrainte des conditions d’armistice et en présence de la Révolution. On peut se rendre compte des ' difficultés du trafic à cette époque, en considérant qu’on fut obligé d’arrêter la marche des fabriques de poudre et d’explosifs dont la production était si indispensable. Les chemins de fer ne leur amenaient pas de charbon, bien qu’il y en eût sur le carreau. Cela alla si loin que je me fis faire un rapport quotidien sur le ravitaillement des poudreries.

Le directeur des chemins de fer, colonel von Oldershausen, et son chef d’État-Major, commandant von Stockhausen, étaient des personnalités qui s’occupaient de leur tâche si vaste avec beaucoup d’intelligence. Ils se tenaient continuellement en liaison étroite avec les directeurs militaires des chemins de fer des États alliés et avec les ministres des voies de communications des États allemands. La multiplicité des administrations des chemins de fer allemands aggravait considérablement la difficulté. "Nous souffrions de ce qu’avant la guerre nous n’avions pas réalisé plus d’unité et de ce que les États confédérés n’avaient pas adopté les mêmes méthodes. La Bavière, par exemple, avait beaucoup moins de grosses locomotives que la Prusse, par rapport au développement kilométrique de son réseau. Une locomotive bavaroise n’avait pas les mêmes pièces de remplacement qu’une prussienne. On aurait pu obtenir beaucoup d’amélioration, sur ce point, sans qu’il fût besoin de modifier la constitution de l’empire.

Le trafic souffrait en outre de ce que la navigation sur les canaux et les rivières n’avait pas été organisée conjointement avec les autres services de transports. Elle n’avait pas jusqu’à présent été exploitée avec l’activité qui eût été nécessaire. Il fallut, avec le temps, réparer cette négligence. On créa une sec­tion de la navigation. Le ministère de la Marine apporta « on aide en fournissant sur ma demande du personnel.

Les conditions du trafic, qui étaient détestables durant l’hiver 1916-1917, se relevèrent dans la suite. Elles redevinrent très tendues durant l’hiver 1917-1918, mais pas au même degré que l’année précédente. Le ministre du Travail s’efforça, de son côté, de prendre tous les moyens qui paraissaient appropriés pour remédier aux mauvaises conditions du trafic.

Le charbon et le fer sont à la base de toute industrie. Nous les avions tous les deux chez nous. En nous assurant la posses­sion de mines de fer de Longwy et de Briey, du bassin houiller de Belgique, d’une partie des bassins houillers du nord de la France et de la Pologne, ce dernier administré par nous conjointement avec l’Autriche-Hongrie, nous améliorâmes considérablement notre situation, et même vis-à-vis des pays neutres. Nous entre­prîmes aussi l’exploitation houillère dans le nord-est de la Serbie. Nous essayâmes d’amener la Turquie à une meilleure utilisation des gisements qu’elle possédait. Nous fournissions du charbon à nos alliés et nous ne recevions que du lignite d’Autriche-Hongrie, pour la Saxe et la Bavière. En retour de notre charbon et de notre fer, nous recevions des pays neutres des vivres, de l’argent pour améliorer notre change, et des chevaux. Charbon et fer étaient donc en fait des puis­sances !

La disette de charbon, à l’intérieur du pays augmenta considérablement durant l’hiver 1916-1917 ; elle exerça une influence déprimante sur l’opinion et nécessita des mesures décisives. L’approvisionnement de l’Allemagne en charbon était mal réglé et la production avait fortement baissé. En février 1917, comme je l’ai déjà dit, je proposai au chancelier de nom­mer un commissaire spécial des charbons. C’est le conseiller privé aux mines Stutz qui réussit le premier à apporter de l’ordre dans la question du charbon, c’est-à-dire qui réussit à suppri­mer les frottements les plus graves et qui trouva le moyen de faire une juste répartition entre les foyers domestiques, les usines d’éclairage et les transports, l’agriculture et l’industrie, les chemins de fer et la marine. Il me fut extrêmement pénible d’accepter les propositions qu’il me fit, en mai et juin 1917, au milieu de la forte pression qu’exerçait sur nous la grande offensive de l’Entente à l’Ouest et de l’énorme usure qu’elle entraînait et, sur sa demande, de priver, encore une fois, l’armée de 50.000 travailleurs. Qu’on s’en souvienne en lisant ce qui concerne cette époque. Le G. Q. G. consentit, afin de créer à l’intérieur du pays une base morale aux opérations qu’il poursuivait en pays ennemi. Qu’un tel affaiblissement de l’armée ait rappelé, au G. Q. G., le devoir qu’il avait vis-à-vis des soldats du front de réclamer sans cesse une élévation de la production et une meilleure utilisation des bras en Allemagne, je veux le redire ici encore une fois. Le pays n’a jamais renvoyé ces hommes à l’armée et la production a baissé cependant. Naturellement, c’était là, pour nous, un coup sensible.

Nous n’avions pas le fer en aussi grande abondance que le charbon. Nous avions de la peine à produire des quantités suffisantes d’acier et surtout d’acier dur. Nous tirions de Suède de grandes quantités de minerai de fer ; les masses de minerai que l’on trouve à Poti, en Trangcaucasie, furent aussi pour nous d’une importance capitale. Le plomb nous était également nécessaire pour la production de l’acier. Nous en tirâmes, des pays occupés, de grandes quantités. À raison du blocus, suspendu sur nous, et des nécessités de la guerre, beaucoup d’usines durent être sacrifiées à notre industrie de guerre pour fournir du vieux fer pour l’acier de nos canons et de nos munitions. Peu à peu, notre production d’acier devint suffisante. Il fallut ensuite contingenter l’acier en vue de ses différents emplois, par exemple tant pour les canons, tant pour les munitions, le fil barbelé ; il fallait réserver en particulier le contingent qui était destiné à l’entretien des chemins de fer.

Outre le charbon, le fer et l’acier, les carburants pour les sous-marins, les automobiles et les avions, comme les huiles de graissage, étaient de la plus haute importance pour la conduite de la guerre, en général. Nous étions, sur ce point, réduits à l’Autriche-Hongrie et à la Roumanie. Comme l’Autriche ne pouvait fournir assez de pétrole et que tous les efforts entrepris en vue d’élever sa production étaient demeurés sans résultats, le pétrole de Roumanie était pour nous d’une importance décisive. Mais, même avec les livraisons de pétrole de la Roumanie, la question des carburants resta toujours très grave et nous causa les plus grandes difficultés, tant pour la conduite de la guerre que pour la vie du pays. Les stocks du Caucase nous ouvrirent, en 1918, des perspectives favorables. Notre propre fabrication de benzol, considérée dans l’ensemble de notre production de guerre, ne pouvait être augmentée facilement. En outre, le benzol ne convenait guère aux sous-marins ni aux avions. Quand nous résolûmes, à la fin de la guerre, de donner du benzol aux aviateurs pour leurs appareils, nous le fîmes à cause du manque d’essence, mais nous savions très bien qu’ils perdraient de leur puissance et qu’ils auraient à traverser une longue période critique. Il fallait surveiller constamment les stocks et la consommation que faisaient les troupes. Nous fûmes obligés de limiter toujours davantage la circulation des automobiles transportant les personnes ; il fallut également réduire, dans les périodes calmes, le trafic des camions automobiles pour pouvoir lui faire donner son plein rendement dans les périodes critiques. Je ne pouvais réclamer davantage pour l’armée.

La disette de pétrole, à l’intérieur, fut très grande. La campagne n’en reçut pas assez pour l’hiver. Le paysan passait dans l’obscurité les longues soirées d’hiver ; c’était une rude épreuve pour son moral. C’est un des traits caractéristiques de notre situation, en Allemagne, que de constater combien l’on parlait peu de ces inconvénients. On dut aussi expliquer pendant un certain temps la crise des transports par la mauvaise qualité de l’huile de graissage employée pour les locomotives ; elle gelait dans les grands froids. La circulation des automobiles privées dans le pays était presque entièrement supprimée. Cette question des carburants demeura toujours extrêmement sérieuse. Il fallait y prêter, sans cesse, la plus grande attention. Le désir que j’avais de voir l’armée et la marine être approvisionnées conjointement ne fut réalisé qu’à l’automne 1918. Les approvisionnements des carburants se faisaient en commun pour l’armée et le pays. Le chef des services automobiles de campagne dirigeait l’ensemble.

Le G. Q. G. incita continuellement à perfectionner les procédés de préparation des succédanés. Mais beaucoup de difficultés naturelles s’opposaient à l’application de ces; procédés et les faisaient écarter.

On tira de plus en plus des régions occupées les matières premières nécessaires à la guerre de tranchées : le bois et les cailloutis. L’intérieur, de son côté, devait encore en fournir.

En ce qui concerne les matières premières, je ne pouvais m’occuper que des questions fondamentales. Elles nécessitaient cependant de ma part une vaste documentation et je devais, sans cesse, me tenir au courant, afin de pouvoir prendre à bon escient les décisions importantes.

Les territoires occupés devaient nous livrer des matières premières. Cela découlait de l’essence même de la guerre. Grâce à une organisation serrée, on put y obtenir, peu à peu, de grands résultats. Le G. Q. G. s’adressa aux deux gouverneurs généraux en leur demandant d’agir dans le même esprit. On devait procéder partout, au moins pour l’essentiel, d’après les mêmes principes. Qu’il dût en résulter des vexations pour la population, c’est évident, mais il est non moins évident qu’on ne pouvait éviter ces mesures.

Que nous ayons pu, en beaucoup de cas, procéder d’une manière plus pratique, tous ceux qui réfléchissent l’accorderont. Mais les autorités et chaque individu se trouvaient là en présence d’une tâche difficile à mesurer, à cause de sa nouveauté et des nécessités sans cesse changeantes de la guerre. En dépit de toutes les réquisitions, nous sûmes agir avec toutes sortes d’égards et nous restâmes bien loin des saisies opérées dans notre propre pays. Ce dernier dut livrer les cloches des églises. Mais la Belgique put conserver les siennes, à la suite d’une démarche du chancelier comte von Hertling auprès de Sa Majesté.

Les territoires occupés ont puissamment aidé, non seulement l’armée, mais encore le pays. Comme le faisait l’industrie de guerre à l’intérieur, tout ce que nous devions entreprendre pour faire participer les territoires occupés à notre approvisionnement nous coûtait un grand nombre d’hommes. Mais il nous fallait l’accepter pour pouvoir vivre.

La participation des alliés à l’approvisionnement de l’Allemagne en matières premières fut organisée par le ministère de la Guerre, surtout pour, nous permettre de fabriquer le matériel de guerre que nous leur livrions, on bien à titre de dédommagement. Ce ministère administrait aussi les mines de cuivre de Bor dans le nord-est de la Serbie qui nous ont aidés considérablement. Le G. Q. G. n’eut à intervenir que dans les cas où la Bulgarie ou la Turquie furent trop lentes, selon la vieille tradition balkanique, à opérer les livraisons et qu’elles eurent besoin d’être encouragées à remplir leurs engagements.

La science prêta un puissant concours à la conduite de la guerre, en ce qui concerne l’approvisionnement de l’armée en matières premières. Qu’elle en soit remerciée.

Pour différentes questions qui avaient trait à l’augmentation de notre force, dans le pays même, je fus vigoureusement aidé par le colonel Bauer et le commandant von Harbou. Ils ont travaillé d’une manière exemplaire.

IV

La question des subsistances était pour le peuple et pour l’armée, pour les hommes et pour les chevaux, d’une égale importance.

L’activité du soldat en campagne est énormément influencée par la nature de sa subsistance. Cette dernière, avec les permissions, est, capitale pour le moral du soldat. Il me fallut en conséquence donner toute mon attention à cette question des subsistances.

Le fléchissement de l’esprit public, chez le peuple allemand, fut souvent en relations essentielles avec la nourriture. Le corps ne trouvait pas dans son allocation journalière tout ce qui est nécessaire particulièrement en albumine et en graines, pour conserver intactes les forces corporelles et physiques. Il y eut chez un grand nombre d’individus, une certaine déperdition de la force de résistance corporelle ou spirituelle qui donna naissance à une opinion publique lâche et hystérique. Celle-ci, à son tour, se laissa séduire par la propagande ennemie et contribua à développer les tendances pacifistes de nombreux Allemands. C’est dans le cours de l’été 1917 que je pus me rendre un compte exact de cet état de choses, et j’en fus effrayé ; il y eut là un terrible moment de faiblesse. Ce phénomène découlait de la nature même de l’homme. On pouvait le contrebalancer par un patriotisme fort et énergique, mais on ne pouvait, en fin de compte, le faire disparaître qu’en réalisant des améliorations dans la nourriture. Il fallait plus de vivres. Nous dûmes les faire venir d’ailleurs, et veiller à la conservation des denrées existantes ; nous dûmes, avant tout, essayer d’augmenter notre production. C’était là le plus important.

La prise de possession de la Valachie nous procura des avantages considérables. D’autres mesures contribuèrent à nous aider. La nécessité de faire appel à la pulpe de paille ou de bois pour nourrir les animaux, et peut-être même les hommes, fut toujours affirmée par le G.- Q. G., également le ramassage des feuilles, pour servir de fourrage. De même que nous devions tirer du peuple tout ce qui nous était nécessaire pour faire la guerre, ainsi nous dûmes chercher, dans la nature, en nous aidant de la science qui sur ce point fut encore une fois notre auxiliaire, tout ce qui pouvait être employé, directement ou après transformation, pour la nourriture des hommes et des animaux.

Le devoir d’éviter les pertes de vivres nous apprit entre autres choses à faire sécher les pommes de terre, procédé que je défendis avec chaleur.

Pour augmenter la production, on fournit des engrais artificiels en quantités suffisantes et à des prix modérés.

Le G. Q. G. s’y intéressa par tous les moyens. Cela devint d’autant plus important que les engrais naturels se raréfièrent davantage, par suite de la réduction du cheptel, et du manque de litière, et que la culture intensive fut plus nécessaire. Nous tirâmes les phosphates des territoires occupés du nord de

la France et de la Belgique, et nous présentâmes d’incessantes requêtes au chancelier et à l’office impérial du Trésor en faveur de l’extension des fabriques de produits azotés (Mersebourg).

La fixation des prix relevait du gouvernement. Là encore, des considérations de politique intérieure apportèrent du désordre. Les excitations de la social-démocratie contre la campagne et les agrariens, accusés de faire renchérir le pain du pauvre peuple, et les conditions de vie qui étaient difficiles par elles-mêmes, intimidaient le gouvernement et l’empêchaient de fixer des prix maxima, avec justice et prévoyance. L’agriculture, à cause de ses frais élevés d’exploitation et de l’obligation où elle se trouvait de faire son inventaire après la guerre, était en beaucoup d’endroits hors d’état de travailler d’après les prix qu’on lui fixait. Les provisions n’arrivaient pas à satisfaire les besoins de la population et, à cause du taux trop faible des prix, il était difficile de s’en procurer la totalité. Les organes incompétents, qui en étaient chargés, eussent d’ailleurs été bien incapables de le faire. Ils n’arrivaient souvent qu’à irriter et à éloigner les producteurs. C’est ainsi que les particuliers ne reçurent pas même les rations qui leur étaient allouées et qui avaient été d’ailleurs fixées à un taux trop bas pour qu’elles pussent suffire à l’entretien de la vie. La ville et la campagne cherchèrent donc à se tirer d’affaire elles-mêmes dans la mesure du possible ; le commerce clandestin et l’accaparement rivalisèrent, à l’envi. Bientôt il n’y eut plus moyen de se retenir sur ce terrain glissant.

Ceux qui avaient de l’argent se procuraient tout ce qu’il leur fallait et même au-delà. Quand bien même ce qu’ils consommaient ainsi eut été de peu d’importance pour la nourriture du peuple considéré dans son ensemble, le fait en lui-même provoquait des sentiments d’aigreur.

La grande masse, en particulier la classe moyenne, dans laquelle il faut comprendre les employés et les officiers qui touchaient des traitements fixes, avait de la peine à se tirer d’affaire. Une petite partie d’entre eux, dans cette grande détresse, succomba à la tentation et se débrouilla elle-même, mais la plus grande partie mourut littéralement de faim. Cela vint s’ajouter à toutes les épreuves que la classe moyenne eut à supporter. Et cependant cette classe, qui à tous points de vue fut foulée aux pieds, a fait en silence son devoir... jusqu’au bout.

On s’occupa de l’ouvrier. Il fondait, sur les prix du commerce clandestin, les salaires qu’il exigeait et qu’il arrachait au moyen des grèves. Sans doute un grand nombre d’ouvriers eurent aussi à souffrir. Mais en général et contrairement à ce qui se produisit pour la classe moyenne, ils ont eu de quoi vivre.

La question du commerce clandestin eut la plus grande influence sur la politique intérieure. Cette influence grandit avec la durée de la guerre ; moins à l’intérieur on pensa à la guerre, et plus les instincts naturels, laissés maintenant sans contrepoids, arrivaient à se faire jour. Le commerce clandestin et l’accaparement prirent des formes de plus en plus répugnantes et ils contribuèrent à développer le mauvais esprit. Notre système de travail forcé et de prix maxima avait échoué. La production ne fut pas augmentée ; le rendement baissa, au contraire, de plus en plus, conditionné qu’il était par des influences extérieures, comme par exemple le manque de bras ou d’engrais et un temps défavorable. Le G. Q. G. demanda souvent au chancelier impérial, en vue de nous rendre possible la continuation de la guerre, d’atteindre le commerce clandestin de même que les gains des entrepreneurs ou les salaires exagérés, mais il n’obtint aucun résultat.

C’est une bouffonnerie : la crainte d’accorder aux cultivateurs des prix maxima trop élevés a, en fait, amené le renchérissement de la vie et a contribué pour une part importante à creuser davantage l’abîme qui séparait la ville de la campagne. Les mécontents surent tirer parti de tout cela. Le blocus de famine organisé par nos ennemis triomphait ; il ne nous jetait pas seulement dans une détresse physique, mais aussi dans une détresse morale.

Mon opinion personnelle, au sujet du système de réglementation et de contrainte appliqué par nous aux exploitations agricoles, était qu’il fallait au plus tôt, tout de suite même pour quelques articles d’alimentation, le supprimer pour faire place au commerce libre. En outre, il me semblait qu’il fallait d’urgence multiplier les coopératives de consommation et les associations de producteurs pour servir d’auxiliaires à l’administration. Malheureusement, elles n’étaient pas encore suffisamment développées partout. Avant tout, il fallait élever les prix des différents produits et les fixer assez tôt pour que l’agriculture pût, en conséquence, prendre ses mesures. L’intendant général, qui était du même avis, a représenté cette manière de voir devant l’office d’alimentation de guerre. Il semble que l’Angleterre, avec son système des prix maxima, a vu plus juste, puisque la production s’est élevée chez elle dans des proportions extraordinaires.

Chez nous l’agriculture a travaillé. La grande culture surtout a obtenu des résultats merveilleux. La patrie a dû reconnaître que, de même que l’armée est la base de l’ordre, de même l’agriculture est le fondement de notre vie économique et même de notre vie politique. Il eût fallu s’en apercevoir avant la guerre ; cela nous eût rendu beaucoup de choses plus faciles. Réparer maintenant les négligences passées est un des plus importants devoirs de l’État et faire une culture intensive est le devoir de l’agriculteur.

Je me suis souvent exprimé, en toute confiance, devant les deux présidents de l’office d’alimentation de guerre, MM. von Batocki et von Waldow. Tout différents qu’ils fussent, tous deux donnaient l’impression qu’ils avaient le sentiment profond de leur grande responsabilité ; ils étaient, en même temps, très attachés à leurs devoirs et très patriotes.

L’armée est souvent venue en aide à la patrie. La condition du soldat avec les grands efforts qu’il avait à fournir n’était pas meilleure que celle du peuple, à l’intérieur. L’armée et le peuple étaient, j’en suis intimement persuadé, unis sur tous les terrains. Le G. Q. G. d’ailleurs a toujours agi dans cet esprit. À Berlin on entendait souvent parler comme si l’armée et le peuple eussent été vraiment deux corps, avec deux estomacs distincts. Cette manière de voir était pour moi une triste preuve que la guerre avait été bien peu comprise à l’intérieur.

Le G. Q. G. dut souvent, à contre-cœur, abaisser les rations de viande, de pain, de pommes de terre et de graisse, ainsi que celles d’avoine et de foin qui étaient allouées à l’armée. Nous le fîmes pour venir en aide au peuple, et lui permettre de tenir. Mais nous trouvâmes, près de l’office pour l’alimentation de guerre, une parfaite compréhension des besoins de l’armée et de la considération particulière que méritait le soldat du front.

Souvent l’homme ne reçut pas assez, même quand il touchait la ration entière qui lui était attribuée à cette époque. La nourriture était toujours la même. Souvent j’entendis des plaintes des commandants en chef des grandes unités sur ce point, mais je n’y pouvais rien. À l’intérieur, la nourriture des troupes d’Ersatz était insuffisante, cela donna naissance à de graves inconvénients.

Les vivres se raréfièrent de plus en plus.

Les chevaux surtout eurent à souffrir, ils furent nourris d’une manière très insuffisante ; la ration de grains était trop faible et l’approvisionnement en fourrages et pailles nous occasionnait d’incessantes difficultés.

Au début de la guerre, le fonctionnaire de l’intendance aux armées était aux prises avec de nombreuses difficultés, à cause de ses habitudes formalistes du temps de paix. Le personnel était aussi trop réduit. Plus tard, il fut bien au courant de sa tâche si pleine de responsabilités. Son travail riche en dévouement et en sacrifices a été très utile au commandement comme à l’homme du front.

La collaboration des organes du G. Q. G. avec le directeur du département de l’administration au ministère de la Guerre, le général von Oven, mon ancien compagnon d’armes de Liège, et avec l’office de l’alimentation de guerre a toujours été excellente. Elle fut marquée par une bienveillance réciproque. Les fautes de négligence commises avant la guerre, par exemple, le manque de préparation économique et l’absence d’importantes réserves qui en fut la conséquence, étaient impossibles à réparer.

Dans la suite, nous vînmes en aide au pays en fournissant des auto-camions et des équipages pour faciliter le ravitaillement, en particulier pour les transports dans les gares des grandes villes. Nous nous résignions aux difficultés qui en résulteraient pour l’armée. On accorda des permissions de moisson, bien au-delà du taux normal. Nous facilitâmes également le ravitaillement du pays en pommes de terre, en réclamant pour l’armée un nombre moins grand de wagons.

Les territoires occupés ont rendu plus facile le ravitaillement du pays. Les inspections d’étapes obtinrent d’eux des livraisons de viande et les exploitations agricoles furent dirigées avec autant de compétence que possible. La troupe elle-même travaillait courageusement à la culture et à la moisson, là où elle demeurait longtemps en ligne. Malheureusement les nombreux déplacements d’unités empêchèrent qu’il en sortît grand’chose. C’est la Roumanie, seule, qui nous a remis à flot en 1917, nous, l’Autriche-Hongrie et Constantinople.

Les mesures prises par l’Entente nous délivraient du souci de nourrir la Belgique.

Les pays neutres, en particulier le Danemark, la Hollande et la Suisse nous livrèrent des quantités considérables de vivres. Pour nous y fournir de vivres, nous nous adressions à un organe allemand, tandis que l’Entente s’adressait aux habitants mêmes des pays en question et leur procurait ainsi des bénéfices. À tort ou à raison, cela a soulevé beaucoup de dépit et de mécontentement chez nos alliés et dans les pays neutres et, par la suite, en Allemagne même.

La situation alimentaire en Autriche-Hongrie demeura toujours extrêmement tendue. La Hongrie était pourvue ; elle fournit la subsistance d’une partie très importante de l’armée austro-hongroise, mais elle ne vint pas en aide à l’Autriche qui mourait de faim. Les paysans tchèques ne consentaient aucune fourniture aux territoires plus pauvres, habités par des Allemands. Il faut ajouter le système suranné d’administration de l’Autriche-Hongrie, grâce auquel, en dépit de mesures draconiennes, il ne pouvait être question ni d’approvisionnements réels ni de distribution équitable. Je n’oublierai jamais comment un haut fonctionnaire autrichien me pria de venir à son aide contre la Hongrie au sujet du ravitaillement. L’armée austro-hongroise mourait de faim, au moins en partie, de même l’Autriche allemande et Vienne en particulier.

La situation était meilleure en Bulgarie, bien que l’agriculture n’y connût pas encore les procédés modernes ; mais le système gouvernemental y était corrompu ; les organisations d’étapes de l’armée étaient mauvaises et le ravitaillement fondé sur des principes surannés. Souvent, l’armée connut la disette. On pouvait cependant espérer que la Bulgarie finirait tout de même par se tirer d’affaire.

Le système turc de ravitaillement était tout aussi démodé ; l’agriculture était encore dans un état tout primitif et la charrue de fer entièrement inconnue. Le ministre de l’Agriculture, baron von Schorlemer, s’était efforcé de relever l’agriculture en Turquie, mais le gouvernement ne montrait sur ce point ni compréhension, ni adresse. On réclama à grands cris des charrues à tracteurs, pour labourer de vastes surfaces, mais personne n’eut l’idée de prendre des mesures d’ensemble et de stimuler ainsi la production d’une manière vraiment efficace. La Turquie, et particulièrement Constantinople, avait, pour toutes ces raisons, besoin d’assistance et de secours.

À l’automne 1916, on parla d’organiser un office central d’approvisionnement pour la quadruple Alliance, en lui donnant une direction allemande. Cette idée parut d’abord séduisante. Mais les méthodes d’alimentation étaient, dans les quatre États alliés, fondées sur des principes trop différents ; jamais on n’aurait pu y égaliser les rations. En fin de compte, tous auraient vécu aux dépens de l’Allemagne. L’idée fut, à bon droit, enterré.

V

La haute importance de la Roumanie, ou plutôt de la Valachie pour la conduite de la guerre a été indiquée à plusieurs reprises dans les pages précédentes. Il nous fallait maintenant y ramasser tout ce dont nous avions besoin et l’amener aux consommateurs. La Roumanie, et aussi la Dobroudja, reçurent une administration régulière. En raison de la part prépondérante que les Allemands avaient eue dans la défaite de la Roumanie, je m’efforçai de mettre cette administration entre des mains allemandes. Étant donné le caractère de nos alliés et leur manière de conduire les affaires, c’était la plus sûre garantie que nos prétentions économiques seraient toujours prises en considération. Nos alliés l’acceptèrent.

Que la Bulgarie s’établît à demeure dans toute la Dobroudja, cela n’était pas conforme à nos intérêts. La partie anciennement bulgare, qu’elle n’avait cédé à la Roumanie qu’après la deuxième guerre balkanique, avait été tout de suite confiée à son administration, d’après le traité de l’automne 1915. Elle était ainsi provisoirement indemnisée. Lui laisser le reste de la Dobroudja, et en même temps la voie ferrée Tchernavoda-Constanza, eût été lui abandonner également, d’après la situation mondiale à cette époque, la troisième et dernière voie commerciale de l’Europe centrale vers la Turquie ; la Bulgarie avait déjà le contrôle des voies qui passaient par Salonique et Sofia. De graves inconvénients auraient résulté, pour notre commerce avec la Turquie, de cette monopolisation du trafic par la Bulgarie. Notre commerce éprouvait déjà suffisamment de difficultés, par suite de l’attitude égoïste de l’Autriche-Hongrie. En Dobroudja, les intérêts allemands se confondaient avec ceux de l’Autriche et de la Turquie. Vienne conserva cependant dans toutes les questions bulgares une attitude ambiguë à notre égard. On n’était donc pas sûr de la position que prendrait le commandement en chef austro-hongrois. Mes desseins contrariaient, d’une certaine manière, les intérêts bulgares. J’eus cependant la satisfaction de voir tous nos alliés consentir à ce qu’on installât, en Dobroudja, une administration allemande des étapes. Elle fut mise sous les ordres de l’E. M. du groupe d’armées du feld-maréchal von Mackensen et comprit tout le territoire qui s’étendait depuis la frontière sud de l’ancienne Dobroudja roumaine jusqu’à une ligne située à environ 20 kilomètres au nord du chemin de fer Tchernavoda-Constantza. Le reste demeurait territoire d’opérations de la 3e Armée bulgare et, à cause de cela, était confié à l’administration bulgare.

Les Bulgares suscitèrent bientôt beaucoup de difficultés aux autorités allemandes en Dobroudja, à la tête desquelles se trouvait le général Kurt von Unger. Ils s’adressèrent aussi au G. Q. G. pour des réclamations. Je repoussai avec fermeté les sollicitations des Bulgares qui voulaient qu’on leur abandonnât l’administration de la zone des étapes et j’étais soutenu sur ce point par l’attitude des services allemands, qui luttaient courageusement contre les prétentions égoïstes de nos alliés. Naturellement il était inévitable que l’administration du pays souffrît de tout cela, mais le général von Unger, et ses commandants allemands des étapes, veillaient à ce que les riches réserves de pétrole de Constantza et les autres matières premières quittassent, à point nommé, la zone des étapes et trouvassent un emploi conforme à notre intérêt et à celui de nos alliés. Le pays fut administré aussi bien que les circonstances difficiles le permirent. Si l’armée bulgare ne put tirer sa subsistance de la Dobroudja qui pouvait la lui fournir, ce fut uniquement la faute de sa manière d’agir et de celle du gouvernement bulgare.

La population du territoire des étapes jouit de notre protection jusque vers la fin de la guerre. La transmission complète de la partie sud de ce territoire à la Bulgarie, en vertu du traité de Bucarest, n’a jamais eu lieu.

Sur le territoire d’opérations de la 3e Armée bulgare, nous nous étions réservé le droit d’acheter des matières brutes. Les Bulgares se sentirent par là, lésés et nous firent de très nombreuses difficultés.

L’Autriche-Hongrie prit une part importante à l’administration de la Valachie. Naturellement cela ne fut pas commode. Nous dûmes d’ailleurs nous y résoudre pour cette raison bien simple que l’Allemagne ne pouvait tout faire. Les services austro-hongrois, en beaucoup de cas, ne nous ont pas rendu la vie facile ; l’Autriche-Hongrie redoutait une extension de l’influence allemande, en Roumanie, et de son côté s’efforçait par tous les moyens de conquérir des avantages. La Bulgarie également gênait l’administration par ses procédés despotiques et arbitraires. La Turquie se comportait avec loyauté.

L’administration prit le nom d’« administration militaire » et fut sous les ordres du feld-maréchal von Mackensen et en même temps du G. Q. G., et ne relevait pas comme les gouverneurs généraux immédiatement de l’Empereur ; on sauvegarda l’influence du ministère des Affaires étrangères. Le gouverneur militaire fut le général Tülff von Tschepe et Weidenbach, qui avait déjà, au début de l’année 1915, administré les parties alors occupées de la Pologne et qui n’étaient pas dans la zone des opérations. Son chef d’État-Major fut d’abord le général von Bergmann, ce fut ensuite le colonel Hentsch, qui avait été, pendant la campagne de Roumanie, quartier-maître général de l’É. M. de Mackensen et qui avait un coup d’œil très juste dans les questions administratives et économiques.

Sous l’autorité du gouverneur militaire, il y avait des commandants d’étapes autrichiens et allemands.

Le gouvernement militaire ne s’étendait pas à toute la Valachie ; une bande étroite était demeurée zone d’étapes et d’opérations de la 9e Armée et de l’armée du Danube. Mais tout l’ensemble du territoire fut administré d’après les mêmes principes.

Les fonctionnaires et les juges roumains étaient restés, en grande partie ; là où ils étaient partis, on put leur donner des successeurs roumains. La tâche de l’administration était donc plus simple que jadis sur le territoire du commandant en chef de l’Est ; elle était surtout d’un caractère économique. Cela seul d’ailleurs était d’importance pour la conduite de la guerre. On tint compte de cette circonstance, dans la composition de l’État-Major du gouverneur militaire, et dans le choix des commandants d’étapes.

Des produits agricoles en tous genres, particulièrement du blé et du maïs, des pois, des haricots, des prunes, des œufs et du vin abondaient en Roumanie. La culture d’automne fut aussitôt entreprise. On fit tout pour augmenter la production. Les ensemencements, en froment d’hiver, furent importants, parce qu’il nous fallait compter sur les produits roumains pour la période critique qui précède la moisson de Hongrie, en juillet, et la nôtre, en août. La culture des légumes était aussi importante pour nous et fut organisée en vue d’un rendement aussi grand que possible. Le cheptel avait été très diminué, du fait de la guerre. On utilisa les animaux qui restaient pour la culture des terres. L’exportation de viande resta, pour cette raison, étroitement limitée.

Pour recueillir les produits agricoles, l’administration militaire utilisait les services des employés de la Société centrale d’achats, qui avait déjà fonctionné en Roumanie avant la déclaration de guerre de cette puissance. Mais cette société ne fut pas autorisée à agir d’une manière autonome.

Les stocks de pétrole que nous trouvâmes en Roumanie ne furent pas très considérables. Les installations de sondage avaient en outre été entièrement détruites et les puits comblés avec art. Le colonel anglais Thomsen avait rempli avec habileté sa tâche qui consistait à gêner notre exploitation des champs pétrolifères. Son travail n’a pas, en fait, rendu de bien grands services à l’Entente, mais a diminué, dans des proportions considérables, l’approvisionnement de notre armée et du pays en pétrole. La disette de pétrole dont souffrit l’Allemagne doit lui être attribuée en partie. L’administration militaire attira dans le pays des hommes bien au courant de l’industrie du pétrole en Roumanie et se mit avec vigueur à remplir sa seconde tâche très importante : relever la production du pétrole, d’une part, en remettant en état les puits comblés, et en opérant de nouveaux sondages, et d’autre part, en restaurant les raffineries pour permettre de reprendre leur exploitation. La production du pétrole se releva, mais seulement avec une grande lenteur.

Certains Viennois poussés par la disette, ou malintentionnés, trouvèrent que nous étions trop lents à recueillir les récoltes et à remettre en marche la production du pétrole. Il nous arriva de Vienne des plaintes à ce sujet, en février 1917, et il m’en vint de semblables de Berlin. Un instant, je me demandai si les travaux étaient dirigés avec une compétence suffisante. Mais je pus apprécier les difficultés qu’il fallait surmonter en Roumanie d’après les expériences que j’avais faites moi-même à Kovno et je ne me laissai pas induire en erreur. En avril toutes les réclamations se turent et l’on rendit partout justice à l’administration.

Le partage des stocks de produits de la Dobroudja ou de la Valachie se fit d’après les arrangements pris entre les alliés. Le partage des pétroles n’offrit pas de difficultés essentielles ; par contre la distribution des produits agricoles de la Valachie était une des tâches les plus désagréables du quartier-maître général, le général Hahndorff, que sa manière de faire, claire et prudente, et ses vues larges sur l’économie de guerre, préparaient tout particulièrement à cette besogne. La Bulgarie fut mise à part dans la distribution des stocks de Roumanie ; elle reçut la moisson de la Dobroudja. La Turquie n’en reçut qu’une petite quantité, parce qu’on lui avait attribué à l’avance d’importants dépôts, qui se trouvaient en Dobroudja. Il s’agissait donc d’une entente entre l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie, ou plus exactement l’Autriche seule. Les négociateurs autrichiens arrivèrent avec des prétentions monstrueuses ; nous en apportâmes de semblables en nous inspirant de leur exemple. Après d’aigres discussions, on s’accorda sur un moyen terme qui réunit les deux parties et, pour finir, les laissa satisfaites. Il va de soi qu’on avait mandé des représentants de notre office de guerre pour l’alimentation et que l’on avait discuté d’abord avec eux les principes essentiels. Le G. Q. G. n’eut à faire intervenir sa décision que dans les cas particulièrement critiques.

Pour l’exportation du froment, du pétrole et des autres produits, on put en général utiliser les voies de communications qui assuraient déjà avant la guerre les exportations de Valachie. Dans ce but, on restaura les chemins de fer de Roumanie, ce qui prit un certain temps. La navigation sur le Danube fut remise de suite en exploitation. L’Autriche-Hongrie gardait le Danube comme son domaine exclusif. Le colonel von Oldersbausen défendit nos intérêts. La société allemande de la navigation sur le Danube, le Lloyd bavarois, eut l’occasion de déployer son activité.

Nos organisations de transports ont toujours fait face à la demande ; l’augmentation à prévoir de l’exportation des pétroles donna lieu à des constructions nouvelles de wagons et de bateaux réservoirs. De Ploësti à Giurgiu on installa des conduites. Au moment de la paix, cette installation n’était d’ailleurs pas encore entièrement terminée.

Comme jadis, sur le territoire du commandant en chef de l’Est, l’administration militaire allemande et tous les services qui eurent à s’occuper de la Valachie étaient pénétrés de la grande importance de leur tâche pour la conduite de la guerre, mais ils espéraient en outre, comme nous tous d’ailleurs, que l’utilité de leurs services s’étendrait au temps de paix.

VI

Le peuple allemand, à l’intérieur du pays ou en face de l’ennemi, a eu à supporter durant ces quatre longues années de guerre des souffrances infinies. La guerre a profondément bouleversé et gâté la sensibilité du peuple et sa moralité.

Le blocus d’extermination et de famine, de même que la propagande ennemie, qui étaient intimement unis pour lutter contre la race allemande et l’esprit allemand, pesaient lourdement sur nous et toujours plus, à mesure que la guerre durait et que leur action se poursuivait. Le blocus agissait. La propagande trouva dans le pays un terrain favorable. Elle se tourna ensuite vers le soldat du front, qui était devenu lui-même susceptible d’être atteint. Blocus et propagande commencèrent à faire chanceler peu à peu notre moral et à ébranler notre confiance dans la victoire ; le désir de paix, qu’ils faisaient naître, prit des formes qui approchaient de la lâcheté, qui menaçaient de diviser notre peuple et qui abaissaient l’esprit de l’armée.

Sur ce terrain se développèrent des germes empoisonnés. Beaucoup perdirent tout sentiment allemand et ne pensèrent plus à la patrie. Le moi égoïste passa au premier plan. On vit se multiplier les profiteurs de la guerre, et le profiteur politicien ne fut pas le dernier à prendre occasion de la détresse de l’État et de la faiblesse du gouvernement pour s’assurer des avantages personnels et politiques. Notre capacité de résistance morale fut fortement atteinte. Nous perdîmes la confiance en nous-mêmes.

La doctrine révolutionnaire, que la propagande ennemie et le bolchevisme nous prêchaient, trouva l’âme allemande préparée à la recevoir et gagna du terrain dans l’armée et dans la marine grâce à l’action des socialistes indépendants. Les fausses doctrines prirent bientôt plus d’influence sur la masse. Le peuple allemand, tant à l’intérieur qu’en face de l’ennemi, reçut le coup de mort.

Lorsque je devins premier quartier-maître général, cette évolution commençait en Allemagne ; on ne se rendait pas encore un compte exact de sa nature et de la direction qu’elle suivrait. Une seule chose était claire : nous n’avions pas le droit de rester inertes en face d’elle.

Contre le blocus de famine nous venions de faire quelque chose ; nous l’avions brisé en Roumanie. Trouverions-nous encore d’autres occasions de le faire et comment saurions-nous alors les utiliser, personne ne le savait.

Nous avions les yeux fixés sur la propagande ennemie, comme le lapin les tient fixés sur la vipère. Elle procédait en grand et adroitement, travaillait en s’aidant d’idées frappantes qui agissaient sur les masses et se servait sans scrupule de tous les moyens.

Le peuple allemand, qui n’avait pas encore appris l'art du silence, ni son importance, lui avait de lui-même indiqué sa voie par les écrits, les paroles, toute la manière d’agir que lui dictait sa malheureuse candeur.

Il avait lui-même mis en circulation le moi de « militarisme prussien », bien que ce « militarisme prussien », c’est-à-dire l’esprit d’attachement désintéressé au devoir, l’effacement de l’idée de l’individu devant l’idée de l’État, eût fait la Prusse et eût procuré à l’Allemagne son merveilleux développement. Il était devenu synonyme de ce développement. On confondit certaines apparences extérieures avec l’essence même du militarisme et l’on ne sut pas reconnaître que la vigueur nationale venait de lui. Au lieu de le combattre, il fallait le spiritualiser.

De hauts fonctionnaires eux-mêmes, durant la guerre, m’opposèrent ce mot comme un reproche ; fallait-il en vouloir aux nombreux Allemands qui croyaient faire une bonne œuvre en s’attaquant au militarisme prussien, mais qui n’auraient pu dire ce qu’ils entendaient par-là ? Mais beaucoup d’autres, par contre, savaient parfaitement ce qu’ils entendaient faire ainsi : ils visaient l’autorité elle-même !

L’Entente connaissait très bien cette force du militarisme prussien. Elle savait parfaitement pourquoi elle s’attaquait à lui. Elle savait aussi ce qu’elle faisait quand elle attisait en Allemagne l’hostilité contre le corps des officiers qui était, en dernière analyse, le soutien de l’État. Elle visait à coup sûr, quand, dans l’Allemagne du Sud, notamment, elle se livrait à des excitations contre la Prusse, contre l’empereur, symbole de l’unité allemande, de même que contre le Kronprinz allemand, ou bien quand elle promettait au peuple des montagnes d’or pour le temps où il se serait débarrassé de la maison impériale et des autres dynasties.

Plus tard, la propagande ennemie s’occupa aussi de ma personne. Il fallait que le peuple en vînt à douter de ce que faisait le G. Q. G. ; il fallait ébranler la foi dans la victoire finale, la confiance dans l’homme qui s’efforçait de s’opposer vigoureusement aux intérêts de l’Entente.

La propagande ennemie réussit, en s’appuyant sur notre social-démocratie, à décrier, en Allemagne et devant le monde entier, notre forme de gouvernement, présentée par elle comme autocratique, bien que notre empereur ne possédât pas les pleins pouvoirs du président des États-Unis, et que le système des élections au Reichstag, c’est-à-dire celles qui décident de la représentation populaire dans l’empire, soit plus démocratique que celui de beaucoup d’autres pays.

La propagande ennemie poursuivit, toujours plus expressément, le but d’ébranler l’unité de l’empire, de séparer l’Allemagne de sa maison impériale, de séparer du peuple les dynasties et les gouvernements : c’était la révolution politique.

Elle savait parfaitement que tous ces mots : paix de conciliation, désarmement après la guerre, société des nations et tous autres pareils auraient plus d’action sur le peuple allemand dont l’esprit est aussi peu politique qu’il est peu guerrier, étant donnée surtout la grande détresse dans laquelle il se trouvait. Il se laissa, en effet, trop facilement entraîner, consciemment ou inconsciemment, par toutes ces fantasmagories.

Aussi l’affirmation, lancée par la propagande ennemie, que les projets allemands de domination universelle avaient détruit la paix du monde et en empêchaient maintenant le retour, tomba sur une terre fertile.

En fait, le gouvernement allemand durant la période post-bismarckienne n’eut pas d’autre grand but dans sa politique extérieure que la conservation de la paix. Peut-être, cependant, aspirait-il à augmenter notre domaine colonial. Il se souciait à peine de politique mondiale et ne poursuivit pas sa marche vers Bagdad suivant un plan bien arrêté. Notre existence, qui était toujours plus orientée vers l’extérieur et qui mettait l’apparence au-dessus de la réalité, nous portait à surestimer notre force depuis 1870-1871, et à sous-évaluer les forces qui travaillaient contre nous. Nous nous étendions sur la terre, sans être solides en Europe. Le peuple allemand se trouvait rassasié depuis qu’il avait conquis la terre d’empire et constitué l’Empire allemand. Mais l’accroissement de son domaine colonial et un renforcement de sa situation mondiale, par l’augmentation de ses débouchés, étaient devenus une nécessité. On ne pouvait réaliser cela que par la force. L’Allemagne parlait au contraire de droits égaux dans une concurrence pacifique. Trompée par son esprit commercial et ses doctrines politiques, elle ne voyait pas que les autres peuples confondraient ces efforts avec des desseins de domination mondiale.

La conservation de la paix était un but grandiose. Mais de même que nous ne pouvions gagner notre guerre défensive qu’en attaquant, de même nous ne pouvions sauvegarder la paix qu’à l’aide d’une politique vigoureuse, claire, suivant une ligne de conduite impeccable. Telle ne fut pas la politique allemande. Elle procédait par coups de boutoir et avec brusquerie. Les peuples, qui étaient mal disposés contre nous, en profitèrent pour s’unir ; même ceux qui, jusque-là, avaient été désunis, s’allièrent contre nous. D’autre part, nous nous montrâmes incertains et flottants. Cela non plus ne nous procura pas d’amis.

Beaucoup d’Allemands en conçurent de l’inquiétude et exprimèrent âprement leurs craintes de tous côtés. Tout au contraire du gouvernement, ils exprimèrent des desseins de grande envergure. Mais ce n’était là que des opinions privées qui n’avaient pas plus de valeur chez nous que chez les autres peuples. Pendant la guerre cet état de choses n’a pas changé. Les buts de guerre des gouvernements et des peuples de l’Entente allèrent toujours beaucoup plus loin que les rêves de quelques Allemands. Nous nous en apercevons maintenant au prix de notre sang.

Pour concevoir des plans de domination mondiale, il faut posséder un vigoureux esprit national. Cet esprit, nous n’avons pas su le conserver, en dépit de la fondation de l’empire en l’année 1871 ; le gouvernement n’en a pas poursuivi l’éclosion durant la période post-bismarkienne ; au contraire, nous l’avons laissé décroître dans la même mesure que notre force de volonté. Dans le fond de nos pensées, nous étions restés trop fédéralistes et trop divisés dans notre politique intérieure. Nous nous sommes lancés trop tôt dans le monde avant de posséder une conscience nationale ; animés que nous étions d’un esprit entièrement internationaliste, que l’ennemi savait d’ailleurs entretenir, nous ne savions pas tenir la balance égale entre nos idées nationales et nos idées internationales, ou bien entre les intérêts que nous avions à l’intérieur du pays et ceux que nous possédions dans le monde.

Les projets de domination mondiale ou le nationalisme du gouvernement allemand n’ont pas mis la paix en danger, avant 1914 et n’en ont pas empêché le retour après 1914, comme l’a prétendu la propagande ennemie. Cette dernière ne cherchait pas, d’ailleurs, à dire des vérités ; elle voulait seulement ébranler l’unité et le moral du peuple allemand et propager les opinions qui lui paraissaient servir ses desseins.

Pour finir, elle lança le grand mot du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Un problème qui semble d’abord séduisant de vérité, mais que l’on ne peut résoudre sans violence, quand les nationalités se trouvent intimement mélangées, comme il arrive si souvent. Ce grand mot atteignait l’Autriche-Hongrie plus que nous, mais il nous ébranla aussi profondément dans la suite, grâce aux conséquences, dictées par la crainte et par la haine qu’on en tira ; il devait même nous frapper mortellement par suite de l’interprétation que des Allemands ne craignirent pas d’en faire.

Enfin, exactement à partir du début de l’année 1918, on propagea l’idée d’une révolution sociale, outre celle d’une révolution politique. On représenta la guerre comme une œuvre entreprise par les classes dirigeantes aux dépens des travailleurs et l’on déclara que la victoire de l’Allemagne ferait le malheur de ces derniers.

La propagande ennemie et le bolchevisme qui se propose, comme fin, la révolution universelle, poursuivaient le même but, sur le sol allemand. L’Angleterre a donné à la Chine l’opium, nos ennemis nous ont donné la révolution et... nous prenons le poison et nous le répandons, comme les Chinois répandent l’usage de l’opium.

Tandis que la propagande de l’Entente s’emparait de plus en plus fortement du peuple allemand, ainsi que de l’armée et de la marine, l’Entente savait maintenir ferme, dans ses propres pays et ses armées, la volonté de faire la guerre et elle savait agir contre nous auprès des neutres.

La responsabilité de la guerre, les cruautés commises en Belgique, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, notre amoralité politique, notre esprit de ruse, nos mensonges et notre brutalité, le gouvernement absolu de la Prusse-Allemagne, l’état de vassalité du peuple allemand, tout cela constituait, pour la campagne de mensonges entreprise par nos ennemis, des thèmes de propagande, habilement choisis contre nous et dont l’action, sur le monde, était très efficace. À côté de cela, les grands mots : la lutte des démocraties contre le militarisme, l’autocratie et les hobereaux ; le combat pour la civilisation et pour la liberté des petites nations et toutes les phrases du même genre avec leur tournure idéaliste ne pouvaient manquer d’être d’une merveilleuse efficacité sur les hommes peu clairvoyants. L’opinion publique universelle tomba entièrement sous le charme. C’est ainsi, par exemple, que la guerre contre nous devint, pour les soldats américains, une véritable croisade.

Chez les neutres, nous nous trouvâmes en présence d’une sorte de blocus moral. Le chemin qui conduisait à l’âme des neutres nous fut fermé. Nous ne sûmes pas nous l’ouvrir. Il n’y avait que nous pour mal agir, ce que l’Entente faisait était moralement justifié et tout naturel. L’Allemagne faisait violence au monde, mais la politique de l’Entente poursuivait des buts vraiment moraux et destinés à promouvoir le bonheur et la liberté du monde. Nous perdîmes tout crédit chez les neutres qui vont maintenant, seulement, apprendre la vérité ; celui de l’ennemi grandit dans des proportions démesurées. Certes, il nous restait des amis, mais qui étaient sans influence.

L’ennemi travailla de même dans les pays de notre alliance. Il s’agissait là de séparer l’Allemagne de ses alliés.

La propagande était une vieille et puissante arme de guerre entre les mains de l’Angleterre. La Compagnie des Indes Orientales avait jadis remporté, par ce moyen, des succès éclatants au cours de la conquête de l’Inde. Elle avait fait école en Angleterre. C’était le seul État qui eût organisé, depuis longtemps, avec une pleine conscience et sur une échelle grandiose, cet instrument de politique et de guerre qu’elle sut mettre au service d’une politique qui étendait au monde entier son action.

« Se servir de la Révolution comme d’une menace vis-à-vis des États étrangers, c’est, depuis de longues années, le métier de l’Angleterre », disait déjà Bismarck il y a soixante ans. Il pensait alors au discours prononcé par Canning le 12 décembre 1826 dans une séance publique de la Chambre des Communes où le ministre déclara, sur un ton menaçant, que l’Angleterre avait à sa disposition l’outre d’Êole et pouvait à tout instant déchaîner les forces révolutionnaires. « Si nous prenons part à une guerre, dit-il alors, nous verrons réunis sous nos étendards tous les agités, tous ceux qui sont mécontents avec ou sans raison dans chacun des pays que nous combattrons. »

Dès avant la guerre, le travail de propagande de nos ennemis actuels était facilement reconnaissable pour des observateurs attentifs. Il avait déjà commencé de s’exercer méthodiquement contre nous. C’est à lui que l’Angleterre et la France devaient rapporter en première ligne les succès de leur politique, tandis qu’il minait notre situation dans le monde. Les propositions de désarmement présentées par le Tsar étaient leur œuvre, merveilleusement adaptée à la crédulité naïve de nombreux cercles allemands. Il faut y rapporter également la diffusion du livre de Bernhardi dans le monde anglais. Il eût été préférable que ce livre n’eût pas été écrit. Reuter nous a coupés du reste du monde. Il semble bien que l’action exercée par les pays appartenant actuellement à l’Entente sur la presse mondiale ait échappé à nos dirigeants politiques, bien que l’on ait assez souvent attiré leur attention sur le danger qu’elle présentait, comme leur échappa l’influence exercée par les cercles cultivés français sur la direction intellectuelle des capitales des pays neutres.

Les loges du monde entier, dirigées depuis longtemps par l’Angleterre, apportèrent toute l’inquiétante influence de la plus puissante des sociétés secrètes, au service de la politique anglo-saxonne et par conséquent internationale. Seules les loges prussiennes se sont dégagées de ce mouvement.

Partout, dans les pays ennemis, furent créés de puissants organes de propagande, qui étaient dirigés par des hommes d’État ou des politiciens expérimentés. Sous une direction unique, ils travaillaient partout, en joignant leurs forces, d’après des directives très nettes et en s’appuyant sur de larges ressources financières. Us possédaient des succursales dans les États neutres et agissaient, là aussi, avec le sans-gêne habituel à l’Entente. Des organisations particulières avaient pour but de susciter des soulèvements populaires, par exemple en Pologne ou en Lettonie, certainement aussi parmi les peuples de la Double Monarchie, principalement chez les Tchèques et les Slaves du Sud.

Pendant que sur le théâtre de la guerre l’initiative nous restait presque jusqu’à la fin, l’ennemi, dans la lutte morale, mena l’offensive sur toute la ligne depuis le début et sut réaliser un front unique ; il trouva des auxiliaires parmi les nombreux déserteurs réfugiés dans les pays neutres, et malheureusement les appuis ne lui manquèrent pas dans l’Allemagne elle-même.

La direction d’ensemble du service de propagande reposait en Angleterre entre les mains de lord Beaverbrook qui avait sous ses ordres trois directeurs : lord Northcliffe travaillait les pays ennemis, Kipling sa patrie et les colonies et lord Rothermere les pays neutres. Tandis que l’Angleterre s’occupait de préférence de la propagande sur le terrain politique et économique, la propagande militaire et intellectuelle était le patrimoine de la France. Ceci montre bien quelle était la pensée de nos ennemis. L’Amérique qui, au début, n’apportait qu’une collaboration financière (elle supporta 50 p. 100 des frais de propagande de l’Entente) y donna plus tard également toute son activité.

L’Italie, la Belgique et les autres alliés déployèrent également, soutenus d’ailleurs par l’or de l’Amérique, une grande activité.

Le but avoué de la propagande américaine et anglaise fut de plus en plus la révolution intérieure en Allemagne.

Lloyd George savait ce qu’il faisait, lorsqu’après la fin de la guerre, il exprima à lord Northcliffe les remerciements de l’Angleterre pour la propagande qu’il avait dirigée. Il était passé maître dans l’art de suggestionner les masses.

La propagande ennemie nous attaqua de toutes façons, par paroles ou par écrits, elle nous arrivait des pays neutres, surtout des pays frontières, de Hollande ou de Suisse, mais aussi d’Autriche-Hongrie et même surgissait dans notre propre pays ; elle nous vint enfin par les airs ; le tout fait si adroitement et sur une si vaste échelle, que beaucoup ne surent bientôt plus distinguer ce qui venait de cette propagande ou ce qui était notre propre sentiment. Les effets en furent d’autant plus sensibles que nous avions besoin dans cette guerre, non pas seulement de bataillons forts, mais bien plus encore de bataillons animés d’un bon esprit. La valeur de la masse dans la guerre est indiscutable ; sans soldats, la bataille n’e : l pas possible.

Mais la masse, à elle seule, ne suffit pas ; il faut un esprit qui l’anime ; c’est ainsi dans la vie du peuple, et c’est ainsi sur le champ de bataille. Nous avons lutté contre l’univers et pouvions le faire avec assurance, aussi longtemps que notre âme était guerrière. Alors, nous avions des perspectives de succès, ce qui veut dire que nous n’étions pas réduits à nous courber devant la volonté de nous anéantir qui animait nos ennemis. Mais tout changea quand notre moral fut tombé. Nous ne luttions plus jusqu’à la dernière goutte de sang. Beaucoup de soldats allemands ne consentaient plus à mourir pour leur patrie.

Désagréger l’esprit de l’intérieur du pays et par là le rendre incapable de continuer la lutte, attaquer le front intérieur et l’esprit de l’armée, tel fut le principal moyen dont l’Entente voulut se servir pour nous vaincre, après qu’elle eut abandonné l’espoir de remporter sur nous une victoire militaire. Je n’eus aucun doute sur ce point.

Un homme politique de l’Entente a dit avec beaucoup de pénétration au printemps de 1918 :

« C’est une idée généralement répandue à Londres et à Paris et regardée comme un principe par les hommes d’État de l’Entente, que l’on ne pourra jamais vaincre l’Allemagne uniquement par les armes sur le front occidental. Mais il est cependant clair pour tout le monde que l’Entente vaincra à cause de l’état intérieur de l’Allemagne et des puissances centrales, qui ne manquera pas d’amener la chute du régime impérial. Au plus tard au printemps de cette année, la révolution éclatera en Allemagne. Nous voyons clairement qu’en Allemagne il existe des milieux influents pour qui il ne peut rien arriver de pire que la victoire de Ludendorff. »

Cela s’appuyait sur les paroles prononcées en 1915 par le député au Landtag Slroebel, rédacteur en chef du *Vorwaerts* : « Je reconnais ouvertement qu’une victoire complète de l’empire ne servirait pas les intérêts de la Social-démocratie ».

Je voudrais bien ne pas reproduire de telles phrases et ne pas les répandre dans le monde, mais la vérité doit demeurer la vérité, et ces paroles ont vraiment été prononcées.

VII

Le chancelier était responsable du maintien du moral à l’intérieur. Le G. Q. G. eût volontiers entrepris d’éclairer lui-même, directement, le peuple. Mais il s’adressa toujours officiellement au chancelier pour lui demander d’agir.

Il avait le devoir de supprimer les causes du mécontentement trop justifié chez le peuple et en particulier de supprimer les abus et les excès qui s’étaient glissés dans l’organisation économique. Ils finissaient avec toutes leurs conséquences inquiétantes par exciter trop de mécontentement et par affaiblir la moralité d’une grande partie de la société à un point tel que notre capacité de poursuivre la guerre s’en trouvait considérablement affaiblie. La soif du gain et de la jouissance, l’égoïsme remplaçaient toutes les nobles aspirations que la misère émoussait, d’ailleurs. Les hommes qui étaient devant l’ennemi dans les tranchées devaient craindre que d’autres ne prissent leur ancienne place et leur métier. On ne peut considérer, sans une émotion douloureuse, comment ces sentiments allemands de franchise et de loyauté, d’honnêteté sans tache, et d’immolation à la patrie, se perdirent et comment prit naissance cet état de choses si étranger à l’esprit allemand, dans lequel le bien-être personnel devint la loi suprême de l’existence.

Le chancelier devait dire au peuple où cela nous menait et lui exposer tout le sérieux de la situation. Le gouvernement devait sans cesse lui répéter quel était l’enjeu de la guerre et comment on ne pourrait obtenir une paix supportable que d’un ennemi vaincu, qu’autrement nous ne pouvions attendre qu’une paix de violence. Seule la victoire nous protégerait contre celle-ci et nous procurerait celle-là.

Notre manque de maturité politique et intellectuelle et notre manque d’esprit critique, qui nous empêche de reconnaître tout le creux des grands mots et des promesses qu’on ne peut tenir, ont fait et font encore notre malheur. J’avais toujours espéré que le peuple allemand finirait par se reconnaître au milieu du verbiage, des phrases et des mensonges politiques et arriverait à une conception des choses qui correspondît mieux à la dure réalité, je me suis trompé. Les phrases et les grands mots et les tromperies criminelles dominèrent de plus en plus ; plus la lutte politique augmenta d’intensité, plus l’abîme se creusa entre les différentes professions, comme entre la ville et la campagne. Les partis et leurs buts politiques passèrent bientôt avant la patrie. La masse considérable de la bourgeoisie, avec son individualisme, ses prétentions au savoir universel et son manque de discipline, continua de suivre sa route et se tint à l’écart orgueilleusement, dans une réserve inquiète, et sans faire preuve d’aucun caractère. Elle n’avait pas non plus le sentiment de sa responsabilité vis-à-vis de la patrie. Elle ne se rendait pas compte du tort immense qu’elle faisait ainsi à elle-même et à la patrie. Le manque de discipline et de moralité de la plus grande partie du peuple, l’agitation des socialistes indépendants ne trouvèrent aucun contrepoids dans la bourgeoisie. C’est un triste et affreux spectacle que de voir des Allemands, autrefois sensés, perdre la tête dans la détresse présente et se laisser enlever, sans réagir, ce pour quoi ils avaient jusqu’à présent vécu. La bourgeoisie se rendit ainsi responsable de l’abaissement de notre pays.

Le fondement sur lequel reposait notre glorieux édifice militaire reçut de profondes fissures. On troubla la source, où devait se retremper sans cesse notre force défensive.

Nos chanceliers du temps de guerre n’ont rien fait pour réparer le dommage et pour éclairer le peuple. Ils manquaient d’idées personnelles et créatrices, ils ne surent pas unir le peuple et le conduire, comme l’ont fait les grands dictateurs Clemenceau, Uoyd George et Wilson. Ce que le G. Q. G. pouvait faire pour la patrie, en l’instruisant et en s’occupant de la propagande à l’étranger, était bien peu de chose. L’âme du peuple allemand fut abandonnée sans pilote et sans guide à toutes les impressions qui l’assaillaient de toutes parts. Étrangère au monde et illusionnée, elle cherchait à saisir des fantômes insaisissables. Aussi était-il trop naturel qu’elle s’attachât à ceux qui lui faisaient miroiter ce qu’elle dédirait avec passion, soit qu’ils fussent malheureusement aveuglés eux-mêmes, soit qu’ils agissent avec une clairvoyance maudite et criminelle ; trop naturel aussi qu’elle ne voulût pas écouter les hommes qui, dévorés d’inquiétude au sujet de notre avenir et d’amour pour la patrie, réclamaient sans cesse les sacrifices suprêmes. Ce fut une triste fatalité que ces hommes dussent se voir infliger le nom d’« instigateurs de la guerre », quand ils désiraient eux aussi si ardemment la paix.

La presse offrait une image exacte de tout ce travail politique qui divisait le peuple allemand et de la métamorphose morale qu’il subit pendant la guerre. Seule une partie de la presse demeura fidèle à elle-même. Une autre partie, soit par idéalisme, soit par considérations politiques ou même par esprit de lucre, prit pour argent comptant cette transformation du monde qu’avaient rêvé les partisans de la paix de conciliation et abandonna ses anciennes idées de 1914. Il y eut même, à la fin, des journaux qui rougirent de leur attitude de l’automne 1914 et de la bonne paix à laquelle ils avaient pensé. Il leur était pénible de se rappeler ces pensées viriles. Ils en arrivaient à dégoûter, pendant cette guerre, les Allemands de leur patrie et firent tout pour détruire la foi en la force allemande. En même temps, l’on entendit des appels à la révolte contre l’autorité publique et l’ordre, auxquels s’ajouta la provocation à la guerre sociale. C’est avec une profonde douleur patriotique que je constatais ce revirement de la presse. C’étaient là de sérieuses invitations à prêter une grande attention pour éviter de lourds ennuis dans la conduite de la guerre, un avertissement fatal concernant le moral du peuple allemand et de l’armée. Tout cela et bien d’autres choses encore se passaient sous les yeux de l’étranger qui en tirait bien volontiers ses conclusions.

Toute la presse, mue par une conviction intérieure, s’était placée, en août 1914, sur le terrain de la guerre défensive et avait trouvé des paroles belles et énergiques pour inviter à la poursuivre jusqu’au bout. Malheureusement, un changement se produisit sur ce point dans une partie de la presse. Elle ne comprit pas que notre guerre défensive elle-même ne devait pas se terminer par une paix de compromis, mais par la victoire, si nous ne voulions pas être battus et accablés sous le poids de conditions insupportables. Comme il arrivait, pour le gouvernement et pour le peuple, dans cette partie de la presse, l’idée de s’entendre avec l’adversaire fut bientôt plus forte que la volonté de remporter la victoire sur l’ennemi, en dépit de tous les sacrifices qu’elle devait exiger de notre peuple, plongé dans une grande détresse. Beaucoup des journaux les plus répandus se chargeaient de prêcher l’idée d’un monde nouveau fondé sur la réconciliation des peuples. Elles attaquèrent avec violence ceux qui ne voulaient pas croire à la volonté pacifique de l’ennemi, qui ne voulaient pas surtout porter atteinte à notre propre force, avant que cette volonté pacifique se manifestât avec évidence, qui voulait conserver notre glaive bien aiguisé et le bras qui le portait aussi fort que possible.

Une autre pensée trouva une égale diffusion. La guerre ne devait pas se décider uniquement sur le terrain militaire, c’est-à-dire se décider par la force des armes. Sans doute, il fallait la collaboration du gouvernement pour compléter l’effet des succès militaires. Mais ce sont les armes qui ont le dernier mot. Là-dessus, aucun doute. Connaissait-on si mal la volonté qu’avaient nos ennemis de nous anéantir, l’âme et les paroles d’un Lloyd George ou d’un Clemenceau ? Pourquoi une nouvelle bataille, si elle n’était plus nécessaire pour gagner la guerre ou nous empêcher de nous courber sous la défaite ? N’avait-on aucune idée de l’état d’âme de l’homme qui, obligé de quitter ses affaires domestiques, sa femme et son enfant et un salaire satisfaisant, devait s’exposer aux privations et aux dangers, quand il ne savait plus si cela était utile et quand il lui semblait risquer ainsi, pour rien, son avenir et celui de sa famille ? Ne pouvait-on donc comprendre les pensées du soldat qui, seul dans la sombre nuit, à travers le champ boueux des entonnoirs et toujours sous la menace de la mort, devait, quand même, marcher vers cet avant où un enfer l’attendait, ou bien devait combattre et peut-être mourir aujourd’hui quand la permission longtemps désirée l’attendait demain ? On rêvait du bonheur de l’univers, les pensées plongeaient au loin dans l’avenir et l’on en oubliait les dures réalités de l’heure présente. On ne pensait pas aux combats intérieurs qui se livrent dans la conscience du soldat qui doit risquer sa vie.

Nous pensions à tout ce qu’on peut imaginer, quand il ne fallait penser qu’à la guerre.

La presse, d’ailleurs, n’avait pas cette unité de direction qui était si remarquable chez l’ennemi. Sans direction, elle ne pouvait que devenir un instrument, non seulement inutile, mais même nuisible à la conduite de la guerre. Que dans les questions purement militaires, elle ne l’ait pas été, mais qu’elle ait suivi, il faut le reconnaître, les inspirations qu’on lui donnait, cela prouve la bonne volonté qu’elle avait d’accepter une direction ferme, appuyée sur une confiance réciproque. Il y eut, naturellement, quelques égarés. La presse, à ma prière, a traité les questions militaires dans le sens qu’on lui indiquait. Je dois lui en exprimer ici ma reconnaissance. D’autre part, le désir compréhensible qu’elle avait, de satisfaire la soif de nouvelles chez ses lecteurs, a souvent produit ce résultat que des nouvelles, même d’un caractère purement militaire, mais qui pouvaient, en définitive, servir la propagande ennemie, se sont glissées dans la presse allemande par le canal de la presse ennemie ou neutre. Si l’on ajoute qu’une certaine partie de notre presse se plaisait à publier ces nouvelles en termes ou sous des titres sensationnels, on doit conclure que nos ennemis ne pouvaient espérer trouver de meilleurs propagandistes. Je ne veux pas attribuer de telles maladresses à de mauvaises intentions ou au seul plaisir de faire sensation. Un manque de clairvoyance en fut souvent la cause ; plus souvent encore les circonstances extraordinaires qui, en enlevant aux rédactions un bon nombre de leurs membres exercés, accablaient les autres d’un surcroît de travail.

Sous l’impression que m’avait causée cet état de choses, je m’adressai, en décembre 1916, au chancelier en le priant de créer à la chancellerie, sous son contrôle, un office destiné à donner des directions à la presse de l’Empire sur tous les terrains. J’ai toujours pensé qu’il était malheureux de confier sa direction au ministère des Affaires étrangères. Celui-ci prit par-là, sur notre politique intérieure elle-même, une influence qu’il eût mieux valu ne pas lui laisser. Certainement, il fallait que les intérêts de ce ministère y fussent représentés et qu’on en tînt compte, mais la direction principale, et s’étendant à tous les départements, ne devait appartenir qu’au chancelier, en qui tous les services trouvaient, de par la constitution, leur centre et leur équilibre. Au début de novembre 1916, je cédai au chancelier, sur sa demande, le lieutenant-colonel Deutelmoser, espérant qu’après l’arrivée de ce dernier et le départ du conseiller intime Hammann on arriverait à constituer un ensemble. La tâche que l’on confia au lieutenant-colonel ne répondit pas à ce que j’espérais. Voici en détail quelles étaient mes demandes :

Les bureaux de presse de toutes les autorités civiles, subordonnés à une personne ayant pleins pouvoirs et relevant immédiatement du chancelier ; collaboration intime de ce service avec l’office de guerre pour la presse et la section de presse de l’Amirauté ; limitation de la section de presse du ministère des Affaires étrangères aux questions de politique étrangère ; travail plus approfondi de cette section en ce qui concernait les journaux ennemis, neutres et alliés et enfin représentation et défense des intérêts économiques de la presse par un service central.

Ces demandes furent écartées par le chancelier von Bethmann Hollweg.

Cette direction unique de la presse eût été un moyen de refaire l’unité de l’esprit public dans le peuple allemand et de faire disparaître ce qui créait des divisions. Le peuple devait, de cette façon, être éclairé avec autant d’énergie que la propagande ennemie en avoir déployé pour nous atteindre. Il fallait qu’on vît s’ajouter, à cette action, les discours des hommes d’État ou des esprits influents et toute une propagande orale. On devait rappeler chaque jour à tout Allemand, homme ou femme, ce que la perte de la guerre signifierait pour la patrie. L’image et le film devaient répéter les mêmes choses. Exposer ainsi les dangers imminents aurait eu une tout autre action que de parler de tout ce que la guerre pouvait nous rapporter, que de parler ou d’écrire sur la paix de conciliation. Et ce qui était aussi important : cela nous eût préservé d’un terrible danger et eût servi la cause de la paix. C’est tout cela que je cherchais... et je n’ai rencontré que mauvaise volonté.

Les presses saxonne, wurtembergeoise et badoise prirent position à part, mais s’efforcèrent de collaborer avec nous. La presse bavaroise suivit toujours davantage sa propre route dans toutes les directions.

Les relations avec la presse se trouvaient d’ailleurs compliquées du fait qu’elle n’était pas représentée par un organe unique. Son organisation n’avait pas plus de netteté que l’organisation officielle correspondante. Nous nous trouvions en face de la « Commission de la presse » formée des représentants de la presse berlinoise, de l’Association des éditeurs de journaux allemands et de l’Association de la presse de l’empire allemand. Ces organisations, d’autre part, ne s’entendaient pas entre elles. Le cri : « Par ici les rédacteurs, par là les éditeurs » et bien d’autres encore, qui montraient leur désunion, retentissaient à nos oreilles. Je le regrettais, parce que cela excluait la possibilité de rassembler vigoureusement en un faisceau toute l’opinion publique. J’ai toujours hautement apprécié l’influence de la presse, et non pas seulement de la presse de la capitale, mais aussi de celle de province.

Je recevais toujours très volontiers les représentants de la presse dans la mesure où mon service le permettait.

Les relations du G. Q. G. avec la presse se faisaient par l’intermédiaire du « Bureau de la Presse ». Ce bureau avait été constitué en octobre 1915 par la fusion des différentes sections qui, au début de la guerre, s’étaient formées auprès de l’état-major général de Berlin. Elles avaient à s’occuper de la lecture des journaux nationaux et étrangers et de la censure. En 1917 s’y ajouta l’organisation de l’enseignement patriotique

Au bureau de la Presse étaient adjoints des organes de liaison avec les plus importants départements civils de l’empire et de la Prusse ; à côté de lui il y avait la Section de presse de l’amirauté. Le Bureau de la Presse a toujours travaillé en liaison étroite avec tous ces services.

Le Bureau de la Presse, conformément aux instructions qu’il avait reçues, s’est toujours abstenu, vis-à-vis de la presse allemande, de toute influence politique. Toutes les affirmations contraires sont fausses comme celles qui attribuent au G. Q. G. une politique particulière.

La situation éminente du Bureau de la Presse était fondée sur son organisation solide, sur la valeur de ses collaborateurs et sur cette circonstance qu’il n’existait aucune organisation unique pour l’empire. La presse ressentait vivement ce dernier inconvénient. Son mécontentement se tournait moins contre le Bureau de la Presse que contre tous les services de presse officiels, où l’on ne trouvait ni solide organisation, ni direction.

Les reproches injustifiés qui ont été adressés à plusieurs reprises du Reichstag au Bureau de la Presse s’expliquent pour la plupart du fait qu’on ignorait son champ d’activité. Ils montrent seulement comment on a rendu difficile au G. Q. G. la tâche de relever notre moral, avec les moyens dont il disposait. Le Bureau de la Presse existait et l’on sut bien protester contre lui ; mais on ne chercha pas à remonter aux causes et on négligea de réclamer avec moi une vaste organisation d’empire.

Les conférences tenues deux fois par semaine avec les membres de la presse berlinoise et de la presse provinciale représentée à Berlin et auxquelles prenaient part, outre le Bureau de la Presse, les représentants de l’amirauté et de tous les Offices de l’empire, ces conférences n’étaient adaptées qu’aux besoins d’une partie de la presse. Pour cette raison, il y eut aussi des conférences faites de temps en temps par les représentants des autorités impériales aux représentants des journaux de province, dans différentes régions de l’empire.

Une tâche importante du Bureau de la Presse était l’étude des journaux neutres ou ennemis.

En campagne, les journaux des armées avaient acquis de plus en plus d’importance. L’imprimerie de campagne de l’état-major de l’armée leur fournissait le matériel ; elle était chargée également de porter à la connaissance de la petite et moyenne presse de l’intérieur certaines actions d’éclat d’officiers ou de soldats du front.

En France occupée, et dans les camps de prisonniers, la *Gazette des Ardennes* exerça une influence remarquable et la sûreté de ses informations, comme son esprit de justice, lui conquirent de la considération et de l’estime, même chez l’adversaire. Le *Messager russe*, publié en langue russe, se comportait de la même façon sous la direction du ministère de la Guerre.

Les correspondants de guerre des grands journaux allemands furent réunis dans les cantonnements de presse au front Ouest et au front Est et, dans la mesure où la situation militaire le permettait, et tout en conservant leur liberté individuelle, on les mettait au courant aussi vite et aussi complètement que possible des dernières nouvelles de la guerre. Ils prirent part, dans les limites permises, à la vie de la troupe et des états-majors.

Il y avait en outre des écrivains militaires renommés qui faisaient à grands traits l’histoire de la guerre.

L’office supérieur de la censure au Bureau de la Presse veillait à régulariser le fonctionnement de la surveillance militaire de la presse à l’intérieur et à obtenir aussi une observation régulière des ordres envoyés par le G. Q. G. au sujet de la censure. Il se tenait également en contact, pour le même sujet, avec les administrations de presse dans les pays occupés. Il s’entendait de temps en temps avec les directions militaires de la presse des pays alliés pour réaliser une certaine unité de vues.

Les ordres du G. Q. G., concernant la censure, s’étendaient à tout ce qui pouvait gêner la conduite de la guerre ; mais ils se limitaient à cela même. D’autre part, l’office supérieur de la censure transmettait aux autorités militaires, à l’intérieur, les directives qui émanaient des autorités impériales, ce qui amena de graves malentendus et des situations intenables. Il arriva plus d’une fois que les autorités militaires du pays appliquèrent, comme si elles émanaient du G. Q. G. lui-même, les directives de censure politique qui leur avaient seulement été transmises par l’office supérieur de la censure ; et cela provoqua, naturellement, du mécontentement contre nous. La surveillance de la presse appartenait à l’autorité militaire et non pas à l’office supérieur de la censure. Celui-ci faisait, sur sa demande, des rapports à l’autorité militaire supérieure (Ministère de la Guerre) et attirait son attention sur les faits qui, d’après lui, appelaient sa surveillance. Le G. Q. G. n’avait donc pas la faculté d’agir immédiatement contre des journaux ; il ne pouvait qu’aviser le gouvernement, particulièrement le ministre de la Guerre, ou, dans les cas urgents, directement les généraux commandant les régions, s’il estimait que l’attitude de tel ou tel journal nuisait à la conduite de la guerre.

Légalement, il n’y avait pas de censure politique. Son absence se faisait sentir et était cause de beaucoup d’erreurs commises. Le gouvernement s’adressa souvent à l’Office supérieur de la censure pour publier des ordonnances dans tel ou tel sens. Lorsque j’ai vu plus clair dans l’affaire, je me suis prononcé contre une pareille utilisation de la censure militaire et je l’ai empêchée.

L’idée n’avait pas été heureuse de subordonner l’Office supérieur de la censure au G. Q. G. Au début de la guerre, les circonstances avaient voulu qu’il devînt un moyen d’action de l’État-Major général. Toute censure soulève du mécontentement ; ce mécontentement devait s’exprimer d’autant plus ouvertement que les tendances pacifiques gagnaient davantage de terrain et que les courants de la politique intérieure se sentaient gênés dans leur développement. L’institution, à l’automne 1916, d’une autorité militaire supérieure chargée de commander à toutes les autorités militaires de l’intérieur, me déchargea, au moins extérieurement, vis-à-vis de la presse. Malheureusement, le ministre de la Guerre abandonna, en 1917, la direction de l’Office supérieur de la censure.

La presse de nos alliés était tenue en mains plus solidement que chez nous par les gouvernements. Mais elle n’avait pas, en Bulgarie ni en Turquie, la même importance qu’en Allemagne et en Autriche-Hongrie. La censure chez nos alliés s’étendait même aux questions politiques.

En Autriche-Hongrie, le gouvernement négligea complètement de relever l’opinion publique et de galvaniser ses peuples pour la lutte. Dans leurs derniers combats pour l’existence, les gouvernements de la Double Monarchie avaient perdu la direction de leurs peuples.

L’opinion publique entrait peu en ligne de compte chez les Bulgares et les Turcs, mais beaucoup plus cependant en Bulgarie qu’en Turquie. Et même en Bulgarie le gouvernement ne tenait plus le peuple en mains.

Il était particulièrement pénible de constater avec combien peu de reconnaissance on parlait souvent de l’Allemagne dans la presse alliée. Notre fidélité chevaleresque n’était vraiment pas un vain mot. Le sang allemand, répandu sur la terre étrangère, aurait dû mériter au moins un peu de reconnaissance. J’adressai, sur ce sujet, de fréquentes requêtes aux G. Q. G. alliés.

Le lieutenant-colonel Nicolaï réussit enfin à faire admettre, au moins en ce qui concernait la reproduction des nouvelles militaires, des règles qui supprimèrent une partie des inconvénients. Les visites que nous faisaient des représentants de la presse alliée auraient dû également l’éclairer beaucoup, mais elles ne changèrent pas grand’chose.

Une action énergique de notre gouvernement manquait également sur ce terrain. Il aurait dû entreprendre d’éclairer largement nos alliés, ce qui eût servi les intérêts de la patrie, même pour le temps d’après-guerre.

Peu à peu, notre propagande militaire à l’étranger organisa des succursales dans les États alliés.

VIII

Une bonne propagande doit précéder le développement des réalisations politiques. Elle doit jouer le rôle d’entraîneur vis-à-vis de la politique et doit former l’opinion mondiale sans que celle-ci s’en doute. Avant que les conceptions politiques passent dans la réalité, il importe de convaincre le monde de leur nécessité et de leur caractère de moralité. Le but que l’on poursuit doit apparaître aux esprits comme une nécessité logique. Nous ne nous servions pas de la propagande vis-à-vis de l’étranger, nous la connaissions à peine, bien qu’on sût l’employer à l’intérieur très adroitement contre certaines personnalités. Nos directions politiques semblaient souvent brutales et capricieuses, parce qu’elles se présentaient au monde avec une soudaineté surprenante. On eût pu l’éviter facilement par le moyen d’une propagande large et prévoyante.

Non seulement en temps de paix nous ne pensions pas à la propagande, mais tous les éléments nous en manquaient. Nous n’avions pas un service de télégraphie enveloppant le monde, avec son réseau de câbles et des stations de télégraphie sans fil. Les efforts entrepris pour porter remède à cette situation n’avaient encore rien produit. Nous ne possédions pas de journal influent qui, solidement établi sur le terrain national, eût pu étendre son action sur l’étranger et jouir d’un grand prestige à l’intérieur, comme le *Times* en Angleterre, le *Temps* en France et le *NowojeWremja* en Russie. Ces trois feuilles avaient un caractère national bien accusé. Les journaux, par l’intermédiaire de qui l’étranger était renseigné sur l’Allemagne, étaient entachés d’internationalisme, étaient les adversaires de notre forme de gouvernement et donnaient une image partiale et fausse de la pensée allemande, du mode d’existence et de la situation du pays.

Il importait donc, sur ce terrain de la propagande, de réparer de longues négligences, d’entamer la lutte contre les fronts ennemis de l’intérieur, de combattre pour obtenir qu’on intensifiât la guerre sous-marine qui fut décidée à cette époque. Nous ne devions pas renoncer à des moyens de guerre qui avaient une importance aussi décisive.

Je pus me convaincre, d’après les conversations que j’eus avec des personnalités influentes, combien était encore méconnue, même en temps de guerre, la nécessité d’une propagande inspirée de hautes pensées, vivantes et capables d’atteindre les masses. Le gouvernement ne montrait que tiédeur et hésitation. Il ne comprenait pas la nature de la propagande. On l’écartait, sous prétexte qu’elle avait une apparence de charlatanisme, tandis qu’au contraire un des caractères de la vraie propagande est que l’on ne soupçonne pas sa présence : elle travaille sans bruit. Le gouvernement, conscient de sa propre impuissance, regardait une réaction large et vigoureuse contre la propagande ennemie comme une entreprise plus ou moins dépourvue de chances de succès. Avec une pareille conception, ou avec des mots comme celui-ci : « Notre cause est bonne, nous n’avons pas besoin de défenseur », on n’arrivait à rien ; nous avions toutes sortes de raisons de passer enfin à l’action, et non seulement de nous défendre, mais encore d’attaquer. C’était le seul moyen de rendre à l’ennemi ce qu’il nous faisait et de tenir bon dans le grand corps-à-corps des nations.

À mon entrée au G. Q. G. je ne trouvai que les éléments misérables d’un service qui ne méritait pas le nom d’organisation de la propagande.

Je ne parle pas du bureau Erzberger, ne sachant rien de son activité. IF n’entra d’ailleurs en jeu que plus tard.

Dans le courant de l’été 1916, le G. Q. G. avait demandé à la chancellerie d’organiser sérieusement un service de propagande. Après que l’on eut vaincu diverses oppositions, en particulier celle du ministère des Affaires étrangères, la section militaire de ce service fut constituée en juillet.

À côté de cette section qui ne se proposait que des buts purement militaires, on envisagea la création par le ministère des Affaires étrangères de services analogues pour la propagande économique et politique. Le chef de l’État-Major général n’avait fondé la section militaire qu’à cette condition préalable. Ces trois sections devaient, après avoir reçu des directives du ministère des Affaires étrangères, entreprendre une propagande large et active, qui ne craignît pas d’attaquer la propagande ennemie et qui ne se contentât pas de se défendre faiblement contre la campagne de mensonges menée par nos adversaires. Malheureusement, le service de propagande économique et politique des Affaires étrangères se confina dans l’organisation d’un service de presse et de brochures qui se contentait d’influencer la presse en publiant des démentis, en expliquant les événements politiques et en tirant parti des faiblesses ennemies. C’était répandre une goutte d’eau sur un foyer brûlant et renoncer à toute action d’importance.

À la section militaire, le colonel von Haeften créa peu à peu une vaste organisation. Elle était subordonnée au G. Q. G., mais recevait les fonds du ministère des Affaires étrangères qui avait en retour le droit de surveillance et le droit de donner des directives uniques ; les Affaires étrangères n’ont pour ainsi dire pas usé de ce droit.

Le colonel von Haeften est un officier d’une grande valeur intellectuelle, et tout rempli d’un brûlant patriotisme, qui pénètre tout ce qu’il touche de sa puissance de travail soutenue par un idéalisme enthousiaste et qui possède à la fois le don de construire et celui d’entraîner ses collaborateurs. Ce qui a été créé est dans l’ensemble son œuvre et celle de ses collaborateurs.

Le colonel von Haeften s’efforça de pénétrer dans les pays neutres en utilisant, en première ligne, l’image et le film.

On attribua une importance de premier ordre à la propagande orale. La transmission des nouvelles de bouche en bouche est le meilleur moyen de propagande, c’est le plus dangereux. L’idée est là présente, et personne ne sait d’où elle vient.

Pour répandre la propagande par l’image et le film, on institua une section graphique, un service de l’image et du film et plus tard la société par actions du film universel. Le film est un moyen d’éducation populaire ; le colonel von Haeften voulait, après la guerre, l’employer à cet effet, il en tint compte dans son organisation de guerre. L’image et le film, de même que les représentations graphiques sous forme d’affiches, ont une action plus pénétrante et plus concentrée que la parole écrite et ont, par là, plus d’action sur les masses.

Il faut ajouter à cela la propagande de presse par le moyen des télégrammes, des radiogrammes et d’articles, la propagande par le moyen de brochures et de conférences. Le colonel von Haeften s’efforça par-dessus tout d’intervenir, par une rapide transmission des nouvelles, dans la partie de la presse neutre qui nous était hostile.

On s’occupa également de la propagande artistique. Nous sommes allés peut-être un peu trop loin sur ce point. Les Affaires étrangères y attachaient une particulière importance et s’en étaient déjà occupé auparavant.

Pour servir d’organe au colonel von Haeften, on avait institué près des ambassades dans les pays neutres et dans les états alliés, comme aussi dans les territoires occupés à l’Est, des « Offices militaires auxiliaires à l’étranger », dont le rôle était d’adapter à l’esprit de chaque pays les documents que leur transmettait l’Office central et de veiller à leur diffusion.

Ils travaillaient dans une entente étroite avec l’ambassadeur.

Il était tout à fait impossible que le colonel von Haeften pût réussir seul à réparer toutes les négligences du temps de paix, à dominer la propagande ennemie et l’esprit qu’elle entretenait chez les neutres, et surtout à pénétrer en pays ennemi.

La position insulaire de l’Angleterre et des États-Unis rendait cette dernière chose impossible. On pouvait, au contraire, pénétrer en France par la Suisse et par l’Espagne ; mais il nous était impossible d’aborder l’Espagne. Il ne restait donc d’ouverte qu’une porte étroite, la Suisse, qui donnait également accès à l’Italie.

La propagande allemande ne réussit que péniblement à s’affirmer ; ce qu’elle fit demeura, en dépit de tous les efforts, bien au-dessous de la tâche qui était immense. Nous n’atteignîmes pas efficacement les peuples ennemis. Un gouvernement vigoureux, soutenu par une véritable énergie guerrière, y étouffait dès leur naissance, et avec une violence sans ménagements, tout sentiment de lâcheté ou de faiblesse et toute manifestation en faveur de la paix, en faveur surtout d’une « paix de conciliation ».

Nous n’avons pas non plus obtenu de résultats essentiels dans les pays neutres, ni chez nos alliés.

Nous essayâmes aussi de faire de la propagande sur le front ennemi. À l’Est, le Russe avait fait son malheur lui-même ; le travail que nous pouvions y faire n’était donc pas très important. À l’Ouest, le front ennemi ne s’était pas encore laissé pénétrer par l’esprit de l’intérieur ; aussi la propagande que nous avons peu à peu tenté d’y introduire ne pouvait y avoir aucun succès.

Il en eût été tout autrement si derrière le colonel von Haeften se fût trouvé le chancelier avec toute la puissance que lui conférait son emploi, doublée d’une forte volonté. Je lui demandai souvent de créer un vaste ensemble. L’organisation d’un département impérial de propagande devenait d’une nécessité inéluctable. J’insistai particulièrement sur ce point, quand la propagande, par le moyen de manifestations d’hommes d’État, se montra de plus en plus efficace. Lord Northcliffe n’avait pas tort, quand il prétendait qu’un discours d’un homme d’État anglais valait pour l’Angleterre 20.000 livres, 50.000 livres quand les Allemands l’imprimaient et 100.000 livres s’ils n’y répondaient pas. Au feu roulant des manifestations des hommes d’État ennemis ne répondit de notre côté aucune défense efficace, encore bien moins pensait-on à étouffer cette propagande. La section militaire du ministère des Affaires étrangères ne pouvait organiser cette lutte, il eût fallu pour cela des fonctionnaires impériaux pourvus de l’autorité nécessaire. Enfin, en août 1918, on fit un faible effort dans ce sens, on créa quelque chose de très imparfait ; d’ailleurs... il était trop tard !

Dans ces conditions, il ne fallait pas espérer que l’Autriche-Hongrie et l’Allemagne marchassent de pair dans leur propagande, comme on le faisait dans l’Entente, d’une manière si remarquable. Nous regardions tout cela comme affaire « intérieure » qui ne concernait que nous-mêmes, ou l’Autriche-Hongrie, au lieu de comprendre que nous n’étions qu’un corps unique sur lequel l’ennemi tenait le bras levé pour l’anéantir d’un seul coup.

L’armée ne trouva aucun allié pour l’aider dans une propagande vigoureuse qui partît de notre pays. L’Allemagne renonçait à lutter contre l’âme des peuples ennemis pendant que son armée était victorieuse sur les champs de bataille.

IX

Durant l’automne 1916 l’armée ne reçut encore qu’un faible apport moral de la part du pays. Jusque-là l’inconvénient n’était point trop grave. L’armée était fatiguée et même épuisée, mais son esprit et son moral étaient bons.

Il y avait d’étroites relations entre l’armée et la patrie.

L’on accordait les permissions en aussi grande quantité que possible. Le nombre des permissionnaires est d’ailleurs toujours demeuré au-dessous de ce que l’armée 'eût désiré, ainsi que moi-même. Sans parler de la situation militaire, l’état des transports empêchait d’accorder autant de permissions que je l’eusse fait volontiers. Durant les périodes de grande tension militaire, il fallait les réduire.

Les blessés et les malades, de leur côté, apportaient au pays des nouvelles de l’armée et celle-ci en recevait à son tour par suite de l’arrivée des renforts et des blessés guéris.

Le trafic des lettres, journaux et colis était bon, l’armée ne limitait pas le choix des journaux. Elle excluait seulement quelques organes du parti de la social-démocratie indépendante. C’était du reste au général commandant en chef d’une armée qu’il appartenait d’interdire les journaux. Je ne connais qu’un petit nombre de cas dans lesquels ils firent usage de ce pouvoir.

L’armée recevait encore alors des renforts suffisants. Ceux-ci ne servaient pas seulement à compléter les formations existantes, il nous fallait encore les employer, bien à regret, à la formation de nouvelles divisions. Cela était nécessaire pour pouvoir opérer plus librement en face des attaques que nous attendions de la part de l’ennemi, tant à l’Ouest qu’à l’Est. Les 13 divisions, ainsi constituées aux dépens des bataillons existants, devaient être prêtes à entrer en ligne au printemps de 1917.

La guerre de tranchées avait produit ce résultat que les troupes, qui ne disposaient pas, à cet effet, de travailleurs spéciaux, avaient organisé par elles-mêmes toutes sortes d’entreprises d’un caractère économique. Ces entreprises étaient naturellement fixes et les hommes qui y étaient employés y demeuraient au moment du déplacement des divisions. Il en était résulté un véritable gâchis dont nous souffrions. Nous fûmes amenés à former, à l’aide des hommes ainsi employés dans chaque division, une compagnie fixe d’exploitation. Ils quittaient donc leur ancien groupe. On dut, par suite, abaisser encore une fois l’effectif des bataillons qui se trouvèrent le plus atteints par cette mesure ; on y fut obligé également parce que les jeunes commandants de compagnies n’étaient plus en état de surveiller, même approximativement, le service intérieur des compagnies d’une force supérieure à 200 hommes, et de les conduire au combat.

Les divisions reçurent un commandant de l’artillerie. On créa de nombreuses formations nouvelles en artillerie de campagne et en artillerie lourde. On créa aussi une artillerie spéciale d’armée qui resta indépendante des groupements divisionnaires et eut pour rôle de renforcer, au front, l’artillerie des divisions. Les 9 batteries de celles-ci étaient insuffisantes pour une largeur de front de 2 ou 3 kilomètres. Les besoins en artillerie avaient augmenté d’une façon prodigieuse.

Outre ces nouvelles formations, il y avait des armements nouveaux.

Les forces aériennes, en particulier l’aviation, furent augmentées. Elles avaient atteint un tel développement, qu’il parut nécessaire de les mettre sous les ordres d’un général de corps d’armée spécial, qui était lui-même subordonné au chef de l’état-major général de l’armée. Le premier général commandant en chef les forces aériennes fut le général von Hoppner. Il avait fait ses preuves comme chef d’état-major d’armée et comme chef de troupes et il développa de toutes ses forces cette arme d’avenir. Son chef d’état-major fut le colonel Thomsen qui, jusqu’alors, avait dirigé les forces aériennes. En dépit des efforts déployés par l’état-major général avant le début de la guerre, nous étions entrés en campagne avec des moyens insuffisants en ce qui concernait la lutte aérienne. C’est à la puissante activité du colonel Thomsen et du lieutenant-colonel Siegert qui travaillait à l’intérieur que le pays et l’armée sont redevables de ce que, durant la guerre, nos forces aériennes se développèrent toujours plus victorieusement. On allait maintenant attacher une importance prépondérante au développement de l’aviation de chasse qu’il fallait munir d’un bon appareil de combat ; mais on ne négligea pas les autres spécialités. On porta aussi une attention vigilante aux escadrilles de bombardement.

Le dirigeable cessa de compter au nombre des moyens de combat de l’armée, il constituait une trop grande cible. La marine continua de l’employer.

Les armes de défense contre avions furent perfectionnées et multipliées, et le service de défense, tant au front qu’au pays, organisé d’une manière très vaste. Mais cela nous coûtait encore des hommes et du matériel de guerre qu’il fallait enlever au front.

Dans la guerre de tranchées, la cavalerie ne trouvait pas son emploi. On avait déjà commencé et l’on continua à former, avec les éléments des régiments de cavalerie, des régiments de cavaliers-fusiliers de la force d’un bataillon, et à dissoudre les escadrons de Landsturm et de Landwehr. Leurs chevaux étaient devenus indispensables pour les nouvelles formations d’artillerie et pour les convois. La diminution du nombre des chevaux dans l’armée était devenue extraordinaire ; les pays neutres ne nous en procuraient qu’un nombre insignifiant. Le pays et les régions occupées ne suffisaient pas à couvrir la différence. Nous avions de nombreux vides. Nos chevaux de sang avaient fait leurs preuves pendant la guerre, mais notre race de chevaux d’attelage léger n’était pas assez fine et son élevage n’avait pas été suffisamment poussé ; nos chevaux lourds ne se montraient pas à la hauteur des fatigues de la guerre.

L’armée se vit obligée d’affecter aux armées les colonnes et trains, qui, jusqu’à présent, avaient dépendu des divisions, et à en faire des organes de secteurs. L’encombrement des chemins de fer était devenu excessif par suite des relèves continuelles de divisions au cours des batailles défensives parce qu’elles entraînaient avec elles le transport des colonnes et des trains. J’ai regretté ces mesures qui nous étaient imposées par les circonstances, parce que la surveillance du service et l’entretien étaient mieux assurés par les divisions que par les armées et les groupes d’armées.

À l’Ouest on organisa ou l’on révisa partout méthodiquement la construction des positions d’après la nouvelle méthode qui consistait à disperser toutes les installations et à les échelonner en profondeur, comme aussi à les adapter plus exactement dans leur forme extérieure à l’aspect du pays. À l’Est on pouvait s’en tenir davantage aux anciennes méthodes. En dehors de la construction des deux grandes positions stratégiques à l’Ouest, il fallut y entreprendre sur toutes les parties du front de grands travaux ; c’est ainsi par exemple que l’on approfondit à l’est d’Arras et devant Verdun le système de positions existant et que l’on renforça le front d’Alsace-Lorraine, dont on s’était peu occupé jusque-là. Les armées travaillèrent avec beaucoup de zèle à la construction des positions, le soldat travaillait pour la conservation de son existence. Les travailleurs que nous reçûmes du pays ne suffirent pas à assurer tous les travaux sur toute la longueur du front. Cela nous obligea à employer aux travaux la troupe elle-même, mais c’était du temps perdu pour le repos et pour l’instruction ; il était naturel qu’un désaccord se produisît par suite de ces besoins contradictoires. Les armées voulaient travailler sans cesse (c’était ce qui leur paraissait le plus urgent), tandis que le lieutenant-colonel Wetzell et moi soutenions qu’il était urgent de développer l’instruction dans l’armée. On dut faire de nombreux compromis.

Pour préparer l’armée aux grandes luttes défensives qui étaient imminentes, on fit paraître une instruction sur la « bataille défensive ». Le colonel Bauer et le capitaine Geyer, qui possédait une grande intelligence tactique et une grande clarté d’expression, ont pris à sa rédaction une part essentielle.

En opposition absolue avec l’ancienne défensive qui se resserrait autour de lignes rigides et facilement reconnaissables, on préconisa une nouvelle méthode plus large d’échelonnement en profondeur, qui prenait des formes plus élastiques et plus mobiles. Il fallait naturellement qu’en fin de bataille la position restât entre nos mains, mais le soldat d’infanterie n’était plus obligé de se dire : « Je demeure ici et j’y dois mourir » ; il avait le droit de se retirer dans toutes les directions, quoique dans des limites déterminées, en présence d’un tir violent de l’ennemi. Il fallait reconquérir par une contre-attaque le terrain perdu.

Le « groupe » ou demi-section, dont l’importance avait déjà été signalée, en temps de paix, par des chefs clairvoyants, devint la base de l’unité dans le combat d’infanterie. La situation des sous-officiers, comme chefs de groupes, gagna par là même considérablement en importance. La tactique devint de plus en plus individuelle. Demander toujours plus aux chefs des grades inférieurs et même aux simples soldats, au moment où la formation de l’officier, du sous-officier et des hommes de l’Ersatz devenait toujours plus mauvaise et qu’il s’ensuivait un abaissement de la discipline, était une entreprise osée, dont le succès était mis en doute par beaucoup d’officiers de valeur.

Il s’éleva des tempêtes dans mon état-major ; il me fallut lutter et me faire le défenseur de la nouvelle tactique. Tout ce que la bataille de là Somme nous avait appris au sujet de l’emploi de l’artillerie et des avions, comme au sujet de la collaboration des armes, fut utilisé dans le nouveau règlement. Il devint un manuel à l’usage de toute l’armée et des armées alliées, dans la mesure, pour celles-ci, où les circonstances l’indiquaient. Sans cette réserve, le nouveau règlement eût été dangereux ; car il fallait, pour répondre à ses exigences, des troupes qui sans avoir reçu peut-être une formation parfaite, fussent au moins pénétrées d’un véritable esprit d’abnégation et de discipline.

La « bataille défensive » fut complétée par le « règlement pour l’instruction des troupes à pied, pendant la guerre », qui fut établi par l’É. M. d’armée du général Fritz von Below. Il témoigne de la profonde connaissance qu’avait ce remarquable général du caractère de notre infanterie. Dans mon état-major parurent un grand nombre d’autres règlements concernant les différentes armes et la construction des positions. Le règlement pour l’instruction de l’artillerie n’était pas terminé à la fin de l’hiver. La « bataille défensive » en indiquait les points essentiels. On avait compris, au cours de la guerre, qu’il ne fallait pas délaisser « l’art du tir », mais qu’il fallait plutôt l’approfondir. Dans ce but le général de l’artillerie au G. Q. G. fit distribuer aux troupes des revues mensuelles qui étudiaient les règles du tir et la technique des armes d’artillerie.

Sur tous les terrains se dépensait dans l’armée une activité intellectuelle intense. Nous avions avec la troupe un échange de pensées très étroit. L’armée reçut le meilleur de ce que nous pouvions lui donner.

Les règlements écrits seulement sur le papier n’avaient aucune utilité, il fallait les faire passer dans la chair et le sang des officiers et des soldats. Nous créâmes, près de Valenciennes, un cours pour les officiers supérieurs et pour les officiers d’état-major, dans le but de leur expliquer les idées nouvelles sur la bataille défensive. Le Kronprinz allemand en organisa un semblable près de Sedan.

Aux armées, on avait organisé des cours de toute nature pour l’instruction des jeunes officiers comme chefs de compagnies et pour celle des sous-officiers.

Pour toutes les armes la préservation et l’affermissement de la discipline étaient la base fondamentale ; sans elle, il ne peut y avoir d’armée. Elle devait servir de contrepoids à certains phénomènes inévitables qui se produisaient dans la vie des troupes. En campagne, les conditions du logement des troupes, par suite du fréquent déplacement des groupes et des changements continuels, devenaient toujours plus défavorables. Le danger augmentait de voir les hommes se tirer d’affaire eux-mêmes. Le sentiment du « mien » et du « tien » se perdait de toute façon. Le vêtement et l’équipement étaient devenus de plus mauvaise qualité, ce qui rendait plus difficile la bonne tenue des soldats. Beaucoup de raisons, en particulier le manque de lumière dans les abris, contribuèrent à développer la négligence extérieure des troupes. Le soldat se laissa aller. La vie de la guerre devait exercer sur l’homme son action. Les caractères vigoureux s’en trouvèrent fortifiés, mais ils étaient rares la moralité de la masse devait en souffrir et toujours davantage à mesure que la guerre se prolongeait. Aucun de ceux qui pensaient parmi les soldats ne pouvait ne pas s’en apercevoir. Il en fut toujours ainsi dans toutes les guerres. Il devenait d’autant plus nécessaire que le pays apportât à l’armée un appui moral et qu’il demeurât fort lui-même, d’autant plus nécessaire aussi qu’on renforçât le sentiment du devoir et la discipline. La manière dont le soldat se comportait dans les lieux publics, dont il rendait les marques de respect, était le signe extérieur, certain, de la valeur des troupes. L’on pouvait remarquer beaucoup de choses qui laissaient à désirer.

On enseigna, à l’infanterie, les nouvelles méthodes de combat et le tir ; partout l’on organisa des cours pour les chefs de sections et les commandants de compagnies.

On développa sur une grande échelle l’instruction dés mitrailleurs et l’on établit pour les mitrailleurs d’élite un champ de manœuvres spécial.

L’artillerie perfectionna sa science du tir et sa collaboration avec les avions. Le relâchement qui s’était produit par suite de la création de très nombreuses formations nouvelles exigeait qu’on le corrigeât au moyen d’une instruction plus soignée donnée sur tous les points du front.

On créa aussi pour les formations de lance-bombes, pour le génie et les unités de signalisation, des champs de tir et d’exercices sur lesquels ces différentes armes se perfectionnèrent dans leur métier que l’on apprenait aussi à connaître aux officiers des autres armes.

L’instruction fut poussée sans interruption aussi bien pour les troupes en ligne que pour celles qui étaient à l’arrière du front. On vit régner une animation qui ressemblait à celle du temps de paix. Partout on s’efforçait d’apprendre à l’armée ses pénibles devoirs et de rendre ses pertes plus supportables.

À l’intérieur, on travaillait selon les mêmes principes. Mais les conditions étaient défavorables et le personnel d’instruction trop âgé. Le ravitaillement était insuffisant et les formations d’Ersatz étaient trop rattachées au pays et pas assez à l’armée. Ce fut mon désir constant de transporter, dans la mesure du possible, l’instruction de l’Ersatz dans les dépôts de recrues, à l’arrière du front. On avait commencé de le faire, mais on fit beaucoup plus dans la suite.

Naturellement c’était mon désir et celui de tous les chefs que ce travail pratique n’arrivât pas à fatiguer la troupe. Le repos corporel était une condition indispensable de la discipline elle-même et seul un repos suffisant pouvait détendre peu à peu les lourdes impressions morales du soldat. Il fallut pourvoir à ce qu’il fût mieux logé. Il lui était impossible de se récréer dans des baraques vides. Nous devions emprunter au pays le mobilier des habitations. Malheureusement, il ne demeurait pas toujours sur place ; et les troupes l’emportaient dans leurs déplacements. Comme distractions que l’on pouvait offrir aux troupes, il y avait les concerts donnés par la musique militaire et toujours si appréciés, les jeux physiques de toute nature, les séances de cinématographe ou autres représentations, et les bibliothèques.

Les rangs des sous-officiers du temps de paix étaient éclaircis ; une grande partie d’entre eux, comme d’ailleurs des officiers, étaient tombés à l’ennemi, d’autres avaient passé aux nouvelles formations, ou servaient à l’intérieur comme instructeurs. À ceux qui, sortis du front, les remplaçaient, manquait l’habitude de commander et de prendre soin de leurs hommes. La vie dans les tranchées effaçait les distances entre les grades au détriment de la discipline ; il était difficile d’obvier au danger de voir leur autorité diminuée. La plupart des sous-officiers étaient d’excellents chefs au combat et des auxiliaires très sûrs pour les officiers ; ils ont rempli loyalement leur lourde tâche et la patrie leur doit à eux aussi une particulière reconnaissance.

L’officier avait pleine conscience du sérieux de ses devoirs comme éducateur et comme instructeur de sa troupe. Ce sont des rôles qui ont besoin eux aussi d’être appris. En temps de paix, il fallait à l’officier 12 ou 15 ans pour arriver à être commandant de compagnie. C’était cette longue expérience qui le rendait capable de bien remplir sa tâche : la connaissance qu’il avait du service, son habitude de conduire les hommes, le souci de ses subordonnés étaient devenus pour lui une seconde nature. Il fallait maintenant mettre à la tête des compagnies des jeunes gens après un ou deux ans de service. Certains d’entre eux ont pu remplir leur tâche, à d’autres il manquait beaucoup de qualités. Savoir ainsi commander est à la fois un don et un résultat de l’éducation et du tact naturel. Le zèle et la bravoure ne peuvent toujours remplacer tout cela. Tant à l’intérieur qu’au front, on s’occupa de former des commandants de compagnie, mais les plaintes qui nous vinrent de la troupe au sujet de l’inexpérience de certains d’entre eux étaient souvent vraiment fondées. Nous étions là en présence d’un fait très grave. L’on courait le risque de voir se perdre les relations parfaites entre l’officier et le soldat.

Le bon officier du temps de paix, que l’on a d’ailleurs si souvent attaqué, nous manquait, il dormait sous le gazon son dernier sommeil. Les années de guerre formaient une trop courte période pour qu’on pût préparer pour le remplacer d’autres officiers doués d’aussi hautes qualités et de connaissances aussi profondes et qui possédassent, au même degré, le sentiment de leur responsabilité vis-à-vis de leurs hommes, toutes qualités qu’avaient créées en lui les longues années de paix. Notre système militaire ne pouvait trouver de plus éclatante justification que celle que cette guerre a apportée. Un député social-démocrate connu, qui me rendit visite à Kovno, en qualité de correspondant de presse, me déclara combien il avait dû changer son jugement au sujet des officiers de l’active. Ils s’occupaient de leurs hommes, disait-il, avec une profonde intelligence et un grand dévouement ; cela était plus difficile aux officiers de complément. Je me réjouis beaucoup de cet aveu aussi frappant que sincère.

On aurait dû, en de telles circonstances, promouvoir au grade d’officier un plus grand nombre de bons sous-officiers du temps de paix. On le fit à certains endroits. Mon ancien secrétaire de régiment à Düsseldorff était, dès l’automne 1914, officier dans un régiment en campagne.

Vu la formation incomplète et l’expérience insuffisante des commandants de compagnies, en particulier en ce qui concernait le service intérieur, le commandant de bataillon prit un rôle plus important qu’en temps de paix. Mais les commandants de bataillon étaient souvent des officiers du cadre de réserve qui ne possédaient pas naturellement une connaissance bien profonde du service intérieur, si par contre, en vertu de leur âge, ils possédaient plus d’autorité et de fermeté. Mais la guerre exigeait aussi de ces hommes âgés des efforts tout à fait extraordinaires, quand ils étaient obligés de rester constamment en première ligne, pendant les batailles défensives. Leur santé et leur force nerveuse étaient extrêmement éprouvées. Comme chefs dans la bataille, les officiers de réserve comme les chefs de bataillon de l’active ont rendu des services éminents.

C’est aux commandants de régiments qu’incombaient les tâches les plus variées et les plus difficiles ; ils étaient partout immédiatement responsables de leur troupe et devaient rendre compte à leurs supérieurs de la conduite et de l’esprit, du succès ou de l’insuccès de chacun de ceux qui appartenaient à leur groupement. La personnalité, la volonté, l’autorité du commandant se reflétaient dans l’attitude et dans la solidité intime de sa troupe, en particulier du corps des officiers. Il devait pénétrer de son esprit les officiers et les hommes ; il était leur exemple et leur appui, leur fidèle conseiller et leur ami dans le repos comme au combat.

Dans la guerre de tranchées, il ne pouvait que difficilement agir sur la troupe et sur le corps des officiers, mais en fin de compte il imprimait quand même, sur eux, son cachet. Les pertes nombreuses que nous subissions en commandants de régiments par le fait des blessures occasionnaient leur changement fréquent. Il leur manquait souvent le temps qui eût été nécessaire pour créer, à l’intérieur du régiment, des rapports de confiance réciproque. D’autres fois, des commandants de régiments conservèrent leur poste presque pendant toute la guerre. Il y eut des commandants qui durent reconstituer deux ou trois fois leurs régiments, à la suite de durs combats. C’était, pour un homme, une trop rude épreuve. Ils y laissaient à chaque fois un morceau de leur cœur.

À côté du commandant de régiment, ce fut le général de division qui eut le rôle principal, comme en temps de paix, le commandant de corps d’armée. Au cours de la guerre de position et par suite des nombreux déplacements de troupes, on n’avait pu, malgré tous les efforts déployés par le G. Q. G., sauvegarder les groupements à l’intérieur des unités, et cela pour le plus grand dommage de l’ensemble. Les D. I. devinrent toujours plus indépendantes et cela augmenta l’importance du commandant de D. I. C’est à lui qu’aboutissaient tous les fils venant d’en bas ou d’en haut aussi bien dans la conduite du combat que dans la formation des troupes ou dans l’administration. Il était le véritable éducateur de la troupe. On ne pouvait apporter trop de soin à choisir les généraux commandant les D. I.

L’officier d’état-major était quelque chose de tout à fait particulier. Sa tâche devint toujours plus difficile à mesure que la technique de la guerre se compliquait. Il ne lui suffisait plus de connaître toutes les armes et leur utilisation. Il fallait qu’il fût bon artilleur et, en plus, il devait avoir une opinion nette au sujet de l’emploi des avions, de la signalisation, des questions de transports et de mille autres choses ; il devait même posséder à fond des détails dont le général n’avait pas le temps de s’occuper. Les ordres dont il devait faire le plan devinrent de plusen plus compliqués et longs, bien que l’on s’efforçât de les faire courts. Ils devinrent, hélas ! des chefs-d’œuvre de volonté et de science à mesure que la conduite de la guerre devint plus technique. Il n’était pas possible qu’il en fût autrement, si l’on voulait que tout marchât bien. Cette complexité obligea souvent les officiers d’état-major à réunir dans leurs mains beaucoup de choses différentes. Mais il fallait qu’on exigeât que l’indépendance des autres services n’eût pas à en souffrir et que la personne du général ne passât pas au second plan. Je n’ai jamais pu consentir ni à l’un ni à l’autre.

Le général restait le général. Il était l’instructeur et le chef responsable de sa troupe ; il ne pouvait trop souvent la voir. L’officier d’état-major était son conseiller et son auxiliaire et il devait veiller à ce que le mécanisme fonctionnât sans frottements et que la bonne marche de l’ensemble fût assurée. Ils avaient tous deux des devoirs différents ; tous deux avaient un vaste champ où déployer leur activité. Tous deux se partageaient le soin de la troupe. L’officier d’état-major de la division n’avait non plus aucune responsabilité propre ; les chefs d’états-majors de corps d’armée et d’armée l’assumaient au contraire dans toute la mesure compatible avec la vie militaire. Réserve et travail incessant étaient ce qu’on devait exiger de chaque officier d’état-major.

Le choix et la formation des officiers d’état-major étaient difficiles. Je ne pris que des officiers qui connaissaient le service du front. La formation approfondie du temps de paix ne pouvait être remplacée par la pratique de la guerre, ni par l’instruction que l’on donnait, près de Sedan, dans des corps spéciaux, aux officiers d’états-majors. Le G. Q. G. reçut parfois des plaintes à leur sujet, spécialement à cause de leur jeunesse, mais en général ils étaient considérés. L’état-major avait besoin de beaucoup d’officiers qui se trouvaient ainsi enlevés à la troupe. Il me fallut choisir des hommes assez jeunes pour que la troupe ne perdît pas trop d’officiers qui fussent propres à devenir commandants ; j’ai rencontré parmi eux beaucoup de caractères avisés, droits et virils, qui connaissaient leur métier et le faisaient avec tact. Le leader social-démocrate dont j’ai parlé plus haut reconnut en ma présence, contrairement à ses anciennes opinions, que l’officier d’état-major était l’âme de la guerre. Il l’était en effet.

Après la fin de la guerre, on a dit que l’état-major ne m’avait pas renseigné exactement et qu’il m’avait constamment donné des renseignements trop optimistes sur la situation. Cette affirmation ne correspond pas aux faits et tend à déconsidérer l’état-major à qui l’armée doit tant.

Ce n’est pas seulement des officiers d’état-major, mais de tous les officiers que je me suis constamment occupé ; ils étaient à mes yeux l’armature de l’armée. Dans une de mes dernières notes d’octobre 1918, je déclarai que l’officier était appelé à jouer un rôle décisif dans le relèvement de la patrie.

Nos officiers ont fait leur devoir. Leurs pertes élevées en portent un éloquent témoignage. Que beaucoup d’officiers aient été trop inexpérimentés, on ne peut leur en faire un reproche ; la raison en est, uniquement, dans la situation créée par l’état de guerre et dans la diminution effroyable de leur nombre. Ces officiers, inexpérimentés eux-mêmes, savaient mourir avec vaillance. Dans le combat, dans le besoin ou dans le danger le soldat s’adressait toujours à son officier, même quand il était tout jeune, et c’est vers lui qu’il tournait les yeux. Il est possible que quelques officiers n’aient pas su trouver l’attitude qu’il fallait dans leurs rapports avec leurs subordonnés, il est possible même que quelques-uns aient été gravement coupables envers eux, mais le corps des officiers, dans son ensemble, n’en est pas atteint. Il ne pouvait en être autrement au cours d’une guerre.

Durant la longue période de la guerre de position, la mise en tutelle des officiers subalternes par les officiers d’un grade supérieur avait fait des progrès inquiétants. C’était là un abus très regrettable qui trouvait sa cause dans les grandes facilités que l’on avait de communiquer par téléphone, mais aussi en partie dans l’inexpérience de ces officiers subalternes. Chaque chef avait besoin d’une certaine liberté d’action pour pouvoir faire ses preuves. J’ai toujours insisté auprès des commandements comme auprès des états-majors pour que l’on ne fît pas sur ce point des réserves contraires à la nature même de la guerre.

L’instruction de l’armée en vue de la défensive fut pour le G. Q. G. un travail immense. J’eus la satisfaction de voir que les E.-M. d’armée du front Ouest approuvaient les mesures prises par nous.

À la fin de janvier 1917, rien n’était encore terminé. Les nouvelles formations et les transformations étaient toujours en voie de réalisation. L’armée ne reprit ses forces que peu à peu. Les troupes avaient trop souffert. On avait compris les principes dés nouveaux règlements, mais ils n’avaient pas encore pénétré la troupe à fond. L’équipement en matériel de guerre était encore en retard. La tension sur le front Ouest, en dépit de tous nos efforts et d’un travail incessant, n’avait pas diminué d’une manière importante.

Sur le front Est également et en Roumanie, on travaillait activement, d’après les mêmes principes qu’à l’Ouest. On avait laissé au commandant en chef du front Est et au feld-maréchal von Mackensen le droit de les adapter aux nécessités de leur front d’opération.

On poussa l’instruction de l’armée austro-hongroise, mais sa puissance ne s’accrut que très lentement.

Le général von Below s’était de son côté occupé de l’armée bulgare ; mais nous étions trop étrangers à la langue et à l’esprit du peuple bulgare. Nous ne pouvions que difficilement dissiper la défiance qu’inspirait aux Bulgares leur mise en tutelle par les Allemands. L’armée bulgare commença cependant à prendre plus de consistance, bien que son G. Q. G. ne fît pas de bien grands efforts pour développer son instruction.

Dans l’armée turque, seul Liman-Pacha travaillait sérieusement. Les troupes turques de Galicie et de Roumanie furent instruites selon la méthode allemande et non sans succès. On en fut là très satisfait, mais leur qualité sur les autres fronts demeura inférieure.

Le G. Q. G. avait tout essayé pour aiguiser son arme de guerre. La tentative que nous fîmes aussi pour augmenter notre force numérique et pour rattraper, sur ce point, la supériorité de l’ennemi, en instituant une armée polonaise, avait pendant ce temps misérablement échoué.

X

L’utilisation dans la guerre des forces de la Pologne intéressait vivement la Quadruplice qui venait de la libérer du joug russe. J’avais déjà auparavant arrêté ma pensée sur ce point et favorisé les enrôlements dans la légion polonaise ; mais ils n’avançaient guère. Il n’y avait rien à changer dans la composition de la légion tirée surtout de la Pologne galicienne ; mais les Polonais de Russie se tenaient entièrement à l’écart.

Durant la première phase de la guerre, la Pologne comptait obtenir son indépendance avec l’aide de la Russie. Un manifeste du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch avait fait entrevoir la restauration du royaume, avec ses anciennes frontières, sous le sceptre du tsar de Russie et avait produit une profonde impression sur tous les Polonais. La situation militaire était maintenant complètement changée. Les Polonais ne pouvaient plus songer a libérer leur pays qu’en marchant avec les Puissances Centrales, et pourvu que nous arrivions à battre la Russie. C’est ce résultat que, pour des raisons militaires, nous devions poursuivre. Il me parut possible que la Pologne consentît à donner ses fils pour se libérer de la Russie. Ses intérêts se confondaient, ici, avec ceux des Puissances. Centrales, comme d’ailleurs sur beaucoup d’autres points.

Lorsque, le 29 août, je devins premier quartier-maître-général, je trouvai un arrangement conclu entre le chancelier impérial et le baron von Burian, le ministre commun des Affaires étrangères de la double monarchie, arrangement daté de Vienne, le 11 août. L’Allemagne et l’Autriche-Hongrie s’engageaient à créer un royaume indépendant de Pologne sous une monarchie héréditaire et un gouvernement constitutionnel, avec son armée propre, dont le commandement unique serait confié à l’Allemagne. Les deux empereurs devaient publier aussitôt que possible leur intention de fonder cet État ; on le constituerait plus tard. Vilna elle-même était attribuée à cette Pologne dont les frontières seraient reportées le plus loin possible à l’Est, dans la mesure où l’on pourrait l’obtenir dans le traité de paix.

Cette Pologne devait entrer dans l’alliance des deux empires et sa politique étrangère serait réglée en conséquence.

Les deux Puissances Centrales se garantirent réciproquement leurs possessions polonaises actuelles et discutèrent des rectifications de frontières que la Pologne russe devrait leur concéder pour assurer, militairement, la sécurité de leurs territoires. Ces rectifications devaient se limiter à ce qui serait jugé strictement indispensable au point de vue militaire. M. von Bethmann m’avait interrogé plusieurs fois à l’automne 1914 et en 1915 au sujet de mes vues sur le tracé de cette frontière.

Quant à l’avenir économique de la Pologne, les points de vue étaient divergents. M. von Bethmann projetait une union douanière avec l’Allemagne ; cela paraissait excessif au baron Burian. Il désirait que la Pologne constituât un territoire douanier indépendant.

On déclara, des deux côtés, qu’il était très désirable de voir s’abaisser autant que possible les barrières douanières et commerciales qui séparaient encore l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie.

On ne fit pas de réserves spéciales pour le cas invraisemblable d’une paix séparée avec la Russie.

On voyait bien, et le tempérament de M. von Bethmann comme celui du baron Burian le garantissaient d’ailleurs, que ces arrangements avaient dû être précédés de longues discussions, dont il fallait reporter le commencement jusqu’en 1915.

Le chancelier avait, en tout cas, déclaré le 5 avril 1916, que la question polonaise était posée et que l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie devaient en trouver la solution.

Le gouverneur général de Varsovie s’était également occupé de la constitution d’une armée polonaise et était arrivé à des résultats extrêmement favorables.

La fondation d’un royaume de Pologne, doté d’une armée propre, était donc admise, d’après ces arrangements des deux hommes d’État. Le gouverneur général de Pologne regardait la constitution de cette armée non seulement comme possible, mais, d’après ses observations, comme pleine d’avenir. La situation militaire extrêmement tendue exigeait impérieusement que la Quadruplice arrivât à égaliser les forces. Le G. Q. G. devait suivre officiellement cette question de la formation d’une armée polonaise. Toute hésitation eût été ici une faute ; il ne s’agissait de rien de moins que de victoire ou de défaite, de vie ou de mort pour le peuple allemand. Il fallait renvoyer **à**plus tard le souci de ce qui pourrait suivre. La situation militaire devant laquelle nous nous trouvions au début de septembre nous avait mis trop clairement sous les yeux le danger qui nous menaçait.

Il se tint peu de temps après, à Pless, entre les services responsables de la politique et de la conduite de la guerre pour l’Allemagne et pour l’Autriche-Hongrie, auxquels vint s’adjoindre le général von Beseler, une série de conférences où l’on discuta la question polonaise ; une seule, des questions qui s’y débattaient, avait pour moi un intérêt : la question de l’armée polonaise qui pouvait nous apporter des forces nouvelles.

Le général von Beseler conserva son point de vue, tandis que le général von Conrad nous mettait énergiquement en garde contre tout optimisme. Le général von Beseler indiquait comme condition fondamentale d’une pleine réussite la proclamation d’indépendance du royaume et rétablissement d’une administration unique pour la Pologne, par la réunion des deux gouvernements généraux du Lublin et de Varsovie. C’est alors seulement que les Polonais verraient tout le sérieux des plans conçus par les Puissances Centrales au sujet de leur pays. J’étais aussi de cet avis. Je défendis, vis-à-vis du baron Burian, l’idée de cette union, dans l’intérêt de la constitution d’une armée polonaise. Mais les hommes d’État principaux ne réussirent pas à trouver un compromis. Pour le baron Burian, les désirs de la double monarchie et les soucis que lui causaient les difficultés intérieures parlaient plus haut que l’intérêt commun d’une bonne conduite de la guerre. L’union recommandée par le G. Q. G. allemand et par le général von Beseler tomba à l’eau. Le général von Beseler ne désespérait pas cependant de constituer une armée, si les Puissances Centrales proclamaient l’établissement du royaume. Il proposa d’organiser d’abord quatre ou cinq D. I. La légion polonaise en fournirait la base.

Il espérait pouvoir tenir ces D. I. à la disposition du G. Q. G. en avril 1917, et en former d’autres ensuite. Ce n’était pas beaucoup, mais cela permettait d’espérer davantage. La guerre pouvait encore durer des années. Il fallait accepter tout renfort possible. La situation militaire ordonnait de se rallier aux propositions du général von Beseler. Le G. Q. G. entra dans la voie que celui-ci estimait seule praticable.

Le gouvernement impérial s’occupa d’exécuter le programme de M. von Bethmann et du baron Burian concernant la création du royaume de Pologne, pendant que nous délibérions avec le général von Beseler et le G. Q. G. austro-hongrois sur la constitution de l’armée polonaise.

Le sous-secrétaire d’État Wahnschaffe me pria d’expliquer au ministre von Loebell mes vues sur la nécessité d’une armée polonaise. J’accédai à ce désir et dans une lettre privée j’appuyai cette nécessité sur la loi de fer de la guerre qui exigeait toujours plus d’hommes.

Je ne suis pas renseigné sur le détail de ce qui se passa à Berlin. Le chancelier et le général von Beseler y appuyèrent chaleureusement l’institution de l’armée et du royaume de Pologne. Mais cette institution du royaume de Pologne souleva de graves inquiétudes de divers côtés en Allemagne. Il vint aussitôt de Berlin des bruits affirmant que tout le plan était de moi. Je priai à plusieurs reprises le gouvernement d’exposer ce qui s’était passé ; malheureusement il ne se trouva aucun homme d’État pour rétablir la vérité en bonne et due forme. Comme il était arrivé à propos de la guerre sous-marine, le G. Q. G. se trouva ainsi engagé, pour la deuxième fois, dans un conflit politique, sans qu’il l’eût voulu, et cette fois par le fait d’insinuations fausses. Est-il surprenant que je sois sorti encore une fois écœuré de ces incidents ? Tous ceux qui ont travaillé avec moi savent que j’étais toujours prêt à entendre une explication franche, que j’écoutais toutes les objections, mais que j’exigeais une droiture absolue.

Je fus appelé en outre par le chancelier à participer à la composition de la proclamation concernant la fondation du royaume de Pologne.

La proclamation du royaume, le 5 novembre, de même que toutes les mesures prises pour former une armée polonaise, furent des coups d’épée dans l’eau. Nous vîmes bientôt clairement que le général von Conrad avait apprécié sainement la situation. Il me fallut même, à la fin, renoncer à chercher dans les troupes polonaises un renforcement de notre armée. Le général von Beseler reconnut lui-même qu’il s’était trompé. L’institution d’une armée polonaise avait ainsi définitivement échoué. L’idée de la formation d’une troupe nationale polonaise que le général von Beseler ou le gouvernement austro-hongrois remettaient de temps en temps sur le tapis fut toujours depuis lors écartée par le G. Q. G. Pour lui, l’armement de la Pologne, dont l’attitude était si douteuse, eût constitué un danger auquel il avait le devoir de parer comme il avait eu auparavant le devoir de rechercher un apport de forces nouvelles.

On dépensa un temps précieux et beaucoup de forces dans ces négociations infructueuses ; le seul intérêt qu’on y trouva fut de constater avec quelle ténacité les hommes d’État austro-hongrois, dans la question polonaise, poursuivaient contre nous la réalisation de leurs plans.

Ce furent des raisons politiques qui firent échouer l’institution projetée d’une armée polonaise. On vit que la Pologne préférait atteindre son but avec l’aide de l’Entente contre l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie. La Pologne ne manquait pas d’hommes, bien qu’elle fournît déjà des travailleurs à l’Allemagne et à l’Autriche-Hongrie. La question d’hommes, en elle-même, n’a ici joué à peu près aucun rôle. Naturellement, nous cherchâmes dans la suite à recruter en Pologne le plus grand nombre possible de travailleurs et à utiliser le pays en vue de la poursuite de la guerre.

Ce serait aller trop loin que d’essayer de rattacher les événements qui se passent actuellement en Pologne et dans nos territoires de l’Est à cette tentative que nous avons faite pour ériger un royaume de Pologne. Sans la proclamation du royaume et la tentative de constituer une armée, ces événements se seraient produits quand même ; ils ont leur racine dans des causes historiques, dans le puissant sentiment national des Polonais et dans l’antique opposition entre Allemands et Polonais

Au cours des discussions sur la fondation d’un royaume de Pologne nous discutâmes aussi la possibilité d’une paix séparée avec la Russie. On fit remarquer combien les intentions des Puissances Centrales sur la Pologne la rendraient plus difficile. Une paix séparée avec la Russie a toujours tenu une grande place dans les idées du peuple allemand ; dès l’automne 1914, on me « garantissait » la nouvelle de l’arrivée du comte Witte à Berlin. C’était naturellement une pure rêverie. L’Angleterre et la France tenaient trop fortement la Russie. Stürmer y était depuis longtemps président du conseil. On se remit à parler de la possibilité de conclure la paix en utilisant la collaboration de ce dernier. Naturellement, j’aurais de beaucoup préféré une paix avec la Russie à toute l’armée polonaise, surtout si l’on établissait un royaume de Pologne, à la création duquel, en ma qualité de natif de la Province de Posen, j’étais intimement opposé. L’armée polonaise ne pouvait fournir que quelques divisions, qui ne signifiaient plus rien en comparaison du soulagement qu’apporterait à l’Allemagne le fait de ne plus compter la Russie au nombre de ses ennemis. Le compte en était facile à faire. Il n’est pas nécessaire de discuter longuement la question. Malheureusement, là non plus, les désirs et les espérances ne pouvaient, à eux seuls, réaliser la paix, et le gouvernement et les diplomates ne faisaient rien de plus qu’espérer et désirer. Ils sentaient bien, d’ailleurs, que leurs espérances étaient sans fondement, sans quoi ils n’eussent pas, en août, établi un programme polonais qui était dirigé contre la Russie. On en resta, cette fois encore, à des considérations sur la paix, telles qu’on pouvait les faire chaque jour. Il n’était pas question d’une possibilité quelconque d’entrer en relation avec Stürmer et pas davantage des tentatives, encore très éloignées, que devait entreprendre Stürmer. Personne ne croyait à une possibilité de paix avec la Russie. La situation militaire en septembre et octobre n’était pas faite pour nous porter à y croire, bien que l’Entente pût reconnaître, dès octobre, que la grande offensive de l’automne 1916 ne réussirait pas. Le 21 octobre, le chancelier déclara qu’il n’y avait, pour le moment, aucune perspective de paix séparée avec la Russie, parce que celle-ci était sous la dépendance étroite de l’Angleterre.

\*

\* \*

J’avais devant moi un vaste champ d’action, si je voulais établir au G. Q. G. des bases nouvelles pour la conduite des opérations et rendre plus efficace notre instrument de guerre. Je ne pouvais naturellement pas conduire partout, moi-même, la charrue et semer. Là où je rencontrais une collaboration intelligente et une conception sérieuse de la guerre, la semence levait, mais souvent elle ne germait que difficilement et le champ ne produisait rien ; il venait aussi de mauvaises herbes qui recouvraient tout ce qui jusque-là semblait avoir bien poussé.



PAYOT & Cie, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

**LtEUTENANT-COLONEL DE**CHAMBRUN **et Capitaine de**MARENCHES

**L’ARMÉE AMÉRICAINE** DANS LE **CONFLIT EUROPÉEN**

**In-8..................... 10 fr.**

Un livre paraît aujourd’hui qui, sans hyperboles ni métaphores, mais avec une précision mathématique, rappelle l’œuvre accomplie par l’*Armée américaine dans le Conflit européen.*

Les auteurs en sont le lieutenant-colonel de Chambrim et le capitaine de Marenches. Nul n’était mieux qualifié à cet effet que ces deux officiers français, dont le premier fut jadis attaché militaire à Washington, et qui tous deux ont fait pendant cette guerre partie du grand quartier général américain.

Général VerrAux.

C’est une immense joie pour moi de voir que deux officiers français très compétents ont tenu à écrire l’histoire de la création de l’Armée américaine et à immortaliser le souvenir de ses exploits dans cette guerre. Ce livre aura une grande valeur historique.

   Newton. D. Baker,

***Ministre de la Guerre des États-Unis***

Désormais, l’histoire est écrite de l’effort accompli par notre peuple durant cette guerre sans exemple. MM. de Chambrun et de Marenches ont su montrer, avec une sincérité de documentation et une clarté égales à leur impartialité, comment les États-Unis sont parvenus à constituer de toutes pièces cette grande et vaillante armée qui, entre les mains ferme » et expérimentée » du Commandement suprême français, devait assurer la victoire définitive des Alliés. Organisations combats, services de l’arrière, associations militaires de bienfaisance mêmes, etc, tout a été étudié en connaisseur et par la les autour se sont acquis un titre inaltérable à notre reconnaissance.

WaitEr BeRRy.

*Président de la chambre de commerce des États-Unis*

Sur ce sujet, dont il est superflu de signaler l’intérêt et l’importance. On ne saurait désirer une étude plus complète et plus précise que celle-ci.

(La revue de Paris***)***





